R. W. SETON-WATSON

HISTOIRE DES ROUMAINS

DE L'ÉPOQUE ROMAINE
A L'ACHÈVEMENT DE L'UNITÉ

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

HISTOIRE
DES ROUMAINS

HISTOIRE DES ROUMAINS

DE L'ÉPOQUE ROMAINE A L'ACHÈVEMENT DE L'UNITÉ

par

R. W. SETON-WATSON

Professeur à l'Université de Londres
Membre de l'Académie Britannique
Membre correspondant de l'Académie Roumaine et Tchèque

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

—

1937

AMICIS

ULTRA SILVAM HABITANTIBUS

AC PRAECIPUE

NAPORENSIUM

URBI STUDIOQUE

CIVIS ET DOCTOR

PRÉFACE

Ce livre écrit pour des Anglais trouve sa justification dans le fait que l'histoire complète des Roumains n'avait encore tenté aucun auteur en Angleterre. On m'a donné l'espoir qu'il ne sera pas inutile même à des Français. Ceux-ci possèdent il est vrai dans leur propre langue un grand nombre d'ouvrages sur l'histoire des Roumains : ils ont l'histoire fondamentale de Xénopol et quelques plus brefs essais du même auteur, ils ont surtout une pleine bibliothèque des œuvres du Pr Iorga, œuvres qui font époque dans l'exploration de nombreux domaines jusqu'alors négligés. Il existe encore, en français, plusieurs monographies sur des points particuliers de l'histoire des Roumains. Mais jusqu'ici, aucun historien français n'a cherché à donner une interprétation occidentale de l'histoire roumaine. Ce sujet passionnant et profitable à la fois : le rôle des exilés roumains à Paris et leurs relations avec la IIe République et Napoléon III, n'a pas encore été traité bien que M. Pompiliu Eliade se soit occupé de la période précédente.

Il n'est pas de pays en Europe dont les origines soient plus obscures que celles de la Roumanie. Pendant plus de mille ans son histoire est couverte d'un voile impénétrable et en l'absence de sources écrites nous sommes réduits aux conjectures, aux théories, à l'apparence des faits. Quand à la fin le voile s'écarte, nous nous apercevons que l'histoire des Roumains est mêlée à celle des nations voisines d'une façon plus inextricable que nulle part ailleurs. Le développement politique des Roumains et les progrès de leur culture ont été à la merci des conquérants du nord-ouest, du nord et du sud, ils ont été constamment retardés et déformés par les influences étrangères. En conséquence les péripéties de cette histoire se déroulent plus souvent en Turquie, en Hongrie et en Pologne que sur le sol roumain. Les dynasties d'origine roumaine produisirent quelques chefs de grande classe mais à la fin elles se montrèrent inégales à la tâche difficile qu'elles devaient affronter et finirent

sans gloire : cet échec est à la fois l'effet et la cause de la domination étrangère et du retard des deux Principautés à s'unir.

Dans ce livre, je consacre une attention spéciale à la place prise par les Roumains dans l'interminable Question d'Orient, d'abord au temps de la lutte triangulaire entre les Turcs, l'Empire et la Pologne, plus tard lors de la rivalité de la Russie et de l'Autriche pour l'héritage de l' « Homme malade ». Par dessus tout, je me suis attaché au problème transylvain que je considère comme la clef du plus vaste problème de l'unité roumaine. Les écrivains précédents ont en effet négligé ce fait fondamental que l'Union concernait non pas deux mais trois Principautés, que pour les deux situées au sud et à l'est des Carpathes, il ne devait y avoir ni ordre ni sécurité tant que leur destinée ne serait pas rattachée à celle de l'autre fragment de l'ancienne Dacie qui se trouve au nord du massif.

Pendant les premières années du siècle la situation de l'Europe était telle que l'unité de la Roumanie ne semblait possible qu'au prix de son indépendance : à diverses reprises on suggéra que reconnaître la suzeraineté de la Monarchie Habsbourg ne serait pas payer trop cher la réunion de toute la race sous un même toit. Aujourd'hui cette idée paraît monstrueuse, c'est ce qui montre le chemin accompli depuis les vingt dernières années. La grande guerre est un événement unique dans les annales du monde, l'unité roumaine n'est pas la moins remarquable ni la moins durable de ses conséquences.

J'ai essayé de relater les faits tels qu'ils sont et d'écrire sans peur ni flatterie. Tel lecteur trouvera cette histoire obscure et souvent sans gloire : mais ses vicissitudes cachent une force qu'il faut reconnaître et l'histoire de l'Europe ne montre pas de plus frappant exemple de ce que peut sous une domination étrangère et contre une politique d'assimilation forcée, un sentiment national qui triomphe peu à peu de l'adversité.

Je désire exprimer toute ma reconnaissance à M. Pierre Marcel, directeur des Presses Universitaires de France, et à M. D. N. Ciotori, conseiller de la Légation de Roumanie à Londres, membre d'honneur de l'Académie Roumaine, pour la collaboration qu'ils ont apportée à la traduction française de cet ouvrage.

R. W. Seton-Watson.

7 mars 1936.

CHAPITRE PREMIER

ORIGINES DES ROUMAINS

« That which thou sowest is not quickened, except it die. »

La Roumanie fut à l'origine peuplée par les Scythes, les Cimmériens, et les Gètes, probablement apparentés aux anciens Illyriens de l'Ouest, et ainsi à toute la souche primitive des peuples balkaniques. Ces peuples, écrit le professeur Pârvan, l'éminent archéologue roumain, « refoulèrent à l'est les envahisseurs iraniens, et à l'ouest, les Celtes, et fondèrent le plus grand empire barbare qui eût jamais existé dans cette partie de l'Europe. Le royaume gète de Burébista comprenait la Bohême, la Hongrie occidentale, aussi bien que la Bessarabie et la Bulgarie, mais les Carpathes de Transylvanie restèrent la base de sa puissance. Et même les conquêtes romaines au delà des Alpes orientales et de l'Adriatique ne purent être achevées avant que la Dacie ait été soumise » (1). L'histoire du peuple daco-romain, souligne-t-il, commence dès le IIIe siècle av. J.-C. Déjà sous le règne de Burébista, le grand roi dont la puissance atteignit son apogée vers l'an 50 av. J.-C., il y eut une constante infiltration de marchands et de citoyens romains qui se frayaient un chemin non seulement à travers les Alpes Juliennes et les vallées de la Save et du Danube, mais aussi au cœur de la péninsule balkanique — ainsi que le prouve la découverte en Moldavie de nombreuses pièces de monnaie d'Apollonia et de Dyrrachium. Burébista était assez puissant pour menacer l'organi-

(1) Voir Pârvan : *Dacia*, p. 2.

sation romaine de Thrace, et César, peu avant sa mort, semble avoir envisagé une expédition vers le Bas-Danube. Les guerres civiles qui suivirent la mort de César ajournèrent pour la Dacie tout danger extérieur, mais le royaume peu uni de Burébista devint bientôt un champ de dissensions intestines, ce qui permit à Octave vainqueur d'expulser les Daces du sol de Thrace, et même d'envoyer des troupes de répression de l'autre côté du Danube.

Au Ier siècle de notre ère, les Romains consolidèrent leur domination en Thrace et en Mésie, et laissèrent en paix les Daces au nord du fleuve. Ce fut seulement sous le règne de Titus que de graves hostilités éclatèrent ; mais la Dacie eut alors de nouveau un chef d'une valeur exceptionnelle, Décébale, « digne adversaire de la puissance romaine ». Deux généraux romains ayant subi de sérieux échecs, un troisième, Julien, pénétra jusque dans la capitale de la Dacie, remporta une victoire à Tapae (à l'est du Banat) et obligea Décébale à demander la paix à Domitien. Celui-ci, vaincu par les Marcomans, ne put exploiter ce succès ; il respecta l'entière indépendance de Décébale, mais il obtint finalement la suppression des incursions des Daces contre le versement d'un tribut annuel. Entre temps, l'immigration des colons romains augmentait d'une façon continue ; le roi dace accueillait les ouvriers habiles, les ingénieurs et les artisans de toutes espèces, et faisait construire des forteresses selon la technique romaine. En dehors même de ces nouveaux venus, il y avait déjà « un assez grand nombre d'indigènes qui comprenaient suffisamment bien le latin pour que des lettres fussent écrites en cette langue » (1).

A l'avènement de Trajan, les Romains refusèrent immédiatement de payer un tribut humiliant. En l'an 101 ap. J.-C., la guerre éclata entre Décébale et Trajan, qui concentra son armée à Viminacium (au nord-est de la Serbie), franchit le Danube pour pénétrer dans le Banat moderne, et après une résistance acharnée, dicta la paix dans la capitale de la Dacie, Sarmizégéthusa. Décébale conserva sa couronne, mais dut accepter une garnison romaine et un conseiller civil, l'équivalent sans doute du Résident dans un protectorat. Afin d'assurer la communication avec la nouvelle province conquise, Trajan fit bâtir son célèbre pont sur le Danube — œuvre de l'architecte Apollodore de Damas — toute-

(1) Voir Pârvan : *Dacia*, p. 159.

fois le point stratégique qu'il choisit pour l'élever ne fut plus Viminacium, mais un lieu en aval des cataractes des Portes de Fer, près de l'agréable ville moderne de Turnu Séverin, d'où l'on accédait facilement jusqu'au centre de l'Olténie, et à Sarmizégéthusa, vers la vallée de la Cerna. En l'an 105-6, la guerre éclata une seconde fois, Décébale fit des efforts désespérés pour secouer le joug des Romains, et Trajan, averti du danger par des émissaires extraordinaires, s'embarqua à Ancône et revint en hâte vers le Danube, décidé à écraser définitivement toute résistance. Empruntant les cols des Carpathes, il ravagea la capitale après un siège prolongé. Décébale s'échappa sous un déguisement, organisa une féroce guerilla, mais fut finalement fait prisonnier et préféra le suicide au destin déshonorant d'assister au triomphe romain. Ce triomphe, entre tous, devait être immortalisé par la colonne de Trajan à Rome, ornée de nombreuses figures en haut-relief de captifs daces et de légionnaires victorieux (1). De nos jours ces souvenirs ont enflammé l'imagination du peuple roumain, et constituent une sorte de charte ancestrale extrêmement précieuse dans laquelle se mélangent et se confondent les revendications contraires concernant l'origine romaine ou dace.

Les Daces ne furent pas seulement un simple agglomérat de tribus barbares, mais possédèrent une culture rudimentaire propre et « une structure sociale et économique nettement affirmée » (2). Ils n'acceptèrent donc pas volontiers la domination romaine, et, parmi eux, de nombreux guerriers se retirèrent vers les régions libres du Nord, et se fondirent avec les tribus germaniques encore nomades. C'est pourquoi Trajan organisa la nouvelle province de Dacie sur des bases très particulières, faisant venir une multitude de colons de tous les coins de l'Empire, et des techniciens pour exploiter les riches mines de sel, d'argent et d'or de la future Transylvanie. Les inscriptions qui y subsistent prouvent que certains vinrent de Grèce et d'Asie Mineure, d'autres vinrent d'Espagne, d'autres peut-être de Perse et d'Égypte, car il existe dans cette région des autels consacrés à des divinités celtes, et le culte de Mithra et d'Isis y est également représenté. Le principal dessein de Trajan semble avoir été d'ériger une forte barrière contre les

(1) Un autre monument commémoratif d'une victoire ce sont les Ruines circulaires du « Tropæum Traiani » à Adam Klisi, dans la Dobroudja.
(2) Voir Pârvan : *Dacia*, p. 189.

tribus sauvages qui s'agitaient déjà dans les steppes de ce qui constitue maintenant la Russie du Sud. La Dacie était alors avant tout un *massif* montagneux, une forteresse qui devait d'un côté dominer la plaine valaque, et de l'autre, la vallée de la Theiss : mais ces plaines étaient négligées et maigrement peuplées. Une muraille fut élevée des Carpathes à l'embouchure du Dniester près de la moderne Cetatea Alba (Akkerman) : les habitants de toute la région comprise entre elle et le fleuve Olt n'avaient que des rapports éloignés avec les Romains. La ville principale, Sarmizégéthusa, sur les contreforts sud-ouest de la grande chaîne des Carpathes en forme de faucille, fut rebaptisée Ulpia Traiana. Apulum (Alba Julia), Napoca (Cluj), et Porolissum (près de Gherla) étaient également des villes de quelque importance. Sous le règne d'Adrien, la Dacie fut divisée en haute et basse province, et le nom de « Dacia Felix » lui fut appliqué communément. Sous le règne de Marc-Aurèle, elle fut même partagée en trois sections, bien qu'un « concilium trium Daciarum » continuât à se réunir dans la capitale commune.

Je n'insisterai pas sur le processus par lequel les provinciaux de Dacie propagèrent les traditions et la culture de Rome vers le nord-est en s'appuyant sur une base essentiellement agricole, et en s'assimilant également dès le début à la population indigène. Il suffit de noter que les derniers résultats des recherches linguistiques, ethnographiques et archéologiques, prouvent que ce processus de colonisation et de pénétration fut bien plus gradué, prolongé et efficace que ne le supposèrent les premiers historiens. Une nouvelle nation se formait déjà lorsque l'Empire, tombant en décadence, dut prendre une position défensive. Des conditions peu favorables arrêtèrent le processus pendant plusieurs siècles, mais les éléments demeurèrent, et l'éclosion de l'épi de blé sur le sol fertile de la plaine valaque est le symbole d'un mystère qu'il nous faut accepter par un acte de foi puisque nous ne pouvons l'expliquer par des méthodes rationnelles.

Le milieu du IIIe siècle fut témoin de ces premières migrations mystérieuses de peuples qui devaient peu à peu transformer l'ancien monde et jeter les fondations de l'Europe moderne : il était tout naturel que la poussée la plus intense se concentrât sur la frontière danubienne. Ce ne fut pas par hasard que l'Empire à l'heure du danger pût être sauvé par une série de soldats et d'administra-

teurs capables dont la province natale était particulièrement menacée. Les empereurs illyriens, de Claude II à Dioclètien et à Constantin, semblent avoir transporté le centre du monde romain d'Italie vers l'Adriatique orientale et vers le moyen Danube. Carnuntum (près de Vienne sur le Danube), Emona (Laibach), Siscia (Sisak), Sirmium (Mitrovica), Aquincum (Buda), Singidunum (Belgrade) ne furent pas seulement de simples bastions stratégiques mais des centres prospères de commerce et de culture.

Maximin, écrit le professeur Iorga, personnifie, en sens contraire, « la colonisation incessante et imperceptible » dont la Dacie était déjà l'objet à la fin du siècle précédent. « Les parents du futur César, un Goth et une Alande vinrent de Scythie, pays où les Barbares se succédaient sans interruption, en Thrace romaine, où ils se consacrèrent à la vie pastorale. La *Vie de Claude* nous apprend que de tels immigrants apportaient généralement avec eux leurs nombreux troupeaux de vaches, de moutons et de chevaux. Le fils qui a déjà acquis une certaine maîtrise du latin, dans ces régions romaines ou romanisées, s'occupe du bétail de son père. Rêvant d'action et de batailles, il devient soldat, centurion, atteint même des grades plus élevés dans la carrière militaire : après un loyal service, il quitte l'armée et reçoit des terres dans la lointaine région de Thrace où il a passé son enfance » (1). Et cependant le tourbillon des grands événements devait l'attirer, le pousser à attaquer et à ébranler un Empire. Pour lui et pour plusieurs de ses successeurs dont les carrières ne furent pas complètement sans analogie entre elles, il ne dut pas y avoir de distinctions bien déterminées entre les hordes à demi-assimilées du Nord et les rudes provinciaux chez qui des mariages mixtes étaient courants, et dont l'esprit dut être égaré par une foule de croyances religieuses contraires, toutes manifestement en décadence, et ne rencontrant tout au plus qu'une foi conventionnelle dans la classe dirigeante. La Dacie subissait alors une évolution qui se manifestait déjà d'une façon aussi éclatante en Gaule et en Mésie, aux deux extrémités de l'Europe.

Comme la menace d'une invasion des Goths croissait, Décius, lui-même natif de Syrmie, rallia les troupes impériales et reçut le titre de « Restituor Daciæ », en mettant les envahisseurs en

(1) *Gesch. des rumänischen Volkes*, I, p. 48.

déroute, près de Nicopolis, sur le Danube. Mais son triomphe fut de courte durée : en 251, son fils et lui furent tués dans une grande bataille à Abritum, que l'on place dans la région des marécages de la Dobroudja moderne. Les Goths de leur côté avaient subi de telles pertes qu'ils furent incapables pendant quelque temps d'envisager une offensive sérieuse : mais dix ans s'étaient à peine écoulés que des guerres civiles réduisaient l'Empire à la dernière extrémité, et provoquaient infailliblement l'invasion. Une ultime tentative fut entreprise par l'empereur Claude qui remporta une victoire décisive sur les Goths à Naissus (Niš en Serbie) en 268, lorsque ceux-ci, ayant pénétré jusqu'au cœur même de la Mésie Supérieure, semblaient prêts à établir leur domination stratégique sur toute la péninsule. Mais Claude, à la fois grand soldat et homme d'État équitable, animé d'un esprit constructif, mourut prématurément après le plus court des règnes, et de toute évidence la situation ne pouvait être sauvée que par une politique hardie de sacrifices nécessaires et de réorganisation de la défense et de la stratégie de l'Empire. Telle fut la tâche entreprise par Aurélien, successeur de Claude, autre soldat ambitieux et triomphateur, issu de la souche paysanne de Syrmie. Au cours de son règne qui dura cinq ans à peine, il prit des décisions qui devaient laisser une marque permanente dans l'histoire — arrêtant net l'avance des Alamans et empêchant la séparation de la Gaule et de la Bretagne, détruisant le jeune Empire de Palmyre et dotant la ville de Rome d'une enceinte fortifiée plus imposante et plus résistante que celle de Servius Tullius. Ce fut Aurélien qui décida aussi de l'avenir du peuple roumain en faisant évacuer la Dacie en l'an 271. Il avait compris que cette province formait un cap trop exposé au milieu des vagues de la barbarie en marche, et que sa défense stratégique ne pouvait facilement être assimilée à celle de la large plaine de Pannonie où le puissant Danube formait une frontière naturelle. Les légions et le corps administratif furent donc ramenés au sud du fleuve, et le nom de Dacie fut changé en celui de Haute Mésie (correspondant approximativement aux régions centrales de la Serbie moderne). Il est évidemment impossible de préciser jusqu'à quel point cette contrée fut abandonnée. On peut néanmoins présumer, sans exagérer, que les colons les plus riches se retirèrent mais que la plus grande partie de la population resta sur place. Le fait que la domination romaine ait laissé des traces plus faibles sur le territoire roumain qu'en d'autres provinces,

peut être en partie expliqué par la brièveté relative de l'occupation romaine, mais surtout par la longue période d'anarchie qui lui succéda.

Désormais le territoire qui forme la Grande Roumanie actuelle resta exposé au flux des invasions répétées venant de l'est. Presque tous les nombreux peuples qui envahirent l'Europe méridionale entre le IIIe et le Xe siècle, à commencer par les Goths et les Gépides, passèrent d'abord sur sol roumain. Mais il faut remarquer qu'à chaque fois l'objet de l'invasion se trouvait au delà : l'étincelant pillage de Byzance et des opulentes villes italiennes attirait irrésistiblement en avant les Barbares. La Dacie de Trajan n'était qu'une simple étape sur leur route, et il est fort surprenant de constater que les Goths particulièrement n'aient pas laissé de traces de leur passage sur ce territoire. L'absence de mots gothiques dans le langage roumain a quelquefois servi à prouver le manque de continuité de la race roumaine au nord du Danube : mais à de tels arguments, qui ne reposent, selon l'avis général, que sur de pures conjectures, l'on pourrait honnêtement répondre que si les daco-romains avaient été au IVe siècle déjà agglomérés au sud du Danube, les influences gothiques sur leur langue eussent été inévitables, étant donné l'importance de l'occupation des Goths sur le territoire appelé aujourd'hui Bulgarie.

LES INVASIONS BARBARES

Tandis que les Goths avançaient d'une façon continue, ils étaient remplacés sur les territoires qu'ils abandonnaient par les premières tribus slaves, qui imprégnèrent toute la péninsule balkanique et submergèrent plus d'une grande ville, telle que Philippi et Boroéa. Marchant de nouveau sur leurs traces au VIe siècle, les Avares se fixèrent dans la plaine de Pannonie et avancèrent jusqu'à la côte adriatique, mais pour être bientôt décimés et absorbés à leur tour par les Croates et les Serbes, au VIIe siècle. Au cours de cette époque primitive, le destin de ces populations indigènes reste obscur ; les conditions de leur existence étaient rendues plus instables encore par de constantes invasions ; cependant il est probable que les provinciaux étaient déjà assimilés aux indigènes du nord, et qu'ils se mariaient constamment entre eux. En même

temps, les villes se dépeuplaient rapidement, les routes devenant peu sûres étaient abandonnées et la vie des campagnes restait tout à fait primitive. De nombreux siècles devaient passer avant que les bases d'un gouvernement stable pussent être jetées. Mais, « il fallut la venue des Slaves, déclare le professeur Iorga, pour rendre possible la formation d'un peuple romain à l'est » (1). Devant de communs dangers, les deux peuples semblent avoir fraternisé, abandonnant les vastes plaines pour les lointaines vallées des Carpathes, et tout permet de supposer que les nombreux lieux de nom slave en territoire roumain datent de cette époque.

Beaucoup plus importante que celle des Avares fut l'invasion des Bulgares, tribu ouralo-altaïque, qui, dans la seconde moitié du VIIe siècle, passèrent comme l'ouragan sur les plaines formant à présent la Moldavie, et se fixèrent bientôt solidement entre le Danube et la chaîne des Balkans, choisissant pour première capitale Preslav — la Marcianopolis déjà slavisée. L'Empire bulgare atteignit son apogée au IXe siècle sous le règne du sauvage Krum et de ce spécimen oriental du Clovis franc, le tsar Boris, fin politique et subtil calculateur qui reçut le baptême des mains des apôtres slaves Cyrille et Méthode. Il convient cependant de remarquer que la population daco-romaine, qui avait été soumise par les Bulgares lorsqu'ils avaient franchi leur territoire, avait déjà reçu le baptême avant leur arrivée — sans doute d'une façon aussi superficielle et imparfaite que l'Écosse à l'époque de Saint-Ninien.

Il est intéressant de noter en passant que la plupart des termes les plus essentiels se rapportant aux observances religieuses sont des dérivés du latin : *Dumnezeu* (Dominus Deus), *păgân*, *crestin*, *biserică* et *tâmplă* pour église — qui se rattachent ainsi à une période postérieure à celle de Constantin le Grand, lorsque les basiliques et les temples furent affectés à l'usage chrétien — ; *altar*, *cruce*, *mormânt*, *cimitir ; preot*, *sânt (sînt* ou *sfânt)* et *sânta scriptură* pour les Saintes Écritures ; *înger* (angelus) *martur*, *drac* (draco) pour le Diable ; *eremit* et *eretic ; Dumineca* (Dimanche), *Florii* (Jour des Rameaux), *Rusalii* (Pentecôte) ; *botez*, *cominecare* et *ajun* pour baptême, communion et jeûne ; *căsătorie* pour mariage, et *cununie*, pour la couronne nuptiale portée pendant la cérémonie du mariage orthodoxe ; *Tatăl Nostru* et *Crez* pour Notre-Père et le Credo. Il n'est pas moins

(1) *Gesch. des rumänischen Volkes*, I, 63.

caractéristique pour la connaissance de ces premiers temps que la plupart des mots désignant les dignitaires et les vêtements ecclésiastiques furent grecs; *mitropolit*, *arhimandrit*, *arhipastor*, *episcop*, *energumen*, *eparhie*, *epitrafil*, *mineiu* (livre de messe), *octoih* (livre des cantiques).

***

Pendant le VIIIe et le IXe siècles, les Bulgares étendirent leur domination, non seulement sur les futures principautés roumaines du Bas-Danube, mais encore sur une grande partie de la Mésie, et de la plaine centrale de Pannonie. Ils devinrent ainsi les voisins de ces États slaves éphémères, qui précédèrent la conquête magyare, — et en particulier de l'Empire de « la Grande Moravie », dont la capitale était Nitra, en Slovaquie occidentale, mais qui, à son apogée, s'étendit bien au sud et au nord. Ceci explique les contacts étroits qui s'établirent entre les cours bulgare et morave au temps des apôtres slaves — contacts incompréhensibles pour le lecteur moderne qui, ne se référant qu'aux cartes géographiques du XXe siècle, ne peut imaginer que la Bulgarie et la Moravie fussent contiguës. Les pionniers des études antiques et philologiques d'il y a un siècle ne se servaient-ils pas comme de termes équivalents des mots ambigus « Ancien Bulgare, Ancien Slovène, Ancien Slavon » pour décrire le langage dans lequel les deux apôtres composèrent la première liturgie slave, et pour laquelle ils préparèrent le fameux alphabet cyrillique ?

L'extension première du christianisme slave dépasse l'objet de cet ouvrage, mais il faut marquer que, dès le début, les Roumains, bien que déjà christianisés d'une façon quelque peu superficielle, durent à leur première soumission à la domination bulgare l'adoption d'un rite bulgaro-slave qu'ils ne rejetèrent pas avant le milieu du XVIIe siècle. Jusqu'au milieu du XIXe siècle, les livres liturgiques roumains seront imprimés en caractères slavons. On ignore toutefois la date exacte à laquelle le rite bulgare fut adopté par les Roumains, mais il est permis de supposer que ce fut sous le règne de Boris ou de Siméon. Il est indiscutable que ce rite bulgare en Roumanie opposa une forte influence rivale à l'hellénisme byzantin, ou même qu'il servit de tampon entre les deux rites slavon et byzantin.

On prétend couramment que les longs siècles d'invasions barbares détruisirent la continuité de l'élément romain originel. Mais cette assertion repose sur de dangereuses théories de pureté de race, depuis longtemps abandonnées par tous les historiens sérieux des origines des Roumains. Tout ce qu'on peut affirmer c'est que la population, qui, par les influences et le sang romains, avait intégré un fort élément indigène pré-romain, fut anéantie par une série de nouvelles invasions jusqu'à ce que le mélange primitif, formé sous la domination romaine, fut refoulé dans les régions montagneuses les plus éloignées. Nous voici déjà dans le domaine des ardentes controverses. Quoi qu'on puisse en déduire, rien ne peut obscurcir ce fait essentiel : la survivance de langue et de race d'une souche plus ou moins commune sur les contreforts des Carpathes, dans le Pinde, et dans les vallées plus reculées de l'Épire, et de fragments linguistiques mineurs en Istrie et en Dalmatie du Nord.

Dans les dernières années du IXe siècle (896 est la date traditionnelle, mais arbitraire) les Magyars — autre tribu de la souche ural-altaïque, apparentée aux Huns, aux Gépides, aux Avares et aux Turcs — franchirent les Carpathes, mirent en pièces le fragile État de Moravie et occupèrent les vastes plaines du bassin danubien (vieux paradis des Huns) où ils se maintiennent encore aujourd'hui, enfonçant un coin permanent entre les Slaves du Nord et du Sud. D'abord, conservant leurs habitudes nomades, ils semblèrent prêts à suivre avec ténacité la trace des premiers envahisseurs jusqu'en Italie et en Allemagne. Mais la victoire décisive d'Othon le Grand près d'Augsbourg en 955 arrêta net leurs incursions, et ils furent refoulés vers la Pannonie dont ils durent se contenter comme patrie. A la fin du IXe siècle, ils acceptèrent aussi le christianisme, mais cette fois définitivement de Rome et non de Byzance. Leur duc Étienne reçut en l'an 1000 la couronne royale « Apostolique » des mains du pape Sylvestre et jeta les fondations du pouvoir royal sur des bases principalement féodales. Au début du XIe siècle, les Magyars établirent aussi leur domination sur la Transylvanie, qui jusqu'alors n'était formée que de duchés fragiles et isolés, dont les chefs étaient probablement de sang bulgare. En 1102, ils firent la conquête de la Croatie, qui comprenait alors la partie septentrionale de la Dalmatie jusqu'au fleuve Narenta et qui, désormais, pendant plus de huit siècles maintint une position autonome sous

la Sainte Couronne de saint Étienne. Ce n'est qu'au début du XIIIe siècle que l'histoire rompt son long silence pour révéler l'existence d'une nation « valaque » ou roumaine.

Les Magyars constituèrent les dernières de ces hordes conquérantes qui établirent des centres permanents en Europe. Leurs successeurs, les Petchénègues, ne furent pas moins redoutables, mais leur nom a disparu aussi complètement que celui des Avares et des Gépides. Ils semblent avoir péri dans des guerres intestines, dans des luttes contre Byzance, et dans des querelles avec d'autres voisins, habilement fomentées par l'Empire. Une autre tribu asiatique, les Cumans, suivirent les Petchénègues dans les plaines de Moldavie, et furent finalement accueillis comme colons en Hongrie par le roi Béla III.

De ce bref aperçu de faits connus — dépouillés autant que possible d'affirmations contestées — il ressort nettement que la matière dont dispose l'historien pour la construction de son ouvrage est exceptionnellement mince. Toutefois deux thèses principales ont été soutenues que l'on peut, brièvement, résumer comme suit.

Les Roumains se déclarent les véritables descendants des colons de Trajan, affirment que la Transylvanie est le berceau de leur race, et que la filiation historique n'a jamais été interrompue. Selon eux, la retraite qui eut lieu sous le règne d'Aurélien n'affecta que la classe des militaires et des fonctionnaires ; le gros de la population resta sur place, et bien que ce peuple ait été décimé pendant de nombreux siècles d'anarchie, et transformé par les unions qu'il contractait avec les différentes tribus des envahisseurs, il n'en conserva pas moins son identité de race, se retirant pendant les périodes d'extrême difficulté dans les régions inaccessibles des Carpathes.

Les Magyars prétendent que cette filiation est un mythe, que l'abandon de la Dacie par l'élément romain fut total, qu'en tout cas la romanisation des provinces ne pouvait être très profonde après une courte période de 163 années seulement, et que les colons qui à l'origine avaient franchi le Danube, n'étaient pas en grande partie de sang romain. S'en référant au profond mélange des éléments slaves dans la langue roumaine actuelle, ils soulignent leur ascendance slavone au détriment de la latine. Ils démontrent l'absence de tous documents révélant l'occupation rou-

maine pendant l'époque pré-médiévale du territoire qu'ils peuplent actuellement, et affirment que les Roumains d'aujourd'hui descendent des tribus nomades balkaniques qui, au XIIIe siècle seulement, franchirent la rive septentrionale du Danube et débordèrent peu à peu en Transylvanie pour répondre à l'accueil cordial que les rois hongrois réservaient aux colons étrangers.

Dans cette controverse entre Magyars et Roumains, sont intervenus certains écrivains slaves et allemands. Dans les quatre cas, il est facile de discerner une arrière-pensée. Le Roumain avec l'orgueil évident de sa race s'attache à prouver sa descendance romaine intacte et espère ainsi imposer ses revendications en tant que premier possesseur survivant du sol. Le Magyar, à son tour, affirme être arrivé en Transylvanie au moins trois siècles avant le Roumain, et s'appuyant sur ses théories de droit et de traditions historiques, se jette sur la conclusion politique *prior tempore, potior jure* qui doit justifier l'inégalité politique dans laquelle il maintient les ilotes roumains sur le sol hongrois. Pour renforcer encore sa thèse, il n'hésite pas à prétendre que les Roumains n'apparaissent qu'au XIIIe siècle même en Valachie; ce fait établi détruirait évidemment à jamais toute idée de filiation en Transylvanie. Se fondant sur cette conjecture, le Magyar n'est que trop enclin à exagérer le rôle de l'élément roumain dans l'Empire Assénide (ou bulgaro-valaque) du XIIIe siècle. Mais là, il se trouve immédiatement devant le Slave, dont le plus grand désir est de réduire ce rôle, d'exagérer le caractère bulgare de cet empire, et même de jeter un doute sur l'origine valaque de sa dynastie. Il est donc important pour le Slave de prouver la filiation roumaine sur la rive septentrionale. Encouragé par les influences linguistiques et religieuses des Slaves sur les Roumains, influences généralement admises, il n'a aucune raison d'accueillir défavorablement l'idée de continuité en Transylvanie. Les Allemands de leur côté, contaminés par la théorie magyare du *prior tempore*, seraient heureux de pouvoir établir la priorité des colons saxons en Transylvanie, ou au moins de prouver leur arrivée plus ou moins simultanée avec celle des Roumains.

Essayons de nous débarrasser de ces arrière-pensées en contradiction les unes avec les autres, et pesons les probabilités dans la balance des faits historiques et du bon sens. Tout d'abord, l'on peut écarter les arguments qui sont fondés sur l'absence de docu-

ments primitifs. Les historiens magyars ont beaucoup insisté sur le fait que la première charte contenant une référence aux habitants roumains de Transylvanie ne date que de l'an 1210. Mais la même obscurité entoure l'histoire de *tous* les habitants de la Transylvanie, jusqu'au début du XIII[e] siècle. Le document le plus ancien ne date que de 1165 (1).

Le manque de documents est dû à une double cause : d'abord dans ces territoires du sud-est la vie réellement ordonnée n'a pas commencé à vrai dire avant le XII[e] siècle ; la terrible invasion mongole qui ravagea la Hongrie en 1241 contribua à la destruction totale des documents qui existaient encore.

Il est évident que la revendication roumaine du pur sang romain est insoutenable. S'il est impossible de voyager longtemps en Roumanie, *surtout* en Transylvanie, sans rencontrer un type essentiellement latin chez les paysans, et si la langue roumaine, en dépit de tous les apports slaves, est essentiellement de structure latine (2), en 163 ans le vieil élément dace ne pouvait avoir totalement disparu et devait au moins former la couche première de la nationalité roumaine. Que le nouveau sang importé par Trajan fût très mêlé, cela importe assez peu. Notre temps nous a montré la capacité étonnante et inexplicable d'une grande nation moderne non seulement à assimiler des éléments étrangers, mais encore à créer avec leur aide un type nouveau. Tous ceux qui ont des amis dans les colonies slaves et latines aux États-Unis comprendront ce dont je veux parler, bien que le fait semble jeter un défi aux physiologues, aux psychologues et aux climatologues.

On peut admettre que les Roumains sont des Daces romanisés, mêlés de sang slave, et d'un peu de sang tatare. La tentative faite pour l'identification des termes romain et roumain ne fut nullement hardie à une époque où la critique n'en était encore qu'à ses premiers balbutiements, où les gloires du passé étaient évoquées pour adoucir un cruel présent d'oppression féodale. Les chroniqueurs du XVIII[e] siècle, dont nous aurons à parler plus tard, furent les courageux pionniers de la renaissance patriotique, mais les premiers rudiments de la critique historique leur faisaient défaut.

(1) En ce qui concerne la région du Maramureş, il n'existe que trois documents antérieurs à 1241.

(2) Notons, en passant, que presque tous les mots ayant rapport à la vie pastorale sont latins : *bou, vaca, vitel, taur, ariete, cal (cavallus), iapa (equa), porc, capra, oae (ovis), pecurar (pecorarius), pastor.*

Nous pouvons approuver la phrase du professeur Xenopol, « les Roumains sont en Orient des Daco-Romains transformés par les Slaves, comme les Français sont en Occident des Celto-Romains transformés par les Germains » (1).

Mais comment expliquer la thèse d'après laquelle les Roumains ne se fixèrent qu'au XIIIe siècle sur le territoire qu'ils occupent encore aujourd'hui ? Des arguments indirects peuvent des deux côtés la soutenir. Le langage magyar, bien que chargé de mots empruntés aux autochtones slaves de Hongrie, ne présente que peu de traces de roumain — d'où l'on peut déduire qu'il n'y avait qu'un petit nombre de Roumains sur ce territoire lors de l'arrivée des Magyars. On peut répondre il est vrai que ce fut en Pannonie et non en Transylvanie que la langue magyare prit sa forme définitive, et que les Roumains purent éviter le contact étranger en se retirant dans leurs montagnes tandis que les Slaves de Hongrie Centrale n'avaient aucun sommet à leur disposition. Sans aucun doute, les Roumains conservèrent leurs coutumes nomades très longtemps ainsi que le prouve l'existence de colonies valaques en Moravie (nommée communément la Petite Valachie et depuis complètement slavisée), dans le comitat d'Orava (en Slovaquie du Nord), en Istrie (que les derniers fragments de dialecte transforment en paradis des philologues) et parmi les Morlaques (ou Valaques maritimes) de la Dalmatie du Nord. Les communautés primitives valaques du Pinde — composées de bergers qui émigraient chaque été dans les hautes montagnes avec leurs troupeaux — nous permettent d'étudier les mœurs et les coutumes de leurs ancêtres nomades de l'époque prémédiévale.

Il est intéressant de noter en passant que tous les noms importants de villes et de rivières en Valachie sont slaves : Moldava, Bistriţa, Ialomiţa, Dumboviţa, Olteniţa, Craiova, Tîrgovişte, Zlatna, Ocna, Rîmnic, Trnava.

Un document de 1426 interdit aux nobles Hongrois d'introduire *Walachos de partibus extraneis pro nutriendis animalibus et pecudibus.* Mais ceci ne prouve pas, après tout, que *tous* les Roumains étaient nomades ; d'ailleurs, d'après Simon Kéza, l'un des plus anciens chroniqueurs magyars (circa 1285) les Székels à leur arrivée trouvèrent un alphabet en usage chez les Roumains.

(1) *Histoire des Roumains*, I, p. 130.

Mais la fragilité de la thèse entière apparaît lorsque nous demandons à ses auteurs de nous expliquer ce que devinrent les Roumains pendant les neuf siècles qui séparent leur retraite ordonnée par Aurélien, et leur retour en tant qu'État dynamique au XIIIe siècle. Il est impossible de soutenir, qu'ils continuèrent d'habiter la Mésie septentrionale lorsqu'elle fut rebaptisée Dacie ; car nous savons que si cette province avait été submergée par les invasions slaves, elle avait de nouveau émergé bien avant la période en question comme l'un des états slaves les plus purs d'Europe. Il n'existe probablement en Europe aucune autre province romaine où des villes importantes perdirent à ce point leur caractère primitif et même leur nom. Ainsi ces théoricien mêmes qui écartent les Roumains de la Transylvanie faute de documents sont forcés d'accepter un manque de preuves encore plus total et beaucoup plus embarrassant en ce qui concerne les Roumains dans leur prétendue patrie balkanique.

Enfin la thèse implique six stages d'imm gration distincts : 1° colonisation de la Dacie par les Romains ; 2° retraite totale au sud du Danube et éventuellement dans la région du Pinde ; 3° re-colonisation des Roumains en Mésie et dans les autres territoires balkaniques slavisés ; 4° retour de ces populations au nord du Danube à travers la Valachie jusqu'en Transylvanie au début du XIIIe siècle ; 5° re-émigration de Transylvanie en Valachie à la fin du XIIIe siècle ; 6° migration graduelle des Roumains, des région du sud en Transylvanie depuis cette époque. Ce dernier est le seul qui puisse s'appuyer sur une preuve historique parfaite.

Sans vouloir dogmatiser sur un sujet, connu justement comme « une énigme du moyen âge » (1), j'ose penser qu'une explication plus *logique* et plus *simple* est fournie par l'hypothèse que les Roumains modernes qui peuvent être divisés en deux groupes principaux — Daco-romains et Macédo-roumains — ne doivent d'avoir survécu qu'à la protection des hautes montagnes jadis inaccessibles et inhospitalières : au sud, les monts du Pinde, au nord, les Carpathes. La Transylvanie se détache sur la carte physique de l'Europe, comme une île montagneuse entourée de trois côtés par de vastes plaines. Quoi de plus naturel qu'elle ait servi de refuge pendant les longs siècles d'invasion et que les survivants

(1) Voir l'œuvre admirable de l'historien roumain A. D. Xenopol, sous ce titre.

soient de nouveau descendus dans les plaines lorsque la marée des invasions commença enfin à se retirer ?

La thèse qui veut que les Roumains aient de nouveau traversé la rive nord du Danube au XIIIe siècle repose sur la thèse ultérieure soutenant qu'ils avaient une influence prédominante dans le Second Empire Bulgare. Cet empire devait son existence à la révolte de bergers valaques dans le Rhodope, dirigée par les frères Pierre et Jean Asen. Cette révolte n'eût certainement pas atteint une telle importance si, grâce aux croisés latins, la puissance byzantine n'eût subi presqu'en même temps une éclipse. Plus les Valaques jouèrent un rôle important dans le nouvel État, plus leur abandon de ces territoires pour de nouvelles colonies dans les plaines valaques devient inexplicable, d'autant plus que ces plaines étaient encore partiellement habitées par des tribus de Tatares et de Cumans païens. De plus, leur émigration aurait dû à peu près coïncider avec la terrible invasion mongole à laquelle échappa la Bulgarie. Auraient-ils choisi un tel moment pour se rendre dans la zone dangereuse ? Si l'on accepte la thèse magyare (et si, incidemment l'on rejette comme un mythe le témoignage du plus ancien chroniqueur magyar « le Notaire anonyme du Roi Béla ») un immense territoire comprenant presque toute la Roumanie d'aujourd'hui, serait resté sans possesseur pendant des siècles — constituant ainsi une sorte de « No Man's Land ». Hunfalvy, sans doute le polémiste le plus expert en la matière, ne peut que reconnaître que la Transylvanie en particulier était un territoire neutre où les Magyars et les Petchenègues (tribu mongole qui survécut jusqu'au XIe siècle) exerçaient leurs droits de chasse, mais d'où les Bulgares étaient exclus. Cette preuve est nettement insuffisante.

Mais on trouve l'argument décisif contre la ré-immigration, partie du Sud du Danube dans l'histoire religieuse de l'Europe du Sud-Est. Cet argument n'est guère moins obscur que le politique, mais il offre toutefois certaines données concrètes. On connaît trop peu les circonstances qui poussèrent les Roumains à devenir chrétiens pour que nous puissions tirer des arguments définitifs de la forme spécifiquement latine de la phraséologie ecclésiastique. Mais il est certain qu'un des premiers tsars bulgares (probablement Boris ou Siméon) imposa aux Roumains le rite slavon dont se servaient les Bulgares baptisés, et que les

Roumains le conservèrent jusqu'au XVIIe siècle. Il est également certain que les Roumains n'eurent pas d'évêché régulier ni d'organisation distincte sacerdotale avant le XIVe siècle, mais qu'ils employaient la juridiction ecclésiastique du patriarcat bulgare. Après la chute du premier État bulgare l'empereur grec victorieux Basile II réorganisa l'Église bulgare et établit son centre à Ochrida, mais hellénisa le patriarcat ainsi que la plupart des sièges suffragants (1018). Des documents prouvent que les Roumains, dans la seconde moitié du XVe siècle encore, sous le règne d'Étienne le Grand, reconnaissaient toujours la juridiction ecclésiastique d'Ochrida.

Or, l'Empire Assénide (ou Second Empire Bulgare) dans lequel on prétend que l'élément roumain prédomina, ne reconnut pas Ochrida, mais établit de nouveau un patriarcat indépendant, cette fois à Tirnovo. Si, donc, les fondateurs de la Valachie étaient venus du territoire de cet Empire, il est à présumer qu'ils eussent reconnu Tirnovo plutôt qu'Ochrida. Et si l'on prétend que les émigrants vinrent de l'extrême ouest de la péninsule, où ne s'étendait pas la juridiction de Tirnovo, ce qui impliquerait qu'ils traversèrent la Serbie (ce que rien ne nous laisse présumer) il faudrait démontrer que dans toute la Macédoine et la Thessalie la liturgie universellement en vigueur depuis 1018 était *grecque*, et non *slavone*, et que les émigrants auraient ainsi apporté un rite grec et non slave. De fait, leur liturgie resta slave pendant les trois premiers siècles de leur existence dans les États nationaux. A mon sens, la juridiction d'Ochrida assène le coup de grâce à la thèse de la ré-immigration ; néanmoins un mystère subsiste. La seule explication plausible est qu'elle était basée sur les droits exercés par le siège de Prima Justiniana (c'est-à-dire Ochrida), sur la rive gauche du Danube, conformément à une Bulle de l'empereur Justinien lui-même (535). Il est maintenant généralement admis que Prima Justiniana ne peut pas être identifiée avec Ochrida, mais qu'elle se trouvait dans la région de Skop'ie (1) ; en tout cas son identité fut universellement acceptée au XIIIe siècle et même longtemps après l'époque à laquelle ces arguments se réfèrent. La Bulle elle-même est maintenant considérée comme un faux — mais seulement depuis les temps modernes, grâce à une critique ignorée aux premiers siècles. Beaucoup de

(1) Xenopol, *Une énigme du Moyen Age*, p. 69.

revendications ecclésiastiques ont été ainsi fondées sur des chartes falsifiées dont l'authenticité n'a jamais été contestée avant les temps modernes.

On remarquera que les méthodes invariablement adoptées par l'historien dans la recherche des origines des Roumains diffèrent grandement de celles employées à l'étude des époques primitives de tout autre pays d'Europe, même de la Russie et des Balkans. Nous traitons du chapitre peut-être le plus obscur de toute l'histoire de l'Occident. Même au XIII[e] siècle lorsque on avance enfin sur la terre ferme, il n'est pas possible de fournir une explication claire de la fondation des deux principautés de Valachie et de Moldavie. Les dates initiales de 1290 et 1349, acceptées aveuglément par les premiers historiens, sont aujourd'hui considérées comme plus arbitraires que les dates de 678 et de 896, attribuées aux États bulgare et magyar. Dans les deux cas, l'élan vint du nord et de l'ouest, et non d'au delà du Danube. On pourra donc retrouver la clef du problème dans un bref examen de l'histoire de la Hongrie et de sa politique étrangère au XIII[e] siècle.

Le lecteur pourra mieux comprendre l'obscurité rare de l'histoire roumaine, s'il nous permet de lui rappeler que nous sommes condamnés aux conjectures en ce qui concerne les contemporains de Saint Louis de France et d'Henri III d'Angleterre.

Chapitre II

LE DÉBUT DES PRINCIPAUTÉS

Völker verrauschen,
Namen verklingen,
Finstre Vergessenheit
Breitet die dunkelnachtenden Schwingen
Über ganzen Geschlechtern aus.

Schiller.

Pour connaître le mécanisme des premières formations d'un État parmi les Roumains, il est nécessaire d'examiner brièvement les principaux courants d'évolution qui se produisirent dans le bassin du Danube Central. L'histoire de la Pannonie fut radicalement transformée par l'arrivée des Magyars à la fin du IXe siècle ; le fragile État de Moravie s'écroula ; un coin de fer fut introduit entre les diverses colonies slaves de la grande plaine ; les nouveaux venus, étrangers à la fois par leur race, leurs coutumes et leur religion, se retranchèrent solidement sur une position de grande valeur stratégique qui devait leur assurer une prédominance politique sur leurs voisins pendant les mille ans suivants.

Pendant plusieurs générations, après la conquête, les Magyars restèrent païens et conservèrent leurs habitudes nomades, opérant constamment des incursions dans les provinces des Alpes et les Marches d'Italie, pénétrant en Bohême, et en Allemagne du Sud. La victoire remportée sur eux par Othon le Grand près d'Augsbourg en 955 asséna un coup décisif à leurs mœurs de nomades, et les plaines du Danube moyen devinrent un foyer idéal pour ce peuple de cavaliers nés. A la fin du Xe siècle, ils étaient déjà exposés au développement de la christianisation qui marque toute l'histoire primitive des Goths, des Francs, et des autres envahisseurs. Des missionnaires arrivèrent à la fois d'Allemagne et de Pologne, dont une princesse épousa Géza : mais la gloire de cette christia-

nisation revient surtout à saint Adalbert, ou Vojtěch, de Bohême, qui vainquit finalement le prince et baptisa son fils unique Étienne. Le règne d'Étienne (997-1038) donna une directive stable à l'évolution hongroise pendant de nombreux siècles suivants. Sous son règne, le christianisme triompha d'une façon définitive ; de plus le fait qu'Étienne accepta la couronne royale des mains du pape Sylvestre en l'an 1000 infligea un échec à l'influence byzantine sur le Danube moyen, scella la fidélité de la dynastie au Saint-Siège de Rome et assura son zèle pour la protection des intérêts catholiques en Europe méridionale de l'Est. La Sainte Couronne d'Étienne acquit avec le temps un sens mystique dans la théorie constitutionnelle de la Hongrie, et devint le symbole de l'unité nationale. Au même moment, Étienne, dont la politique était d'accueillir les colons étrangers et de leur offrir des privilèges spéciaux dans le cadre de l'État, créa une tradition de tolérance supernationale qui devait unir de nombreuses races différentes dans une fidélité commune et qui ne fut pas ébranlée sérieusement avant le XIXe siècle, lorsque, pour la première fois, on essaya d'identifier le terme général de Hongrois à celui de « race dirigeante Magyare ». « Recevez bien les nouveaux venus, écrivait le grand roi dans une lettre de conseils à son fils, et rendez-leur honneur, car ils apportent au pays des connaissances nouvelles et des armes. Ils sont la parure et le soutien du trône, car est faible et fragile le pays où ne prévalent qu'un seul langage et qu'une seule tradition. » *(Regnum unius linguæ uniusque moris imbecille et fragile est.)* Réglant leur conduite sur ce conseil, ses successeurs pendant plusieurs générations copièrent les institutions slaves et germaniques, s'appuyèrent sur les colons allemands pour développer une classe moyenne urbaine et remirent en grande partie la défense de la frontière méridionale aux mains des Roumains et des Serbes.

Après une période de dissensions civiles et d'interventions allemandes, la consolidation de la Hongrie fit des progrès rapides vers la fin du XIe siècle et le début du XIIe, notamment sous le règne de ses deux grands rois, saint Ladislas et Koloman (1077-1095-1114). L'apport le plus durable du dernier fut son acquisition de la Croatie par un judicieux mélange de conquête, de diplomatie et d'héritage : la couronne de Zvonimir dès lors devait rester pendant huit siècles réunie à celle de saint Étienne (1102-1918). Par cette union, la Hongrie aspirait à dominer toute la côte dalmate

et elle fut ainsi entraînée dans au moins vingt guerres, avec la République de Venise.

La Hongrie eut donc logiquement des prétentions sur les États toujours embryonnaires qui se formaient alors à l'intérieur de la péninsule, et en particulier sur la Bosnie et sur la Serbie, dont les noms médiévaux de Rascia (Raška) et de Rama figurent parmi les titres de la couronne hongroise. Ces prétentions l'entraînèrent dans de nouveaux conflits répétés avec Byzance, dont la dernière période d'expansion vers le Nord date du second et du troisième quart du XI[e] siècle.

Entre temps, la Hongrie était obligée de surveiller l'Est autant que le Sud, étant donné la constante menace des Cumans et des Petchenègues nomades, tribus encore païennes et redoutables, mais destinées, comme les Avares, à être finalement absorbées par les peuples voisins. On trouve encore des traces extrêmement nettes des Cumans dans la plaine de la Theiss, au sud-est de Budapest, et, de fait, les districts nommés communément jazygiens et cumans, originairement constitués par la politique avisée de la dynastie árpádienne, conservèrent leurs privilèges jusqu'en 1848.

Les conditions d'anarchie et de désordre qui prévalaient toujours sur tout le Bas-Danube, et le danger permanent d'invasion qui en résultait, forcèrent la Hongrie à suivre une politique audacieuse dans toutes ces régions et tout d'abord en Transylvanie, à laquelle la géographie a donné un caractère très distinct et une identité propre qui la font émerger fièrement sur la carte physique d'Europe. Au sud et à l'est, ses frontières sont formées par les sommets de la grande chaîne des Carpathes ; au nord, elles sont interrompues à l'endroit où le fleuve Someş (Szamos) va pénétrer dans la vaste plaine pour rejoindre en chemin la Theiss ; à l'ouest, une autre grande barrière montagneuse — de Bihar à Abrud — la sépare de la plaine de la Hongrie centrale. La Transylvanie est un pays accidenté, fertile, bien arrosé, riche en ressources minérales et en beautés naturelles. Son nom même est en quelque sorte un programme : car « le pays au delà de la forêt » (Transylvanie) implique une identification avec les pays s'étendant à l'ouest, identification qui a subsisté d'une façon ininterrompue jusqu'au XX[e] siècle. C'est en effet comme un médiéval *Drang nach Osten* (1).

(1) Poussée vers l'est.

Dans les premières années du XIe siècle, le roi Étienne de Hongrie, nouvellement couronné, soumit la Transylvanie, son chef, le prince Gélu ou Gyula — revendiqué à la fois par les Roumains et par les Bulgares — ayant péri dans la lutte. Pendant les deux siècles qui suivirent, il fut d'usage de nommer un prince de la famille régnante de Hongrie duc ou gouverneur de Transylvanie, comme cela se faisait en Croatie. Le douzième et dernier semble avoir été le fils de Béla IV, en 1260. Après le règne de celui-ci fut instituée la fonction du Voivode, qui était au moins aussi militaire qu'administrative.

Pendant le XIe et le XIIe siècles, la Hongrie consolida son emprise sur la Transylvanie, éleva des forteresses stratégiques comme Torda ou Dej, créa un évêché entre 1103 et 1113, à l'ancienne Alba Julia (Belgrade ou Gyulafehérvár) (1) et installa les ordres religieux, surtout les Cisterciens, au fameux monastère de Kercz (Carta) sur l'Olt, aujourd'hui en ruines. Vers la fin de cette époque une administration de comitats semble avoir été établie sur les mêmes bases qu'en Hongrie proprement dite. Mais le pays est faiblement peuplé, exposé aux incursions des tribus sauvages et demi-nomades des Cumans et des Tatares qui vivent en Moldavie Septentrionale, et, au delà, dans les steppes il'imitées. La politique des différents rois sera d'attirer des colons de l'ouest, qui pourront immédiatement défendre la frontière et qui cultiveront la terre désertique. Déjà Koloman et Étienne II dans les trois premières décades du XIIe siècle avaient installé des colons magyars — nommés Székelys ou Siculi (2) — lesquels, d'après une tradition ancienne mais presque certainement erronée qui persista jusqu'à nos jours, étaient considérés comme les descendants d'Attila et des Huns. Les derniers rois sollicitèrent de nombreux Allemands du Rhin et même des Flandres et leur distribuèrent, entre 1143 et 1150, des terres immenses dans les vallées de la Mureş, du Târnava et d'Olt. On peut trouver le motif qui inspira cette politique dans la devise extraite de la charte la plus ancienne accordée aux nouveaux arrivants : *ad retinendam coronam* (3). Les généreuses promesses faites aux Allemands dès le

(1) La « Ville Blanche de Gyula ».

(2) *Szék* signifie « siège » ou « position » : *el* = « au-delà ». Ainsi *Szekel* est le pays des Marches et *Szekelyck*, les soldats de frontières. Hunfalvy, p. 45.

(3) G. D. Teutsch, *Gesch. der Siebenbürger Sachsen*, I, p. 12.

début, sont bien illustrées par le grand procès intenté par l'évêque de Transylvanie en 1195 devant la Curie Romaine au chapitre d'Hermannstadt (Propstei) récemment fondé, qui put continuer à dépendre directement de l'évêché de Milcov — alors l'avant-poste le plus avancé du catholicisme en Europe orientale — et (après la destruction en 1336 de cet évêché) du siège primatial de Hongrie.

Une nouvelle étape fut atteinte en 1211, lorsque, par une charte, André II confia aux chevaliers teutoniques le soin de défendre la frontière du sud-est — le Burzenland (Țara Bârsei) ainsi que la région autour de Kronstadt (Brașov). Mais les vagues privilèges attachés à cette charte tentèrent le Grand Maître, qui persuada au pape de prendre le Burzenland sous sa juridiction directe et exclusive. Pour une fois, le roi André, habituellement d'une faiblesse déplorable, ne perdit pas de temps et en 1225 chassa par les armes les chevaliers hors de Hongrie. Ce fut alors seulement que ceux-ci fondèrent le petit État balte qui devait être le germe de la Prusse moderne.

Hermann avait été encouragé dans son entreprise par le soulèvement des nobles hongrois contre le pouvoir royal auquel ils imposèrent en 1222 la fameuse Bulle d'Or, la Magna Charta de la constitution hongroise. Le conflit du roi avec les nobles le poussa à encourager une nouvelle classe moyenne destinée à servir de contrepoids. Cette situation, et les nécessités urgentes de la défense de frontières, expliquent la charte de 1224 (le « Goldene Freibrief ») qu'il accorda aux immigrants allemands. Le nom de « Hospites » ou Hôtes par lequel ils sont désignés dans la charte, acquit une signification spéciale et honorable dans l'histoire hongroise, rappelant la liberté et les privilèges de ses possesseurs; mais peu à peu le nom de Saxon devint d'un usage général, et les « Saxons » remplacèrent les « Hospites ».

La charte dans son essence, accordait l'autonomie totale aux Saxons, sous l'égide d'un comte élu ou *comes*, vassal direct du roi, le droit d'élire leurs propres juges et leur clergé sans interventions étrangères, le droit de propriété terrienne limité aux Saxons, sur les territoires qui leur avaient été assignés, la franchise de tous péages et redevances pour leurs marchands dans tout le royaume. En contre-partie, ils acceptaient de remplir des obligations militaires en temps de paix et de guerre. Cette charte contient la notion

remarquable que tous les habitants d'un certain territoire, explicitement défini, forment un « Peuple ». Elle crée ainsi une certaine unité pour le peuple saxon, et son territoire, le « Fundus Regius » ou Königsboden, qui devait maintenir virtuellement intacte son existence corporative de 1222 à 1868.

Cette charte est un événement capital qui en un sens fixe l'avenir et conduit au développement constitutionnel sur des bases très originales. Pendant les deux cents ans qui suivent, la Transylvanie est partagée en trois groupements politiques distincts — finalement cristallisés par les événements de 1437 —, en trois peuples privilégiés, les Magyars, les Székels et les Saxons.

I. Les Magyars étaient organisés en sept comitats (1) administrés exactement sur les mêmes bases que ceux de la Hongrie proprement dite. Il faut retenir que, dans la Hongrie médiévale, — c'est-à-dire, si l'on s'en tient à la Constitution, en Hongrie jusqu'en 1848, — il existait une distinction absolue entre les nobles et le peuple, entre *populus* et *plebs*. Tout le pouvoir politique, local et central, était aux mains du *populus*, exempt d'impôts, et soumis seulement à quelques obligations militaires, tandis que le *plebs* n'avait aucun droit politique, sauf le privilège de payer tous les impôts.

II. Les Székelys (2) constituaient un groupe compact au sud-est, à l'endroit où les Carpathes forment un arc. Ils étaient divisés en sept, puis en huit sièges (3) ou Sedes (Szék) — comme les Saxons, — sous leur propre comte, vassal direct du roi. Les Székels différaient de leurs parents magyars du premier groupe en ce qu'ils étaient tous « nobles » au sens technique, et par conséquent, exempts d'impôts, bien que le service militaire auquel ils étaient tenus comportât trois grades (4) différents. Une autre différence capitale, sans doute survivance de l'ancien système tribal, est qu'ils avaient mis leur terre en commun et qu'ils évitaient ainsi les vastes fiefs féodaux.

III. Les Székels étaient donc par certains côtés le plus démocratique des trois groupes. Les Saxons, qui formaient le troisième, furent d'abord une communauté relativement assez restreinte ; ils

(1) Alba, Hunyad, Küküllő, Doboka, Kolozs, Torda, et Szolnok Intérieur.
(2) *Szekler* en allemand, *Siculi* en latin.
(3) Maros, Udvarhely, Sepsi, Kézdi, Orbai, Csík, Gyergyő, et Aranyos. Voir Timon, *Ungarische Verfassungs-und Rechtsgeschichte*, p. 240. Benkö, *Transilvania*, 1, p. 299.
(4) *Primores, equites, pixiderii*. Voir Timon, *op. cit.*, p. 241.

étaient très jaloux de leurs privilèges, et prenaient soin d'exclure tous les nouveaux venus qui étaient susceptibles de les partager avec eux. Le destin de Klausenburg (Kolozsvár) qui, bâtie en ville allemande, bien qu'elle ne fut pas située sur le Königsboden, fut administrée au milieu du xv[e] siècle à la fois par les Magyars et par les Saxons, mais qui en 1568 déjà était tombée sous la domination magyare et qui dans les temps modernes devint le centre principal de la « magyarisation » sous sa forme la plus intolérante, prouve que leurs craintes étaient justifiées. Entre temps, le territoire saxon avait été divisé en neuf Stühle (Sedes), dont le principal était Hermannstadt et en deux districts — le Burgenland (avec Kronstadt) et le Nösnerland (avec Bistritz). Les Saxons donnèrent à leur nouvelle patrie le nom de « Siebenbürgen », du nom des sept châteaux qu'ils érigèrent peut-être, mais peut-être aussi celui de « Sibin Burg » château de Sibin ou Sibiu (1).

Dans les documents les plus anciens, on discerne déjà des traces d'un élément roumain dans la population. En 1222, nous trouvons parallèlement une *terra Blacorum* et une *terra Siculorum ;* la charte saxonne de 1224 mentionne une *sylva Bissenorum et Blacorum* (les Bissenes étant les Petchénègues), et un autre document de 1231, parle plus explicitement encore, des terres situées *in terra Blachorum* (2). Pour toutes ces régions de frontières maigrement peuplées le terme « désertes et non peuplées » employé dans les documents comtemporains ne doit évidemment pas être pris à la lettre. Il semble qu'il y ait eu des communautés valaques assez mal organisées, vivant de la vie primitive des paysans et des bergers, sous leur propre « kenezen » (ce mot est d'origine slave, identique au *knez* serbe, dont la valeur sociale a subi de grandes transformations). Ces chefs payaient un mouton ou un porc sur cinquante leur droit de pâturage et obtenaient de la royauté hongroise des privilèges héréditaires. Un siècle plus tard, sous le règne de Louis le Grand, beaucoup d'entre eux furent anoblis et prirent rang peu à peu dans la noblesse hongroise. Notons en passant, que Valaque ou Wallach — nom qui servit à désigner bientôt les premières principautés organisées et indépendantes des Roumains — est un mot étranger dérivé de Vlach, le mot slave désignant les Roumains, qui

(1) *Urkundenbuch zur Geschichte Siebenbürgens*, ed. Teutsch & Firnhaber, I, n° XXVIII.
(2) *Ibid.*, n° XLIX.

en latin est devenu *Valachus*, en magyar *Oláh*, en allemand, *Wallache*. Dans la langue des indigènes, les mots România, Român, Ţara Româneasca ont toujours été employés.

La première étape de cette expansion graduelle de la Hongrie vers le sud-est fut de s'emparer et de fortifier les principaux points stratégiques et d'établir des colons capables d'arrêter l'invasion et dont la loyauté était assurée par l'octroi de privilèges royaux. Il s'ensuivit logiquement que la Hongrie chercha à étendre son influence sur les versants sud des Carpathes — spécialement en Olténie (région située entre les Portes de Fer et le fleuve Olt) où des Voevodes de naissance roumaine s'établirent. Le château de Séverin, non loin du fameux pont de Trajan sur le Danube, fut élevé par André II et devint le centre d'un Banat. Le prosélytisme marchait de pair avec les conquêtes politiques et militaires, et sur les hauts plateaux de la Moldavie, André II fonda l'évêché catholique de Milcov, qui dura peu, mais que le Saint-Siège protégea comme un instrument destiné à arracher l'Orient à l'orthodoxie au moment où un empereur latin régnait à Byzance et où les chefs de Bulgarie et de Serbie étaient en coquetterie avec Rome (1).

L'expansion hongroise, cependant, subit un grave échec en 1241, lorsque la grande invasion tatare de Genghis-Khan, après avoir écrasé et mis en déroute les tribus nomades sur le Dniester et le Pruth, déborda de l'autre côté des Carpathes et, pendant près d'un an, dévasta le royaume apostolique. Béla IV avait été battu et s'était réfugié en Dalmatie, en attendant que le flot des hordes barbares se retirât de nouveau en Asie. Une des conséquences plus importantes de ce désastre fut que les Roumains secouèrent le joug de l'oppression et purent se développer sur leurs bases nationales. En 1247, il est vrai, le roi Béla attribua le Banat de Séverin et les terres évacuées par les Cumans aux Chevaliers Hospitaliers français, mais, en même temps, exclut du territoire cédé deux voevodates sur l'Olt qui « avaient été jusqu'alors la propriété des Roumains » (2). Pour des raisons que nous ignorons, les Hospitaliers ne profitèrent pas des concessions qui leur avaient été faites. De plus, Ladislas IV, loin de conserver le zèle catholique de ses prédécesseurs, fut si bien contaminé par les

(1) En 1234, le Prince Bela fit le vœu de *falsos christianos de terris nostris pro viribus extirpare*. Theiner, 1, p. 124. Xenopol, *Histoire des Roumains*, 1, p. 195.

(2) *Quam olachis relinquimus prout iidem hactenus tenuerunt.* — Fejer, *Codex*, IV, I, p. 447. Xenopol, *op. cit.*, 1, p. 167.

mœurs et les idées des réfugiés cumans — qui arrivèrent païens en Hongrie — qu'il fut connu dans l'histoire sous le nom de « Ladislas le Cuman ». Pendant une génération, la Hongrie s'efforça de réparer les dommages causés par les hordes tatares dont le flot submergea à tel point tout ce qui se trouvait sur son passage qu'aucun document de cette époque primitive ne nous est parvenu : la chancellerie royale avait été vraisemblablement détruite et l'administration locale avait dû en grande partie subir le même sort. C'est pourquoi les thèses rivales de l'existence d'un peuple autochtone ou d'une immigration étrangère sont si aisées à développer et si difficiles à prouver.

LES PREMIERS PRINCES DE VALACHIE

On ne sait rien ou pas grand'chose des premiers princes roumains, en dehors de leurs noms. En Olténie, dans la seconde moitié du XIIIe siècle, Litovoiu fut assez puissant pour avoir pu refuser le tribut réclamé par la Hongrie, mais il fut finalement renversé et tué dans une bataille par Ladislas IV. Son successeur Ivancu ou Tihomir — nom qui rappelle que les Slaves et les Roumains étaient encore étroitement mélangés dans les familles dirigeantes du jeune État — tira profit des troubles intérieurs en Transylvanie et en Hongrie dans la dernière décade du siècle, troubles qui continuèrent après l'extinction de la Maison d'Árpád en 1301. Une succession disputée entre ces princes étrangers qui revendiquaient leurs droits en s'appuyant sur leur descendance maternelle de la dynastie nationale, fut l'occasion inespérée qui permit aux Roumains de détendre leurs liens, et le XIVe siècle fut témoin de leur consolidation nationale en dépit de l'expansion parallèle de la Hongrie sous la branche régnante d'Anjou.

Les premières chroniques roumaines fixent à l'an 1290, la fondation de la principauté de Valachie ; elles affirment qu'un certain voevode de Făgăraş, nommé Negru-Vodă, franchit les montagnes avec de nombreux boyards et des partisans, s'établit à Câmpulung sur les contreforts méridionaux et fut proclamé « Domn » ou Seigneur. Cette thèse fut acceptée par le premier grand historien moderne roumain A. D. Xenopol, mais de récentes recherches ont

permis de la rejeter : il y a eu confusion avec Radu Negru-Vodă qui régna effectivement en Valachie un siècle plus tard et qui fut le père de Mircéa l'Ancien.

Ce qu'on peut affirmer, c'est que dans cette époque reculée l'expansion de la vie politique roumaine se développa du nord au sud, en raison de l'emprise croissante du royaume de Hongrie sur la Transylvanie, de la consolidation du régime féodal, de l'arrivée de colons allemands et autres, et du prosélytisme renouvelé de l'Église catholique romaine, dont le roi apostolique devait rester longtemps le représentant. Qu'il y ait eu un mouvement défini partant des collines vers les plaines du sud, c'est prouvé par le titre que porta le premier primat du nouvel État, et que conservèrent ses successeurs — Métropolit al Ungro-Vlachiei şi Exarh Plăiurilor (c'est-à-dire des Hautes Montagnes) — et aussi par les noms indigènes ayant toujours servi à désigner la Valachie et ses habitants — Ţara Munteneasca, Munteni (la région montagneuse, les montagnards bien que le pays soit surtout une plaine basse tout au plus légèrement ondulée. Le choix des capitales — d'abord Câmpulung, puis Argeş — toutes deux dans la région montagneuse, puis Tîrgovişte au pied des collines, enfin, à une date ultérieure, la basse Bucarest est plus significatif encore. On remarque aussi une tendance progressive à quitter l'abri des montagnes et, à mesure que l'État se consolide, à s'aventurer peu à peu dans la plaine.

L'importance croissante des routes commerciales de Pologne et du Nord de l'Europe vers la Mer Noire qui explique aussi la création des villes saxonnes, notamment d'Hermannstadt (Sibiu) et de Kronstadt (Braşov) contribua plus tard au developpement d'un État indépendant roumain. De Kronstadt la route allait vers le Câmpulung Valaque, et là se partageait en deux, l'une allant au sud, vers le port de Giurgiu, et l'autre à l'est vers Brăila, qui depuis est resté l'un des centres les plus importants du commerce danubien. La route de Hermannstadt franchissait la Tour Rouge, allait vers Argeş et à Calafat, à mi-chemin de Vidin et de Giurgiu. Quant à la grande route « Tatare », ainsi qu'elle fut appelée, elle franchissait le futur État moldave pour atteindre Caffa, le célèbre marché gênois sur la Mer Noire, tandis qu'une autre route conduisait à Chilia, sur le delta danubien et à Moncastro, autre colonie gênoise, plus connue sous ses noms roumain et russe de Cetatea Alba et de Akkerman. Comme les Roumains eux-mêmes, à cette loin-

taine époque et pour de nombreux siècles, étaient et devaient être un peuple exclusivement agricole, la classe des commerçants était presque uniquement composée d'étrangers, d'Allemands, de Polonais, de Juifs du Nord, de Grecs, de Ragusains du Sud, de Gênois dans les ports de la Mer Noire, d'Arméniens qui peu à peu pénétrèrent à l'intérieur et formèrent des colonies dans des villes de Transylvanie telles que Dej et Satu Mare. Ces marchands étrangers employaient la monnaie hongroise, byzantine et polonaise : parmi les indigènes la plupart des transactions se faisaient en nature, et la terre ou les objets de luxe étaient échangés contre des produits agricoles et du bétail. On se battait pour le prince et ses boyards en échange de leur protection.

La première consolidation de l'État valaque, peut-on dire, date du règne de Basarab (vers 1330-52) mais aucun document ou charte ne nous permet de renforcer le peu de connaissances que nous avons de lui. Trouvant en Hongrie la plus grave menace, Basarab s'allia à la fois par traité et par mariage à ses voisins bulgares d'au delà du Danube. Mais la Bulgarie périclitait rapidement et avait été presque éclipsée par l'étoile grandissante de l'Empire serbe. Basarab comprit qu'il avait fait fausse route : venu au secours de son parent, le tsar Michel de Vidin, il partagea la défaite que lui infligèrent les Serbes lors de la désastreuse bataille de Velbužd en 1330. Michel tomba dans la lutte, et la Bulgarie, affaiblie et désunie, resta dans une humiliante dépendance de la Serbie, pour tomber finalement comme un fruit mûr aux mains des Turcs.

La mésaventure de Basarab encouragea Charles-Robert de Hongrie à affirmer de nouveau la suprématie hongroise, et il envahit la Valachie avec une forte armée, mais subit un revers à Posada et ne put avoir la vie sauve qu'en changeant de costume avec l'un de ses partisans. Pour compenser cet échec il parvint à reprendre Séverin, qui devait désormais rester aux mains des Hongrois jusque vers la fin du même siècle.

LOUIS LE GRAND ET LA VALACHIE

En 1342, Charles-Robert eut pour successeur son fils, jeune, brillant et énergique, connu dans l'histoire sous le nom de Louis le Grand, et sous le règne duquel la Hongrie connut son âge d'or. Jamais le filet de la politique étrangère hongroise ne fut jeté aussi loin et avec tant de succès, c'est à cela que les Roumains durent leur salut, car les principaux efforts du roi furent dirigés vers Venise à laquelle il contesta la côte dalmate, vers l'Italie, où ses parents de la maison d'Anjou étaient sur le trône de Naples et où son frère André devint le mari et la victime de la licencieuse Jeanne Ire, vers la Serbie, ou régnait le tsar Dušan, auquel il dut contester la suprématie dans la péninsule balkanique et en particulier la suzeraineté de la Bosnie et avant tout, vers la Pologne, dont il avait hérité par mariage en 1370. Son ambition l'entraîna à revendiquer le royaume alors peu uni de Galicie et jusqu'à la Lithuanie païenne. En résumé, la Hongrie sous le règne de la maison d'Anjou eut deux objectifs principaux : d'une part étendre sa domination aux dépens du monde balkanique encore informe, supplanter la puissance alors nettement en décadence de Byzance, empêcher tout jeune État slave de prendre sa place, et d'autre part — ceci pleinement en accord avec les traditions guelfes de la nouvelle dynastie (1) — propager la foi catholique dans toute l'Europe Orientale du Sud aux dépens à la fois des schismatiques, des hérétiques et des infidèles. Les constantes diversions que comportaient ces vastes projets le forcèrent à poursuivre une politique spéciale sur ses frontières du sud-ouest, politique qui ne différait guère de celle adoptée par l'Empire franc cinq siècles auparavant envers les pays alors inorganisés qui s'étendaient à l'est. En d'autres termes, il s'appliqua à créer une suite de Marches, celle de Séverin contrôlant les Portes de Fer et le pays qui s'étend sur chaque rive ; celle de Vidin, plus bas sur le Danube, position stratégique d'où il pouvait étendre sa domination sur la Bulgarie du Nord-Ouest et prendre de flanc la Serbie ; celle de Făgăraş, qu'il céda à Vlaicu, le petit-fils de Basarab, comme

(1) Charles-Robert était le petit-fils de Charles d'Anjou, fondateur du Royaume de Naples, et champion de la papauté contre les derniers des Hohenstaufen, Conradin et Manfred.

« Ducatus Omlasii et de Făgăraş » dans l'espoir de placer les régions transalpines dans le même courant d'influence que celles de Transylvanie ; et enfin, le voevodat de Maramureş, dans les régions montagneuses et faiblement peuplées qui séparaient le Nord de la Transylvanie du royaume de Halicz ou de Galicie.

Le grand roi vieillit prématurément, usé par des ambitions aussi variées qu'épuisantes. Mais bien qu'il eût tenté l'impossible, sa politique fut clairement déterminée et relativement victorieuse dans diverses directions, entre autres dans le zèle qu'il mit au service de l'Église et dans les efforts qu'il déploya pour étendre l'influence hongroise vers le sud et le sud-est. Il maintint une alliance étroite et presque ininterrompue avec la papauté, collaborant à de nombreux plans pour l'extinction des hérésies balkaniques et pour la réunion de l'Église orthodoxe au Saint-Siège, en retour de sa protection contre les envahisseurs asiatiques. L'empereur Jean VI vint lui-même voir Louis le Grand à Buda, et accepta sa médiation auprès du pape. Louis, il faut l'ajouter, comprit immédiatement, et mieux que ses contemporains, le danger turc. Son expédition à Vidin en 1365 le prouve ; elle constitua une réaction prompte et énergique contre le transfert de la capitale turque en cette même année de Broussa à Andrinople. La Bulgarie était réduite à deux faibles principautés ; la plus orientale s'était empressé de devenir vassale du sultan, et Louis désirait vivement empêcher le tsar Stracimir à Vidin de suivre ce fatal exemple. Sa prise hardie de Vidin lui gagna immédiatement l'alliance de Vlajko de Valachie et amena la première rencontre entre le Turc et le Magyar. Mais Vidin fut récupérée par les Bulgares en 1369, et Louis était absorbé par les affaires de Pologne lorsque en 1371 la désastreuse nouvelle de la bataille de la Marica lui parvint. Il devina immédiatement le danger et se tint prêt à faire la guerre aux Turcs, mais il ne voulait l'entreprendre que sur une grande échelle. Lors de ses négociations avec le pape à ce sujet, il imposa ses conditions, à savoir, qu'une croisade serait prêchée et que l'Église ouvrirait des souscriptions spéciales. Grégoire XI hésita devant de telles concessions et les autres puissances d'un commun accord trouvèrent des excuses pour se dérober ; il abandonna alors son plan et les Turcs, laissés libres, purent consolider leur redoutable position dans la péninsule balkanique. C'est dans la politique colonisatrice de Louis le Grand sur la frontière nord-est de Hongrie que nous trouvons le germe d'un second

État roumain. Vers l'an 1349 le Voevode Bogdan se révolta contre son puissant suzerain, et, franchissant les versants est des Carpathes, s'établit sur la *Terra Moldavana* autour de la Moldave, qui prend sa source dans la Bukovine moderne, et se jette dans le Siret à Roman. Là, il était relativement à l'abri d'une attaque : la Hongrie n'éprouvait aucun besoin impérieux de pousser au delà des Carpathes.



Si la Moldavie ne prit forme que plus tard après sa nation-jumelle, c'est sans doute parce qu'elle avait plus souffert du rude assaut que lui avait livré les Mongols en 1241 et des incursions persistantes des tribus Cumans et Tatares avant et après cette date. Le nouveau prince, que la Valachie considérait avec méfiance, sans pouvoir le tenir en échec, adopta la tête de bœuf et l'étoile comme blason et fit circuler de grossières pièces de monnaie — frappées en Pologne — qui portaient le titre de *Bogdan Voevoda Moldaviensis*. C'est là que le titre de Hospodar, qui n'est en réalité que le slavon « Gospodar » ou Seigneur, apparaît pour la première fois. Le centre de gravité se trouva primitivement au nord — à Baia, à Câmpulung (1), Rădăuţi et Suceava et ne fut transféré que bien plus tard à Iaşi (Jassy), la capitale moderne, dans les plaines à l'ouest du Pruth.

La retraite des puissants nobles roumains de Transylvanie dans les deux jeunes Principautés affaiblit certainement la situation de la population roumaine qu'ils laissaient derrière eux. Les nobles qui restèrent furent avec le temps assimilés aux Magyars ; leur sang se retrouve encore dans quelques-unes des grandes familles féodales de Transylvanie, telles que les Teleki, les Mailáth, et les Jósika. Les intérêts de classe furent plus forts que la voix du sang, et du XVe au XXe siècle, la position des Roumains dans cette province fut celle de simples îlotes.

Les conditions de vie en Valachie et en Moldavie restèrent extrêmement primitives longtemps après la fondation. Il n'exis-

(1) Dans l'actuelle Bukovine ; il faut distinguer cette ville de la Câmpulung Valaque.

tait aucune ville véritable sauf quelques centres de marché sur les grandes routes du Nord et du Sud auxquels nous avons déjà fait allusion, et qui n'étaient pas même assez importants pour être entourés de murs. Il y avait très peu d'argent en circulation, les paiements se faisant pour la plupart en nature. Les deux pays étaient totalement isolés et privés même du peu de culture générale de l'époque. L'instruction était presque inconnue. L'Église même était arriérée et inorganique, desservie par des prêtres slaves qui employaient une liturgie slave, et elle resta longtemps dépendante des évêques bulgares de Silistrie et de Vidin. Cette faiblesse extrême de l'Église orthodoxe en Roumanie fut un stimulant pour le catholicisme, puissamment favorisé par les rois de Hongrie comme instrument politique. Pendant quelque temps l'évêché catholique de Milcov sembla sur le point d'assumer la fonction civile qu'avait jadis détenue Lübeck ou Magdebourg dans les pays Baltes. Le « Domn » valaque Basarab et plus d'un membre de sa famille furent influencés par la doctrine catholique, les mariages jouant leur rôle, et le pape Urbain V faisant des efforts particuliers pour les gagner à la cause de Rome. Mais le danger politique les fit hésiter, et en 1359, le « Domn » fit appel à Constantinople et obtint la création d'un « Métropolite de Ungro-Valachie, Exarque des montagnes » (1). Le premier métropolite de Moldavie (ou Moldo-Valachie, comme on le désigna d'abord à Constantinople) fut installé à Suceava en 1374 et consacré par le patriarche d'Ochrida — siège originairement bulgare, mais hellénisé par l'empereur Basile après sa nouvelle conquête de la Bulgarie. Il fut bientôt de tradition que les princes dans les deux États fissent preuve d'une grande libéralité dans leurs dotations aux monastères — où l'enseignement fut effectivement concentré presque jusqu'au siècle dernier. Mais ces monastères ne devaient pas, avant longtemps, égaler ceux que fondaient les souverains serbes pendant le XIII[e] et le XIV[e] siècle, ou le grand couvent de Rilo en Bulgarie.

(1) Iorga, *Gesch. des rumänischen Volkes*, I, p. 276.

PREMIÈRES INSTITUTIONS ROUMAINES

Les rapports étroits et personnels que la cour naissante de Roumanie entretenait avec celles de Bulgarie et de Serbie, l'incitèrent normalement à créer à leur exemple de hautes fonctions et des charges administratives. Le Logofet ou chancellier, le Vistiarnic ou trésorier, le Vornic (1) qui semble avoir été à la fois chambellan et juge suprême, le Stolnic (valet de chambre), le Paharnic (échanson) le Cluciare (gardien des clefs) sont pour la plupart des titres slaves, bien que tout d'abord les États slaves les aient empruntés au protocole compliqué de Byzance. La charge militaire la plus importante semble avoir été celle du Ban ou gouverneur de l'Olténie, qui devait assurer la défense en cas d'invasion.

La société dans laquelle le prince exerçait son pouvoir absolu était étroite et oligarchique et son Conseil (ou « divan » ainsi qu'il devait être nommé à l'époque turque), était à peine efficace. Seul le prince pouvait accorder les titres de noblesse, ou faire des dons de terres : il semble l'avoir fait fréquemment, non seulement aux dépens de la classe paysanne soumise (dorobanți) mais même des paysans libres (călăraşi) lorsque ceux-ci ne pouvaient payer leurs impôts.

Les boyards étaient exempts de tout impôt direct, exactement comme la noblesse en Hongrie ; mais ils étaient tenus à des redevances sur la plupart des biens agricoles de première nécessité — moutons, bétail, vins, abeilles (l'apiculture fut toujours une grande industrie roumaine), etc. Ils extorquaient aux paysans soumis le dixième de leur récolte, correspondant au « robot » féodal des pays danubiens ; mais, en dépit de leur profonde misère, les paysans ne perdirent jamais entièrement leur droit de propriété ou de changement de domicile. Le prince tirait ses revenus de ces taxes, et ce n'est que sous la domination des Turcs que les impôts devinrent écrasants (2). Entre temps le prince dut son élection à une Assemblée des boyards et du clergé supérieur, dont la décision était, selon une coutume alors en vigueur, soumise à l'acclamation de la foule. Mais cet usage, et l'absence de toute loi régulière de succession, donnèrent lieu à des intrigues, à des rivalités sans fin, et empêchèrent toute

(1) De « dvor » ou cour.
(2) Xenopol, *op. cit.*, I, p. 233.

stabilité intérieure. L'éligibilité fut accordée à tous les membres de la famille régnante, y compris leur descendance illégitime, et l'élément principal de l'histoire de la Roumanie du XIVe au XVIIe siècle est constitué par de constantes révolutions de palais et par les chutes successives des princes, dues à des factions rivales trop souvent soutenues par une influence étrangère. D'autres rivalités se développaient entre les deux couronnes, ce qui explique en partie les titres arrogants assumés par un prince pour éclipser l'autre, ce qui plus tard créa une atmosphère propice à l'intrigue et à l'invasion.

Pendant trois siècles, entre 1400 et 1700, le nombre des princes qui occupèrent successivement les deux trônes fut (d'après la liste fort bien documentée du professeur Iorga (1) de soixante-cinq environ. En d'autres termes, la durée moyenne d'un règne était à peine de sept ans, et si l'on retient le fait que ces chefs (pour le quart au moins) furent à plusieurs reprises destitués, la moyenne tombera encore plus bas. Il est inutile d'ajouter que la plupart de ces personnages éphémères étaient médiocres et obscurs au dernier degré. Une douzaine seulement mérite d'être tirée de l'oubli ; mais il est inutile pour l'étude générale que comporte cet ouvrage, de nous arrêter à ces changements compliqués de dynasties.

Les historiens autochtones n'ont pas encore pu expliquer clairement pourquoi les deux dynasties nationales, qui se maintinrent pendant près de trois siècles dans des circonstances susceptibles de rendre le despotisme inévitable, et qui d'ailleurs produisirent plusieurs hommes de grande valeur comme Mircéa l'Ancien, Vlad Ţepeş, Alexandre le Bon, Étienne le Grand, Pierre Rareş et Michel le Brave, ne purent néanmoins réussir à établir le pouvoir royal sur des bases sûres et durables. L'absence de tout digne successeur, à deux princes aussi célèbres qu'Étienne et Michel, fut, comme nous le verrons, un facteur de première importance ; l'isolement géographique des deux États, et leurs rapports tout spéciaux avec Constantinople après la conquête turque jouèrent aussi un rôle décisif. Il semble également que le manque de qualités essentielles de politique constructive dans la classe roumaine dirigeante en ces premiers siècles ait contrecarré la force et la ténacité admirables auxquelles le paysan roumain doit d'avoir subsisté

(1) Iorga, *op. cit.*, II, 529-39.

pendant des siècles d'oppression. L'absence d'une classe moyenne autochtone laissa la nation dans une extrême dépendance envers les nobles et ceux-ci ne se montrèrent pas alors à la hauteur de la tâche difficile qui leur incombait.

L'AVANCE TURQUE

Ces questions trouveront tout naturellement leur réponse au cours de notre récit. Vers la fin du XIVe siècle, les deux trônes étaient occupés par des hommes d'une valeur exceptionnelle — Mircéa l'Ancien de Valachie (1368-1418) et Alexandre le Bon de Moldavie (1401-31) capables de donner une certaine stabilité à leurs possessions au moment même où la Bulgarie et la Serbie étaient en voie de disparition. L'histoire de la Roumanie ne peut être comprise que si l'on examine la position géographique du pays. Il est essentiel de se rappeler aussi que l'essor des deux principautés coïncida avec la décadence des deux puissants États slaves immédiatement au sud du Danube et avec l'avance victorieuse d'une nouvelle force militaire de premier ordre : les Turcs Ottomans. La Bulgarie avait déjà perdu tout pouvoir de résistance depuis la défaite de Velbužd en 1330, et était réduite à trois États désorganisés et désunis dont les centres se trouvaient à Vidin, à Trnovo et dans la Dobroudja. La Serbie, qui avait atteint son apogée sous Étienne Dušan (1332-56) « tsar des Grecs et des Serbes », périclita rapidement après la mort de celui-ci. En 1371, les Serbes et les Bulgares alliés furent complètement écrasés par les Turcs dans une grande bataille sur la Marica ; et désormais les Turcs se trouvèrent non plus devant un Empire serbe fort et en plein épanouissement, mais devant plusieurs faibles États éphémères, disséminés de l'Adriatique au Danube et à la Mer Noire, mal organisés et se méfiant les uns des autres.

En 1387, le sultan Murad I continua son avance jusqu'au cœur de la péninsule, et, bien que vaincu cette année-là, il remporta de nouveau, deux ans plus tard, la mémorable victoire de Kosovo, généralement considérée, aussi bien dans l'histoire que dans la légende, comme le coup de grâce asséné à la Serbie médiévale. On a soutenu fréquemment que Mircéa de Valachie avait envoyé

un contingent de troupes au secours des Serbes, bien qu'il n'y ait aucune preuve à l'appui de cette affirmation ; mais il est certain que le nouveau sultan Bayezid couronna sa victoire en envahissant la Valachie. Mircéa fut fait prisonnier, envoyé à Broussa, et ne dut sa délivrance qu'à un tribut annuel ; tout au moins on le dit. En tout cas la Valachie est mentionnée dans le registre des vassaux de la Sublime Porte en 1391 pour la première fois (1).

Mircéa se mit bientôt en quête de nouveaux alliés. En 1393, la dernière trace de l'indépendance bulgare fut effacée, et seul le Danube protégea alors les Roumains contre l'expansion rapide de l'Empire turc. Il était donc naturel que Bayezid dirigeât l'année suivante son attaque contre Mircéa, qui fit mieux que se défendre dans une bataille mémorable dans les marais de Rovine, sur le Danube, sauvant ainsi son pays d'une conquête imminente. C'est là semble-t-il que le roi Marko, héros de la légende serbe, trouva la mort en se battant ignominieusement dans les rangs des Turcs. Mais Mircéa comprit que sa situation était désespérée et il s'enfuit en 1395 en Transylvanie, où il signa un traité d'alliance avec le nouveau roi de Hongrie, Sigismond de Luxembourg, qui avait épousé la fille héritière de Louis.

L'Europe Occidentale était alors extrêmement inquiète de l'avance turque, mais malheureusement son désir d'aider les Chrétiens d'Orient fut contrarié par des ambitions politiques comme celle de l'infâme Quatrième Croisade, et par la lutte de Rome contre l'Orthodoxie.

En 1396, une nouvelle croisade devint inévitable. Elle fut conduite par Sigismond lui-même, suivi de plusieurs milliers de chevaliers de France, de Bourgogne et d'Allemagne. Mais leur bravoure et leur bel équipement ne purent prévaloir contre la tactique folle et audacieuse qui déjà avait conduit une génération antérieure au désastre de Crécy — d'autant plus qu'ils avaient à affronter une des armées les plus formidables du moyen âge finissant. Sur le champ de Nicopolis, les Turcs remportèrent de nouveau une victoire éclatante ; la fleur de la chevalerie de France et de Bourgogne fut massacrée ou retenue en otage. Sigismond lui-même, après avoir échappé de peu à la mort, se trouva de nouveau sans ressources financières — ses embarras d'argent durèrent tout le reste de sa vie — et, mêlé

(1) Hammer-Purgstall, *Gesch. des osmanischen Reiches*, I, p. 187.

à la succession disputée de Hongrie et de Croatie il fut irrésistiblement tenté de s'ingérer dans les affaires de Bohême, pays où son frère, Wenceslas, se rendait de plus en plus impopulaire. La Hongrie qui, pendant le règne de Louis le Grand, avait maintenu très haut son prestige sur tous les États danubiens, et qui, pendant la courte période entre Kosovo et Nicopolis, avait semblé offrir les meilleures garanties de salut contre les Turcs, subissait maintenant une soudaine éclipse.

Il est naturel, dans ces conditions, que Mircéa de Valachie, privé du secours de son allié du Nord, ait eu beaucoup de mal à se maintenir contre les Turcs, et que, cherchant un remplaçant à la Hongrie, Étienne le voevode de Moldavie et lui se soient tournés vers la lointaine Pologne. Étienne la reconnaissant même comme sa suzeraine.

L'invasion mongole de 1402, au cours de laquelle le sultan Bayezid fut vaincu et fait prisonnier par le redoutable Tamerlan, procura aux Roumains le sursis dont ils avaient grand besoin. La mort en captivité du sultan fut suivie d'une longue guerre civile entre ses fils. Ce sursis fut malheureusement de courte durée. De plus il n'existait aucune possibilité de contre-offensive : car d'un côté, Sigismond était retenu dans la lutte contre un rival qui revendiquait la Hongrie, son propre cousin Ladislas de Naples ; de l'autre il était absorbé par les premiers troubles religieux et politiques en Bohême, son pays natal. La Bulgarie, maintenant sous le joug, ne pouvait plus être délivrée ; la Serbie, sous le règne des successeurs incapables de Lazare, constituait déjà pour la cause chrétienne un danger plutôt qu'un soutien ; et la Bosnie était déchirée par des dissensions religieuses. D'autre part, la Moldavie était en relations beaucoup plus étroites avec la Pologne qu'avec la Hongrie ; Alexandre le Bon avait épousé en troisième noces une parente du roi Wladislaw Jagiellon, et avait même envoyé des troupes roumaines combattre sous l'étendard polonais, à la grande bataille de Tannenberg en 1410. Cela n'avait pas empêché les deux beaux-frères, Wladislaw et Sigismond, de conclure un traité secret qui prévoyait le partage possible de la Moldavie.

Les adroites intrigues de Mircéa pendant la guerre civile turque se terminèrent par un désastre. Son allié Musa fut finalement renversé par Mohammed Ier, qui s'empara des trois points stratégiques de Giurgiu, Nicopolis et Isaccéa, et qui faillit prendre le

port gênois de Moncastro. La position des Roumains était déjà précaire, mais les Turcs, concentraient leurs efforts sur la ligne principale, dans la vallée de la Morave, vers le Danube moyen, décidés à faire subir d'abord à la Serbie, puis à la Hongrie, le sort de la Bulgarie. En 1417, Mircéa sentit la nécessité de reconnaître la suzeraineté de la Sublime Porte, de payer un tribut régulier de 3.000 ducats, et de renoncer à tout le territoire situé au sud des bouches du Danube (qui forme aujourd'hui la province de la Dobroudja). Il mourut un an plus tard, après l'un des rares règnes de durée normale dans l'histoire de la Roumanie.

Pendant plusieurs décades après la mort de Mircéa, la Valachie fut la proie de querelles de succession entre ses deux fils et d'autres rivaux, et la Moldavie tomba, à la mort d'Alexandre en 1432, dans une semblable anarchie. Ce fut sans doute ce qui força Sigismond, qui avait été si longtemps absorbé par les affaires d'Occident, de regarder une fois de plus du côté de la péninsule balkanique. Le fardeau de la défense de l'Europe contre les Turcs devait ainsi incomber à la Hongrie, qui y gagna le titre glorieux de *propugnaculum christianitatis*.

Dans la lutte entre Sigismond et son cousin Wladislaw de Naples, Venise avait joué le *tertius gaudens*, jetant les bases de sa domination sur la côte dalmate qui devait durer près de quatre siècles. Sigismond dut accepter la situation ainsi créée, mais il n'en était que plus impatient de revendiquer la suzeraineté de la Hongrie sur la Bosnie, où les derniers rois s'étaient aliénés leurs sujets par le zèle intolérant dont ils avaient fait preuve envers l'hérésie bogomile. Entre temps, Étienne Lazarević et Georges Branković, souverains du reste de la Serbie démembrée, tombèrent au rang de vassaux hongrois, et Belgrade devint une garnison de troupes hongroises. Dan II de Valachie reconnut aussi Sigismond comme suzerain et ce fut son incapacité à assurer son trône contre le candidat rival turc qui amena Sigismond lui-même sur le Danube après une absence de près de trente ans. En 1427, il conduisit une armée par les cols de Transylvanie, rétablit Dan et créa une nouvelle forteresse à Giurgiu. Ses plans ne réussirent que partiellement et, un an plus tard, il fut complètement vaincu à Galambocz, alors qu'il tentait de repousser les Turcs hors de Serbie. Le don de Séverin qu'il fit alors aux chevaliers Teutoniques témoigna d'une tactique plus habile ; il espérait entraîner ceux-ci à organiser les

défenses du Bas-Danube : Klaus von Redwitz et quelques compagnons d'armes s'y installèrent en effet. Il est intéressant de remarquer que, vers la fin de son règne, Sigismond exhorta vivement l'Ordre Teutonique à se transférer sur le Danube, sous prétexte que là résidait le danger véritable que l'on aurait à combattre. En secret, il projetait de partager leurs terres prussiennes entre les princes voisins (1). Mais rien de ceci n'advint : l'Ordre avait trop d'engagements sur la Baltique, et Sigismond était trop occupé par ses projets d'Allemagne et de Bohême pour s'intéresser d'une façon permanente au sud-est. Ses projets d'une occupation hongroise de Vidin et de Chilia échouèrent donc. Mais le jeune frère de Dan, Vlad, fut un instrument plus commode que Dan lui-même ; il fut connu sous le nom de « Dracul » ou du « Diable » et de nouveau obtint le fief de Făgăraş et d'Amlaş. Vlad, était pourtant incapable de refouler les incursions toujours renouvelées des Turcs venant du sud du fleuve, et il fut finalement emmené en captivité. Sigismond, de son côté, habile, énergique, mais sans principes et déplorablement dépensier, manquait à la fois de caractère, de ressources, et de temps, pour persévérer dans l'œuvre qui constituait, de son aveu même, l'intérêt permanent de l'Europe : c'est-à-dire, la construction de barrières effectives contre l'invasion turque.

A sa mort en 1437, Sigismond eut pour successeur son gendre, Albert de Habsbourg, qui sut s'assurer l'alliance de la Hongrie et plus difficilement celle de la Bohême, et qui fut presque tout de suite élu roi des Roumains. Il était jeune, capable, énergique, doué d'une forte constitution et d'une excellente moralité ; d'après les mots mêmes d'un chroniqueur de Bohême, il était « bien qu'Allemand, courageux et compatissant ». Il possédait les ressources et l'intuition qui eussent pu rendre possibles des opérations simultanées, permanentes et efficaces, contre le danger turc. Il semble avoir compris le besoin d'une défense beaucoup mieux que les nobles factieux de son nouveau royaume hongrois, et, lorsqu'en 1438 Murad II envahit la Transylvanie — cette fois avec l'aide de Dracul — il constata la méfiance magyare à l'égard de ses conseillers allemands et il dut se contenter de jouer, avec impatience, le rôle de spectateur, pendant que Sémendria, la forteresse danubienne de Georges Branković tombait aux mains des Turcs.

(1) Voir Aschbach, *Gesch. Kaiser Sigmunds*, IV, p. 291.

En octobre 1439, Albert mourut de dyssenterie sur le chemin du retour vers Vienne, à l'âge de quarante-deux ans. Ce fut un événement aussi désastreux que la mort d'un autre Habsbourg, Léopold II, trois siècles et demi plus tard. Pour la première fois, les trois couronnes qu'une politique persistante de mariages devait, par la suite, assurer à la maison d'Autriche, étaient réunies sur une seule tête : mais ce n'était ni la première ni la dernière fois que des causes personnelles et politiques devaient intervenir dans ce qu'on peut appeler l'évolution naturelle de la géographie. La couronne de Hongrie fut de nouveau séparée de celle de l'Empire, qui revint au cousin incapable mais persévérant d'Albert, Frédéric de Styrie, dont les rêves grandioses d'avenir devaient être exaucés, mais qui, pendant une longue vie, fut incapable de défendre ses propres territoires héréditaires, et, à plus forte raison, de justifier le pouvoir impérial ou de tenir en échec le sultan. Entre temps, le fils posthume d'Albert lui succéda en Bohême et fut couronné par une partie de la noblesse hongroise. Frédéric aspirait à exploiter l'enfant et à créer une régence unique pour les trois pays, mais la plupart des Hongrois s'alarmèrent, non sans raison, de cette longue minorité à un moment où les Turcs se trouvaient à leur porte. Ils élurent le roi Wladislaw de Pologne, espérant que, bien qu'âgé de seize ans à peine, il deviendrait le symbole de l'union entre les deux royaumes les plus puissants de cette époque et rendrait possible une offensive écrasante. Le légat du pape, le cardinal Cesarini, fit aussi l'impossible pour assurer l'unité à l'intérieur et à l'extérieur, et la mort de la reine-mère laissa Wladislaw sans rival.

JEAN HUNYADY

C'est à ce moment crucial qu'apparaît l'héroïque figure de Jean Hunyady qui, dans les temps modernes, au lieu de servir de symbole de coopération entre les deux races voisines, fut un sujet de discorde entre les polémistes magyars et roumains. Tous les écrivains (1) contemporains s'accordent à le considérer comme de race roumaine, mais il fut le type de ces hommes de différentes

(1) *La Chronique de Cilli* l'appelle : « aus dem Landt Walachey pürtig », ce qui est un jugement exagéré si on le prend trop littéralement. Frédéric III, lorsque Matthias fut élu roi de Hongrie, le cite avec indignation comme *adolescentem peregrina gente, natum e patre valacho.*

nationalités qui entrèrent dans la noblesse hongroise et perdirent leur identité nationale. Son père, Voicu ou Vajk, était l'un de ces Roumains, de lignage assez récent, qui avait été anobli par les rois successifs de Hongrie, et à qui avait été confiée la garde de la frontière du Sud. Le château de Vadja Hunyad, son fief primitif, est l'un des vestiges de l'époque féodale les plus pittoresques de Hongrie. Jean lui-même, après avoir servi en Bohême et en Italie, reçut de nouveaux dons de terre de Sigismond, afin qu'il pût lever de nouvelles forces pour protéger la frontière. Chargé par Albert de l'organisation du banat de Séverin, il fut le premier à bâtir un château à Témesvar (Timişoara) et à en faire un centre stratégique de défense contre les Turcs. Sous le règne de Wladislaw, il gravit rapidement les échelons et fut fait comte des Székels, voevode de Transylvanie, et commandant en chef des forces hongroises. En 1441, il tint en échec les Turcs devant Belgrade ; et en 1442, après une première défaite, il repoussa les envahisseurs turcs près d'Alba-Julia et tua leur général, Mésid Bey. Il devint ainsi le bras droit du jeune Wladislaw dans la grande offensive hongroise de 1443, et ce fut lui qui remporta une victoire décisive à Nïs le 3 novembre, portant ainsi le prestige hongrois à son point culminant dans toute la péninsule, et attachant incidemment Vlad de Valachie plus fermement à sa cause. Nous ne pouvons faire ici qu'une allusion aux événements qui suivirent, mais ils auront des effets d'une extrême importance également pour les Hongrois et les Roumains. La paix de dix ans que le sultan Murad avait été contraint de conclure après la victoire de Hunyady et qui avait fait restituer la Serbie et l'Herzegovine à Branković, et reconnaître la suzeraineté hongroise sur la Valachie, fut rapidement rompue par le trop confiant Wladislaw. Celui-ci, stimulé par le fanatique légat Cesarini qui, ainsi qu'il l'écrivait à l'empereur, ne rêvait que de l'écrasement définitif des Turcs et préconisait qu'il était inutile de tenir loyalement ses promesses aux infidèles, — thèse dont les conséquences devaient se révéler néfastes, — franchit le Danube, mais trop tard dans la saison, et avec des forces insuffisantes. Vlad Dracul le prévint sans détours : « Quand le sultan part pour la chasse, il a une suite plus forte que ton armée. » Il atteignit la côte de la Mer Noire, pour se trouver brusquement devant le sultan dont les troupes surpassaient de beaucoup en nombre les siennes (10 novembre 1444). Au lieu d'attendre des renforts, il se jeta dans la mêlée, et fut tué. Cesarini paya de sa vie sa perfidie.

Hunyady battit en retraite avec quelques compagnons d'armes et fut emprisonné pendant plusieurs mois par le traître Vlad, qui sans doute trouva utile de s'insinuer dans les bonnes grâces de Murad ; plus tard, néanmoins, il libéra le captif.

La bataille de Varna eut en Europe un retentissement mérité : elle sembla proclamer l'invincibilité des Turcs et elle décida du sort de Byzance, qui ne reçut plus aucune aide d'Europe et qui ne put se défendre désormais que pendant neuf ans. Elle mit fin également à l'union de la Hongrie et de la Pologne, et mit dans la nécessité la première d'accepter le petit Ladislas comme souverain, bien qu'il fût dans les mains de ce gardien peu satisfaisant, l'empereur Frédéric. En attendant que le jeune homme eût atteint sa majorité, le parlement hongrois élut Hunyady comme « Gubernator » et l'encouragea à reprendre la lutte contre les Turcs. Le premier acte de Hunyady, pendant l'été de 1446, fut d'envahir la Valachie, d'expulser son ennemi personnel, le perfide Vlad, et de mettre sur le trône l'insignifiant Wladislaw, fils de Dan II. En même temps, il essaya de mettre fin aux querelles intestines qui épuisaient la Moldavie et ébranlaient sa force de résistance. En 1448, il s'apprêtait à envahir de nouveau la Serbie et pénétra jusque dans la légendaire plaine de Kosovo, mais, là, il subit la plus grande défaite de toute sa carrière et dans sa fuite vers le nord, il fut fait prisonnier par un autre prince vassal, Georges Branković qui, indécis, ne savait quel parti choisir, se mettant constamment du côté du plus fort. De retour en Hongrie, Hunyady eut à lutter contre de nombreux et puissants ennemis : sa fuite fut mal interprétée dans son pays et à l'étranger, et surtout par l'humaniste apologiste de Frédéric, Enée Sylvius, le futur pape Pie II. Les difficultés ne firent que croître pour lui lorsque Ladislas assuma le pouvoir nominal en 1452, et bien qu'il contrôlât véritablement l'administration, il ne se sentait plus de force à poursuivre une politique étrangère audacieuse : la Hongrie devint la proie de dissensions intestines et Byzance tomba en 1453. L'année suivante, Mohammed le Conquérant, grisé par le succès, envahit de nouveau la Serbie, et Georges le Despote s'enfuit de l'autre côté du fleuve. Cette fois encore, Hunyady sauva Sémendria, qui allait être prise, défit les Turcs à Kruševo et pénétra jusqu'à Niš et Vidin. Son dernier et plus célèbre exploit fut la défense heureuse de Belgrade contre le Conquérant lui-même, qui possédait le matériel de

siège le plus redoutable que l'Europe eût jamais vu ; le sultan, vaincu, se retira, mais en août 1456 les deux grands héros chrétiens, le moine Capistrano et Hunyady lui-même, moururent de la peste.

Ce fut de nouveau un rude coup pour la cause chrétienne ; et Enée Sylvius écrivit même : « C'est la mort de tous nos espoirs. » Le jeune Ladislas ne survécut à Hunyady qu'un an, ce qui ne l'empêcha pas d'envoyer à l'échafaud le fils aîné de Hunyady. Lorsqu'il mourut sans héritiers en 1457, la Bohême et la Hongrie, se séparant de nouveau de l'Autriche, élurent chacune un roi national, Georges Podiebrad et le plus jeune fils du gouverneur Matthias Corvin (1). Bien que tous deux fassent dans l'histoire figure de héros nationaux, on ne peut nier que la désagrégation des forces chrétiennes due à leur rivalité et à leurs ambitions personnelles ait beaucoup contribué à consolider la domination turque sur la péninsule balkanique, et même à préparer la voie à une avance turque ultérieure. Cependant, le nom du grand gouverneur passa dans la légende des pays chrétiens : les ballades serbes, bulgares et roumaines du « Voevode Janko », ou de « Jancu-Vodă », ne font qu'ajouter une gloire supplémentaire à la célébrité de « Hunyady János ».

Si on le considère d'un point de vue purement national, le règne de Matthias Corvin semble l'un des plus magnifiques et des plus parfaits de l'histoire de la Hongrie, mais du point de vue européen, et surtout par son importance dans ce que l'on appellera désormais la Question d'Orient, il contenait les germes de la décadence future. Il est exact que Matthias arrêta sur le Danube tous les assauts venant du sud, qu'il accueillit favorablement de nombreux réfugiés de Serbie et de Bosnie et qu'il leur donna une organisation militaire pour leur permettre de défendre leur nouvelle patrie, qu'il ne témoigna aucune faveur à une race plutôt qu'à une autre, que sa célébrité comme administrateur passa à la postérité dans le proverbe populaire : « Le roi Matthias est mort, et avec lui la Justice », et que la fervente protection qu'il accorda à l'art et à la littérature donna le premier élan à la culture hongroise nationale. Mais, d'autre part, il épuisa sans scrupules les

(1) Le nom de Corvin fut adopté par Matthias et s'explique par le corbeau qui se trouve dans les armes de Hunyady. Bonfinius, écrivain de sa cour, le fait descendre de « Corvinus Messala Valerius, le Conquérant de la Pannonie » et par les Valerii d'Hercule et de Jupiter.

ressources nationales par une succession de guerres de conquête contre l'Autriche et la Bohême, et, agissant toujours en grand seigneur, il ne sut pas prévoir les effets désastreux que devaient avoir inévitablement les efforts de ceux de sa caste pour réduire à l'esclavage la classe paysanne libre.

VLAD L'EMPALEUR

L'un des derniers actes de Hunyady fut de renverser le prince Wladislaw Dan du trône valaque et d'y placer son propre candidat Vlad IV qui prêta serment au roi de Hongrie le 7 septembre 1456. Aucun contraste ne pouvait être plus grand que celui qui existait entre le gouverneur héroïque et le prince que la légende et l'histoire ont désigné sous le titre ignominieux de l'« Empaleur » (1). D'après les documents très insuffisants dont nous disposons, Vlad était un être anormal et vicieux, atteint d'un déséquilibre moral aigu. Sans accepter tous les récits atroces que nous ont laissés les premiers chroniqueurs, et qui ont été reçus dans les temps modernes, principalement par l'historien von Engel, il n'est pas douteux qu'il infligea des tortures en masse à ses sujets, sans tenir compte du sexe, de l'âge, de la classe, ou de la race de ses victimes, prenant un plaisir démoniaque à assister à leurs souffrances (2). Il semble également certain que la thèse qui le montre cruel et barbare avec ses ennemis, mais juste envers les paysans opprimés, et l'adversaire des boyards, est un pur mythe. L'historien grec Chalcocondylas rapporte qu'un prisonnier roumain confia à ses ravisseurs qu'il redoutait moins la mort que Vlad, aussi préféra-t-il être exécuté plutôt que de révéler des secrets. Le sultan Mohammed commenta ce fait d'une façon concise : « Un homme qui peut inspirer une telle crainte à ses sujets serait capable d'accomplir des prodiges à la tête d'une grande armée (3). »

Le principal incident du court règne de Vlad fut sa rencontre

(1) L'épithète « Vlad Ţepeş » ne semble pas avoir été employée avant le début du XVI[e] siècle. Voir Ioan Bogdan, *Vlad Ţepeş*, p. 61, qui contient les rapports les plus dignes de foi sur sa carrière et également des renseignements inédits de sources allemande et russe.

(2) La plupart de ces récits sont empruntés à Bonfinius, écrivain contemporain italien de la cour de Matthias Corvinus.

(3) Voir Engel, *Gesch. der Walachey*, I, p. 176.

avec Mohammed le Conquérant. La politique étroitement hongroise de Vlad avait soulevé la désapprobation du sultan, et, après la conquête finale de la Serbie en 1459, Vlad fut considéré comme constituant un danger stratégique et une entrave à une nouvelle avance turque. De plus, il eut l'audace de refuser à la Turquie un tribut annuel de 10.000 ducats et cinq cents jeunes otages. En 1461, Hamsa Pacha et un intermédiaire grec nommé Catabolinos furent envoyés vers Vlad sous prétexte d'entrer en négociations avec lui, mais avec de secrètes instructions pour l'attirer dans un piège et se saisir de sa personne. Le rusé Vlad, fut averti, devança leurs intentions, et procéda à l'empalement de ses prisonniers, réservant au Pacha en hommage un pal plus grand que les autres et un vêtement de cérémonie pour cacher sa disgrâce. L'année suivante, Mohammed furieux envahit lui-même la Valachie, et Vlad, après une incursion hardie mais désastreuse dans le camp turc, prit la fuite. La légende rapporte que même l'impitoyable Conquérant fut ému aux larmes lorsqu'il vit le lieu de l'ignoble exploit de Vlad et qu'il aperçut une vallée déserte, peuplée de milliers de pals sur lesquels étaient accrochés les cadavres des Turcs et des Bulgares empalés. C'est à cette occasion qu'il prononça, dit-on, la phrase déjà citée d'après Chalcocondylas.

Vlad se réfugia en Hongrie, et, pour des raisons que nous ignorons, passa douze ans à Buda comme prisonnier de Matthias. Pendant cette captivité, il paraît s'être converti à la religion catholique, et, au début de 1476, il fut replacé par Matthias sur le trône de Valachie, mais il mourut peu après. A part la terreur attachée à son nom, Vlad ne possède aucun titre réel de gloire ; et, à sa chute, la résistance que la Valachie opposait aux Turcs décrut rapidement. De fait, le sultan avait déjà mis sur le trône vacant un de ses candidats serviles, le propre frère de Vlad, « Radu le Bel » qui avait grandi comme otage à la cour de Turquie et qui devait son avancement aux vices insignes de son maître. Pendant une trentaine d'années encore, les derniers espoirs de l'indépendance roumaine furent soumis au destin de la Moldavie et au règne du véritable grand chef qu'elle venait de connaître.

ÉTIENNE LE GRAND

Le règne d'Étienne le Grand est certainement le moins connu de tous ceux qui illustrèrent les épisodes de la défense de l'Europe : et pourtant, on peut tenir ce chef avec Hunyady, Sobieski, et Eugène, comme l'un des quatre grands champions de la chrétienté contre le Turc. Étienne était le petit-fils d'Alexandre le Bon. Son père, Bogdan II, une des nombreuses victimes des intrigues et des trahisons dynastiques, fut assassiné et supplanté par un frère cadet, Pierre Aron, qui devint bientôt un tyran irresponsable et sanguinaire. Étienne dut donc le pouvoir à une révolte de boyards mécontents et à l'appui militaire de Vlad l'Empaleur, qui, malgré ses défauts, s'attacha à ce que le trône voisin fût occupé par un homme qui fît passer le danger turc avant ses propres projets de revanche.

Étienne dut faire face à de nouveaux et graves problèmes. La chute de Constantinople ne lui apparut pas sans doute sous le même angle qu'à l'historien moderne mais il comprit certainement qu'à la place de l'ancien centre de civilisation qui périclitait lentement, une nouvelle puissance se levait sous la conduite d'un chef doué d'une valeur à la fois militaire et administrative, inspiré par un fanatisme religieux et plein de dynamisme. Il comprit aussi qu'il était inutile de compter sur ses voisins plus puissants : Matthias de Hongrie retenu par d'ardentes ambitions occidentales et qui, en observant l'est, se montrait à peine moins hostile envers les Roumains qu'envers les Turcs ; Casimir de Pologne, intéressé surtout par les problèmes de la Baltique et les querelles périodiques avec la Lithuanie ; Ivan de Moscou, retenu toujours par un sérieux danger tatar et qui ne pouvait que momentanément se retourner vers l'ouest. La chute de Constantinople eut un retentissement économique immédiat ; elle rompit la seule voie de communication entre l'Orient et l'Occident et infligea un coup fatal au commerce de Gênes et de Venise avec la Mer Noire. L'avance turque rendit bientôt le commerce sur le Bas-Danube presque aussi précaire et menaça de priver les Roumains de ces contacts avec le monde extérieur auxquels ils devaient leur brève prospérité. Leur isolement croissant fut rendu plus complet pendant la première décade du règne d'Étienne par le double succès

de Mohammed le Conquérant qui réduisit la Serbie et la Bosnie en total vasselage (1459-1463).

Si Étienne alors avait eu les idées étroites et le caractère lâche et haineux de tant de ses prédécesseurs sur les deux trônes roumains, il eût probablement payé le tribut exigé et sombré dans une honteuse servitude; mais, grâce à sa religion et à son patriotisme il résistait à la domination étrangère et outrageante de l'Ottoman. Presque dès le début de son règne, il se consacra de toutes ses forces à la défense des libertés de sa patrie. Sa première tâche fut de créer et d'organiser une armée qui représentait admirablement les institutions sociales et politiques de la Moldavie (1). La seule opposition véritable qu'il rencontra vint de la petite classe des boyards propriétaires, et des prétendants à la couronne qui se cachaient au delà des frontières, dans l'espoir de rallier quelques nouvelles factions à leur cause. Mais Étienne était plus fort qu'eux, et les boyards comprirent qu'ils avaient intérêt à le soutenir. La véritable source de son succès fut l'existence d'une classe paysanne relativement libre dont les droits de propriété reposaient sur le service militaire. L'effectif total de son armée a été estimé à 50-60.000 hommes, de beaucoup supérieur à celui des armées de Pologne ou de Hongrie. Les troupes de Moldavie manquaient de bonnes armes défensives; elles ne possédaient que des armes fabriquées par elles-mêmes et des cuirasses rembourrées; elles avaient ainsi des qualités militaires égales à celles des Tatares et ne pouvaient compter que sur leur mobilité, leur endurance pendant les marches, leur intelligence et le choix réfléchi du terrain aux moments décisifs.

La Moldavie n'avait que quelques places fortes, et Étienne comprit qu'il était essentiel de tenir les points stratégiques des grandes routes qui traversaient le pays. Il surveillait particulièrement avec inquiétude le Danube qu'il considérait, aussi justement que Jean Hunyady, comme la ligne vitale de défense contre les Turcs. La forteresse de Chilia sur le delta, primitivement bâtie par les Gênois, avait été confiée à Hunyady et remplissait la même fonction stratégique sur le Bas-Danube que Belgrade sur le Danube-

(1) Pour un clair exposé des qualités militaires d'Etienne, consulter *Stephen and the Great and the Turkish Invasion*, par le général R. Rosetti, dans la *Slavonic Review*, n° 16 (juin 1927).

Moyen. Il est impossible de dire quelles auraient été les relations d'Étienne et de Hunyady : leur même ardeur à vaincre les Turcs aurait peut-être pu contrebalancer le désir de la Hongrie de garder les deux princes roumains en état de vasselage. En tout cas, ce désir l'emporta sous le règne de Matthias, et Étienne, qui recherchait une indépendance totale, s'appliqua à reconquérir Chilia. Après une attaque malheureuse en 1462, il s'en empara finalement en 1465. Cette conquête excita le ressentiment de Matthias, d'autant plus qu'il soupçonnait le prince de Moldavie d'encourager une révolte en Transylvanie. En 1467, une guerre éclata entre les deux États dont dépendait surtout la défense contre le danger turc. Que Matthias ait choisi le mois de novembre pour son attaque donne à penser qu'il sous-estimait gravement son adversaire. Il put franchir la passe d'Oituz, avancer rapidement vers Bacău et Roman, ravageant tout sur son passage ; mais Étienne évita la bataille, épuisant les envahisseurs, et les entraînant jusqu'à Baia au sud de Suceava. Là, le 14 décembre 1467, Étienne attaqua Matthias pendant la nuit et mit en pièces son armée. Matthias lui-même, blessé dans le dos, s'échappa avec peine, par les forêts de Transylvanie. Jusqu'à la fin du siècle et du long règne d'Étienne, la Moldavie fut préservée de toute attaque hongroise.

La seconde tâche d'Étienne fut de renforcer sa frontière du nord contre la possibilité d'une invasion tatare ; il se trouva alors devant le problème beaucoup plus épineux de la Valachie. Vlad Ţepeş avait été remplacé sur le trône par son frère Radu le Bel, nom équivoque qu'il semble avoir gagné dans le harem du sultan pendant sa détention prolongée comme otage dans la capitale turque. Radu était soumis définitivement à l'influence turque et disposé à préférer le vasselage, dont tous les dangers n'étaient pas encore apparents, aux sentiers plus ardus de la résistance. Mohammed le Conquérant, de son côté, voyait dans la Valachie un terrain d'opérations des plus favorables à la fois contre la Moldavie et contre la Hongrie par les cols transylvaniens, un nouveau grenier de ravitaillement et peut-être même un champ de recrutement. Son but immédiat fut de s'emparer des têtes de ponts, des points stratégiques au nord du fleuve, et, ainsi, de protéger son flanc contre les attaques, tandis que son avance en Europe Centrale rendait ses communications plus vulnérables. L'échec qu'il avait essuyé devant Belgrade en 1456 ne l'empêcha pas d'achever la

conquête de la Serbie et de la Bosnie de 1459 à 1463. En 1470 il sembla prêt à livrer un assaut décisif à la Hongrie.

Radu devint alors un aide pour les Turcs mais un grave danger pour Étienne, que le point d'appui permanent acquis par les Turcs sur la rive nord du Danube ne pouvait laisser indifférent. En 1471, il envahit la Valachie, mit en déroute Radu à Soci, et plaça sur le trône son candidat Basarab Lăiota, de la branche aînée de la famille régnante. En 1473, son défi fut relevé par les Turcs qui avancèrent au delà de Buzău, mais qui furent définitivement écrasés par Étienne à Rîmnic-Sărat.

Toute l'attitude d'Étienne fut dominée par l'étrange position géographique de la Moldavie, au centre d'un triangle formé par la Turquie, la Hongrie et la Pologne. Pendant les périodes dangereuses, les deux premières puissances tenaient plus à imposer leur suzeraineté à la Moldavie qu'à lui fournir une aide militaire effective contre l'ennemi commun : une somme de 100.000 ducats, contribution du pape aux guerres turques, fut détournée par Matthias de Hongrie, en tant que suzerain de la Moldavie. Ainsi Étienne dut-il souvent jouer double jeu, sacrifiant tout à la nécessité de s'assurer une aide nouvelle de l'étranger.

La nouvelle de la victoire d'Étienne à Rîmnic détermina Mohammed à l'action, et en 1474, il envoya un ultimatum pour demander l'abandon de Chilia, et le paiement d'un tribut annuel. Mais Étienne convoqua un conseil des boyards, et, avec leur consentement, résolut non seulement de repousser les prétentions turques, mais, si cela était nécessaire, de dévaster le pays devant l'envahisseur. Pendant l'été de 1474, une forte armée turque qui se trouvait en Albanie fut envoyée pour soumettre la Moldavie. A la fin de cette année, le grand Vizir Soliman l'Eunuque, avec l'aide du cruel Basarab, franchit la frontière et avança vers le nord. Mais la population fut évacuée, selon le plan arrêté, tous les vivres furent emportés ou détruits, les routes furent rendues impraticables. Le 10 janvier 1475, Étienne attaqua les Turcs à Racova près de Văslui, sur la rivière Barlad, en un lieu connu sous le nom de « Podul Înnalt » ou le Haut Pont, et leur infligea une écrasante défaite. Quatre pachas furent tués, cent drapeaux pris dont quelques-uns furent envoyés comme trophées à Casimir de Pologne, à Matthias de Hongrie, et au Pape. Une attaque maritime simultanée contre Chilia et Cetatea Alba fut également désastreuse, bien

que, quelques mois plus tard, la chute de Caffa fixât le destin du commerce gênois dans le Levant.

Étienne avait conscience qu'il combattait pour sa vie, mais en même temps il se croyait le David ou le Judas Machabée de la cause chrétienne, désigné pour sauver les nations (1). Il avait déjà lancé plusieurs appels à l'Occident — spécialement au Pape et aux Vénitiens — afin de conclure une alliance contre les infidèles. Il adressa alors un message urgent aux Princes chrétiens au pouvoir, insistant sur la nécessité d'une union afin de « couper la dextre du paganisme ». Sixte IV, bien que frivole et sensuel, avait cette cause profondément à cœur, prévoyant l'éventualité d'une menace turque sur l'Italie même. Il adressa une lettre de vif encouragement et de félicitations à Étienne, à qui il décernait le titre de *Athleta Christi*. Ce document a été conservé au monastère de Putna, fondé par la munificence d'Étienne, en même temps qu'une relique qui lui avait été envoyée de l'un des monastères du Mont Athos, à peu près au même moment, comme un talisman de victoire. Cette relique — une croix d'ivoire sculptée qui contenait, disait-on, un fragment de la vraie croix — avait été primitivement offerte aux moines par l'empereur Romanus Ier, qui rapporte qu'elle avait été jalousement conservée dans le trésor impérial depuis le temps d'Hélène, mère de Constantin le Grand. Peu de reliques jouissent d'une généalogie aussi authentique.

Mohammed avait maintenant pris conscience de la situation, et en 1476, il prit lui-même le commandement d'une nouvelle armée d'invasion. Étienne avait envoyé des avertissements urgents au pape et au roi de Hongrie, pour les prévenir qu'il serait sans doute obligé de traiter avec les Turcs si aucun secours ne lui était envoyé. Mais au lieu de recevoir l'aide demandée, il se trouva exposé à une attaque simultanée des Tatares au nord. Le 25 juillet, il livra une bataille aux Turcs, mais il fut écrasé à la bataille de Răsboieni, entre Roman et Neamț, et dut s'enfuir sur la frontière polonaise. Les troupes turques, toutefois, étaient décimées par le choléra, et il était difficile de nourrir une grande armée d'envahisseurs dans un pays dénué de tous vivres, tandis que les paysans armés et désespérés pesaient sur ses flancs : enfin une armée hongroise dirigée

(1) *Intendentes pro Christianitate totis nostris viribus debellare*, écrivit-il à Sixte IV en 1474. Hurmuzaki, *Documente*, II, Partie II, n° 202.

par Étienne Báthory franchit la frontière transylvanienne mettant ainsi en péril la retraite turque. Le sultan ordonna à contre-cœur une retraite; Étienne poursuivit l'armée turque et lui infligea de grosses pertes pendant qu'elle franchissait de nouveau le Danube.

La Moldavie resta en paix pendant la fin du règne du Conquérant ; mais en 1484 le successeur de celui-ci Bayezid II, après avoir conclu avec le roi Matthias un armistice qu'Étienne considéra comme applicable également à lui-même, s'empara brusquement par surprise des deux forteresses stratégiques de Chilia et de Cetatea Alba, qui dorénavant devaient rester aux mains des Turcs. Dans son manifeste, le sultan déclarait qu'il avait « conquis la clef de la porte de toute la Moldavie, et de la Hongrie, de toute la région du Danube, de la Pologne, de la Russie, du pays tatare, et de la côte entière de la Mer Noire ». Bien que ceci fût fort exagéré, cette situation obligeait la Moldavie à la défensive, et la plaçait dans une position de plus en plus désavantageuse. Un an plus tard, les Turcs pillèrent et brûlèrent Suceava, capitale de la Moldavie. Étienne rassembla de nouveau, ses forces et défit l'ennemi à Catlabuga près du Danube, puis, en 1486, à Scheia près de Roman. Pendant la fin de son règne, Étienne ne fut plus inquiété du côté du sud, mais le vieux lion qui ne craignait nul ennemi de sa taille, était réduit à la défensive, et il n'avait pas de lionceaux.

Le roi Matthias mourut sans héritier en 1490. Le trône de Hongrie revint à Wladislaw de Bohême, frère du roi Jean-Albert de Pologne. Nous voyons alors le spectacle peu édifiant de deux frères, indifférents devant le danger turc, projeter une conquête de la Moldavie en faveur de leur troisième frère Sigismond. Déjà en 1484, Étienne avait jugé nécessaire de rendre publiquement hommage au roi Casimir, les rideaux de la tente étant ouverts de chaque côté au moment même où il était agenouillé. Ce ne fut qu'en 1499, après une résistance heureuse à une invasion de Jean-Albert, qu'il put conclure un traité d'égalité, duquel le mot de suzeraineté fut proscrit et où l'aide de la Pologne pour une nouvelle croisade contre les infidèles est nettement garantie. Malheureusement, cette promesse ne fut pas tenue; les efforts répétés d'Étienne pour organiser une ligue de souverains chrétiens échouèrent en raison de la méfiance et de la suspicion qui séparaient les Roumains à la fois de la Pologne et de la Hongrie, et les Polonais de la Lithuanie et de Moscou. En 1502, Étienne déclara à un envoyé vénitien : « Je suis entouré

de tous côtés d'ennemis, et, depuis que je gouverne ce pays, j'ai livré trente-six batailles ; j'en ai gagné trente-quatre et perdu deux » (1). Mais ses forces de résistance faiblissaient, et, sur son lit de mort, il semble avoir donné à son fils le conseil de se soumettre aux Turcs. Après les avoir tenus en échec pendant un demi-siècle, il comprenait l'impossibilité de constituer une force chrétienne unie ; il voyait la décadence de tous les États voisins et la faiblesse essentielle de sa patrie. Si cependant les Turcs insistaient pour avoir plus qu'une suzeraineté tout en laissant intact les fondements de l'Église et de l'État, disait-il, « il serait alors préférable pour vous tous de mourir de la main de l'ennemi que d'assister au déshonneur de votre Église et à la misère de votre patrie. Mais le Dieu de vos pères sera touché des larmes de ses serviteurs, et fera surgir un homme qui aidera vos descendants à retrouver leur ancienne force et leur liberté » (2).

Étienne fut aussi grand guerrier que bon administrateur. Il faut noter son constant dévouement à l'Église, ses dons généreux de terres aux monastères et l'encouragement qu'il prodigua aux arts encore dans leur première enfance. Il fit construire plus de quarante églises de pierre dans sa patrie, et donna à l'architecture moldave religieuse une nouvelle direction qui apparaît encore de nos jours dans les églises de Baia, de Dorohoiu, de Saint-Nicolas de Jassy, et d'autres. Le clocher de Baia, érigé en mémoire de la victoire de 1467, fut admirablement restauré dans les temps modernes. La plus célèbre dotation d'Étienne est le monastère de Putna, en Bukovine moderne, élevé en remerciement de sa victoire sur les Tatares. De nombreux trésors, y compris des broderies exécutées par les dames de sa cour, y sont pieusement conservés (3).

Malheureusement Étienne fut le dernier de la souche héroïque, et aucun de ses successeurs ne put l'égaler. Après sa mort, une rapide décadence survint, et nous voici dans une nouvelle époque peu glorieuse. Son règne, long et honorable, imprima à ses sujets une haute conscience nationale, dont on retrouve la trace dans une phrase de la chronique hongroise d'Oláh : « Le voevode de cette province est

(1) 7 décembre 1502. Hurmuzaki, *Documente*, VIII, n° 45.
(2) Voir Engel, *op. cit.*, 1, p. 157.
(3) Le lecteur pourra se référer à la monographie parfaitement illustrée des Prs N. Iorga et G. Balş, *L'Art Roumain*, spécialement p. 311-40. L'architecture religieuse et publique de la Roumanie mérite l'étude que l'Occident n'a pas encore daigné lui consacrer.

moins exposé aux dangereux changements que celui de Valachie. Les Moldaves se considèrent comme plus courageux et plus valeureux que les Valaques : leurs chevaux sont meilleurs. Ils peuvent disposer d'une armée de 40.000 hommes (1). »

L'envoyé vénitien Matteo Muriano, rapporta qu'Étienne était « un homme de grande sagesse, digne d'admiration, aimé de ses sujets pour sa clémence et son équité, très vigilant et libéral, et bien conservé pour son âge quoique la maladie (qui avait retardé l'audience de l'envoyé) l'ait affaibli » (2). Citons pour conclure la critique de Miron Costin, le premier historien roumain sérieux : « Étienne n'était pas de haute taille : il était irascible, cruel, enclin à répandre le sang des innocents, et même pendant les repas il condamnait des gens à mort sans autre forme de procès. Mais il avait le jugement sain. Sobre, sans orgueil, il était un défenseur acharné de ses droits, toujours à l'endroit propice pendant la guerre, connaissant à fond la science militaire, généralement favorisé par la victoire, jamais découragé par la malchance, attendant toujours un revirement favorable des choses. Les Moldaves le tiennent en haute estime politique et le vénèrent comme un saint » (3).

De nombreuses controverses stériles concernant le mérite respectif des différents pays danubiens et balkaniques dans la défense de l'Europe contre le joug des Turcs ont eu lieu de nos jours. Les Magyars, en particulier, ne se lassent pas de proclamer leur rôle presque exclusif et s'en servent pour justifier certaines ambitions actuelles aux dépens de leurs voisins. En vérité, il est tout à fait impossible qu'un pays plus qu'un autre puisse réclamer ce monopole, et en essayant de tracer un large résumé des exploits communs, on peut raisonnablement affirmer que le fardeau de la défense fut supporté par les Serbes dans la seconde moitié du XIVe siècle, par les Hongrois dans la première moitié du XVe, et par les Roumains dans la seconde moitié du même siècle ; mais il ne faut pas oublier le rôle que jouèrent les Albanais sous la conduite de Scanderbeg. Avec la décadence progressive de tous les États danubiens au début du XVIe siècle, et surtout à partir de 1526,

(1) *Hungaria*, CXIII. Voir Engel, *op. cit.*, p. 151.
(2) Hurmuzaki, *Documente*, VIII, nº 45.
(3) Voir Engel, p. 156.

la tâche d'organiser cette défense passa aux Impériaux sous le règne des Habsbourg, et dans la lente convalescence des deux siècles suivants, chaque nation joua son rôle, ainsi que nous le prouve l'histoire des régiments de frontière croates, serbes, hongrois et roumains.

CHAPITRE III

LE VASSELAGE TURC
(1504-1714)

Le prince change et les fous s'en réjouissent (1).
Proverbe roumain.

La mort d'Étienne le Grand eut pour effet d'amener la décadence immédiate et lamentable du pays. Son fils Bogdan, connu sous le nom de « le Borgne », ne comprenait rien à la situation générale et poursuivait le mirage d'un mariage polonais que le nouveau roi, Sigismond Ier, déjà hostile à la Moldavie, n'était pas enclin à accorder à un homme qu'il considérait comme un roitelet barbare et schismatique. Bogdan s'apprêtait à livrer la province de Pocutie en échange de la main d'une princesse, mais, lorsque cette union lui fut finalement refusée, et qu'une tentative d'invasion pour l'obtenir eut échoué, il concentra de nouveau son espoir et ses ambitions sur le Nord : en 1517, il fut tué en luttant contre les Tatars. Dans l'intervalle, Bogdan et son parent, le prince de Valachie — il épousa finalement une fille de Mihnea le Mauvais (Cel Rău) — avaient paru oublier la menace turque, ou n'en avaient pas compris l'immense danger latent. Tandis que Radu allait rendre hommage à Constantinople, Bogdan, jouant encore de la réputation de son illustre père, avait conclu un traité avec le sultan. Ce traité prévoyait un tribut de 4.000 ducats, auquel s'ajoutaient 40 juments de race, et 40 faucons pour l'usage personnel du sultan. Peut-être Bogdan apaisa-t-il sa conscience en insistant sur les clauses touchant sa complète autonomie, le respect du christianisme, la non-intervention dans les élections princières, et l'interdiction aux Turcs

(1) Schimbarea Domnilor, bucuria nebunilor.

de bâtir des mosquées ou de posséder la terre en pays moldave. Mais, pour les Turcs, le traité n'était qu'un simple « acte de grâce », plutôt destiné à être rompu que respecté. De fait, il inaugura la véritable période de vasselage. L'envoi d'un ambassadeur moldave permanent à Constantinople — nommé Kapu-Kihaya — ne fut en réalité que le début d'un système d'otages.

Entre la mort de Radu, nommé à tort le Grand, en 1508, et l'avènement de Mircea le Berger (Ciobanul) en 1545, onze princes se disputèrent le trône de Valachie, rendant impossible tout gouvernement stable, et minant les bases déjà fragiles de l'État. Seul, parmi eux, Neagoe Basarab mérite plus qu'une brève mention, uniquement comme fondateur de l'église d'Argeş, le joyau le plus ancien de l'architecture religieuse roumaine, qui nous révèle la perfection à laquelle serait parvenu l'art indigène si la Roumanie avait pu se développer librement et normalement. Neagoe Basarab et son épouse serbe, Despina, employèrent tous les revenus dont ils purent disposer, et jusqu'à leurs joyaux personnels, à la fondation du monastère d'Argeş, à la consécration duquel assistèrent le patriarche de Constantinople et de nombreux moines du Mont Athos.

Entre temps, les Turcs, devant la complète impuissance des Roumains, purent librement développer leurs plans contre la Hongrie, qui, sous le faible gouvernement des rois Jagiellons, périclitait rapidement. « Il nous faut un roi que nous puissions retenir par les cheveux » déclarait le magnat Báthory; aussi le débile polonais, surnommé « Dobrzy » fut-il choisi, parce qu'il répondait « Bien » à tout ce qu'on lui proposait. La réunion des couronnes de Bohême et de Hongrie sous Wladislaw II ne contribua pas à la consolidation. Les noblesses des deux pays étaient jalouses à l'excès l'une de l'autre et tenaient avant tout à limiter les prérogatives royales — tâche facile avec un souverain faible et indolent — et à développer leurs propres privilèges aux dépens de la classe paysanne. Ce n'est pas le moment de nous étendre sur la situation intérieure de la Hongrie, encore moins sur celle de la Bohême : mais il faut insister fortement sur l'appauvrissement de la classe paysanne dans tous les pays danubiens à la fin du XV[e] siècle. C'est un des principaux facteurs qui accrurent la puissance militaire des Turcs et hâtèrent leur victoire. Tandis que du côté des Turcs on trouvait de l'élan, de la discipline, un enthousiasme religieux, les

puissances chrétiennes les plus menacées faisaient preuve d'un mécontentement profond qui s'exprima par une succession de sauvages *jacqueries*, dont l'atroce répression servit de prétexte à de plus grandes extorsions. Nulle part le conflit ne fut plus aigu qu'en Hongrie, où une vaste insurrection paysanne éclata en 1514, conséquence de la reprise des guerres turques et des appels à la croisade lancés par le primat et par le Pape. Les masses trouvèrent un chef capable en Georges Dózsa, capitaine Székély de quelque valeur militaire, et leur fanatisme fut attisé par des membres du bas clergé. Finalement les grands nobles sous la conduite de Jean Zápolya reprirent le pouvoir et se vengèrent d'une façon atroce : Dózsa fut lié sur un trône rougi au feu, il eut le front ceint d'une couronne de fer ardent, et fut déchiré avec des tenailles, tandis que ses partisans étaient condamnés à manger la chair de son corps encore vivant. Tandis que Zápolya était acclamé comme « Libérateur du Royaume » par ses compagnons, la légende populaire veut qu'il ait été frappé de cécité momentanée lorsqu'il se présenta devant l'autel, après des actes d'une telle férocité et d'une si abominable perfidie. Le nom du méprisable *kurucz* (ou croisé) devait survivre dans l'histoire de la Hongrie et inspirer plus d'un mouvement populaire.

Plus terribles encore que la répression furent les mesures compliquées prises par la noblesse victorieuse pour renforcer le régime féodal par le *robot*, la *corvée*, et le payement en nature, lorsque les bases de l'État commencèrent à fléchir. L'esclavage de la classe paysanne dans toute la Hongrie et la Transylvanie — leur *mera et perpetua servitus* — était alors cristallisé dans le *Tripartitum*, le fameux code légal d'Étienne Verböczi, qui devait rester en vigueur pendant plus de trois siècles, jusqu'à l'émancipation de 1848, et qui permet d'expliquer la mentalité de la classe magyare dirigeante depuis cette époque jusqu'à la nôtre. Un gouffre avait été creusé entre la *misera plebs contribuens* et la noblesse, grande et petite, qui, seule, formait le *populus*, ou la nation politique, et qui en sus de tous ses autres droits, pouvait encore éventuellement être exemptée de l'impôt. Bien que leur rôle dans les événements de 1514 eut été moins important que dans ceux de 1437, les Roumains n'en étaient pourtant pas moins eux aussi à un tournant décisif : car la noblesse roumaine, à quelques exceptions près, devait désormais, presque inévitablement, s'identifier de plus en plus à la

noblesse hongroise, abandonnant à leur sort les masses roumaines, réduites à un niveau lamentable d'ignorance et de servitude.

Les maux sociaux, très aggravés par les ravages de la guerre civile, affaiblirent incontestablement les moyens de résistance de la Hongrie, devant le danger turc. Cette situation, sans doute, parfaitement connue des Turcs, aiguisa leur appétit de conquête en Europe Centrale. Cette fois, le destin de la Roumanie dépendait de celui de la Hongrie.

A la mort de Wladislaw en 1516, la puissance royale fut encore diminuée pendant la minorité de son fils Louis II : les magnats dissipèrent leurs propres ressources et celles de leur patrie en rixes et en intrigues, au lieu de renforcer la frontière méridionale pendant les années de répit que leur procurait la conquête de l'Égypte par le sultan Sélim. Lorsque Sélim mourut prématurément en 1520, son fils, Soliman « le Magnifique », montra sans tarder ses intentions en attaquant les forteresses limitrophes sur la Save. Belgrade résista encore, mais Šabac céda à son attaque en 1521. Ce grave avertissement même, et le répit final accordé par les opérations de Soliman contre Rhodes, furent négligés par les factions dissidentes dans lesquelles la noblesse hongroise avait sombré. Quant à l'Europe son indifférence se manifesta par l'intérêt exclusif qu'elle prenait au conflit de François Ier et de Charles-Quint et à l'appel que faisait le premier à une aide turque dans une querelle chrétienne. Le jeune roi Louis, d'une indolence insurmontable, dissipa ses revenus déjà diminués et, aussi paresseux et incapable que son père, lança des appels pathétiques aux souverains de l'Ouest : aucun d'entre eux ne vint à son aide, sauf le Pape, qui lui alloua une somme de 50.000 ducats. Ferdinand d'Autriche, qui seul alliait la bonne volonté à l'intérêt personnel, était, à ce moment, retenu par une révolte paysanne sur ses propres territoires. Lorsque Soliman commença sa campagne sur le Danube en avril 1526, avec une armée puissante et un corps d'élite de Janissaires, la Hongrie était moins que jamais prête à la lutte ; le trésor était vide ; les impôts n'étaient pas rentrés ; les forteresses étaient désorganisées et l'armée manquait d'armes et de vivres. Les Croates se tenaient à l'écart et se tournaient vers Vienne. Les nobles continuaient à se quereller, et leur rapacité séditieuse et égoïste forme le thème constant des rapports des envoyés vénitiens, qui loin d'avoir un motif d'hostilité contre la Hongrie avaient au

contraire toutes les raisons de collaborer avec elle. « Si le sultan arrive réellement, écrivait le nonce à l'inquiet pape Clément en 1523, Votre Sainteté peut considérer ce pays comme perdu, ainsi que je le lui ai souvent dit. Il y règne une confusion sans limite. Tout l'armement nécessaire à la guerre fait défaut. Entre les États, l'envie et la haine sévissent ; et les habitants, si le sultan leur donnait la liberté, feraient une insurrection encore plus cruelle qu'à l'époque de la croisade » (c'est-à-dire, celle de 1514) (1).

Le pauvre jeune roi fut poussé à l'action par la chute de Peterwardein en juillet : mais il ne sut pas se retirer à temps vers le nord afin d'y attendre du secours. Ses conseillers sous-estimèrent avec témérité la valeur des armements turcs, bien qu'ils connussent l'immense supériorité numérique de l'ennemi. Le 29 août 1526, le roi Louis livra à Mohács une bataille à Soliman, et fut totalement écrasé. Lui-même, ses deux archevêques, cinq évêques et la fleur de la noblesse hongroise tombèrent à ce Flodden de l'Est et le royaume entier fut à la merci du conquérant qui entra librement à Buda le 11 septembre.

Louis ne laissa pas d'héritiers directs, et pendant plus d'une décade, la Hongrie fut revendiquée par son beau-frère Ferdinand de Habsbourg, élu déjà aux trônes de Bohême et de Croatie, et par Jean Zápolya, le magnat ambitieux de l'opposition qui, bien que considéré par beaucoup comme un simple parvenu, aspirait depuis longtemps à suivre l'exemple de Hunyady et à fonder une nouvelle dynastie nationale. La colère du sultan était concentrée sur le « roi de Vienne », ainsi que les Turcs surnommèrent dédaigneusement Ferdinand et ses successeurs jusqu'à la troisième génération ; mais l'objet de cette haine n'était pas tant Ferdinand que son frère Charles, « le roi d'Espagne », qui semblait constituer le principal obstacle à la conquête ottomane au cœur même de l'Europe. Soliman avait tout avantage à favoriser les ambitions de Zápolya et à provoquer de profondes dissensions dans la classe dirigeante hongroise. Avec le temps, la discorde fut accentuée encore par la crise religieuse. La Réforme s'était rapidement développée en Hongrie pendant les années précédant Mohács, et, maintenant des mobiles à la fois religieux et nationalistes, forçaient la plus grande partie des Magyars à se tourner vers Genève, tandis

(1) Voir Pastor, *Gesch. der Päpste*, IV, II, p. 442.

que les Saxons acceptaient les dogmes de Wittenberg. La Transylvanie devint en grande partie protestante et éprouvait une méfiance bien naturelle à l'égard des Habsbourg à mesure que ceux-ci devenaient les champions de la réaction catholique.

On pourrait croire que même ce bref aperçu de l'histoire de la Hongrie sort du cadre de cet ouvrage. Mais Mohács constitue un tournant décisif pour les Roumains, comme pour les Magyars : un simple coup d'œil sur la carte suffira à en donner la raison. Jusqu'alors les Turcs, dans leur avance stratégique, avaient visé l'Europe Centrale ; ce plan impliquait la soumission totale d'abord de la Bulgarie, puis de la Serbie, et par conséquent, l'isolement de la Bosnie sur leur flanc gauche, et des Principautés roumaines sur leur flanc droit. Ils voulaient désormais dominer la grande plaine centrale du Danube, jusqu'à quelques jours de marche de Presbourg, de Vienne, de Gratz, et tout le cours inférieur de la Drave, de la Save et de la Theiss. En conséquence, la Valachie et plus encore la Moldavie étaient effectivement privées de leurs contacts naturels avec l'Europe, et réduites à leurs propres ressources ; tandis que la Transylvanie, dont les vallées fertiles étaient abritées par les contreforts en demi-cercle des Carpathes et la haute chaîne Bihar qui domine les plaines de la Theiss Moyenne, transformait forcément en une réelle indépendance l'autonomie dont elle jouissait déjà. Désormais, ces trois pays — la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie — étaient plus que jamais dépendants les uns des autres : et bien que la méfiance politique et les jalousies raciales transformassent en barrières les montagnes où de nombreux cols assuraient un passage facile, l'histoire des quatre siècles suivants devait prouver que les deux États roumains devaient, soit être poussés dans l'orbe d'un grand Empire danubien, soit, afin d'obtenir une indépendance sûre et permanente, s'attacher la Transylvanie d'une façon définitive.

PIERRE RAREŞ

La période d'anarchie qui suivit Mohács mit en lumière l'une des plus curieuses figures de l'histoire roumaine — Pierre Rareş, fils illégitime d'Étienne, qui avait déjà passé de nombreuses années d'exil à la cour de Pologne. En 1527, il fut placé sur le trône de Moldavie par les boyards, et se trouva immédiatement plongé dans une intrigue embrouillée entre le sultan Soliman, alors à la veille de sa grande expédition contre Vienne, l'agent du sultan, le Vénitien renégat Ludovico Gritti, Sigismond de Pologne, avec qui il entretenait des relations d'amitié, Jean Zápolya le « roi » fantoche de la Hongrie conquise et son rival Ferdinand d'Autriche, contre lequel la colère turque était alors dirigée. Une politique franche était quasi impossible dans ces conditions. Le seul espoir de Pierre était de l'emporter sur ses puissants voisins, en souplesse et en ressources. Tandis que Ferdinand et Zápolya, suivant leur destinée instable, revendiquaient telles ou telles parties de la Hongrie de l'Est et du Nord qui avaient résisté aux Turcs, Pierre Rareş aspirait franchement à la possession de la Transylvanie. En 1539, il ne réussit pas seulement à s'emparer des châteaux de Ciceu (Csicsó) et de Cetatea de Balta (Küküllövár) — fiefs importants originairement offerts par Matthias à Étienne comme refuges possibles en cas de désastre — mais encore d'une très grande partie des régions Székéls et surtout des mines d'argent de Rodna. Un an plus tard, il s'appliqua à prendre Bistritz et menaça de faire brûler vifs les habitants saxons. La ville résista pendant quelque temps, mais se soumit avant qu'il ne fût trop tard, et paya un tribut.

L'étape suivante de sa carrière, prouve son caractère instable et inquiet. Non content de consolider sa position à l'ouest, Pierre Rareş voulut raviver la longue querelle endormie avec la Pologne et essayer de lui reprendre la province perdue de Pocutie. En 1531, après avoir conclu des traités avec Moscou et les Tatars, il entra en guerre avec le roi Sigismond, mais l'aventure se termina brusquement à la bataille d'Obertyn par une complète défaite, due largement à une tactique impétueuse contre des troupes bien entraînées. Il put au moins maintenir ses propres frontières du côté de la Pologne, et se retourna alors avec un zèle accru vers ses mirages transylvaniens, soutenu, semble-t-il, par l'aide amicale des Székels. Il ne dut pas ignorer qu'il marchait sur un terrain des plus glis-

sants. En 1532, tandis que Soliman et Sigismond étaient engagés dans de tortueuses négociations, il dut compter avec le désir à peine déguisé du premier de placer le territoire roumain sous la domination d'un pacha, et avec celui du second, de réduire la Moldavie en un complet vasselage. « Le Moldave, écrivait le sultan au roi de Pologne, est notre serviteur et notre vassal, donc, que personne ne lui fasse injure. » Cette attitude effraya Pierre et le jeta de nouveau dans les bras de Ferdinand.

La principale cause de cette situation résidait dans le secret dessein de Gritti, qui se nommait maintenant lui-même *Protector Hungariæ* et qui, confiant en son influence sur le sultan, espérait probablement obtenir la Transylvanie pour son propre fils ou quelque autre candidat de son choix. En 1534, il arriva de Constantinople avec pleins pouvoirs, et signa un pacte, avec le perfide Pierre : mais la folie et l'arrogance de sa conduite, en arrivant en Transylvanie, et spécialement le meurtre de l'évêque Czibák, l'envoyé de Zápolya, commis à son instigation, lui aliénèrent tous les partis. Il n'avait plus qu'à se remettre aux mains des Moldaves qui, « comme des loups voraces », malgré le sauf-conduit donné par leur propre prince, le livrèrent aux Hongrois irrités. Étienne Mailáth ne se laissa pas intimider par la prétention de Gritti à être le représentant personnel de Soliman, et il ordonna promptement son exécution. Ses deux fils, dont l'aîné n'avait que douze ans, furent envoyés à la ccur de Jassy et décapités sans pitié sur l'ordre de Pierre Rareş.

Pierre savait que cet acte entraînerait la guerre avec les Turcs, et il s'empressa de négocier avec Ferdinand, tandis que le perfide Mailáth, jusqu'alors champion de la cause des Habsbourg en Transylvanie, signa brusquement un pacte avec Zápolya. Le rapport de Reicherstorffer, l'émissaire de Ferdinand en Moldavie, a été conservé ; Pierre y est décrit comme acharné à affirmer son zèle pour « le salut de toute la chrétienté », à exhorter les siens à profiter de ce que le sultan était alors entièrement absorbé par une guerre avec la Perse pour reprendre la Hongrie et écraser son rival, le « traître » Zápolya. Ferdinand lui donna les forteresses de Csicsó, Küküllö, et Bálványos, la ville de Bistritz et une somme annuelle de 6.000 ducats (1) ; et Pierre rendit

(1) Mars 1535, Hurmuzaki, *Documente*, II (1), n°s 65 et 66.

un secret hommage au roi des Roumains, ainsi que celui-ci l'écrit à sa sœur. Mais l'incroyable duplicité de cet homme apparaît plus nettement que jamais. Attiré alors par l'absurde espoir de chasser les Polonais de la Pocutie et averti que Soliman revenait en Europe après une campagne victorieuse en Perse, il ouvre de nouvelles négociations en même temps avec les Turcs et avec Zápolya, pendant que ses agents circulent encore entre Jassy et Vienne. L'envoyé de Ferdinand est à Suceava, pendant que les ambassadeurs de Soliman et de Zápolya se rencontrent à Jassy, et se mettent d'accord pour s'efforcer de gagner Pierre à la lutte contre les Habsbourg ; son meurtre de Gritti lui sera pardonné, et il prendra de la Pologne ce qu'il désire, disent les Turcs ; quant à Zápolya, il promet « mers et montagnes » *(maria et montes)* (1).

La politique de duplicité de Pierre touchait à sa fin. Il ne pouvait plus gagner la confiance de personne, et le grand sultan décida de l' « écraser sous les sabots de la cavalerie ottomane ». La coupe déborda lorsque Zápolya intercepta la correspondance de Pierre avec Ferdinand et l'envoya à Soliman. Pendant l'été de 1538, le sultan organisa une armée de 200.000 hommes à Andrinople et, aidé par une entente tacite avec Sigismond de Pologne, curieusement turcophile, envahit d'un bond la Moldavie, en se rendant à Buda. Pierre s'enfuit dans les montagnes et passa un an dans les prisons du vindicatif Zápolya, tandis qu'un de ses neveux, Étienne, justement surnommé le « Locuste » (Lăcusta), était placé par le sultan sur le trône vacant. La Pologne apportait à Soliman dans ces opérations une collaboration peu perspicace ; celui-ci en profita pour essayer de réduire les deux princes roumains en complet vasselage, et d'établir une ligne de forteresses stratégiques sur le Danube et sur la côte de la Mer Noire qui rendraient désormais impossible tout danger d'incursions sur ses lignes de communication. Il éleva une nouvelle forteresse à Tighinea, désormais connue sous le nom de Bender, qui, avec Cetatea Alba (Akkerman), dominant tout le Dniester Inférieur, tenait en échec les incursions des Tatars et des Cosaques et serrait la Moldavie comme dans un étau.

L'infortuné « Locuste » ainsi nommé à cause de la nuée d'insectes

(1) Voir le rapport de Bánffy à Ferdinand. Fr. Schuller, *Urkundliche Beiträge zur Gesch. Siebenbürgens*, cit. Ursu, p. 133.

qui s'abattit sur le pays pendant son court règne, ne se maintint à Suceava qu'avec l'aide de sa forte escorte de Janissaires. Mais quelques boyards énergiques subsistaient encore, qui, connaissant sa faiblesse, l'assassinèrent et placèrent un des leurs sur le trône. Pierre Rareş comprit alors que le moment propice était venu d'entrer dans le jeu, d'autant plus que Zápolya était mort en 1540 laissant une veuve impuissante, Isabelle de Pologne, mère d'un enfant en bas âge seul successeur d'un trône disputé. S'évadant de sa prison de Transylvanie, Pierre envoya un honteux message de soumission au sultan et demanda la permission de venir se justifier. En 1540, sa force de persuasion, ses fastueux présents, et sa diplomatie réussirent à lui assurer la faveur de la Sublime Porte. L'année suivante il avait reconquis le trône de Moldavie avec l'aide d'une armée turque. Il dut néanmoins accepter une garde du corps de 500 hommes, le tribut passa de 4.000 à 12.000 ducats, et son fils fut retenu en otage à Stamboul. Le traité secret qu'il conclut avec les armées impérialistes qui cherchaient à reprendre Buda prouve suffisamment que ces mesures du sultan constituaient une sage précaution en présence d'une perfidie aussi démesurée que celle de Rareş. Par ce traité, il devait trahir les Turcs au moment critique de la lutte, livrer lui-même le sultan mort ou vif et recevoir en récompense un subside de 500.000 ducats (1). Il semble difficile de croire que ces clauses dussent être prises à la lettre ; il n'eût certainement jamais l'occasion de les remplir. Entre temps, Soliman avec des forces écrasantes convertissait la Hongrie Centrale en une province turque, gouvernée par un pacha dont le siège était à Buda tombée finalement entre ses mains en août 1541. Le jeune Jean Sigismond Zápolya fut amené à Soliman dans son camp. Ce dernier le proclama « roi de Hongrie » : mais sa mère et son conseiller astucieux, « le Frère Georges » — cardinal Martinuzzi — furent obligés de se contenter du territoire de la Transylvanie et des comitats limitrophes.

Il faut être indulgent pour Pierre qui se trouva dans une situation désespérée, pris entre quatre ennemis acharnés et peu scrupuleux, mais on ne peut nier que sa perfidie soit presque unique, même dans les annales du XVI[e] siècle. Il est impossible d'admettre qu'il

(1) Xenopol, *Hist. des Roumains*, I, p. 309. *Et quantum possibile ipsum Turcarum imperatorem suæ illustrissimæ dominationi ut supremo belli capitaneo vel vivum vel mortuum personaliter presentabimus.*

fût fait pour le rôle qu'un historien roumain moderne lui prête — à savoir, d'avoir réuni les masses roumaines sous la bannière des Habsbourg et de les avoir dressées contre la noblesse hongroise, qui, elle, employait l'anarchie affreuse des temps pour consolider sa force féodale. Tout ce qu'on peut dire en sa faveur est qu'il désirait sincèrement rétablir l'indépendance moldave — indépendance que son père, en des jours plus favorables, était parvenu à réaliser — et peut-être aussi étendre son pouvoir sur les deux Principautés voisines. Ses ambitions et son avidité personnelles sont évidentes, mais on trouve peu de traces d'un vrai patriotisme dans sa vie (1).

LES SUCCESSEURS DE PIERRE

Lorsque Pierre mourut en 1546, ses actions soudaines et improvisées apparaissaient presque comme l'œuvre d'un vrai homme d'État comparées à l'extrême avilissement de ses successeurs. Son fils aîné, Ilie, n'était qu'une simple créature du sultan, et n'embrassa pas seulement la religion islamique, mais accepta d'être pacha de Silistrie au lieu de devenir prince de Moldavie. Son fils cadet, Étienne, ne fut qu'un vil tyran, qui mourut des suites de débauches après un règne de dix-huit mois. Son cousin, Alexandre Lăpuşneanu, lui succéda : c'était un triste déséquilibré qui ne se maintint au pouvoir pendant quelque temps que par la corruption et la terreur. L'arbre généalogique d'Étienne le Grand nous présente un triste spectacle de dégénérescence princière. Les fils de Bogdan III, Ştefaniţa (1517-27) et Lăpuşneanu (1552-61 et 1564-68) étaient déjà peu estimables, mais les deux autres générations nous offrent les odieuses figures de Jean le Cruel (Ioan cel Cumplit, 1572-74), Aron le Tyran (1591-95), et Pierre le Cosaque. Avec le neveu de ce dernier, Alexandre le Mauvais (cel Rău) qui ne régna que quelques mois, la lignée d'Étienne le Grand semble s'éteindre. Les trois fils de Pierre Rareş, étaient, nous l'avons vu, plus indignes les uns que les autres, tandis que le dernier fils d'Étienne, Alexandre, n'eut d'autre descendant que le pauvre « Locuste ».

Il nous reste à signaler le triste rôle de la fille de Pierre Rareş,

(1) Le récit le plus détaillé de la carrière de Pierre se trouve dans J. Ursu, *Die auswärtige Politik des Peter Rareş* (Vienne, 1908).

Chiajna, qui devint la femme de Mircea de Valachie. Elle sut gagner l'appui de la Sublime Porte à son mari et à ses fils en portant elle-même à Constantinople une somme de 80.000 ducats et en se rapprochant des favorites régnantes du harem de Soliman. Plus tard, elle s'empara de la Moldavie pour son fils Pierre par pure corruption et la paya plus chère encore que Pierre Cercel « aux boucles d'oreille ». Celui-ci fut l'un des princes les plus dégénérés et les plus amoraux de cette période de décadence. Il avait, néanmoins, du talent, une grande distinction, et connaissait douze langues. Chiajna eut l'audace de proposer au grand vizir pour la mort de Pierre Cercel autant d'argent que pourraient en transporter 600 chevaux !

A partir du milieu du XVIe siècle, la pratique de nomination aux trônes princiers est presque invariable. Chaque aspirant doit acheter le consentement de la Sublime Porte ; et en raison de la corruption qui empoisonnait rapidement jusqu'aux sources du pouvoir, il doit rétribuer non seulement les hauts officiers d'État mais le sultan lui-même, la sultane régnante, la mère de la sultane, le dames du harem, les eunuques et les muets, les « mussaips », et la tribu innombrable des favoris et des parasites qui flattaient les vices ou les caprices du sultan. Tous devaient être gagnés par des bakschiches distribués avec plus ou moins de cynisme ou de discrétion. Les lois chaotiques de succession aux deux trônes, et l'impossibilité pour les prétendants d'établir une ligne directe de père en fils, renforçaient l'emprise de la Sublime Porte. Il existait toujours à Constantinople, un certain nombre de réfugiés appartenant aux familles rivales de princes ou de boyards, et qui n'attendaient que l'occasion de supplanter le prince régnant.

Ajoutez à cela que les plus fieffés aventuriers obtenaient la possession éphémère du trône ou y aspiraient avec quelque espoir de succès. L'exemple le plus romanesque est sans doute celui de Jacob Basilic, connu sous le nom du « Despote », qui régna en Moldavie en 1561 à 1563. C'était un grec de naissance, qui avait beaucoup voyagé en Europe. Il était devenu l'ami de Melancthon et s'était converti au protestantisme, puis, il avait servi comme soldat de fortune dans l'armée impériale en Espagne et en Italie. Cet incroyable comédien qui écrivait son nom à l'encre pourpre et racontait des histoires fantastiques sur sa descendance romaine impériale aux boyards crédules et ébahis de sa cour, évoquait en

quelque sorte Rienzi, bien que sur un plan plus bas et plus vulgaire. La façon dont il s'installa en Moldavie pour être finalement trahi et assassiné par les boyards dont il avait au début servi si bien les desseins, n'a aucune importance historique, mais offre une peinture de la société dans une province excentrique ottomane. Il y eut encore Emmanuel Aron, un juif baptisé, qui acheta le trône moldave en 1591, puis en 1592, pour d'énormes sommes (1) qu'il se remboursa en levant de nouveaux impôts, allant jusqu'à exiger un bœuf de chaque famille. Moins de trente ans après, nous trouvons un obscur italien, Gaspard Graziani, nommé prince de Moldavie en 1619, et d'autres Italiens, Cigalla de Messine et Rosso, hommes de peu de valeur et sans mérite particulier, offrant une enchère pour la Valachie.

Dans ces conditions, le prestige des deux trônes avait été anéanti, et les Turcs traitaient leurs occupants avec un mépris bien mérité. En Moldavie, Jean le Cruel (Ioan cel Cumplit), en dépit des conditions de sa reddition, fut condamné en 1574 à être écartelé par des chameaux : Mihnea II de Valachie (1577-83) se convertit à l'islamisme afin d'éviter l'emprisonnement ou la mort. Alexandre le Mauvais, dernier descendant d'Étienne le Grand — qui ne régnait que sur la Valachie et non sur la Moldavie — fut pendu en 1592 sur la place publique à Stamboul. Des incidents de ce genre prouvent que l'indépendance politique était annihilée. Il faut avouer que les anciennes dynasties roumaines étaient, à de rares exceptions près, indignes de leur devoir national, et que nul successeur capable ne surgit dans la période obscure qui se déroula entre le vasselage et le total esclavage. Mais il faut ajouter en toute loyauté que, lorsque les Turcs furent établis à Buda, la position des Principautés roumaines devint presque intenable et ne fit qu'empirer à mesure que se développait la rivalité des Turcs, des Polonais et des Impériaux. La Transylvanie, laissée à l'abandon après le triple partage de la Hongrie, et qui se créait une précaire indépendance, ajouta encore une nouvelle complication à la situation internationale. Les Roumains se trouvèrent encerclés : car de l'ouest et du nord-ouest les Turcs pouvaient en même temps envahir la Transylvanie, les plaines d'Olténie et

(1) Les dettes qu'il contracta à Constantinople sont, d'après Xenopol (*op. cit.*, I, p. 427) de 1.000.000 ducats (25.000.000 de francs-or).

de Moldavie et forcer les défilés des Carpathes. Mais les Roumains ne parvinrent jamais à établir des relations de véritable confiance mutuelle avec aucun de leurs voisins immédiats, les Magyars, les Polonais et même les Cosaques.

MICHEL LE BRAVE

A la fin du siècle, il y eut une brève mais mémorable accalmie, dont les effets immédiats furent très promptement effacés, mais que l'on peut comparer au coup de canon qui, dans une vallée alpestre, détermine l'avalanche. La réunion par Michel le Brave de toutes les terres roumaines fut un événement qui devança de loin les possibilités pratiques, et qui, d'ailleurs, reposait sur des bases complètement fausses. Mais ce fait glorieux enflamma l'imagination du peuple et provoqua des aspirations qui désormais ne devaient pas disparaître avant d'être réalisées en des circonstances d'ailleurs tout à fait différentes et sous une forme plus saine et plus retentissante à notre époque même.

Il est naturel que Michel le Brave apparaisse aux Roumains comme leur dernier héros national avant l'époque honteuse de la domination turque et de la domination grecque, et que, quatre siècles plus tard, sa statue à Bucarest soit devenue le point de ralliement des manifestants irrédentistes. Mais tout comme Marko Kraljević — l'immortel héros de la légende poétique serbe — qui en réalité était un vassal médiocre combattant dans les rangs turcs contre ses propres parents, Michel, le champion de la nationalité roumaine n'est en quelque sorte qu'une pure figure de légende, en qui le vrai Michel serait bien embarrassé de se reconnaître. Michel était certainement assez patriote pour s'indigner du joug turc, de sa propre tenure instable, et de la situation financière impossible où l'acculèrent le tribut écrasant, et ses corollaires, les bakschiches et les exactions. Mais il s'était beaucoup plus rapproché de la classe noble des boyards que de tout mouvement pouvant avoir une tendance nationale. Il était directement responsable de la désagrégation de la classe paysanne de Valachie. En Transylvanie il s'était jeté délibérément dans les bras de la noblesse magyare et l'avait aidée à réprimer la levée en masse des paysans roumains qui s'étaient unis en croyant qu'il venait

à leur aide. Il semble avoir tiré sa force, supérieure à celle de ses prédécesseurs immédiats, de la formation d'une nouvelle classe foncière moyenne, qui doublait celle des grands boyards, et qui voulait étendre sa puissance aux dépens des fermiers et des paysans.

En 1572, Jean le Terrible, qui régna pendant trois ans seulement en Moldavie, se rapprocha étroitement de la classe paysanne afin d'essayer de tenir en échec les boyards trop vénaux, et ainsi, peut-on dire — bien qu'il soit peut-être dangereux d'employer ici une phraséologie moderne — de trouver une force de résistance plus populaire contre les Turcs et un moyen de se passer des impôts arbitraires. Jean devint impopulaire par ses cruautés : il fut bientôt trahi, emprisonné et assassiné par les boyards, qui dorénavant firent bonne garde, dans les deux Principautés pour prévenir toute nouvelle alliance du prince et du peuple.

Michel le Brave obtint le trône valaque en 1593 ; son règne ne dura que huit ans. Il semble avoir dû pour une part son succès à l'influence des envoyés anglais et transylvains auprès de la Sublime Porte, soutenus par l'habile Phanariote, Andronique Cantacuzène ; mais comme tant d'autres candidats favorisés, il dut payer cher cet appui et fut à la merci de son suzerain. Cependant, un de ses premiers actes fut de se révolter contre les créanciers turcs qui s'abattaient comme des sauterelles sur la Valachie, accompagnés d'agents du fisc qui extorquaient toutes sortes d'impôts illégaux, en plus des sommes monstrueuses déjà exigées. Ces rapaces commirent l'erreur de penser qu'il était à leur merci. Emprisonné par eux dans son propre palais, il se sauva à la suite d'une intrigue, bien caractéristique de la période entre Rizzio et Wallenstein : et en faisant cerner par une forte garde le château où tous s'étaient réunis pour répondre à son invitation, il le fit brûler jusqu'au sol. Sachant fort bien que cet acte équivalait à une déclaration de guerre, il frappa tout de suite : ses troupes, renforcées par un petit corps de cosaques choisis, prirent d'assaut les forteresses de Giurgiu et de Brăila, tandis que les Moldaves s'emparaient d'Ismail. Il mit en déroute les premières forces turques envoyées contre lui, et opéra même une incursion pendant l'hiver sur le Danube, descendant jusqu'à Andrinople.

Les Turcs résolurent d'écraser le rebelle à la fois pour venger leur dignité outragée et parce que la perte de la Valachie semblait déjà affecter l'approvisionnement de Constantinople. Le fameux

grand vizir, Sinan Pacha, conduisit lui-même une armée contre Michel qui, manquant d'alliés, signa, en mai 1595, un traité très dur avec son voisin transylvain, l'indigne Sigismond Báthory. Par ce traité, il ne reconnaissait pas seulement Sigismond comme suzerain, mais renonçait à conclure des traités séparés et même au droit de grâce sur ses propres territoires ; les impôts de Valachie devaient être fixés par la Diète de Transylvanie, augmentée de douze boyards valaques.

A première vue, cet accord peut sembler une servitude pire que celle des Turcs. Mais le professeur Xenopol a certainement raison de conclure que Michel « accepta l'autorité nominale d'un prince qui n'avait pas les moyens de l'exercer afin d'échapper à celle que les Turcs avaient réellement sur son pays » (1). Même si Sigismond avait été moins hésitant et impuissant que l'histoire nous le dit il n'aurait pu assurer une obéissance effective. Il fut sans aucun doute amené à sous-estimer Michel, poussé par ses étroits rapports de famille avec la Pologne et parce qu'il réussit à détrôner Aron de Moldavie en lui substituant un de ses candidats personnels, l'intrépide boyard connu dans l'histoire sous le nom de Stéfan Vodă.

L'accord avec Sigismond ne fut qu'un des nombreux actes de duplicité du règne de Michel : on ne peut prêter à ce prince une haute moralité publique. Mais il faut tenir compte de la position extraordinairement dangereuse et équivoque dans laquelle il se trouva parmi les intrigues des trois grandes puissances de l'Europe Orientale (la Turquie, la Pologne, et l'Empire), celles des Russes et Tatars, et celles de tous ses voisins instables de Moldavie et de Transylvanie. Si on compare sa politique et sa conduite avec celle de la plupart de ses contemporains, non seulement à Constantinople et à Prague, mais même à Rome, à Paris et à Madrid, on ne la trouve pas plus perfide que ne le comportaient l'époque et le milieu dans lesquels il naquit.

La politique opportuniste de Michel réussissait alors. Bien qu'il ait remporté une remarquable victoire sur Sinan Pacha à Călugăreni le 23 août 1595 — au cours de laquelle trois pachas furent tués et la bannière verte du prophète fut prise — il ne put empêcher son pays d'être envahi et ses deux petites capitales, Tîrgovişte et

(1) *Op. cit.*, I, p. 351.

Bucarest, d'être prises d'assaut et pillées. Seule l'aide de Sigismond de Transylvanie et son candidat moldave — soutenu par des Florentins réunis par le grand-duc de Toscane pour une croisade étrangement tardive — lui permit de rassembler ses troupes et de repousser les Turcs. Il profita alors d'un répit, car en 1596, les Turcs concentrèrent leurs forces contre la Hongrie et mirent en déroute les Impériaux à la grande bataille de Mezőkeresztés. Les deux Principautés furent de nouveau complètement isolées et la Moldavie en particulier à la merci d'une agression polonaise. Heureusement pour Michel, tandis que Stefan Vodă était fait prisonnier et empalé, les Turcs trouvèrent bon de conclure une trêve avec lui et de retarder le jour de l'échéance. En 1597-98, la situation resta stationnaire entre les Turcs et les Impériaux, qui prirent Raab mais échouèrent deux fois devant Buda.

Si la politique de Michel devint alors plus tortueuse que jamais, c'est que l'action de Sigismond Báthory, le moins digne de confiance de tous les princes autochtones le lui imposa. D'intelligence et de caractère médiocres, élevé par des conseillers Jésuites qui lui inculquèrent des idées étroites, Sigismond n'eut pas de suite dans les idées et par moments renonça au pouvoir, pour le reprendre et y renoncer de nouveau, puis compliqua encore par son retour une situation presque désespérée. Le premier de ces accès de désespoir eut lieu en 1598, lorsqu'il céda ses droits princiers à l'empereur Rodolphe II contre deux duchés de Silésie et lorsqu'il se retira près de ses parents en Pologne (1). Michel, son vassal, essaya de le retenir, ne voulant pas remplacer simplement la domination turque par l'allemande et craignant que ce nouveau tour de roue ne compromît son but suprême : l'indépendance totale. Ne pouvant arrêter Báthory, il fit faire des avances prudentes à la Sublime Porte, à la fois, par son ami l'envoyé anglais et par le patriarche : mais, voyant que les Turcs exigeaient la reprise d'un tribut et ne voulant à aucun prix y consentir, il accepta finalement l'inévitable, et entra en relations avec Vienne, ou plutôt avec Prague, dont Rodolphe avait fait sa résidence permanente. Il prêta serment de fidélité à Rodolphe comme roi de Hongrie, mais par ailleurs

(1) Un rapport contemporain jette une curieuse lueur indirecte sur le tempérament voyageur de Sigismond. Il voulut apparemment visiter l'Angleterre *(voluit ire in Angliam)* mais il en fut dissuadé par un certain *doctor quidam iuris Scotus natione perspectus ipsius moribus vagabundis et levioribus*. Hurmuzaki, *Documente*, XII, n° 706. Cf. aussi n[os] 762, 835.

obtint des conditions beaucoup plus libérales que celles exigées par Báthory trois ans auparavant. Au lieu d'un tribut, il devait recevoir un subside pour son armée et le droit libre d'élection était garanti aux « États » de Valachie s'il ne laissait pas d'héritiers. Ce traité fut conclu en juin 1598, au monastère de Dealu, devant la tombe du père de Michel, au lieu même où trois ans plus tard il devait être enterré lui-même après avoir été assassiné.

L'inconstant Sigismond, cependant, changea bientôt d'idées, et en août 1598, reprit sans prévenir son trône abandonné. Il était influencé par la jalousie des Polonais à l'égard des Habsbourg et prêt à conclure une alliance impie avec les Turcs contre l'Empire pour favoriser ses desseins égoïstes. Rodolphe garda rancune à Sigismond de sa trahison et songea à Michel comme à un facile instrument de politique contre lui. Michel au contraire semble avoir défendu la cause de Sigismond devant Rodolphe, étant, dans sa position dangereuse, moins intéressé à favoriser telle ou telle intrigue politique qu'à retarder par un front unique l'imminent danger turc. On ne pouvait toutefois compter sur Sigismond pendant plusieurs mois de suite. Bien qu'il eût envoyé deux de ses plus grands dignitaires, Étienne Bocskay et l'évêque Náprágy, négocier une fois de plus avec Rodolphe, il ne put attendre l'issue de ces pourparlers, et le 30 mars 1599, renonça de nouveau solennellement au trône de Transylvanie. Cette fois, il le faisait en faveur de son jeune cousin, le cardinal André Báthory, qui jouissait de l'appui de la couronne de Pologne et qui se trouva ainsi dans la situation anormale d'allié du sultan contre l'empereur. Michel était entre le marteau et l'enclume : André était allié à la famille Movilă, qui, en 1595, avait, avec succès, supplanté les héritiers d'Étienne sur le trône moldave et qui avait également des vues sur la Valachie (1). Michel, héritier de l'ancienne famille princière des Basarab, conçut quelque rancune de cette situation.

André envoya promptement des ambassadeurs pour exiger que Michel renouvelât son hommage ; celui-ci à ce moment n'osa pas

(1) Jérémie Movilă régna en Moldavie de 1595 à 1600 et de nouveau de 1601 à 1606, ses fils Constantin et Alexandre régnèrent de 1607 à 1611 et de 1615 à 1616. Le frère de Jérémie, Siméon, fut maître de la Valachie de 1601 à 1602, et de la Moldavie de 1606 à 1607, et ses fils Michel, Moïse, et Gabriel, régnèrent aussi pendant de brèves périodes, celui-ci de 1618 à 1620 en Moldavie. Ces changements constants entre cinq parents en l'espace de vingt-cinq ans révèlent bien le caractère chaotique et sans profit de l'histoire dynastique roumaine que nous ne pouvons pas cependant passer sous silence.

refuser; mais il n'avait évidemment pas l'intention de tenir sa parole. André, avec une égale duplicité, soutint les ennemis particuliers de Michel en Moldavie, et utilisa la soumission de Michel pour se concilier les faveurs de la Sublime Porte, dont il reconnut la suzeraineté sur les trois États — Transylvanie, Moldavie et Valachie. Michel était désespéré, entouré de tous côtés d'ennemis perfides. Rodolphe, adepte lui-même de la diplomatie tortueuse, lui apparut pourtant comme son unique espoir. Dans une correspondance secrète entre Rodolphe et Michel, le plan de l'assassinat d'André est présenté à l'empereur, dûment approuvé par lui, et ne fut abandonné que pour des raisons d'opportunisme. Rappelons seulement le critère barbare des sultans et des tsars contemporains, de Selim l'Ivrogne et d'Ivan le Terrible, l'attitude du Pape envers les projets d'assassinat d'Elizabeth et de Guillaume d'Orange, l'atmosphère générale de perfidie entre les diplomates des Ligues espagnole et française.

Michel se révéla maître accompli dans l'art de feindre. Pour déguiser ses desseins, il négocia avec les Turcs, et en obtint, contre le renouvellement du tribut, l'évacuation des forteresses stratégiques de Giurgiu et de Brăila sur le Danube. Entre temps — après des retards dus à l'attitude de Georges Basta, ce général impérialiste, habile mais sans scrupules — il arracha à Rodolphe l'autorisation d'envahir la Transylvanie, tout en remettant des messages flatteurs et spécieux aux envoyés d'André. Lorsque ses préparatifs militaires secrets furent achevés, et pendant que Rodolphe, l'astrologue de Prague, réclamait encore du temps, il franchit brusquement les Carpathes avec une armée de quelque 30 ou 40.000 hommes, comprenant non seulement des troupes moldaves mais des mercenaires serbes et albanais, sa fidèle garde cosaque, et un petit contingent de Magyars sous la conduite de l'habile Étienne Bocskay. Avec leur aide, il attaqua André à Schellenberg près de Hermannstadt, et l'écrasa complètement (28 octobre 1599). Le jeune prince magyar dut sa défaite au mépris arrogant qu'il avait nourri pour le « pâtre » valaque, le « fils de putain », et au refus qu'il avait opposé à la sage médiation du nonce Malaspina (1). Il fut tué par les bergers székels pendant qu'il s'enfuyait du champ de bataille et sa tête fut appor-

(1) Hurmuzaki, *Documente*, III, 1, pp. 511 sqq. Huber s'inspire du récit de Malaspina dans *Gesch. Oesterreichs*, IV, p. 421.

tée au vainqueur. Michel réprouva hautement cet acte, mit à mort le meurtrier et réserva à son rival de magnifiques funérailles. Néanmoins il continuait son avance et entrait triomphalement à Alba Julia ; d'un seul coup il avait fait tomber la Principauté à ses pieds. Il porta alors le titre ronflant de « Voevode de Valachie, conseiller de Sa Majesté Royale et Impériale la plus Sacrée, Lieutenant de Transylvanie et de toutes ses dépendances (partes) ». Il s'assura ainsi l'aide des Saxons, toujours favorables à la cause des Habsbourg, qui dès lors, et pour deux siècles, devaient représenter la sécurité nationale pour un îlot racial si restreint et isolé. Notons en passant que Clément VIII, qui avait sagement désapprouvé les deux Báthory, n'était pas mal disposé envers Michel, qu'il invita en avril 1600 à se convertir au catholicisme (1).

Mais tout ceci n'assurait pas la Transylvanie d'une façon définitive à Michel qui dut déployer des qualités égales ou même supérieures de tact et de persuasion envers au moins une des deux autres races du pays. Il était à un carrefour et il n'était plus temps d'hésiter. Devait-il choisir ses propres parents, les Roumains, qui déjà formaient la majorité de la population, bien que tenus presque entièrement dans un état de servage et de profonde ignorance, et qui, poussés par quelque obscure conscience de leur destinée future, s'étaient promptement insurgés contre leurs maîtres à la nouvelle qu'un « Domn » de leur propre race avait franchi les montagnes ? Ou devait-il s'appuyer sur les nobles magyars qui détenaient le pouvoir administratif et surtout politique, mais qui se méfiaient de lui presque comme d'un étranger, appartenant à la race « valaque » méprisée, et représentant, au moins en nom, de la maison de Habsbourg ? La question se résout d'elle-même : car la poser sous une telle forme ou supposer qu'il eût pu choisir la première alternative n'est possible que si nous examinons le XVIe siècle avec nos yeux du XXe, nous rendant ainsi coupables d'un grossier anachronisme. Étant donné l'entourage et les conditions sociales de l'Europe Orientale à cette époque, Michel fit le choix qu'il nous est facile, connaissant aujourd'hui l'aboutissement du drame roumain, de qualifier de mauvais, mais qui était alors le seul possible.

La base de sa puissance chez lui en Valachie était consti-

(1) Pastor, *Gesch. der Päpste*, XI, p. 229.

tuée par la classe des boyards et par les mercenaires qu'il attirait sous ses étendards. Sa politique d'expansion était onéreuse et l'entraînait à lever de lourds impôts sur la classe paysanne et à permettre aux grands propriétaires fonciers d'opérer de fréquentes expropriations contribuant ainsi à la rapide extension du servage. Si donc il avait pu même concevoir l'idée, étrangère au temps et au milieu, d'un prince qui se serait appuyé sur les forces démocratiques d'une paysannerie déjà à demi submergée, il n'aurait pu que difficilement se gagner l'appui des masses roumaines en Transylvanie sans perdre la confiance de sa propre classe dans son pays. Son attitude est donc normale. Il prêta serment à la constitution des Trois Nations; il favorisa généreusement la noblesse magyare et le haut clergé — excepté quelques ennemis avérés, dont il confisqua les biens — et essaya de gagner leur confiance en prenant de sévères mesures contre les chefs de la jacquerie paysanne. Mais les Magyars, bien que des hommes éminents, tels que l'évêque Náprágy, Moïse Székely et Gaspard Kornis, se soient rangés sous sa bannière, ne pouvaient être sincèrement d'accord avec lui : ils attendirent l'occasion de sa chute et les circonstances la favorisèrent rapidement.

L'ambition et le besoin de sécurité poussèrent Michel à aller de l'avant : il ne pouvait s'arrêter à mi-chemin dans une situation aussi dangereuse. Michel et Rodolphe étaient presque aussi déloyaux l'un que l'autre : le dernier s'employait à établir une administration essentiellement allemande; le premier s'efforçait d'étendre sa propre influence sous la protection du nom impérial, cherchant à maintenir les Polonais par une entente avec leurs ennemis de l'Est, Boris Godounov et les Cosaques. De plus, Michel comprit vite qu'il ne pouvait permettre à la Moldavie de rester un foyer d'intrigues polonaises et magyares. En mai 1600, avec le même *élan*, la même soudaineté résolue et dramatique que l'année précédente, il conquit la Moldavie, chassant à corps perdu Movilă et ses alliés polonais, arrachant un prompt serment aux boyards et ne s'attardant pas à attendre la sanction hésitante de Rodolphe. Il n'attendit pas davantage les ordres impériaux pour prendre le nouveau titre de « Prince de toute la Hangro-Valachie, de Transylvanie et de Moldavie. » Comme par le coup de baguette d'un magicien, tous les Roumains se trouvèrent momentanément soumis à une domination unique.

Rodolphe, bien qu'il eût reconnu Michel comme lieutenant impérial, était inquiet des progrès de son vassal audacieux et il s'appliqua à miner sa position. Des intrigues compliquées et triples se déroulèrent alors. Michel favorisa la demande magyare de réunir quelques comitats limitrophes hongrois à la Transylvanie, à la fois parce que cela flattait son ambition et parce que l'aide magyare pouvait ainsi lui être acquise. L'empereur intrigua avec les mécontents magyars pour amener la chute de Michel, comptant sur les armées du général Basta pour soumettre ces mécontents lorsque l'intrus serait parti. A leur tour, ceux-ci firent de secrets calculs pour se dégager des Impériaux lorsque le Valaque haï serait éliminé.

Rodolphe envoya des ambassadeurs extraordinaires de Prague pour négocier avec Michel — en particulier un certain Dr Pezzen, qui avait déjà négocié plusieurs fois avec la Porte. La comédie se poursuivit pendant quelque temps. Bien que Rodolphe eût de nouveau nommé Michel lieutenant impérial, la principale tâche de Pezzen fut de le pousser, par flatterie ou par menace déguisée, à abandonner de son propre gré la Transylvanie. Lorsqu'il comprit que Michel n'y consentirait jamais, il organisa secrètement une conspiration des nobles magyars, qui éclata ouvertement un mois après qu'il eût quitté le pays. Il était alors trop tard pour que Michel se jetât du côté des Roumains, qu'il s'était définitivement aliénés par ses premières concessions à la noblesse, par ses levées obligatoires, et par les actes de ses mercenaires étrangers et de ses soldats de fortune.

Pendant l'été de 1600, Basta arriva du nord pour se joindre aux rebelles « loyalistes », avec une armée impériale petite mais compacte, et une fois de plus le destin de la Transylvanie se joua d'un seul coup. Non seulement Michel fut complètement défait à Mirişlau (18 septembre 1600) et obligé de s'enfuir au delà des Carpathes, mais les Polonais, sous la conduite de Zamoyski, envahirent rapidement la Moldavie et replacèrent le fantoche Movilă sur le trône. Dans sa Valachie natale même, Michel ne pouvait que difficilement se défendre et le frère de Movilă, Simon, lui infligea une grande défaite près de Buzău : il espérait le dépouiller définitivement de son patrimoine.

Dans cette situation désespérée, Michel n'hésita pas et prit

une résolution que l'on peut considérer comme la plus droite de toute sa carrière sinueuse. Il envoya à Rodolphe en latin une très longue *apologia* de sa conduite (1) ; ayant ainsi préparé le terrain, il se rendit à Prague, suivi de quelques partisans, persuadé qu'il pouvait convaincre l'empereur de sa loyauté, ou au moins lui prouver que leurs intérêts essentiels concordaient. Le fait qu'après son expulsion de Transylvanie, les Magyars se retournèrent contre Rodolphe, s'allièrent avec la Pologne et rappelèrent le déloyal Sigismond pour la troisième fois, justifie la conduite de Michel. Il fut bien reçu par Rodolphe, à la merci duquel il s'était remis, et fut chargé conjointement avec Basta, de reconquérir la Transylvanie pour les Habsbourg. Basta, lui-même intriguant consommé, semble avoir été trompé par ses alliés temporaires magyars ; peut-être est-ce la raison pour laquelle il donna libre cours à son ressentiment contre Michel. Il devait craindre aussi que Michel le devançât dans la faveur impériale.

La Transylvanie fut conquise sans grande difficulté par la victoire commune des deux hommes à Goroszló le 3 août 1601. Mais le perfide Basta ne put supporter un rival aussi dangereux ; le Maure avait fait son devoir, il pouvait s'en aller. Quelques semaines après la bataille, Basta chercha querelle au voevode et envoya des mercenaires wallons à Torda pour l'arrêter. Dans la bagarre, Michel fut tué suivant les ordres du général (19 août). Nous possédons le rapport cynique que Basta envoya à l'archiduc Matthias pour lui annoncer que « le Valaque commençait à nourrir de nouvelles ambitions, à mettre une grande partie de la province à feu et à sang » et à détruire les églises (en réalité les soldats de Michel et de Basta semblent s'être partagé les honneurs du pillage). Ayant acquis la conviction, continue Basta, que certaines lettres de Michel, qui avaient été interceptées (et qui, nous le savons maintenant, furent supposées, bien que leur véritable origine reste obscure), étaient parfaitement authentiques ; « je fus obligé de m'emparer de sa personne, mais lui, acharné à se défendre, fut tué *d'après l'ordre que j'avais donné* à ceux qui l'exécutèrent » (2). Ni Matthias ni son

(1) Hurmuzaki, *Documente*, IV, nº 195, 17 janv. 1601, *supplicatio humilima*.

(2) Hurmuzaki, *Documente*, IV, nº 224, 23 août 1601 (en italien). Le capitaine Wallon avait des ordres pour faire prisonnier « le Valaque » et le tuer s'il résistait, le nonce Spinelli et l'envoyé vénitien à Vienne le confirment. Voir *ibid.*, VIII, nos 326-327 (3 et 4 septembre 1601).

frère Rodolphe n'approuvèrent ce meurtre, mais le mal était fait et le général Basta était indispensable pour réduire la Transylvanie.

Le bref rêve de gloire roumain touchait à sa fin. Le fils de Michel était trop jeune pour prendre sa place, et de fait, il ne laissa pas de trace de son passage. Ainsi tout ce que le père avait réalisé disparut avec lui. Mais les Impériaux ne profitèrent pas de cette perfidie. Quatre ans plus tard à peine la Transylvanie se révolta et eut son âge d'or sous Bocskay et Bethlen, champions du protestantisme en Europe, négociant presque sur un pied d'égalité avec les Puissances Occidentales et se réconciliant avec les Turcs par une commune hostilité envers les Habsbourg.

L'effort de Michel le Brave, en soi, ne fut qu'un bref épisode, se terminant par un échec complet. Mais il y a là la matière d'un grand drame et peut-être un jour un poète roumain y puisera-t-il l'inspiration que Schiller trouva dans la carrière de Wallenstein. C'est certainement de ce point de vue que ce règne mérite d'être étudié : car, bien que ses résultats politiques aient été presque tout de suite effacés, il enflamma l'imagination du peuple roumain et acquit une signification légendaire, quasi mythologique, qui n'apparaît pas dans les documents du temps, mais qui de nos jours — sans doute sous l'influence de la doctrine nationaliste — tient une place certaine dans l'évolution de la race vers l'unité culturelle et politique.

De plus, bien que ce règne fût sans lendemain, il excita le lyrisme de tous les écrivains ultérieurs, parce qu'il constitue avant le réveil national, le dernier événement de l'histoire roumaine dont on peut parler avec des sentiments autres que la colère et l'humiliation. En effet nous allons maintenant entrer dans une longue période de déclin et de paralysie.

On peut néanmoins considérer le règne de Michel sous deux autres aspects. Il illustre la situation lamentable dans laquelle se trouvèrent placés tous les chefs roumains modernes et les regrettables expédients auxquels même les plus habiles durent avoir recours, dans les sables mouvants de la diplomatie ottomane et impériale. Il illustre aussi — bien que cela soulève encore de vives controverses — les relations essentiellement interdépendantes des trois Principautés. De même que la position mondiale de l'Angleterre n'a été assurée qu'après la réalisation de son unité dans sa

propre île, et après la suppression de toute menace venant de l'Écosse, beaucoup plus faible mais non négligeable à cause de ses forces de diversion par invasion et par alliance ; de même aucun État du Bas-Danube ne pouvait espérer jouir d'une stabilité quelconque tant qu'il ne posséderait pas le contrôle de la « forteresse naturelle » de Transylvanie. De nos jours comme sous le règne de Trajan, les Carpathes ont formé la vertèbre centrale, et non plus l'écorce extérieure, d'un nouvel État dace susceptible de devenir très puissant dans l'avenir.



Michel fut le dernier prince roumain qui, pendant plusieurs siècles, devait être réellement capable de diriger les événements au lieu d'en être le jouet. Après sa mort, les deux Principautés sombrèrent rapidement dans une incroyable déchéance — la Moldavie entre le marteau turc et l'enclume polonaise — et toutes deux à la merci des factions en conflit et des levées d'impôts sans fin. Dès qu'apparaissait, par hasard, un prince impatient de soulager l'état de ses sujets, presque toujours la réduction des impôts vidait son Trésor, ce qui permettait à quelque rival de le supplanter en corrompant la Sublime Porte et de hâter sa chute. De 1602 à 1611, il est vrai, Radu Şerban, boyard capable, qui par sa mère descendait de Basarab Neagoe, régna en Valachie et se défendit vaillamment contre tous les envahisseurs — Turcs, Polonais et Tatares. Il infligea à ces derniers une redoutable défaite. De plus, il réussit à deux reprises à repousser des attaques magyares. Moïse Székely, un des chefs de la révolte contre Michel, s'était lui-même emparé du trône de Transylvanie et aspirait à conquérir également la Valachie. Dans son arrogance, il se vanta, devant ses capitaines, de montrer bientôt « quel traitement il infligerait au gros Valaque » (1). Mais l'imprudence et la présomption causèrent sa ruine et il fut vaincu et tué à Rosenau, le 17 juillet 1603, par Radu Şerban combattant pour l'empereur. Mais le nouveau voevode, contrairement à Michel, ne fit aucun effort pour s'établir en Transylvanie,

(1) Engel, *Gesch. der Walachey*, p. 273.

et huit ans plus tard il dut affronter et surmonter près du même champ de bataille (1611) une attaque conduite par le tyrannique Gabriel Báthory.

A la fin, Radu Şerban perdit tout soutien et manqua de ressources : il mourut en exil à Vienne, abandonné par l'empereur dont il avait été pourtant, à un certain moment, un instrument utile.

On tournait déjà dans un cercle vicieux et la résistance au prince n'arrangeait pas les choses. Les successeurs de Radu Şerban avaient à choisir entre la levée de nouveaux impôts pour acheter la protection de la Porte et le risque de l'invasion turque et des catastrophes qui en résulteraient. Les princes, corrompus par les seules méthodes qu'ils pouvaient employer pour gagner et garder le trône, étaient paralysés et rendus cyniques par l'incertitude de leur tenure ; quant aux Turcs ils n'avaient pas appris cette vérité élémentaire en politique, à savoir qu'un peuple bien gouverné est une meilleure source de revenu qu'un peuple qui, misérable, attend passivement les événements. D'autre part, les ressources naturelles et la fertilité des terres roumaines étaient alors comme aujourd'hui si grandes qu'il était toujours possible de tirer profit du sol, en dépit même des hasards de la guerre et de la spoliation. Le professeur Xenopol estime le revenu normal des terres roumaines de 600 à 800.000 ducats, et comptant les deux tiers pour le tribut et la corruption systématique, 60.000 à 80.000 pour la paye des troupes mercenaires, 20.000 pour les dépenses de la cour, il conclue que le prince pouvait souvent avoir une balance de 100.000 ducats (l'équivalent de 2.500.000 francs au cours français d'avant-guerre) (1).

Après le règne de Michel, le fait capital de l'histoire roumaine, en dehors de la suzeraineté turque et de ses conséquences économiques, est l'accroissement du servage et le déclin de la classe paysanne libre. Ce fait n'augmenta pas seulement la puissance des grands boyards, il contribua aussi à saper plus tard les vieilles fondations de la résistance militaire. Les Călăraşi, sorte de garde nationale montée, jusqu'alors recrutée parmi les paysans libres, s'affaiblissaient à mesure que le nombre de ces derniers diminuait. L'infanterie, composée de la plus basse classe de paysans, tombait aussi en décadence à mesure que le servage resserrait son emprise, car le ser-

(1) *Op. cit.*, I, p. 431. Le ducat variant de 1 à 1 1/2 piastre.

vice militaire imposait l'éloignement du domicile alors que le but principal des grands seigneurs de presque tous les pays était de lier irrévocablement les paysans au sol. A la fin du XVI[e] siècle, on note, dans la classe dirigeante ainsi que nous l'avons vu, une certaine recrudescence d'esprit belliqueux, qui n'attendait qu'une initiative hardie et efficace pour se manifester. Mais dans la troisième décade du XVII[e] siècle — pendant laquelle la Moldavie en particulier devint un champ de bataille entre les Turcs, les Polonais et les Cosaques — on constate un déclin très net de la puissance militaire. Aussi quand un changement de régime survint au début du XVIII[e] siècle, toute résistance efficace de la part des Roumains fut impossible.

Pendant toute cette période, il y eut une diminution constante de la petite propriété et un développement de la grande. Déjà, sous le règne de Michel, la famille Buzeşti possédait cent vingt-huit domaines séparés. Avec le temps, les domaines princiers furent pour la plupart dissipés ou cédés et la principale source de récompense des boyards fut tarie. Il en résulta cette usurpation des droits des paysans à laquelle nous venons de faire allusion, et une recherche de plus en plus acharnée des emplois. Pendant le XVII[e] siècle les boyards devenus avec le temps moins guerriers se rapprochaient, en qualité de fonctionnaires, de la cour qui affectait une certaine magnificence byzantine comme pour compenser son manque de sécurité ou de puissance. Ce changement apparaît dans le déploiement des vêtements efféminés des courtisans. Une nouvelle classe intermédiaire entre les boyards et les paysans se développa : les « Mazils » (ou « dépossédés d'emplois ») petite noblesse d'origine boyarde mais différant à peine par la culture de la classe paysanne.

MATHIEU BASARAB ET BASILE LE LOUP

Malgré la situation lamentable du territoire roumain pendant les années qui suivirent la mort de Michel le Brave, un rétablissement temporaire eut lieu dans les deux pays pendant le second quart du siècle. En 1632, Mathieu Basarab, dernier rejeton de la vieille branche régnante, — connu sous le nom de Mateĭ Aga — groupa les boyards de Valachie, et, après s'être rendu auprès de la Sublime Porte pour obtenir son consentement (ce qui naturellement impliquait une distribution discrète mais généreuse de bakschiches), arriva à se maintenir sur le trône pendant un temps

exceptionnel : vingt-deux ans. Deux ans plus tard, la couronne de Moldavie passa à Basile le Loup (Vasile Lupu) d'origine albanaise. Leur avènement est dû à un regain du sentiment national ; toutefois il devait avoir pour conséquence de cristalliser le processus déjà naissant de la pénétration grecque.

On peut affirmer que, pendant tout le XVIIe siècle, la souveraineté turque et la culture grecque furent les deux facteurs dominants dans les Principautés, le dernier faisant reculer d'une façon continue les influences slaves, tandis que sur le terrain international, les deux États roumains étaient pris dans un triple conflit avec la Turquie, la Pologne, et l'Empire. Au XVIIIe siècle, la domination turque et la culture grecque étaient toujours aussi fortes, mais modifiées par des circonstances que nous décrirons plus tard. A l'extérieur, au contraire, une complète redistribution de forces s'était opérée. Le déclin de la Turquie, malgré des crises momentanées de vigueur, était devenu apparent. Le point critique était de plus en plus la rivalité de l'Autriche et de la Russie, d'abord pour l'héritage turc, puis pour l'héritage polonais, puis de nouveau pour l'héritage turc, tandis que les autres pays avec leurs intrigues capricieuses et contradictoires servaient alternativement de provocateurs, de dénonciateurs ou de trouble-fête.

Mathieu et Basile étaient, tous deux, de courageux soldats et d'habiles diplomates, bien que forcés, pour se maintenir au pouvoir, aux tributs habituels. Malheureusement, leur jalousie et leurs ambitions personnelles les poussaient à des disputes continuelles, qui minaient les dernières forces des deux pays au moment où la Turquie montrait des signes évidents de déclin. La faute principale incombe à Basile, dont l'ambition était sans limites, et qui convoitait le riche trône de Valachie. En 1637 déjà, puis en 1639, il prit les armes contre Mathieu, mais fut chaque fois battu à plate couture. Pour le punir de ses intrigues et de ses concussions, les Turcs décidèrent d'envahir la Valachie. Mathieu se retira sur une forte position défensive près de Ploeşti et adopta une tactique temporisatrice qui, combinée à la judicieuse corruption de la Porte et à une étroite entente avec Georges Rákóczy de Transylvanie, déjoua les plans de Basile. Pendant les dix ans suivants, Basile concentra ses efforts vers l'est, la Porte se servant de lui comme intermédiaire à la fois avec Moscou et avec les Cosaques, et il fit tout ce qu'il put pour calmer les Polonais et les Russes tant que dura la

guerre avec Venise. Le mariage de deux de ses filles avec le magnat polonais Jean Radziwill et avec Timothée, fils de l'hetman cosaque, Chmielnicki, est une preuve de son influence.

En 1650, la Sublime Porte somma les deux princes de rendre personnellement hommage au sultan, ce qui n'était qu'un moyen déguisé de réclamer de nouveau de l'argent. La réponse de Mathieu fut humble mais ferme. Il était un vieillard fatigué, incapable d'entreprendre de longs voyages; il avait toujours rempli ses devoirs envers la Porte. Si on désirait le destituer, il finirait avec joie ses jours dans un cloître. Mais il fallait lui donner pour successeur un candidat envoyé par Constantinople. Si un prince qui avait déjà régné était désigné — allusion assez claire aux désirs ambitieux de Basile — il ne pourrait répondre des conséquences à la Turquie (1).

Pendant quelque temps, Mathieu fut laissé en paix, mais en 1652, Basile renouvela son complot, espérant s'emparer de la Valachie et passer la Moldavie à son fils. Son gendre cosaque et lui opérèrent de concert une incursion en Valachie, mais il fut définitivement vaincu à la bataille de Finta, sur la Ialomița, et ne dut son salut qu'à la fuite. Le vieux Mathieu qui gagna la partie grâce à sa bravoure personnelle, fit prisonnier Timothé et prit un riche butin, y compris une lettre du grand Vizir incitant Basile à attaquer et à déposer le « traître » Mathieu (2). Cette fois le triomphe de Mathieu fut définitif; car des boyards moldaves renversèrent Basile et le forcèrent à se réfugier auprès du Khan tatar. Malgré la sympathie des Turcs — due sans doute à leur désir de voir les deux « hospodars » vivre en mauvaise intelligence — il ne put jamais recouvrer son trône.

En avril 1654, Mathieu mourut. Ainsi qu'Engel le dit : « un long règne en Valachie constitue en soi un panégyrique du Prince », et Mathieu, bien que les circonstances l'eussent condamné à employer des méthodes suspectes, serviles, eut à cœur le bien-être de ses sujets plus que la plupart des hospodars. Il fit beaucoup pour les arts et l'enrichissement des églises. Soldat aussi courageux et habile que Michel le Brave, sa politique fut essentiellement pacifique, et ce ne fut pas sa faute s'il fut constam-

(1) Hurmuzaki, *Fragmente*, III, p. 154.
(2) *Ibid.*, p. 181.

ment interrompu dans la tâche qu'il avait entreprise de ménager les ressources valaques. Il est vrai qu'à la fin de sa vie, il tomba sous l'influence de certains boyards oppresseurs et exploiteurs, mais aucun chef roumain, depuis Étienne le Grand, ne fut plus éclairé que lui.

LES PHANARIOTES

On peut dater le régime phanariote de l'avènement de ces deux princes, bien qu'il se divise en deux étapes distinctes — celle de la pénétration (1634-1711), et celle de la domination directe (1711-1821). Le triomphe de l'influence grecque fut assuré par la situation de plus en plus importante qu'avaient acquise les Grecs de la capitale turque qui, dirigés par le patriarche œcuménique, habitaient le Phanar ou quartier du phare de Stamboul, et qui furent peu à peu distingués des autres et désignés sous le nom de Phanariotes. Dans le premier élan de la puissance turque, après la chute de Byzance, les Grecs, comme les autres chrétiens, ne pouvaient acquérir de l'influence que par l'apostasie, et beaucoup d'entre eux occupèrent de hautes fonctions grâce à ce moyen. Mais bientôt les Grecs s'adaptèrent aux nouvelles circonstances et se dirigèrent dans deux voies principales — l'Église, le plus sûr rempart de leur nationalité, et le Commerce, source non seulement de richesse, mais aussi d'influence politique et d'exemptions pécuniaires. Certains membres de familles grecques dirigeantes devinrent les hommes d'affaires et les banquiers du sultan et amassèrent de prodigieuses fortunes. L'une de leurs principales fonctions consistait à régler les payements — escompte et crédit — exigés pour chaque succession aux trônes patriarcal et épiscopal et aux trônes de Valachie et de Moldavie. Ils entraient ainsi en étroit contact, d'abord avec les princes lorsque ceux-ci se rendaient devant la Porte pour leurs affaires de concussion ou, fugitifs, pour demander vengeance contre un rival, puis moins directement, avec les boyards des partis rivaux. Ils participaient ainsi à toute la vie des deux Principautés. Certains s'attachèrent au commerce naissant du blé, des produits agricoles et de l'élevage dans les riches plaines valaques et moldaves, dont Constantinople dépendait de plus en plus, à mesure que périclitait la prospérité de l'Asie Mineure. Leur influence, même à la fin du XVIe siècle, nous est révélée par une clause

du traité entre Michel le Brave et Sigismond Báthory qui stipule qu'aucun Grec ne devait être compris parmi les douze boyards élus à la Diète de Transylvanie.

Les Turcs, à leur grande époque, avaient préféré la force à la diplomatie, et, dans leurs rapports avec les Puissances étrangères, n'avaient employé que des subalternes. Quand la nécessité les obligea à changer d'attitude, ils se trouvèrent gravement gênés par leur ignorance des langues étrangères, et des méthodes de procédure. Les Grecs, race maritime, doués d'une aptitude naturelle au commerce, de l'amour des voyages, ayant un caractère vif, versatile et souple, et une réelle facilité pour les langues, leur servirent utilement d'interprètes, de traducteurs et d'agents pour toutes sortes de transactions.

Pendant le long siège de Candie, l'un de ces Grecs, Panayataki, natif de l'île de Chio, s'était rendu indispensable à la Porte et, en 1669, reçut la nouvelle charge de grand dragoman ou interprète. Son rôle se bornait d'abord à examiner et à traduire les documents des envoyés étrangers ; mais il devint bientôt automatiquement le pivot des négociations politiques. Il eut la permission de laisser pousser sa barbe, de porter le caftan des hauts dignitaires turcs (sauf le turban), de monter à cheval et d'être suivi d'une escorte; d'autres honneurs lui furent décernés par la suite. Un proverbe grec du temps déclare qu'il est aussi difficile de trouver un cheval vert qu'un homme sage dans l'île de Chio ; aussi Panayataki, fut-il connu sous le sobriquet de Cheval Vert. Nous parlerons plus tard de son successeur, Alexandre Mavrocordato.

La plus célèbre de ces familles fut sans doute celle des Cantacuzène, qui, sans jamais oublier son origine impériale, devint pourvoyeuse du harem, et fut extrêmement riche et influente. Son chef, Michel Cantacuzène, après la grande défaite navale de Lépante (1571), fit don à la Sublime Porte de quinze vaisseaux construits et équipés à ses frais, afin de compenser les pertes subies par les Turcs. Mais, dans un pays comme la Turquie il était dangereux d'être trop riche, et, en 1578, Michel fut pendu devant la grille de son propre palais sur la Mer Noire, sous prétexte qu'il avait pris part à la destitution de Jean le Terrible, régnant en Moldavie, et aux complications qui s'ensuivirent. Trente ans plus tard environ, ses cinq petits-fils s'installèrent en Valachie,

emportant les restes de la fortune familiale, et ils reçurent les plus grands honneurs et les plus hauts titres de l'État. Le plus jeune, Constantin, par sa conduite désintéressée, devint extrêmement populaire dans toutes les classes, et son exécution en 1663 par le hospodar, à la demande du parti grec, mit la famille Cantacuzène à la tête du parti national. Finalement en 1679, Șerban Cantacuzène, petit-fils de Michel, trouva plus prudent, au lieu de pousser un candidat qui aurait pu ensuite se retourner contre lui, de monter lui-même sur le trône valaque. Cela lui coûta 650.000 piastres, mais il réussit à garder le pouvoir pendant près de dix ans, dans une période de politique étrangère particulièrement critique. D'autres familles grecques ou hellénisées s'élevèrent au pouvoir à la même époque et régnèrent sur l'une ou l'autre des principautés : ce furent par exemple les Duca, les Ghika (en réalité d'origine albanaise) et les Rosetti.

L'INFLUENCE GRECQUE EN ROUMANIE

Mathieu et Basile avaient dû tous deux le pouvoir à une dernière vague de sentiment national au milieu de la lente infiltration de l'influence grecque — déjà sensible à la fin du XVIe siècle, après les unions contractées avec les Grecs, remplaçant les unions contractées avec les Polonais et les Hongrois. Mais ils succombèrent eux-mêmes à cette influence, à la fois par la nécessité de ménager la clique Phanariote qui pouvait comploter leur chute, par le désir de supplanter le slavon par le grec dans l'Église, et aussi parce que leur générosité même envers l'Église renforçait l'emprise des Grecs sur les monastères et sur leurs vastes terres. De cette époque date la coutume de « dédier » les nouvelles fondations monastiques à des centres fameux de foi orthodoxe tels qu'Athos, Sinaï ou Jérusalem, ce qui eut pour résultat de remettre leur direction aux mains des Grecs et de disperser leurs ressources à des fins étrangères, jusqu'à ce qu'un changement de situation au XIXe siècle rendît l'expropriation presque inévitable. Jusqu'à la fin du siècle, on peut dire que l'influence grecque ne fut que superficielle, mais elle contrôlait déjà le choix des princes, dominait la vie commerciale et s'infiltrait dans l'Église, tandis que le grec devenait la langue presque exclusive de la cour.

Son influence fut particulièrement forte dans le domaine de la culture, à une époque où celle-ci ne constituait que quelques rocs avancés au-dessus du vaste marécage de l'ignorance. Avec les marchands grecs vinrent le clergé et les moines grecs, qui rejetèrent vite le slave des services religieux et de la liturgie de l'Église, lui faisant en même temps perdre sa position assez anormale de langue officielle. Nous avons déjà vu que, depuis le IXe siècle même, le slave était resté la langue liturgique. Le clergé (pour lequel il constituait une langue étrangère et même morte), devait l'apprendre dans certaines écoles monastiques. Les textes roumains n'existaient pour ainsi dire pas. Comme il n'y avait presque aucune éducation ou instruction possible en dehors de celle que donnait le clergé, la position occupée par le slave dans l'Église constituait une entrave absolue au développement littéraire roumain et sa disparition était une condition indispensable à tout éveil national.

Avec l'arrivée des Grecs, rien ne put sauver la position artificielle du slavon. Ses progrès s'étaient ralentis depuis le XVIe siècle, alors que le slave, employé par les sultans, les grands vizirs et les janissaires, était la *lingua franca* de toute la péninsule des Balkans. Au XVIIe siècle, d'autre part, la connaissance du bulgare avait déjà disparu dans le clergé bulgare. Un vivant témoignage nous en est donné par l'expérience de Mathieu Basarab, qui, publiant certains livres traduits du slave, dut faire rechercher en Bulgarie un homme dont la culture l'aidât à contrôler les textes. Il fut impossible de trouver dans tout le pays un homme pour accomplir ce travail, sauf un prêtre croate nommé Raphaël.

Cette situation produisit un résultat inattendu. Le slavon fut abandonné à l'unanimité ; mais comme la plus grande partie du clergé savait encore moins le grec que le slave, il dut introduire *la langue roumaine* en tant que langue liturgique. Ainsi, par un curieux paradoxe de l'histoire, la littérature roumaine doit sa première renaissance à une tentative d'hellénisation. Les premiers livres imprimés en Roumanie avaient été une liturgie slave et les Évangiles publiés en 1507 et en 1512 en Valachie ; mais, comme nous l'avons vu, des protestants saxons de Kronstadt, remplis de zèle, imprimèrent les Évangiles en roumain, ainsi que des sermons luthériens et des catéchismes, par prosélytisme. La principale raison de l'échec de cette expérience, et de l'effort magyar calviniste du siècle suivant, fut le système monstrueux de restrictions à la

fois sociales et religieuses imposé à la population roumaine orthodoxe au nord des Carpathes.

En 1634, Mathieu Basarab installa au monastère de Govora une imprimerie, qui, après avoir publié des œuvres slaves aujourd'hui extrêmement rares, sortit en 1640 le premier livre roumain imprimé dans les deux Principautés. C'était le *Pravila cea Mica,* ou Petit Code des lois ecclésiastiques. Ce premier essai sérieux de codification fut un des événements les plus importants de ces règnes. Un deuxième ouvrage — connu sous le nom de *Pravila cea Mare,* ou Grand Code — parut à Govora en 1652. Basile avait fait également paraître en 1646 un ensemble de lois traduites du grec. Ce dernier livre sortit de la presse installée au monastère des Trois Hiérarches à Jassy où des livres indigènes de sermons et de polémiques théologiques contre les protestants commencèrent à paraître. Beaucoup de ces livres, spécialement ceux qu'écrivit le Métropolite Varlaam de Moldavie, constituaient une réponse directe à la littérature de propagande publiée en roumain par les princes de Transylvanie dont nous parlerons plus tard.

Une valeur spéciale s'attache aux publications du Métropolite Dositheus de Moldavie qui subissait fortement l'influence polonaise et qui finalement se compromit tellement pour la cause de Jean Sobieski champion de la chrétienté qu'il trouva plus convenable de se retirer en Pologne où il mourut évêque de Zolchiew. Il reste surtout de lui une version métrique extrêmement originale des Psaumes — environ de 8.600 lignes, — fortement influencée d'ailleurs par Jean Kochanowski, le grand poète de la Renaissance polonaise. Cette version fut imprimée, non en Moldavie, mais à Uniew, près de Varsovie en 1673.

L'influence de la Bible Roumaine de 1688, connue généralement sous le nom de « Bible de Şerban » parce qu'elle fut publiée sous les auspices de Şerban Cantacuzène, qui nomma une commission spéciale d'évêques et de boyards cultivés pour la rédiger, fut plus importante encore. Plus tard on a beaucoup discuté pour savoir si elle était l'œuvre du « Spatar » (ou commandant en chef) Nicolas Milescu, ainsi que le prétendirent Haşdeu et plusieurs savants avant lui, ou simplement une version revue et adaptée d'après des traductions déjà existantes. Sans aucun doute, Milescu était doué d'une culture remarquable pour l'époque et le milieu, et fort capable d'une telle œuvre : il avait beaucoup voyagé à l'ouest et au nord de

l'Europe, avait composé à Paris un traité sur la doctrine orthodoxe et, tuteur des fils du tsar, avait été envoyé par celui-ci en mission en Chine et en Sibérie. Outre les langues modernes apprises au cours de ses voyages, il savait à fond le grec, le latin, le russe, mais non l'hébreu. Inutile de dire que de tels hommes étaient fort rares dans la Roumanie de ce temps.

L'abandon de la liturgie slave rencontra jusqu'à la fin une forte opposition. Les petites gens y étaient attachés, bien qu'ils ne pussent la comprendre ; et des professeurs de slavon furent appelés de Kiev et envoyés à Jassy pour créer une école destinée à en perpétuer l'étude. Mais le bon sens s'imposa, et peu à peu, le roumain et le grec seuls furent enseignés.

LES SUCCESSEURS DE MATHIEU ET DE BASILE

Le succès relatif avec lequel Mathieu calma les Turcs et sut résister aux attaques de voisins jaloux, peut expliquer le fait exceptionnel que son successeur Constantin Șerban dut son avènement à une sorte d'élection populaire. Le Métropolite avait demandé aux boyards assemblés d'exprimer leur volonté, et le nouveau prince fut élu aux acclamations mêlées des boyards et de la foule : il fut, sur-le-champ, oint, vêtu, et reçut l'hommage de ses sujets. Il convient toutefois d'ajouter qu'avant de recevoir la confirmation de sa charge, il dut dépenser lui aussi de fortes sommes en gratifications. De ce moment date la coutume d'exiger un tribut supplémentaire d'un prince dont le prédécesseur était mort sur le trône — sorte de caricature orientale de nos droits de succession modernes. Le montant des dépenses de Șerban pour son avènement est estimé à 800.000 piastres (ou 20.000.000 de francs or) et celles de Șerban Cantacuzène, en 1679, à 650.000 (1). On peut dire sans exagération que tout l'essor économique des deux États était paralysé par le tribut formidable et par les autres frais qu'entraînait chaque avènement. Même quand toutes les sommes avaient été versées, il fallait encore constamment distribuer des présents à tous les dignitaires turcs — des fourrures de valeur, des chevaux ou du bétail de race — tandis qu'on n'était que

(1) Xenopol, *op. cit.*, II, p. 54, 72.

rarement remboursé des réquisitions opérées pour l'armée turque. Tous ces procédés contribuèrent à l'appauvrissement général du pays, particulièrement dans les régions de frontière. De plus, on eut tendance à imposer des taxes spéciales sur les principaux articles de commerce, les moutons, le bétail et tous les produits agricoles. Avec le temps, la classe paysanne misérable fut tondue de plus en plus systématiquement par les collecteurs d'impôts et par certains marchands qui jouissaient d'une prérogative spéciale d'exaction.



La compétence et l'énergie de Mathieu et de Basile et la durée inaccoutumée de leurs règnes apportaient un certain espoir de stabilité après les constantes variations de la roue de la fortune : mais, malheureusement, leur rivalité personnelle gâta tout, et leur disparition de la scène fut suivie d'une nouvelle rechute. Constantin Şerban, et son contemporain moldave Georges Ştefan, manquaient complètement d'intelligence et d'initiative ; ils se laissèrent entraîner dans le sillage de Georges Rákóczy II dont l'ambition ardente et l'imprudente initiative dépassèrent de beaucoup ses médiocres moyens, et dont la tentative insensée pour s'emparer de la couronne de Pologne en 1657 se termina par un désastre bien mérité. Rákóczy entraîna les deux hospodars dans sa chute et lorsqu'il fut lui-même remplacé par Achaz Barcsay, la Sublime Porte envoya en Moldavie Georges Ghica, l'aîné d'une famille albanaise qui devait plus tard jouer un grand rôle dans l'histoire de la Roumanie, et en Valachie, ce triste aventurier, Mihnea III. Celui-ci se réclamait d'une origine princière, mais il était grec de cœur et prêt non seulement à payer cher le trône, mais aussi à plonger le pays dans un grave danger par une conspiration perfide contre son suzerain. A deux reprises, il fit massacrer les boyards qui hésitaient à se joindre à lui, et jeter leurs corps par les fenêtres du palais au son d'un orchestre. (1). Puis il s'enfuit en Transylvanie, chargé de l'exécration générale, abandonnant les malheureux Valaques à la vengeance des Turcs (1659).

(1) Hurmuzaki, *Documente*, V, i, p. 61.

Pendant les trente-deux ans qui suivirent la chute de Basile, douze princes fantômes se succédèrent sur le trône de Moldavie, dont aucun ne mérite d'être tiré de l'oubli. Peu d'entre eux étaient de sang roumain, bien que les familles Ghica, Rosetti et Duca dussent devenir de plus en plus roumaines et par la suite bien mériter de leur patrie. Le fils de Basile, Étienne, n'était, en aucun point, digne du nom de son père et fut vite éliminé, considéré comme un inutile. Le plus roumain de ces princes, Iliache descendant de Pierre Rareş, avait été élevé dans le Phanar, et dans son propre Divan, avait autant besoin d'un interprète que n'importe quel Grec. Il y a peu à dire de leurs contemporains en Valachie. Şerban Cantacuzène, seul, fit preuve de qualités d'homme d'État, et participa activement aux événements. Les autres se laissèrent emporter par le courant et sombrèrent sans même laisser de trace.

Il faut noter cependant qu'avec Mathieu Basarab disparut le dernier rejeton digne de l'ancienne dynastie de Basarab, tandis que la branche mâle d'Étienne le Grand s'éteignait en 1668 à la chute de l'insignifiant Iliaş Alexandre. Cet événement rendit la succession encore plus incertaine. Cependant nous verrons plus tard quelques princes revendiquer par les femmes une descendance des dynasties premières.

LA SUBLIME PORTE ET L'EMPIRE

La déchéance et l'incertitude dans lesquelles vécurent les deux Principautés sous le règne des successeurs de Mathieu et de Basile furent avant tout dues à un changement dans la situation extérieure. La seconde moitié du XVII[e] siècle fut marquée par une recrudescence de la puissance ottomane, dont les principales manifestations furent la prise de la Crète en 1669, la conquête de la Podolie et de vastes régions de l'Ukraine appartenant à la Pologne (1672-78). Cette expansion de la force turque n'était pas un signe de nouvelle vitalité. La corruption en haut lieu, les intrigues de harem et la dégénérescence de la famille impériale même avaient atteint leur apogée avec Mohammed IV (1648-87), qui se distingua par son goût sans limites de la chasse, ses méthodes de terrorisme effréné et de châtiment barbare. C'était plutôt une suprême exaspération des qualités militaires du Turc et des peuples qui lui étaient soumis; elle eut pour cause une brillante succession de Maires du

Palais — Mohammed Küprüli (1656-61), ses fils Ahmed (1661-78), Mustafa (1689-91) et son cousin Hussein — qui redonnèrent à l'armée un peu de son lustre et de son efficacité d'antan et, à l'aide de réformes partielles, arrêtèrent pendant quelque temps la décadence de l'administration centrale. Si dégénérés qu'ils fussent, les sultans et leurs conseillers qui gouvernaient d'après leur bon plaisir, étaient suffisamment perspicaces pour comprendre que, sans une telle initiative, ils eussent été perdus, et que, prendre l'offensive en certaines circonstances, constitue la meilleure défense contre de nombreux ennemis.

L'offensive turque eut des conséquences immédiates et directes pour les Principautés roumaines, qui nous intéressent avant tout. Le renouvellement de la menace turque contre la Transylvanie en 1658 et pendant les années qui suivirent avait un double mobile. Il fallait d'abord priver l'empereur d'un allié qui avait de nombreux motifs, politiques, religieux et personnels, de jouer un jeu douteux d'équilibre entre les camps rivaux, et qui tenait une position stratégique de première importance tout le long de la frontière orientale de la grande saillie turque en Hongrie centrale. De plus, la soumission de la Transylvanie eut beaucoup facilité les desseins militaires de la Turquie contre la Pologne. Ce fut, en effet, avec celle-ci que les Turcs eurent surtout à lutter pendant les années 60 et 70. Ils devaient inévitablement pendant ces années resserrer leur emprise sur les forteresses du Dniester et de la Mer Noire et compter plus que jamais pour le ravitaillement sur les régions infortunées qui se trouvaient entre le Danube et le vaste territoire contesté de l'Ukraine. Pour les raisons militaires les plus immédiates, tout à fait étrangères à leur mentalité de vainqueur et à l'arrogance de la foi musulmane, on ne pouvait espérer d'eux qu'ils encourageassent un mouvement tendant à affaiblir leur pouvoir sur les deux Principautés. De fait, plus d'une fois, ils envisagèrent sérieusement la possibilité de soumettre la Moldavie au gouvernement d'un simple pacha comme l'était la Roumélie. Enfin ils étaient toujours aussi avides : plus les changements sur les deux trônes étaient fréquents, et plus les bakschiches s'écoulaient par d'innombrables canaux secrets. Les Roumains se trouvèrent donc pris entre les deux branches d'une tenaille pour une lutte de toute première importance. Leur territoire offrait plusieurs raccourcis à travers les cols des Carpathes, chaque fois

que les Turcs menaçaient la Transylvanie, tandis que celle-ci restait le premier objectif de toute attaque polonaise, cosaque, tatare et éventuellement russe. La lutte entre la Turquie et la Pologne atteignit son apogée entre 1672 et 1678, les premières conquêtes des Turcs reconnues par le traité de Buczacz, ayant été répudiées par Jean Sobieski, qui, à deux reprises, remporta d'éclatantes victoires à Hotin sur le Dniester et devant Lemberg. Mais, il dut finalement céder, et le traité de Zurawno, en 1678, laissa à la Turquie la plus grande partie de la Podolie et de l'Ukraine, bien qu'elle renonçât à revendiquer un tribut polonais et qu'elle s'engageât à empêcher ses vassaux cosaques et tatars d'opérer des incursions sur le territoire polonais.

Les hospodars en tout cela jouaient un rôle très humiliant. Ils étaient, en général, forcés d'aider le sultan ou le grand vizir pendant la campagne, de lever des troupes pour l'armée turque ou pour assurer les communications et de se soumettre à d'impitoyables réquisitions. La Moldavie en particulier supportait les ravages de toutes les invasions, à la fois des Polonais, des Cosaques, des Tatars et ses terres étaient incessamment dévastées. D'ailleurs, même pendant les rares intervalles de paix, les Tatars opéraient fréquemment de grandes incursions enlevant la population de villages entiers et réapprovisionnant ainsi les marchés d'esclaves. Les princes, à la merci du moindre caprice des pachas qui dirigeaient toutes les opérations militaires, étaient continuellement renversés ou remplacés.

Ahmed Küprüli, le plus illustre peut-être de tous les grands vizirs, ne survécut pas longtemps au traité de Zurawna, par lequel il avait réussi à donner à la Turquie un plus grand développement. Ses successeurs immédiats, donnant libre cours à leur arrogance et à leur avidité, se lancèrent dans les aventures les plus insensées. La triple lutte de la Turquie, de la Pologne et de la Russie, pour la possession du riche butin de l'Ukraine, devait bientôt reprendre : mais la Pologne n'arrivait déjà plus qu'en troisième. La Russie, ennemie la plus puissante de la Turquie, — devenue maintenant pour la première fois sa voisine immédiate, après ses succès remportés sur la Pologne — s'allia à l'hetman cosaque Doroshenko, et, après quatre ans de guerre, signa à Radzim, en 1681, le premier d'une longue série de traités par lesquels la Sublime Porte cédait des provinces au tsar. L'emprise de la Russie sur Kiev et sur la plus grande partie de l'Ukraine — déjà imposée à la Pologne par le traité d'An-

drusovo en 1667 — fut alors reconnue par la Turquie et devint définitive. La Pologne était presque épuisée comme puissance guerrière, et ses prétentions sur la Moldavie et la frontière danubienne, bien qu'elle les maintint jusqu'à la fin du siècle, ne correspondaient plus aux réalités.

Dans toute cette période de soulèvement et de terreur sur la frontière moldave — dépeinte d'une façon si vivante pour les lecteurs modernes par le romancier polonais Sienkiewicz dans ses poèmes épiques en prose — le trait le plus surprenant est l'acquiescement prolongé de l'empereur Léopold. Parmi les nombreux grands noms de la dynastie des Habsbourg, Léopold ne brilla pas et ne fit qu'accepter la confiance qu'on lui accordait. La plupart de ses sujets lui reprochèrent longtemps de n'avoir pas su tirer meilleur parti de la brillante victoire de Montecuccoli au Saint-Gothard en 1664. La seule excuse que l'on puisse invoquer pour sa défense est qu'il était absorbé par les affaires de l'Europe occidentale et par les questions religieuses dans son voisinage. Pendant les années 70, le danger turc, comparé à la lutte contre les Bourbons, parut tout à fait secondaire aux yeux des Autrichiens.

Il y eut un réveil soudain et vigoureux. Le grand vizir, Kara-Mustafa, d'une ambition et d'une férocité sans limites, excité par une disposition bien peu turque à l'ébriété, se trouva libéré par la paix signée avec la Russie et se retourna une fois de plus vers l'Europe. Il trouva un encouragement dans l'hostilité de Louis XIV contre les Habsbourg, et dans l'insurrection menaçante en Hongrie du Nord, dirigée par un chef ambitieux et infatigable, le magyar protestant Emerich Tököli. Au début de 1683, Kara Mustafa et le sultan Mohammed lui-même dirigèrent une puissante armée turque vers le nord, avec l'espoir d'écraser définitivement les Habsbourg. Au même moment, le perfide Tököli, qui avait fort bien accueilli un envoyé impérial lors de son récent mariage avec Hélène Zrinski, s'allia ouvertement avec la Sublime Porte et envahit la Slovaquie. Ce ne fut qu'à contre-cœur et en se retournant souvent vers Louis XIV que Léopold s'immisça dans la lutte de l'Est. Il apparut bientôt clairement que les défenses de l'Autriche étaient insuffisantes. Vienne ne fut sauvée que par l'héroïque défense de Starhemberg et par l'avance impétueuse de l'armée polonaise conduite par Jean Sobieski que les efforts du Pape avaient gagné à la défense de l'Empereur en dépit de toutes les séductions de Louis.

Alors que Tököli ne s'était jamais montré dans le camp turc, les deux hospodars, Șerban Cantacuzène et Georges Duca, furent forcés de participer à la lutte avec des contingents de 4.000 et 2.000 hommes, et chargés d'organiser des ponts de bateaux sur le Danube ainsi que d'assurer les communications. Șerban envoya une information secrète aux défenseurs de Vienne, et, d'après Del Chiaro, dont l'assertion est d'ailleurs contestable, chargea ses canons avec des boulets de paille. Ses sympathies se traduisirent par l'érection d'une grande croix, avec inscription latine, en dehors de la ville, croix qu'il laissa derrière lui en battant en retraite (1).

La libération de Vienne marqua un tournant dans le courant des longues guerres turques. Elle communiqua aux armées turques une panique telle qu'elles n'en avaient jamais encore éprouvée. Grâce au duc de Lorraine et à d'autres généraux de génie et d'initiative des Impériaux, plutôt qu'à l'Empereur, une poursuite immédiate eut lieu, une nouvelle victoire fut remportée à Parkány, et Esztergom (Gran), siège du primat hongrois, fut prise.

Ces victoires eurent un effet immédiat. Elles eurent un retentissement sur la péninsule balkanique et firent surgir de nouveaux espoirs parmi les peuples tributaires Serbes, Roumains, Grecs, Bulgares et Albanais. Elles infligèrent un rude coup aux desseins de Tököli tenu presque en égale méfiance par Vienne, par Stamboul et par Michel Apafi, le prince régnant de Transylvanie. Elles amenèrent la chute du vizir vaincu, étranglé à Belgrade en décembre 1683, sur l'ordre du sultan qui battait en retraite. Cette mort provoqua à son tour dans les méthodes diplomatiques de la Porte d'importants changements, qui devaient tout spécialement affecter la destinée des Roumains. Ce qui n'était en effet qu'une révolution de palais accrut l'influence et le pouvoir du grand dragoman et des familles dirigeantes Phanariotes qui, désormais, détenaient cette fonction. Pendant les deux décades suivantes en particulier, une position tout à fait exceptionnelle fut acquise dans les conseils de la Porte par Alexandre Mavrocordato « l'Exaporite », homme de grande érudition, doué de qualités de diplomatie et de discipline personnelle, qui avait appris le droit à Bologne et la médecine à Padoue, publié des œuvres d'érudition en Italie et qui

(1) Engel (*Gesch. der Walachey*, p. 326) donne le texte intégral qui commence ainsi : *Crucis exaltatio est conservatio mundi, Crux decor Eccelesiæ, Crux Custodia Regum, Crux confirmatio fidelium, Crux gloria angelorum et vulnus dæmonum.*

connaissait à fond ces langues occidentales que les Turcs au pouvoir n'avaient pas daigné apprendre, mais qui, étant donné les relations nouvelles entre la Turquie et le monde extérieur, étaient devenues indispensables à tout négociateur. Dès 1673, Mavrocordato avait succédé au redoutable « Cheval vert de Chio » et s'était montré opposé à une politique aventureuse en Europe centrale. Il fut entraîné dans la chute de Kara-Mustafa et accusé d'être responsable d'une politique qu'il avait condamnée : mais lorsque son innocence fut prouvée, il reprit une influence plus forte que jamais et la conserva jusqu'à sa mort.

Les multiples événements de la fin du siècle ne peuvent être rapportés ici ; mais il faut en faire une esquisse si on veut comprendre l'histoire des Roumains. Les défaites turques et la signature d'un armistice de vingt années avec la France encouragèrent Léopold, malgré son manque d'initiative, à former en mars 1684 la Sainte Ligue avec la Pologne, Venise et le Pape. En trois campagnes successives, Charles de Lorraine déclencha contre les Turcs une offensive qui permit de reprendre Buda en septembre 1686, après cinq générations d'asservissement. Cette avance soutenue eut pour effet naturel de mettre Thököli à l'écart et de diminuer la valeur de son alliance dans les deux camps. En 1685, déjà, après la chute de Neuhäusel, les Turcs avaient offert de le livrer à l'empereur comme l'unique responsable de l'invasion de Kara Mustafa ; peu après le pacha de Grosswardein (Oradea Mare) s'en empara et l'envoya, enchaîné, à Belgrade. Mais Vienne prit le parti raisonnable mais inattendu de n'attacher que peu de valeur à la tête du « roi Kurucz ». Celui-ci fut donc relâché et temporairement négligé comme incapable, tandis que la plupart de ses partisans au nord transigeaient avec les Habsbourg, malgré leur cruelle persécution de la foi protestante. Le Pape proposa alors le duc de Lorraine comme prince de Transylvanie, mais Léopold, espérant se réserver ce titre, invita Michel Apafi à faire partie de la Sainte Ligue, et à reconnaître sans réserve la suzeraineté impériale. Apafi hésita à rompre avec la Porte jusqu'à ce qu'il vit les Impériaux maîtres non seulement de Buda, mais des forteresses plus importantes (pour lui) d'Eger (Erlau), de Grosswardein et de Temesvár (Timişoara). Entre temps, les prétentions de Léopold s'étaient étendues à la Valachie et à la Moldavie, ce qui souleva immédiatement la jalousie de la Pologne qui visait les mêmes régions.

L'avance impériale s'accentua en 1687. Cette fois, ce furent l'électeur de Bavière et le margrave de Bade qui mirent les Turcs en déroute à la bataille de Harsány, et qui occupèrent la vallée de la Drave. Charles de Lorraine, également sensible à des considérations stratégiques et politiques, occupait en même temps la Transylvanie, plaçait des garnisons dans les douze villes principales et engageait le prince et les États à reconnaître de nouveau la suzeraineté des Habsbourg et à renoncer à la protection de la Porte, moyennant une garantie de liberté religieuse (9 mai 1688).

ȘERBAN CANTACUZÈNE

Entre temps, Léopold avait envoyé le jésuite Dunod en mission confidentielle auprès de Șerban Cantacuzène, l'invitant à épouser ouvertement la cause chrétienne, le nommant général des Impériaux, lui promettant un trône héréditaire, le droit d'annexer toute la région que la Valachie avait possédée et perdue, et lui assurant un sûr refuge à Hermannstadt en cas de désastre — tout ceci en échange d'un tribut de 75.000 piastres, d'un contingent armé et de l'ouverture de ses frontières aux armées impériales. L'ancienne dynastie régnante byzantine fut accablée de flatteries, et Șerban semble avoir nourri l'illusion de pouvoir restaurer un trône impérial. Sa prudence traditionnelle le conduisit à ne pas prendre d'engagements avant que les troupes de Léopold fussent à son côté et, lorsque pendant l'été de 1688, on le mit au pied du mur, il fit tout ce qu'il put pour amener le renvoi des troupes et protesta contre leurs sévères réquisitions. Une nouvelle avance impériale, couronnée par la prise de Belgrade en septembre 1688, aurait pu pousser enfin Șerban à se déclarer : deux de ses frères et son gendre Bălăceanu furent envoyés à Vienne pour poursuivre les négociations. Mais au début de novembre, il mourut prématurément. On prétendit à l'époque, mais sans preuve, que le parti des boyards favorables aux Habsbourg l'avait empoisonné.

Le fait que Șerban Cantacuzène ait en même temps négocié avec la Russie dont la puissance croissait montre bien le double jeu que tous ces princes étaient entraînés à mener. L'archimandrite Esaï d'Athos apportait à Moscou des messages à la fois de Șerban et des patriarches grec et serbe, suppliant la Russie de libérer ses parents chrétiens du joug des Turcs, de l'empereur, de Venise et de

l'Église Romaine. Ces ambitieuses négociations se terminèrent par l'assurance fantastique qu'une armée russe sur le Danube serait accueillie par 300.000 Serbes et Bulgares en révolte. A son retour de Russie — avec la réponse encore plus fantastique que le hospodar devrait d'abord se joindre aux Russes sur le Dnieper pour écraser les Tatares, et qu'alors l'heure de la libération serait proche — Esaï fut arrêté en Transylvanie par le général Heissler, et les preuves de son double jeu furent rendues publiques (1).

Ce fut à ce moment que les négociations de paix débutèrent. Alexandre Mavrocordato et Zulficar Effendi, envoyés en mission à Vienne, avaient attendu trois mois qu'il plût à Léopold de les recevoir. Les pourparlers échouèrent ; leur intérêt réside en ce que l'une des principales conditions posées par les Impériaux — sérieusement ou non, on l'ignore — fut la cession de la Valachie et de la Moldavie, comme fiefs primitifs de la couronne hongroise. Cette prétention fut une source immédiate de désaccord entre Léopold et la Pologne, qui exigeait, pour continuer la guerre, une reconnaissance écrite de sa revendication de la Moldavie. En février 1691, les Polonais allèrent plus loin et réclamèrent, comme part du butin turc, les deux Principautés, avec le Danube pour frontière. Léopold répondit évasivement que la Moldavie avait toujours fait partie de la Hongrie et qu'il devait consulter les États Hongrois — ce que naturellement, il ne fit jamais (2).

CONSTANTIN BRÂNCOVEANU

Șerban Cantacuzène eut pour successeur son neveu Constantin Brâncoveanu, qui sut allier l'influence Phanariote de ses parents avec le prestige toujours attaché au sang de l'ancienne dynastie Basarab d'où descendait sa mère (3). Il avait encore l'avantage de posséder une énorme fortune personnelle et des dons étonnants de

(1) Voir Zinkeisen, *Gesch des osman. Reiches*, V, p. 147 et Uebersberger, *Russlands Orientpolitik*, p. 45.
(2) Hurmuzaki, *Fragmente*, III, p. 337-352.
(3) La mère de Șerban était une sœur de Constantin Basarab, (1654-58 en Valachie et 1659-61 en Moldavie) dont le père Radu Șerban (Valachie 1602-10) était, par sa mère, un arrière-petit-fils de Basarab Neagoe, fondateur de Argeș (1512-21). Neagoe était le quatrième de la branche mâle de Mircea l'Ancien (1386-1418) et le huitième du premier Basarab (Circa 1330-52). Constantin Brâncoveanu était le fils de la sœur de Șerban, Stanca.

finesse diplomatique et de dissimulation. Qu'il ait réussi à se maintenir vingt-six ans sur le trône, pendant des guerres et des soulèvements constants, constitue déjà un bel exploit. Sa politique oscillait perpétuellement, mais prudemment, entre la Sublime Porte, l'Empire, la Pologne et la Russie, que nous voyons maintenant passer rapidement au premier plan.

Brâncoveanu dut le trône au parti turcophile et anti-autrichien. Il avait pris soin de renforcer sa candidature par des présents au grand vizir et à la horde de fonctionnaires qui l'entourait. Sa loyauté devait bientôt être mise à l'épreuve, car, en avril, Michel Apafi mourut, et les Turcs, avec l'approbation de la France, tentèrent de placer Emerich Thököli sur le trône de Transylvanie et demandèrent l'aide de la Valachie. Brâncoveanu, bien que prévenu que Tököli avait des desseins personnels sur la Valachie et bien qu'il fût détesté par les protecteurs français de Tököli, n'en consentit pas moins à faire une campagne, et, traversant les Carpathes, battit et fit prisonnier le général Heissler à la bataille de Zerneşti (21 août 1690). Cette attitude devait consommer, semble-t-il, sa rupture avec Vienne : cependant un an seulement plus tard, il écrivit une lettre à Léopold — dont le texte a malheureusement disparu — expliquant toute sa conduite en apparence hostile. Comme la future neutralité de la Valachie était une question de grande importance stratégique, ses avances ne furent pas repoussées par la cour d'Autriche. Mais continuant sa politique d'équilibre, Constantin envoya deux de ses boyards les plus fidèles à Constantinople pour y distribuer de judicieux présents et dissiper ainsi de fâcheuses suspicions. Son attitude neutre contribua à la consolidation de la Transylvanie sous la domination directe des Habsbourg, après la mort d'Apafi et le bref incident de Zerneşti. Vienne avait cette politique à cœur : la Cour partageait l'opinion de Veterani qui affirmait que la Transylvanie était « le gouvernail de toute la machine » (1).

La cause chrétienne languissait et subissait des revers. La prise de Belgrade en 1688 avait été suivie, un an plus tard, d'une brillante campagne de Louis de Bade, au cœur même de la Serbie. Mais en août 1690, Niš dut être de nouveau abandonnée, et, en octobre, Belgrade même fut reconquise par le grand

(1) *Timone di tutta la macchina*, décembre 1691. Hurmuzaki, *Documente*, III, p. 366.

vizir. Le patriarche serbe et trente mille au moins de ses compatriotes qui avaient répondu au manifeste de Léopold, lancé aux chrétiens des Balkans, furent obligés de se retirer en Hongrie avec les armées. Ils s'installèrent en Syrmie et dans la plaine opulente de la Băcka. L'année suivante, l'attaque turque subit un échec, Louis de Bade renversa et tua le grand vizir Mustafa Küprüli à la bataille de Szalánkemen (17 août 1691) et prit la forteresse stratégique de Grosswardein en juin 1692. Mais le cours de la guerre sur deux fronts — car il ne faut pas oublier que l'empereur était de nouveau cette fois l'allié de l'Angleterre et de la Hollande dans la lutte contre Louis XIV — épuisait les réserves à la fois d'hommes et d'argent de l'Empire, tandis que les grands généraux de la première époque étaient remplacés par des personnalités médiocres telles que Croy, Auguste de Saxe et Caprara. En 1693, une nouvelle attaque sur Belgrade échoua définitivement. En 1694, les Impériaux restèrent sur la défensive. En 1695, une nouvelle offensive turque fut lancée pour reprendre la Transylvanie, mais bien que ce projet n'aboutît pas, le général Veterani fut vaincu, tué à Lugos, et les troupes turques avancèrent de nouveau vers le nord. En 1696, les visées de l'électeur de Saxe sur Temesvár échouèrent, et le général Heissler fut tué lors d'une bataille indécise sur la Bega. La Pologne, entre temps, était devenue une alliée peu sûre ; Sobieski, justement offensé par la froide ingratitude de Léopold et influencé par de nombreux liens politiques et personnels avec la France, jouait un jeu solitaire à l'est, et, après sa mort en 1696, les forces polonaises d'offensive déclinèrent rapidement.

Dans ces circonstances, la situation de Constantin Brâncoveanu était extrêmement précaire. Il devait occuper l'empereur et empêcher la Valachie de devenir un centre d'opérations, et en même temps, il lui fallait se soumettre aux réquisitions turques et justifier devant la Porte ses négociations avec Vienne, qu'il ne pouvait espérer dissimuler. Comme toujours, la corruption joua un grand rôle dans sa tactique. En 1693, il se trouvait dans un péril extrême, car les Turcs se préparaient à lancer leur prochaine attaque au nord, à travers les défilés valaques, et leur allié le Khan Tatar mettrait sans doute à sac les terres roumaines, avant même d'arriver sur le territoire ennemi. Heureusement, la nouvelle menace impériale sur Belgrade contraignit les

Turcs à renoncer à leur avance en Valachie. Emerich Tököli — qui était toujours le plus dangereux ennemi de Constantin, justement parce qu'il était dans le même camp — tomba enfin en disgrâce chez les Turcs, ce qui affecta l'attitude de la France envers la Valachie. Presque en même temps, un autre ennemi, Constantin Cantemir, mourut, et fut remplacé pendant quelque temps sur le trône de Moldavie par le propre gendre de Brâncoveanu, Constantin Duca. De plus, Brâncoveanu forma une entente étroite et cordiale avec le grand dragoman, Alexandre Mavrocordato, dont l'influence atteignait alors à son apogée à la Porte. Cette entente fut scellée, un peu plus tard, par un mariage entre une fille du hospodar et un fils de l'Exaporite.

C'est alors que le sultan lui-même traversa l'ouest de la Valachie après avoir défait Veterani à Lugoş. Brâncoveanu, tremblant que sa correspondance secrète avec le général impérialiste destitué ne parvînt à la connaissance des Turcs, jugea bon de se présenter au sultan à Vidin, et d'accepter l'inévitable humiliation de tenir la bride du cheval de son suzerain et de se prosterner sur son passage. Il tenta de justifier à Vienne cet acte de soumission, en rachetant, de ses propres deniers, un grand nombre de prisonniers allemands. Cependant, pour habile et retors qu'il fût, il ne put empêcher la Valachie d'être saignée à blanc par les deux clans rivaux. Tout au plus pouvait-il prétendre avoir assuré à la Valachie une continuité politique, et une immunité relative d'invasion dont la Moldavie ne jouissait pas à la même époque.

La Moldavie, en effet, nous expose le revers de la médaille qui immortalise la délivrance de Vienne par Sobieski, car dès lors, et pour de nombreuses années, la malheureuse province fut la proie de l'ambition égoïste de la Pologne et le champ d'incursions constantes. Plusieurs de ses indignes prétendants au trône furent soutenus par les Polonais, les Russes, les Cosaques et les Tatares. Pour quelque temps, les Polonais prirent possession des régions situées au nord-ouest de la Moldavie, y compris Suceava, Cernauţi et Soroca. L'autorité centrale de ce qui subsistait de la province était faible et presque inexistante.

Un autre changement décisif eut lieu dans la situation générale pendant l'année 1697. L'électeur de Saxe, mauvais général, devint alors candidat au trône de Pologne et, avec l'appui de Léopold, reçut la succession de Sobieski. Son commandement fut

confié au jeune prince Eugène de Saxe, dont le génie et l'énergie transformèrent immédiatement la situation. Sa victoire à la bataille de Zenta (11 septembre 1697), au cours de laquelle le grand vizir et de nombreux notables Turcs périrent, décida du sort de la Hongrie. Cette victoire, et la certitude que la paix de Ryswick mettrait l'empereur à l'abri de tout danger du côté de la France et lui permettrait de concentrer toutes ses forces sur le front du Danube, assurèrent l'autorité du parti pacifiste en Turquie. La Porte se voyait devant l'alternative d'une nouvelle guerre en Hongrie, dans laquelle elle risquerait la perte probable de Belgrade et de Temesvár, clefs de la Serbie et de la Valachie, ou d'une concentration contre la Russie, afin de prévenir la perte imminente de la Crimée au profit de cette puissance montante. Le bon sens prévalut, et Alexandre Mavrocordato fut chargé de la tâche délicate de faire des ouvertures de paix à l'empereur Léopold, d'abord, par l'entremise de lord Paget et de Guillaume III, puis enfin directement. Il y eut de longs retards, dus au désaccord qui séparait les membres de la Sainte Ligue. Le tsar Pierre, se rendant en toute hâte à Vienne, essaya de retarder encore les discussions, sous prétexte que l'empereur se montrait bien trop modéré dans ses exigences. La Russie, en effet, avait tout intérêt à ajourner une décision, car la seconde campagne de Pierre en 1698 avait eu pour résultat la capitulation d'Azov, et le tsar faisait construire des navires à Voronezh, espérant étendre ses conquêtes sur la côte de la Mer Noire.

LA PAIX DE KARLOWITZ

En juillet 1698, enfin, les véritables négociations de la paix s'ouvrirent à Karlowitz, petit village danubien près de Peterwardein, assigné comme lieu de résidence au patriarche serbe Arsenius, par l'empereur Léopold. Dès le début, les deux négociateurs principaux furent lord Paget, patient médiateur entre les puissances chrétiennes, et Mavrocordato, souple avocat des revendications de la Turquie, consciente d'avoir été réduite à la défensive. On a souvent prétendu que le facteur décisif de la paix fut une gratification de 100.000 ducats donnée à Mavrocordato; aucune preuve ne peut en être fournie; mais il paraît probable que celui-ci se

fit payer largement en cadeaux, selon la coutume turque (1). Il ne peut cependant être raisonnablement considéré comme un traître à la cause turque (2) car s'il n'avait pas insisté avec autant d'entêtement sur le principe de *uti possidetis* comme base même de la paix, la position de la Turquie eût été encore plus mauvaise. Indiquons en passant que ce fut lui qui, à une époque où la préséance et l'étiquette avaient pris une importance excessive dans les rapports entre États, inventa l'expédient ingénieux d'un pavillon circulaire, dans lequel tous les plénipotentiaires entraient simultanément par une porte séparée et occupaient leur place autour d'une grande table ronde où personne ne pouvait se prévaloir d'occuper un rang supérieur à celui de son voisin.

La paix de Karlowitz, signée le 26 janvier 1699, ouvre une ère nouvelle dans l'histoire du proche Orient. Les Habsbourg gardaient toute la Hongrie, sauf le Banat de Temesvár, toute la Croatie-Slovénie jusqu'au fleuve Unna et la Transylvanie tout entière. La Pologne, après avoir revendiqué tout d'abord la frontière danubienne, consentait à l'évacuation de la Moldavie, mais recouvrait la place forte de Kameniec, à laquelle le roi Auguste attachait un si grand prix qu'il la qualifiait de « rempart de la chrétienté » (3). La Porte abandonnait désormais toute prétention sur la Podolie et l'Ukraine. Venise conservait la Morée, l'île de Zante et la région située derrière la côte dalmate. Le chef protestant magyar, Tököli, fut abandonné de tous, et sous une constante surveillance, traîna désormais une existence misérable d'abord à Constantinople, puis

(1) Dans *Documente*, d'Hurmuzaki, on trouve plusieurs documents qui jettent une lueur partielle sur cette question. Le 17 octobre 1698, Mavrocordato écrit au comte Kinsky une lettre débutant ainsi : *ne ulla de me et hac patria fiat mentio*, parce que ceci exciterait une suspicion extrême à la Sublime Porte, et expliquant cette précaution par « l'instabilité, la perfidie, et autres vices cruels et barbares des Turcs » (vol. V, nº 341). On y trouve aussi des lettres d'Alexandre et de Nicolas Mavrocordato, accusant réception de « 1.000 leoni » et de 2.125 thalers, en considération de certaines revendications contre les Transylvains et les citoyens de Debreczen, et une note de lord Paget, en italien, confirmant ce fait (*ibid.*, VI, nºs 4 et 5.) Il y a encore un très long rapport du comte Oettingen, l'ambassadeur impérial, qui avait apporté à Constantinople le « donativ » *(sic)* promis, mais qui en avait suspendu le versement jusqu'à ce que certains différends de frontière fussent réglés. A cet effet, il emploie la phrase « damit den speckh auf die fallen legen sollte ». Il cite de longs entretiens avec Mavrocordato, qui finalement refusa son offre d'argent, prétextant que si ce fait était connu « sie ums ihren kopff khommen wuerden » ; mais le reliquat de la demande de Debreczen fut finalement versé (24 octobre 1700, *ibid.*, VI, nº 6).

(2) A. A. C. Sturdza dans son ouvrage *L'Europe Orientale et le rôle historique des Mavrocordato*, p. 55, défend d'une façon peu convaincante Alexandre contre l'accusation, en affirmant qu'il n'en existe pas de trace dans le « *Calendar of State Papers* ».

(3) Dans une lettre à Léopold Ier, Hurmuzaki, *Documente*, III, p. 427.

en Asie Mineure. Les négociations russo-turques se poursuivirent jusque pendant l'été 1702 lorsque Azov fut, pour la première fois, cédée au tsar. L'effet capital de l'accord fut de révéler au monde que la Turquie était à son déclin, de donner la première place à la maison d'Autriche dans l'héritage éventuel ottoman, et de rapprocher plus que jamais de Vienne les chrétiens des Balkans.

L'influence du traité sur l'évolution des Principautés roumaines fut aussi très grande. Grâce surtout au désaccord entre Vienne et Varsovie leur statut ne fut pas changé. Les revendications de la Pologne sur l'une d'entre elles ou même sur les deux n'existaient plus, et l'Autriche avait été forcée d'ajourner ses desseins sur elles. Mais à la restauration de la domination des Habsbourg en Transylvanie, elles se soumirent de plus en plus aux influences politiques et culturelles de l'Autriche. Elles se trouvaient maintenant les voisines, non plus d'un petit État moins arriéré qu'elles, mais à peine plus puissant et occupant la même position incertaine de vasselage, mais d'une Puissance de toute première grandeur, à l'apogée de sa force militaire réorganisée, et visant entre autres buts de politique étrangère, l'absorption des pays danubiens. Pendant le siècle suivant, on vit apparaître chez les masses roumaines méprisées de Transylvanie, certaines fondations sur lesquelles, nous le verrons, devait s'élever la superstructure de l'unité nationale de la Roumanie.

ENTRE DEUX EMPIRES

La paix de Karlowitz fut suivie d'une accalmie, mais la situation de Constantin Brâncoveanu devint encore plus précaire. Il perdit la faveur du grand dragoman et éprouva des difficultés croissantes à apaiser la rapacité des hauts dignitaires de la Porte, et, en les achetant, à déjouer les intrigues formées contre son règne. En 1703, il se rendit à Constantinople, et moyennant le paiement d'un tribut plus fort obtint la promesse de garder le pouvoir pendant toute sa vie: mais ses ressources personnelles étaient épuisées et il fut obligé d'avoir recours à une augmentation d'impôts. Il éprouva une extrême difficulté à se tenir à l'écart des complications de la révolte de Rákóczy en Hongrie, et attira ainsi sur lui le mécontentement des Français, pour qui le frondeur magyar,

— comme Thököli avant lui — offrait un instrument commode dans le grand jeu européen qui se déroulait entre les Bourbon et les Habsbourg. Il continua, cependant, à conserver des relations avec Vienne, comprenant parfaitement qu'il jouait avec le feu, mais sachant également que les Turcs comptaient sur lui comme sur un intermédiaire utile.

Brâncoveanu suivit une voie naturelle et inévitable lorsque dans la seconde partie de son règne, il se tourna de plus en plus vers la Russie. Tandis que la guerre de Succession d'Espagne absorbait les puissances occidentales et maritimes, tandis que la Turquie se guérissait de ses blessures, l'Europe du Nord assistait à la lutte entre la Pologne, la Russie et la Suède, dans laquelle la première puissance, déjà déchue de sa grandeur sous Sobieski, devenait un sujet de rivalité entre Pierre le Grand et Charles XII. La guerre du Nord atteignit son point culminant à la grande victoire de Pierre à Poltava (27 juin 1709) et à la fuite vers la Moldavie du roi de Suède et de son allié cosaque Mazeppa. Pendant cinq années, Charles établit son quartier général à Bender, dans un bizarre amas de tentes et de baraques improvisées surnommé Carlopolis. Il s'attacha à exciter la Turquie contre la Russie. Son agent polonais Poniatowski déjoua son rival russe plus grossier, Tolstoï, qui n'hésita pas à employer le poison là où la concussion habituelle avait échoué. Pendant l'hiver de 1710, grâce, en grande partie, aux intrigues de Charles, le sultan fut poussé à déclarer la guerre au tsar. Pierre releva le défi avec trop de confiance, et un de ses premiers gestes fut de publier un manifeste contre la perfidie des Turcs et leur mépris des traités, et de lancer un appel aux « Grecs, Valaques, Bulgares et Serbes gémissant sous le joug des barbares ». Cette déclaration fut rendue solennellement publique lors d'un grand service dans la cathédrale de Moscou, au cours duquel la garde impériale reçut de nouveaux drapeaux et une croix portant la légende *In hoc signo vinces*. A cette époque, et longtemps après, cette cérémonie, ainsi que le « Testament » légendaire de Pierre, furent considérés comme la preuve du désir ambitieux qu'avait le tsar de reconstituer l'empire byzantin sous la dynastie des Romanov.

Immédiatement après Poltava, Brâncoveanu avait envoyé un ambassadeur au tsar, pour lui transmettre non seulement des félicitations pour sa victoire, mais un appel au secours des chrétiens : ce qui affermit, sans aucun doute, Pierre dans la conviction qu'on

lui prêterait une aide active. Ces négociations eurent lieu dans une atmosphère d'intrigues et de dénonciations : car les princes successifs de Moldavie tentaient également de se rapprocher de la Russie. Pour ne donner que quelques exemples, Michel Rakovița, primitivement l'un des candidats de Brâncoveanu, fut dénoncé à la Porte par ce dernier, qui voulait déguiser sa propre conduite, et plus tard, malgré ses tendances russophiles, le même Rakovița se fit l'instrument de la Porte pour se venger de Brâncoveanu. Demeter Cantemir, que les Turcs avaient délibérément placé sur le trône de Moldavie pour jouer leur jeu contre Brâncoveanu, pénétra aussi vite qu'aucun de ses prédécesseurs dans la voie des trahisons avec la Russie. Il avait reçu de la Sublime Porte l'ordre d'avoir à se saisir de Constantin ; ses relations familiales (sa femme était la fille de Șerban Cantacuzène, donc cousine de Constantin Brâncoveanu) devaient faciliter la chose ; mais, lorsqu'il fut sur le trône, il ne trouva aucun motif pour s'emparer de son rival. Les deux princes intrigants découvrirent bientôt qu'ils négociaient secrètement l'un et l'autre avec le tsar, et se rapprochèrent l'un de l'autre. Cantemir, il faut l'ajouter, était plus qu'un simple acrobate politique : c'était un homme d'érudition et en même temps de flair, qui ayant longuement étudié les origines de l'État ottoman était convaincu que la Turquie touchait à sa fin, que la Russie était la puissance d'avenir, que la guerre devenait inévitable et que la Moldavie y étant inexorablement entraînée, il s'ensuivait qu'il devait s'allier au plus fort.

Le caractère différent des deux hommes se manifesta lorsque Pierre pénétra dans Jassy avec son armée en juillet 1711. Cantemir' défiant les ordres renouvelés du grand vizir de se saisir de Brâncoveanu, fit appel aux troupes russes et lança une proclamation publique contre les Turcs : il avait déjà signé une convention secrète (13 avril) par laquelle le tsar garantissait à la Moldavie l'indépendance, à Cantemir lui-même le trône héréditaire, et une pension et des terres s'il lui fallait jamais s'exiler. Brâncoveanu de son côté, qui avait fait des promesses presque identiques au tsar, et de qui dépendait le ravitaillement de l'armée russe, fit savoir qu'il était désireux de ne pas faillir à sa parole, mais qu'il ne pourrait bouger tant que les troupes turques et tatares seraient près de lui. Presque simultanément, il envoya au grand vizir une forte

contribution en espèces, lui promettant de nouveaux versements (1).

Cette attitude eut les conséquences les plus graves. Pierre avait avancé trop rapidement, et se trouva soudain sans les vivres et munitions nécessaires, surpassé en nombre par les Turcs dans la proportion de cinq contre un. Une sérieuse défaite à Stanileşti sur le Pruth, le 11 juillet, lui prouva qu'il était cerné. La capitulation sembla d'abord inévitable, et la position difficile dans laquelle se trouva le tsar nous est révélée par ses ordres à l'ambassadeur qu'il avait envoyé entamer des négociations. Il était même prêt à abandonner la Livonie et presque tout, sauf le territoire entourant sa nouvelle capitale de Pétersbourg. Par bonheur pour la Russie, son envoyé Shafirov put distribuer d'importants bakschiches au grand vizir et à ses officiers supérieurs, et, en consentant à la restitution d'Azov, à la démolition des nouvelles citadelles élevées contre les Tatars, en renonçant à se mêler aux affaires de Pologne, il put obtenir un traité de paix qui permit au tsar et à son armée de se retirer en hâte au delà du Pruth et d'abandonner la Moldavie à son sort (12 juillet 1711). Ainsi se termina la seconde avance territoriale de la Russie contre la Turquie, par une défaite dont les conséquences devaient durer pendant deux générations.

Plusieurs membres de la famille Cantacuzène, y compris le commandant de la cavalerie valaque, étaient déjà passés dans les rangs russes : Demeter Cantemir, et vingt-six de ses premiers boyards, ne purent que suivre leur exemple. Cantemir qui s'échappa enveloppé de couvertures dans la barouche de l'impératrice, ne revint jamais d'exil. Il joua un certain rôle dans la société russe, contribua largement à la fondation de l'Académie des Sciences de Saint-Pétersbourg (2) et jouit d'une haute réputation dans le monde intellectuel de son époque, ayant été élu à l'Académie de Prusse et étant en contact avec les savants étrangers. Comme

(1) Cantemir lui-même s'exprime franchement à ce sujet. Dans son *History of the Othman Empire* (p. 451-452), il écrit que le sultan « l'envoya en Moldavie, avec l'ordre de se saisir de Brâncoveanu sous un prétexte d'amitié, d'alliance ou de tout autre mobile, qu'il lui semblerait bon, et de l'envoyer mort ou vivant à Constantinople », puis de prendre possession de la Valachie. A son arrivée cependant, il reçut des ordres inacceptables, et d'intolérables fardeaux lui furent imposés. « Aussi Cantemir, comprenant le peu de loyauté que l'on pouvait attendre des infidèles, renia l'attachement qu'il portait à la cause turque et, jugeant préférable de souffrir avec le Christ plutôt que d'attendre les trésors décevants de l'Egypte, envoya un messager fidèle au tsar pour lui offrir sa personne et sa Principauté. »

(2) On a prétendu inexactement qu'il était membre de l'Académie, mais il mourut en 1723, avant qu'elle fût réellement constituée.

historien il mérite de survivre. Son *Histoire latine des Turcs* fut le premier ouvrage sérieux sur ce sujet, écrit dans une langue européenne, et sa *Description de la Moldavie* est une source unique d'informations sur son pays natal à la veille de la domination Phanariote. Sa *Chronique roumaine*, ses *Essais sur le règne de Brâncoveanu* sont peut-être remplis de détails inexacts et de conclusions partiales, mais ils sont construits sur une documentation solide et sur beaucoup de points ils témoignent d'un esprit critique fort en avance sur son temps. Leur principal intérêt résidera toujours dans le fait que, pour la première fois, on y trouve exposée la théorie qui attribue aux habitants de la Moldavie, de la Valachie et même de Transylvanie, un pur sang romain et la propriété des terres daces depuis l'époque de Trajan. Non content d'insister sur l'unité de la race moderne et sur sa descendance ininterrompue, Cantemir soutient, avec autant d'énergie que les pamphlétaires nationalistes de la fin du XIXe siècle, l'impossible théorie que rien ne subsiste de l'ancien sang dace, que les colons de Trajan étaient tous des Romains authentiques, alors que, nous le savons aujourd'hui, ils venaient de toutes les provinces et de toutes les races de l'Empire. Nous sommes à l'aube d'un réveil de la conscience nationale, du patriotisme au sens moderne du mot, et de l'extravagance qu'il engendre partout.

LA VENGEANCE TURQUE

Le fugitif Cantemir fut remplacé sur le trône de Moldavie par Nicolas Mavrocordato, qui avait déjà régné de 1709 à 1710. C'est à dater de son règne que l'on fait généralement commencer l'ère Phanariote. Le nouveau prince était le fils du fameux dragoman et par sa mère pouvait prétendre descendre d'Étienne le Grand, au même titre que son ennemi Brâncoveanu pouvait remonter jusqu'aux princes Basarab. Comme son père, il possédait une haute culture, avait été élevé en Italie, parlait et écrivait les langues de l'Occident aussi bien que le turc, l'arabe et le persan, jouissait d'une grande expérience diplomatique et d'une très grosse fortune personnelle, clef de la plupart des portes turques. Il jouait sincèrement la carte turque, et en Moldavie sa politique poursuivit le double but de renforcer l'élément grec et de réprimer la puissance des boyards, même par les moyens les plus violents. Mais, il n'y

était pas poussé par des sympathies grecques, étant très fier de sa descendance roumaine. Il agissait par ambition de famille ; il était, de plus profondément convaincu que les intérêts roumains étaient liés à ceux de la Porte. Il convoita bientôt le trône plus important de la Valachie, et fut soutenu par l'ambassade de France — constamment hostile à Brâncoveanu — par Charles XII et son habile agent Poniatowski et par les exilés magyars influents autour de François Rákóczy. De plus, Brâncoveanu, compromis par la saisie d'une correspondance simultanée avec Vienne et Moscou, eut la malchance de se quereller avec tous ses parents Cantacuzène ; ainsi le cercle de ses ennemis fut-il presque parfait. Son premier protégé, Michel Rakoviţa, s'offrit à jouer le rôle de Judas : il eut la tâche de livrer l'hospodar vivant à la Sublime Porte.

Le 4 avril 1714, un émissaire turc, Aga Mustafa arriva à Bucarest, avec un petit détachement de troupes et les ordres écrits du sultan, et, se rendant au palais, jeta un mouchoir noir sur l'épaule de Brâncoveanu en le déclarant « Mazil » (destitué). Le prince appela désespérément à l'aide par les fenêtres du palais, mais aucun de ses gardes ni de ses boyards n'osa lever le petit doigt pour le sauver (1).

Deux jours plus tard, sa famille et lui furent envoyés par route à Constantinople ; la population entière suivait sa voiture avec de sincères mais impuissantes lamentations. A son arrivée, le vieillard fut jeté dans la prison des Sept Tours et torturé en présence de ses enfants. On lui proposa de se sauver en payant un dédit de 10 millions de piastres, mais comme cette somme fantastique dépassait de beaucoup ses ressources, il fut exécuté, avec ses deux fils et son gendre, en présence du sultan lui-même, devant un kiosque d'été sur le Bosphore. Un voyageur français a laissé un récit émouvant de cette exécution. Le plus jeune fils de Brâncoveanu, âgé de seize ans, terrifié par le sort de ses parents, offrit d'embrasser l'islamisme pour avoir la vie sauve ; « sur quoi son père, le reprenant et l'exhortant à mourir mille fois, plutôt que de renier Jésus-Christ pour vivre quelques années de plus sur la terre, il dit au bourreau : « Je veux mourir chrétien ; frappe ! » et aussitôt celui-ci lui trancha la tête, comme aux autres. Enfin il décapita le père. Après quoi les corps furent jetés dans la mer et les têtes por-

(1) Cf. Kogălniceanu, *Hist. de la Valachie et de la Moldavie* (1839), p. 365-66.

tées et exposées devant la grande porte du sérail ou elles restèrent pendant trois jours » (1).

Ainsi se termina par un désastre qu'il était aisé de prévoir le plus long règne de deux siècles d'histoire roumaine. Constantin Brâncoveanu avait toujours essayé d'être du côté du plus fort, d'osciller entre des forces rivales, de s'assurer contre tout accident ; mais son manque de principes et de force morale, le laissa finalement sans amis. Le Professeur Xénopol a fort bien résumé l'évolution historique dont sa mort marque le terme. « Étienne le Grand, Michel le Brave, Constantin Brâncoveanu, marquent chacun, à un siècle d'intervalle, trois étapes parcourues par le peuple roumain. Il descend graduellement de la liberté à l'esclavage, du courage du lion à la ruse du renard, et de la vie honorable à la vie abjecte (2). »

(1) La Mottraye, *Voyage en Europe et en Asie* (1717), II, p. 212.
(2) *Hist. des Roumains*, II, p. 135.

Chapitre IV

LA TRANSYLVANIE SOUS LE RÈGNE DES PRINCES AUTOCHTONES

Quamvis valachia natio in regno inter Status reputata non sit, nihilominus tamen donec propter emolumentum regni tolerabuntur.
Approbatæ Constitutiones de Transylvanie
Pars. I, Tit. VIII, Art. I (1540).

Nous avons déjà vu que, dès les temps les plus reculés, la Transylvanie avait réussi à se créer une vie autonome, sous le règne de trois groupes privilégiés : les Magyars, les Székels et les Saxons. Au XIVe siècle, bien qu'elle fît encore partie du royaume hongrois, elle tendit de plus en plus à traiter les affaires locales dans sa propre Diète — institution intermédiaire entre le Parlement Central (auquel ses délégués continuaient à se rendre) et ces assemblées de comitats qui formèrent toujours le centre de la vie politique hongroise et les assemblées nationales qui les remplaçaient chez les Székels et les Saxons. Cette Diète, ou *Congregatio Generalis*, portait le titre de *Universitas Nobilium* (c'est-à-dire des Magyars), Seculorum, Saxonum. Les documents du temps, bien que fragmentaires, relatent au moins dix de ses sessions de 1322 à 1526 (1). Les bases de représentation différaient pour chacun des trois groupes, les deux derniers envoyant des délégués de leur assemblée élue, à laquelle primitivement tous les nobles étaient censés assister.

La date de 1526 marque dans l'histoire de la Hongrie. C'est la date de la fatale bataille de Mohács qui amena la conquête par les Turcs de la Hongrie Centrale, l'indépendance de la Transylvanie

(1) 1322, 1363, 1377, 1461, 1463, 1467, 1470, 1498, 1524, 1526. Kemény, *Arpadia*, III, p. 25, Bedeus v. Scharberg, *Die Verfassung Siebenbürgens*, p. 26.

et des Principautés indigènes et l'occupation par la maison de Habsbourg de territoires à l'Est et au nord de la Hongrie. Mais les manuels n'insistent pas assez sur deux autres événements, qui, au cours du siècle précédant la bataille, expliquent le développement ultérieur de la Hongrie, le problème transylvain sous son aspect moderne et les relations magyares et roumaines : l'Union fraternelle de 1437 et le grand soulèvement paysan de 1514.

Les Roumains constituaient déjà à cette époque un élément très important en Transylvanie que le roi Sigismond, dans une lettre au Pape, en 1412, décrit comme un pays « de races et de langues mêlées » *(promiscuarum gentium et linguarum)*. Nous savons qu'ils vivaient sur un pied d'égalité avec les autres races par un document de 1291 qui nous apprend qu'André III délibérait « avec tous nos nobles Saxons, Szekels et Roumains dans les terres transylvaines » (1) et, par un autre document postérieur d'un siècle qui comporte une référence à l'*Universis nobilibus tam Ungaris quam Vlachis*, terme indiquant incidemment l'origine composite de la noblesse hongroise (2).

Vers le xve siècle, tout concourt à un renforcement féodal de la classe foncière aux dépens des masses. Les intérêts de classe à cette époque, étaient beaucoup plus forts que les instincts de race, et la classe des boyards roumains se confondit peu à peu avec la noblesse hongroise dans une commune usurpation des droits des fermiers et des paysans. Cette communauté d'intérêts est illustrée par Jean Hunyady, qui, ainsi que nous l'avons vu, était Roumain de naissance, noble hongrois de rang et catholique de religion.

En 1437 un formidable soulèvement paysan eut lieu en Transylvanie, au cours duquel les Magyars et les Roumains firent cause commune contre leurs seigneurs, et qui ne fut réprimé qu'avec la plus grande difficulté. Une « Union fraternelle » fut alors conclue à Kápolna entre les trois nations — Magyars, Székels et Saxons. Tremblant encore devant le danger, les seigneurs jurèrent fidélité à la Sainte Couronne, et s'engagèrent à se prêter assistance, non seulement contre les Turcs, mais contre ces « mauvais paysans » *(nefandissimi rustici)*. Une avance de 5 kilomètres par jour fut spécialement prescrite aux troupes de relève et toute infraction à

(1) « Cum Universis Nobilibus Saxonibus Siculis et Olachis in partibus Transilvaniæ », Teutsch et Firnhaber, *Urkundenbuch zur Gesch. Siebenbürgens*, p. 167.
(2) Kemény, *op. cit.*, V, 173.

cet ordre fut passible de mort. Dans un document de 1458 resserrant encore plus étroitement l'union on trouve ces mots significatifs : *Regnum hoc totum Transilvaniense* (1). Même sous le règne du roi Matthias, et plus encore sous celui de ses faibles successeurs, la Transylvanie parvint à se créer une situation autonome.

La Constitution était fondée sur une base oligarchique qu'elle ne devait plus quitter. Les trois nations privilégiées se défendent contre tous les autres prétendants. Elles forment les trois nations « unies » ou « reconnues » *(nationes unitæ* ou *receptæ)*. Les autres peuples, y compris les Roumains, ne sont que tolérés (2). Benkö, l'écrivain magyar le plus éminent de Transylvanie au XVIII[e] siècle, dit, en parlant d'eux, « ceux qui ne jouissent pas du droit de citoyen, ni de l'accès aux honneurs publics et politiques de la principauté, mais qui ne sont que tolérés par grâce (3) ».

Il faut nous garder de voir dans les annales du Moyen âge finissant les querelles de races d'aujourd'hui, mais il est remarquable qu'une loi promulguée en 1463 stipule que les serfs laissés à l'arrière pour défendre le pays pendant les opérations militaires contre les Turcs doivent être *de pur sang magyar* (4). Il est donc prouvé que la double barrière du sang et du privilège social existait déjà. Quelle qu'ait pu être la situation à l'époque primitive, il est certain que dès le début de la nouvelle ère de colonisation — c'est-à-dire dès la première moitié du XI[e] siècle — la masse de la population en Transylvanie a été constituée par des Roumains asservis par des maîtres de race et de religion étrangères, usant impitoyablement du pouvoir que leur avait conféré la tenure féodale des biens fonciers et leur classe sociale.

Le roi Matthias, si grande qu'ait été son autorité sur tous les groupements de la nation, Serbes, Bulgares, Roumains et Magyars ne put arrêter la puissance croissante des nobles et de l'Église et l'usurpation des droits de la classe moyenne qui en résulta. Le

(1) Timon, *Ungarische Verfassungs-und Rechtsgeschichte*, p. 729. Dans un document de 1437, on trouve la phrase « Universitas Hungarorum et Valachorum huius principatus Transylvanie », Teleki, X, p. 2.

(2) La liste complète projette une lueur intéressante sur la stratification raciale — « Valachi, Armeni, Graeci, Judaei, Moravi, Poloni, Russi, Bulgari, Servii, Sclavi et Zingari ».

(3) Benkö, *Transilvania* I, p. 472. Une phrase plus explicite de Benkö prouve qu'ils étaient considérés comme utiles, et même indispensables « *nec cavere Valachis sine irreparabili damno* nobiles Transilvani possent : eorum siquidem servitiis jobbagionalibus utantur potissimum ». *Ibid.*

(4) Jorga, *Les Roumains de Transylvanie*, I, p. 137, Hurmuzaki, *Fragmente* I, p. 147.

changement qui survint après sa mort en 1490 est exprimé tragiquement par le proverbe populaire : « Le roi Matthias est mort, et avec lui a disparu toute justice. » Sous le règne des rois Jagiellon, le royaume de Hongrie perdit rapidement toute puissance et tout prestige ; il ne put conserver ses forces, ses revenus diminuèrent et faillirent presque se tarir tout à fait. Les abus de la noblesse, qui amenèrent souvent la guerre civile, conduisirent la Hongrie au bord de l'abîme, bien avant la crise finale de l'invasion étrangère. La situation intérieure du pays était connue des Turcs et elle contribua à aiguiser leur appétit.

En 1514, cette situation intérieure provoqua un nouveau soulèvement paysan, surtout parmi la population magyare. Le renforcement du système féodal qui suivit la répression fut, ainsi qu'il a déjà été démontré, une des causes principales de la moindre résistance de la Hongrie à la furieuse attaque turque.

La bataille de Mohács amena un partage de la Hongrie qui devait durer 160 ans. Les Turcs envahirent les vastes plaines de la Hongrie centrale, et, en 1541, la forteresse de Buda devint le bastion avancé de l'Islam en Europe, « le pivot de la guerre Sainte », la dixième d'entre les villes de l'Empire ottoman. Les territoires restés libres furent revendiqués par des prétendants rivaux au trône. Chacune des deux factions dominantes s'appropriait à tour de rôle les *regalia* et faisait couronner son candidat. Pendant douze ans, sous la menace annuelle de l'invasion turque, Jean Zápolya et Ferdinand de Habsbourg continuèrent la guerre civile. Le dernier représentait de plus en plus la défense chrétienne ; aussi, Zápolya, l'année même du siège de Vienne par Soliman le Magnifique, dut-il lui rendre personnellement hommage, près des champs de Mohács, jurant de le secourir dans la mesure de ses biens temporels, même si trois ou quatre moslems seulement lui restaient.

En 1538, ils signèrent un traité par lequel chacun restait en possession de ce qu'il détenait effectivement. Zápolya conserva la Transylvanie augmentée de quelques provinces (y compris Debreczen et Kaschau) tandis que Ferdinand de Habsbourg garda le reste de la Slovaquie, les régions à l'ouest et au nord du lac Balaton, et la plus grande partie de la Croatie. Zápolya conservait le titre royal, mais seulement à vie. C'est de ce traité qu'on fait dater avec raison l'existence indépendante de la Transylvanie en tant qu'État. Zápolya n'avait pas l'intention de tenir sa parole — nous le savons

parce qu'il épousa presque tout de suite la fille du roi polonais et qu'il resserra ses liens avec le sultan. Il mourut en 1540, quelques mois seulement après la naissance de son fils Jean Sigismond. Soliman reconnut tout de suite l'enfant comme roi et redoubla d'efforts contre Ferdinand, réduisant à sa merci d'autres forteresses au nord et organisant ses conquêtes en vilayets réguliers sous le contrôle unique du pacha de Buda. L'abandon de la Transylvanie au faible gouvernement d'une femme et d'un enfant en bas âge servait admirablement ses desseins. Une longue lutte, ayant pour objet la possession du pays, eut lieu entre Ferdinand et Isabelle. Cette lutte se concentra autour d'un personnage romantique mais douteux, le cardinal Martinuzzi (en réalité un moine croate nommé Utješinovîć, mais connu généralement dans l'histoire sous le nom de « Frère Georges »). Finalement les Turcs se retournèrent contre les Habsbourg. Le sultan lui-même, pendant une de ses nombreuses campagnes en Hongrie, ordonna aux États de prêter de nouveau un serment de fidélité à Jean Sigismond (1555).

Désormais, sauf deux courtes interruptions, la Transylvanie sera gouvernée par des princes autochtones jusqu'à la dernière décade du XVII[e] siècle. Sa position est presque unique : car elle est soumise alors à deux serments d'obéissance parallèles. La Hongrie habsbourgeoise, avec l'aide des Impériaux, dut tenir les Turcs en échec et en même temps défendre la constitution à Vienne contre une cour étrangère gagnée aux idées allemandes et espagnoles ; et comme la Réforme se développait, elle dut défendre les nouvelles doctrines contre la réaction catholique et jésuite.

L'extrémité orientale du pays — comme ses deux voisines roumaines au delà des Carpathes — oscillait entre Vienne, Varsovie et Constantinople. En théorie, elle faisait toujours partie du royaume hongrois (1) et le Tripartitum, exactement comme en Hongrie habsbourgeoise, était la base de sa législation ; les *Approbatæ Constitutiones*, c'est-à-dire les lois promulguées par la Diète de Transylvanie, y avaient été ajoutées. Ainsi le prince prêtait serment au roi de Hongrie, tout en essayant perpétuellement de lui arracher des morceaux de territoire ; mais redevable de sa situation à la faveur turque, il acceptait d'être investi par le sultan et lui versait un tribut annuel. En dehors de ces deux obligations, on ne signale aucune

(1) *Membrum sacræ Coronæ.*

ingérence de la Porte. Les États sont libres d'élire leur prince. On ne voit que deux ou trois exemples de l'accession au pouvoir d'un prince étranger, alors que ce fait était courant dans les deux Principautés roumaines. Il est important de noter que les efforts que firent les Turcs pour extorquer un tribut plus lourd à la Transylvanie échouèrent presque toujours, bien que ses riches ressources en sel, en or et en argent désignassent ce pays à toutes les convoitises. L'attitude des Saxons qui eurent spécialement à souffrir de Gabriel Báthory, seul prince transylvanien du type de tyrans sanguinaires tels que Joan cel Cumplit ou Étienne le Locuste, offre un excellent témoignage de ce double serment de fidélité. Dans leur détresse, en 1613, les Saxons lancèrent des appels simultanés à l'empereur à Prague, et au sultan à Constantinople.

Le pouvoir princier procède logiquement de l'ancienne charge du voevode transylvanien. Déjà sous le règne de Matthias, les charges de voevode et de comte des Székels avaient été réunies, principalement pour des raisons militaires — les Transylvaniens formant l'aile gauche de l'armée hongroise. Lorsque le pouvoir central s'écroula après Mohács, le voevodat devint le véritable centre en Transylvanie. Bien qu'en principe la constitution reste intacte, il n'en existe pas moins, à partir de 1542, une nouvelle constitution due aux événements eux-mêmes. Jusqu'alors, les trois Nationalités, tout en se réunissant dans des Diètes locales, avaient été représentées au Parlement hongrois et toutes les lois que celui-ci promulguait étaient appliquées en Transylvanie. Mais la Diète locale devint un véritable Parlement qui se trouva devant la dure nécessité de lever de nouveaux impôts. Ainsi, l'Union des Trois Nations entreprit-elle de se partager, à proportions égales, les charges de la défense et de l'administration. Il s'ensuivit que les Székels perdirent en même temps que leur droit d'être exemptés d'impôts les privilèges qui les mettaient à l'abri de la confiscation des terres. Vers 1562, certains d'entre eux furent réduits au servage, le « Ius Regium » fut introduit, et sur leur territoire les terres étaient souvent soumises à la même sorte de tenure que dans les autres régions magyares (1). Le pouvoir politique des grandes familles féodales s'affermit, le prince étant invariablement choisi dans leurs rangs. Sur les vingt-trois princes qui exercèrent le pouvoir — liste dont il faut exclure certains d'entre

(1) Marczali, *Ungarische Verfassungsgeschichte*, p. 75.

eux — Michel de Valachie fut le seul non Magyar. Dix d'entre eux appartenaient aux familles Báthory et Rákóczy ; les autres, Zápolya, Apafi et Bocskay, appartenaient aux plus grandes familles de leur temps, tandis que les Kemény et les Bethlen comptent encore parmi les premiers chefs de l'oligarchie magyare.

Le titre que portaient les princes variait suivant les circonstances. Jean Zápolya avait été légalement couronné roi de Hongrie et son fils continuait à s'intituler « Electus Rex Hungariæ ». La plupart de leurs successeurs portèrent le titre de « Princeps Transylvaniæ et Partium Hungariæ » (c'est-à-dire des comitats de frontière), ce que Sigismond Báthory, incapable mais ambitieux, traduisit pompeusement « Dei Gratiæ Regnorum Transilvaniæ Moldaviæ Valachiæ Transalpinæ et Sacri Romani Imperii Princeps, Partium Regni Hungariæ Dominus et Siculorum Comes (1) ».

Je ne veux pas relater ici les détails compliqués et romantiques de l'histoire de la Transylvanie, mais je choisirai les événements qui décidèrent de son évolution et qui la lièrent d'une façon indissoluble aux deux Principautés roumaines. Il faut attendre les grands événements de notre temps pour les voir enfin s'établir en une parfaite unité.

La période des princes autochtones (1450-1690) fut principalement marquée par l'apparition de la Réforme qui trouva un terrain particulièrement favorable dans le « Königsboden » saxon. On peut expliquer ce fait par plusieurs raisons : premièrement par l'autonomie ecclésiastique très développée des chapitres de Hermannstadt et de Kronstadt au sud et de Bistritz au nord qui dépendaient tous directement du siège primatial d'Esztergom et échappaient à la juridiction de l'évêque d'Alba Julia ; deuxièmement, par l'usage de la libre élection du prêtre par la commune, privilège conféré par la Charte royale de 1224 ; mais surtout par les rapports étroits avec Wittenberg et Leipzig. Ces rapports étaient une conséquence du commerce d'Orient qui empruntait plusieurs villes allemandes en Silésie, en Moravie, en Slovaquie, en Zips, jusqu'en Transylvanie et sur le Danube.

A la veille de Mohács, le roi et le Parlement unirent leurs efforts pour endiguer par la force le flot rapide des doctrines luthériennes en Hongrie. En 1524, un messager de Wittenberg fut brûlé à Pest

(1) Schuler von Libloy, *Siebenbürgische Rechtsgeschichte*, I, 213-18, 307.

et un décret de l'année suivante ordonna que « tous les luthériens fussent exterminés ou arrêtés partout où on les trouverait et brûlés non seulement par le clergé mais aussi par les laïques ». Mais ces mesures draconiennes restèrent presque toutes théoriques et, après le grand désastre de 1526, la répressoin devint impossible. Le prétexte permettant d'appliquer ces mesures contestables avait disparu. Même Ferdinand, resté fervent catholique, était impuissant à enrayer le flot rapide des doctrines protestantes qui envahissait ses possessions héréditaires, la Bohême, et plus encore, les territoires hongrois où son autorité s'avérait plus faible.

En Transylvanie, la Réforme trouva un chef de réelle valeur, qui, sur un territoire moins limité, eût pu avoir la célébrité de Zwingli, de Knox ou de Beza : Jean Honterus qui revint chez lui, à Kronstadt en 1533. Ce ne fut pas seulement un réformateur religieux, mais un véritable humaniste, ayant une profonde culture mathématique et philosophique; poète de renom, il avait aussi une connaissance technique de l'imprimerie et de la gravure sur bois. Il avait publié une célèbre grammaire latine à Cracovie et il rapporta à Kronstadt une presse à imprimer. Il publia le catéchisme de Luther et la Confession d'Augsbourg, et son influence apparut nettement lorsqu'en 1536 l'archiprêtre, dans sa colère impuissante, dut donner sa démission. En 1542, Honterus remporta la victoire à Kronstadt. Le nouveau prêtre se maria, la messe fut abolie, son « Reformation Büchlein » parut et le Conseil municipal adopta ses lois scolaires car, comme en Écosse, la Réforme et l'éducation allaient de pair. En 1554, Honterus lui-même fut nommé Stadtpfarrer, pasteur de la ville de Kronstadt, et, un an après, les deux Chapitres de Hermannstadt et de Kronstdat réunirent tous les membres du clergé saxon du diocèse transylvanien en une seule « Université Spirituelle » (1). Enfin, en 1550, la nouvelle Église acheva son unité en adoptant formellement le livre d'Honterus sous la forme revisée d'un « Kirchenordnung aller Deutschen in Siebenbürgen » et l'Université saxonne prescrivit son adoption dans toutes les villes saxonnes. Il s'ensuivit que la nationalité saxonne et la religion luthérienne ne firent qu'une dans tout le Königsboden.

Entre temps, le protestantisme trouvait un célèbre représentant magyar en Matthias Biró, plus connu sous le nom de Dévay

(1) Dans le sens médiéval du mot *Universitas*.

— originaire aussi de Transylvanie. Nommé Pfarrer en 1531 par le Conseil municipal de Kaschau, il fut emprisonné à Vienne et ne dut son élargissement qu'à des amitiés personnelles. Après plusieurs années passées en Allemagne, il revint à Pest, pour en être chassé en 1541 par les Turcs. Il passa ce second exil en Suisse, et grâce à ses dernières années qu'il vécut à Debreczen, le protestantisme magyar fut influencé par les doctrines de Zwingli. Le protestantisme rencontra chez les Magyars, plus d'opposition que chez les Saxons, s'y développa plus lentement, sur des bases plus incertaines, et fut empreint de tendances nationalistes. L'unité était irréalisable du fait que Ferdinand faisait l'impossible pour enrayer et détruire l'hérésie sur le reste de son territoire, et, pendant un certain temps, les protestants magyars furent plus ou moins divisés entre les doctrines luthériennes, zwingliennes ou « sacramentaires ». Mais lorsque le zwinglianisme fut absorbé par le calvinisme, Debreczen devint rapidement un rempart calviniste, avec son église, son collège, sa bibliothèque et son imprimerie célèbres. Elle devint peu à peu le Genève de la Hongrie, tandis qu'une distinction était opérée entre « magyar hit » (la foi magyare) et « német hit » qui désignait la foi allemande ou luthérienne. Au milieu du siècle, la noblesse magyare opta constamment pour le protestantisme et surtout pour le calvinisme. A la mort de Maximilien II en 1576, on a affirmé (non sans exagération il est vrai) que seules trois des plus grandes familles de Hongrie étaient encore catholiques (1).

Tandis que dans la Hongrie du Nord « la Confession des Quatre Villes » établie en 1549 creusait les fondations de la religion luthérienne chez les Magyars et les Slovaques, le calvinisme prenait racine dans les grandes plaines. En Transylvanie, Jean Sigismond Zápolya, le jeune prince et roi, passait peu à peu à gauche en religion. La Diète de 1557 proclamait la tolérance. « Chacun, disait-elle, peut choisir librement la religion qui lui plaît ; l'usage des nouvelles ou des anciennes coutumes est entièrement laissé au gré de chacun ; mais il est interdit aux adhérents de la nouvelle foi de se persécuter les uns les autres. Le calvinisme, dont le centre était à Klausenburg (Kolozsvár, Cluj) fut mis sous l'autorité du prédicateur de la Cour, David, et adopta en 1563 la confession genevoise de Beza. L'année suivante, la Diète reconnut le droit

(1) Fessler, *Geschichte Ungarns*, III, 656.

à chaque individu d'opter librement pour Klausenburg ou pour Hermannstadt, c'est-à-dire pour la Religion réformée, ou pour le luthérianisme, tel que le pratiquent encore les Magyars ou les Allemands. Nous connaissons l'instabilité des doctrines de l'époque par la dernière étape de la Réforme en Transylvanie. En 1556 David, et un homme qui partageait son influence, Blandrata, Italien, médecin du prince, abandonnèrent la foi calviniste, et, à la suite de leurs relations intimes avec la Pologne et ses puissantes colonies sociniennes, fondèrent à Klausenburg la plus célèbre église unitaire d'Europe.

Après de violents débats publics entre les sectes rivales, la situation fut définitivement stabilisée en 1571 lorsque la Diète vota une loi donnant droit de cité aux « Quatre Religions reconnues »: la Religion évangélique (réformée ou calviniste), la Religion luthérienne (ou celle de la confession d'Augsbourg), la Religion catholique romaine et la Religion unitaire ou antitrinitaire, assurant leur libre exercice et leur égalité (1). Ainsi les Quatre Religions Reconnues s'ajoutèrent aux Trois Nationalités Reconnues pour constituer ces sept privilèges que le célèbre patriote magyar Wesselényi appela cyniquement « Les sept Péchés Capitaux de la Transylvanie ». La Transylvanie devint alors le champ d'expérience le plus intéressant de tolérance religieuse, à l'époque même des guerres de Religion, époque à laquelle les jeunes Églises réformées témoignaient partout du même fanatisme qu'elles condamnaient si vivement chez leurs persécuteurs catholiques. Il est vrai que cette tolérance fut toujours relative. Peut-être peut-on trouver une justification plausible à la saisie des terres de l'Église, mais l'évêque catholique de Transylvanie fut contraint de s'expatrier et ce n'est qu'au XVIIIe siècle que le catholicisme put se rétablir en Transylvanie. En Hongrie habsbourgeoise, au contraire, la Contre-Réforme regagna, dès le XVIIe siècle, une partie du terrain qu'elle avait perdu au siècle précédent.

L'ordre dans lequel les religions sont énumérées dans la loi votée par la Diète prouve la position dominante du protestantisme. Même sous le règne des princes Báthory qui succédèrent au semi-unitaire Jean Sigismond, et qui étaient d'ardents catholiques, soumis à l'influence des Jésuites, le catholicisme fut repoussé à

(1) G. D. Teutsch, *Geschichte der Siebenbürgischen Sachsen*, I, p. 233.

l'arrière-plan. Étienne Báthory n'assistait à la messe et ne se confessait qu'en secret, lors de ses parties de chasse par exemple. Après son accession au trône de Pologne en 1579, il n'en assura pas moins le retour des Jésuites en Transylvanie et il leur confia l'éducation de son jeune parent, Sigismond Báthory, dont le caractère difficile amena de nombreux troubles à la fin du siècle lorsque le Sultan et l'Empereur, la Pologne et la Valachie revendiquèrent à la fois la possession de la Transylvanie. Mais ceci ne fit que servir le protestantisme. Les Impériaux, avec leurs mercenaires italiens et leurs conseillers jésuites, provoquèrent une vive réaction du sentiment national et religieux. En 1605 la Transylvanie se souleva et s'affranchit, et, pendant les trente années suivantes, sous le règne de deux princes aussi capables qu'Étienne Bocskay et que Gabriel Bethlen, elle devint une des grandes puissances protestantes d'Europe négociant constamment avec le Brandebourg, la Saxe, la Suède, l'Angleterre et la France.

Malgré toutes ses imperfections l'état religieux de la Transylvanie était en avance sur son temps, surtout quand on le compare à celui des pays d'Occident ; mais le système politique du pays était faussé sur un point qui a échappé à tous les historiens modernes. Les Trois nations privilégiées tenaient entièrement à l'écart la quatrième qui n'était pas la moins nombreuse, et dont la population augmentait à chaque siècle : la nation valaque ou roumaine. L'égalité des droits assurée à la quatrième « Religion reconnue » fut délibérément refusée à une Église qui, d'après l'estimation la plus modérée, comptait beaucoup plus d'adhérents qu'aucune autre : l'Église orthodoxe ou orientale à laquelle appartenaient tous les Roumains, sauf les nobles magyarisés.

Des circonstances sociales, politiques et religieuses, contribuaient à creuser un fossé entre les peuples roumain et magyar. La noblesse roumaine si active au début, lors de la défense des frontières hongroises contre les Turcs, se fondait d'une façon continue avec la noblesse hongroise dont elle partageait les intérêts, opposés à ceux de la classe des serfs. Ceux qui échappaient à cette fusion s'exilaient au delà des Carpathes dans les deux Principautés. Les privilèges temporaires accordés par la couronne aux Roumains cessèrent pour les princes autochtones. La distinction fatale entre « reconnu » et « toléré » fut renforcée. Un statut de 1579 fait dépendre la condition du peuple roumain du « bon plaisir des princes et des citoyens »

(usque ad beneplacitum principum et regnicolarum) et déclare que « bien que le peuple valaque n'appartienne pas aux États de ce pays et que sa religion ne fasse pas partie des religions reconnues, il sera cependant *toléré pour le bien du royaume (propter regni emolumentum)* à condition que ses prêtres observent certaines conditions (1) ».

Le fossé fut définitivement creusé lorsque le statut des Quatre Religions fut régularisé et que la religion orthodoxe (« az oláh vallás ») — la foi valaque — (2) fut exclue.

Si le protestantisme ne s'implanta pas parmi les Roumains, cela tient certainement à ce qu'un fossé, du point de vue racial et social, séparait les adhérents privilégiés de la nouvelle religion, — les Magyars et les Saxons — des malheureux Roumains. La situation des orthodoxes, en Transylvanie, sous le règne des Báthory et des Bethlen, ressemble à celle des catholiques de l'Irlande celtique sous le règne d'Élizabeth.

Deux tendances parallèles se firent jour. Les protestants saxons firent un certain prosélytisme, tandis que les Magyars s'efforcèrent d'isoler les Roumains de leurs compatriotes habitant à l'extérieur des frontières, pour les retenir dans un servage plus étroit, pour se servir d'eux contre les Saxons du Königsboden et affaiblir l'élément saxon.

La première de ces tendances n'était qu'une manifestation du zèle de néophytes, dont la situation n'était pas même tout à fait assurée. Dès 1550 — cinq ans seulement après la réalisation de l'unité religieuse par les villes saxonnes — Wagner, curé de Kronstadt, traduisit le catéchisme luthérien en grec (c'était toujours la langue liturgique et sacerdotale des Roumains), et, en 1559, fit paraître un Testament grec. En 1554, Benckner publia une édition roumaine du catéchisme et en 1560 des Évangiles — en caractères cyrilliques, — puis en 1562 il édita un Évangile slave, une liturgie et un Octoic (livre de chant) (3). En 1580, Hirschner publia d'autres livres dans ces caractères et en 1582 une traduction roumaine de l'Ancien Testament. Cette politique est presque identique à celle que suivit au même moment Tubingen pour convertir

(1) Hintz, *Gesch. des Bisthums der griech-nichtunirten Glaubensgenossen in Siebenbürgen*, I, p. 11.

(2) *Religionem Orthodoxam, vulgo Vallachicam*, lit-on dans un document de 1601. Schaguna, *Gesch. der griech-orientalischen Kirche in Œsterreich*, p. 45.

(3) Müller, *Beiträge zur Verfassungs und Verwaltungsgeschichte der Deutschen in Ungarn*, p. 28 (dans : *Magazin für Geschichte und Literatur Siebenbürgens*, III, ed. J. Trausch (1852).

au protestantisme, à l'aide du langage slovène, les Slaves balkaniques et indirectement les Turcs chez lesquels le slave était encore très en usage. Mais cette tentative échoua totalement chez les Roumains malgré l'organisation embryonnaire de leur hiérarchie et la passivité à laquelle ils étaient alors réduits.

La politique poursuivie par les princes pour interdire les rapports des Roumains avec l'Église de Valachie et pour empêcher aux prêtres orthodoxes de se rendre dans les Principautés eut une toute autre importance. Son but était de diviser les Roumains vivant de chaque côté des Carpathes et l'inquiétude soulevée par la conquête de Michel ne fit qu'affermir cette politique. En 1564, l'évêque orthodoxe Sabas fut destitué et un surintendant calviniste, Georges de Szent György, fut officiellement investi par la Diète de la mission de prêcher la vraie foi aux paysans roumains. Les récalcitrants étaient frappés de lourdes amendes, les évêques et les prêtres d'expulsion, comme traîtres à l'État. En 1567, Szent György fut nommé « évêque et surintendant des Églises roumaines ». Le prince ordonna au clergé orthodoxe de se soumettre et de substituer dans la liturgie « la langue roumaine à la slave ». C'est ainsi qu'il appelait le slavon. En 1567, à la mort de Szent György, un autre calviniste magyar, Tordassy, le remplaça. Il réunit un nouveau synode qui condamna le culte des saints, imposa la privation des derniers sacrements à ceux qui ignoraient le *Credo* et le *Pater noster* (triste lueur projetée sur l'état de la religion à cette époque) et ordonna le renvoi des prêtres qui employaient encore le rite slave. Jean Sigismond — qui avait fait lui-même le tour des quatre Religions Reconnues, ayant commencé par être catholique, pour devenir luthérien, puis calviniste et mourir unitaire — poursuivait, en agissant ainsi, le but politique de grouper les masses roumaines sous la domination directe du prince, comme un *instrumentum regni*. Son successeur nomma un certain moine, Euthymius, évêque orthodoxe, mais Tordassy continua la lutte, et la consécration en 1578, par le métropolite de Valachie, d'un autre évêque qui voulait étendre sa juridiction sur tous les Roumains, ajouta encore au désordre (1). Un an plus tard le clergé obtint la permission d'élire lui-même son évêque avec le consentement du prince. Cette autorisation tendait évidemment à détacher les Roumains de l'in-

(1) Cf. les Chartes de 1609, 1659, 1663.

fluence « transalpine ». Dans les pièces officielles, les prêtres roumains n'étaient pas appelés « sacerdotes » mais « pastores Valachi ». La juridiction du siège de Tîrgoviste fut officiellement reconnue par le traité conclu en 1594 entre Michel le Brave et Sigismond Báthory.

Pendant son règne très court Michel ne put faire que peu de choses pour ses compatriotes de Transylvanie. Il fit ériger un cloître sur l'emplacement historique d'Alba Julia où s'élève aujourd'hui la ville de Karlsbourg et il prit des mesures pour coordonner la vie religieuse des deux côtés des Carpathes. Après sa déposition, la noblesse magyare se retourna contre ses partisans et ordonna que « tous les Serbes ou Roumains en relations avec le Voevode fussent tués à l'endroit même où ils se trouvaient (1) ». Il fut absolument interdit de franchir la frontière valaque ainsi que d'accueillir les prêtres qui en venaient. Ceux-ci devaient être considérés comme « séditieux et incendiaires » et les moines roumains devaient être publiquement dégradés. Ces tentatives de prosélytisme échouèrent devant l'extraordinaire résistance passive du peuple roumain, dont la condition était du reste lamentable. Sa misère et son ignorance nous sont révélées par la législation de la Diète de Transylvanie. Jusqu'en 1609, les prêtres eux-mêmes, s'ils étaient fils de serfs (et ils l'étaient pour la plupart) étaient liés au sol et soumis à toutes les exactions des seigneurs. Cette année-là, ils furent exemptés des « charges plébéiennes et purent, avec la permission de leur évêque, changer de résidence eux et leurs familles (2). Mais leurs fils, même mariés, restaient soumis aux mêmes obligations que les serfs. L'article IX des *Approbatæ Constitutiones* de 1653 dit : « Bien que le peuple valaque ait été admis *propter bonum publicum* dans ce pays, il a, oubliant sa basse condition, empiété sur les droits de nos frères, les nobles, en demandant à être exempté de travail pendant les jours de fête. Il lui est expressément interdit de présenter de telles revendications à la nation magyare (3). » Un acte de 1678 prescrit qu'à l'avenir le clergé roumain « ne peut pas être anobli et ne peut pas posséder de biens (4) ».

(1) Iorga, *Hist. des Roumains de Transylvanie*, p. 288.
(2) *Approbatæ Constitutiones*, Tit. VIII, art. III.
(3) Une clause semblable, à peine moins cynique, se trouvait déjà dans les *Approbatæ Constitutiones* de 1640, Tit. IX, Art. I.
(4) Benkö, *Transsilvania*, I, p. 473 : « Græci et popæ Valachici nobilitari in posterum non possint nec bona possidere. »

L'AGE D'OR DE LA TRANSYLVANIE

La carrière de Michel le Brave et la façon dramatique dont il unit tous les Roumains sous une seule domination ont déjà été brièvement décrits. Ce ne fut, nous l'avons dit, qu'un épisode passager dont les effets spirituels, déformés comme un paysage par la brume, ne devaient pas se faire sentir de longtemps. Michel apparaît dans l'histoire de la Transylvanie comme un intrus audacieux qui ne sut jamais gagner la confiance des peuples dirigeants ni celle de la majorité opprimée. Son assassinat, en 1601, laissa momentanément le pays à la merci des Impériaux. Mais Basta, avec ses troupes mercenaires et ses conseillers jésuites, exaspéra bientôt toute la population par ses extorsions et ses fautes. Les projets despotiques de Rodolphe contre la Constitution et ses tentatives pour imposer par la force le catholicisme dans le pays provoquèrent une résistance civile et religieuse et jetèrent de nouveau la Transylvanie dans les bras des Turcs.

Sur ses ordres, les principales villes de la Hongrie du Nord qui étaient longtemps restées aux mains des protestants passèrent de force à celles des catholiques. L'Église paroissiale de Klausenburg fut affectée aux Jésuites. La noblesse magyare et les citadins allemands s'unirent contre de pareilles mesures. Le « Ius Resistendi » (renforcé par le fameux article 31 de la Bulle d'Or) fut invoqué, et un soulèvement général, en avril 1605, fit élire Étienne Bocskay « Prince de Hongrie et de Transylvanie » (1). Étienne fut même reconnu roi par les Turcs, sur le fameux champ électoral de Rákos près de Pest et il accompagna le grand vizir après la prise de la ville primatiale d'Esztergom. Mais il eut la sagesse de ne pas s'appuyer sur sa dignité royale pour ramener Rodolphe à la raison. Le traité de Vienne qu'il signa en 1606 marque une date importante dans l'histoire de la Hongrie. Pour la première fois, la liberté religieuse était reconnue légalement et garantie. Cette garantie devait d'ailleurs être fréquemment violée au siècle suivant, mais néanmoins elle ne devait jamais disparaître. Bocskay était reconnu en Transylvanie et dans les comitats environnants, dits

(1) Schuler von Libloy, *Siebenbürgische Verfassungsgeschichte*, I, p. 305.

« Partes » (1). Il est inutile de définir les frontières entre la Transylvanie et la Hongrie habsbourgeoise. Qu'il suffise de signaler qu'elles varièrent constamment suivant les succès militaires des Turcs, tantôt coïncidant avec celles de la principauté même, tantôt comprenant Grosswardein (Nagyvárad, Oradea Mare) Kaschau et même Debreczen.

La paix de Zsitvatörök, signée la même année entre l'empereur et la Sublime Porte, n'est pas moins mémorable en politique étrangère : elle marque le terme du tribut que Vienne payait à Constantinople et place les deux puissances sur un pied d'égalité absolue dans les négociations diplomatiques (jusqu'alors l'arrogance du sultan et de ses envoyés envers le « Roi de Vienne » avait été sans limites). La concession de privilèges spéciaux consulaires et ecclésiastiques accordés aux sujets habsbourgeois sur le sol ottoman lui fit bientôt suite.

Pendant environ cinquante ans (1608-58) l'indépendance de la Transylvanie devint une réalité, bien que Bocskay mourut prématurément et qu'un tyran particulièrement odieux lui succéda : Gabriel, dernier rejeton de la famille Báthory. Les empiétements des Habsbourg furent pratiquement impossibles pendant cette période; d'abord, à cause des querelles entre Rodolphe et Matthias, et des troubles religieux en Autriche et en Bohême, puis, après la mort de Matthias, à cause des complications de la guerre de Trente Ans.

La tyrannie de Gabriel se manifesta surtout contre les Saxons : il brûla et pilla en partie Hermannstadt et essaya de faire subir le même sort à Kronstadt. Ce fut à cette occasion que les Saxons firent simultanément appel à l'empereur et au sultan. Finalement, un des grands nobles, Gabriel Bethlen (2), crut sa vie menacée et s'enfuit chez les Turcs qui le reconnurent pour prince et envoyèrent des troupes pour l'aider à renverser Báthory. Le tyran fut défait et assassiné, et les États des Trois Nations, se réunissant à Klausenburg, élirent Bethlen. Mais ils lui imposèrent certaines conditions préliminaires (reconnaissance et restauration des privilèges existants) : cet usage dura jusqu'à la fin de la période d'indépendance. Bethlen régna de 1613 à 1629 et, avec lui, la

(1) Y compris la région de Kövar.
(2) Plus connu sous le nom de Bethlen Gábor, par ceux qui ignorent la coutume hongroise de placer le prénom *après* le nom.

Transylvanie connut son âge d'or. A l'intérieur, il rétablit la paix et organisa le gouvernement, fondé avant tout sur les anciennes chartes, sur les droits égaux des quatre religions et le maintien de leurs églises et de leurs écoles. A l'extérieur, par nécessité, il adopta une prudente politique d'équilibre, s'appuyant sur l'alliance turque pour la défense de l'indépendance et des droits constitutionnels, mais laissant deviner clairement qu'il préférait une alliance des Puissances chrétiennes contre les infidèles et tendant sans cesse vers ce but. Mais il avait fait, à la Sublime Porte, le serment de « lui être dévoué de cœur et d'âme » (1), et il prit soin de ne jamais perdre la faveur turque et de ne pas lever un pied avant d'avoir trouvé un appui pour l'autre.

Le récif sur lequel échouèrent ses projets fut le conflit religieux entre le catholicisme et le protestantisme, et la position qu'y prit la maison des Habsbourg. L'empereur Matthias était un homme de demi-mesures, d'une part peu fanatique, et de l'autre, trop gêné par l'action des États sur ses possessions héréditaires et en Bohême, pour être capable d'une agression contre la Transylvanie. Mais, même pendant son règne, la nomination du redoutable jésuite, Pierre Pázmány, comme primat de Hongrie (1616), modifia sérieusement la situation. Le courant de la Contre-Réforme, déjà fort en Autriche, commença à grossir en Hongrie habsbourgeoise. L'énergie inlassable de Pázmány, son habileté sociale et, avant tout, sa politique d'éducation minutieusement et brillamment conçue, attiraient une grande partie de la noblesse hongroise vers le catholicisme et divisaient le reste de la nation. Il pensait que la Hongrie « ne pouvait rester intacte entre ces deux puissants empires : il lui faudrait, soit être absorbée par les païens soit chercher protection derrière les ailes de la Puissance chrétienne voisine » (2). Ainsi son patriotisme même s'unissait à ses convictions religieuses pour lui faire accepter la domination des Habsbourg et pour le pousser à se soumettre à l'action inconstitutionnelle de la dynastie comme à un moindre mal.

Avec l'avènement de Ferdinand II en 1619, le conflit religieux devint encore plus aigu. Ferdinand poursuivit trois buts : restauration par la force du catholicisme, établissement d'un pouvoir

(1) Cit. Teutsch, *Gesch. der sieb. Sachsen*, I, p. 379.
(2) Cit. Andrássy, *Development of Hungarian Constitutional Liberty*, p. 461.

absolu aux dépens de la Constitution, et centralisation et germanisation de l'administration. Le jésuite Stankovics pria pour « le jour glorieux où toute la Hongrie ne parlerait qu'une seule langue et serait unie dans l'ancienne foi » (1). Ceci résume l'attitude de ceux qui considéraient les Turcs et les protestants comme des dangers égaux et qui donnaient à l'extermination des derniers la priorité sur la guerre contre les premiers. L'attitude de leurs adversaires est illustrée par le cri populaire du temps : « Plutôt Allah que « Wer da »! »

Bethlen devint en même temps le champion des libertés constitutionnelles de la Hongrie et du protestantisme hongrois. Au début de la guerre de Trente Ans, il épousa activement la cause de la Bohême et fit tout ce qu'il put, par des moyens diplomatiques, pour unir les calvinistes et les luthériens d'Allemagne, en vue d'une défense mutuelle. Lorsque la Bohême fut ouvertement en révolte et qu'elle choisit l'électeur Frédéric comme roi, Bethlen marcha contre les Habsbourg, envahit la Slovaquie et fut élu roi de Hongrie par une Diète convoquée à Neusohl (Zvolen). Mais, comme Bocskay avant lui, il recula sagement devant l'irrévocable pas du couronnement, et lorsque l'indépendance de la Bohême fut anéantie à la bataille de la Montagne Blanche, il comprit qu'il était trop faible pour enrayer seul le courant et ouvrit avec l'empereur des négociations qui amenèrent, en 1622, le traité de Nikolsbourg. Par ce traité, il renonçait au titre royal, mais restait prince de Transylvanie, et était fait prince de l'Empire, recevant Oppeln et Ratibor comme duchés héréditaires. Sept comitats de la Hongrie du nord-est lui furent concédés, bien que restant soumis à la juridiction légale du Palatin (le suprême interprète de la Couronne en Hongrie habsbourgeoise) et pouvant envoyer des délégués au Parlement hongrois. Ferdinand accorda une amnistie totale aux États et à la population de la partie de la Hongrie qui lui appartenait, et confirma tous les droits constitutionnels de la Hongrie ainsi que les concessions religieuses du Traité de Vienne.

Ce traité ne mit pas fin au conflit et n'assura pas la paix permanente, mais il marqua l'établissement d'un certain équilibre de forces. En fait, il prolongea le partage de la Hongrie, mais il la sauva également de l'extinction nationale à laquelle les Habsbourg

(1) Cit. Knatchbull-Hugessen, *Political Evolution of the Hungarian Nation*, I, p. 150.

avaient réduit la Bohême pendant le XVIIe siècle. Grâce à lui, le flux de l'intolérance religieuse et d'absolutisme princier s'était retiré, et au XVIIIe siècle, ces deux éléments prirent une forme plus douce et ne constituèrent plus désormais pour la nationalité magyare le même danger.

Pendant le reste de son règne, Gabriel Bethlen fut un personnage d'une importance internationale. Il épousa Catherine de Brandenbourg et pénétra ainsi dans les cercles fermés du protestantisme de l'Allemagne du Nord. Il conclut une alliance en 1626 avec le Danemark, lorsque Christian IV participa à la Guerre de Trente Ans comme champion du protestantisme, et même avec la Hollande et l'Angleterre. Après l'échec danois, il s'allia de nouveau avec Gustave-Adolphe, son beau-frère, et se préparait à entreprendre une campagne, de concert avec lui, lorsqu'il mourut en 1629. Entre temps, à l'intérieur, il avait amélioré les conditions administratives et judiciaires, s'était montré particulièrement en avance sur son temps en matière de tolérance religieuse, et avait fait beaucoup pour l'éducation — notamment par la fondation du Collège Bethlen et par l'appui qu'il donna aux étudiants magyars d'Heidelberg et d'autres universités protestantes.

Il est clair que ses intérêts primordiaux se concentraient à l'Ouest autour de la restauration de l'unité perdue de la Hongrie, sur des bases fermement protestantes. Il eut certainement une vision plus large de l'Europe qu'aucun autre prince régnant de Transylvanie, et son attitude envers les Turcs s'appuya sur des conceptions très différentes des expédients égocentristes et improvisés des « Domns » roumains. Il est curieux, néanmoins, de voir les vieilles tendances d'expansion de la politique étrangère de a Hongrie réapparaître sous de nouvelles formes. Les temps n'étaient pas favorables pour ranimer les anciennes revendications sur la Serbie, la Bosnie ou la Dalmatie. Seule une puissance dont le centre de gravité se fût trouvé placé beaucoup plus loin à l'ouest pouvait espérer un jour chasser les Turcs de la partie occidentale de la péninsule mais ce jour n'était pas encore arrivé. Au sud et à l'est des Carpathes, une situation intermédiaire permettait de caresser le rêve d'un Royaume de Dacie reconstitué.

La veuve de Bethlen, Catherine, se montra bientôt impuissante à gouverner et le premier des princes Rákóczy fut placé sur le trône. Sous son règne modéré et pacifique (1630-40) la Transyl-

vanie jouit d'une plus grande prospérité qu'aucune autre nation du temps. Elle s'affranchit de la tutelle turque, ne payant à la Porte qu'un tribut tout à fait insignifiant de 10.000 ducats. De fait, elle était unie de cœur avec la Hongrie habsbourgeoise et en étroit contact avec elle. L'absence de querelles religieuses avait renforcé le prestige du prince et son influence auprès de tous ceux qui souffraient des mesures illégales des Habsbourg, aussi bien sur le terrain politique que religieux. Rien ne projette une lueur plus vive sur la situation que l'attitude du cardinal Pázmány qui, malgré tout son zèle au service de la restauration du catholicisme, préférait qu'un prince magyar, tout protestant qu'il fut, continuât à régner en Transylvanie, constituant ainsi le meilleur obstacle à la domination allemande à la cour des Habsbourg (1). N'oublions pas, qu'en cette période, la Transylvanie politiquement signifiait les trois nations seulement, et que les masses roumaines restaient complètement soumises.

Georges Rákóczy, en 1633, signa un traité de défense mutuelle avec Mathieu Basarab qui lui envoya 6.000 gulden par an, sorte de taxe afférant aux séjours annuels des bergers roumains nomades sur les hauts sommets des Carpathes. Un an plus tard, le traité fut élargi en triangle afin d'y faire entrer Basile le Loup. Mais, en 1637, cette heureuse harmonie fut ébranlée, et Rákóczy et Basile complotèrent de renverser Mathieu du trône de Valachie. La renaissance momentanée des deux Principautés fut troublée par des querelles et des intrigues au moment même où un front unique eût pu les aider à atteindre une plus parfaite stabilité intérieure. Pendant ce temps le prince de Transylvanie, au lieu de faire cause commune contre les Turcs, favorisait les querelles entre ses deux voisins et nourrissait lui-même des ambitions territoriales qui dépassaient de beaucoup ses maigres ressources.

Pendant la seconde moitié de son règne, Georges Rákóczy fut entraîné à une nouvelle lutte contre Vienne au nom des protestants opprimés de la Hongrie du Nord : il s'allia alors avec la France et la Suède (1643). Mais le parti catholique était, à ce moment, assez fort pour le tenir en échec, et le traité de Linz en 1644, bien qu'il confirmât de nouveau en théorie tous les droits existants et la liberté religieuse, ne put longtemps ajourner

(1) Cf. ses opinions exprimées à Keméný : cit. Fessler, *Geschichte Ungarns*, IV, p. 220.

la Contre-Réforme. Signe des temps : lorsque les protestants dépouillés furent réinstallés dans leurs églises, ils ne purent en retrouver que 90 sur 400 (1).

Georges II Rákóczy hérita des alliances étrangères et des ambitions de son père, mais la prudence de ce dernier lui fit défaut. Il avait des vues sur le trône de Pologne, et, en tant qu'allié du roi de Suède, il envahit le pays, occupant d'abord Cracovie, puis Varsovie. Mais il surestima ses forces de la façon la plus déraisonnable. Les Suédois l'abandonnèrent, les Polonais ne furent pas de son côté et l'empereur Léopold désapprouva sa conduite et aida ses ennemis. Ses armées furent dispersées et une lourde indemnité de guerre lui fut imposée, tandis que, dernier désastre, il se trouva lui-même exposé à la fureur des Turcs, qui lui avaient formellement interdit d'entreprendre cette expédition. En 1657, devant la menace des envoyés turcs, il fut déposé par la Diète qui déclara publiquement que « leur existence (celle de ses concitoyens) dépendait de la faveur turque » (2). On fit pourtant bientôt la folie de le rétablir, ce qui amena le grand vizir, Mohammed Küprüli, à la tête d'une forte armée turque et tatare, à envahir et à ravager le sud de la Transylvanie. Le tribut passa de 15.000 à 50.000 ducats, deux princes successifs furent nommés par les Turcs, et, pendant quelque temps, il fut question de transformer la Transylvanie en un simple pachalik. Léopold fut appelé à l'aide et les Turcs et les Impériaux combattirent sur ce pays épuisé.

La grande victoire de Montecuccoli au Saint-Gothard en 1664, marque le premier changement favorable, bien que la paix qui y fit suite, n'apportât pas à l'empereur Léopold les avantages que des négociations habiles eussent pu lui valoir. Mais la Transylvanie ne se releva jamais de la destruction et de la misère qu'elle avait subies pendant toutes ces années. Le pouvoir princier déclina, et, pendant la fin de la période d'indépendance, fut assumé par des hommes de médiocre valeur. Des Trois Nations, les Székels étaient passés à l'arrière-plan depuis un siècle déjà, les Saxons pouvaient encore défendre hargneusement leur terre ; le véritable pouvoir se trouvait aux mains des nobles magyars qui se divisaient alors de plus en plus en factions rivales. Ainsi la Transylvanie,

(1) Marczali, *Ungarische Verfassungsgeschichte*, p. 85.
(2) Teutsch, *op. cit.*, I, 388.

faible et bouleversée, perdit son prestige et sa force d'attraction pour la Hongrie du nord et ne fut plus désormais capable de défendre la cause protestante au delà de ses propres frontières. Entre temps, la Cour à Vienne était encouragée, par cette situation même, et par l'accroissement de ses ressources et de sa puissance militaire depuis la paix de Westphalie, à réaliser des desseins précis pour la suppression de la constitution hongroise et, bien entendu, du protestantisme.

LA REPRISE DE LA HONGRIE

Nous ne nous arrêterons pas à cette période de l'histoire de Hongrie, qui dura approximativement de 1660 à 1681. L'année suivante, lorsque Léopold se décida enfin à convoquer le Parlement hongrois, une réunion rivale des États fut organisée à Kaschau, sous la direction d'Emerich Tököli, chef de tous les mécontents magyars et du parti protestant que l'intolérance de Léopold avait rapprochés de plus en plus étroitement des Turcs. Lorsque, ceux-ci firent un suprême effort contre Vienne en 1683, Tököli — comme Zápolya et Bocskay avant lui — s'unit étroitement à eux, mais au lieu d'obéir aux ordres du grand vizir et de s'attacher à l'armée d'invasion, il consolida sa position dans les comitats du Nord. Mais la situation se retourna brusquement ; le siège de Vienne par les Turcs échoua et fut suivi de la grande avance impériale qui mit Léopold en possession, non seulement des forteresses de Tököli au Nord-Est (Kaschau, Késmark, etc.), mais encore de Buda elle-même, et de toute la plaine centrale. Un nouveau Parlement, comme conséquence de ces victoires, proclama que le royaume de Hongrie ne serait plus désormais électif, mais héréditaire dans la maison des Habsbourg. Un appel passionné de Tököli en faveur des Turcs et contre l'empereur, n'eut absolument aucun écho. Tököli dut lui-même chercher refuge chez ses alliés, et sa femme, après une héroïque défense, fut forcée de rendre la forteresse de Munkács.

En 1688, la route de Transylvanie était ouverte aux armées impériales. Des négociations s'ouvrirent, au cours desquelles le féroce général Caraffa intimida les délégués de la Principauté, jusqu'à leur faire signer un document qui stipulait le retour sans conditions à la couronne de Hongrie, le renoncement à l'obéissance aux

Turcs, l'engagement d'une aide militaire et une humble supplication à l'empereur pour obtenir confirmation des privilèges existants et des libertés religieuses. Le prince et la Diète ratifièrent en hâte cet acte de soumission et y glissèrent seulement, en une sorte de mémoire supplémentaire, les différents points qu'ils auraient dû présenter comme conditions préliminaires. Léopold prit acte de l'hommage, mais il ignora le mémoire, bien qu'il eût la sagesse de confirmer publiquement les libertés des quatre religions reconnues. En 1690, Michel Apafi mourut, et, tandis que Léopold refusait de répondre favorablement à la Diète, qui demandait de confirmer comme prince le jeune Apafi, le sultan plaça promptement Tököli sur le trône et envahit la Transylvanie, avec l'aide de Tököli lui-même et du prince de Valachie, Constantin Brâncoveanu. Mais le courant remontait décidément contre les Turcs, et, vers décembre 1691, l'union devint un fait définitif et accompli.

L'édit *Léopoldine Diploma*, publié ce mois-là, confirme en détail tous les droits, lois, privilèges civils et religieux existants, et en même temps, apporte l'engagement du souverain de n'employer que des Transylvaniens de naissance dans les charges de l'État. Mais bien que nominalement réunie à la Hongrie, la Transylvanie conserva encore sa propre identité, sous le contrôle de la Diète composée comme auparavant des représentants des Trois Nations, et de deux organes exécutifs : le Gubernium ou Gouverneur, d'abord à Alba Julia (Gyulafehérvár) mais bientôt transféré à Klausenburg (Kolozsvár) et après 1694, la Chancellerie Aulique Transylvanienne (Hofkanzlei) spécialement constituée à Vienne, mais tout à fait distincte de la chancellerie hongroise. Cette nouvelle organisation fut complétée en 1696, lorsque le jeune Apafi renonça à revendiquer le trône princier, moyennant une pension et un titre, et, en 1699, lorsque la Turquie renonça à sa suzeraineté sur la Transylvanie, par une des clauses du Traité de Karlowitz. Ainsi, de 1691 à 1867 (avec un bref intervalle en 1848), la Transylvanie jouit d'une complète autonomie sous la domination de Vienne, faisant *de jure* intégralement partie du royaume de Hongrie, mais liée *de facto*, par une union personnelle et réellement placée sous le contrôle de l'empereur. En 1765, Marie-Thérèse souligna plus fortement son autonomie en prenant le titre de « Grand Prince ». Les cachets et les pièces de monnaie ayant cours en Transylvanie étaient frappés du double aigle impérial.

LES ROUMAINS SOUS LES PRINCES MAGYARES

Pendant le XVIIe siècle, la condition de la classe paysanne roumaine en Transylvanie empira encore et la politique des princes protestants fut d'empêcher autant que possible tout contact des Roumains transylvaniens avec leurs compatriotes de l'autre côté des Carpathes, et, en particulier, toute extension de la juridiction ecclésiastique de Tîrgovişte ou des sièges de Moldavie. Ceci explique les concessions occasionnelles telles qu'en accorda Gabriel Bethlen au clergé roumain de Făgăras, lui assurant l'exemption de la dîme due au prince et au seigneur féodal, qui était strictement maintenue partout ailleurs. En 1638, Georges Rákóczy Ier fit aussi un certain nombre de concessions de détail au clergé roumain et, en 1659, Barcsay le libéra de la dîme dans toute la Transylvanie, en récompense des services rendus par le métropolite Sava Branković, au cours d'une mission auprès de l'Hetman des Cosaques. En 1675, Apafi publia une lettre spéciale de protection en faveur du clergé orthodoxe, mais qui ne reçut pas l'approbation de ses nobles et encore moins celle du clergé catholique. Ces différentes promesses ne furent que très imparfaitement tenues par les Trois Nations.

Le prosélytisme était le but constant et avoué, et il est inutile que nous examinions à quel point les problèmes religieux et nationaux étaient mêlés et confondus. Le simple fait que les Saxons et les Magyars, jusqu'au dernier, gravitaient respectivement vers le luthéranisme et le calvinisme, tandis que les Roumains s'accrochaient désespérément à l'orthodoxie, prouve suffisamment que ces problèmes se posaient. Nous verrons que l'hybride expérience uniate de la fin du siècle ne dut le succès qu'elle remporta qu'au facteur national.

En 1643, le métropolite Élias Joresti — qui était arrivé cinq ans auparavant avec une recommandation du prince Mathieu, — fut déposé sur la demande de Rákóczy, ostensiblement pour inconduite, mais, en réalité, à cause de sa vigoureuse résistance au calvinisme. Le fait que le prélat déposé fut fouetté comme un voleur de grand chemin marque la situation misérable des Roumains. La tendance au calvinisme d'une partie du clergé orthodoxe reçut alors un nouvel encouragement, et le successeur d'Élias, Étienne Simono-

vici fut placé sous la juridiction du surintendant calviniste Gelei. C'était une de ses créatures, aussi accepta-t-il une « instruction » en quinze articles absolument inconciliable avec l'orthodoxie. On y trouvait, par exemple, l'obligation de ne célébrer la Communion que sous les deux espèces, de ne la donner qu'aux adultes, de ne pas inquiéter les Roumains qui voudraient adopter la foi calviniste, et de porter, en dernière instance, les conflits entre l'évêque et le clergé devant le surintendant calviniste. L'introduction du langage roumain dans les cérémonies et dans l'instruction religieuse devait aussi avoir des résultats mémorables et inattendus. On peut remarquer non sans ironie que le dessein de Rákóczy était de détacher les Roumains des traditions grecques et slaves et ainsi de miner l'orthodoxie dans l'intérêt protestant, et que cette innovation fut vivement repoussée par le métropolite Barlaam de Valachie. Une concurrence dans la publication des livres roumains des deux côtés des Carpathes en résulta, Georges Rákóczy ayant établi une imprimerie à Alba Julia, ayant publié des éditions en langue vulgaire des Psaumes et du Nouveau Testament et traduit même le catéchisme calviniste en roumain, Barlaam déclencha une polémique grâce à l'imprimerie de Tîrgovişte. Le résultat de ce conflit fut de renforcer et de consolider la cause de la nationalité roumaine ; mais à cette époque, personne dans les deux camps ne pouvait s'en rendre compte.

La position de Sava Branković, métropolite de Transylvanie, de 1656 à 1680, fut, pendant quelque temps, assez exceptionnelle, et ses précieuses relations avec Kiev et Moscou lui permirent de conserver la faveur du prince et d'obtenir des concessions accidentelles pour ses ouailles maltraitées. Mais le clergé calviniste travailla sans arrêt à saper sa position. Enfin, en 1680, il fut condamné sur une accusation mensongère d'immoralité, privé de ses droits, dépouillé de ses biens, et, malgré son état de santé et son grand âge, jeté en prison. Şerban Cantacuzène, en exerçant une pression sur Michel Apafi, le fit remettre en liberté, mais il mourut la même année. Son successeur fut ordonné à Bucarest et il reconnut la juridiction ecclésiastique de Valachie, mais il était complètement nul et incapable de lutter contre la pression calviniste.

L'ÉGLISE UNIATE ROUMAINE

Telle était la situation, extrêmement précaire, à la fin du XVIIe siècle lorsque la Transylvanie passa sous la domination directe des Habsbourg. Le calvinisme s'était vu rapidement arrêté dans son essor ; le catholicisme — dominant une fois de plus dans les régions slovaques de la Hongrie du nord — s'attachait à regagner le terrain perdu dans « le pays au delà de la forêt ». Quoi de plus naturel que les jésuites, forts de la confiance de Léopold Ier et de son entourage à la cour de Vienne, aient tourné leurs regards vers les Roumains et les aient considérés comme un instrument utile pour les tendances centralisatrices et catholiques ? Comme tout le monde à cette époque, ils considéraient les masses comme de la simple chair à canon pour la guerre spirituelle. Ils concentrèrent donc leurs efforts sur la hiérarchie et le clergé, auxquels ils avaient de nombreux appâts à offrir. La soumission au Saint-Siège impliquait l'acceptation de quatre articles essentiels : la suprématie du pape, le pain azyme, le purgatoire et le Filioque du Credo (1). Par contre, la liturgie et la loi canonique restèrent intactes ainsi que le mariage des prêtres, le port de la barbe, la disposition intérieure des églises (avec l'iconostase, etc.) et d'autres détails extérieurs. Mais le fait véritablement décisif, fut que les archiprêtres, qui avaient perdu leur liberté d'élection au siège métropolitain sous la domination calviniste, accueillirent l'union comme un moyen de se délivrer de la juridiction calviniste. L'union procura aux prêtres qui l'acceptèrent l'égalité de droits avec le clergé romain, et, par suite une élévation très nette de situation sociale, l'exemption pour eux et leur famille du servage et des redevances féodales ; elle fournit aussi à l'Église uniate et à sa hiérarchie une dotation convenable. Selon l'expression d'un jésuite spirituel du temps : le clergé roumain « était conduit non par des principes surnaturels, mais par les nécessités du moment » (2).

En février 1697, l'union fut proposée au synode orthodoxe par le métropolite Théophile et acceptée à l'unanimité en principe, à condition que des dotations convenables et l'égalité seraient obtenues pour les *laïques* de la nouvelle Église. La mort de Théophile,

(1) C'est-à-dire que le Saint-Esprit procède à la fois du Père *et* du Fils.
(2) Dragomir, *Ist. Desrobirei religioase a Românilor din Ardeal*, I, p. 5.

pendant l'été, retarda un peu les événements et laissa libre cours à des discussions parmi le clergé, mais son successeur Athanase reprit sans tarder les négociations et le pacte d'union fut formellement signé en octobre 1698. L'étape finale fut atteinte au synode d'Alba Julia, le 4 septembre 1700 : 54 archiprêtres et 1.563 prêtres suivirent leur métropolite.

L'union (1) fut consacrée par un diplôme impérial de Léopold Ier, publié le 16 février 1699, annonçant que les Uniates jouiraient de la même liberté chrétienne « que les membres du rite latin » et imposant à tous les fonctionnaires et prélats de la principauté le respect de ces nouveaux privilèges. Un édit ultérieur du 6 août fut adressé aux Roumains pour leur assurer qu'ils étaient libres d'embrasser toute religion reconnue ou de conserver leur situation présente. Mais l'attitude malveillante de la Diète à l'égard de ces changements de condition qu'apportait l'union, et plus encore le rescrit publié par le Gubernium, le 26 septembre 1699, prouvent que le point de vue magyar était loin d'être identique à celui de l'Empereur. Il était stipulé, dans le rescrit, que deux prêtres suffiraient pour desservir les plus grandes communes roumaines et qu'un seul serait accordé aux plus petites (tentative pour réduire au minimum le nombre de personnes exemptées du servage) ; que l'évêque ne serait pas libre d'ordonner des prêtres indignes, mais seulement ceux qui auraient subi un examen ; que les prêtres sans cure devraient vivre dans un cloître jusqu'à ce qu'ils obtiennent un poste ; que « comme les Valaques ne possèdent pas de bonnes écoles » leurs candidats à la prêtrise devaient être instruits « dans le collège de la religion à laquelle il désiraient appartenir » sinon ils ne pourraient être ordonnés (dernière tentative pour laisser la voie libre au prosélytisme calviniste, contre le romain) (2). Rien n'illustre mieux la position humiliante et subordonnée des Roumains. Pourtant, un autre décret impérial du 12 décembre 1699, leur assurant qu'ils seraient libres de conserver leur situation antérieure ou de devenir membres d'une des quatre Religions (3), nous

(1) On trouvera le compte rendu complet dans les ouvrages de Hintz et Schaguna déjà cités.

(2) Schaguna, *op. cit.*, p. 86-90.

(3) Eam esse voluntatem nostram positivam ut Valachis liberum sit alterutram quatuor receptarum in Transilvania religionum amplecti eiusdemque privilegiis et immunitatibus gaudere : si vero animus sit iis suis in ritibus permanere quos hodiedum observant, id quoque liberum esto.

permet de deviner qu'il existait encore une certaine concurrence pour le contrôle du troupeau orthodoxe privé de bergers, et que les conseillers de Léopold ne partageaient pas tous son zèle romanisant. Son pieux désir « que chacun pût vivre en paix dans sa religion » n'était qu'une phrase destinée à voiler ses desseins ; et sa remarque irritée désignant comme « des perturbateurs de l'ordre public », ceux qui parlaient de tenter d'imposer la foi catholique aux Valaques, prouve assez clairement ce qui se disait de tous côtés. En effet, la prétendue liberté de choix n'était qu'une sinistre plaisanterie, car les avantages matériels de l'union étaient irrésistibles, et la nature humaine est faible. Aussi humiliantes qu'aient été les méthodes employées pour la réaliser, il n'en reste pas moins que l'union est un des faits les plus mémorables dans l'histoire du réveil de la nationalité roumaine. Nous aurons à en étudier les effets dans un chapitre ultérieur.

Chapitre V

LE RÉGIME PHANARIOTE (1714-1821)

> Les Phanariotes étaient en quelque sorte un second Etat dans l'Empire Ottoman.
> M. P. Zallony.

L'année 1714 marque encore un triste changement dans la situation politique et sociale des deux Principautés. Un siècle de domination grecque sous les couleurs du Phanar allait faire suite à l'infiltration progressive des soixante années précédentes. Jusqu'alors des princes autochtones avaient régné sur les deux trônes; ils avaient été choisis d'abord parmi les dynasties autochtones, puis parmi les grands boyards, et ils représentaient au moins l'étroite classe dirigeante. Il est vrai que leur tenure était déjà devenue incertaine, qu'il leur avait fallu consentir à d'effroyables sacrifices et à un drainage constant de toutes les ressources de la population pour obtenir le pouvoir. Ces princes n'avaient jamais poussé jusqu'au zèle leur loyauté envers la Porte, et les Turcs qui, de leur côté, les considéraient avec un arrogant mépris, se contentaient sans doute de recevoir leur tribut et leurs vivres en temps voulu et d'entretenir des dissensions intérieures pour prévenir l'accroissement d'une force armée sérieuse. Mais, au début de la première décade du XVIIIe siècle, la Turquie touchait à son déclin et se défendait désespérément contre la puissance grandissante de l'Autriche et de la Russie : ses hommes d'État étaient conscients du danger et éprouvaient le besoin de renforcer leur contrôle stratégique sur ces provinces éloignées et spécialement sur les forteresses du Danube et du Dniester. Il fallait interrompre à tout prix les intrigues de princes

tels que Brâncoveanu et Cantemir avec Vienne et Moscou et imposer de nouveau une complète soumission aux provinces qui prenaient une importance extrême en tant que greniers de la capitale turque.

Après avoir destitué les deux princes, la Porte tout d'abord projeta de transformer la Valachie et la Moldavie en de simples pachaliks ; mais, après un nouvel examen, elle décida que les Principautés seraient plus en sûreté dans les mains des Grecs phanariotes qui n'avaient aucun lien avec les Puissances étrangères, qui, par leurs intérêts et leurs traditions, étaient complètement dépendants de leurs maîtres turcs et qui, rompus aux manœuvres financières, pourraient sans doute leur procurer un accroissement de revenu. Par un curieux paradoxe de l'histoire, les Principautés furent beaucoup plus effectivement surveillées par Constantinople au XVIII[e] siècle, alors que la Turquie était déjà en complet déclin et que l'on supputait constamment sa ruine, qu'au XVI[e], lorsqu'elle faisait trembler toute l'Europe.

Les Phanariotes continuèrent comme princes les intrigues diplomatiques dans lesquelles ils étaient déjà passés maîtres à Stamboul. Leur longue habitude de servilité abjecte semblait les désigner naturellement à être les instruments utiles du nouveau régime de gouvernement de la Porte, mais les nouveaux princes furent presque toujours rapaces, souvent perfides et ne pensèrent qu'à leurs intérêts personnels. On peut les comparer à un fermier qui, ne jouissant que d'un bail à court terme, essayerait de tirer le plus de profit possible de sa terre, sans prendre garde aux lois de la récolte et d'assolement et qui promptement l'épuiserait et la détruirait.

Il n'y a pas de tâche plus ingrate que de relater en détails l'histoire de ces cent années en Valachie et en Moldavie. On ne trouve aucune figure de premier plan même parmi les hospodars; la classe des boyards est avilie et servile; il n'existe pas de classe moyenne; les masses sont plongées dans l'ignorance et l'abrutissement. Les principaux événements sont les invasions et les occupations étrangères périodiques, car les changements de gouvernement sont trop nombreux pour servir de points de repère. L'incroyable caractère du régime sera peut-être éloquemment expliqué par quelques simples statistiques. De 1714 à 1821, il y eut quarante et un changements sur le trône de Valachie, et

de 1711 à 1821, trente-six en Moldavie. En Valachie, vingt-trois princes, et en Moldavie vingt-quatre princes se succédèrent, certains gouvernant plusieurs fois, et comme certains d'entre eux passèrent à différentes reprises d'un trône à l'autre, le nombre total des princes régnants ne fut pas de soixante-dix-sept, mais de trente-trois. Tous étaient issus de douze familles (huit d'entre elles tout à fait grecques, deux autres, les Cantacuzènes et les Mavrocordato, en partie roumaines par les femmes, tandis que les Racoviţas et les Callimachis — à la vérité Calimasi — étaient des Roumains hellénisés). Un seul prince, Constantin Mavrocordato, régna plus de vingt ans, mais ce total n'est obtenu qu'en additionnant six règnes brefs en Valachie et trois en Moldavie (bien que, de 1731 à 1749, il eût régné consécutivement sur l'une et l'autre Principauté). Ces hommes intriguaient continuellement l'un contre l'autre, — en particulier les princes moldaves afin d'obtenir le plus riche butin de la Valachie, — et ils payèrent souvent de leur tête leur ambition. La crainte d'un tel châtiment n'effraya pas leurs successeurs et l'intrigue domina jusqu'au dernier moment. Nous arrivons ainsi à cette conclusion surprenante : la durée moyenne d'un règne dans l'une ou l'autre des Principautés, pendant un siècle, fut à peu près de deux ans et demi.

Ces princes, pour la plupart, méritent d'être voués à un généreux oubli, et ce serait mettre la patience du lecteur à une trop grande épreuve que d'essayer de lui donner un récit détaillé de leurs règnes. Mais alors que la politique des individus ne dépasse guère un intérêt local, il n'est pas inutile de présenter un tableau général des conditions politiques et de leurs déplorables conséquences sociales et économiques : car l'état des deux Principautés roumaines sous le régime phanariote ne constitue pas seulement un facteur important de ce qui allait être désormais appelé la Question d'Orient, mais présente aussi un exemple véritablement classique des effets d'un mauvais gouvernement sous la domination d'un vainqueur étranger, jadis puissant, mais désormais en complet déclin. De ce point de vue, aucun exemple, même dans l'histoire longue et variée de la tyrannie turque, n'est plus instructif.

On pourrait difficilement trouver une situation analogue à celle de ces princes, vivant au jour le jour, au bord du précipice, et consumés par la peur du lendemain. Ils furent, envers leurs sujets, des despotes absolus dont l'intransigeance ne connaissait pas de

bornes, tandis qu'envers le sultan et ses premiers ministres, ils faisaient figure d'esclaves abjects, sans réaction devant les caprices du maître (1).

Une fois nommés, ils étaient investis par le sultan lui-même, avec la pompe réservée à un pacha ou à un vizir, impliquant la musique et les honneurs militaires ; ils se rendaient alors en procession solennelle à l'Église du Patriarcat. Au cours de leur voyage à Bucarest ou à Jassy, qui avait lieu par petites étapes et qui durait trois ou quatre semaines, ils étaient d'ordinaire accompagnés d'un corps de garde de deux cents Albanais orthodoxes et d'une suite de plusieurs centaines d'autres soldats. En arrivant, ils faisaient une entrée officielle, étaient bénis par le Métropolite à la cathédrale, recevaient le titre d' « Oint de Dieu », et convoquaient une réunion de l'Assemblée, où le firman de nomination était lu. Après quoi le nouveau prince prononçait un discours de pieuses platitudes (2). Mais cette réunion n'était qu'une simple formalité, car toutes les charges demeuraient entièrement aux mains du prince. Il est vrai que certains emplois étaient réservés aux boyards indigènes, mais tous les postes de grande importance, tels que ceux des affaires intérieures et étrangères, tels que les quelques charges militaires qui existaient encore, et celle de Grand Intendant, étaient invariablement distribués aux Phanariotes qui jouissaient de la confiance du nouveau venu ou qui faisaient partie de sa suite. Souvent aussi, le prince leur assurait le rang et les privilèges des boyards en leur faisant épouser la fille de quelque boyard autochtone. Il se produisit ainsi une infiltration constante de Grecs parvenus dans les rangs de la noblesse roumaine. Inutile d'ajouter que de nombreux princes se créèrent un revenu considérable en vendant des charges à de nouveaux venus ambitieux.

On ne sait pas assez que, comme le dit le Professeur Iorga,

(1) Comparer la phrase du comte Hauterive en 1785 (*Voyage en Moldavie*, p. 368) d'après lequel les sujets du hospodar « sont des esclaves d'un homme qui tremble devant les esclaves de la Porte ». Un subtil observateur anglais, le Dr. Macmichael (*Journey from Moscow to Constantinople*, p. 107) fit une remarque similaire en 1817 : « Le phénomène extraordinaire de despotisme absolu exercé par un prince grec qui lui-même n'est en même temps qu'*un esclave abject*... Ce qui ajoute encore à l'étrangeté d'un fait si peu ordinaire est que cette forme violente de gouvernement n'est soutenue par aucune force militaire : nulle part, on ne trouve la moindre apparence d'armée, l'Hospodar n'a pas de troupes, en dehors environ de vingt gardes serbes et albanais... »

(2) Voir Dem. Cantemir, *Beschreibung der Moldau*, p. 138-64 ; W. Wilkinson, *Account of the Principalities*, p. 46 ; Zallony, *Essai sur les Fanariotes*, p. 42.

« les Phanariotes formaient une caste fermée, d'où sortaient des Dragomans, des Grands Dragomans, des agents diplomatiques, des espions, des Évêques, des Métropolites, des Patriarches, des hauts dignitaires de la « Grande Église » de Constantinople, des Logothètes, des Skeuophylaks et finalement des Princes de Valachie et de Moldavie... Ils ne toléraient pas les intrus et si, plus tard, un Alexandre Ypsilanti ou un Kostaki Moruzi arrivèrent aux plus hauts postes accessibles aux chrétiens, ils durent tout d'abord épouser des femmes du sang des Mavrocordato (1) ».

A la Cour, le plus grand luxe régnait. Le prince et sa famille recevaient rarement même les boyards à leur propre table. Au divan ou conseil, ou lors des audiences, les cérémonies les plus humiliantes se déroulaient. Les hauts fonctionnaires avaient pour fonction d'aider le prince à marcher, en le soutenant sous les épaules, lorsqu'il se rendait d'une pièce à une autre (2). Celui-ci affectait l'immobilité des dignitaires turcs. Quelques-uns seulement des plus grands boyards avaient la permission de s'asseoir en sa présence; la plupart des autres ne pouvaient pas même lui baiser la main, mais se jugeaient comblés d'embrasser son pied ou l'ourlet de son habit. Un des premiers résidents autrichiens dans les Principautés raconte, à la fin du XVIII[e] siècle, qu'il a souvent vu un boyard faire le signe de la croix avant d'être reçu en audience. Rien ne pouvait arrêter le moindre caprice du prince, et un boyard même n'avait guère de refuge contre la disgrâce ou la confiscation de sa fortune. Rajčevíc relate que Constantin Rakoviţa (1753-56) donna un jour l'ordre d'arrêter un docteur allemand qui l'avait offensé et qu'il le fit cravacher et fustiger devant lui, soir après soir, jusqu'à ce que mort s'ensuivît.

Tandis que le prince faisait preuve d'une servilité complète envers le représentant du sultan, descendant de cheval, se rendant à pied auprès du pacha et baisant publiquement l'ourlet de sa robe, ce même homme se montrait plus arrogant envers ses courtisans que le plus grand souverain d'Occident, forçant les boyards à le transporter dans leurs bras de pièce en pièce, à l'intérieur du palais et, s'il était de bonne humeur, leur permettant de baiser ses mains ou ses genoux. Cette servilité était due sans

(1) *Gesch. des osman. Reiches*, IV, p. 368.
(2) Le Dr. Macmichael signale encore ce fait en 1817, dans son *Journey from Moscow to Constantinople*, p. 93.

doute à ce que les Turcs envoyés auprès de lui pouvaient être des espions ; de plus les pachas de Giurgiu, de Braïla ou de Bender étaient en mesure de devenir un jour grands vizirs et de tirer une atroce vengeance d'un fait insignifiant. « Fait curieux en ce qui concerne ces despotes, relate Carra, toutes leurs richesses, argent, joyaux, collections et fournitures d'apparat, sont toujours enfermés dans des caisses ou des coffres de voyages, comme si l'on était toujours sur le point de partir (1). »

Les boyards se payaient sur leurs inférieurs des humiliations qu'ils subissaient. Le luxe extérieur qu'ils affichaient était immense — riches habits, bijoux, chevaux, voitures, fourrures. Leurs femmes portaient également les fourrures et les robes les plus précieuses, mais elles étaient tenues en piètre estime et occupaient une situation inférieure. Le comte Vincent Batthyány, se rendant à Constantinople en 1805, rapporte qu'à dîner les hommes n'adressaient jamais la parole à leurs compagnes. Les boyards se prêtaient servilement aux désirs de leur prince qui, de fait, sans leur aide, eût été réellement impuissant. Ils partagaient avec lui des desseins cyniques de rapide enrichissement qu'ils ne pouvaient exploiter qu'aux dépens des paysans. Ceux-ci par ailleurs, n'avaient aucun moyen de défense et étaient impitoyablement étranglés de toutes parts.

Une exploitation rapide constituait alors toute la politique des princes qui s'attendaient toujours à être renversés. Chaque prince arrivait couvert de dettes, en raison des surenchères qu'il avait dû payer pour s'assurer le trône : il lui fallait d'abord rattraper ses dépenses le plus vite possible et, s'il avait la chance de se maintenir au pouvoir plus longtemps que de coutume, amasser de nouvelles réserves pour offrir le cas échéant une nouvelle enchère pour un autre trône. « Le prince change et les fous s'en réjouissent », disait un proverbe du temps.

Zallony (2), Grec lui-même, nous a laissé un tableau des méthodes qu'empruntaient la plupart des princes. Chaque fois qu'une nouvelle levée d'impôts était ordonnée de Constantinople, le prince la doublait immédiatement ou même la quadruplait et la quintuplait, et naturellement empochait la différence ou

(1) Carra, *Hist. de la Moldavie et de la Valachie* (1781), p. 184.
(2) *Essai sur les Fanariotes*, Marseille, 1824.

la partageait avec les boyards. Lorsque la Porte ordonnait des travaux pour la construction ou la réparation d'une forteresse de frontière et fixait le nombre des ouvriers qui devaient être employés, disons dix mille, avec tant de chariots, et à tels et tels salaires, le prince s'entendait avec un entrepreneur grec, n'employait que quinze cents hommes et naturellement comptait les frais pour le nombre prévu par la Porte. Il interdisait l'importation de certains produits — par exemple des prunes de Transylvanie d'où l'on tirait la fameuse eau-de-vie de prunes — pour organiser lui-même la contrebande de ce produit. Il jonglait avec le change des monnaies étrangères, réduisant leur valeur lorsqu'il faisait rentrer les impôts, l'élevant lorsqu'il avait des paiements à effectuer à Constantinople. Quelquefois même, il déposait un Métropolite pour s'approprier ses biens pendant son absence. Lorsqu'il devinait que sa chute était imminente — et le « flair » en ce cas était sans doute un des facteurs les plus essentiels du succès — il vendait les charges sans scrupules, afin d'augmenter ses ressources.

Il avait toujours en permanence un ambassadeur à Constantinople, connu sous le titre turc de Bash-Kapukihaya ; c'était souvent, mais pas toujours, un de ses parents. Cet homme était virtuellement maître du destin du prince d'autant plus que tout dépendait de son habileté diplomatique, de ses flatteries à la Porte et de la distribution de *douceurs* (1) agréables aux grands de Stamboul. Il devait surtout veiller aux intrigues des princes destitués, généralement au nombre de deux ou trois, ou d'ambitieux prétendants, et si possible les contrecarrer. Parfois, en dépit de tout le soin apporté à sa carrière, le Kapukihaya en venait à convoiter le trône pour lui-même. C'était une catastrophe pour le prince. Car, dans ce cas il ne recevait aucun avertissement, alors qu'en général le secret gardé par la Porte sur les disgrâces prochaines ne pouvait empêcher un agent, dont l'existence même dépendait de petites intrigues et qui était doué d'une rare compétence dans la corruption, d'avoir vent de la décision et d'envoyer en toute hâte un courrier au delà du Danube. Le prince avait alors le temps de falsifier ses comptes et d'alléger le trésor avant l'arrivée de son successeur. Parfois, le Kapukihaya était nettement plus puissant que le prince : tel Stavraki qui, au milieu du siècle, repré-

(1) En français dans le texte.

senta la Moldavie à la Porte, mais put imposer ses créatures sur les deux trônes et tondre toutes les classes avec une implacable impartialité. Il est vrai qu'il fut finalement étranglé sur les ordres du sultan en 1765, en châtiment du désastre et du trouble que ses méfaits avaient provoqués. Quatre ans plus tard, un autre envoyé, Nicolas Suțu, qui, pendant quelque temps, fut dragoman et tout-puissant en politique roumaine, fut exécuté de la même façon. On peut dire que la Porte, elle-même, aussi vénale que rapace, s'appuyait sur des changements constants, provoquant sans cesse de nouveaux versements de fonds. Seul le nombre restreint de candidats possibles l'empêcha d'aller plus loin dans cette voie.

Quelques rares princes, comme Constantin Mavrocordato et Alexandre Ypsilanti, essayèrent de réformer et de simplifier les impôts en supprimant les contributions indirectes. Mais leurs réformes furent en grande partie annulées par leurs successeurs; d'ailleurs, le principal effet de cette simplification fut d'alourdir encore le fardeau déjà presque intolérable qui pesait sur la classe paysanne. Ces deux princes même, relativement éclairés, devinrent cyniques sur le tard et renoncèrent à rendre leurs réformes effectives. Les exactions étaient si rigoureuses que le paysan tuait parfois son bétail pour échapper au « văcărit » ou taxe sur la vache, ou même démolissait sa maison pour éviter le « fumărit » ou taxe sur les cheminées.

Pendant la seconde moitié du XVIIIe siècle, surtout, le système primitif s'était développé d'une façon continue selon un plan compliqué qui consistait à tuer la poule aux œufs d'or. Il ruinait tout encouragement au travail, il arrêtait tout désir d'amélioration, dans un pays plus que normalement favorisé par la nature. Le consul autrichien, Rajčevíc, indigène italianisé de Raguse, observateur subtil mais caustique, note dans le Traité italien qu'il publia en 1788 : « Tous les emplois, du plus haut au plus bas, ne rapportent pas seulement un bon revenu, mais impliquent le droit de voler les gens (1). » Tous les voyageurs contemporains nous parlent de « brigandage organisé » par le prince et par la horde des fonctionnaires grecs qui, soit exécutaient ses ordres, soit le défiaient suivant les ordres directs de la Porte et volaient pour leur propre compte. Rajčevíc relate que, chaque printemps,

(1) *Bemerkungen uber die Moldau und Wallachey* (traduit de l'italien), Vienne, 1788, p. 78.

des marchands grecs arrivaient avec un firman de la Porte et emmenaient cinq à six cent mille moutons des Principautés, achetés à un prix qu'ils avaient eux-mêmes fixé. « Nul n'ose résister, écrit-il, car un tel intermédiaire est capable de crier à son retour sur le marché de Constantinople que les princes sont rebelles, qu'ils complotent avec les Russes et les Allemands et qu'ils ne leur permettent pas d'acheter les moutons nécessaires pour sauver de la famine le peuple du Prophète (1). »

Le commerce était entièrement aux mains des étrangers — la plupart Grecs, — mais aussi de Macédoniens, de Roumains de Transylvanie, d'Arméniens et de Juifs de Galicie, dont le nombre commençait à augmenter. Ce « Pérou des Grecs », ainsi qu'on appela justement ces régions, était incroyablement arriéré : l'instruction était à peu près inexistante ; il n'y avait aucune véritable classe moyenne et seulement un très petit nombre de villes. En 1764, Lord Baltimore, revenant de Constantinople vers l'Ouest, « ne put entrer à Jassy avant l'aube, à cause de la boue épaisse qui entourait la ville » et il trouva les rues recouvertes de planches de bois posées en travers » et les maisons « à un étage, basses et misérables, à peine supérieures aux maisons de terre des villages dispersés ». Wilkinson, l'un des premiers consuls anglais à Bucarest, quarante ans plus tard, notait que la capitale moldave était beaucoup mieux bâtie, bien que plus petite. A cette époque, Bucarest et Jassy comptaient quatre-vingt mille et quarante mille habitants, et respectivement trois cent soixante-six et soixante-dix églises — témoignage de la généreuse piété de générations d'opulents boyards.

Vers la fin du siècle, les conditions économiques des deux Principautés constituaient une condamnation sévère du régime ottoman et projetaient une lueur plus vive encore sur sa rapacité et son incompétence que les massacres et l'oppression en Grèce et en Serbie. Car par le pillage systématique des splendides ressources naturelles et l'oppression d'une population docile et travailleuse, les Turcs arrivèrent à des fins contraires et tarirent la fontaine à sa source. Cependant, la cession forcée de la Crimée à la Russie par la Turquie en 1783 accrut grandement l'importance des terres roumaines qui devinrent, plus que jamais, le grenier d'où Constantinople elle-même tirait d'énormes quantités de blé, de bétail,

(1) *Op. cit.*, p. 51.

de chevaux, de beurre, de fromage, de miel, de cire et même de bois pour l'arsenal. Sur la plupart de ces produits, la Porte prélevait une sorte de tribut spécial, faisant ses achats par marché forcé, ne laissant pas aux indigènes la liberté de vendre sur les marchés publics. De plus, l'exportation était complètement interdite ; ainsi l'enrichissement du pays était artificiellement arrêté. Il est vrai que, malgré ces mesures, vingt mille chevaux environ étaient envoyés chaque année clandestinement, en soudoyant les employés des douanes, en Pologne et en Hongrie tandis qu'une énorme quantité de bétail dans les hauts pâturages des Carpathes était également introduite en contrebande de l'autre côté de la frontière.

Les Principautés, écrit le général russe Langeron, « sont favorisées par la nature mais persécutées par le destin ». En d'autres termes, la masse de la population roumaine, en dépit de la fertilité naturelle et des richesses de son sol, était plongée dans la plus extrême misère et sa situation périclitait réellement de décade en décade, pour devenir, à la fin du siècle, indiscutablement inférieure à celle même de la population serbe ou bulgare complètement asservie. Les régions qui, un siècle plus tard, devaient produire le froment le plus pur d'Europe n'étaient plus employées que comme pâturages, et l'émigration, vers l'autre côté des Carpathes, en Transylvanie, était en constante progression.

Pendant ces cent années, le fardeau fiscal imposé par le Gouvernement turc s'accrut au delà de toute imagination. On a calculé que vers la fin de son règne Constantin Brâncoveanu possédait un revenu annuel de 492.000 piastres dont 132.000 seulement étaient consacrées aux affaires intérieures, mercenaires, etc., tandis que 360.000 piastres passaient aux Turcs — 135.000 pour le tribut légal et 225.000 pour toutes sortes d'exactions illégales, bakschiches, cadeaux, chantage, appelons-les comme bon nous semblera. Le courant grossit d'une façon continue pendant tout le siècle et, comme nous le verrons, atteignit son point culminant de 1790 à 1810. Le nombre de familles imposables décrut naturellement et une émigration continue se produisit surtout en Transylvanie. Parfois éclatait une sérieuse *émeute*. Le résultat fut que Grégoire Ghica de Moldavie qui, en 1766, avait réduit le nombre de jours de travail forcé auxquels les paysans étaient condamnés, fut, en 1775, pendant son second règne, obligé de supprimer ses concessions.

Le paysan sombra dans une dépendance encore plus totale envers la classe des boyards et leurs parasites, les usuriers grecs et juifs : plus il était tondu, moins il avait intérêt à s'enrichir. Enfin, les occupations étrangères périodiques (1) dont nous allons maintenant parler — avec l'indiscipline, le pillage, la réquisition forcée, la peste et les épidémies qui les accompagnèrent — ajoutèrent encore à l'incertitude et à la misère de la situation.

***

Un proverbe turc décrit les hospodars de Valachie et de Moldavie comme « les deux yeux de la Porte, tournés vers l'Europe » et on soutient parfois que le régime phanariote, si mauvais qu'il fût, éloigna deux solutions encore plus détestables : une domination directe turque ou une conquête par l'une des grandes puissances. Il est évident que tout eût été préférable à la première hypothèse, mais on peut encore se demander si le développement de la domination autrichienne sur la totalité des Principautés n'aurait pas préservé toute l'Europe Orientale du Sud, de nombreuses calamités et favorisé une saine révolution nationale dans le cadre même d'un État puissant super-national.

De fait, les deux Principautés, grâce à leur position géographique plus qu'à des considérations politiques, devinrent un gage lors de l'offensive diplomatique déclenchée par l'Europe contre l'Empire ottoman déclinant, et cette situation devait se prolonger pendant plus d'un siècle. On ne peut cependant nier que leur déplorable condition intérieure fût l'un des principaux facteurs de l'action agressive de la part à la fois de l'Autriche et de la Russie, l'un des symptômes qui incitèrent leurs hommes d'État, et d'autres en Europe, à croire à l'écroulement imminent de la puissance turque. Les Phanariotes, de leur côté, continuèrent comme hospodars les intrigues diplomatiques que leur avait enseigné la Sublime Porte et jouèrent presque incessamment un double jeu. Il est difficile de comprendre l'extrême légèreté dont les Turcs firent preuve en plaçant leur confiance en de tels hommes — surtout si on se rappelle à quel point la corruption et la vénalité avaient contaminé toutes les classes turques.

(1) En 1711, 1736-39, 1769-74, 1787-92, 1806-12.

Le premier de ces princes, cependant, Nicolas Mavrocordato, qui régna en Moldavie de 1709 à 1710, puis de 1711 à 1716, et de 1716 à 1730 en Valachie, ne mérite pas une condamnation aussi radicale. Pendant son second règne, il réussit même à exploiter la peur des Turcs, à arrêter momentanément leurs exactions, à réduire pendant quelque temps les fardeaux qui pesaient sur le clergé et le peuple. Il est vrai qu'il ne fut jamais populaire et que se voyant considéré comme un « étranger », il fut obligé de s'appuyer, de plus en plus, sur l'élément grec. Mais sous son règne apparaît le premier symptôme, encore bien faible, de régime constitutionnel : il soumit aux boyards un compte des revenus de l'État.

Sa situation en Valachie après 1716 fut ébranlée par des complications étrangères. En 1714, les Turcs avaient recommencé la guerre contre Venise et après leur conquête de Corinthe et de Nauplia, l'Autriche, se trouva mêlée aux hostilités. Un document du temps, aux archives de Vienne, énumère les raisons qui devaient rendre la guerre inévitable. Tout d'abord, la structure même de l'État turc le poussait à un conflit avec l'Empire : « La guerre est la vie pour les Turcs, la paix est la mort. » En second lieu, il était contraire aux intérêts de l'Autriche que le moindre changement fût apporté dans la Constitution de la Moldavie et de la Valachie, et on insista fortement sur l'importance de Bender et de Hotin. « Si le roi de France, soutenait-on, bâtit une petite tour sur le Rhin, les politiciens prétendent aussitôt que c'est le premier bastion de la domination universelle. Mais si le Turc bâtit de grandes forteresses sur les frontières chrétiennes, contrairement au traité, on ferme les yeux devant cet acte négligeable. » Jadis, l'Empire pouvait dédaigner les deux Principautés, mais maintenant elles avaient des frontières communes avec la Hongrie, et en raison de leur fertilité, elles pouvaient facilement nourrir soixante mille soldats turcs prêts à une attaque immédiate par les cols transylvaniens. Le dessein turc était d'extirper les Valaques, d'installer les Tatares à leur place et d'établir un Gouvernement militaire de pachas dans les deux provinces (1). Pour employer des termes modernes, la position stratégique de la Roumanie était un argument décisif.

Cette interprétation habile de ce qu'on peut appeler l'école de

(1) 1716 (sans date), en italien. Hurmuzaki, *Documents*, XX, n° 72.

pensée de l'Est, en opposition avec celle de l'Ouest, semble avoir convaincu Charles VI et le Prince Eugène. Le grand soldat couronna la plus fameuse de toutes ses campagnes par la bataille de Peterwardein (5 août 1716) au cours de laquelle le grand vizir lui-même tomba, et la conquête de Temesvár et de tout le Banat eut lieu en octobre. L'occupation de Bucarest suivit, effectuée par une colonne volante de douze cents hommes seulement — la plupart volontaires serbes. Nicolas Mavrocordato fait prisonnier fut emmené à Braşov et son frère Jean occupa les fonctions de Statthalter Impérial à sa place. Une incursion ultérieure en Moldavie fut moins heureuse ; Jassy fut occupée, puis abandonnée, et les hordes tatares harcelèrent les Impériaux battant en retraite. Michel Rakoviţa, pour prouver son dévouement à la Porte, fit torturer et exécuter tous les boyards suspects d'avoir pu aider l'ennemi.

Un an après Peterwardein, le Prince Eugène, « der edle Ritter », prit Belgrade d'assaut et mit en déroute les troupes de renfort turques. La Sublime Porte n'eût pas demandé mieux que de continuer la guerre, se jouant de François Rákóczy et des émigrés magyars ; mais pour le moment elle n'en avait pas les moyens et se contenta d'exiger la reddition de la Morée par les Vénitiens épuisés. La paix de Passarowitz (Pozărevac), le 21 juillet 1718, représentait l'apogée de la puissance et du prestige de l'Autriche, à l'Est. L'Autriche ne regagnait pas seulement tout le Banat, expulsant ainsi les Turcs du dernier morceau de leurs conquêtes hongroises, mais elle annexait encore Belgrade, encore toute la Serbie du Nord (y compris la fameuse région de Šumadia, correspondant au premier État autonome serbe du XIX[e] siècle), certaines régions au Nord-Ouest de la Bosnie et, avant tout, cinq départements roumains, connus sous le nom de « Petite Valachie » — tout le territoire qui s'étendait entre les Portes de Fer, les Carpathes et les fleuves de Olt et du Danube. Un accord commercial garantissait aux Impériaux les droits de libre négoce dans les possessions turques. Détail à noter ; le voevode Nicolas Mavrocordato et sa famille furent libérés contre deux généraux impériaux prisonniers, tandis que la Porte s'engageait à garder les exilés magyars sous une étroite surveillance, à une certaine distance des frontières.

Ces gains substantiels, obtenus sans aide, pendant que la Russie était réduite à la passivité, même sous le règne d'un de ses plus

grands souverains, semblaient annoncer l'expansion rapide de l'Autriche dans toute la péninsule balkanique, et peut-être même la conquête de Byzance et la réunion des deux couronnes impériales. Le dénouement ne fut que retardé : le Turc était sûrement condamné. Les populations chrétiennes semblent l'avoir compris. Le contact entre les Serbes de Turquie et leurs compatriotes de la Hongrie du Sud et des Frontières militaires, alors élargies, fut spécialement étroit ; sous la domination autrichienne le centre ecclésiastique fut transféré de Karlovci à Belgrade. Un courant semblable, bien que plus faible, se faisait sentir parmi les Roumains ; et, à la veille des négociations de paix, une députation, dirigée par Radu Golescu et Stirbei, se rendit à Vienne et supplia l'Empereur de nommer voevode Georges Cantacuzène, de convoquer et de consulter les États — nom qui, sans doute, désignait les boyards et le clergé. S'il ne pouvait assurer le complet affranchissement du joug turc, on demandait à l'Empereur de stipuler que désormais seuls les Valaques de naissance pussent être nommés hospodars et que les Grecs ou autres étrangers fussent exclus de cette charge. Il est intéressant de noter qu'au même moment une pétition valaque de Transylvanie était présentée au Prince Eugène (1).

Malheureusement, l'administration autrichienne ne réussit pas à justifier les espérances des Valaques. A leur arrivée, ses fonctionnaires trouvèrent une situation intolérable. En plus des contributions directes, l'infortunée population était soumise à une série de taxes spéciales — sur le miel, le vin, les porcs, le tabac, les bêtes à corne, les moutons, le foin, le poisson fumé, le drap et les cheminées. Ces impôts lui étaient soutirés par des méthodes arbitraires, appuyées du fouet et même de la torture. Aucun reçu n'était délivré ; il était ainsi possible de toucher deux fois le même impôt. Partout ce n'était que fraude, abus et désorganisation. Les paysans avaient tout intérêt à paraître aussi pauvres que possible ; ceux qui possédaient des troupeaux les cachaient dans les lointaines régions des montagnes. Néanmoins, les richesses naturelles en Oltenie étaient si grandes que, d'après une estimation autrichienne de 1731, on trouvait, dans ces cinq districts seulement, cinquante mille bêtes à cornes, cent mille chevaux, trois cent mille moutons, trois cent mille cochons et deux cent mille ruches. Les

(1) Cit. A. Beer, *Die Orientalische Politik Œsterreichs*, p. 7.

Autrichiens réduisirent sagement le nombre des impôts, mais, certains de ceux qui subsistèrent furent augmentés et un des principaux mérites du régime à nos yeux — la tentative d'imposer également toutes les classes de la société — souleva une grande indignation parmi les boyards qui, comme ceux de la classe correspondante en Hongrie, exigeaient une exonération totale. Le paysan bénéficia d'un réel avantage, celui de payer une somme fixe et de savoir le nombre de jours de travail forcé qu'il devait fournir ; mais les officiers de transport militaire se rendirent coupables de fraudes, les troupes manquaient de discipline ; la création et la réparation des routes furent rigoureusement poursuivies. Les fonctionnaires de toute évidence ne savaient pas appliquer le vieux proverbe roumain : « Il faut plumer la poule sans la faire glousser. » La dévaluation de la monnaie causa une confusion générale (1). Le clergé, rapace et ignorant, arriva à obtenir de nombreuses exemptions : mais la reconnaissance qu'il aurait pu en garder à l'Autriche fut plus que neutralisée par l'erreur que commit celle-ci en soumettant l'évêché de Rîmnic au siège métropolitain serbe de Karlovici et en nommant un évêque catholique pour les fidèles bulgares. Il n'est que juste d'ajouter que les bases mêmes nécessaires à un système de « self-government » — idée tout à fait étrangère à la fois à l'époque et au lieu — étaient presque inexistantes. Si la domination autrichienne s'était maintenue, sans doute la politique de la colonisation par laquelle on ramena à la civilisation le Banat et Băcka, eût-elle été appliquée également à l'Oltenie ; mais elle n'eût pas été justifiée dans une province bien peuplée comme elle l'était dans le désert malsain qu'était devenu le Banat sous le régime turc : toute tentative pour l'appliquer eût amené de nouvelles frictions.

Pendant cette période d'occupation, la Turquie, épuisée par ses récents efforts, fut retenue par des convulsions intestines et une longue querelle avec la Perse qui l'obligèrent à délaisser ses ambitions occidentales. L'Autriche, de son côté, était détournée du proche Orient par les problèmes allemand et italien. En 1726, cependant, elle conclut une alliance avec Catherine de Russie, qui fut le signe

(1) Xenopol donne un clair résumé de la période autrichienne dans son *Histoire des Roumains*, II, p. 202-7, basée en grande partie sur les documents de Hurmuzaki, *Documents*, VI. La relation la plus détaillée se trouve dans Jacubenz, *Die cisleithanische Walachei unter kaiserlicher Verwaltung*, mais je n'ai pu me la procurer.

avant-coureur d'une action commune des deux puissances qui dura près de deux siècles. Par ce pacte, l'Autriche garantissait les possessions européennes de la Russie et s'engageait à intervenir si celle-ci était attaquée par la Turquie. Lorsqu'en 1736 ce *casus belli* se produisit, l'Autriche, pendant près d'un an, s'efforça d'intervenir comme médiatrice entre la Russie et la Turquie. Cette lenteur de l'Autriche à appliquer le traité était due à la difficulté de concilier ses revendications et celles de la Russie à l'héritage turc. Aucune des deux Puissances n'était modeste : la Russie réclamait la Crimée et le Kouban, la liberté des Détroits, l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie sous son protectorat, tandis que l'Autriche désirait étendre ses frontières non seulement en Bosnie et en Serbie, mais en Valachie jusqu'au Dîmbovița ou même Brăila, et en Moldavie jusqu'au Pruth. On ne put arriver à un accord, car de tels sacrifices n'auraient pu être arrachés à la Turquie que par une écrasante victoire. L'envoyé français Bonneval avait raison lorsqu'il écrivait que « prendre l'Autriche pour médiateur, c'est se confesser au renard (1) ». Finalement, l'Autriche participa à la guerre contre les Turcs et, espérant les prendre par surprise, fit une avance brusquée sur Nïs et Vidin, et des incursions parallèles sur Bucarest et Jassy. Mais le manteau du « petit Capucin » n'était réservé ni à Seckendorf, ni à Wallis, ni à Neipperg, généraux tous plus incompétents les uns que les autres. Aucune des nouvelles conquêtes ne put être conservée et les Turcs se reprenant, à l'étonnement de tous leurs contemporains, se préparèrent à reprendre l'Oltenie et même Belgrade. Leur vassal sur le trône valaque, qui n'avait aucune raison d'aimer l'Autriche, lança un manifeste invitant les habitants de la « Valachie impériale » à retourner à leur ancienne vassalité ; et, signe de l'échec de l'Autriche, le clergé et les boyards répondirent avec enthousiasme. Entre temps, Grégoire Ghica en Moldavie avait lui aussi joué un jeu retors, mettant les Turcs au courant des préparatifs militaires russes et leur fournissant des vivres.

La guerre tourna mal pour les Alliés chrétiens. En 1739, Nïs tomba, Belgrade elle-même fut en danger et Ali Pacha répondit au négociateur autrichien, le comte Neipperg, qu'il connaissait le chemin de Vienne et qu'il laisserait une traînée de sang et de feu

(1) Vandal, *Une Ambassade française*, p. 265.

jusqu'à ses portes mêmes. Les Russes furent plus heureux ; ils prirent Azov, Ochakov et Hotin et, en août 1739, le maréchal Münnich occupa Jassy et fut acclamé par la population. Mais son arrogance lui aliéna bientôt également les prêtres et les laïques. Abandonnant la tactique bienveillante de Pierre le Grand, il traita la Moldavie en province conquise et lui imposa de lourdes charges — tactique d'autant plus singulière qu'il semble avoir eu lui-même de sérieuses prétentions au trône moldave. Sa brève domination sur Jassy et les abus auxquels se livrèrent les troupes cosaques rafraîchirent sensiblement les sentiments russophiles de la Moldavie.

L'humiliante paix de Belgrade (18 septembre 1739) dans laquelle l'ambassadeur français, M. de Villeneuve, joua un rôle si remarquable en encourageant les dissensions austro-russes, en empêchant un Congrès général ou une intervention médiatrice anglo-hollandaise (1) et en poussant l'incapable Neipperg dans la voie des concessions (2), détermina un grave recul des Alliés chrétiens et procura aux Turcs un répit de vingt ans. Elle fut spécialement grave pour l'Autriche qui, après avoir été seule sur la scène en 1718 et s'être conduite en unique prétendant, avait dû admettre les revendications d'un rival et se voyait maintenant en danger d'être devancée par lui. Pendant les années de paix qui suivirent, Belgrade, l'Autriche et la Russie se suivaient déjà à une encolure près et la position de la Russie, en tant que coreligionnaire de tous les chrétiens orthodoxes (l'Église russe étant la seule parmi les Églises orthodoxes qui ne se trouvât pas sous la domination des Infidèles) et consanguine de tous les peuples slaves, constituait un sérieux avantage dont elle ne tarda pas à profiter. Ainsi, au XVIII[e] siècle comme au siècle précédent, on vit de nouveau vers Moscou et Saint-Pétersbourg, une longue procession d'évêques, d'archimandrites et de dignitaires moins importants de l'Église pour quémander l'assistance russe et « le rouble roulant » devint bientôt une expression familière parmi les voisins méfiants de la Russie. Néanmoins, la paix fut maintenue au Sud-Est de l'Europe pendant près de trente ans — la plus longue période depuis l'arrivée des Turcs en Europe. L'épuisement et les préoccupations intérieures d'une part, et, de l'autre, les problèmes de l'Europe du Nord qui retenaient l'Autriche

(1) Hurmuzaki, *Documents*, IX, n° 292, instruction de Fleury à Villeneuve.
(2) Voir la brillante étude de Vandal, *Une Ambassade française en Orient, sous Louis XV*.

et la Russie, surtout la succession au trône des Habsbourg, les ambitions territoriales de la Prusse et les convoitises aiguisées par le rapide déclin de la puissance polonaise la rendirent possible.

Pendant les années 40, la disette de prétendants qualifiés pour les deux trônes servit le seul homme de valeur parmi tous les princes phanariotes. Constantin Mavrocordato, fils du hospodar Nicolas, régna six fois en Valachie et quatre fois en Moldavie, bien que le total de ses années de règne ne s'élève qu'à vingt-deux ans. Malgré d'immenses difficultés, presque seul parmi ceux de sa classe, il semble avoir développé des méthodes précises de gouvernement et s'être rendu compte que la pyramide sociale ne pouvait pas reposer indéfiniment sur son sommet. Il fut fortifié dans cette conviction par le développement alarmant de l'émigration, due au désespoir suscité par les exactions des agents du fisc et des propriétaires fonciers. D'après le général von Bauer, précis et bien documenté, un recensement assez grossier de 1741 avait révélé la présence de cent quarante-sept mille familles de paysans en Valachie; pendant les quatre années suivantes, leur nombre avait été réduit de moitié ; et, à la fin du règne, aussi incroyable que cela puisse paraître, il n'en restait plus qu'un quart. Cet exode se déroula surtout vers le territoire turc de l'autre côté du Danube où la corruption était la même et où de plus existait une domination étrangère et militaire, mais où, au moins, le maître avait moins d'autorité sur le travail de la classe paysanne. L'émigration s'était également dirigée vers l'Ouest dans le Banat, où le comte Mercy poursuivait sa grande œuvre de colonisation, sur des bases paternelles et éclairées, et vers le Nord en Transylvanie. Cette dernière émigration a été fortement exagérée par les propagandistes magyars pour essayer de prouver bien vainement que les Roumains étaient moins prolifiques que les Magyars. Le rigide système féodal magyar ne pouvait attirer que les désespérés. Dans le même temps, un grand nombre des anciens immigrants serbes en Hongrie se révoltèrent contre l'oppression féodale magyare et de nombreux survivants acceptèrent l'invitation de l'impératrice Élizabeth de Russie qui les établit sur le riche sol de l'Ukraine.

Devant cette crise, Constantin Mavrocordato, de 1743 à 1746, tenta véritablement des réformes radicales. Tandis qu'il abolissait les trois impôts qui pesaient le plus lourdement sur les boyards (1)

(1) Le văcărit (sur le bétail) ; le vadrărit (sur les pressoirs) ; le pogonărit (sur les vignes).

et qu'il exemptait le clergé et les monastères, il s'employa à arrêter le mécanisme qui, pendant plus d'un siècle, avait abaissé le paysan libre au niveau d'un simple serf, jusqu'à faire de « vecini » (« voisins »-villageois qui avaient été à l'origine prisonniers de guerre et qui étaient liés au sol) et « rumâni » (propriétaires paysans jadis libres) des termes synonymes. Son premier soin fut de diviser les paysans en trois classes — les fruntasi, les mijlocasi et les codasi, ou propriétaires respectivement de douze, huit et quatre bœufs — et de leur concéder un minimum de terre à cultiver, le libre pâturage pour leurs bêtes, et le droit de couper du bois pour se chauffer. De plus, tout paysan non affranchi pouvait acheter sa liberté pour dix piastres. Ces dispositions furent consignées dans un document signé par les boyards et les évêques, en faveur de leurs « frères en Jésus-Christ, soumis à un régime cruel ». Ces réformes amenèrent une grande effervescence parmi les boyards, qui décidèrent la Porte à envoyer Constantin en Moldavie. Mais celui-ci persévéra dans ses vues et, en 1749, décréta là aussi l'émancipation des vecini. L'Assemblée, en ratifiant son décret, nota que le mot « service » ne diffère pas d' « esclavage », que certains propriétaires terriens ont pris l'habitude de vendre les serfs (vecini) comme des esclaves (robi) les traitant comme des tziganes, séparant les enfants de leurs parents et les envoyant d'un lieu à un autre (1). Comme corollaire à ces bons traitements envers la classe paysanne, Constantin essaya d'élever le niveau du clergé, insistant pour que les prêtres fussent au moins capables de lire et d'écrire. Il publia un nouveau psautier roumain et d'autres livres ecclésiastiques, fonda des écoles, surtout pour les jeunes boyards dont les meilleurs obtenaient des bourses et étaient envoyés au célèbre collège grec de Venise. Mais il avait soulevé trop de problèmes pour ne pas être menacé ; et, à la fin de 1749, sa chute était consommée. Il fut exilé à Lemnos et dut payer trois cents bourses d'or au grand vizir pour rançon. Il fut deux fois rétabli sur le trône valaque, en 1756 et en 1761, mais, en 1763, il fut de nouveau déposé par la Porte et, dépouillé de tous ses biens, fut jeté dans la célèbre prison des Sept Tours.

Au cours de ses derniers règnes, il ne put réussir à étendre ni même à consolider ses réformes et les impôts qu'il avait supprimés

(1) A. A. Sturdza, *La Terre et la Race Roumaine*, p. 190.

furent peu à peu rétablis. En 1766, le travail forcé fut étendu en Moldavie par un décret, signé à contre-cœur par Grégoire II Ghica, et, comme il avait été prouvé qu'un jour de service était insuffisant à assurer le travail, la voie était ouverte à une extension indéfinie du nombre de jours de corvées. Jusqu'à la fin du régime phanariote, les boyards poussèrent constamment les hospodars à prendre des mesures pour renforcer ces servitudes. Même à l'époque du Règlement Organique, le sage et éclairé Kiselev aura à combattre une tendance semblable.

Le système « urbarial », inauguré par Mavrocordato, a été fort bien décrit par le Dr Mitrany comme « un régime hybride ayant réduit le servage sans accorder une complète liberté (1) ». La sujétion n'atteignit jamais au même degré que dans l'Ouest et le Centre de l'Europe féodale et il est curieux qu'elle s'arrêta au moment où la liberté politique était au plus bas. Néanmoins, l'affaiblissement de l'autorité centrale et l'accroissement de l'influence autrichienne et russe, réduisirent les provinces roumaines à une sorte de *no man's land* politique, dans lequel les boyards agissaient à leur gré. M. et Mme Hammond ont écrit qu'en « Angleterre, l'aristocratie avait la puissance mais ne possédait pas de privilèges, tandis qu'en France l'aristocratie possédait des privilèges, mais n'avait pas la puissance ». Dans les provinces roumaines, les boyards avaient à la fois la puissance et les privilèges. En théorie, ils étaient de hauts fonctionnaires qui agissaient au nom du prince mais en réalité ils n'étaient que les gardiens et les défenseurs tout-puissants de leurs propres intérêts de propriétaires. Ils s'étaient partagé la terre entre eux (2). Un homme comme Constantin Mavrocordato n'en eut que plus de mérite, lui qui, au crépuscule d'un âge de fer, affermit les lois morales et imposa une conception même primitive de la justice sociale. Son nom demeure à côté de ceux de Vladimiresco, de Cuza et de Kogălniceano qui, tous furent, comme lui, les pionniers de la liberté de la classe paysanne.

(1) *The Land and the Peasant in Roumania*, p. 16.
(2) Mitrany, *ibid.*, p. 23.

Chapitre VI

L'AUTRICHE, LA RUSSIE ET LE PROBLÈME ROUMAIN

Des changements constants de souverains marquent les deux décades du milieu du siècle. En vingt années, la Valachie connut onze règnes différents et la Moldavie neuf. Cette instabilité provient de ce que la Porte avait alors à sa disposition un plus grand nombre de candidats et à son service un Kapukihaya, dont l'habileté et l'arrogance dépassaient la mesure commune : l'odieux Stavraki, qui appliqua la concussion et l'extorsion jusqu'aux dernières limites. Enfin, une révolte éclata devant les exigences des princes et lorsque l'affaire fut appelée devant le sultan Moustafa, ce prince-poète la jugea selon son avarice en faisant pendre Stavraki devant son propre palais et en confisquant son immense fortune mal acquise (1765). Cet incident fut le signal du renforcement de l'influence grecque à la Porte où les Phanariotes étaient devenus indispensables, en dépit de leurs constantes intrigues avec la France, l'Autriche et les autres Puissances.

Ce qui amena dans les Principautés cette période de stagnation déshonorante, ce fut la Guerre de Sept ans, dont les résultats durables et mémorables débordaient déjà l'Europe, mais qui provoqua un complet renversement des alliances traditionnelles du Continent et remit une fois de plus sur le tapis la Question d'Orient. L'avènement de la grande Catherine en 1762 donna une nouvelle direction à la politique russe. Catherine vit en Frédéric le Grand son allié naturel pour tous les desseins qu'elle pouvait former contre la liberté de la Pologne et comprit qu'il était beaucoup plus indifférent au sort de la Turquie. L'alliance franco-autrichienne par laquelle Kaunitz et Marie-Thérèse répondirent, lui sembla un moindre mal. Mais la Porte considérait les desseins russes avec une crainte extrême et devina les dangers qu'elle courrait

si Catherine donnait à son faible favori, Stanislas Poniatowski, le trône de Pologne. Ce ne fut cependant qu'en septembre 1768 que, poussés par un groupe d'exilés polonais et par Vergennes, ministre de Louis XV, les Turcs se décidèrent à déclarer la guerre à la Russie. Ils avaient alors le double prétexte de l'occupation russe de Cracovie et d'un massacre auquel s'étaient livrés les Cosaques dans la ville tatare de Balta — sur le territoire turc près de la frontière de la Bessarabie. Mais ils avaient ainsi assumé le rôle d'agresseur et l'Autriche décida cette fois de rester neutre, résistant aux suggestions de la France qui conseillait une alliance turque, et de la Russie qui proposait que les deux alliés de 1737 tentassent un règlement final de la question turque.

Beaucoup de temps passa avant que les deux ennemis en vinssent réellement aux mains, mais, en septembre 1769, les Russes remportèrent une victoire décisive à Hotin, et les deux Principautés — objectif principal de la campagne — furent rapidement envahies et occupées. Un manifeste de Catherine, promettant l'affranchissement du joug turc, fut lu publiquement à Jassy et accueilli avec un vif enthousiasme. « La domination barbare des Turcs » y était-il dit, « cherche à rejeter dans l'abîme de l'impiété les âmes des chrétiens qui vivent en Moldavie, Valachie, Bulgarie, Bosnie, Herzegovine, Macédoine et autres provinces de l'Empire ottoman ». Grégoire Ghica, alors hospodar de Valachie, déjà connu comme russophile et redoutant pour lui le sort de Callimach, se laissa capturer et emmener avec sa famille à Saint-Pétersbourg. Mais le vieux « Constantin Vodă », sur le trône moldave pour la dernière fois, fut fait prisonnier pendant qu'il s'enfuyait vers le camp turc à Renĭ et ne dissimula pas sa certitude que les Turcs reviendraient le lendemain et chasseraient les Russes comme des chiens. Un officier russe, indigné, brandit son épée et le blessa à la tête, blessure dont le vieil hospodar mourut misérablement à Jassy quelques semaines plus tard. Entre temps, le courant grossissait en faveur de la Russie et une députation des deux provinces, composée entre autres du Métropolite Grégoire, de plusieurs évêques et de membres des familles Cantacuzène et Brâncoveano, se rendit à Saint-Pétersbourg. Les députés furent reçus en audience solennelle par l'impératrice dont ils baisèrent servilement les genoux et la marque des pas. Pendant les quatre années suivantes, Jassy et Bucarest furent placées sous l'administration russe. Des traités

apocryphes, datant du XIVe et du XVe siècles, furent déterrés afin de prouver les relations contractuelles entre les Roumains et la Porte (1), et de trouver des bases susceptibles d'abolir la souveraineté turque. Un petit groupe de grands boyards favorisa l'incorporation russe, en calculant égoïstement mais justement qu'elle permettrait à une étroite oligarchie foncière de gouverner et constituerait un prompt moyen d'enrichissement (2). L'envoi sensationnel d'une flotte russe en Méditerranée et les tentatives qu'elle fit pour soulever la population grecque de Morée et des îles par des promesses d'affranchissement prouve que tout ceci n'était qu'un aspect d'un plan plus vaste et plus ambitieux. Malheureusement, en dépit de la brillante victoire navale de Chesme (5 juillet 1770) la Russie ne put protéger les Grecs contre les cruelles représailles turques et, sur ces entrefaites, la guerre sur terre commença à languir, pour des raisons plus politiques que militaires. Il est vrai que pendant l'année 1770 la Russie fortifia son emprise stratégique sur les Principautés par la prise successive des forteresses avancées d'Akkerman, de Chilia et d'Ismail. Elles constituaient le butin immédiat sur lequel Catherine avait jeté son dévolu, mais l'impératrice n'ignorait pas que les Puissances la surveillaient et pourraient l'obliger à les abandonner au moment même où elle les tiendrait. Vers la fin de 1770, elle exposa à Frédéric le Grand (peu après son entrevue avec Joseph II à Neustadt) ce qu'elle croyait être les conditions d'une paix équitable. Celui-ci lui fit alors remarquer que l'un des articles essentiels de son projet, l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie — qui eût équivalu à un protectorat russe, à un moment où même la Pologne, avec ses ressources infiniment plus grandes ne pouvait s'élever contre la puissance moscovite — devait être abandonné si on voulait éviter une guerre avec l'Autriche. Joseph, d'ailleurs, était déjà impatient d'occuper de nouveau l'Olténie, si les Russes franchissaient le Danube, mais il dut comprendre qu'un tel acte amènerait une guerre austro-russe et que la Prusse deviendrait aussitôt l'arbitre, non seulement du proche Orient, mais de l'Allemagne elle-même.

(1) Iorga, *Gesch. des osman, Reiches* IV, p. 501.
(2) Iorga, *Gech. des rum. Volkes*, II, p. 181.

LE PREMIER PARTAGE DE LA POLOGNE

Le ralentissement de l'offensive russe peut être expliqué par un facteur fondamental : on préparait déjà un partage de la Pologne. Bien que les négociations secrètes et complexes de cette époque ne nous concernent pas, il est nécessaire de souligner à quel point le destin des Roumains, victimes complètement passives, fut lié à ce crime et à ses conséquences. L'année 1771 fut employée aux manœuvres et contre-manœuvres des Puissances rivales. Déjà, en janvier, Frédéric avait proposé que Catherine renonçât à la Moldavie et à la Valachie et qu'elle prît « une province de Pologne à *sa bienséance* (1) ». En juillet, l'Autriche conclut un traité secret avec la Porte contre la Russie, empochant une forte gratification d'avance et la promesse de rétrocession de l'Olténie en récompense de ses services. Mais ceci ne l'empêcha pas de poursuivre des discussions parallèles avec la Russie en vue d'une nouvelle alliance pour l'expulsion des Turcs d'Europe. Par l'une des « combinaisons » alors proposées, l'Autriche eût abandonné les deux Principautés ainsi que Constantinople et les Détroits à la Russie et se fût modestement contentée de la Serbie, de la Bosnie, de l'Albanie et de la Macédoine ; par un autre la frontière russe eût été portée jusqu'au Danube, tandis que l'Autriche eût pris la Serbie, la Bosnie et l'Olténie, le reste de la péninsule formant un État vassal russe, avec Byzance pour capitale, tandis qu'un archiduc autrichien eût régné en Morée. A la fin de l'année, Catherine était prête à renoncer à la Moldavie et à la Valachie, pourvu qu'elle pût conserver les forteresses limitrophes d'Ochakov et de Bender. Marie-Thérèse, avec son fils et son chancelier — tous deux moins scrupuleux qu'elle-même — se trouvèrent devant d'embarrassantes alternatives. Aux dépens de qui pourrait-elle s'agrandir ? De son nouvel allié turc ou de son ancien ami polonais ? En d'autres termes, devait-elle prendre la Bosnie ou la Moldavie et la Valachie, ou Cracovie ? Frédéric était beaucoup plus intéressé par la Pologne que par la Turquie, pour la raison fort simple que sa position géographique même l'eût empêché de s'agrandir aux dépens de cette dernière,

(1) Sorel, *La Question d'Orient*, p. 139. En français dans le texte.

autant que ses deux rivaux impériaux, tandis qu'il était certain de pouvoir tirer le maximum de la Pologne. Il avait donc tout intérêt à détourner de la Pologne l'appétit de la Russie et de l'Autriche tout en encourageant la prolongation de la guerre turque pour les rassasier. Avant tout, il devait rendre l'Autriche complice du crime polonais. Il y fut aidé par Joseph, aussi rapace et cynique en politique étrangère, qu'éclairé et idéaliste dans les affaires intérieures. Joseph réclama toute la Moldavie et la Valachie, pour que l'Autriche renonçât à participer au partage de la Pologne. Sa mère, plus sage, répugnait à prendre des provinces qui étaient « malsaines, dévastées, ouvertes aux Turcs, aux Tatars et aux Russes, et où de nombreux millions et beaucoup d'hommes seraient nécessaires pour s'y maintenir » ; elle trouvait que cela « pourrait nous conduire à la ruine après nous avoir fait perdre notre crédit (1) ». Elle témoigna d'une répugnance semblable dans la question polonaise, disant : « on voulait agir à la prussienne et l'on voulait en même temps retenir les apparences de l'honnêteté », mais finalement, selon la phrase mordante de Frédéric, « elle pleurait et prenait toujours ».

Le premier partage de la Pologne, signé le 15 juillet 1772, assura à la Turquie un nouveau répit, et en même temps empêcha les Roumains de passer d'un joug infidèle à un joug chrétien. L'historien, mieux que le simple narrateur, pourrait juger s'ils y gagnèrent finalement plus qu'ils n'y perdirent au début. Que celui qui devine les desseins de la Providence tranche la question, En avril, une Conférence de la Paix s'ouvrit sur le sol roumain à Focşani, mais on se trouva devant une impasse au sujet de l'indépendance des Tatars de Crimée. En 1773, un deuxième Congrès à Bucarest avorta également, à cause des revendications de la Russie sur la Mer Noire. Mais l'armée russe, lorsqu'elle reprit alors l'offensive sur le Danube, échoua devant Silistrie et n'échappa aux mêmes dangers qu'avait rencontrés Pierre le Grand sur le Pruth, que grâce à la maladresse du grand vizir. Il y eut ainsi un arrêt forcé des opérations militaires ; puis, la mort du sultan Moustafa et la déception de la Porte devant les revendications de l'Autriche préparèrent le terrain pour la paix.

(1) Sorel, *op. cit.*, p. 199-202.

LE PROTECTORAT RUSSE

Le traité de Kütchük Kainardji (21 juillet 1774) est une étape dans l'histoire de la Question d'Orient et, quoique à un degré moindre, dans l'évolution de la Roumanie moderne. La Russie fut loin d'obtenir ce qu'elle avait tout d'abord souhaité et, de fait, elle restitua la plupart de ses conquêtes en Asie et en Europe, ne conservant qu'Azov et certaines forteresses limitrophes. Mais elle insista sur l'indépendance des Tatars de Crimée — dernière étape dans la voie de leur incorporation dans l'Empire russe et de la libre navigation sur la Mer Noire et le Danube. Pour la première fois, la Russie allait avoir une représentation diplomatique permanente à la Porte et le droit d'envoyer des consuls là où elle le jugerait nécessaire. Mais les clauses de beaucoup plus importantes furent celles où se fondirent imperceptiblement les questions religieuses et politiques. Le droit d'ériger une Église russo-grecque dans le faubourg de Galata peut tout d'abord sembler insignifiant, mais il constitue la première concession de cette sorte accordée depuis la domination des Turcs sur des sujets chrétiens et ce monument devint, pour les chrétiens comme pour les musulmans, le symbole permanent de la puissance grandissante de la Russie. Le droit de pèlerinage aux Lieux Saints, donné aux sujets russes, eut une égale valeur sentimentale. Mais, plus important que tout fut l'article VII par lequel, en phrases équivoques, la Porte s'engageait à protéger la religion chrétienne et permettait au ministre russe de faire des représentations « en toute occasion » en faveur de ceux qui servaient la nouvelle Église russe. La Porte fut tenue d'accepter de telles représentations comme venant « d'une puissance voisine et sincèrement amie ». De cette clause date ce protectorat mal défini sur les chrétiens orthodoxes d'Orient que la Russie étendit constamment par les traités du demi-siècle suivant et qui, mêlé d'autorité morale, de véritable sentiment religieux et de rapacité impérialiste, devait survivre sous une nouvelle forme, même après que les Puissances eurent fait la guerre pour y mettre fin. Du point de vue du prestige turc, on peut considérer cette clause comme la plus néfaste qu'ait jamais signé un sultan.

Un autre article du traité de Kütchük Kainardji nous intéresse spécialement, c'est celui qui procura à la Russie un moyen pra-

tique pour miner plus profondément l'édifice ottoman. La Bessarabie, la Moldavie et la Valachie furent rendues à la Porte, mais toute une série de conditions fut imposée à celle-ci. En plus d'une amnistie générale pour tous les Roumains, du libre exercice de la religion chrétienne et de l'exemption du tribut pendant les deux premières années suivant la paix, il était expressément stipulé que le tribut même serait limité dans l'avenir et que tout le vaste édifice des cadeaux et des *bakschiches* serait démoli. Chaque prince devait avoir son agent diplomatique à Constantinople « qui, malgré sa petite importance, devait être considéré comme un sujet protégé par la loi internationale et jouir du droit d'immunité contre toute violence ». Finalement, on concédait à la Russie le droit de parler au nom des Principautés, la Porte promettant de nouveau « d'écouter avec la considération due à des Puissances amies et respectées ».

En d'autres termes, la Russie, surtout pour retenir l'amitié autrichienne, abandonnait sa première idée d'annexer les Principautés, mais lui substituait un protectorat virtuel qui pouvait en tous temps lui permettre d'appliquer le principe : *reculer pour mieux sauter*. Quant aux Roumains, qui étaient ainsi replacés sous la domination turque, les conditions imposées par la Russie ne durent leur apporter qu'une consolation bien mince. Le traité eut pour eux des conséquences tragiques qu'ils ressentirent amèrement, bien qu'avec le temps certaines compensations leur eussent été accordées. Pendant un voyage en Transylvanie et en Galicie en 1773, Joseph II trouva, pour améliorer leurs communications par les Carpathes et pour renforcer en même temps les défenses des frontières, qu'il serait bon d'annexer les régions du Nord de la Moldavie jusqu'au fleuve Sbrucz. « Du point de vue militaire et politique, soutenait-il, ces régions ont au moins la même valeur que la Valachie occidentale. » Kaunitz pria donc Thugut de faire savoir à la Porte que la cession de la Bukovine serait le meilleur moyen de récompenser l'Autriche de ses bons services. Comme les Turcs, naturellement, ne partageaient pas cet avis et tâchaient de gagner du temps, l'ordre fut lancé de Vienne en septembre 1774 d'occuper le territoire convoité. Les Turcs, d'abord, crièrent au « pillage honteux », mais, trouvant la Russie complaisante, et se voyant isolés de toutes parts, ils finirent par céder la Bukovine (7 mai 1775), espérant sans doute ainsi empêcher l'Autriche de fomenter une nouvelle conspiration contre eux. Du reste, nécessité fait loi. Néanmoins, ils firent

les choses correctement et avec apparat et décrivirent cette cession comme « une preuve sincère d'amitié, d'affection et de bon voisinage (1) ». Pourtant, la note de Thugut, niant toute hostilité et justifiant l'action autrichienne par trois motifs : la nécessité d'établir des communications directes avec la Transylvanie, le besoin de protection contre la désertion militaire et le rappel que la Moldavie du nord avait été jadis rattachée à la Pocutie (2), semblait ajouter l'insulte à la blessure. Mais les Turcs pouvaient se permettre de se montrer indifférents envers une partie de leur Empire aussi lointaine. Les véritables perdants étaient les Roumains ; car le territoire cédé contenait les premières capitales de Suceava et de Radauti, le théâtre des plus grands triomphes d'Étienne et le siège de ses plus fameux monastères. Du reste, le pays fut justement et doucement gouverné par les Autrichiens et la condition des habitants qui l'occupaient différa grandement de celle des Roumains soumis à la domination hongroise.

La Russie voyait avec une secrète désapprobation l'action de l'Autriche mais elle se contentait d'inciter Grégoire Ghica, — dont elle avait arraché à la Porte la nouvelle nomination au trône moldave, — à résister à la cession. Mais les boyards et Ghica étaient impuissants s'ils n'étaient pas soutenus de l'extérieur et Ghica trouva de meilleure politique d'intriguer avec Vienne. Il fit tout pour persuader à Thugut qu'il avait toujours travaillé pour la cession. Thugut, cynique et sans scrupule lui-même, était trop bien informé pour accepter la parole du « Grec perfide et sans foi ». Mais il ne semble pas avoir été mêlé à la tragédie finale. En octobre 1777, un certain Ahmed Bey fut envoyé de la Porte à Jassy avec l'ordre de ramener Ghica, mort ou vif, à Constantinople. A son arrivée, il feignit la maladie et invita le prince à venir le voir dans ses appartements. Ghica ayant quelque soupçon dépêcha tout d'abord son propre médecin, puis vint lui-même et trouva Ahmed couché sur un sofa et tout essoufflé. Une brève conversation se

(1) Zinkeisen, *Gesch. des osman. Reiches*, VI, p. 114.

(2) Nous avons vu qu'au XVIe siècle la Moldavie revendiqua la Pocutie et que la Pologne réduisit périodiquement la Moldavie au vasselage. L'Autriche intervertissait maintenant les faits, et revendiquait la Moldavie comme ayant fait autrefois partie de la Pocutie, qu'elle avait prise à la Pologne en 1772 ; une carte avec des frontières fictives fut aussi fournie à la Porte, mais cette attention resta sans doute sans effet sur des fonctionnaires qui quelques années seulement auparavant avaient pris sérieusement à parti les Vénitiens pour avoir laissé passer la flotte russe par l'Adriatique lors de son trajet de la Baltique à la mer Egée. La géographie n'était pas leur fort.

déroula, puis Ahmed claqua des mains pour faire apporter les rafraîchissements habituels. C'était le signal d'une attaque par des janissaires armés : Ghica se défendit avec son épée, mais il fut frappé et tué. L'hetman de la garde du corps albanais fut nommé Caimacam et la veuve du prince, dépouillée de ses biens, fut envoyée en exil. Les mobiles exacts du meurtre resteront toujours obscurs et, bien que le crime principal de Ghica ait été sa tendance russophile, c'est pure légende qu'il ait été assassiné pour sa résistance à la cession du territoire national.

PROJETS DE PARTAGE

Après Kütchük Kainardji, il y eut de nouveau une accalmie de quelques années dans la Question d'Orient, bien que la Porte n'épargnât aucun effort pour se soustraire à ses engagements et que de nombreuses frictions en résultassent. La Russie se préparait à annexer définitivement la Crimée, tandis que Marie-Thérèse, à la fin de sa vie, se rendait compte que l'Autriche était déjà allée trop loin. « Le partage de l'Empire ottoman, écrivait-elle à son conseiller confidentiel, le comte Mercy, serait de toutes les entreprises, la plus hasardeuse et la plus dangereuse, quant aux conséquences qui pourraient en résulter. Que gagnerions-nous à poursuivre nos conquêtes jusqu'aux portes de Constantinople ? Des provinces malsaines, sans culture, dépeuplées ou habitées par des Grecs perfides et mal intentionnés seraient plus aptes à épuiser qu'à augmenter les ressources de la Monarchie (1). »

Cinq ans de marchandage russo-turc semblaient conduire à une nouvelle guerre ; mais les deux partis hésitèrent au dernier moment, et le 4 mars 1779 signèrent la Convention d'Ainali Kavak : le candidat russe était reconnu comme Khan des Tartares (scellant ainsi définitivement le sort de la Crimée) et les droits de la navigation et du commerce russes étaient confirmés. Les clauses concernant les deux Principautés étaient d'une importance particulière. Le tribut devait désormais être payé tous les deux ans et imposé « avec modération et humanité » sans aucun supplément. Les agents du prince à la Porte devaient être de religion orthodoxe. La Russie s'engageait à ne pas user de son « droit d'intervention »

(1) *Correspondance du comte Mercy-Argenteau*, II, nº 7, 31 juillet 1777.

contre la Moldavie et la Valachie « sinon pour assurer les conditions spécifiées ». Cette clause, bien que paraissant limiter les droits de la Russie, les étendait en réalité : la Russie seule pouvait décider de ce qui demandait une « intervention ». A partir de 1782, son influence croissante fut encore renforcée par la nomination d'un consul russe à Bucarest. Il est vrai que cette nomination fut neutralisée par l'envoi d'un agent autrichien et que, peu après la fin du siècle, lorsque des consuls français et anglais furent aussi installés à Bucarest et à Jassy, les deux capitales devinrent des foyers d'intrigues. Néanmoins c'était le premier symptôme d'un contrôle européen sur les actes de la Turquie décadente. Le premier ministre russe était un Géorgien rude et arrogant qui ne suscita guère de sympathie; le premier ministre autrichien, Ignace-Étienne Rajčević, était un Ragusien cultivé au service impérial, dont les *Observations sur la Moldavie et la Valachie* sont une source très riche d'informations pour notre connaissance de cette période. Il avait une plume caustique et de nombreux sujets sur lesquels l'exercer. La postérité ne s'élèvera pas contre sa conclusion générale que « toutes les fautes de la nation ont leur source dans le Gouvernement plus que despotique et dans l'instruction tout à fait médiocre » et qu'une rapide amélioration aurait pu se produire sous un régime meilleur. Le rideau qui séparait les Principautés du monde extérieur fut lentement soulevé et, pendant les quelques décades suivantes, un certain nombre de conseillers étrangers compétents apparurent dans les deux cours : des hommes comme Rajčević, Hauterive, Lechevallier et plus tard Belleval, Mondeville, Recordon, Laurençon, Colson et Pertusier — qui ne furent pas sans influence sur le cours des événements.

Les deux provinces avaient sérieusement souffert de la longue guerre russo-turque, mais une légère renaissance avait suivi. Comme les bons chefs étaient rares, il est nécessaire d'indiquer ceux qu'on vit alors. On doit à Alexandre Ypsilanti, qui régna à Bucarest de 1774 à 1782, un nouveau Code civil, des juges régionaux payés et des tribunaux réorganisés. Il réduisit les contributions du clergé, fit une énergique tentative pour simplifier les impôts et consacra une partie de ses efforts à la fondation d'institutions charitables et à l'amélioration de Bucarest même. Il faut ajouter qu'une tradition de legs généreux aux monastères, hôpitaux et écoles et aux fondations publiques se développait déjà dans la classe des riches boyards

et qu'elle a subsisté jusqu'à nos jours. Ypsilanti était le « merle blanc » parmi une clique de prétendants rapaces aux deux trônes. Il dut à une union matrimoniale avec la famille de Moruzi son admission dans le cercle Phanariote ; les Moruzi, les Callimachis et les Suțus à leur tour descendaient des Mavrocordato. Pendant les années 80, deux autres familles parvenues, les Caragea et les Mavrogheni, prirent le pouvoir mais, n'ayant aucune racine dans le pays, agirent en aveugles instruments de la Porte, uniquement pour s'enrichir.

Pendant presque toutes les années 80, la paix fut maintenue, mais l'intimité renouée entre l'Autriche et la Russie et la croyance de la diplomatie européenne que la Turquie était sur le point de disparaître, laissaient prévoir une reprise de la lutte. En mai 1780, Joseph et Catherine se rencontrèrent à Mohilev et discutèrent surtout d'un partage de la Turquie entre leurs deux Empires. Ce projet prit une forme plus nette dans les propositions secrètes de Catherine, du 10 septembre 1782, connues dans l'histoire sous le nom de « Projet grec ». L'idée principale était la création d'un « Royaume de Dacie » indépendant, comprenant la Moldavie, la Valachie et la Bessarabie, bordé par le Dniester et l'Olt, et gouverné par un prince chrétien. Ce royaume devait former un état tampon entre les deux Empires, qui seraient tenus de respecter son indépendance. Si les Alliés réussissaient à prendre Constantinople, Catherine demandait que Joseph consentît à la restauration de l'Empire grec, à la tête duquel elle aurait placé son propre petit-fils, qui aurait renoncé à tous ses droits de succession russe. La meilleure preuve qu'elle parlait sérieusement est que le fils cadet du Grand Duc Paul fut baptisé sous le nom de Constantin et que six nourrices grecques furent amenées des îles d'Égée afin de donner au futur Empereur à la fois du lait grec et des sentiments helléniques. Malheureusement, les nourrices restèrent en route et l'enfant dut se contenter des vaches russes. Joseph, après avoir obtenu l'approbation de Kaunitz, répondit à Catherine que l'Empire grec proposé ne rencontrerait aucun obstacle de son côté, mais il prit soin de spécifier les territoires que l'Autriche réclamerait pour elle-même — la Serbie, la Bosnie-Herzégovine et la côte dalmate (à laquelle Venise pourrait renoncer en échange de la Morée, de la Crète et de Chypre) et, plus à l'Est, Orsova, Vidin, l'Olténie et la forteresse d'Hotin pour garder la nouvelle frontière de Bukovine.

Joseph stipula aussi que les nouveaux Empires grec et dace devaient garantir à ses sujets la liberté commerciale sur le Danube et par les Détroits (1).

Tout d'abord, aucune tentative ne fut faite pour mettre ce projet à exécution, mais Catherine tira parti du rapprochement avec l'Autriche pour annexer la Crimée. Les Turcs, après avoir assuré avec indignation qu'ils se feraient plutôt couper en morceaux que de se soumettre, comprirent qu'ils étaient impuissants et le 8 janvier 1784, signèrent le traité de cession. Comme le disait l'envoyé prussien, Diez : « Il faut traiter les Turcs à la turque (2). » Ceux-ci, dans leur désarroi, firent aux Roumains des concessions imprévues. Un Hattisheriff ou décret fut signé en vertu duquel les hospodars ne devaient plus désormais être renversés sinon pour insubordination évidente ; ils ne devaient plus rien payer pour la confirmation de leur charge ; le tribut devait être fixé à six cent dix-neuf et à cent trente-cinq bourses pour les deux Principautés et être versé directement par leurs agents à la Porte, afin d'éviter le coulage ou les *bakschiches* en cours de route. Malheureusement ces promesses ne furent pas tenues, mais le fait seul de les avoir faites était le signe d'un changement rapide des temps.

Frédéric le Grand, à la fin de sa vie, apporta une attention croissante à la Question d'Orient, facteur important de l'équilibre européen. Sa mort, en 1786, procura un soulagement à ses deux voisins de l'Est. L'année suivante, Joseph alla de nouveau voir Catherine, cette fois parmi les splendeurs évanouies des Khans de Crimée. Il fut reconnu tacitement que le moment de l'action était arrivé, bien que Joseph affectât de considérer l'impératrice comme une *exaltée* et qu'un arc de triomphe portant l'inscription « Vers Byzance » l'eut inquiété. Le prince de Ligne, qui était présent, nous dit que les deux souverains : « se sondèrent à propos de ces pauvres diables de Turcs. Comme amant de l'antiquité, je proposai de rétablir les Grecs, et Catherine de ressusciter Lycurgue et Solon. J'évoquai Alcibiade, mais Joseph, plus sensible à l'avenir qu'au passé, et au positif qu'au chimérique, dit : « Que diable allons-nous faire de Constantinople ? » De fait la solution

(1) *Joseph und Katharina : Briefwechsel*, p. 153, 172.
(2) Zinkeisen, *op. cit.*, VI, p. 524.

de cet embarrassant problème fut laissée à la merci des événements et ce fut sage, car « les pauvres diables » avaient encore beaucoup à dire. « En août 1787, la guerre éclata entre la Russie et la Turquie, sur de mutuelles accusations au sujet de la rupture des traités, et, en février 1788, Joseph, à son tour, lança un manifeste de guerre contre les barbares. Écrivant à la Cour de France, il prit même l'attitude « de vengeur de l'humanité (1). » Les Turcs agirent d'après le principe « Mieux vaut mourir une fois que mourir quotidiennement (2). » Ils avaient cédé la Bukovine à l'Autriche et elle revendiquait la Bosnie ; ils avaient abandonné la Crimée à la Russie et elle réclamait tout le Caucase ; il était donc temps de mourir sur le champ de bataille.

Les vastes ambitions de l'Autriche et de la Russie furent une fois de plus déçues et la Turquie fit preuve d'une force de résistance insoupçonnée. Les grands événements qui se déroulaient en Europe occidentale et centrale déterminèrent l'échec de la coalition. Cette fois, ce fut l'Autriche qui occupa Jassy, mais, pendant l'été, les opérations se heurtèrent dans le Banat à l'offensive turque qui se termina par la victoire de Lugoş où il s'en fallut de peu que Joseph ne fût fait prisonnier. Les Russes eux aussi étaient singulièrement mal préparés à leur grande expédition et ne firent aucun progrès avant l'attaque d'Ochakov par Suverov au milieu de l'hiver (17 décembre 1788). On ne se fit aucun quartier dans les deux camps ; l'explication de cette cruauté peut sans doute être trouvée dans les dépêches du ministre anglais à la Porte, M. Ainslie, à Lord Carmathen, relatant l'envoi périodique à Constantinople de « sacs d'oreilles » appartenant à des blessés ou à des prisonniers autrichiens (3). Ce furent surtout les Roumains qui firent les frais de cette guerre. Deux des batailles de 1789 furent livrées sur leur sol — à Focşani et à Martineşci ; ils furent soumis à des réquisitions impitoyables de toutes

(1) Zinkeisen, *op. cit.*, VI, p. 645.

(2) Sauvebœuf, *Mémoires historiques*, I, p. 84, Cit. Iorga, *Gesch. des osman. Reiches*, V, p. 54.

(3) 15 avril-1er mai 1788, cité dans l'Appendice 49 et 50 de Blancard, *Les Mavrovyéni*, I, p. 677. Un rapport anglais de l'an 18 — (*F. O. 78*/103 Wallachia) projette une autre lueur sur la question « pas de quartiers ». « Quand un soldat autrichien voit un Turc couper délibérément la tête de son officier (qui peut-être sur son cheval tué sous lui pourrait avoir la malchance d'être fait prisonnier) il perd son *sang-froid*, et ses supérieurs *l'esprit de corps* et le sentiment d'humanité qui ornent le caractère de la plupart des officiers européens, et particulièrement anglais, et qui les poussent parfois au mépris de leur propre vie à sauver un ennemi tombé. Cette guerre en Turquie est menée avec férocité des deux côtés...

parts et demeurèrent dans une situation politique incertaine. Comble d'ironie, Nicola Mavrogheni, parvenu brutal et cabotin mais courageux, qui occupait le trône de Moldavie, restait presque seul, parmi tous, fidèle aux Turcs, mais, s'étant aliéné les Grecs et les Roumains et ayant perdu son seul patron influent, Yousouf Pacha, il fut envoyé en disgrâce à Constantinople et y fut exécuté. Bucarest était alors aux mains des Autrichiens sous la conduite du prince de Cobourg et Jassy aux mains des Russes sous la conduite du prince Potemkine, le favori de l'Impératrice, qui rêvait de fonder sa propre dynastie dans le futur royaume de Dacie. Un autre projet, et pour un temps plus sérieux, de réajustement territorial, fut proposé par le ministre des Affaires étrangères de Prusse, Hertzberg, qui espérait assurer Dantzig, Thorn et Posen à son propre souverain lors d'un nouveau partage de la Pologne, en compensation de l'expansion russe sur la Mer Noire. La part du butin réservée à l'Autriche devait être la Valachie et la Moldavie, mais, sans la Bessarabie. Hertzberg sonda l'envoyé de la Porte, Diez, pour savoir si celle-ci consentirait à ces cessions dans le cas ou les Puissances garantiraient d'une façon permanente comme frontières ottomanes, la vallée du Danube, de la Save et de l'Una. Inutile de dire que les Turcs ne daignèrent pas même examiner le projet. D'ailleurs, sans même tenir compte de l'orgueil national, ils eussent été fous de le faire, étant donné qu'à cette époque cynique toute garantie était sans valeur. Pendant l'hiver 1789-90, les fronts ne bougèrent pas.

La mort de Joseph II en février 1790 mit fin à toute possibilité de continuer une offensive contre les Turcs. Son successeur, Léopold II, favorisa la paix, et bien lui en prit, car il dut faire face au même moment à une Belgique en révolution, à une Hongrie prête à l'incendie, à une Prusse hostile massant des troupes sur sa frontière nord, à des complications en Italie et en Pologne, et, présage final, aux nouvelles inquiétantes de Paris et du danger croissant auquel sa sœur et le mari de celle-ci étaient exposés. Par la paix de Sistov (4 août 1791) l'Autriche restitua Belgrade et toutes ses autres conquêtes aux Turcs et ne garda qu'Orsova, forteresse qui commandait les Portes de Fer. Pendant quelque temps, la Russie continua seule la guerre, mais les complications européennes l'obligèrent aussi à signer la paix. Par le Traité de Jassy (janvier 1792) tous les traités existants étaient de

nouveau confirmés (y compris la cession de la Crimée), mais les Principautés furent de nouveau évacuées ; le Dniester resta la limite entre les deux Empires et les gains de la Russie furent réduits à la seule et insignifiante forteresse d'Ochakov.

La résistance heureuse de la Turquie aux attaques conjuguées de l'Autriche et de la Russie pendant la guerre de 1787-92, surprit à la fois ces Puissances et le reste de l'Europe, qui avait déjà escompté la chute finale de l'Empire ottoman. Le début des complications en Occident, prélude des longues guerres contre la France révolutionnaire et napoléonienne, força l'Autriche et la Russie à accepter leur échec et apporta aux Turcs un répit ardemment souhaité. Il incita aussi les Puissances orientales à achever la ruine de cette autre malade d'Europe, la République polonaise.

LES PREMIERS SIGNES D'UNE RENAISSANCE ROUMAINE

Ce fut à ce moment que les premiers et faibles signes du sentiment national se firent sentir chez les Roumains. En août 1791, alors que la paix et, avec elle, la renaissance de la domination ottomane semblaient imminentes, un appel de détresse fut adressé à l'Autriche et à la Russie par un groupe de boyards valaques. Cet appel est rempli d'idées neuves et telles que nous n'avons pas l'habitude d'en trouver dans les annales lamentables de ce temps. Il y est question de « nation valaque » ; on y proteste contre l'idée que la Valachie et la Moldavie ne sont que des provinces turques ; on attribue leur décadence surtout à la domination phanariote depuis l'époque de Nicolas Mavrocordato. Le meilleur remède serait, y est-il dit, le retour des princes autochtones et la création d'une armée nationale. Ses auteurs déclarent qu'ils préféreraient périr comme Lisbonne ou Lima (rappel des deux grands tremblements de terre du XVIII[e] siècle, équivalents de ceux de San Francisco et de Messine de nos jours) que reprendre le joug musulman. Ils demandaient donc que les forteresses du Danube fussent désarmées et que l'élection du prince fût confiée à un « petit nombre d'électeurs choisis dans les deux ou trois États. « Le tribut devait être versé comme jadis tous les deux ans, mais apporté à Constantinople par des délégués spéciaux et remis par l'entremise des ambassadeurs russes et autrichiens, afin de

rendre impossible tout *bakschiche.* » En même temps, ils insistaient pour que les deux Principautés fussent déclarées neutres dans toute guerre future et eussent la permission de former une milice nationale de manière à rendre inutile toute occupation par une Puissance chrétienne voisine. Les artisans de cet appel avaient conçu un plan très ingénieux pour se concilier les deux mondes. En faisant jouer l'une contre l'autre les forces rivales, ils devaient se débarrasser à la fois des exactions turques et de l'occupation étrangère, rester vassaux tributaires du sultan et cependant profiter de la protection des deux Cours impériales. Leur action, naturellement, ne mena à rien et ne mérite d'être relatée que comme le premier symptôme de l'ère nouvelle dans laquelle les principes généraux qui apparaissaient déjà à l'Ouest et au Centre de l'Europe commençaient à réveiller les morts même sur le Bas-Danube.

Dans un isolement aussi total et dans une telle déchéance politique, il est remarquable que les influences de l'Ouest, et spécialement de la France, aient pu pénétrer aussi rapidement dans les principautés. Il est facile, en ce qui concerne les Grecs, peuple maritime, en contact avec les grandes voies de la vie méditerranéenne et amené à une prospérité et à des relations nouvelles par le développement commercial des longues guerres françaises, d'en comprendre la cause ; mais, en ce qui concerne les Roumains, il est nécessaire de faire un certain effort d'imagination pour la réaliser. Les princes phanariotes, il est vrai, en dépit de leur bassesse morale, avaient une certaine culture générale, et leurs secrétaires français jouèrent parfois un rôle très remarquable dans la vie politique et intellectuelle des Principautés. Des médecins allemands qui, d'ordinaire, venaient du Nord des Carpathes, des marchands et commerçants de l'Ouest et un certain nombre d'officiers étrangers, surtout pendant les occupations autrichienne et russe, apportèrent aussi certains échos de la doctrine encyclopédique de l'Ouest. Il ne faut pas oublier non plus que la haute classe russe de cette époque était pénétrée de l'influence française et que quelques familles puissantes comme les Ypsilanti, les Cantacuzène, les Cantemir, avaient des attaches russes.

D'ailleurs, on peut parfaitement soutenir que la période des guerres révolutionnaires et napoléoniennes, loin d'apporter une amélioration ou soulagement aux Principautés, marqua leur déchéance la plus incomplète. La Porte continua ses exactions et

ignora Kütchük Kainardji. De 1792 à 1802, il n'y eut pas moins de six changements sur le trône valaque et de cinq sur le trône moldave. Les familles rivales de Moruzi, Sutu, Ypsilanti et Callimachi, intriguèrent l'une contre l'autre à la Porte, s'accusant mutuellement de trahison avec les Russes et écrasant plus que jamais leurs sujets d'impôts pour pouvoir se maintenir au pouvoir. La famine et la peste firent suite aux longues guerres et, comme si cela n'eût pas encore été suffisant, la désagrégation de l'administration turque pendant la dernière décade du XVIIIe siècle et pendant les deux premières du XIXe exposa les Principautés au pillage et aux exactions des pachas voisins. C'est ainsi que Pasvan Oglu, le redoutable pacha de Vidin, qui joua un rôle capital dans les événements ayant provoqué la première insurrection serbe, pilla librement au delà du Danube en Valachie. Le malheureux hospodar dut lui envoyer d'énormes quantités de vivres et contribuer largement aux dépenses des armées turques qui, sans succès, essayèrent de s'emparer de Vidin.

LE RÈGNE DE HANGERLI

Les princes de cette période ne méritent, de la part de l'historien, que le pilori et la marque au fer rouge. Le plus détestable de tous fut peut-être Constantin Hângerli, Grec de l'Archipel qui, en 1797, succéda en Valachie à Alexandre Ypsilanti (assez peu estimable lui-même) et qui doubla tous les impôts, rétablissant en sa faveur le văcărit ou taxe sur le bétail qui avait été aboli soixante ans auparavant pendant le règne de Constantin Mavrocordato, par le serment solennel du hospodar, du Métropolite et des boyards. Le Métropolite d'alors eut assez de bon sens pour refuser son approbation à une trahison aussi monstrueuse ; mais Hângerli obtint ce qu'il désirait en envoyant un *bakschiche* de cinquante bourses au patriarche de Constantinople. Cette mesure exorbitante aboutissait presque à la confiscation des troupeaux de la Valachie tout entière. Les agents du fisc reçurent l'ordre de faire rentrer l'impôt dans un délai de dix jours ; ils employèrent des mesures très sévères, ne reculant même pas devant la torture. Des protestations désespérées s'élevèrent devant le palais ; le prince parut alors à sa fenêtre

et s'écria avec colère : « Payez les impôts et vous aurez la vie sauve. »

Deux incidents (1) permettent de mesurer la déchéance atteinte sous le règne du misérable Hângerli. En 1798, Hussein Pacha, qui commandait l'armée turque au siège de Vidin, fut sévèrement battu par Pasvan Oglu et se dirigea vers Bucarest où Hângerli le reçut avec une grande servilité, lui baisant la main publiquement. Remarquant que les boyards, lorsqu'ils assistaient à une réception en son honneur, n'étaient pas accompagnés de leurs femmes, le pacha ordonna que celles-ci vinssent au palais. Les boyards étaient assez subtils pour soupçonner un piège, mais trop serviles et trop prudents pour désobéir. Ils firent donc habiller un certain nombre de prostituées de Bucarest et les présentèrent à la cérémonie comme leurs épouses. A la fin de la soirée, le pacha ordonna que les plus belles de ces femmes fussent conduites dans ses appartements et il permit à ses Agas de faire leur choix parmi celles qui restaient. La dépravation, dans les deux camps, ne pouvait être poussée plus loin.

Le perfide Hângerli dénonçait entre temps Hussein au sultan comme responsable du désastre de Vidin ; mais il n'était pas assez au courant des scandales secrets de Stamboul pour deviner que la femme d'Hussein était la maîtresse de Selim III ; aussi cette intervention lui fut-elle néfaste. Un émissaire de la Porte fut envoyé à Bucarest, accompagné d'un grand bourreau nègre. Arrivant au palais, il montra un firman du sultan et ordonna au nègre d'étrangler le misérable Hângerli sur-le-champ devant ses gardes terrifiés (1er mars 1799). Lorsque quelques boyards se précipitèrent, ils virent la tête du prince déjà coupée et la chambre inondée de sang (2). Le corps nu fut jeté dans la rue où il resta jusqu'au soir (3). Admirable tableau de la culture turque à la fin du siècle.

Les successeurs de Hângerli, Alexandre Moruzi et Michel Suțu, furent impuissants devant les déprédations de Pasvan Oglu qui ravagea une grande partie de l'Olténie, coupant le nez et les oreilles de ceux qui osaient résister et menaçant si sérieusement Bucarest elle-même que le prince et ses nobles s'enfuirent vers la frontière de Transylvanie. Heureusement, le pacha de Vidin se calma dans ses vieux jours, peut-être parce que ses complices,

(1) Voir Xenopol, *op. cit.*, II, p. 256-7.
(2) Vincent Batthyány, *Reise nach Constantinople* (1810), p. 252.
(3) Engel, *op. cit.*, IV, II, p. 67.

les Janissaires qui tenaient la Serbie en otage, étaient mêlés à un conflit avec les insurgés dirigés par Kara George. Les Roumains profitèrent d'un répit.

RELATIONS AVEC LA RUSSIE

En 1802, une nouvelle convention fut conclue entre la Russie et la Turquie qui comportait des changements importants pour la nation roumaine. A la stipulation extrêmement ambiguë de 1779 sur le « droit d'intervention » de la Russie, fut substituée une clause en vertu de laquelle aucun hospodar ne pourrait à l'avenir être renversé sans le consentement exprès de la Russie. La durée du règne devait être fixée à une période de sept ans. Tous les impôts créés depuis 1773 devaient être supprimés. Toutes les charges devaient être données de préférence aux indigènes des deux Principautés. Le Divan acquerrait le droit d'intervenir en ce qui concernait les contributions en espèces. Inutile de dire que ces stipulations furent plus souvent violées qu'observées. Elles annonçaient malgré tout que les anciennes extorsions illimitées approchaient de leur terme.

Il n'est pas surprenant dans ces conditions que les deux nouveaux princes, Constantin Ypsilanti et Alexandre Moruzi, aient été plus que jamais soumis à l'influence russe. Le premier osa refuser une réquisition turque de moutons, servit d'intermédiaire entre les Serbes et Saint-Pétersbourg, et fit tout ce qu'il put pour brouiller les Français et la Porte. Il ne réussit pas d'ailleurs. Le général Sebastiani, l'envoyé de Bonaparte, loin d'être ébloui par la splendide réception qui lui avait été réservée à Bucarest, dénonça immédiatement à la Porte les deux hospodars comme traîtres et les fit détrôner tous deux sans que la Russie eût été consultée (août 1806). Cette violation d'un traité récent rapprocha plus étroitement la Russie et l'Angleterre, tandis que Napoléon redoublait de coquetterie avec les Turcs et ranimait ses rêves d'aventure orientale. Italinski et Arbuthnot exigèrent le rétablissement des hospodars et entamèrent des discussions violentes avec le Divan, qui se trouvait alors sous le charme exercé par les victoires de Napoléon. Mais, presque au même moment, lorsque la pression commune des deux ministres eut réussi à arracher au sultan le firman nécessaire,

le Gouvernement russe se lassa de marchander et ordonna l'occupation militaire des deux Principautés. La Turquie déclara la guerre (27 décembre).

NAPOLÉON, LA TURQUIE ET LA RUSSIE

Les événements qui suivirent sont étroitement mêlés à l'histoire du long conflit de l'Europe avec Napoléon et dépassent le cadre de cet ouvrage. Mais il est impossible de ne pas indiquer comment les Principautés furent poussées dans le tourbillon de la politique européenne et devinrent des pions sur l'échiquier de la redistribution territoriale de Napoléon. Si le forcement des Dardanelles par la flotte de l'amiral Duckworth, d'accord avec la Russie, avait déterminé la chute de la capitale turque au lieu de finir en incident de romance, il est possible que l'alliance anglo-russe fût devenue permanente et que l'histoire des dernières coalitions eût pris un autre tour. Dans ce cas, le projet dace eût probablement pris corps. Mais la Russie et l'Angleterre se sentirent bientôt isolées, car le tsar, privé de son allié du Nord par la chute de la Prusse à Iéna, et battu lui-même à Eylau et à Friedland, dut s'entendre avec Napoléon. Lors de la mémorable entrevue de Napoléon et d'Alexandre à Tilsitt (juin 1807), la Question d'Orient fut un des sujets essentiels de la discussion dans laquelle les Principautés jouèrent un rôle capital, celui d'appât pour l'oiseau russe. Napoléon rêvait une fois de plus de conquête orientale, bien que les complications de l'Ouest et la perte de sa puissance maritime constituassent pour lui des obstacles. Dans le traité final d'alliance, il fut stipulé que, si la Porte refusait l'intervention de la France comme médiatrice, les deux nouveaux alliés feraient cause commune pour « débarrasser toutes les provinces européennes de l'Empire ottoman, du joug et des vexations des Turcs » sauf Constantinople elle-même et la Roumélie (expression quelque peu imprécise et élastique qui désignait probablement ce que nous appelons aujourd'hui la Bulgarie et la Thrace). Ce fut à cette occasion que Napoléon appela Constantinople « la clef du monde ». Mais il est évident qu'il n'avait pas réfléchi au sort de la Turquie et qu'il transigeait dans toutes les directions. De fait, la première mention de partage à Tilsitt semble s'être trouvée dans un mémoire de l'homme d'État russe Harden-

berg (1). Dans ses instructions à Caulaincourt, chargé l'hiver suivant de poursuivre les négociations avec le Tsar, Napoléon exprima sa préférence pour le maintien de la Moldavie et de la Valachie aux mains des Turcs, mais il ajouta qu'il était prêt à les céder si cela pouvait définitivement gagner la Russie, en retour d'une « juste compensation dans les provinces prussiennes » (2). Caulaincourt rapporta qu'il était persuadé qu'Alexandre avait conclu l'alliance avec la France dans le dessein de se réserver les Principautés et la Finlande (3). Le marchandage se poursuivit pendant des mois; Alexandre essayait de se défaire de Napoléon avec la Bosnie et l'Albanie, et Napoléon (qui caressait le rêve d'une aventure illyrienne), persuadé sans doute que celles-ci pourraient être obtenues sans l'aide de la Russie insistait sur la Silésie comme seule compensation possible (4), Caulaincourt essaya de convaincre le Tsar que réaliser le projet de Catherine et prendre le Danube pour frontière serait un grand exploit (5). Mais l'appétit vient en mangeant, et chacun augmenta ses demandes. « Dites à Alexandre, écrivait Napoléon, que je n'insiste pas sur l'évacuation de la Moldavie et de la Valachie, dites-lui de ne pas insister sur l'évacuation de la Prusse. Je ne suis pas loin d'entreprendre une expédition aux Indes et d'aborder le partage de la Turquie. » Le Tsar et lui écraseraient l'Angleterre, ignoreraient l'Autriche et la Prusse et, virtuellement, diviseraient le monde entre eux. Mais lorsque le Français émit des prétentions sur Constantinople, Alexandre s'inquiéta et Caulaincourt toucha le point sensible quand il prévint son maître que la Russie n'accepterait pas son projet, mais qu'en échange de Constantinople et des Détroits, on pouvait gagner Alexandre à n'importe quel soulèvement dynastique ou politique (6). Après une série de conversations entre le Tsar et l'ambassadeur (7), en réalité de simples escarmouches oubliées aussitôt qu'entreprises, les deux Empereurs se mesurèrent une fois de plus à Erfurt en septembre 1808. Par un des articles du nouveau traité Napoléon reconnaissait l'entière

(1) *Mémoires*, II, p. 461-63 ; Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, p. 71.
(2) Texte complet dans l'Appendice, *op. cit.*, I, p. 511, de Vandal.
(3) S. Tatistcheff, *Alexandre Ier et Napoléon*, p. 267.
(4) Champagny à Caulaincourt, 14 janvier 1808 ; Tatistcheff, *op. cit.*, p. 241.
(5) Tatistcheff, *op. cit.*, p. 291.
(6) 16 mars 1808. Vadnal, *op. cit.*, I, p. 307 ; Tatistcheff, *op. cit.*, p. 241.
(7) Les détails complets peuvent être trouvés dans le brillant livre de Vandal, et dans Sorel, *L'Europe et la Révolution française*.

souveraineté de la Russie sur la Valachie et la Moldavie, avec le Danube pour frontière, et déclarait l'union des Provinces avec la Russie valable « à partir de ce moment (1) ». Dès lors, les thèmes les plus ambitieux relatifs au partage de la Turquie furent lentement relégués au second plan, et le profond malaise qui subsistait derrière les compliments que se faisaient les deux souverains préparait déjà la rupture finale.

Les provinces roumaines n'avaient pas réagi tandis que les Puissances combattaient et intriguaient sur leur sol. D'après un rapport confidentiel anglais de septembre 1807, à Bucarest, « les Russes et les Français emploient la moitié de la ville à espionner l'autre ; c'est une police d'enfer (2) ». Mais, bien que la guerre russo-turque se poursuivît, les forces principales de la Russie étaient engagées dans la direction de la Pologne et de la Baltique, tandis que la double Révolution à Constantinople — par laquelle les Janissaires indisciplinés renversèrent d'abord Selim II, puis le médiocre Moustafa IV — paralysait l'effort militaire turc. Napoléon avait employé son autorité temporaire à Tilsitt à amener une rupture entre Saint-Pétersbourg et Londres, ce qui mit fin à l'alliance anglo-russe sur la Corne d'Or. L'Angleterre signa la paix avec les Turcs en 1808, et l'habile diplomate, Sir Robert Adair, fut envoyé pour prendre des mesures avec l'Autriche et vaincre la Porte en l'achetant. Londres et Vienne s'unirent dans leur haine contre les ambitions danubiennes de la Russie.

LA GUERRE RUSSO-TURQUE

Pendant les années 1809 et 1810, la guerre sur le Danube traîna. Les généraux russes étaient mauvais et le Tsar devait surveiller la Prusse et la Pologne, tandis que, selon Adair, les Turcs manquaient d'officiers, de munitions, de vivres et d'argent. Le rôle d'Adair consista, surtout alors que les relations franco-russes empiraient lentement, à tout faire pour amener la paix entre la Russie et la Porte. Il est intéressant de le voir, dans un de ses derniers rapports, déclarer que la Moldavie et la

(1) Vandal, II, p. 479.
(2) F. O. 78/58 (Turquie) Marco à Summerers, n° 2, 23 septembre 1807.

Valachie, dont la population était *entièrement grecque*, « devraient plutôt appartenir à la Russie qu'à la Porte (1) ». Même la nomination du brillant Kutusov au commandement russe ne fut pas suffisante pour améliorer la situation. Pendant l'année 1811, lors de la campagne menée autour des forteresses de Rushchuk et de Giurgiu, les Turcs, longtemps connus pour leur mordant dans l'offensive, prouvèrent, comme ils devaient le faire plus tard à Silistrie, à Kars et à Plevna, leur ténacité et leur endurance dans la défensive. L'état des Principautés était alors pitoyable. La longue occupation de six années contribua encore à desserrer les liens qui attachaient les Roumains à la Turquie. Mais les Russes ne firent rien pour se gagner, et, au contraire, tout pour s'aliéner une population chrétienne qui était pourtant disposée à les considérer comme des libérateurs. Les réquisitions, le travail obligatoire, les menaces de déportation en Sibérie, la corruption notoire de l'administration civile et militaire, la dépréciation immorale de la monnaie et la faveur témoignée aux ecclésiastiques et aux marchands grecs, tout concourrait à inspirer une profonde méfiance contre la Russie. L'expérience des cent ans suivants devait encore l'accroître. Kutusov, brillant mais dissolu, passait son temps entre ses maîtresses et ses plaisirs, complètement indifférent aux poignants appels de la population. Dans une circonstance fameuse il s'écria : « *Je ne leur laisserai que les yeux pour pleurer !* » Le Tsar, lorsqu'enfin lui parvint une des pétitions roumaines, déclara avec indignation qu'il ne pouvait tolérer de telles atrocités (2), mais l'administration russe ne s'améliora pas pendant toute l'occupation. « L'armée russe avait tellement ravagé ce pays, écrivait un agent français, qu'au début de 1809 il offrait l'apparence d'un désert », et les vivres pour l'armée devaient être apportés d'Ukraine. « Des villages et des villes entières étaient dévastés et déserts, chacun prenait ce qu'il trouvait, là où il le pouvait (3). »

De hauts officiers russes menacèrent de livrer Ypsilanti aux Turcs s'il ne payait pas des sommes exorbitantes et, lorsque celui-ci fut ruiné, il trouva plus sage de s'enfuir en Russie, renonçant aux tristes apparences du contrôle civil. On calcule que les impôts

(1) Adair, II, p. 6. Zinkeisen, *op. cit.*, VII, p. 675. Ceci est un exemple classique de la confusion causée par l'emploi du mot « grec » dans le sens religieux de « orthodoxe ».
(2) Zinkeisen, *op. cit.*, VII, p. 712.
(3) *Ibid.*, p. 711.

de la Moldavie sous l'occupation russe avaient passé de 3 à 8 millions de piastres, tandis que ceux de la Valachie avaient quintuplé (1).

En 1811, une nouvelle crise se préparait en Europe. Napoléon offrit, ou plutôt imposa, son alliance à l'Autriche et à la Prusse, et se prépara sérieusement à lancer contre la Russie une attaque dont le résultat devait le laisser maître suprême de l'Europe et de l'Asie. Il était essentiel pour la Russie de terminer sa querelle avec la Porte et, au début de 1812, le moment psychologique pour les négociations de la paix était arrivé. Adair rentra chez lui pendant l'été de 1810, et la chance offrit à son jeune et hardi successeur, Stratford Canning, l'heureux début d'une longue carrière diplomatique. Ce fut lui qui établit le contact entre le Sultan et le Tsar (quoique l'Angleterre et la Russie fussent toujours théoriquement en guerre) et qui, peu à peu, triompha de l'arrogance et de la méfiance invétérées des ministres turcs. Il transforma la situation en leur communiquant un mémoire autrichien secret, proposant à Napoléon le partage de la Turquie « au premier moment opportun (2) ». La Porte est excusable de s'être méfiée de Canning : le désir de voir la Russie libre de concentrer tous ses efforts contre Napoléon n'était que trop clair. A la fin, Canning, perdant patience, avertit le Reis-Effendi qu'en agissant pour la Porte, il exposait son Gouvernement « à toute sorte de caprices et d'insultes » et que la Porte comprendrait son erreur quand il serait trop tard (3).

Heureusement, les plénipotentiaires sur le front, Galib Effendi et Demètre Moruzi, avaient plus le sens des réalités que le Reis-Effendi dans la capitale. L'armée turque sur le Danube manquait de ressources et se trouvait dans une grande détresse, tandis que l'amiral Tchitchagov voulait avant tout retirer ses troupes pour les consacrer à la défense de la Russie. En fait, ce furent ces troupes mêmes qui déterminèrent le cours des événements sur le Borodino.

(1) Hurmuzaki, *Documents*, supplément II, p. 452, 621, 690-97 ; voir aussi Xenopol, *op. cit.*, p. 272-74.
(2) Lane Poole, *Vie de Stratford de Redcliffe*, I, p. 66. « C'est en insistant beaucoup que je fis parvenir au Reis-Effendi ce papier alarmant et sans scrupule. »
(3) Lane Poole, *op. cit.*, I, p. 173 et 156.

LE TRAITÉ DE BUCAREST

Le Traité de Bucarest (28 mai 1812) — le premier des quatre qui portent ce nom — ouvrit une ère nouvelle dans l'histoire de la péninsule balkanique. En un sens, ce fut un abandon, car la Russie livrait les deux Principautés sur lesquelles elle avait si récemment affirmé son pouvoir et abandonnait également la Serbie à son destin, ce qui eut pour conséquence que la première insurrection échoua et que Kara George dut s'enfuir. Mais la Russie d'autre part maintint tous les droits d'intervention que lui conféraient les traités. Elle dut bientôt de nouveau défendre les tendances autonomes roumaines ; le nom de « Serbie » apparut pour la première fois dans un traité international et les Turcs reconnurent pour la première fois dans une certaine mesure l'autonomie serbe, sous une forme atténuée. Ainsi, ce traité qui pût paraître un recul aux yeux des contemporains serbes et roumains, nous apparaît à nous après un siècle et quart lourd d'événements, comme l'assise modeste, mais solide du progrès futur.

La Porte en était à la dernière extrémité et la prolongation de la guerre eût coûté au Sultan son trône ; cependant, — fait caractéristique de l'arrogance turque — les deux plénipotentiaires, Galib et Moruzi, au lieu de retirer du crédit d'une paix très favorable, furent condamnés à un châtiment affreux. Le Sultan était irrité de ce que la Russie eût conservé en toute souveraineté la région qui s'étendait entre le Dniester et le Pruth, région qui, bien qu'elle eût une identité personnelle sous le nom de Bessarabie, n'en faisait pas moins partie de la Moldavie, tandis que les Principautés étaient rendues et les frontières asiatiques maintenues. On peut soutenir que Moruzi se trompa en n'insistant pas sur la restitution de tout le territoire moldave, mais peut-être caressait-il des ambitions personnelles au trône moldave et essayait-il par des moyens tortueux de se concilier à la fois la Russie et la Porte. En tout cas, Galib rejeta toute la faute sur son collègue et il fut aidé par les agents de Napoléon qui présentèrent Moruzi et son frère comme subornés par les Russes. Averti de ne pas revenir en Turquie mais sachant que sa famille était dans les mains de la Porte et certain de pouvoir se justifier, Moruzi partit pour Constantinople, mais, en arrivant à Shumla, il fut entouré par des soldats

turcs hors des grilles du palais du pacha et mis en pièces à coups de sabre (1). Sa tête et celle de son frère furent exposées selon la coutume au-dessus de la porte du sérail. Galib tomba en disgrâce mais sauva sa vie.

L'échec éprouvé par la Russie dans la réalisation de ses ambitions et la rancœur de la Turquie devant une nouvelle diminution de son Empire sont également indifférents. Ce qui importe c'est de constater que, pour la seconde fois en régime phanariote, la Turquie transige avec l'Europe en sacrifiant les intérêts roumains vitaux, en 1775 à l'Autriche, en 1812 à la Russie. Les guerres russo-turques, de 1769 à 1812, eurent pour conséquence le démembrement du territoire roumain. Pendant deux générations, tandis que la décadence de la Turquie entrait dans une phase encore plus aiguë, ses débris devaient être exposés au danger constant des ambitions territoriales de la Russie et de l'Autriche. Heureusement, les Roumains, bien que dans une position particulièrement critique et très convoités, furent sauvés par le conflit même des intérêts qui se contrebalançaient dans les conseils d'Europe. Ils purent retarder le danger jusqu'à ce qu'ils fussent enfin prêts à suivre leur propre destin et à tirer parti des conjonctures de la politique mondiale.

Pour la Roumanie, le Traité de 1812 marque la fin d'une époque. Le Congrès de Vienne qui constitue le pivot de la politique de l'Europe occidentale et centrale compte au contraire peu pour elle, parce qu'il confirme l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman. Sur l'heure, aucun changement n'eut lieu dans les relations entre la Porte et les princes phanariotes, ou dans le droit d'intervention de la Russie. Il apparaît pourtant, même pour l'observateur le plus superficiel, que l'état de choses existant touchait à sa fin et que le moindre choc pouvait lui être fatal.

LA VALACHIE APRÈS LA PAIX

On trouve une description très vivante de la situation dans un des premiers rapports consulaires anglais (F. O. 78/103) d'où nous extrayons la citation suivante :

« ...Les denrées de première nécessité — la viande, le pain et le vin,

(1) Wilkinson, *Account of the Principalities of Wallachia and Moldavia*, p. 121.

— sont en telle abondance et, par conséquent, si bon marché (l'exportation, excepté pour Constantinople étant interdite) que cette année, comme en chaque année de paix, beaucoup de propriétaires se sont vus dans la nécessité de jeter des greniers de blé gâté qu'ils avaient conservé dans l'espoir d'une guerre ou d'une hausse de prix qui eût couvert les frais de l'envoi au marché. Un cultivateur pourrait difficilement manger plus d'un 1 /2 sou de pain par jour, le bon vin est vendu un sou la bouteille, la viande est au même prix ; les chevaux ne mangent que de l'orge et en aussi grande quantité qu'ils le veulent. Le kilo d'orge est vendu en été à peu près 2 s /6 /d. anglais, un chariot de foin, 1 shilling, livré et rangé par le vendeur. Cette abondance produit dans les basses classes, comme corollaire nécessaire, la gloutonnerie, l'ivrognerie et l'indolence et de violents appétits sensuels. Mais ce régime rend les êtres sains, forts, hardis, vifs et intuitifs et (en dehors des intervalles de douleur corporelle que leur infligent les Zabtchis) (zaptiehs ou agents du fisc turcs) fiers, satisfaits et courtois. Un paysan valaque (le plus pauvre) mange régulièrement quatre fois par jour et aucun prince de la Chrétienté ne fait aussi bonne chère (ceci bien entendu est un jugement ridiculement exagéré). Tout le pays est en quelque sorte à sa disposition, il sème et récolte le foin où il veut, ne laissant à peine qu'un dixième de la récolte au propriétaire foncier *quel qu'il puisse être* — détail qu'il ne prend pas la peine de tirer au clair. Sa femme confectionne ses habits et il n'a pas d'autre souci (et en conséquence pas d'autres incitations au travail) que les demandes répétées du Zabtchi (receveur d'impôts, fonctionnaire de l'Izpravnik ou Gouverneur de la Province). Ce fonctionnaire est toujours assisté d'Albanais armés de pistolets, de mousquets, de sabres, de poignards, et particulièrement de fouets d'un aspect redoutable. Un véritable valaque paye rarement un para sans avoir au préalable soumis son postérieur à autant de coups que celui-ci peut en supporter.

« Il a la même antipathie naturelle pour le payement des impôts que l'Anglais, l'Écossais ou l'Irlandais, mais étant incapable d'organiser des meetings avec ses frères, pour en appeler, protester, menacer ou se révolter, il semble avoir écouté et adopté les conseils de résistance passive que donnait M. Benjamin Constant aux Français et finit invariablement tout comme les Français, par payer non seulement la somme demandée mais encore les honoraires des

Albanais pour l'administration et du Zabtchi pour le contrôle du châtiment. »

Les remèdes que l'auteur envisageait à un état de choses aussi déplorable étaient, tout d'abord et avant tout, que le prince eût le pouvoir à vie ; il proposait la réduction des jours de jeûne et de fête qui s'élèvent, dit-il, à deux cent quarante par an, il suggérait une « réduction du nombre immodéré de prêtres et de moines », la reprise par l'État des biens de l'Église, une loi contre les « donations et legs de mainmorte », le libre commerce avec des droits de douane modérés, le droit d'exporter du bois des forêts immenses (alors véritablement inexploitées et sans valeur) en Russie et en Crimée (où nul ne pouvait l'obtenir) et d'exporter aussi du blé, du chanvre, du lin, du vin, des chevaux, du bétail, des moutons et des porcs, en Allemagne ou, par le Bosphore, en Méditerranée.

Chapitre VII

LA TRANSYLVANIE SOUS LA DOMINATION DES HABSBOURG (1699-1792)

> Est natio Valachica omnium in Transylvania antiquissima... Omnis moderna tristis Valachorum sors non legibus sed injuriae temporum debetur.
>
> *Supplex Libellus Valachorum* (1791).

Tandis que les deux Principautés roumaines étaient soumises aux humiliations du régime phanariote, la Principauté voisine de Transylvanie, dont le destin, pendant un siècle et demi, avait été intimement lié au leur, connut des jours plus paisibles sous la domination des Habsbourg et resta semblable à un tranquille étang politique jusqu'au milieu du XIXe siècle.

Le maintien de l'autonomie de la Transylvanie ne fut pas dû à l'observance scrupuleuse par la Cour de Vienne de ses engagements. Au début, cette autonomie pouvait servir les desseins que nourrissait de nouveau Léopold Ier à la fin du siècle contre la Constitution hongroise et en particulier contre la position des protestants en Hongrie. Il agit pour les réaliser en étroite liaison avec le puissant cardinal Kollonics d'Esztergom, à qui a été attribuée la phrase si discutée « *faciam Hungariam captivam, postea mendicam, deinde catholicam* (1) ». Le mécontentement soulevé par cette politique — dont un épisode fut la réoccupation des Églises protestantes dans le Nord et l'interdiction absolue du protestantisme dans

(1) Fessler, *Gesch. von Ungarn*, IV, p. 517, généralement attribué à l'empereur Ferdinand II.

toutes les régions reprises aux Turcs — fut accru par l'établissement d'impôts extrêmement lourds et par la misère économique résultant des longues guerres. Ce concours de circonstances amena la fameuse révolte de François Rákóczy — nommée « Guerres Kurucz » de 1703-11. Favorisé par les complications de la guerre générale en Europe, activement encouragé par Louis XIV et à un certain moment par Pierre le Grand, Rákóczy convoqua les États, fut élu par eux à l'unanimité prince de Transylvanie et réussit à envahir la plus grande partie de la Slovaquie. Son triomphe fut la création de la Diète d'Onod, qui, en 1707, commit la faute tactique de déclarer la déchéance de la maison de Habsbourg, servant ainsi de précédent à Kossuth en 1849 et à Károly en 1918. Mais comme ses alliances étrangères l'abandonnèrent, son autorité intérieure déclina du même coup et la Paix de Szatmár en 1711, conclue par Joseph Ier, juste avant sa mort, et ratifiée par son successeur Charles VI, redonna le pouvoir aux Habsbourg et ramena le navire sur des eaux plus calmes.

Le XVIIIe siècle constitue pour la Transylvanie une période de reconstruction et de convalescence, après des siècles orageux, et reste relativement sans histoire. Nul ennemi ne franchit les frontières. La Transylvanie partagea l'épuisement de toute la Hongrie. Un pamphlet publié au début du siècle la représente mourant aux pieds de l'Empereur, ce qui semble exprimer le sentiment général du temps (1). La situation constitutionnelle était fixée en théorie, mais, en pratique, « le pouvoir de la Cour s'était développé à tel point que celle-ci ordonnait et devait être obéie. La Transylvanie n'était avertie des mesures que lorsque elles étaient mises en vigueur. Une puissance théorique s'était établie contre laquelle on était impuissant. Une bonne part de l'histoire du siècle consiste en plaidoyers, en pétitions, en mémoires adressés au Hofkanzlei et au Gubernium, en réclamations envoyées à la Cour. L'épée s'était émoussée et la défense dut emprunter d'autres formes... La nouvelle époque n'avait pas besoin d'un général, mais d'un homme d'État » (2). Mais les Trois Nations sont toujours au premier plan. Sans une brève description de celles-ci l'arrière-plan roumain resterait incompréhensible.

(1) F. Teutsch, *Gesch. der Sieb. Sachsen*, II p. 49.
(2) *Ibid.*, p. 33.

Le véritable Gouvernement résidait à Vienne. La Diète continuait à se réunir, mais devenait de plus en plus inefficace, ne faisant guère qu'enregistrer les contributions demandées. Sa révision et sa publication du Code constitutionnel de Transylvanie en 1744, n'empêchèrent pas l'intervention illégale venue de plus haut. L' « Absolute kaiserliche Dominat » était à peine discuté (1). Son pouvoir de nomination s'imposait de plus en plus au mépris du droit d'élection des fonctionnaires garanti par la Constitution. Ceci alla de pair avec une campagne robuste pour la « recatholicisation » de la Transylvanie. Les catholiques, bien qu'ils aient constitué une si petite minorité qu'un unique siège épiscopal leur avait jusqu'alors suffi, eurent la majorité absolue dans le Gubernium. En 1716, leur évêque fut de nouveau rétabli à Alba Julia (Guylafehérvar) — rebaptisée Calrsbourg en l'honneur de la nouvelle forteresse construite par Charles VI (2) — et ceci n'était que juste. Mais, au même moment, de nombreuses églises furent enlevées de force aux protestants et remises à des groupes presque inexistants de catholiques, avec l'aide de l'autorité militaire. Les Jésuites eurent la permission de revenir, bien qu'expressément exclus par le Diplôme Léopoldine, et ils déployèrent une grande activité dans l'instruction. En 1731, on fit même une tentative pour pousser la Diète à rejeter l'égalité des Quatre Religions (3) et à redonner au catholicisme tous les biens qu'il possédait avant Mohács. Ce projet rencontra une opposition telle qu'il dut être abandonné, mais la politique agressive n'en persista pas moins. En 1774, un converti catholique reçut le titre de comte saxon, bien que presque tous les Saxons fussent protestants — double affront au sentiment religieux et au droit constitutionnel d'élection. L'abandon de l'Église catholique constituait un délit passible de vingt-cinq coups de fouet sur la place publique. Concurremment avec le plan grandiose de catholiciser les masses roumaines et ainsi d'écraser à la fois les protestants magyars et saxons, les autorités envisageaient sérieusement la dissolution de l'Union des Trois Nations, une nouvelle distribution du territoire saxon et le transfert des Roumains qui s'y trouvaient sur une sorte de frontière militarisée (4). La Diète fut traitée avec quelque

(1) F. Teutsch, *Gesch. der sub. Sachsen*, p. 131.
(2) Charles III de Hongrie.
(3) Hermann, *Das Alte und neue Kronstadt*, II, p. 245.
(4) Voir J. Höchsmann, *Studien zur Gesch. Siebenbürgens*, (*in Archiv des Ver. für sieb. Landeskunde*, XVI, 1880), p. 31 et suiv.

désinvolture par le Gouverneur et le général en chef — pouvoirs jumeaux — et se rendit compte de sa propre impuissance.

Entre temps, les relations entre Magyars et Saxons empiraient lentement. L'attitude des nobles est sensible dans une phrase du Gouverneur en 1727 : « Les Saxons ne doivent pas se croire égaux aux autres nations : s'il ne doit pas y avoir de différence entre les nobles et les bourgeois, j'enverrai mon fils à Hermannstadt ou à Kronstadt et je le laisserai épouser la fille d'un tailleur (1). » Pendant tout le siècle, la théorie qui fait des Saxons de simples « Kammerbauern », sorte de serfs de la Couronne, véritables intrus, ayant usurpé l'égalité, se développe d'une façon continue (2). Il y avait à la base non seulement une arrogance de caste et une haine raciale, mais aussi une mesquine envie. Les Saxons, le peuple relativement le plus prospère des trois, étaient un gibier facile dans une répartition inégale d'impôts. Les nobles magyars avaient les mêmes idées au sujet de l'exemption des impôts que leurs frères de Hongrie. En 1762, une tentative fut même faite pour soutirer aux Saxons près de soixante ans d'arriérés du « Martinszins » dont Joseph Ier les avait dispensés en 1705 (3). De constants efforts furent faits pour saper la propriété saxonne terrienne et spécialement pour diminuer la condition sociale de ceux qui s'étaient installés hors du territoire du « Fundus Regius » (4).

Le sort des paysans fut progressivement rendu intolérable par les seigneurs surtout en ce qui concerne les Roumains. Marie-Thérèse, dans son « Urbarium » (cadastre général), réagit un peu ; elle essaya de définir la situation des serfs et elle supprima les châtiments rigoureux encore en vigueur qui allaient de la prison aux chaînes, du fouet à la torture.

Après 1765, une amélioration dans la situation des Saxons se manifesta de nouveau, due au seul Transylvanien de réelle valeur dans ce siècle gris, Samuel von Brukenthal, dont le nom a survécu au Musée et à la Bibliothèque d'Hermannstadt. Il parvint à gagner la confiance durable de Marie-Thérèse et fut d'abord chan-

(1) Teutsch, *op. cit.*, II. p. 109.
(2) *Ibid.*, p. 53
(3) En 1783, cette taxe fut augmentée et finalement payée en 1823, Teutsch, *op. cit.*, II, p. 126.
(4) *Ibid.*, p. 132.

celier (1765), puis Gouverneur de Transylvanie (1774) ; parmi d'autres travaux, il réorganisa tout le système fiscal. Ce ne fut pas une petite tâche de sa part que d'avoir assuré en 1766 au peuple saxon le titre d' « inclyta » au lieu d' « alma » comme jusqu'alors (1). Dans un pays dont toute la structure reposait sur les privilèges, cela équivalait au renforcement ou à la confirmation de la position sociale du peuple. Par ailleurs, il faut noter une diminution inattendue du commerce après le Traité de Belgrade en 1739, due en grande partie, à la condition misérable des Principautés roumaines. Le commerce saxon décline, et c'est de cette période que date l'invasion des marchands grecs et arméniens dans les villes de Transylvanie. En 1771, douze maisons de commerce seulement parmi les trente-deux non-grecques de Cronstadt étaient saxonnes, les autres étant roumaines et bulgares (2).

Joseph II visita la Transylvanie quand sa mère vivait encore et il se montra très sévère dans ses critiques à la fois sur l'efficacité du Pouvoir exécutif, les critériums de la justice, l'attitude de la noblesse envers les serfs et la défiance extrême entre Magyars et Saxons, qui ne tombaient d'accord que sur un seul point — leur hostilité contre les Roumains. Ces impressions défavorables fortifièrent sans aucun doute ses penchants à la centralisation et elles se renouvelèrent lors de son second voyage en 1783. L'ère de Joseph dépasse le cadre de cet ouvrage. Qu'il nous suffise de dire qu'il essaya de mettre la Transylvanie au même niveau que ses autres possessions, par ses méthodes habituelles, arbitraires, mais idéalistes et bien intentionnées. En 1784, la Constitution fut abolie par décret impérial, les trois nations privilégiées furent dissoutes et le pays entier fut divisé en onze nouveaux comitats, sur le modèle de la Hongrie. L'Édit de Tolérance, publié dès 1781, apporta de grands avantages à la Hongrie et à l'Autriche, mais il n'eut aucun effet en Transylvanie où tout ce qu'il prescrivait, et davantage encore, était déjà appliqué depuis deux siècles, malgré de nombreuses transgressions et, naturellement, en excluant totalement les Roumains. Le nouveau régime blessa également tout le monde, mais il frappa plus durement les Saxons, parce que les nobles magyars, bien qu'hostiles à Joseph, tirèrent parti du

(1) Teutsch, *op. cit.*, p. 286.
(2) *Ibid.*, p. 139.

changement pour abuser de la position à la fois des bourgeois et des paysans saxons et des serfs roumains. Mais cet avantage même disparut bientôt, au milieu du mécontentement général, et l'unique innovation satisfaisante pour les Saxons, c'est-à-dire l'introduction de l'allemand comme langue officielle, fit plus que tout pour réveiller le sentiment national magyar. L'opposition contre les réformes de Joseph II s'accentua d'année en année jusqu'à ce que la crise produite par une guerre étrangère désastreuse força l'Empereur, presque sur son lit de mort, à publier l'Édit de Restitution.

En Transylvanie, en particulier, le *statu quo* constitutionnel fut promptement rétabli : mais les forces que Joseph avait déchaînées ne purent être apaisées. Tout d'abord, la barrière douanière qui avait jusqu'alors existé entre la Transylvanie et la Hongrie ne fut pas rétablie. La question nationale devint aussi un sujet brûlant. Le siège du Gubernium fut transféré de Hermannstadt à Klausenburg (Kolozsvár) et y resta désormais, parce qu'il était magyar et non allemand. La Diète, lorsqu'elle s'ouvrit en décembre 1791, demanda tout de suite que les protocoles de l'Assemblée fussent à l'avenir tenus en langue magyare. Le mouvement magyar se déclencha parallèlement pour l'union de la Transylvanie et de la Hongrie, qui commençait alors à être discutée dans les deux pays, bien que le moment de l'action ne fût pas encore venu. Sa base était naturellement le renforcement du front magyar contre Vienne.

A la Diète de 1791, la position constitutionnelle était de nouveau réaffirmée et des Commissions furent créées pour opérer la révision de l'administration locale. Mais les guerres révolutionnaires et napoléoniennes affectèrent même la Transylvanie et absorbèrent toutes ses forces. On peut même dire que sa vie politique sommeilla de 1791 jusqu'aux années 30 du siècle dernier, et même jusqu'à la grande année de la Révolution de 1848.

Il n'est pas inutile de donner une idée de ce qu'était la Diète à la veille des temps modernes. Il ne faut pas oublier que, comme en Hongrie, les premiers changements fondamentaux dans le système médiéval de Gouvernement n'eurent lieu qu'en 1848, les innovations bureaucratiques du XVIIIe siècle n'ayant été qu'ajoutées grossièrement à la vieille structure : 1848 marque la première tentative de reconstruction. En 1791, la Diète comptait jusqu'à quatre cent dix-neuf membres, mais, parmi ceux-ci, il y

avait soixante-huit fonctionnaires, deux cent trente-deux régalistes (membres nommés par la Couronne) et cent dix-neuf élus seulement. Sur le nombre total, trois cent quatre-vingt-quatre membres étaient nobles et székels et trente-cinq seulement Saxons. Ainsi, les Saxons qui payaient 36 % des impôts n'avaient que 8 % de la représentation (1). Jusqu'alors, cela n'avait pas été très grave, le vote ayant lieu par nations et non par têtes : mais maintenant le « Kuriatvotum » étant aboli, les Saxons, constituant une infime minorité, n'eurent plus que la seule ressource d'en appeler à la lointaine Cour de Vienne qui se montrait souvent dure d'oreille. La comparaison des chiffres de la population est éloquente. Déjà, trente ans plus tôt, lors du recensement civil de 1761 et du recensement religieux de 1766, la population de la Transylvanie comprenait : catholiques-romains, 93.000 ; réformés, 140.000 ; luthériens, 130.000 ; unitaires, 28.000. En un mot, les Saxons formaient un peu plus du quart de la population totale magyare et allemande. A côté d'eux, il y avait déjà 547.243 Roumains qui non seulement n'avaient en fait aucune représentation, mais qui, plus d'une fois, avaient été expressément exclus de tout droit à une représentation. C'est à l'histoire de ces îlotes que nous devons nous arrêter (2).



L'Union avec Rome, accomplie par la Lettre Patente Impériale de 1669, sembla sonner le glas de l'orthodoxie pour les Roumains de Transylvanie. La méfiance même qu'elle provoqua chez les Magyars et les Saxons est la meilleure preuve de l'attraction irrésistible qu'elle exerçait dans les rangs du clergé et par son entremise sur leurs parents paysans. L'impulsion vint des Jésuites qui entouraient Léopold Ier et qui considérèrent l'Union comme un instrument à deux tranchants pouvant être employé à la fois contre les orthodoxes et contre les protestants ; les Habsbourg et Rome devaient avancer la main dans la main vers Byzance.

(1) Teutsch, *op. cit.*, II, p. 338. Les impositions étaient ainsi réparties : provinces magyares, 719.220 gulden ; départements Székel, 136.431, Saxons, 489.320 ou 35 % contre 61 % des Magyars et Székels réunis.

(2) En 1733, parmi les 135.000 familles passibles de l'impôt en Transylvanie, 85.000 étaient roumaines Voir Fiedler, *Die Union der Walachen in Siebenbürgen*, p. 351 ; Muller, *Beiträge zur Verfassungs-und Verwaltungsgeschichte der Deutschen in Ungarn*, p. 16. En 1790, il y avait 86.630 Saxons et 65.570 Roumains dans les 11 districts saxons, *ibid.*, p. 28.

Pendant plus d'un demi-siècle l'Église orthodoxe se trouva dans la position la plus précaire, car elle avait perdu le droit d'élire son propre évêque, et ses relations avec Bucarest et Suceava étaient virtuellement rompues. Nous savons que le contact entre les deux côtés des Carpathes était vague par l'histoire d'un moine orthodoxe nommé Dositheus Ţirca, qui revint en Transylvanie prétendant avoir reçu en Valachie la consécration épiscopale et qui commença à ordonner des popes de village. Les autorités lui interdirent de continuer. On le persuada enfin d'accepter l'Union et il devint évêque uniate à Munkács chez les Ruthènes, le peuple le plus arriéré et le plus isolé de toutes les nationalités sujettes de la Hongrie. Des moines orthodoxes arrivaient de temps en temps, cherchant à fortifier les fidèles dans leur résistance; mais ce ne fut qu'en 1759 que le Gouvernement interdit la persécution de ceux qui refusaient de reconnaître l'Union. Deux ans plus tard il plaça l'orthodoxie roumaine sous la juridiction de l'évêque serbe de Pest.

Pendant plusieurs décades, la nouvelle Église fut presque aussi misérable que celle des orthodoxes. Le métropolite Athanase était faible et sans autorité bien qu'il eût été reçu, décoré par l'Empereur et intronisé avec une pompe extraordinaire. A sa mort, en 1713, le maître des Jésuites à Klausenburg fut chargé de la surveillance générale de l'Église et on envisagea même de nommer évêque un Hongrois. A la fin, le choix choisit Jean Pataki, savant d'une certaine distinction qui avait passé plusieurs années à Rome, mais qui n'exerca aucune action. Il n'eut pas la permission de résider à Alba Julia, où l'église roumaine historique élevée par Michel le Brave fut délibérément détruite, afin de faire place à la nouvelle forteresse de Carlsbourg, nommée ainsi en l'honneur de l'empereur Charles VI. Sa résidence fut transférée dans le lointain Făgăras. Ce siège avait deux avantages : il était au centre de l'une des plus fortes régions roumaines; de plus l'ancien château et le domaine des princes Apafi étaient mis à la disposition de l'évêque.

Le schisme religieux semblait avoir réduit le peuple roumain aux limites même de l'impuissance et de la démoralisation. Mais par un tour du destin des plus étranges, l'Union méprisée — œuvre de prêtres étrangers et de stratèges politiques, devint le principal instrument destiné à réveiller le sentiment national, à élever le niveau de l'éducation, à encourager le développe-

ment de familles sacerdotales presque héréditaires, à apporter le premier souffle de la culture occidentale et à établir ce lien avec Rome qui devait avoir un effet psychologique si mémorable sur la nation tout entière. Que ceci correspondît mal aux intentions de la Cour nous le savons par la nomination d'un conseiller officiel auprès de l'évêque uniate — portant le titre de *causarum auditor generalis* — qui remplissait un rôle plus policier que politique et qui poursuivait franchement des desseins de centralisation. La charge était aux mains des Jésuites et devait substituer une influence ultramontaine, à une influence calviniste, dans le clergé roumain.

Lorsque l'incapable Pataki mourut en 1729, un événement inattendu se produisit. Un homme jeune et encore de peu d'expérience, sortant presque directement du séminaire, fut choisi pour lui succéder; on croyait qu'il ne serait que le souple instrument des autorités. Mais Jean-Innocent Micu — peut-être plus connu sous son nom germanisé de Klein, après qu'il eût reçu de Charles VI le titre de baron — se montra bientôt animé d'une volonté résolue, de courage, d'endurance, et consumé par le désir ardent de mettre terme aux malheurs de sa nation opprimée. Il consacra ses premiers efforts à assurer la prospérité matérielle de son diocèse et de son clergé à qui manquait souvent le strict nécessaire pour vivre. Presque dès son arrivée, il assaillit la Couronne de réclamations au sujet de l'inégalité dont les Roumains étaient victimes et de la persistance avec laquelle les Trois Nations leur refusaient même les maigres concessions du Diplôme Léopoldine. Les États furent très embarrassés lorsque Charles VI nomma une Commission pour étudier ces plaintes : et comme Klein était membre de la Diète depuis 1733, il ne pouvait facilement être réduit au silence. Il se considérait comme le représentant, non seulement de sa propre Église, mais de la nation tout entière, et, non content de souligner les nombreux points sur lesquels la Charte uniate restait lettre morte, il rappela habilement aux cléricaux de la Cour des Habsbourg que les luthériens et les calvinistes étaient plus nombreux que les catholiques en Transylvanie et que les Roumains, bien qu'exclus des nations reconnues, dépassaient de beaucoup en nombre les trois réunis. Le recensement de 1733 avait révélé 85.857 familles « valaques » (1).

(1) Bunea, *Episcopul I. I. Klein*, p. 37.

Ses revendications se heurtèrent à une fin de non-recevoir très nette de la Diète, qui rédigea cette réponse irritée : « L'évêque et le clergé uniates réclament ce que nul n'a jamais exigé de nos ancêtres et ce que nul ne pourrait demander à nos descendants — des choses hautement contraires aux anciens privilèges et aux exemptions accordées par nos rois et par nos princes..., des choses qui font grandement violence à ce noble privilège dont nous sommes le seul gardien, qui ébranlent et troublent tout le système maintenu jusqu'à présent dans ce pays, aussi bien dans les questions religieuses que dans la sphère politique et fiscale — en résumé, des choses qui ne devraient jamais appartenir au Clergé et au plebs valaques, étant donné leur caractère bien connu (1). » « Les Valaques, disait-on, étaient pour le corps politique ce que sont les mites pour les vêtements (2). » Klein était traité par la Diète comme « un personnage ridicule » ; ses réclamations, ses protestations et son mauvais latin soulevaient des éclats de rire : et un écrivain moderne compétent put écrire : « Comment les Jésuites purent-ils mettre un homme aussi incompétent à ce haut poste ? Rien n'est plus remarquable que l'assurance avec laquelle il se soumit à la moquerie et aux injures. » Près de deux siècles devaient passer avant que l'évêque méprisé et mal jugé fût défendu et réhabilité par un prêtre distingué de sa propre foi.

La dispute prit un tour plus aigu à la Diète de 1737, lorsque l'évêque présenta un mémoire « en son nom propre et en celui de toute la nation de nom valaque en Transylvanie (3) ». Cette première profession publique de foi souleva des tempêtes d'injures de tous côtés et des cris de : « Il n'y a pas de nation valaque, il n'y a qu'une plebs valaque (4). » Même le mot latin *gens* était interdit lorsqu'il s'agissait des Roumains. Mais Klein, cette fois, refusa de rétracter un seul mot. « Notre nation, déclara-t-il d'une façon catégorique, n'est inférieure à aucune autre en Transylvanie, ni en vertu, ni en savoir, ni en jugement dans les affaires. » Il s'était tellement avancé que toute retraite était désormais devenue impossible.

(1) Bunea, *op. cit.*, p. 43-4 ; Hurmuzaki, *Documents*, XV, p. 1655-6.
(2) « Das Ungeziffer der Motten in den Kleidern. » Voir Höchsmann, *Studien zur Gesch. Siebenbürgens*, p. 83.
(3) Suo ac totius nationis per Transilvaniam Valachicae nomine
(4) Le lecteur est prié de remarquer une fois de plus la distinction fondamentale, dans l'histoire constitutionnelle de la Hongrie jusqu'en 1848, qui existe entre le *populus*, ou classe noble qui seule jouissait des droits politiques, et le *plebs* qui jouissait du privilège exclusif de payer les impôts dont le *populus* était exonéré.

En 1738, le siège métropolitain uniate fut une fois de plus transféré — cette fois dans la petite bourgade de Blaj (Balázsfalva), à mi-chemin entre Alba Julia et Sibu (Hermannstadt) qui devait désormais devenir peut-être le principal centre de la culture roumaine en Hongrie — et cela jusqu'à la libération. Là, le clergé roumain se groupa autour de Klein pour réclamer son égalité avec celui du rite latin, et aussi pour résister aux tendances latinisantes de ses conseillers jésuites.

L'avènement de Marie-Thérèse encouragea l'évêque à redoubler d'efforts. Son principal argument fut de prévenir que l'Union serait vouée à l'échec et à la disparition si les engagements solennellement pris n'étaient observés. Il insista pour que les prêtres du rite grec pussent jouir de droits égaux à ceux de leurs collègues latins, pour que des bâtiments et des secours convenables leur fussent assurés, pour qu'ils pussent librement élever une église dans toute paroisse où se trouvait une majorité uniate, même si une église catholique romaine s'y trouvait déjà, pour que les fils des prêtres fussent affranchis des obligations féodales envers le seigneur et que les enfants roumains ne fussent plus désormais délibérément écartés de l'école. Les deux dernières demandes sont particulièrement significatives et prouvent à quel point le Diplôme Impérial était resté inopérant. Le mémoire de Klein frappe aussi un coup décisif en revendiquant pour la religion uniate le droit d'être considérée comme une Religion Reconnue, allant de pair avec les quatre autres et représentée à la Diète par trois prêtres et trois laïques désignés par l'évêque.

Marie-Thérèse était sympathisante, mais ne pouvait, au milieu du conflit avec Frédéric le Grand, se permettre d'offenser l'opinion magyare. La question fut de nouveau portée devant une Commission et, de nouveau, ne fut pas résolue. Quelque temps après, le clergé uniate, impatient, adressa un appel à la Couronne sous ce titre pathétique, bien que barbare et peu grammatical : « Tracée avec du sang, écrite humblement à genoux, requête du clergé et du peuple valaques de Transylvanie, unis avec la véritable Église catholique romaine, pour que bon accueil soit réservé à la dite requête sanglante et émise sans avis préalable (1). » Dans cette

(1) « Blutfliessendes kniefälliges Bitten des mit der wahren römisch-katholischen Kirche vereinigten siebenbürgisch — wallachischen Cleri und Nationis um allergnädigste Ansehung des invermeldten blutigen Bitten : an die allergnädisgste Königin und Frau Frau » 1744. Hurmuzaki, *Fragmente*, II, p. 112.

requête, et dans une « très humble supplication » ultérieure, de l'évêque Klein, Marie-Thérèse était conjurée de faire pour les Uniates ce qu'on faisait même pour les juifs et les païens, de mettre fin à une politique contraire aux « lois de la Chrétienté, du Catholicisme, de la justice et du respect » qui tenait « le clergé et le peuple valaques sous le fouet sanglant dans un asservissement égyptien (1) ». Cette requête ne fut pas sans effet et, en juin 1744, la Couronne soumit à la Diète des propositions pour assurer l'égalité aux Uniates et en même temps abolir toutes les restrictions qui pesaient sur les catholiques des deux rites et spécialement sur les Jésuites. L'Église uniate aurait ainsi formé la cinquième Religion Reconnue.

La Diète ressentit doublement le coup. Sa majorité, appartenant aux deux sectes protestantes et aux unitaires, nourrissait une méfiance fondée envers les Jésuites, et elle était opposée à toute réduction des redevances et dîmes féodales, même en faveur d'un nombre limité de prêtres et de leurs familles. Elle rédigea donc une « Supplicatio » « contra Valachos » qui combattait le mandat impérial sur de nombreux points. Lorsque le hardi évêque protesta au nom d'un peuple « blessé jusqu'à la moelle » et qu'il accusa la Diète de s'opposer aux volontés de la Couronne, il fut attaqué de tous côtés et forcé de se rétracter. On cria : « Les Valaques ne sont que des vagabonds » ; Klein répliqua : « Il ne peut en être autrement, puisqu'ils sont opprimés jusqu'au sang. » « Ce ne sont que des paysans et des serfs », dit un autre député, mais l'évêque cita les Roumains de noble race de la région de Făgăras, et les hommes libres du territoire saxon. Alors, ce furent des vociférations : « Ce sont des brigands, des voleurs paresseux » ; à quoi l'évêque rétorqua : « Comment vous en étonner puisque vous ne laissez aux pauvres que leur peau pour subsister. Les Roumains n'exploitent-ils pas les mines de sel, de fer et d'or pour vous et ne daignez-vous pas dépouiller certains d'entre eux aussi de leur peau (2) ? » Sa plaidoirie, destinée à prouver qu'il était injuste de forcer les Roumains à contribuer aux traitements du clergé protestant tandis que leurs propres prêtres se trouvaient dans une situation désespérée n'est même plus discutable aujourd'hui ; mais pour une assemblée dont les membres appartenaient en

(1) Hurmuzaki, *Fragmente*, II, p. 124.
(2) Bunea, *op. cit.*, p. 98-9 ; Dragomir, *Ist. Desrobirei relig. a. Românilor din Ardeal*, p. 133.

grande partie à la noblesse terrienne, ses arguments semblaient aussi injurieux et peu convaincants que son accent. Une pétition commune des catholiques grecs et romains, rappelant à la Couronne que les Uniates étaient beaucoup plus méritants que les « obstinés ariens, calvinistes et luthériens » et qu'ils ne demandaient secours ni au patriarche de Constantinople, comme les schismatiques, ni à l'Angleterre, à la Hollande et à la Prusse, comme l'avaient fait jadis les protestants magyars, mais à Rome et à la maison impériale (1) ne fit que renforcer la position de la Diète. Celle-ci consentait tout au plus à concéder aux nobles roumains la permission de s'attacher à l'une des Trois Nations (l'intention évidente étant qu'ils fussent ainsi absorbés) ; elle stipulait toutefois que, les « non-nobles », ne pourraient être placés sur un pied d'égalité avec les Trois Nations ni même être admis comme membres dans l'une d'elles.

Le violent sentiment d'injustice qu'éprouva l'évêque l'emporta sur sa modestie. Dans une lettre adressée au chancelier aulique, il se plaignit d'avoir été traité comme un bouffon du roi (Hofnarr) (2). Il fut alors convoqué à Vienne mais il ne put voir l'Impératrice avant d'avoir prouvé, « son innocence ». Abandonné de tous, il semble avoir redouté d'être enfermé dans une maison de fous à Graz. Sous prétexte d'un pèlerinage à Maria Zell, il s'enfuit de Vienne, se rendit à Rome et en appela au Pape au nom de son troupeau malheureux. Il faisait ainsi le jeu de ses ennemis ; car, bien que la Curie lui fût sympathique, elle ne pouvait s'élever contre Vienne pour défendre les obscurs Uniates. La requête de l'évêque à l'Impératrice resta sans réponse et les autorités donnèrent l'ordre que tous ses biens fussent saisis, le réduisant ainsi à la misère à Rome et le forçant à vendre sa croix pectorale pour vivre. Il continua à soutenir une lutte inégale ; en 1746, il fit paraître en exil un anathème contre le vicaire général des jésuites, le P. Balog, et, quand son propre neveu, le député Pierre Aron, désobéit à ses ordres, il le suspendit de sa charge. Le Gouvernement transylvanien ordonna que Klein ne fut plus désormais reconnu des fidèles et, en 1751, il ne resta plus à l'évêque qu'à se soumettre. Il abandonna son siège et resta dans son exil romain jusqu'en 1768. Mais il survécut dans le cœur de son peuple des deux Religions et, pendant des années,

(1) Hurmuzaki, *Fragmente*, III, p. 123.
(2) G. B. Duica, *Procesul Episc. Clain*, p. 9, cit. Bunea, p. 96.

les paysans accueillirent certains prédicateurs au cri de : « Notre évêque, notre évêque (1) ! »

On peut nous reprocher d'avoir accordé trop d'importance à l'histoire de l'évêque Klein, mais son premier biographe, feu le chanoine Bunéa, lui-même pionnier de valeur de la même cause, avait parfaitement raison en déclarant que son histoire méritait de retenir l'attention, parce qu'elle contenait « le germe d'un mouvement politique religieux, culturel et social, toujours en évolution dans la vie du peuple roumain (2) ».



Le successeur de Klein, comme évêque, fut son neveu, Pierre-Paul Aron, moins impétueux, peut-être plus complaisant envers les autorités, mais d'une austérité ascétique. Bien qu'il ne devînt jamais populaire, il servit pendant toute sa vie en travailleur fidèle et inlassable la cause de l'Union et de la nationalité roumaine. Il obtint une bulle pontificale condamnant toutes les tentatives destinées à empêcher les Uniates d'abandonner le rite grec pour le latin ; il gagna la faveur des autorités civiles par l'idée étrange de lever un escadron de cent trente hussards pendant la Guerre de Sept ans : il réussit à doter les monastères d'Alba Julia et de Blaj, selon la règle basilienne ; il acheta et établit une presse et, en 1754, fonda un séminaire à Blaj, dont les meilleurs élèves furent envoyés à la Propagande de Rome. Mais il rencontra de nombreuses difficultés, car pendant l'interrègne qui avait précédé sa nomination, une effervescence dangereuse s'était manifestée dans toute l'Église. Le bruit courait que Klein avait quitté son diocèse parce qu'il avait compris que l'Union était impossible. Une épidémie de sécession se produisit ; beaucoup d'orthodoxes allèrent s'établir en Valachie, y obtinrent l'ordination et revinrent subrepticement comme prêtres. La puissance des Jésuites souleva une profonde inquiétude et le patriarche orthodoxe serbe de Karlowitz, se rendant compte que son Église serait probablement la prochaine victime d'un prosélytisme victorieux, envoya en 1744 l'ermite Visarion en mission d'encouragement chez les orthodoxes sans chef de Transylva-

(1) Iorga, *Gesch. des rum. Volkes*, II, p. 217.
(2) Bunea, *op. cit.*, p. 271.

nie (1). Il fut rapidement expulsé et une Lettre Patente Impériale d'octobre 1746 prescrivit aux autorités civiles comme un « devoir urgent » de favoriser l'Union et de surveiller la frontière pour en interdire l'entrée aux membres du clergé orthodoxe ou aux livres orthodoxes, pour emprisonner ceux qui cherchaient à obtenir l'ordination au Sud des montagnes et de punir tout prêtre revenu à l'orthodoxie.

Malgré toutes les persécutions, la fidélité du menu peuple à l'ancienne foi était réellement touchante. La volonté d'obtenir un évêque orthodoxe et la liberté religieuse s'affermit lentement, fortifiée par l'exemple uniate. En 1759, un pauvre prêtre nommé Sofronie prit un ascendant remarquable sur les paysans de la frontière sud-ouest et en ramena beaucoup à l'orthodoxie. Il fut arrêté par les autorités, mais fut relâché, puis caché par les paysans employés dans les mines royales d'Abrud. Ceux-ci se révoltèrent et déclarèrent : le « pouvoir des seigneurs est terminé et nous sommes maintenant les maîtres ». Finalement, le général Buccow fut envoyé pour rétablir l'ordre et Sofronie fut arrêté par les soldats. Mais la lutte fut encore longue pour vaincre la résistance des paysans orthodoxes. En 1763, une pétition fut adressée du district de Bistritz à l'évêque serbe de Buda Novaković, à qui le Gouvernement avait permis de faire une enquête. On y lisait : « On nous détruit de corps et d'esprit, nous mourons sans confession ou communion, comme des bêtes et comme des ouailles sans berger. Si vous n'avez pas pitié de nous et si vous ne nous apportez pas aide et consolation, nous ne reviendrons pas chez nous où l'arrestation et un châtiment nous attendent, mais nous irons vers d'autres pays où nous pourrons exercer paisiblement notre religion : car nous avons pris la ferme résolution de périr plutôt que d'adhérer à l'Union (2). »

Que Vienne soit enfin arrivée à comprendre le danger de cet état de choses et à sentir la nécessité de concessions, on peut le deviner — pour ne citer qu'un seul exemple — d'après un rapport adressé par le chancelier Kaunitz à l'Impératrice en octobre 1758. Ce rapport signale le risque de « rébellions, émigrations et autres mauvais effets » et en même temps l'amour inné de la force et la « haine envers tous les Illyriens » qu'éprouvent les autorités transylvaniennes. Néanmoins, ajoute ce rapport, les orthodoxes *(graeci non-uniti)* qui sont plusieurs

(1) Dragomis, *Ist. Desrobirei*, p. 137-50.
(2) Hurmuzaki, *Fragmente*, III, p. 180 ; Bunea, *Episcopii Aron şi Novacovici*, p. 210.

millions, constituent « un trésor et un vrai joyau de l'auguste Archimaison », et, si on pouvait les « protéger contre toute oppression et injustice » et les « diriger avec discernement, comme il convient à une nation dure et guerrière », ils seraient d'une grande valeur pour l'État. La nomination d'un évêque orthodoxe *(episcopus exemptus)* servirait « la religion et l'État », et loin de détruire l'Union, pourrait finalement être utile à ses intérêts (1). Enfin, l'évêque Novaković reçut mission de faire une inspection canonique et de convoquer le clergé et les laïques orthodoxes à une Assemblée à Hermannstadt. Une Lettre Patente Impériale du 6 novembre 1762 (2), donna enfin à la communauté orthodoxe une organisation en Transylvanie ; mais il ne s'agissait toujours pas d'égalité avec les Uniates et encore moins d'inclusion parmi les « Religions Reconnues ». Malgré tout, un minimum de concessions était accordé de force à ce « peuple entêté et réfractaire en questions religieuses », selon la phrase du comte Bethlén, le chancelier transylvanien (3).

Si, dans la première moitié du siècle, les questions religieuses jouèrent un rôle capital dans l'évolution des Roumains de Hongrie, dans la seconde moitié, les problèmes sociaux prédominèrent. Les Roumains furent les principales victimes, mais pas les seules, d'un système féodal extrêmement rigoureux. Tout le Pouvoir exécutif étant entre les mains des nobles, sauf dans le Königsboden saxon, rien ne pouvait modérer le système ou même arrêter sa tendance constante à empiéter sur les droits des francs-tenanciers et fermiers, comme cela s'était déjà produit chez les Székels. Sur certaines terres, les paysans étaient tenus au Robot du lundi au samedi. Là où le service de trois jours seulement était admis, les jours de pluie ne comptaient pas et d'autres stratagèmes étaient employés pour alourdir le fardeau du travail exigé. Le paysan, en plus du travail manuel, devait payer en nature une sorte de dîme sur le produit de ses champs, et, généralement, une somme en argent basée sur la superficie de sa culture, tandis que sa femme devait filer une certaine quantité de lin pour le seigneur. Il ne pouvait, en aucune circonstance, posséder la terre, *rusticus praeter mercedem laboris nihil plus habet* : c'était

(1) Cit. Slavici, *Die Rumänen*, p. 90-1.
(2) Texte de Bunea, *op. cit.*, p. 244-7.
(3) Hurmuzaki, *Fragmente*, III, p. 171.

la devise de l'autorité. Comme il n'avait pas de personnalité juridique, il ne pouvait pas plaider en justice et n'avait aucun recours contre les abus. Son dos et celui de ses enfants étaient toujours à la merci du fouet et heureux qui ne recevait que les « vingt-cinq coups » réglementaires. Les grands nobles jouissaient du *jus gladii* et les petits nobles n'étaient passibles que d'une amende de 40 gulden pour la mort d'un serf (1).

Les paysans étaient sans armes et impuissants, mais le mécontentement était vif et commençait à sourdre. Vers le milieu du siècle, l'inquiétude sociale et religieuse poussait beaucoup de familles à s'exiler de l'autre côté des montagnes pour rejoindre les Roumains de Moldavie et de Valachie, en emportant tous leur bétail et les maigres biens qu'ils pouvaient transporter. Lorsque les nécessités de la guerre de Sept Ans forcèrent les autorités centrales à recruter les campagnards, il y eut des troubles dans beaucoup de régions : la situation inquiéta les autorités militaires et des réformes furent décidées qui devaient agir matériellement sur l'état social des masses roumaines.

Les Frontières Militaires (Militärgrenze) jouissant d'une forme spéciale d'autonomie militaire, avaient été établies par les Habsbourg au XVIe siècle comme défense contre les Turcs et, à mesure que les Impériaux gagnaient du terrain, elles avaient été étendues le long de la Save et du Danube. Après la prise définitive du Banat, trois nouvelles unités frontières, celles de Slavonie, de la Theiss et du Maros, furent créées et, en 1763, le baron Buccow, commandant général en Transylvanie, insista pour « qu'une milice de frontière valaque » fut organisée depuis les Portes de Fer, vers l'Est, le long de la frontière des Carpathes. Cette proposition fut défendue à Vienne, par l'argument suivant : les Valaques, sauf quelques boyards spécialement privilégiés, « n'étant que tolérés dans le pays, le monarque jouit ainsi d'un pouvoir et de prérogatives illimités sur eux (2). » L'enrôlement, pourtant, devait être limité aux Uniates pour empêcher un exode de « schismatiques » désireux de profiter des avantages de l'enrôlement. Ceci projette une lueur intéressante sur un problème qui devait devenir plus aigu au siècle suivant. Dès cette époque, les Roumains étaient beaucoup plus prolifiques que les Saxons ; aussi

(1) Hurmuzaki *Fragmente*, III, p. 150.
(2) Friedenfels, *Bedeus von Scharberg*, I, p. 360, 73.

les Saxons tenaient-ils à tout prix à priver les Roumains de l'égalité des droits dans les villages mixtes et avaient-ils parfois recours pour y parvenir à des mesures aussi violentes que l'expulsion, ou l'incendie des maisons (1).

Deux régiments d'infanterie et un de hussards furent installés parmi les Székels et rien ne montre mieux la différence de condition qui existait entre le Roumain et le Magyar que la façon différente dont ils les accueillirent. Tandis que les Roumains s'enrôlaient avec empressement, les Székels protestaient et de graves incidents se produisirent. Les troupes tirèrent sur une députation de paysans sans armes, le village de Mádéfalva fut brûlé en partie et des mesures de répression furent prises.

Pendant près de deux décades, le feu couva, à l'insu de la classe dirigeante, mais alors que la condition des paysans était partout déplorable, elle l'était surtout parmi les Roumains de Transylvanie (pour être précis : elle était détestable dans les provinces magyares, assez mauvaise dans les régions székèles et moins mauvaise, quoique encore peu satisfaisante, sur le territoire saxon). Cela n'échappa pas à Joseph II qui, pendant sa visite dans le Banat en 1768, fut effrayé de la condition arriérée de la population serbe et roumaine. Apprenant que la situation était bien plus désastreuse encore en Transylvanie, il désira se rendre compte lui-même des faits. Sa tournée d'inspection en 1773, au cours de laquelle il reçut dix-neuf mille pétitions, parla avec beaucoup de gens, s'intéressant à tout jusqu'au moindre détail, resta légendaire dans la mémoire des masses. Il apparut qu'il penchait plus pour ces masses que pour la noblesse. En rapportant ses impressions à Marie-Thérèse, il souligna l'hostilité entre les Magyars et les Saxons (ils étaient les uns et les autres presque également à blâmer) et il marqua qu'ils ne s'accordaient que sur un seul point : l'oppression des Valaques. Son cœur saignait devant un tel mépris de la justice envers les pauvres. Dès lors, il eût voulu voir l'ancienne Constitution réformée, la Transylvanie unie aux provinces orientales de la Hongrie et du Banat, avec Grosswardein pour capitale. Les querelles nationales eussent pris fin dans le mélange des peuples. Mais sa mère s'arrêta à la solution plus facile de choisir des hommes nouveaux et capables,

(1) Iorga, *Hist. des Roum. de Trans.*, II, p. 169 ; Teutsch, *op. cit.*, II, p. 164-9.

notamment cet habile bureaucrate saxon, le baron Brukenthal, qui devint Gouverneur.

L'avènement de Joseph après la mort de sa mère en 1780, marque une ère nouvelle dans tout l'Empire. Le zèle de réformes du nouvel empereur ne produisit nulle part une effervescence plus grande que dans la province arriérée de Transylvanie. Pour les Roumains, surtout, Joseph était déjà un personnage tout-puissant. Pendant les processions royales on s'agenouillait au passage de sa voiture et, dans le langage vulgaire, la Majesté Impériale et Dieu étaient traités avec le même respect. Ce que le paysan opprimé voyait partout dans ses réformes vaguement centralisatrices c'est qu'elles tendaient à ébranler les anciens privilèges politiques et l'ordre social existant. Sa première mesure en Transylvanie — l'introduction du « Concivilität » ou égalité de droit de cité pour tous les habitants du Königsboden (1781) — était en elle-même assez importante : jusqu'alors les Roumains n'avaient jamais joui du droit de cité et s'étaient même vu exclure des corporations (1). Une autre mesure qui toucha profondément le paysan fut l'abolition de la torture ou de la bastonade pour arracher un aveu — en dépit du Gubernium qui s'acharnait à demander que ces procédés fussent maintenus « tant que les habitants ne seraient pas plus cultivés et développés moralement (2) ».

Le second voyage de Joseph en Transylvanie, pendant l'été de 1783, fut une nouvelle preuve de l'intérêt qu'il portait au pays. Il fit paraître alors un premier décret d'émancipation (16 août) permettant au serf de se marier, d'exercer un métier ou de disposer de son bien sans la permission du seigneur, interdisant les expulsions sans jugements légaux et le retour aux charges abolies.

L'émotion produite par ce décret et la résistance passive de la classe des propriétaires fonciers augmentèrent encore au début de 1784, lorsque Joseph donna l'ordre d'établir la conscription militaire. Le bruit se répandit que tous ceux qui se faisaient enrôler seraient affranchis de tout servage et deviendraient propriétaires de leurs champs. Les paysans se rendirent en troupe dans les villes de garnison pour s'enrôler, à la colère et à l'effroi de la noblesse. C'est ainsi qu'un groupe de dix paysans se présenta à Carlsbourg

(1) Hunfalvy, *Die Rumänen und ihre Ansprüche*, p. 187. F. Teutsch, *op. cit.*, II, p. 280.
(2) Schaser, *Denkwürdigkeiten aus d. Leben des Baron Brukenthal*, p. 58.

devant l'officier commandant, pour lui exprimer son désir de s'engager. En août, Brukenthal rapporta à Vienne qu'il se produisait des troubles dans les villages et que l'on y distribuait des brochures mystérieuses. En octobre, il y eut une explosion de colère chez les paysans qui trouvèrent trois chefs, Horia (dont le vrai nom était Jean Ursu), Cloşca et Crişan, capables d'exprimer les revendications de leur classe. Horia avait fait appel à Joseph pendant son récent voyage et, en mars 1784, s'était rendu à Vienne et, on ne sait comment, avait obtenu une audience de l'Empereur. Un texte contemporain — plausible bien que son authenticité ne soit pas tout à fait sûre — relate qu'Horia adressa à Joseph un appel passionné pour l'émancipation de sa nation et, croyant voir chez lui un signe d'assentiment, tomba de reconnaissance à ses pieds (1). On ne saura jamais exactement ce qui se passa ; mais il est certain que la vive imagination d'Horia l'avait trompé. Il revint dans son pays convaincu d'avoir reçu « l'appui de l'Empereur », et son ami Cloşca, rassemblant les paysans à Brad le 28 octobre, déclara en son nom qu'il avait reçu de l'Empereur l'ordre de les armer, de les rassembler à Alba Julia et d'attaquer tous ceux qui résisteraient à l'abolition du servage. On crut qu'Horia avait reçu une croix dorée des mains de Joseph, bien que nul ne l'eût jamais vue. Au début de novembre, le mouvement s'étendit et des milliers de paysans à demi armés se répandirent dans la région d'Abrud et dans toute la vallée de la Mourèche, pillant et incendiant. Horia envoya aux nobles fugitifs à Déva une sorte d'ultimatum dont les six articles incohérents stipulaient que les nobles ne devaient plus exister, qu'ils devaient abandonner leurs biens, payer les impôts et que la terre devait être partagée entre les paysans. Mais Déva résista jusqu'à ce que l'armée se fût rendue maîtresse de la situation. Vers la fin de l'année, l'élan était tombé et les insurgés étaient en prison ou rentrés dans leurs villages. Ils n'avaient jamais eu de plan nettement défini ; aucun espoir de succès n'était permis ; mais deux cent trente châteaux et manoirs avaient été saccagés et environ cent nobles avaient été massacrés : quelques-uns avaient pu sauver leur vie en acceptant, de force, la foi orthodoxe. Un pasteur magyar fut assassiné dans son église (2).

(1) Densuşianu, *Revoluţiunea lüi Horia*, p. 109.
(2) *Kurze Geschichte der Rebellion in Siebenbürgen* (1785), p. 23.

Joseph ordonna une répression sévère et rapide, puis accorda une amnistie pour tous sauf pour les chefs (1).

Horia et Cloşca furent rompus sur la roue et écartelés vifs en présence de deux mille cinq cents paysans amenés de plusieurs régions et leurs membres furent exposés sur des pieux puis dispersés (28 février 1785). Crişan échappa à ce destin en se suicidant. Les autorités traitèrent différemment les deux meneurs ; Cloşca, considéré responsable des excès, reçut vingt coups de bâton avant le coup de grâce, alors que Horia reçut le coup de grâce presque tout de suite (2).

Et pourtant le verdict accuse nettement celui-ci d'avoir invoqué l'appui écrit de l'Empereur et le comte Kálnoky, préfet (föispán) d'une des régions, affirma que Horia « n'hésita pas à s'intituler roi de Dacie (3) ». Une médaille fut frappée, dont l'origine reste inconnue, portant un cœur transpercé d'une dague, une triple croix et les mots « Horia Rex Daciae 1784 », et, au revers, une couronne avec la légende « Nos pro Caesare ».

La figure de Horia restera toujours entourée de mystère, car ce que nous savons de lui nous est rapporté par les nobles, ses ennemis. L'Empereur domine le débat. En écrivant à Brukenthal pour interdire les exécutions sommaires, il conclut, d'après les rapports qui lui étaient parvenus, que les autorités provinciales « ont perdu toute autorité et ne voient leur salut que dans la pique et la roue, contre n'importe qui, pour n'importe combien ». Au commissaire du procès, le comte Jankovics, il écrivit que l'affaire l'intéressait « de très près » (unendlich nahe). « Les Valaques ont été durement traités pendant de longues années, sans jamais avoir obtenu de réponse à leurs griefs ; les Magyars sont grandement irrités et pensent que seul le plus sévère traitement infligé à toute la nation valaque pourra préserver leur vie et leurs biens. » Jankovics ajoute-t-il doit faire tout ce qui lui sera possible pour dissuader la noblesse de manifester aux Roumains « une haine et un désir de revanche irréductibles » (4).

Bien avant que ces paroles n'eussent un retentissement dans le monde, le nom de Joseph se grava dans le cœur des paysans

(1) Densuşianu, *op. cit.*, p. 453, 466.
(2) Schaser, *op. cit.*, p. 62, 83.
(3) F. zilágyi, *A Hora Világ.*, p. 236, 238.
(4) 13 décembre 1785. Schaser, *op. cit.*, p. 90-2.

roumains comme celui de « notre empereur » (Imperăt), le premier souverain depuis Mathias qui se fût préoccupé de rendre justice au serf.

Au mois d'août, après ce soulèvement, Joseph publia un autre décret d'émancipation pour la Transylvanie, abolissant le nom honni de « Jobbagio », déclarant que le serf n'était plus attaché au sol ni maintenu dans une condition servile, mais qu'il était libre d'acheter et de vendre, du moment qu'il avertissait au préalable son maître. Mais, pour les trois nations dirigeantes, cette émancipation même ne fut rien à côté de la suspension de la constitution transylvanienne tout entière (par décret du 4 juillet 1784). Quand la décision de l'Empereur entra en vigueur, il s'ensuivit en Transylvanie un profond mécontentement et une résistance passive. Une troisième visite de Joseph en 1786 ne suffit pas à assurer la complète exécution du décret. Nous n'avons pas à traiter ici du tragique échec de Joseph. Qu'il suffise de souligner qu'en 1790, en raison de la situation intérieure et étrangère, tout le système de réforme s'écroula, que l'ancienne féodalité fut restaurée et que Joseph mourut, brisé et déçu. Joseph avait de nombreux défauts : il manqua de tact et de patience; il oublia que la naissance d'Athénée sortant du cerveau de Jupiter constituait un procédé anormal dans la nature, mais il laissa un héritage d'idéalisme et de bonne volonté qui, en d'autres mains qu'en celles de son intraitable neveu, eût définitivement placé l'Autriche à l'avant-garde de tout progrès en Europe.

Les idées du Paris révolutionnaire étaient alors dans l'air et elles pénétrèrent jusque dans la lointaine Transylvanie, incendiant la Hongrie sur leur passage. Bien que le mouvement national magyar apparaisse à ce moment comme le plus puissant — en raison d'une position stratégique centrale, du contrôle de l'administration et de l'expérience traditionnelle de la noblesse comme classe gouvernante, — le réveil se produisit tout aussi vite chez les peuples non-magyars. Le premier journal slovaque fut publié dès 1783 à Presbourg. Le Congrès national serbe à Temesvár en 1790 marque une date importante dans le mouvement serbe. Les délégués croates au Parlement commun de 1791 présentèrent déjà des revendications linguistiques. Mais tout cela devait être bientôt dépassé par les Magyars, qui ne profitèrent pas seulement de leur monopole politique, mais qui produisirent aussi pendant les cinquante années suivantes une riche moisson de littérature poétique qui, en raison du

peu de développement de la langue magyare, n'a jamais obtenu en Europe l'attention qu'elle méritait.

Il y eut aussi une forte agitation parmi les Roumains, mais cette fois l'initiative vint d'en haut. Effrayés par les propositions d'union de la Transylvanie et la Hongrie qui furent énoncées pour la première fois à la Diète au début de l'an 1791, malgré la Couronne d'ailleurs, les deux évêques roumains, l'orthodoxe Gérasim Adamovici et l'uniate Jean Bob, assistés anonymement de Mehesi, ancien secrétaire de la Hofkanzlei, publièrent un mémoire destiné à la Couronne, portant la vague signature du « clergé, de la noblesse et des laïques de toute la nation valaque en Transylvanie » *(clerus nobilitaris civicusque status universae nationis in Transylvania valachicae)*. Ce mémoire, où la nation roumaine était tenue pour autochtone et par conséquent comme la nation la plus ancienne de Transylvanie, ayant joui jadis la première de droits politiques avant d'en être injustement dépossédée quoiqu'elle formât l'élément le plus nombreux de la population, se terminait logiquement par une demande de reconnaissance en tant que quatrième nation du pays, sur le même plan que les nobles, les Saxons et les Székels. Beaucoup de ses arguments étaient fondés sur des fragments de chroniques primitives magyares, telle que l'*Anonyme Notaire du Roi Béla*, que les Magyars eux-mêmes durent alors désavouer. Il exposait que le mot technique latin *admissa*, appliqué à la nation roumaine, convenait mieux aux autres nations qui avaient été « admises » à une date bien plus tardive que la population indigène et demandait l'abolition de termes inacceptables pour la nation roumaine tels que *admissa*, *tolerata* ou *non-recepta*. Il demandait la « restauration » des droits politiques et civils, des droits égaux à ceux des autres nations pour les prêtres et les laïques des deux religions roumaines, une part proportionnelle de postes officiels pour les Roumains et le rétablissement des noms de lieux roumains dans les régions où vivait une majorité roumaine. Finalement, il réclamait la convocation d'un Congrès National pour l'étude des détails.

Ce mémoire, connu dans l'histoire sous le nom de « Supplex Libellus Valachorum », marque l'adoption d'une tactique nouvelle dans la lutte nationale. Il eût peut-être été plus sage de souligner les tendances humanitaires de l'époque, le besoin de réformes et le droit de tous à y participer. Mais, dans l'atmosphère étouffante

où on vivait, le droit historique était le seul argument susceptible de rencontrer quelque considération auprès des États : aussi les Roumains furent inévitablement amenés à prouver leur priorité héréditaire ou la continuité de la tenure. Ainsi débuta la controverse stérile entre les savants magyars et roumains, qui allait aigrir les relations des deux peuples pendant trois générations.

Léopold II accueillit le mémoire avec sympathie et pria la Diète de l'étudier avec soin et de trouver le moyen d'aider les Roumains, surtout en ce qui concernait l'égalité religieuse et l'éducation. La Diète en fit une lecture solennelle le 21 juin, au milieu d'un silence de mort ; selon le journal d'un député (1) « une grande consternation se lisait sur tous les visages. Avant la fin de la lecture, le signal d'incendie retentit à l'extérieur et plusieurs députés se précipitèrent vers la sortie : mais le baron Wesselényi, d'une voix de tonnerre, leur ordonna de rester à leur place, « car il y a ici même, dit-il, un incendie bien plus dan- « gereux et qu'il s'agit d'éteindre ». Après de longs délais, la Diète, le 5 août, discuta la question et, dans sa réponse à la Couronne, réfuta, point par point, les faibles fondements historiques sur lesquels s'appuyait le mémoire. Il en résulta une loi qui concédait « le libre exercice de sa religion » à l'Église orthodoxe, *ad instar reliquorum incolarum*. Ce résultat était préférable à la proposition primitive qui voulait, — l'Église uniate étant associée à la catholique, — que l'Église orthodoxe s'associât à l'une des religions reconnues. Cela eût équivalu en pratique à un nouveau contrôle protestant sur l'orthodoxie, comme au XVI[e] et au XVII[e] siècle.

L'admission du peuple roumain à l'égalité avec les Trois Nations, — ou comme Église avec les Quatre Religions, — fut rejetée. L'argument qui servit à repousser la revendication fut que la Constitution reposait non sur la nationalité mais sur la noblesse, et qu'ainsi un noble allemand, slave ou roumain devait appartenir à la noblesse hongroise. « Le noble d'origine valaque, y était-il déclaré, jouit des mêmes libertés et privilèges que les nobles hongrois et székels ; les hommes libres ont les mêmes libertés et supportent les mêmes impôts qu'ils appartiennent à l'une ou à l'autre

(1) Zieglauer, *Die politische Reformbewegung in Siebenbürgen*, p. 537.

nation ; de même, les serfs sont soumis aux mêmes obligations. » Par malheur les Roumains appartenaient en grande majorité à la troisième catégorie et, seuls, quelques individus profitaient des concessions réservées aux nobles de naissance. En ce qui concernait l'éducation, les États admirent qu'il était désirable que la « nation valaque encore rude et inculte acquît des principes salutaires concernant les devoirs d'un citoyen et d'un chrétien et qu'elle devînt ainsi plus utile à la Patrie ». Selon les États, des événements récents, tels que le soulèvement de Horia, étaient en grande partie dus à l'ignorance et à la déchéance des prêtres qui « sont souvent eux-mêmes les auteurs de crimes ». Un projet d'amélioration de l'éducation du clergé apparaissait donc comme nécessaire, mais les États n'étaient pas prêts à le financer et la question fut abandonnée pendant plus de trente ans.

La Diète fut active jusqu'en 1792. Elle insista auprès de la Couronne pour lui prouver qu'il serait désirable d'acquérir la Poldavie et la Valachie, en tant qu'anciens fiefs hongrois. Elle reçut de Léopold une sévère réprimande lorsqu'elle demanda pour la Transylvanie un représentant spécial à la Paix de Sistova. Mais, sous le règne de François II, la crise générale de l'Europe fit passer la réforme intérieure au second plan. Les comités nommés pour étudier les questions de détail périclitèrent lentement au milieu de l'indifférence et la Transylvanie resta dans un état de stagnation total de 1792 à 1834.

CHAPITRE VIII

LE DÉVELOPPEMENT DE LA NATIONALITÉ ROUMAINE (1812-1848)

Ma rigueur s'amollit, je pardonne à l'esprit de la liberté.
Edmond BURKE.

Nous avons déjà constaté que l'histoire roumaine présentait plusieurs traits caractéristiques qui la distinguaient de celle des autres pays d'Europe. On ne trouve ailleurs rien de semblable au mystère qui entoura les Roumains pendant les mille ans qui s'écoulèrent après le rappel des légions d'Aurélien — période pendant laquelle il n'existe ni chroniques, ni chartes, ni vestiges architecturaux et qui, par conséquent, n'offre aucune base sûre pour la reconstitution de l'échafaudage historique même le plus sommaire. De plus, pendant les premières décades du XIXe siècle, l'histoire roumaine offre des motifs d'étonnement qui ne se retrouvent pas ailleurs. L'abominable régime phanariote se montrait extérieurement sous un aspect grec et, pour l'observateur superficiel (et combien il y en eut peu de consciencieux à cette époque) les deux Principautés semblaient plutôt grecques que roumaines. Les Grecs mêmes — non seulement la clique phanariote de Constantinople, de Bucarest et de Jassy, mais aussi les groupes nationalistes grecs en dehors de la Turquie — nourrissaient l'étrange illusion que les Principautés étaient destinées à occuper la première place dans la renaissance byzantine imminente et que Bucarest devait devenir la capitale d'un nouvel État hellénique, solidement établi entre le Danube et les Carpathes.

YPSILANTI ET L'INSURRECTION GRECQUE

La Révolution grecque de 1821 est inaugurée en Moldavie et en Valachie par le fils d'un ancien hospodar, mais prend fin comme ces images qui s'évanouissent sur l'écran. Pendant un temps, elle est grecque, puis les contours s'estompent, vacillent, disparaissent et, en un clin d'œil, l'élément grec est remplacé partout par le roumain. Souvent, surtout dans les Balkans, certains mouvements nationaux passèrent presque inaperçus ou furent méconnus, jusqu'à la veille même d'une explosion décisive. Il n'y a pas d'autre exemple d'une révolte nationale dont les chefs se soient mépris sur le problème qu'ils avaient à résoudre au point de s'adresser d'abord à un peuple qui leur était étranger de race, et qui, de plus, se montrait indifférent et même hostile à tous leurs desseins et à toutes leurs idées.



La décade qui suit la paix de Bucarest constitue donc une période de calme relatif à la veille d'un grand changement. Les deux princes nommés en 1812, Jean Caragea en Valachie et Scarlat Callimachi en Moldavie, restent au pouvoir pour une durée exceptionnelle de sept ans, mais ils se livrent autant que leurs prédécesseurs aux extorsions. Caragea surtout augmenta, dit-on, huit fois les impôts par des mesures telles que l'établissement d'un *octroi* dans chaque village et la nomination de quatre mille nouveaux boyards environ. Finalement, après avoir soustrait plus de 90.000.000 de piastres au malheureux pays, il s'enfuit ignominieusement en Italie, pour y jouir de ses trésors mal acquis. Le proverbe roumain « voler comme au temps de Caragea » est donc aussi exact que cinquante ans plus tard, cette phrase expressive : « L'hiver de Hângerli, le séisme d'Ypsilanti, la famine de Moruzi, la pestilence de Caragea (1). »

Caragea et son collègue sur le trône moldave étaient Grecs de cœur. Ils s'intéressaient à l'éducation et aspiraient à établir une université ou académie qui eût été entièrement grecque comme

(1) P. Eliade, *De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie*, p. 114.

l'étaient les écoles qu'ils avaient fondées et les Codes civils qu'ils avaient promulgués vers la fin de leur règne, en langue grecque, sur le modèle du manuel byzantin de Harmenopoulo (1). Certains boyards importants de leur Cour favorisaient également l'union étroite, pour ne pas dire la fusion, entre Grecs et Roumains, comme une préparation au rêve d'un Empire byzantin restauré.

Il n'est pas surprenant dans ces conditions que Caragea ait entretenu des relations secrètes avec la célèbre société révolutionnaire « Philike Hetairia ». Cette organisation avait son quartier général à Odessa, où de nombreux Grecs s'enrichirent pendant les guerres françaises en faisant le commerce du grain par la Mer Noire. Elle tendait délibérément vers « une union armée de tous les chrétiens de l'Empire turc, vers le triomphe de la Croix sur le Croissant », et avait des ramifications dans toute la péninsule ; mais ses desseins et ses objectifs étaient très nettement grecs. Elle recevait, bien entendu, l'aide et l'encouragement du mouvement philhellène d'Europe, qui se développait d'une façon constante. Là, comme ailleurs, les conditions locales et les idées occidentales agissaient et réagissaient les unes sur les autres. Rhigas, le précurseur de la liberté hellénique, était fortement influencé par la littérature révolutionnaire française et composa le chant national grec en s'inspirant directement de *La Marseillaise*. De nombreux Grecs éminents se mirent au service de la Russie qu'ils considéraient comme leur libératrice — notamment le Corfiote Capodistrias, qui devint ministre des Affaires étrangères du tsar Alexandre Ier, Rodofinikin, premier agent diplomatique russe à Belgrade, et Alexandre Ypsilanti, fils du hospodar Constantin, aide de camp et général qui jouissait de la faveur spéciale du Tsar.

La Porte paraît avoir été mieux informée des mouvements révolutionnaires grecs sur le sol russe que ne l'était la police russe elle-même. En faisant réoccuper les trônes vacants en 1819, la Porte manifesta une inquiétude justifiée et décida désormais de restreindre le choix des candidats aux trônes et à la charge de Dragoman à quatre familles grecques parmi celles qui lui inspiraient encore confiance — les Callimachi, les Moruzi et les deux branches des Suţu. Alexandre Suţu de Valachie, pressentant le développement du mouvement révolutionnaire, aspirait à gagner

(1) Ils ne furent traduits en roumain qu'en 1833.

une fortune rapide ; mais il en fut empêché par l'ambassadeur russe à Constantinople qui refusa de sanctionner sa demande de lever de nouveaux impôts. Son opposition au Hetairia provoqua un attentat contre lui en novembre 1820 et, en janvier suivant, il mourut empoisonné (1), un mois seulement avant la première insurrection. Par contraste, son cousin Michel Suţu, hospodar de Moldavie depuis 1819, fit tout ce qu'il put pour encourager le mouvement, qui prenait alors un caractère assez semblable à celui des Carbonari en Italie. Il le subventionna pour la somme de 130.000 piastres, promit de fournir au besoin de vivres, une armée d'insurgés. Il intervint auprès du Tsar et de Capodistrias en faveur de l'émancipation grecque et demanda la permission d'aller chercher asile en Russie en cas d'échec. Alexandre Ypsilanti qui devint le chef de l'organisation hétairiste peu après l'événement de Suţu, jouit d'un double prestige, comme fils d'un des très rares princes régnants dont on pouvait évoquer la mémoire sans aversion et comme soldat passant pour posséder la confiance et l'appui personnels du Tsar, et, par conséquent, pouvant devenir le chef d'une insurrection victorieuse.

Ypsilanti était un homme de tempérament romantique et déséquilibré. Encouragé à tort par la mort d'Alexandre Suţu et par le double jeu de Michel, il espérait tout renverser devant lui. Son éclatant passage du Pruth, le 20 février 1821, peut justement être considéré comme le premier acte du drame révolutionnaire grec. Depuis ce moment, et pendant tout le siècle suivant, le problème des nationalités dans la péninsule balkanique devait passer au tout premier plan de la scène internationale, l'éclat de la tradition hellénique provoquant un intérêt sentimental que ne pouvait susciter le soulèvement serbe plus ancien.

Ypsilanti ne rencontra aucune résistance à Jassy où sa bannière fut bénie par le métropolite Benjamin à l'église des Trois Hiérarches ; mais il comprit que l'attitude de Bucarest constituerait la véritable épreuve. Les boyards méfiants se tinrent à l'écart, les paysans se montrèrent indifférents et la classe des commerçants s'effraya du stupide massacre de quatre-vingts marchands turcs accompli par les Hétairistes à Galaţ. Le coup le plus grave que reçut Ypsilanti fut le désaveu public exprimé par le consul russe au nom de son Gouver-

(1) Iorga, *Gesch. d. rumän. Volkes* (II, p. 240), prétend que sa mort fut naturelle.

nement. Le tsar Alexandre — cet autocrate sentimental, toujours hésitant entre le libéralisme et la réaction et contaminé par les vagues idées du mysticisme orthodoxe et byzantin — s'était sans aucun doute joué du mouvement grec. Mais à ce moment même, il avait les mains étroitement liées pour des raisons de haute politique. Il ne pouvait se permettre d'offenser ses alliés de la Sainte-Alliance, devant l'attitude de plus en plus réservée de Castlereagh. Au Congrès de Laibach, en mai 1821, il rompit enfin toute relation avec les Grecs, même en Morée.

La cause d'Ypsilanti était déjà plus qu'à demi perdue lorsque le tsar le fit expulser de l'armée russe et ordonna à son consul à Jassy de faire connaître aux rebelles l'anathème lancé contre eux par le patriarche. Cet anathème fut prononcé par le Métropolite de Moldavie, le prélat qui venait de bénir la bannière de l'envahisseur et dont le second acte fut de conduire une députation de boyards pour demander au hospodar, complice des envahisseurs, de quitter le pays. Michel Suțu se soumit lâchement à cet ordre ignominieux. Les desseins d'Ypsilanti furent de nouveau contrariés par le manque de discipline et les excès de ses partisans, qui n'étaient pas nombreux mais qui, pour la plupart, étaient des aventuriers agissant pour leur propre compte. Il est assez facile aujourd'hui de comprendre ce qu'il semble n'avoir jamais deviné lui-même. Son échec provint de ce que le paysan identifiait le Grec à la rapine et à l'extorsion, tandis que le boyard voyait en lui un intrus qui cherchait à le supplanter dans les plus hautes charges d'État. Boyards et paysans eurent une nouvelle raison d'abandonner la cause grecque, lorsqu'ils comprirent qu'il ne fallait attendre aucune aide militaire de la Russie et qu'ils ne seraient que trop vite livrés à la vengeance turque.

VLADIMIRESCU ET LES PAYSANS ROUMAINS

En Moldavie, les boyards se montraient franchement hostiles et demandèrent du secours contre Ypsilanti et ses « brigands » aux pachas commandant sur la frontière. En Valachie, le mouvement d'hostilité envers les Grecs était encore plus accusé et un héros populaire surgit en Tudor Vladimirescu, d'origine paysanne, mais élevé en petit boyard. Il avait servi comme officier dans l'armée russe et y avait acquis une certaine culture.

Ayant été également en contact avec Kara George pendant le premier soulèvement serbe, il avait été influencé par les grossières notions d'égalité qui prévalaient parmi les chefs serbes. Il faut ajouter qu'il avait été affilié au Hetairia et que tout d'abord Iordache (le lieutenant en chef d'Ypsilanti, d'origine albanaise, membre du corps de garde princier) s'était attendu à ce qu'il fût un de ses principaux appuis.

Dès le début, on remarque une certaine note populaire et démocratique dans les déclarations de Tudor. « Roumains, l'heure est venue de secouer le joug des Ciocois (1) et du Phanar : suivez-moi et je mettrai fin à leur pillage, je vous ferai recouvrer vos droits et votre Gouvernement national. Nulle loi ne peut vous empêcher de rendre le mal pour le mal. Si un serpent traverse votre chemin, frappez-le et tuez-le, car il attentera probablement à votre vie. Mais ces dragons — nos chefs religieux et politiques — qui ont dévoré nos droits, combien de temps leur permettrons-nous de sucer notre sang, combien de temps devrons-nous rester leurs esclaves (2) ? »

Il eut bientôt l'Olténie pour lui et il s'éleva non seulement contre les Grecs, mais aussi contre la domination opprimante des boyards. Mais il eut soin d'éviter de s'attirer l'opposition de toute l'autorité. Ses proclamations, en annonçant au peuple qu'il avait le droit de s'approprier « les fortunes illicitement amassées des boyards tyrans », insistaient également sur le fait que beaucoup de boyards patriotes partageaient les idées du peuple et qu'il fallait les épargner. Il reconnut, par conséquent, le Gouvernement provisoire qui avait été formé à Bucarest et adopta une attitude conciliante envers lui. En fait, son mouvement, quoique aussi social que politique, fut soutenu activement par les boyards les plus éclairés et ne fut jamais limité à une seule classe. Son attitude envers le pouvoir souverain et les puissances étrangères fut également pleine de compromis. Il niait que sa révolution fût dirigée contre l'Empire ottoman ou le sultan, et affirmait qu'il combattait seulement contre la tyrannie générale en vue d'une meilleure administration. Par l'entremise du Pacha de Vidin, il supplia le sultan de libérer les Roumains de « ces loups ». Aux Russes, il

(1) Sobriquet hostile donné aux petits boyards parvenus, de sang mêlé gréco-roumain.
(2) Cit. Mitrany, *The Land and the Peasant*, p. 24.

exposa que le mouvement était inévitable, parce que le peuple ne pouvait supporter plus longtemps les exigences des princes étrangers trop médiocres. Aux reproches du boyard conservateur, Nicolas Vacarescu, il répondit par ces paroles indignées : « Vous prétendez que nous nous sommes soulevés contre notre patrie et vous traitez notre action de criminelle. Mais la patrie c'est le peuple et non la horde de ses spoliateurs. Quelle mesure ai-je prise contre le peuple ? » Malheureusement, la discipline faisait grandement défaut dans ses troupes et il était secondé par de nombreux individus qui ne recherchaient que le pillage et les avantages personnels.

Tandis que les Turcs hésitaient à agir avant de voir comment les boyards se comporteraient dans une crise aussi nouvelle, Vladimirescu marcha sur Bucarest et l'occupa sans peine, le parti rival s'enfuyant au loin sous la neige. Les paysans se rallièrent volontiers autour de la figure populaire de « Domnul Tudor » (ou « Tudor Vodă, ainsi qu'on commençait à le nommer) : mais Vladimirescu rencontra également un grand nombre de boyards sympathisants, notamment des hommes tels que Constantin Golescu qui fut appelé « le premier Roumain moderne (1) », et une entente s'établit rapidement entre lui et le Gouvernement provisoire. Ils envoyèrent un mémoire au Tsar, justifiant leur action provoquée par les exactions des princes étrangers, donnant ainsi immédiatement un tour anti-grec au mouvement. Ils essayèrent de la même façon de convaincre la Porte que leur hostilité n'était pas dirigée contre les boyards autochtones ni même contre la Porte elle-même, mais seulement contre les princes étrangers et leurs partisans.

Dix jours à peine après son arrivée, Ypsilanti et ses Grecs arrivèrent également devant Bucarest (25 mars 1821). Il y avait alors une telle divergence de but entre les deux hommes qu'un conflit était inévitable. Ypsilanti voulait secouer le joug turc et rallier les Principautés à la cause grecque, tandis que Vladimirescu, comme les Serbes aux premiers temps de leur révolte, désavouait toute idée d'hostilité envers la Porte, mais demandait instamment l'expulsion des Grecs et l'établissement d'un Gouvernement national roumain. C'était une note tout à fait nouvelle dans la trouble atmosphère phanariote, et un appel inédit peu habituel à « la cause du peuple ».

(1) P. Eliade, *op. cit.*, p. 171.

Ypsilanti considérait Tudor, non sans raison de son point de vue, comme un traître au Hétairia. Lorsque les deux chefs se rencontrèrent, des paroles violentes furent échangées et Vladimirescu réfuta toute la rhétorique d'Ypsilanti par cette phrase brûlante : « La Grèce appartient aux Grecs, mais la Roumanie aux Roumains (1). » Lorsqu'on lui demanda de quel droit il parlait ainsi, il riposta : « Par le droit que me donne mon épée dans ma propre patrie (2). » Dans sa conversation avec Iordache, Tudor déclara : « Je n'ai nulle intention de trahir les Grecs, mais leur cause n'est point la nôtre. Qu'ils franchissent donc le Danube et se battent sur leur propre terrain, et je jure qu'ils trouveront toujours asile en Valachie si les choses tournent mal pour eux. » Il avait certainement l'intention de chasser Ypsilanti et préférait une entente directe avec la Sublime Porte au rétablissement de l'ancien régime phanariote. Entre deux esprits si différents, nul compromis n'était possible.

Des deux côtés, la discipline faisait défaut, mais, tandis que Vladimirescu faisait preuve d'une grande sévérité devant les excès de ses partisans — recrutés en grande partie parmi les Pandours (3), les gardes frontières et les montagnards de l'élément paysan, Ypsilanti n'essayait pas de calmer ses troupes grossières, mais, au contraire, les encourageait à commettre des actes de terreur. C'est ainsi qu'un certain Sava, membre de la milice phanariote d'Iordache, agissant sur les ordres de son chef, parvint à se saisir de Tudor et à le faire assassiner en pleine rue, la nuit, après l'avoir retenu en prison pendant quelques jours. Le meurtrier ne fut jamais puni. Le cynisme témoigné par Ypsilanti dans cette affaire marque d'une tache indélébile la mémoire du premier chef insurgé grec.

A la mort de Vladimirescu, le mouvement populaire s'écroula, mais les événements n'en prirent pas moins un tour favorable aux Roumains. L'invasion grecque était en tout cas vouée d'avance à un échec dans les Principautés et souleva une indignation générale. Les bandes d'Ypsilanti furent facilement mises en déroute à Drăgăşani et Ypsilanti lui-même s'enfuit au delà de la frontière

(1) Aricescu, *Ist Revoluției*, I, p. 291 ; Sturdza, *La Terre roumaine*, p. 444.
(2) Iorga, *Gesch. d. rum. Volkes*, II, p. 216.
(3) Force mal armée, à demi organisée qui avait peu à peu remplacé les « darabanți ».

transylvanienne, fut arrêté et retenu prisonnier pendant quelques années dans la forteresse de Munkács, sur l'ordre de Metternich — incident commémoré par le poète philhellène allemand, Wilhelm Müller. Mais son initiative, si mal conçue et mal exécutée qu'elle fût, avait été néanmoins le signal d'une véritable Révolution grecque qui éclata de nouveau en Morée et ne se termina qu'avec l'indépendance grecque en 1830.

La situation des paysans à cette époque mérite d'être étudiée et peut être résumée par les mots d'un observateur contemporain très subtil, William Wilkinson, second Consul britannique en Valachie. « Il n'existe peut-être pas, écrivait-il en 1820, de gens qui travaillent sous l'oppression aussi vive d'un Gouvernement despotique et qui soient plus lourdement accablés d'impôts et de taxes que les paysans de Valachie et de Moldavie ; on trouverait difficilement un autre peuple qui pût supporter un tel fardeau avec la même patience et la même résignation apparentes... La dépression habituelle de leur esprit est devenue une sorte de stupeur et d'apathie naturelles, qui les rendent également indifférents aux jouissances de la vie et insensibles au bonheur (1)... »

Cela ne les empêcha pas de répondre instantanément à l'appel d'un chef qui les comprit, mais ils formèrent en une masse morne et impuissante dès qu'ils furent abandonnés à eux-mêmes.

Aujourd'hui encore une étrange obscurité entoure les actes et les mobiles de ce premier chef populaire. Il est intéressant de lire, dans un mémoire envoyé au tsar, les déclarations d'un groupe de boyards affirmant que « le peuple, en acceptant Vladimirescu pour chef, n'était pas animé d'un esprit de révolte, mais d'un zèle patriotique (2) ». Un autre mémoire à Metternich soulignait « l'état pitoyable » du pays et affirmait que « le peuple valaque, révolté contre le gouvernement des anciens princes grecs, dont l'appétit était insatiable et qui l'avaient privé des droits et privilèges accordés par la Porte », avait accepté « un certain Théodore Wladimiresko (3) » comme chef, afin qu'il transmît ses griefs à la Sublime Porte. Tout cela marque bien que Tudor attendit tout d'abord l'aide de la Turquie plutôt que celle des Puissances. C'est

(1) *An Account of the Principalities of Wallachia and Moldavia*, p. 155.
(2) Hurmuzaki, *Documente*. suppl. I, i, n° 233 (sans date).
(3) *Ibid.*, n° 232 (également sans date).

pourquoi l'impétueux Maghieru, qui se fit volontaire dans l'armée russe sept ans plus tard, refusa de se joindre à lui, quoiqu'il partageât ses idées.

LA FIN DU RÉGIME PHANARIOTE

Les Turcs, dans la crainte que leur inspirait le mouvement grec et dans leur désir de séparer les Roumains des Grecs, trouvèrent sage d'accéder aux principales demandes roumaines et serbes, d'autant que ce geste les laissait libres de concentrer leur intérêt sur le soulèvement de Morée. De fait, la situation s'était retournée depuis 1714. La Porte mit fin au régime phanariote pour les motifs mêmes qui avaient justifié son établissement un siècle plus tôt. Un des traits caractéristiques, et un des plus incompréhensibles de ce régime, est la légèreté avec laquelle les Turcs s'étaient fié à un élément aussi peu digne de confiance que le Phanariote. Il suffit de citer pour s'en convaincre la liste de ceux qu'ils firent exécuter pour trahison — Constantin Brâncoveanu en 1714, Stefan Cantacuzène en 1716, Grégoire Ghica en 1777, Grégoire Callimachi en 1769, Constantin Hângerli en 1799 ; auxquels on peut ajouter Ianache Ypsilanti en 1737, Constantin Ghica, Grand Dragoman, en 1740 ; Ianache Suţu, le frère aîné de Michel, premier prince de cette famille, en 1760 Nicolas Suţu, Grand Dragoman, en 1769 ; Stavrachi, le puissant Kapukihaya en 1765, et Bogdan, Grand Vestiaire, en 1778 (1). La liste pourrait être allongée indéfiniment, si nous ajoutions les noms de ceux dont la trahison fut révélée, mais qui purent se racheter par de formidables rançons. D'ailleurs, les Turcs auraient dû s'apercevoir que quatre des principaux traités internationaux de cette époque étaient extrêmement défavorables à leurs intérêts, du fait même l'intervention phanariote. Ce fut en effet Alexandre Mavrocordato qui céda la Transylvanie au Traité de Karlowitz (1699), Jean Mavrocordato qui céda l'Olténie à l'Autriche à Passarowitz (1718), Grégoire Ghica qui négocia, bien qu'à contrecœur, la cession de la Bukovine en 1775, et Démétrius Moruzi qui fut responsable de la perte de la Bessarabie par le Traité de Bucarest en 1812. Mais, les Turcs eux-mêmes donnèrent en somme les premiers

(1) Cf. Raicevich, *Bemerkungen*, p. 24.

l'exemple de trahir leurs intérêts vitaux pour de l'argent. Les Phanariotes ne furent que les disciples habiles d'une école sans égale de perfidie et de corruption. Quelques écrivains ont tenté d'atténuer la condamnation des Phanariotes que prononcèrent la plupart des Roumains du siècle dernier. On peut dire tout au plus que si les Phanariotes ne furent pas les auteurs de la déchéance de la Roumanie, ils furent les instruments qui servirent à la réaliser et qu'ainsi la rapide amélioration qui suivit fut due, non à l'expulsion des Phanariotes mais à l'autonomie la plus complète, à l'ordre et à la stabilité réalisées, principalement par l'ingérence étrangère dans les affaires turques.



En présence du changement d'attitude du pouvoir suzerain, les boyards dirigeants se révélèrent conciliants et pleins de tact envers la Porte, d'abord en envoyant un de leurs membres, les plus compétents, Théodore Balş, présenter un mémoire au pacha de Silistrie, administrateur provisoire des deux provinces. Quoique très fermes dans leurs revendications, ils ne demandaient que ce qui pouvait leur être accordé sans nuire au prestige turc. Ils réclamaient une compensation pour les pertes que leur avait infligées la Révolution, ce qui était, en quelque sorte, une façon de se dissocier des Grecs. Ils demandaient que les Grecs et les Albanais n'eussent plus désormais le droit d'acheter des terres dans les Principautés — requête qui n'était pas faite pour déplaire aux Turcs. Ils insistaient enfin pour que les « Monastères dédiés » fussent restitués aux deux gouvernements qui serviraient une pension annuelle aux moines grecs. C'était le début d'une querelle qui devait prendre d'énormes proportions pendant quarante ans, dans l'histoire de la Roumanie ; cette querelle était justifiée par le fait que les monastères, avec leurs richesses incalculables, étaient presque entièrement hellénisés et qu'ils servaient ainsi d'obstacles directs à la culture nationale. Les boyards demandèrent aussi que les lois fussent publiées désormais en roumain, que les agents diplomatiques des deux Principautés à Constantinople fussent toujours à l'avenir choisis parmi les boyards roumains, au lieu de l'être dans le groupe phanariote et, surtout, que chaque prince sortît des rangs des boyards autochtones (domnia pămînteană).

Lorsque les Russes reprochèrent au Divan d'avoir fait appel au Sultan, on leur répondit que celui-ci n'avait réclamé que des privilèges que la Russie elle-même avait garantis et toute intervention russe ultérieure fut neutralisée par la demande d'être libéré du joug phanariote.

Cependant, les Turcs occupaient militairement Bucarest et Jassy et les partisans d'Ypsilanti qui ne s'étaient pas enfuis furent traqués et massacrés. Une lutte prolongée s'ouvrit alors à Constantinople entre les délégués des boyards, dont plusieurs s'étaient réfugiés à Kronstadt (Brasov) pour échapper au régime hétairiste et Vogorides, principal candidat phanariote au trône. Mais finalement, en juin 1822, les boyards persuadèrent la Porte de nommer princes deux des leurs : en Valachie Grégoire Ghica, et en Moldavie Joniţa Sturdza. Ghica était le neveu du hospodar qui avait été exécuté en 1777, pour trahison avec la Russie ; de plus, sa famille s'était depuis longtemps entièrement roumanisée et était extrêmement patriote.

LES TURCS INSTALLENT DES PRINCES AUTOCHTONES

Les nouveaux venus trouvèrent les Principautés dans un état lamentable dû à la longue exploitation des Phanariotes, aux ravages de Pasvan Oglu, aux réquisitions de la Russie et, plus récemment, à l'invasion hétairiste. Comme apothéose de l'ancien régime, les Janissaires occupant Jassy incendièrent la ville le 12 août 1822 et détruisirent plus de deux mille maisons. La tâche de reconstruction ne fut pas facilitée par l'hostilité de certains émigrants boyards dont l'esprit conservateur s'alliait au désir de placer leurs propres candidats sur le trône et qui accusaient les partisans libéraux de Joniţa Sturdza de sentiments subversifs et carbonaristes, espérant ainsi obtenir l'appui de la Russie contre eux. Une proposition de réforme constitutionnelle fut faite à Sturdza et notamment la création d'une « Sfât obştesc » ou Diète jouissant de pleins pouvoirs législatifs et financiers élue par un petit cercle de boyards et de fonctionnaires. D'autres suggestions se rapportaient à l'éducation, à la réforme des impôts et à l'exclusion des Juifs des métiers de boucher et de distillateur (1). Ce plan étroitement oligarchique,

(1) Iorga, *Gesch. d. rum. Volkes*, II, p. 248.

voué dès son origine à être rejeté, mérite pourtant d'être cité comme la première expression spontanée d'une ère nouvelle.

Les relations de la Porte et de la Russie constituaient le facteur dominant de la situation. Lorsqu'en 1825, ces relations furent rétablies après une interruption de plusieurs années, le protectorat russe devint de nouveau une réalité. Il faut noter que les boyards émigrants durent leur retour aux Russes et forcèrent Sturdza à accorder à leur classe tout entière l'exonération de tous les impôts.

Les deux princes étaient très nettement anti-grecs et commencèrent tout de suite à fermer les écoles grecques, à expulser les moines grecs et à confisquer leurs revenus : ils assignèrent simplement une somme annuelle fixe aux couvents grecs de l'Est qui étaient légalement propriétaires de nombreux monastères roumains. Ils avaient été choisis par les Turcs comme dégagés de l'influence russe et ils ne pouvaient donc être vus d'un œil favorable par les Russes. Pendant ces années de trouble provoqués par la guerre grecque et par les relations tendues entre Saint-Pétersbourg et Constantinople, ils vécurent dans la crainte constante d'une invasion russe et se sentirent plus que jamais dépendants de la Porte. La Russie, de son côté, compliqua leur situation (et elle voulait la compliquer) en exerçant une forte pression sur la Porte pour obtenir la restitution des monastères aux Grecs.

LE TSAR NICOLAS ET LA TURQUIE

Pendant les années qui suivirent l'échec d'Ypsilanti, le tsar Alexandre fut empêché, surtout par Metternich, d'intervenir activement dans la Question d'Orient, bien qu'il continuât d'être partagé entre sa crainte de la Révolution et sa sympathie pour ses coreligionnaires du Proche-Orient. Mais des actes aussi affreux que l'exécution du patriarche grec et que le massacre de Chio le forcèrent à rompre toutes relations diplomatiques avec la Porte en août 1822. Quoique les efforts combinés de Vienne et de Londres l'aient empêché d'intervenir, il se mit à parler de croisade avec ses intimes et à écouter la prophétie extatique de Frau von Krüdener qui le désignait comme le libérateur de Jérusalem. Après la mort de Castlereagh, un changement intervint dans la politique britannique du Proche-Orient et, en mars 1823, Canning, principalement pour des raisons de

politique commerciale, reconnut les Grecs comme belligérants. Tandis que Canning évoluait ainsi et que le courant philhellène gagnait dans l'opinion publique d'Occident, le tsar commençait à se dégager de la domination de Metternich et à envisager une action commune russo-britannique en faveur des Grecs.

En décembre 1825, Alexandre mourut et fut remplacé sur le trône par son frère Nicolas I[er]. Celui-ci, bien qu'un des tsars les plus autocrates et rendu plus hostile encore aux mouvements révolutionnaires en raison de la révolte militaire qui marque son règne, fut en termes d'inimitié personnelle avec Metternich, et fut, ainsi, préservé de son influence pendant plusieurs années critiques. Pour lui, plus encore que pour son frère, les Grecs n'étaient que des rebelles, mais la défense de l'orthodoxie lui était chère par-dessus tout et il espérait réduire la Turquie à la soumission et s'assurer ainsi une issue vers la Méditerranée. Il était décidé à mettre fin à l'intolérable situation, qui durait depuis plus de trois ans, dans laquelle la Russie n'était ni en guerre ni en paix avec la Porte. Il exploita habilement l'antipathie de Canning pour Metternich et la mission du duc de Wellington à Saint-Pétersbourg, pour présenter à la Porte un ultimatum (17 mars 1826). Sans faire directement allusion aux Grecs, il demandait réparation pour l'exécution du patriarche, et, avant tout, se plaignait de la situation des Principautés et de la Serbie et de l'impuissance des Turcs à tenir les engagements pris quatorze ans plus tôt à Bucarest.

Pendant l'été de 1826, la Porte fut réduite à une impuissance effective par la grave crise intérieure qui se termina par l'écrasement des Janissaires par le sultan Mahmud. La Turquie, tant qu'elle n'aurait pas reconstitué sa puissance militaire ne pouvait résister à la Russie ; le 6 octobre, le Sultan fut contraint de conclure la Convention d'Akkerman, qui marque une nouvelle étape importante dans l'histoire serbe et roumaine.

Par ce traité, la situation des Principautés fut nettement modifiée à l'avantage de la Russie. Les hospodars devaient désormais être élus « parmi les boyards autochtones les plus âgés et les plus compétents » par le Divan ou Conseil, mais avec l'approbation de la Porte. Si cette approbation était refusée pour des raisons reconnues valables à la fois par la Turquie et la Russie, les boyards devaient procéder à une autre élection. Le règne des deux princes était désormais fixé à une durée de sept ans et ils ne pouvaient être déposés que pour des

crimes précis et seulement lorsque le ministre russe donnait l'assentiment formel de son Gouvernement. Il fut expressément stipulé que les princes devaient tenir le plus grand compte des plaintes des représentants du Gouvernement russe et des consuls russes dans les deux capitales. Il leur était également enjoint de préparer un nouveau « Règlement », une Constitution, pour la meilleure administration des deux États et pour la suppression des abus évidents. La Russie gagna certainement plus par cette Convention que par les guerres antérieures : car son droit d'être consultée au sujet des changements éventuels sur les deux trônes était enfin définitivement reconnu et, lui assurait, à Bucarest et à Jassy, une influence prédominante que ne possédait aucune autre Puissance.

Il est très curieux de noter que la question grecque ait été passée complètement sous silence. C'est que le tsar Nicolas attachait toujours plus d'importance aux trois États vassaux situés entre la Russie et la Turquie et où, selon lui l'intérêt russe le plus direct était engagé, qu'aux Grecs qu'il considérait toujours comme de dangereux révolutionnaires. Mais, pendant l'année qui suivit, il ne résista pas aux efforts constants que faisait Canning pour isoler l'Autriche et pour attirer la France dans une Triple Alliance avec la Grande-Bretagne et la Russie. La mort enleva Canning prématurément, un mois seulement après la réalisation de cette entente qui fit l'objet du Traité de Londres (6 juillet 1827). Avec Canning disparut le seul homme qui eût pu diriger les événements, puisque le tsar se contentait de les laisser suivre leur cours, tandis que les Turcs restaient sourds à toute raison et que Londres était alors sans chef. Ainsi en arriva-t-on presque inévitablement à la destruction de la flotte turque à Navarin (6 octobre) et au rappel des trois ambassadeurs de Constantinople.

Navarin marqua un tournant décisif dans la Révolution grecque, car la Porte perdit la domination des mers et la possibilité de renforcer son armée en Morée. Bien avant que les Français n'aient envoyé leurs troupes expéditionnaires dirigées par Maison, le rappel d'Ibrahim et de ses Égyptiens était une simple question de temps. Au reste, Akkerman avait modifié toute la question roumaine et la Russie s'était assuré tout ce qu'elle désirait, sans coup férir. L'obligation de la consulter à chaque changement de Prince faisait d'elle une dictatrice virtuelle, ayant pouvoir de veto ou d'obstruction illimitée. Ribeaupierre et Minciaky, ses deux consuls à

Jassy et à Bucarest, occupaient une position privilégiée et jouissaient d'un prestige que n'avait connu aucun de leurs prédécesseurs. Les deux princes étaient inquiets et presque impuissants ; ils attendaient avec appréhension l'ouverture des hostilités entre la Turquie et la Russie, qui devait, plus que jamais, décider du sort de leur pays. Dans cette accalmie avant l'orage, des comités privés dans les deux capitales dressaient le projet d'une nouvelle constitution, et, quoiqu'ils n'eussent aucune autorité pour le faire et que leurs efforts restassent sans résultat, le fait est significatif du rapide changement qui se produisit dans la situation politique et de la renaissance du sentiment national.

Navarin, résultat logique de la coopération progressive de Canning avec la Russie et la France en faveur de la Grèce, fut suivi d'un retournement mémorable de la politique britannique sous le faible cabinet de Wellington pendant l'hiver de 1827-28. Mais, ce retournement tardif ne parvint pas à empêcher l'accord final et l'initiative passa de nouveau à la Russie, tandis que la France donnait à cette dernière son appui bénévole et sous le règne de Charles X réactionnaire et philhellène, mettait l'Angleterre dans l'impossibilité d'agir sans risquer une guerre où elle serait seule contre une forte coalition. L'intransigeance de la Porte rendait la guerre inévitable tôt ou tard et, le 26 avril 1828, la Russie déclencha les hostilités. Il est inutile de dire que sa première mesure fut d'occuper les deux Principautés.

Étant donné la récente crise de l'armée turque, la résistance qu'elle offrit causa une surprise générale. Les Russes, après la prise de Varna en octobre, durent prendre leurs quartiers d'hiver, et ce ne fut qu'en juillet 1829 qu'ils effectuèrent la traversée des Balkans et qu'ils tinrent la Thrace, et peut-être Constantinople, à leur merci. La Paix d'Andrinople, dictée par Diebitsch le 14 septembre, avec l'aide d'un intermédiaire prussien, révéla de la part du tsar Nicolas une modération remarquable. Loin de demander l'expulsion des Turcs d'Europe, il pensa qu'une Turquie affaiblie, périclitant pendant une période presque indéfinie, servirait plus avantageusement les intérêts russes. Constantinople et les Dardanelles ne furent pas mises en cause ; presque toutes les conquêtes russes en Asie furent restituées et on insista surtout sur la confirmation et l'extension des droits résultant des traités déjà existants depuis Kütchük Kainardji. Une énorme indemnité de 10.000.000 de ducats fut imposée aux Turcs, et l'évacuation de la

Valachie et de la Moldavie par la Russie était liée à son paiement. Comme il était manifeste que la trésorerie ébranlée de la Turquie ne pourrait solder sa dette dans un proche avenir, la Russie avait un excellent prétexte pour prolonger indéfiniment son occupation. Le Pruth resta la frontière entre les deux Empires, mais une portion du delta danubien fut assignée à la Russie qui obtint également la liberté commerciale sur la Mer Noire et dans toutes les possessions du sultan.

L'article 5 de la Paix d'Andrinople confirmait les clauses des traités antérieurs, en ce qui concernait les provinces roumaines, mais, en réalité, une convention spéciale, ajoutée au document principal, transformait radicalement la situation dans cette région. Désormais, les deux hospodars étaient élus, non pour sept ans seulement, mais à vie, et les raisons qui devaient rendre possible leur déposition étaient encore restreintes, selon le précédent créé par l'accord d'Akkerman. Les Principautés restaient maîtresses de toutes leurs affaires intérieures « sous le contrôle de leurs Divans respectifs », et, d'après les droits des traités garantis par la Porte. Elles obtenaient le droit d'entretenir une « milice ou des gardes armées, pour les besoins de l'ordre intérieur, et d'imposer des cordons sanitaires et autres mesures de quarantaine sur le Danube. « Afin d'assurer l'inviolabilité de leur territoire », la Porte s'engageait dorénavant à ne conserver aucune fortification sur la rive gauche du fleuve et à ne pas autoriser ses sujets musulmans à s'y établir. Le tribut fut maintenu, mais l'ancienne tradition des taxes supplémentaires et des paiements en nature — grains, moutons, bois de construction — qui avait laissé libre champ à tant d'abus, d'exactions et d'invasions, fut abolie. En 1834, le tribut fut fixé à 3.000.000 de piastres pour les deux provinces, dont les deux tiers incombaient à la Valachie, la plus grande et plus riche des deux. En même temps, de nombreuses et vieilles interdictions turques relatives au commerce et à l'industrie furent supprimées et la navigation sur le Danube fut rendue libre.

Le Traité d'Andrinople assura à la Russie une sorte de protectorat sur les deux Principautés, et, pendant les cinq ans qui suivirent, la Russie sembla consolider encore ses positions. Pendant la guerre, l'occupation avait donné lieu aux abus habituels, sous l'arrogante dictature militaire du comte Pahlen — à la déportation de boyards et d'autres (et même du métropolite valaque), à la

réquisition en masse du bétail et des moyens de transport et trop souvent à des exactions impitoyables et au pillage, sans espoir de réparation. Mais le pire avait été le labeur forcé imposé aux paysans, la famine et les épidémies qui accompagnent toujours une guerre orientale (1).

KISELEV ET LE RÈGLEMENT ORGANIQUE

Lorsque la paix fut conclue, l'administration russe s'adoucit et devint peu à peu moins sévère. Le comte Paul Kiselev, à qui était confié le gouvernement des deux Principautés, était un homme de caractère élevé, aux vues larges, singulièrement compétent et plus semblable à un « philosophe » français de l'école de Voltaire et de Diderot, qu'à un général russe à qui le moins éclairé de tous les tsars avait confié le gouvernement d'une province conquise arriérée.

Le gouvernement de Kiselev marque une époque dans l'histoire de la Roumanie. Il forme la transition entre le chaos et le premier stade d'un gouvernement ordonné et honnête. Un changement décisif se produit dans toutes les sphères de la vie publique. La première mesure de Kiselev fut d'organiser un cordon sanitaire efficace et un service médical, afin de combattre le choléra et les autres épidémies chroniques sur le territoire ottoman. Il réduit également le danger de famine en créant des greniers de céréales. Il établit un corps de police, modeste mais efficace, et des gardes frontières dirigés par des officiers qui avaient servi chez les Russes. L'ancienne police turque qu'ils remplacèrent avait subsisté sur la dîme de ce qu'elle prélevait sur les voleurs et avait ainsi eu intérêt à augmenter plutôt qu'à diminuer le nombre des délits. A l'avenir, la gendarmerie devait recevoir un salaire fixe et obéir à une discipline régulière. Bien qu'encore orientale dans ses méthodes, elle était au moins en apparence soumise à la loi.

(1) Dès le 27 juin 1828 E. L. Blutte, consul britannique à Bucarest, relate « la conduite arbitraire, tyrannique et insolente des autorités russes ici, aussi bien envers les indigènes qu'envers les étrangers et leurs protecteurs » (F. O. 97/402, Turquie, nº 37) Le 12 septembre, il relate que « les ressources des Principautés s'épuisent rapidement du fait des réquisitions militaires exorbitantes, pour lesquelles nul paiement d'aucune espèce n'est jamais fait ». (*Ibid*, nº 56.)

Des réformes fiscales précieuses furent également inaugurées, les anciennes dîmes médiévales (ruşumători) furent abolies et les taxes sur la classe commerciale furent supprimées ou simplifiées.

Le « Règlement Organique », dû à l'initiative et aux idées personnelles de Kiselev et qui assura aux Roumains, pour la première fois, ce qui peut être qualifié de régime constitutionnel, aussi étroit et imparfait qu'il fût est plus remarquable que tout. Dès juillet 1829, une Commission préparatoire discuta la réforme sous la présidence du consul Minciaky. Il est vrai que cette Commission n'était composée que de boyards — quatre pour chaque Principauté — et que, même parmi ceux-ci, la moitié seulement avait été choisie par les Divans (où seule la classe des boyards était représentée et où les grands boyards réactionnaires possédaient nettement la majorité), l'autre moitié étant composée de créatures de la Russie. Tous étaient pourtant des hommes d'une valeur reconnue et d'une parfaite honnêteté et les deux secrétaires — Barbu Ştirbei et Georges Asachi — devaient se distinguer ultérieurement. Leur projet, modifié et approuvé par Kiselev lui-même, fut envoyé en 1830 à Saint-Pétersbourg où il fut examiné par une petite Commission de boyards roumains et de fonctionnaires russes, sous la direction du prince Dashkov. Les Divans eurent ensuite la permission d'en discuter, mais sans pouvoir altérer sa forme définitive. Il fut promulgué en Valachie en juillet 1831 et en Moldavie en janvier 1832.

Les clauses principales du Règlement peuvent être brièvement résumées. L'élection du prince était réservée à une Assemblée spéciale (Adunare) de cent cinquante membres qui était en grande partie composée de boyards, puisque vingt-sept seulement de ses membres appartenaient à la classe commerciale et bourgeoise et que nul paysan n'y était admis ; le prince lui-même ne pouvait être choisi que parmi les plus grands boyards. La législation ordinaire était confiée à une petite Assemblée (Adunare) à laquelle participait, de droit, le haut clergé, dont trente membres étaient élus par la classe des grands boyards, et dix-neuf autres par tous les boyards sans exception, mais seulement dans leurs propres rangs. Le fait même que les pouvoirs législatif, administratif du pays étaient attribués à un corps indigène élu, représentait un progrès énorme : mais ce corps était issu d'une caste extrêmement étroite ; il ne considérait que ses intérêts de classe et passa les trente années

suivantes en de mesquines querelles. Ce nouveau régime creusa un fossé profond entre la classe des paysans et celle des boyards, d'autant plus que ces derniers défendirent avec intransigeance leur droit absolu à l'exonération totale des impôts.

Dès le début, il y eut des germes de dissentiment entre le prince et l'Assemblée. Le prince n'avait pas le pouvoir de dissoudre l'Assemblée ; il pouvait seulement la proroger « en cas de sédition ou de désordres graves » (§ 56), mais, dans ce cas, il devait immédiatement en référer à la Porte et à la Puissance Protectrice. L'Assemblée, de son côté, possédait un droit semblable : si elle était mécontente du prince, elle pouvait faire appel malgré lui aux deux Gouvernements, en indiquant ses griefs et les remèdes qu'elle préconisait. En fait, l'Assemblée n'était qu'une petite oligarchie factieuse, soumise à l'irrésistible tentation d'intriguer avec le consul russe, ce qui faisait partie, sans aucun doute, des calculs russes. De même que le but de Saint-Pétersbourg était de tenir le Sultan et ses ministres en état de dépendance déguisée et d'écarter toute autre Puissance de la Turquie, de même dans la sphère plus restreinte des Principautés, la Russie jugeait préférable de laisser une souveraineté plus ou moins nominale à la Turquie, tout en exerçant un contrôle indirect mais pénétrant sur le prince et les boyards. Ce dessein politique de la Russie ne change en rien l'ironie d'une situation où l'autocratie la plus rigide et la plus intolérante des temps modernes créa et nourrit un gouvernement constitutionnel, dans deux provinces voisines de ses propres frontières. Il prouve que cette frontière était aussi hermétiquement close à cette époque qu'elle l'est de nos jours.

Du point de vue économique, le Règlement introduisit des changements de première importance en ce qui concerne la condition de la classe paysanne. Malgré Kiselev lui-même, tous les changements favorisèrent les intérêts étroits des boyards. Il est essentiel de ne pas oublier que, malgré la dureté de cette condition au cours des siècles, le servage n'avait jamais pris des formes aussi extrêmes en Orient que dans la féodalité occidentale. Pourtant, depuis l'époque de Michel le Brave, un effort persistant des boyards tendait à établir l'équivalent du villainage et de lier le paysan au sol. Les réformes partielles de Constantin Mavrocordato arrêtèrent cette action, mais aussi les boyards s'efforcèrent-ils de restreindre le droit traditionnel du paysan de cultiver toute la terre disponible ;

ils voulurent faire dépendre toute concession de terre d'une augmentation de jours de travail et de servitudes. Leurs usurpations croissantes furent rendues légales en Moldavie par les décrets de 1803 et de 1828, le dernier sous le règne de Joniţa Sturdza, prince autochtone, non phanariote. En un mot, les boyards profitèrent de la faiblesse du pouvoir turc et grec pour accroître leurs privilèges à l'extrême et, dans le projet préliminaire du Règlement, ils exploitèrent doublement cette faiblesse. Le droit du paysan à la culture fut confirmé, mais, pour la première fois, le boyard fut reconnu, non plus comme « chef du village, ayant droit seulement à un dixième de la moisson », mais comme propriétaire de la terre. Les propriétés paysannes, dont la superficie avait dépendu du nombre de bestiaux, furent réduites de plus de la moitié, et pis encore, le nombre de jours de service obligatoire fut élevé à cinquante-six ou soixante par an. De nouveaux obstacles furent dressés pour empêcher le paysan de changer de village et (en Moldavie, mais non en Munténie) le libre emploi du bois comme combustible fut interdit. Par ailleurs, les impôts indirects furent supprimés et remplacés par une taxe unique fixe, le *bir*, exigée de chaque paysan, mais payée indirectement par le village. Le résultat fut que le paysan, échappant aux incertitudes et aux mesures arbitraires du passé, connut désormais nettement sa situation, mais, d'autre part, après avoir surmonté la plus affreuse période d'oppression, il vit certains de ses droits fondamentaux sérieusement amoindris. Kiselev était extrêmement mécontent, faisant certaines comparaisons avec l'Ukraine voisine, au désavantage des provinces roumaines, et adoucissant çà et là les clauses les plus dures ; mais le résultat général ne fût pas modifié. Kiselev se consola des imperfections du nouveau régime en déclarant que, si les masses devaient payer plus, elles avaient aussi plus de ressources et que leurs obligations étaient désormais fixées et non flottantes — « avantage inestimable dû à la nouvelle administration (1) ».

Selon le Dr Mitrany : « C'est beaucoup dire que le Gouvernement le plus réactionnaire d'Europe aurait dû censurer — du reste avec

(1) Kiselev à Nesselrode, 8 mars 1832 ; Zablocki-Desjatovski, *Graf P D. Kiselev i ego Vremya*, IV, p. 67. Dans la même dépêche il remarque les revenus, qui en 1828-29 avaient été de 19.700.000 piastres, s'étaient déjà élevés à 39.608.765 en 1830-31. La contribution des Principautés aux dépenses russes était de 59.511.000 piastres.

peu d'effet — le nouveau régime agricole que proposèrent d'établir les premières assemblées autonomes roumaines (1). »

Il faut ajouter que ce même Kiselev devint plus tard ministre des Domaines et, qu'en 1845, il introduisit en Russie des réformes qui, sur certains points, servirent de modèle aux mémorables mesures d'émancipation du tsar Alexandre en 1861.

Ce qui donne une telle importance à ces changements de la politique agraire c'est que le commerce du grain sur la Mer Noire avait été considérablement développé par la guerre russo-turque, le Traité d'Andrinople qui mit fin au monopole turc du grain et enfin par la famine et les épidémies qui suivirent. Le résultat fut que, même de 1831 à 1833, le fermage doubla et tripla de prix, que le prix du blé passa de 1829 à 1833 de 14 à 219 piastres par « chila », que l'on s'attacha avec passion à accroître la surface des terres arables tandis que les pâturages diminuaient considérablement. On peut au moins déclarer que tout cela contenait en soi les germes de temps meilleurs : car l'affranchissement du commerce roumain et l'intérêt croissant de l'Occident pour l'exportation du Bas Danube amenèrent une amélioration continue du niveau de la vie et inaugurèrent une ère nouvelle de sécurité et de prospérité, en contraste complet avec l'ancien régime arbitraire, dont l'incertitude paralysait toute initiative.

Malgré toutes ses restrictions, le Règlement peut néanmoins être considéré comme la semence d'où de meilleurs éléments devaient jaillir. Il est également providentiel que la Russie ait donné un traitement identique aux deux Principautés, jetant ainsi les bases de cette unité nationale qui devait apporter l'émancipation de toute domination étrangère.

Le nouvel ordre n'eût peut-être jamais été appliqué si la Question d'Orient n'était entrée dans une nouvelle phase, car il existait sans aucun doute un parti en Russie qui préconisait, sinon l'annexion, tout au moins une occupation assez prolongée pour habituer l'Europe à des mesures définitives. Kiselev partageait cette opinion, qu'il tenait du maréchal Diebitsch. Les arguments qu'il

(1) D. Mitrany, *The Land and the Peasant in Roumania*, p. 33. Les ceut premières pages de ce livre donnent une excellente vue d'ensemble. Voir également I. L. Evans, *The Agrarian Revolution in Roumania*, et l'ouvrage classique du général Rosetti, *Pământul, Țăranii și Stăpânii în Moldava*.

présenta à Nesselrode et au tsar étaient de l'espèce tranchante. L'occupation devait être maintenue jusqu'à ce que les Turcs eussent payé le dernier centime, ou bien « on trouverait dans la possession de ces provinces une compensation qui, après dix ans d'occupation, ne serait peut-être plus contestée par une Europe accoutumée à y voir déjà la Russie... Si l'on objecte que le but de la politique russe n'était pas l'extension territoriale, je répondrai que le cours des événements est plus fort que toute prévision et que la Russie ne s'est pas mise en marche depuis plus d'un siècle des rives du Dniéper, simplement pour s'arrêter sur les rives du Pruth (1) ». Dans des dépêches ultérieures, Kiselev modéra son ton et il essaya de démontrer à la Porte que seule une alliance russe était possible pour elle — avec la substitution d'une aide militaire à l'indemnité promise — et qu'un protectorat permanent sur les Principautés en résulterait. La Mer Noire, déclarait-il, devait tôt ou tard devenir un lac russe (2).

Les idées de Kiselev avaient sans aucun doute un grand poids à Saint-Pétersbourg et Nesselrode déclara à celui-ci qu'il commanderait « l'expédition destinée à sauver l'Empire ottoman (3) ». Mais, en fin de compte, le tsar Nicolas, une fois de plus, comme à Andrinople en 1829, se décida contre le partage de la Turquie. Voyant que le sultan Mahmud était gravement menacé par son trop puissant vassal Mehemet Ali d'Égypte, il eut l'idée ingénieuse de se poser en protecteur du sultan devant l'Europe, et simultanément de renouveler son alliance avec l'Autriche, de tenir à l'écart les Puissances Occidentales et de convertir la Mer Noire en une *mare clausum* et la Turquie en une dépendance virtuelle de la Russie. Il accomplit tout cela par le Traité d'Unkiar Skelessi (8 juillet 1833). En septembre, il s'engagea plus avant en signant une entente avec l'Autriche à Münchengrätz : chacune des deux Puissances renonçait à toute agression contre la Turquie, mais, en même temps, s'engageait à une coopération étroite et à une action parallèle en cas de besoin.

Il en résulta une détente dans la Question d'Orient pendant

(1) 19 février 1832, Zablocki-Desjatovski, *op. cit.*, IV, p. 65.
(2) 21 avril 1832 et 17 mai 1833, *ibid.*, p. 77, 105.
(3) *Op. cit.*, p 105 Pendant quelque temps le bruit courut qu'il allait être nommé hospodar. (F. O. 97/403, nº 19. Rapport de Blutte du 13 juin 1831.)

la fin des années 30 et la liquidation des questions qui restaient encore en suspens depuis Andrinople. Cette liquidation fut effectuée par la Convention de Saint-Pétersbourg (29 janvier 1834) qui amena l'évacuation des troupes russes dans les deux mois, fixa le tribut à 3.000.000 de piastres, condamna la Turquie à une reconnaissance publique du Règlement Organique et déclara la Russie avocat des Principautés. Il fut enfin stipulé entre les deux Puissances que « pour cette fois seulement » le nouveau prince serait nommé par leur consentement mutuel, la clause électorale du Règlement étant renvoyée à une prochaine occasion.

GHICA ET BIBESCU EN VALACHIE

Les princes qui profitèrent de ce marché furent Alexandre Ghica pour la Valachie et Michel Sturdza pour la Moldavie ; et, bien que la durée de leur règne — huit et quinze ans respectivement — prouve le développement de la stabilité politique, les conditions de leur nomination même et leur dépendance vis-à-vis des consuls russes, les placèrent dans une situation faible et humiliante. Alexandre Ghica, en particulier, le huitième et dernier de cette famille qui occupa un des deux trônes (1), vain, incapable, exagérément sensible aux uniformes et aux cérémonies, fut mis en tutelle par l'autoritaire baron Ruckman, qui avait pour lui la plupart des grands boyards. Jaloux, intrigants, aspirant souvent eux-mêmes au trône, ceux-ci transmirent directement leurs mémoires au tsar, forcèrent le Prince à congédier certains de ses ministres ou lui imposèrent des candidats russes.

Mais une opposition nationale commençait à se former. Cette opposition ne comprenait encore que des boyards gagnés aux idées occidentales d'une part, en raison de la coutume qu'on avait

(1) Il était le frère de Grégoire IV, prince de Valachie (1822-28), Georges Ghica avait régné en Valachie en 1659-60, son fils Grégoire I[er] en Valachie (1660-64 et 1672-74) ; le petit-fils de ce dernier, Grégoire II en 1733-35 et 1748-52, et les deux fils de Grégoire, Mathieu et Scarlat, trois fois, entre 1752 et 1766, et finalement le fils de Scarlat, Alexandre, de 1766 à 1768. Un cousin, Grégoire III Alexandre, régna de 1764 à 1767 en Valachie et de 1774 à 1777 en Moldavie. Ses deux neveux étaient Grégoire IV (1822-28) et Alexandre (1834-42).

d'envoyer les jeunes gens faire leurs études à Paris, d'autre part, en raison du nouveau mouvement littéraire dont nous parlerons. Les membres de ce petit groupe se firent d'abord connaître en critiquant le Règlement même, qu'ils dénonçaient comme un instrument russe. Pendant l'occupation russe, déjà, Jean Văcărescu avait été enfermé dans un monastère parce qu'il avait refusé de reconnaître la légalité de la nouvelle Assemblée; deux autres grands boyards, Brâncoveanu et Creţulescu, avaient été jusqu'à refuser de donner leur signature à un mémoire adressé au tsar (1). Poussé par le consul russe, Ghica blâma alors l'Assemblée pour son attitude factieuse et injurieuse et, en réponse à ses répliques peu conciliantes, il ordonna de nouvelles élections en 1837. Pour la première fois dans l'histoire de la Roumanie, un parti de l'opposition eut la majorité, et quoiqu'il se montrât lui-même impuissant, il fut au moins le héraut d'une ère nouvelle.

A ce propos, il est nécessaire de mentionner que R. G. Colquhoun, le nouveau consul britannique à Bucarest — qui vingt ans plus tard, devait devenir l'instrument complaisant de Lord Stratford contre l'Union — écrit alors à Lord Ponsonby : « Il semble hors de doute que le peuple entier souhaite un prince étranger qui ne serait ni Russe ni Grec : et il a hâte de voir les deux provinces unies sous un seul Prince (2). » Mais cette opinion ne s'exprimait encore que faiblement.

Ruckman demanda alors que l'Assemblée ajoutât un article supplémentaire au Règlement qui eût rendu tout changement impossible sous le consentement des deux Gouvernements. Il prétendit que cette clause avait été omise par inadvertance. En réalité, c'était inexact, mais Ruckman sentait la conscience nationale se développer et voulait retarder ce développement. L'Assemblée persista dans son opposition et déclara qu'elle croyait que le texte original avait été faussé. Ruckman alors obligea Ghica à obtenir de la Porte une nouvelle dissolution, quoique ce fut une violation évidente du Règlement. Bien que l'Assemblée ne soutînt point le Prince et le consul alliés, un conflit latent apparut. D'autres exemples de l'attitude intolérable du consul furent la part qu'il prit

(1) F. O. 97/403, nº 18, 3 juin 1831, rapport de Blutte.
(2) F. O. 98/195, nº 20, 4 décembre 1835.

dans le renvoi de Vaillant, le directeur libéral français du Collège de Saint-Sava, et dans la suppression de la subvention du nouveau Théâtre national.

Dès 1841, la situation du Prince devint de plus en plus difficile et un certain nombre de boyards éminents dirigés par son propre cousin Jean Ghica, pressentirent Michel Sturdza pour l'union des deux couronnes — suggestion que celui-ci n'osait accepter, dans son désir de conserver de bonnes relations avec la Russie. Enfin, Ghica se trouva sans aucun soutien : il avait, dès le début, combattu les nationalistes, sans gagner ni les Russes, ni les Turcs ; finalement, le suzerain et le protecteur jugèrent nécessaire d'accueillir favorablement les plaintes réitérées de l'Assemblée contre lui et, après une enquête commune très partiale, de proclamer sa déposition le 7 octobre 1842.

Son successeur, Georges Bibescu, plus jeune, plus capable et plus énergique, appartenait à une des familles de boyards valaques les plus riches et descendait par les femmes, de Constantin Brâncoveanu. Il fut le premier Prince élu, parmi de très nombreux candidats (1). Il avait été élevé à Paris où il avait subi l'influence du nationalisme romantique : il se montra même un jour en public vêtu du costume de Michel le Brave et se rendit une autre fois en pèlerinage sur sa tombe. Il nomma ministre de l'Intérieur son frère Barbu qui, après avoir hérité de sa mère, avait pris le nom de Ştirbei : tous deux entreprirent une nouvelle politique économique qui n'eût pas été possible dix ans plus tôt.

Peu de temps après, un nouveau conflit éclata entre le Prince et l'Assemblée, cette fois à propos d'une question d'importance secondaire : une concession de mines à un Russe nommé Trandafilov. Cette affaire fut présentée comme une forme insidieuse d'exploitation étrangère, à laquelle une Assemblée de patriotes devait s'opposer : mais, en réalité, le malaise était surtout dû à l'inquiétude des grands propriétaires qui craignaient une diminution de leurs propres profits. Au lieu d'ordonner une enquête impartiale, l'Assemblée exigea la révocation de la concession. Le Prince se vit donc empêché de traiter avec une société russe et le consul russe se vengea en incitant Bibescu à obtenir un firman de la Porte

(1) Xenopol declare qu'il y en avait trente-six mais ce nombre semble exagéré.

permettant de proroger l'Assemblée pour le reste de sa session.

Dans la question épineuse des « Monastères dédiés », Bibescu fit de son mieux pour défendre les intérêts nationaux contre le consul russe. Ces monastères, que leur richesse et leur importance plaçaient dans une position dangereuse pour la société roumaine, avaient été voués aux Lieux Saints et se trouvaient sous la direction de moines grecs ou hellénisants, qui en tiraient des revenus, estimés à près d'un cinquième des revenus totaux de l'État, qu'ils envoyaient intégralement à l'étranger, pour soutenir des intérêts tout à fait étrangers à ceux du pays. Ils furent obligés d'accepter un certain contrôle administratif et de payer à l'État une somme annuelle d'un million de piastres. Mais la Russie, qui avait toujours défendu la cause des moines grecs pendant la querelle et qui avait rétabli ceux-ci en 1826, insista maintenant pour que son consul eût le droit d'intervenir : l'accord échoua et la solution finale n'intervint que trente ans plus tard environ.

L'œuvre la plus remarquable du règne de Bibescu fut peut-être l'abolition de la barrière douanière entre la Valachie et la Moldavie par la Convention de janvier 1846 et l'établissement de cette unité fiscale qui, dans les temps modernes, a si souvent préparé la venue de l'unité politique. Désormais, le nom de « Principautés Unies » devint d'usage courant et, pour le monde extérieur, les provinces possédaient une frontière commune. En même temps le droit de cité en Valachie fut accordé, sur simple pétition présentée au Prince, à tous les citoyens moldaves établis dans le pays. L'initiative de ce progrès très important revient à Bibescu et à son collègue moldave Sturdza.

LE RÈGNE DE MICHEL STURDZA

Pendant cette période de transition en Valachie, Michel Sturdza régnait paisiblement en Moldavie et se révélait homme de grande compétence et d'ambition, peut-être un peu avare, mais très ouvert aux idées modernes, et aussi prêt à dépenser qu'à amasser. Il est vrai qu'il fut complètement soumis à l'influence russe, person-

nellement dévoué au tsar Nicolas lui-même (1), et qu'il fut obligé de se soumettre à des interventions humiliantes de la part des fonctionnaires russes. Mais il a gardé une place dans l'histoire comme successeur de Kiselev dans le domaine des Réformes et il est le premier prince autochtone qui ait réussi à tirer la Moldavie de sa torpeur primitive et à lui inspirer des idées modernes de Gouvernement. S'il put réaliser de grandes améliorations c'est que l'influence turque et phanariote n'existait plus, que le tribut était irrévocablement fixé, que le budget annuel était en excédent, que l'exportation était redevenue libre, qu'il existait un stimulant croissant pour l'extension de la superficie des terres cultivées et, surtout, que, pour la première fois, on avait la possibilité de consacrer le revenu de l'État à des travaux publics et à des œuvres éducatives. Néanmoins, une grande partie du mérite des réformes revient à Michel lui-même qui, après avoir été à tort considéré comme un simple instrument des intérêts russes, jouit aujourd'hui d'une réputation meilleure qu'il y a un demi-siècle. Malheureusement, il avait deux graves défauts, qui le rendirent justement impopulaire : il était d'une rapacité sans bornes, ce qui lui permit d'augmenter une fortune déjà très considérable et il était très arbitraire dans ses actes, s'abandonnant volontiers à de mesquines vendettas personnelles (2).

Les améliorations matérielles qu'il réalisa n'en constituent pas moins un succès très remarquable. « A cette époque, nous rappelle Jean Ghica dans ses Mémoires, il n'y avait dans le pays ni chaussées, ni ponts sur les fleuves : à la moindre inondation, les communications étaient coupées, les chariots et les voitures s'arrêtaient sur les rives, comme à la foire — attendant parfois une semaine que les eaux se retirassent. » Sturdza — sans doute par travail forcé — fit construire des routes dans toutes les directions, élever quatre cents ponts, établir un bon service postal et installer les premiers

(1) Il est intéressant de noter que déjà en janvier 1830, alors qu'il était le rédacteur principal d'un mémoire présenté au Tsar, *en faveur de l'union sous un prince étranger*, il alla trouver le consul britannique Blutte pour lui exprimer « son dévouement sans borne » à l'Angleterre, et qu'il adressa une lettre à lord Heytesbury, qu'il connaissait personnellement. Voir F. O. 97-402, Blutte à Cowley, nº 1, 29 janvier 1830.

(2) Voir *Mémoires du prince Nicolas Soutzo*, p. 111-21, 146, sur lesquels il convient pourtant de faire quelques réserves.

véritables hôpitaux. Il fit construire tout un quartier neuf dans le port croissant de Galaț et le protégea des inondations du Danube par une digue. Il améliora l'administration des villes — jusqu'alors simples bourgs sales et négligés — et réorganisa l'administration générale en nommant des préfets ou *ispravniks* plus capables et plus entreprenants. Le résultat pratique de cette réorganisation, fut la suppression effective du brigandage pendant les cinq premières années de son règne, une convention avec l'Autriche pour l'extradition des déserteurs et des vagabonds et une amélioration des prisons restées tout à fait primitives. D'autres mesures furent prises contre les usuriers et l'exploitation injuste des paysans. Les services que rendit Sturdza dans le domaine de l'instruction sont aussi indiscutables. Il avait déjà contribué à la fondation du nouveau gymnase qui fut ouvert en 1828 à l'Église des Trois Hiérarches à Jassy et, en 1835, pendant la seconde année de son règne, il fonda à Jassy également l'Academia Mihăileana, qui était l'embryon de l'Université actuelle et où, en plus des Facultés de Science et de Droit, il introduisit des cours de philosophie, de mathématique, de chimie, d'architecture, d'esthétique et d'histoire. Ce fut à l'Academia Mihăileana, qu'en 1843, Michel Kogălniceanu, le futur homme d'État de la Roumanie libre, commença à donner des Conférences d'histoire roumaine, déclarant, pour commencer, que sa patrie était formée de toutes les terres habitées par des Roumains et attaquant de front les conditions sociales existantes. Celles-ci, déclara-t-il, sont « le produit de l'oppression, par une aristocratie ignorante, soutenue par la Porte et par le clergé, d'une population encore plus ignorante de deux millions d'âmes, dont le travail est exploité au profit de quelques familles privilégiées ». Ce cours fut aussitôt supprimé par le Gouvernement, mais la critique historique avait fait sa première apparition et les doctrines libérales de Kogâlniceanu et d'autres progressèrent continuellement et portèrent leurs fruits lors de la Révolution de 1848 et du mouvement pour l'Unité entre 1848 et 1866.

Les riches boyards ne voyaient pas sans inquiétude les premiers et faibles débuts de l'éducation populaire et s'élevaient déjà contre la concurrence des basses classes. Mais les écoles, d'abord réservées exclusivement à la classe des boyards et interdites aux paysans, ne pouvaient exclure les fils des prêtres et, ainsi, les

paysans conquirent de force le droit à l'éducation, à la seconde génération. De plus, le développement des services publics provoqua des mesures en Valachie en 1835 et en Moldavie en 1842 en vertu desquelles les emplois publics étaient réservés à ceux qui possédaient un diplôme d'études, et les princes avaient l'habitude d'accorder le titre de boyard à de nombreux jeunes gens capables, d'humble naissance, qui avaient terminé leurs études. En 1843, avec l'appui du consul russe, une offensive fut faite à l'Assemblée moldave pour supprimer les cours supérieurs de l'Académie de Jassy; après une longue opposition, une majorité se rallia à cette cause et Sturdza dut s'incliner.

Sturdza, comme Ghica et Bibescu dans la Principauté voisine, dut se soumettre aux consuls russes qui se succédèrent. En 1838, Besak l'empêcha de destituer le Postelnic Catargiu pour cause d'indélicatesses graves. Le budget était en déficit et l'Assemblée vota des impôts supplémentaires : mais le consul, qui intriguait avec l'opposition, demanda que le prince mit son veto à cette mesure, sous prétexte que le Règlement était violé. Le prince résista, mais le Consul le menaça d'une rupture. Sturdza paya de sa propre poche le déficit mais appuyé non seulement par Ruckman mais aussi par le chancelier russe Nesselrode, il déposa une plainte formelle contre les « actions inexplicables » du consul (1).

Besak fut rappelé, mais son successeur, Kotzebue, intrigua encore plus activement avec les adversaires de Sturdza, et, lorsque le Prince cherchant à parer le coup voulut se rapprocher de son principal ennemi, Nicolas Canta, en le nommant ministre de la Justice, il rencontra l'opposition des Russes, qui avaient intérêt à entretenir la discorde. Dans un mémoire adressé par Sturdza au Gouvernement impérial en 1842, quatorze griefs contre Kotzebue sont exposés, et le Consul est accusé d' « opposition ouverte contre le Gouvernement et d'animosité envers le Prince (2) ».

(1) Hurmuzaki, *Documente*, supplément I, IV, nº 119, 1er avril 1838.
(2) *Ibid.*, nº 179.

L'INFLUENCE LIBÉRALE FRANÇAISE

La crainte des idées libérales groupa les boyards les plus réactionnaires et les Russes pour entraver le progrès de l'instruction — surtout après le soulèvement paysan de 1846 au delà de la frontière de Galicie qui avait partout effrayé la classe des propriétaires fonciers. Les Russes étaient très hostiles au courant nationaliste qui entraînait en grande partie la jeune génération des Roumains. Les affinités et l'origine romaines, la doctrine de la descendance qui fortifiait le droit au sol détenu par de lointains ancêtres latins, l'unité essentielle de la race malgré des frontières politiques artificielles — ces trois doctrines prenaient profondément racine et ne pouvaient plus être extirpées. Elles reposaient sur des théories suspectes ou extravagantes, mais on ne pouvait les réfuter.

Le mouvement intellectuel transformait alors l'aspect des deux Principautés et préparait le terrain à un Gouvernement autonome. Une nouvelle génération de Roumains naissait, imprégnés d'idées et de culture occidentales, impatients de proclamer leur parenté avec le monde latin. Les bas-reliefs de la colonne de Trajan à Rome avaient ranimé chez ces jeunes gens l'orgueil de leur ascendance spirituelle et leur fierté nationale perdue : mais, dans le monde moderne, c'était vers Paris plutôt que vers Rome qu'ils tournaient leurs regards. Bien que l'éclat de l'épopée napoléonienne commençât à s'estomper, Paris affirmait de nouveau sa suprématie grâce à la littérature romantique et aux nouvelles doctrines sociales. La coutume d'envoyer leurs fils faire leurs études en France se généralisa bientôt parmi les riches boyards : Georges Bibescu et Barbu Ştirbei, Dimitri et Radu Golescu furent parmi les pionniers. Mais, chaque année, d'autres jeunes gens se dirigeaient vers l'Ouest et la pratique de la langue, de la littérature et des mœurs françaises devint presque générale dans la classe cultivée et bourgeoise, au point de risquer, dans la seconde moitié du siècle, d'éclipser les institutions roumaines indigènes.

De nombreux jeunes Roumains, intelligents, élèves de Guizot et de Victor Cousin, de Michelet et d'Edgar Quinet, se firent rapidement remarquer en France en 1848. Mais la sympathie fut mutuelle. Quinet, par son mariage, eut un contact personnel avec

la Roumanie, Hippolyte Desprez et Saint-Marc Girardin visitèrent le pays et publièrent leurs souvenirs de voyage ; la cause roumaine retint également l'attention de Lamartine et de Montalembert. Le terrain avait été préparé par un certain nombre d'ouvrages sur les deux Principautés dont aucun n'était de premier ordre, mais qui, néanmoins, jetaient une certaine lumière sur un coin resté jusqu'alors obscur du monde latin (1).

(1) Par exemple, Recordon, Salaberry et Laurençon en 1821, Pertusier en 1822, Ano gnosti en 1837, Félix Colson *(De l'état présent des Principautés)* en 1839, Thouvenel en 1840, J. A. Vaillant (*La Roumanie*, 3 vol.) en 1845. Desprez dans la *Revue des Deux-Mondes*, en 1848-49 (« La Moldo-Valachie et le mouvement roumain), Bataillard dans la *Revue Indépendante* en 1856, Elias Régnault, *Histoire politique et sociale des principautés danubiennes* 1855, et *Mystères diplomatiques des bords du Danube*. Il convient de citer également les nombreuses publications et brochures de J. A. H. Ubicini.

Chapitre IX

LE MOUVEMENT POUR L'UNITÉ (1848-1859)

Virtus Romana Rediviva
(Devise donnée par Marie-Thérèse à un régiment de frontières valaque).
Aceştia aceaşi Români sunt. Ion Brătianu (1858).

Le second quart du XIXe siècle est pour les territoires roumains une époque de transition, de développement calme et constant qui peut sembler lente et sans grandeur à l'observateur impatient. Malgré l'épisode décisif de la guerre russo-turque et la longue occupation russe, peu d'événements sensationnels marquent cette période. Cependant, les progrès réalisés dans ces années furent immenses et très rapides, si on les compare à ceux des autres périodes de la douloureuse histoire de la nation roumaine. Après la décadence totale et l'asservissement à la Turquie, il fallut attendre une nouvelle génération avant qu'un régime politique constitutionnel, au sens moderne du mot, pût être établi.

Cette lente évolution aurait pu se prolonger indéfiniment, si elle n'avait pas été stimulée par les répercussions de la Révolution de 1848, quand le feu, ayant pris à la poudrière de Paris, se propagea rapidement à travers l'Europe, produisant des explosions d'intensité différente dans les principaux centres d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche et de Hongrie. Que la Révolution de Février ait atteint instantanément, non seulement Vienne, Prague, Presbourg, Pest et Zagreb, mais aussi les lointaines villes de Bucarest et de Jassy, démontre clairement à quel point la culture et les idées françaises étaient répandues et s'étaient infiltrées dans toutes les

classes. De jeunes boyards et des fils de la nouvelle classe bourgeoise qui commençait à se former étaient, nous l'avons vu, en contact direct avec Paris et ils accueillirent avec une sympathie franche et ardente le triomphe apparent des idées libérales de l'Occident. En Moldavie, Michel Sturdza, malgré ses succès indiscutables, était isolé et sans partisans; mais, d'autre part, le nouveau mouvement manquait de chefs compétents, et les masses étaient encore entièrement indifférentes. Il faut ajouter que presque la moitié de la population de Jassy était juive, donc entièrement soumise à l'autorité.

Le 27 mars 1848, des milliers de personnes se réunirent dans un hôtel de Jassy et rédigèrent une pétition au Prince; On constate avec surprise quelle insista surtout sur l'application plus stricte du Règlement. Michel fut incité par le consul français « à prendre l'initiative de la réforme », mais en vain. Si les boyards le pressaient trop rudement, disait-il, il les réduirait par la force et, en cas de besoin, suivrait Louis-Philippe en exil. Dans une conversation, il cita en les approuvant les mots du duc d'Orléans : « Je préfère être tué sur le Rhin que dans un ruisseau de la rue Saint-Denis (1). » Avec cet esprit intransigeant, il réussit en deux jours, par diverses ruses et, en particulier en employant ses deux fils comme agents, à arrêter les meneurs du mouvement et à les faire emprisonner ou exiler comme responsables de la sédition. Il publia ensuite un manifeste dans lequel il se targuait d'avoir délivré son pays de l'emprise de « quelques mauvais boyards animés d'idées dangereuses (2) ». Ses adversaires n'avaient rien préparé, et n'avaient pas osé lui opposer une résistance sérieuse. L'incident finit à peine commencé, sans que le sang ait coulé, et Sturdza, profitant de sa victoire, put dormir tranquillement, en attendant que les Russes vinssent à son aide quelques mois plus tard.

Le réquisitoire le plus sérieux contre l'ancien régime a été prononcé par Michel Kogălniceanu, qui fit paraître deux brochures attaquant directement le Prince, le Règlement et le Protectorat russe, et appelant l'union avec la Valachie. La seconde de ces brochures — « Les désirs du Parti National en Moldavie » — était un exposé clair et assez raisonnable du programme révolutionnaire.

(1) *Anul* 1848, I, n[os] 36 et 42 : rapports de Guéroult à Paris.
(2) *Ibid.*, I, p. 180., I, AA. Sturdza, *Règne de Michel Sturdza*. Annexe V, n° 59.

De fait, « révolutionnaire » n'est qu'un mot vague, quand on l'applique aux desseins communs de la bourgeoisie libérale de l'Occident. Mais les idées exprimées par Kogălniceanu n'étaient encore que de simples aspirations pour l'avenir et leur auteur trouva prudent de s'enfuir et de se réfugier en Bukovine avec Eudoxiu Hurmuzaki, célèbre plus tard comme historien et archiviste.

Le mouvement en Valachie où une partie considérable de la jeune génération était fortement influencée par les idées libérales de l'Occident et s'était montrée, dès le début, hostile au Règlement et au groupe des grands boyards qui le soutenait pour des raisons égoïstes fut beaucoup plus sérieux. Pour la masse des paysans, les programmes politiques ne signifiaient pas grand'chose ; leurs aspirations se concentraient sur un seul mot : Terre. Néanmoins, certains d'entre eux étaient prêts de nouveau à accueillir favorablement un Gouvernement populaire tel que celui du « Domnul Tudor ». Malheureusement, en 1848, nul n'était prêt en Valachie à former un tel gouvernement, bien que le colonel Tell et d'autres hommes aussi médiocres y aient pensé sérieusement. Trait remarquable dans l'histoire de la Roumanie : ce fut parmi les paysans les plus durement opprimés — ceux de Transylvanie qui manquaient complètement de chefs — que les idées de nationalisme et de liberté prirent le plus fermement racine, trouvèrent leur plus juste expression et triomphèrent finalement de tous les obstacles.

LA RÉVOLUTION DE 1848

A l'exemple de Paris, un comité révolutionnaire se forma à Bucarest, sous la direction de Constantin Rosetti, Nicolas Golescu, Jean Ghica et d'autres, et l'on espéra tout d'abord que Georges Bibescu se mettrait à sa tête — sans doute parce qu'il appartenait lui-même à la jeune génération et qu'il avait fait ses études à Paris. Son hésitation semble avoir été due surtout à la conviction que la Russie interviendrait pour écraser le mouvement si celui-ci réussissait. Un deuxième comité avait été formé par Éliade qui avait rendu de grands services comme publiciste, mais qui manquait entièrement du jugement, du sang-froid et de l'énergie

nécessaires à un chef (1). Les deux groupes fusionnèrent en mai, au moment où arrivèrent de Paris les deux frères Bratianu, Jean et Dimitrie, qui, avec Constantin Rosetti, devaient désormais dominer le libéralisme roumain et gagner la confiance de la nouvelle classe urbaine et commerçante. D'autres méritent une mention spéciale ; ce sont les quatre frères Golescu, les deux Bălcescu et Jean Ghica. La conviction fut naturellement stimulée par la remarquable explosion du sentiment national roumain en Transylvanie qui trouva son expression suprême aux réunions du « Champ de la Liberté ». Mais il y eut, dès le début, deux courants contradictoires, correspondant au manque de directive précise en politique étrangère, ou peut-être plus précisément au fait que les Roumains n'avaient pas eu, de mémoire d'homme, la possibilité de formuler une politique quelconque. La plus « Grande Roumanie » constituait certainement le but commun, bien que vaguement défini, mais les tactiques immédiates dépendaient nécessairement de l'attitude de la Turquie, de la Russie et de l'Autriche. Certains attendaient de la Porte qu'elle favorisât l'union des deux Principautés comme une barrière contre l'influence russe : d'autres souhaitaient une Fédération danubienne avec la Serbie et la Hongrie, peut-être sous la suzeraineté turque ; d'autres, alors qu'un conflit venait d'éclater entre la Hongrie et l'Autriche, se tournaient de nouveau vers Vienne, en voyant leurs compatriotes de Transylvanie épouser la cause des Habsbourg.

Du 9 au 21 juin, un groupe de chefs — Éliade, Tell, Étienne, Golescu et Maghieru — se réunit à Izlaz, village près de Corabia, et rédigea un programme révolutionnaire. Les débats s'ouvrirent par des prières sur l'autel campagnard orné de cierges allumés et un manifeste exagérément verbeux fut lu à haute voix et approuvé en termes enthousiastes. « Frères roumains, respectez la propriété et les personnes. Groupez-vous *en masse*, armez-vous, mais imitez vos frères de Transylvanie. Voyez comme ils se rassemblent par dizaines de mille sans le moindre désordre. N'ayez nulle crainte hormis celle du Seigneur, et vous pourrez alors chanter sans rougir : « Le Seigneur est avec nous. » Levez-vous en son nom et l'ange de la justice céleste écrasera tous vos ennemis ; il désarçonnera leurs cavaliers ; leurs chars et leurs armes rouleront dans la

(1) Regnault qui était intimement lié avec Eliade, fait, dans ses écrits, une comparaison peu convaincante entre Eliade et O'Connell. *Mystères diplomatiques*, p. 33.

poussière et leurs plans se dissiperont comme la fumée. Aux armes, Roumains, sous le signe du salut (1). » Revenant sur la terre, ils formulèrent comme première demande, l'indépendance sur la base des anciens traités avec la Porte ; un prince librement élu pour cinq ans ; des droits politiques égaux ; un Parlement représentant toutes les classes ; un ministère responsable ; une presse libre ; une Garde nationale ; l'instruction universelle pour les deux sexes ; l'abolition de la peine de mort et l'émancipation des Juifs et des Tsiganes (2). Ils prêtèrent serment sur les Saintes Écritures et invitèrent le Prince à se mettre à leur tête. Que leur action fût remise à quelques jours plus tard, dans l'espoir qu'elle coïnciderait avec l'entrée de Mazzini à Rome et de Ledru-Rollin à Paris, témoigne d'une certaine naïveté.

Sur ces entrefaites, le jour même de la réunion d'Izlaz, Bibescu décida de faire arrêter quelques-uns des chefs dans Bucarest même. Mais on tira sur lui dans la rue alors qu'il passait en voiture (la balle se logea dans une de ses épaulettes). Il perdit la tête, essaya de négocier, et, lâchement, capitula. Le 23, il forma un cabinet révolutionnaire avec Nicolas Golescu, C. A. Rosetti et Bălcesu et signa le projet d'une nouvelle Constitution. Le consul russe, Kotzebue, émit une vive protestation et quitta Bucarest. Deux jours plus tard, Bibescu, dont la position était plus qu'équivoque, s'enfuit à son tour au delà de la frontière transylvanienne, laissant le pouvoir aux mains d'un Gouvernement provisoire, présidé par le métropolite Neofit. Les meneurs de Izlaz, à mesure qu'ils avançaient vers la capitale, étaient acclamés aux cris de : « Hosanna à ceux qui viennent au nom du Seigneur (3) ! » Sur l'initiative de certains boyards réactionnaires, une contre-offensive fut tentée par les colonels Odobescu et Salomon qui avaient l'avantage de commander les quelques troupes régulières que la Valachie possédait et qui étaient tous deux russophiles. Ils commencèrent par mettre tout le Gouvernement sous les verrous (18-20 juin), mais Jean Brătianu

(1) Ceci fut signé par l'archiprêtre Sapca, Eliade, Etienne Golescu, Christian Tell, et Pleşoianu. Voir Eliade, *Mémoires*, p. 79.

(2) *Anul*, 1848, I, n° 287 : 9 juin 1848.

(3) Cf. Elias Regnault, *Histoire politique et sociale des Principautés* (1855), p. 415. Ce livre — inspiré par les exilés les plus radicaux — contient la première histoire de la classe paysanne dans une langue occidentale (p. 277-321). Il se termine par la phrase « Aux mains des boyards et des moines, *la propriété, c'est le vol* » d'après les fameux mots de Proudhon.

souleva la populace qui envahit le palais et qui s'empara des colonels : sept personnes seulement furent tuées dans cette affaire.

Une Révolution presque sans effusion de sang s'était ainsi accomplie et, à première vue, il semble que rien n'aurait pu justifier une intervention étrangère. Le nouveau Gouvernement s'empressa d'exagérer l'expression de sa loyauté à l'égard de la Porte et fit appel aux Gouvernements anglais, français et autrichien, pour que ceux-ci lui témoignassent « leur intérêt et leur appui pour l'œuvre de régénération (1) ». Mais l'existence même d'un tel Gouvernement déplut grandement au Tsar qui surveillait déjà avec une anxiété maussade la Révolution en Europe et spécialement dans la Monarchie des Habsbourg, et qui ne voulait pas de nouvelles complications sur le Bas-Danube. Kotzebue était particulièrement hostile ; et, dans sa correspondance avec le Métropolite, qui joua double jeu, il parle des « individus qui détiennent en ce moment le pouvoir ». Deux courants existaient à l'intérieur du Gouvernement ; Éliade conseillait une retraite vers les montagnes, Bălcescu et Brătianu préconisaient la résistance armée. Dans la panique provoquée par la perspective d'une invasion russe, les membres les plus faibles s'enfuirent de la capitale et Neofit crut le moment opportun de publier une proclamation pour constituer un caimacate ou régence de deux grands boyards, Theodore Vacărescu et Băleanu. Une fois de plus, le peuple conduit par Bratianu se leva et imposa sa volonté ; le Gouvernement provisoire, composé des éléments les plus radicaux et les plus courageux, reprit le pouvoir, nomma diverses Commissions pour mettre des réformes à l'étude et manifesta son désir de renouer des relations avec l'Europe en envoyant Maiorescu, Dimitrie Brătianu et Alexandre Golescu comme délégués à Francfort, à Pest et à Paris (Jean Ghica avait déjà été envoyé à Constantinople pour apaiser la Porte). Sans doute, l'acte le plus mémorable du gouvernement provisoire fut-il la nomination d'une commission composée d'un nombre égal de boyards et de paysans (trente-six en tout) pour discuter la question agraire et reconnaître en principe le droit des paysans au sol. Mais ce problème fut de nouveau abandonné, en raison d'ailleurs du tour défavorable que prirent les événements et non de l'inca-

(1) Colquhoun à Stratford de Redcliffe, 26 juin, cit. East, *Union of Moldavia and Wallachia*, p. 20.

pacité de la Commission. Il n'en resta pas moins que des discussions extrêmement intéressantes et fécondes eurent lieu, qui créèrent un précédent.

Un des délégués paysans déclara : « Le Règlement enferme le paysan dans la propriété, comme dans une ville fortifiée de murs et de portes de fer d'où il ne peut sortir... Aux boyards qui prétendent que le servage n'est pas l'équivalent de l'esclavage, je réponds : « Jamais le servage n'a été aussi oppresseur que depuis le Règle- « ment.. » Nous ne pouvons pas même fuir, car on nous maltraite et on nous bat. » Une des déclarations les plus frappantes fut faite par un autre député paysan, le P. Negru : « Si le Ciocoi avait pu faire main basse sur le soleil, il l'aurait saisi, pour vendre au paysan contre argent comptant la lumière et la chaleur de Dieu. Vos terres ne vous rapporteraient rien si nous n'étions pas là pour emplir vos greniers de nos produits et vos demeures d'or et d'argent. Ces richesses ne sont pas les fruits du labeur de vos bras, mais de la sueur de notre front, sous vos coups de fouet et ceux de votre Gouvernement. Vous prétendez avoir conquis ce pays à la force de l'épée en des siècles oubliés ? Mais nous, où étions-nous alors ? N'étions-nous pas dans vos rangs ?... »

Une grande divergence de vues existait pour la plupart des questions politiques. Les chefs les plus avancés revendiquaient la responsabilité ministérielle, le suffrage universel et les droits civils égaux, l'entière liberté de la presse, d'association et de réunion, une distribution d'impôts plus équitable et l'abolition de toutes les redevances féodales — bref, un programme tout à fait typique du libéralisme du milieu du siècle.

La Porte se trouvait dans une situation assez embarrassante, entre la Russie qui, s'appuyant sur ses droits d'intervention reconnus par les traités, voulait rétablir l'ordre et les Roumains, dont l'aversion manifeste pour la domination russe encourageait les Turcs à plaire à leurs vassaux surtout lorsque Nesselrode qualifia la Valachie de barbare. Tout d'abord, la Porte nomma commissaire le modéré Soliman Pacha pour éclaircir la situation valaque. Sa demande de dissolution du Gouvernement Provisoire pour faire place à un caimacamate composé de trois membres (Locotenenţa Domneasca) fut immédiatement acceptée.

Soliman se rendit alors personnellement à Bucarest pour y continuer les négociations et il fut acclamé tout le long du Danube

par les paysans. Son impression était si favorable qu'à un banquet officiel il but à la santé de la Valachie. Il déclara même à un membre du Gouvernement qu'une « chose désirable manquait encore — l'union des deux Principautés. Ce serait un pieu enfoncé dans les entrailles de la Russie (1) ». Mais ces paroles excitèrent la colère et la méfiance du Gouvernement russe qui accusa Soliman d'avoir été soudoyé et qui persuada à la Porte de le remplacer par Fouad Pacha, franchement hostile à la cause roumaine. Le conseil donné par Stratfort de Redcliffe à la Porte « d'attendre et de surveiller » fut ainsi neutralisé par l'insistance russe. La Russie, était poussée à l'action par un double mobile : elle voulait d'une part, isoler la Révolution hongroise et s'assurer de faciles moyens d'accès par les cols transylvaniens si l'Autriche lui demandait son aide et elle redoutait d'autre part, l'hostilité croissante de la Valachie contre le Règlement et tout le régime institué par le Tsar. Un incident pittoresque, et très caractéristique, eut lieu les 6-18 septembre : une grande foule s'empara d'un exemplaire du Règlement dans un bureau du Gouvernement, le plaça sur un corbillard, suivi d'une longue procession de faux pleureurs et le brûla solennellement devant le Consulat russe, forçant le servile métropolite à prononcer l'anathème. Peu après, Fouad fit occuper Bucarest par vingt mille soldats turcs et publia un firman qui déclarait la Révolution « inspirée par un esprit de communisme » et fondée sur « des principes contraires à la nature des Constitutions des autres provinces de l'Empire ottoman » — phrase totalement dépourvue de sens (2). Fouad était accompagné du général russe Duhamel qui s'attachait à prévenir tout compromis entre la Porte et les Nationalistes et pour qui l'arrogant Turc était un instrument utile. Ils trouvèrent tous deux en Constantin Cantacuzène un comparse souple mais qui, malgré le titre de caimacam, manquait d'autorité. Après une brève résistance, le régime nationaliste tomba et ses chefs, qui étaient déjà déchirés par des dissensions, s'éparpillèrent. Le général Maghieru se retira en Olténie, avec les quelques pauvres troupes dont disposait la Valachie et pendant quelque temps voulut continuer la résistance. Il supplia enfin Fouad de ne pas aliéner définitivement « l'attachement des Roumains à la Porte » et lui offrit

(1) Regnault, *Mystères diplomatiques aux bords du Danube*, p. 6.
(2) Eliade, *Mémoires*, p. 322.

sa collaboration contre « les intrigues moscovites (1) ». Maghieru avait pour lui une longue période de service actif chez les Russes contre les Turcs ; mais, cette fois, les Russes n'avaient pas besoin de lui puisque Duhamel tenait sous son poing le faible et réactionnaire Fouad. A la fin, le consul britannique Colquhoun réussit à faire comprendre qu'un conflit ne pourrait que tourner au désastre. « Si la Valachie, écrivait-il, reste sur le terrain légal, elle conservera le bénéfice de ses anciens traités, la garantie de l'Europe et de la Turquie. Si elle risque les hasards d'une guerre, elle sera peut-être réduite à l'état de terre conquise, perdant ainsi tout droit à l'appui européen (2). Colquhoun et son chef, Stratford, semblent avoir attendu — et probablement espéré — un conflit entre la Russie et la Turquie au sujet du problème roumain ; mais, ces deux puissances arrivèrent bientôt à un accord pratique pour une occupation militaire commune des deux Principautés. D'ailleurs le fait qu'à partir de l'hiver de 1848, l'attention de la Russie fût absorbée par les événements de Transylvanie laissa les Turcs maîtres à Bucarest et dans le delta du Danube. Les trois caimacams que Soliman avait nommés furent remplacés par un seul, Constantin Cantacuzène, grand boyard, fidèle au Règlement : son Gouvernement fut soutenu par les Turcs jusqu'au printemps suivant.

Le 1er mai 1849, une nouvelle Convention fut signée entre la Turquie et la Russie à Balta Liman, en vertu de laquelle l'état politique des deux Principautés était de nouveau révisé sur certains points importants. Tout d'abord, il fut décidé que les princes seraient de nouveau nommés pour sept ans seulement et non plus à vie. Le dessein des deux parties contractantes nous est clairement révélé par les mots désignant les princes comme « hauts fonctionnaires ». Ensuite, les Assemblées furent supprimées comme étant trop représentatives et trop ouvertes aux idées nouvelles et remplacées par les « Divans Ad Hoc » (barbare dénomination officiellement en usage dans le Levant), avec des pouvoirs extrêmement limités : ce n'étaient plus que des petits groupes aristocratiques nommés par le prince. Une occupation commune par les troupes turques et russes était prévue jusqu'à ce que le pays fût « pacifié », et, désormais, chacune des deux Puissances devait nommer un Commissaire à Buca-

(1) Regnault, *op. cit.*, p. 471, 74. Eliade, *op. cit.*, p. 355.
(2) Regnault, p. 476.

rest et à Jassy, pour aider les princes de leurs conseils; en d'autres termes, pour se contrôler mutuellement, et tenir la Roumanie en tutelle.

Il ne restait plus qu'à pourvoir les trônes. Georges Bibescu, après son abdication, abandonnant tout, avait quitté le pays, et Michel Sturdza, qui, grâce à sa politique russophile discrète, était resté en possession nominale de la Moldavie pendant l'occupation, renonçait maintenant à un trône que, ni sa fierté ni son patriotisme sincère, bien qu'étroit, ne lui permettaient de garder comme simple délégué isolé de toutes les classes. Au dernier moment Sturdza envisagea pourtant un projet pour arrêter et envoyer en exil tous les boyards dirigeants moldaves, espérant, mais en vain, ainsi gagner la faveur du général Duhamel (1). Les deux nouveaux princes qui furent élus le 22 juin étaient, en Valachie, Barbu Ştirbei, frère de Georges Bibescu, qui avait pris le nom de ses parents adoptifs et, en Moldavie, Grégoire-Alexandre Ghica, petit-fils du prince exécuté en 1777. Tous les deux étaient des hommes de valeur, animés d'un vif sentiment nationaliste et ils eurent la sagesse d'unir leurs efforts au lieu d'intriguer l'un contre l'autre, comme l'avaient fait tant de leurs prédécesseurs. Mais les circonstances étaient défavorables et ils ne purent guère qu'attendre les événements.

Il est évident que l'un des premiers facteurs de la faillite de la Révolution fut l'intervention russe. La Russie, presque seule en Europe, avait évité un soulèvement intérieur mais, en raison de cela même, le tsar était fermement décidé à arrêter le mouvement à ses portes, surtout en Hongrie et dans les Principautés. La part que prirent les réfugiés polonais au mouvement hongrois augmenta son inquiétude et la tendance démocratique et même républicaine des chefs valaques la porta à son comble. Les vues doctrinaires de ceux-ci et leur manque d'expérience, qui constituaient leur plus grande faiblesse, furent, dès le début, exprimées avec sympathie d'ailleurs par le consul français à Bucarest. « Emportés par des instincts généreux plutôt que guidés par une conviction mûrie, encore sous l'influence de l'enseignement de nos écoles, ou de nos livres, ils ne demandent que les libertés

(1) Soutzo, *op. cit.*, p. 165.

politiques si péniblement conquises par la France (1). » Ils faisaient inconsciemment le jeu de l'autocratie russe.

La faillite rapide de la Révolution peut, tout d'abord, sembler décevante mais il n'est besoin que de comparer 1848 à 1821 pour voir les progrès accomplis. La première Révolution avait concentré ses faibles efforts sur l'expulsion des Phanariotes et avait avorté subitement à la mort de son chef. Elle avait réussi à mettre fin à l'ancien régime, mais celui-ci avait été remplacé par un régime aristocratique étroit que le Règlement renforça même pendant quelque temps. En 1848, au contraire, les buts sociaux et politiques apparaissent au premier plan : un régime parlementaire et l'émancipation de la classe paysanne constituent l'élément essentiel de tous les programmes de réforme, bien que l'expérience politique fasse encore défaut et qu'une profonde divergence d'opinion subsiste entre les hommes. On trouve cette fois de nombreux jeunes chefs capables de tirer parti des événements. Pendant la décade suivante, ils déploieront une grande activité à l'Ouest et prépareront avec efficacité le terrain pour la prochaine étape du développement. Il n'est que juste d'ajouter que les princes de cette période de transition, si médiocres qu'ils aient été, étaient tout aussi favorables que les chefs révolutionnaires à l'appel à l'opinion étrangère.

***

LES ROUMAINS ET LA GUERRE DE CRIMÉE

La situation des deux Princes était très difficile, car les Russes n'évacuèrent pas le pays avant 1851, et c'est à eux et non à la Porte que le Gouvernement du Tsar adressa sa demande d'indemnité destinée à couvrir les dépenses occasionnées par une occupation qu'ils n'avaient ni provoquée ni désirée. Grégoire Ghica était mieux placé que son voisin, car, comme la Moldavie avait été soumise à moins de troubles, il pouvait utiliser les services d'un assez grand nombre de Progressistes ; Ştirbei au contraire était obligé de fermer les frontières de la Valachie à tous ceux qui

(1) *Anul* 1848, I, nº 34, de Nion à Lamartine, 14 mars 1848.

avaient pris une part quelconque à la Révolution, et il ne trouvait que des conseillers très médiocres. Mais Ghica, bien que d'une haute moralité et animé d'un désir sincère de réforme, manquait de jugement. Incapable de fournir un effort continu, il laissa péricliter les finances de son pays. Ştirbei, au contraire, par ses économies, put réduire fortement la dette publique pendant son court règne. Cette réduction est d'autant plus méritoire que les Russes avaient insisté sur l'exemption de tout impôt en faveur des monastères qui s'étaient enrichis d'une façon scandaleuse par rapport aux ressources nationales et qui, jouissant ainsi d'une situation privilégiée, envoyaient à l'étranger la plus grande partie de leurs revenus princiers.

Malgré cette situation, les deux princes travaillaient assidument à un programme de réformes. En 1851, fait très important, une nouvelle loi agraire, tout en augmentant de douze à vingt-deux les jours de labeur imposés aux paysans, améliora néanmoins leur situation en réduisant fortement la somme de travail exigé pendant cette période. L'ancienne corvée de construction des routes fut abolie et remplacée par une sorte de capitation. Il est vrai que les trois quarts du fardeau incombèrent au paysan et un quart seulement au propriétaire. Aujourd'hui, cette innovation peut paraître infime, car nous voyons toute l'étendue du terrain parcouru depuis lors, mais elle n'en constitua pas moins la première tentative réelle pour frapper d'impôts les classes privilégiées.

Des progrès très sensibles furent également réalisés dans le domaine de l'instruction. La langue roumaine s'imposa définitivement et, ni le groupe réactionnaire des boyards, ni les Russes ne jugèrent bon de s'y opposer plus longtemps. Kogălniceanu, dont les conférences sur l'histoire roumaine avaient été interdites en 1843, fut autorisé en 1852 à les publier, dans une version revue et corrigée, comme introduction à son édition des Chroniques moldaves.

Parmi les autres mesures prises pour améliorer la condition matérielle des Principautés, on peut citer la tentative faite par Ştirbei de créer le noyau d'une armée valaque et d'organiser une gendarmerie régulière et une troupe de gardes-frontières.

Cette brève trêve de quatre années fut interrompue par la troisième des quatre grandes crises orientales du XIXe siècle qui aboutit à la guerre de Crimée. Nous n'avons pas à étudier ici

la diplomatie compliquée de cette guerre, bornons-nous à noter son importance pour les Roumains. Dans le règlement qui termina les hostilités et dans les trois années suivantes pendant lesquelles certaines décisions du Congrès se heurtèrent aux dures réalités de la situation, le problème roumain occupa une place dominante et, par moment, parut pouvoir provoquer un nouveau conflit européen.

La longue lutte entre le tsar Nicolas et la Turquie, qui débuta à propos des Lieux Saints, fut aggravée et envenimée par la maladresse de la Mission Menshikov, l'arrogance du tsar, les hésitations du Cabinet britannique, l'attitude agressive de Stratford de Redcliffe comme conseiller des Turcs, la politique vacillante de l'Autriche et de la Prusse et beaucoup d'impondérables. L'attitude du tsar dans la question roumaine nous est connue par ses célèbres conversations avec Sir Hamilton Seymour au début de 1853 : « Les Principautés, dit-il, sont en vérité un État indépendant placé sous ma protection. Et cette situation pourrait très bien ne pas changer. » La Serbie et la Bulgarie, ajoutait-il, pourraient être organisées d'une façon analogue tandis qu'on achèterait la Grande-Bretagne en lui offrant l'Égypte et l'île de Crète, comme part du butin dans le partage turc. Il est évident que ces propositions ne devaient pas être considérées comme définitives. Le tsar, en effet, passait sous silence la part du butin qui reviendrait à l'Autriche, non qu'il comptât exclure celle-ci du partage, ainsi qu'il voulait le faire pour la France (comme en 1840), mais parce qu'il était persuadé que la collaboration de l'Autriche lui était assurée dans la Question d'Orient. Lorsque je parle de la Russie, dit-il à Seymour, je parle également de l'Autriche ; nos intérêts turcs sont identiques. » En d'autres termes, il considérait que la longue tradition d'action commune austro-russe, qui datait du XVIIIe siècle, confirmée à Münchengrätz en 1833, et scellée, par le sang russe qui avait coulé si généreusement en 1849 pour la cause autrichienne, devait être certainement maintenue, alors que (il le croyait fermement) la crise suprême du destin de la Turquie était imminente. La solution était entre les mains de la Russie. Les fruits de 1774, 1792, 1812, 1826, 1829, 1833 et 1841, allaient enfin être cueillis. De nouveaux territoires pouvaient être assurés à l'Autriche à l'ouest de la péninsule. Tout le problème consistait à offrir une compensation satisfaisante à l'Angleterre.

Le tsar Nicolas se trompait lourdement. Le jeune François-Joseph prouva que, selon la prédiction de Schwarzenberg, l'ingratitude de l'Autriche étonnerait le monde. Dans son ambition, il convoitait autant les Principautés, que la Serbie et la Bosnie. Cependant les hommes d'État anglais, surtout l'autoritaire Palmerston, et l'opinion publique britannique, s'attachaient avec obstination au mythe de la renaissance turque et avaient l'obsession de la Russie. Cette obsession fut accrue par le mauvais effet que produisit la répression russe en Pologne et en Hongrie et peut-être moins consciemment, mais aussi fortement, par l'importance croissante du commerce levantin, en comparaison avec celui de la Baltique.

Incité par le succès de la Mission Leiningen en Turquie — qui au nom de l'Autriche força la Porte à cesser l'oppression qu'elle exerçait sur le Monténégro — Nicolas envoya le prince Menshikov à Constantinople pour y imposer sa volonté. Mais cet émissaire brutal et maladroit provoqua la résistance là où elle eût pu être facilement évitée et fit le jeu de son redoutable ennemi Lord Stratford de Redcliffe qui, pour la cinquième fois, était ambassadeur à Constantinople. Le problème des Lieux Saints, qui avait été l'origine de la crise, fut résolu sans grande difficulté : mais (comme l'avait prévu Stratford) cette solution rendit plus difficile la demande que fit la Russie, d'un nouveau traité qui eût défini et étendu les droits que le Traité de 1774 lui avait conférés, pour la protection des chrétiens orthodoxes de Turquie. L'alliance que Menshikov offrait au nom de son maître et qui, si elle avait été acceptée, eût équivalu à un renouvellement des accords de 1833 (par lesquels la Mer Noire était devenue virtuellement un lac russe) fut rejetée par la Porte, lorsque ses clauses secrètes eurent été communiquées à l'ambassadeur britannique. La demande ultérieure du tsar de « garanties morales » lui fut également refusée par la Note Turque du 16 juin 1853.

Ce fut alors que le tsar commit une grave faute de tactique, car, non content de lancer un manifeste à ses sujets pour défendre la foi orthodoxe contre le Gouvernement ottoman « obstiné et aveugle », il donna l'ordre d'occuper les deux Principautés comme un « gage » qui serait gardé jusqu'à ce que la Turquie eût accédé à ses revendications. Le 2 juillet, ses armées franchirent le Pruth, lançant une proclamation pour assurer aux habitants le respect

de leurs droits et celui de la législation récente. En même temps, le tsar ordonna aux deux hospodars de rompre toutes relations avec leur suzerain et de cesser le paiement du tribut. Plutôt que de se soumettre à cet ordre, Ghica et Ştirbei préférèrent se retirer de l'autre côté de la frontière hongroise. Les généraux russes, Budberg et Sacken, prirent possession de l'administration.

Cette action précipitée et irréfléchie aboutit à une impasse ; de plus les Puissances Occidentales en furent irritées : elles la considérèrent comme une violation de la Convention de 1841 (en vertu de laquelle les Puissances d'Europe exerçaient un contrôle général) et comme une tentative de réimposer l'hégémonie exclusive russe sur la Corne d'Or, de même qu'en 1774 ou qu'en 1833. Enfin, cette action causa une vive inquiétude à Vienne ; François-Joseph avait rejeté la proposition du tsar concernant une action autrichienne parallèle en Serbie et en Bosnie et, en mai, il avait envoyé le comte Gyulai, général qui jouissait de sa confiance, en mission spéciale pour dissuader Nicolas de pénétrer en Moldavie. Irritée d'un mépris aussi total de ses désirs, l'Autriche fit néanmoins pendant l'été de 1833, de vains efforts pour trouver une formule d'accord entre la Turquie et la Russie. La Porte suivit de très près les négociations parallèles des ambassadeurs à Constantinople et fut encouragée par Lord Stratford dans son attitude inflexible. Lorsqu'elle somma la Russie d'évacuer les Principautés, Nicolas, croyant s'être mis d'accord avec François-Joseph et Frédéric-Guillaume dans récents entretiens personnels avec eux et estimant pouvoir sans danger braver l'Occident, ne daigna pas répondre à l'ultimatum et se trouva en guerre avec la Turquie sur le Danube. Les premières hostilités se déroulèrent sur le territoire roumain, près d'Isaccea, pendant les mois d'hiver. Les Russes subirent une série de légers revers et ce ne fut que le 23 mars 1854 qu'ils réussirent à s'établir sur la rive méridionale du Danube. De nouveau, les Roumains étaient victimes de leur position stratégique.

L'opinion publique à Londres et à Paris devenait extrêmement nerveuse et le belliqueux Palmerston prenait une autorité croissante sur ses collègues plus faibles, Aberdeen, Clarendon et Graham. La correspondance du Premier Ministre, du secrétaire des Affaires étrangères et du Premier Lord pendant ces mois critiques, prouve qu'ils se sentaient lentement aller à « la guerre avec la Russie »

juste au moment où « elle cède le point essentiel » et prêts à soutenir la Turquie juste au moment où « elle agit contrairement à nos conseils (1) ».

Les Turcs furent encouragés dans leur arrogance par le ton extravagant de la presse britannique, par la tension personnelle évidente entre Nicolas et Napoléon et aussi par leurs premiers succès sur le Danube. Dédaignant même le conseil de Stratford, ils envoyèrent leur pauvre flotte en manœuvre sur la Mer Noire. Le 30 novembre, cette flotte fut surprise en pleine rade à Sinope par une escadre russe plus petite qui la détruisit presque entièrement. Cette défaite, incident parfaitement normal en temps de guerre, due à la folie provocatrice de la Porte elle-même et à la tactique supérieure des Russes, fut accueillie par l'Occident, bien à tort, comme un « massacre », et devint le signal d'un déchaînement hystérique à Londres et à Paris. Ces menées exaspérèrent le tsar, dont la nervosité à demi-mystique dans ses dernières années formait un contraste frappant avec la modération qu'il avait toujours observée vis-à-vis de la Turquie pendant le quart de siècle précédent. L'envoi d'une escadre franco-britannique dans la Mer Noire pendant la première semaine de l'année 1854 lui parut une injure préméditée. Lorsque Napoléon proposa, en retour du rappel de ces navires, que la Russie évacuât la Moldavie et la Valachie, Nicolas refusa. Il ne se laissa pas ébranler par la rupture des relations diplomatiques du 4 février et, lorsqu'à la fin du mois, les Français et les Anglais envoyèrent un ultimatum aux termes duquel deux mois lui étaient accordés pour évacuer les Principautés, il ne daigna pas répondre, et donna l'ordre à ses troupes de franchir le Danube à Silistrie et d'envahir la Dobroudja. Cette politique eut pour résultat de déclencher une alliance définitive des Puissances Occidentales contre la Russie le 10 avril et une alliance offensive et défensive austro-prussienne le 20 avril.

Le rôle décisif que jouèrent les Principautés roumaines dans la Guerre de Crimée n'a pas été étudié avec l'attention qu'il mérite, par les historiens occidentaux. Cependant, aucune situation dans l'histoire n'est plus paradoxale que celle de deux puissances maritimes de premier plan résolues à se battre avec un formidable

(1) Clarendon à Herbert, 5 octobre 1853, *Life of Sidney Herbert*, I, p. 203.

Empire continental et cherchant pendant les cinq premiers mois un point où prendre contact avec leur ennemi. La neutralité circonspecte de la Prusse et sa répugnance ainsi que celle de l'Autriche à ranimer la question polonaise, élimina le front occidental de la Russie en tant que théâtre d'opérations. Il se produisit alors un événement qui supprima également l'alternative la plus vraisemblable — à savoir, le contact sur le Bas-Danube, où les Russes et les Turcs se battaient déjà. L'Autriche, fortifiée par son entente avec Berlin, procéda à une mobilisation progressive de son armée et, le 3 juin, invita la Russie à évacuer les deux Principautés — sans fixer, il est vrai, de date et sans donner à son geste la forme d'un ultimatum. Pourtant, la remarque faite par le comte Buol à l'ambassadeur russe, le prince Gorchakov — il lui dit que l'Autriche ne désirait pas rompre la paix, mais qu'elle n'avait pas peur de la guerre — ne pouvait avoir qu'un sens.

Nicolas était furieux. Ce fut à cette époque qu'il prononça la parole célèbre : « Les deux rois de Pologne les plus bêtes ont été Sobieski et moi qui avons sauvé l'Autriche. » Mais ni lui ni ses généraux ne pouvaient fermer les yeux devant un fait militaire évident : l'Autriche, menaçant le flanc droit des armées russes, pouvait facilement couper toutes leurs communications pendant qu'elles étaient retenues sur le Danube. L'échec des Russes devant la forteresse de Silistrie eut un effet décisif sur la guerre. Tout d'abord, il rendit la retraite à la fois inévitable et plus humiliante et, à la fin de juillet, le tsar donna bien à contrecœur, l'ordre d'évacuer d'abord la Valachie, puis la Moldavie. A peine cette mesure prise, l'Autriche, s'appuyant sur une Convention secrète conclue avec la Turquie le 14 juin 1854, fit à son tour réoccuper militairement toute la Moldavie et la plus grande partie de la Valachie, les forteresses danubiennes de cette dernière restant aux mains des Turcs. Le résultat de cette opération fut d'interposer une sorte d'écran neutre entre les Turcs et les Russes dans toute la région du Bas-Danube et de mettre fin à tout projet des Alliés Occidentaux d'avancer conjointement avec les Turcs depuis le delta, vers Odessa. Les troupes françaises et britanniques qui se concentraient déjà autour de Varna, furent embarquées de nouveau, et, en septembre, débarquèrent en Crimée. Les suites de cette affaire sont trop connues pour que nous les résumions ici. Qu'il suffise de souligner que, si l'Autriche avait agi autrement, la guerre

entre les Puissances Occidentales et la Russie se serait sans aucun doute déroulée sur le sol roumain et non dans le lointain Chersonèse. De plus, tous les projets militaires de la Russie furent modifiées par la nécessité d'avoir une forte armée d'observation sur la frontière de Galicie, prête à riposter à toute attaque que François-Joseph et Buol auraient pu lancer contre elle.

L'attitude de l'Autriche manquait d'héroïsme. Elle ne désirait pas la guerre ; elle préférait avoir pour voisine une Turquie faible plutôt qu'une Russie agrandie. Si la Turquie ne pouvait plus désormais éviter l'écroulement, l'Autriche espérait supplanter la Russie dans les Principautés, et, selon elle, le rôle des Puissances occidentales devait être de l'aider à accomplir ce dessein sans entrer en guerre. Mais un exploit diplomatique aussi difficile dépassait le talent de Buol. Il n'était pas de la force d'Andrássy qui, en des circonstances analogues, en 1877-78, parvint à gagner la Bosnie sans guerre, sur un ordre des Grandes Puissances.

L'Autriche, en aspirant aux Principautés et en profitant des difficultés de la Russie pour s'y installer, violait l'ancien « Gentleman's agreement » par lequel les deux Puissances avaient divisé la Turquie d'Europe en deux zones d'influence, orientale et occidentale, dans lesquelles leur avance devait se poursuivre parallèlement et être fondée sur le principe des compensations. Ceci peut être difficilement contredit et l'excuse de l'Autriche, s'il y en a une, serait l'inquiétude qu'elle éprouvait devant le développement du sentiment national roumain. Elle ne pouvait envisager avec indifférence la possibilité d'un second Piémont latin près de sa frontière orientale, devenant un centre d'attraction pour ses propres sujets roumains. Ce n'est pas par hasard que parmi les troupes d'occupation se trouvaient certains régiments de frontière valaques et que le commandement suprême était confié à des généraux autrichiens de nationalité italienne, tels que Coronini et Marziani. Néanmoins, l'occupation, bien qu'elle fût maintenue effectivement et qu'elle apportât de nombreuses améliorations matérielles, telles que routes, télégraphes, dragage général des fleuves et projets ferroviaires, ne fût jamais populaire parmi les habitants malgré la disposition naturelle qui les poussait à accueillir toute autre alternative que la domination russe. L'Autriche s'engagea à protéger les Principautés contre toute attaque et à les rendre à la Turquie à la fin de la guerre.

En août, la France, l'Angleterre et l'Autriche se mirent d'accord sur une série de demandes communes à présenter à la Russie et connues sous le nom des Quatre-Points. La Russie était invitée à renoncer à toute idée de protectorat sur la Moldavie, la Valachie ou la Serbie, à abandonner son titre de protectrice des chrétiens d'Orient, à accepter la liberté de la navigation danubienne, et à consentir à un changement de la Constitution des Détroits. Le tsar refusa et, pendant un certain temps, il sembla que l'Autriche ainsi que la France et l'Angleterre, dussent être entraînées dans une guerre. Mais les dissensions et les hésitations du Cabinet de Vienne finirent par assurer la paix. François-Joseph lui-même était opposé à la guerre et les chefs militaires redoutaient des complications du côté de l'Italie lorsqu'ils seraient retenus en Orient. Buol, de son côté, dans son fol optimisme, chercha à convaincre François-Joseph que les deux Principautés étaient virtuellement gagnées sans avoir recours à la guerre : La politique autrichienne jusqu'à la fin de la guerre n'eut pas d'autre objectif. Alexandre Bach, de son côté, s'intéressait avec condescendance au sort des Roumains en général et supputait que leur union sous la couronne des Habsbourg pourrait servir d'utile contre-poids contre les Magyars. Cette union devait encore avoir l'avantage d'arrêter l'avance territoriale russe vers le Sud, et de donner à l'Autriche le contrôle des bouches du Danube et assurant son commerce le long du fleuve et jusqu'à la Mer Noire.

Les armées alliées débarquèrent en septembre et les batailles d'Alma, de Balaklava et d'Inkerman suivirent de près leur débarquement. Puis, la guerre d'usure commença et se poursuivit péniblement pendant toute l'année 1855, parmi des difficultés imprévues et interminables. Pendant toute cette période, l'Autriche continuait à hésiter entre les deux camps, signant un traité avec les Puissances Occidentales le 2 décembre, mais hésitant à l'exécuter, laissant ainsi la Sardaigne lui ravir sa place et provoquant la rancune et la méfiance à la fois de ses amis et de ses ennemis. Au début de mars 1855, la mort du tsar Nicolas mit fin à l'un des principaux obstacles à la paix et François-Joseph put convoquer une Conférence des Puissances à Vienne pour étudier un compromis. Ce fut alors que le baron Bourqueney, au nom de la France, émit le projet de l'Union des deux Principautés sous le gouvernement d'un prince étranger ; mais Lord John Russell réserva

son opinion et reçut de Lord Clarendon des instructions stipulant que l'Union était « inopportune » et qu'il était préférable de laisser à la Porte le droit de nommer les deux princes à vie. Clarendon exposa à l'ambassadeur français que les conditions locales ne justifiaient pas l'Union. Palmerston, il est vrai, exprima à Russell que l' « Autriche aurait autant besoin d'être surveillée que la Russie (1) ».

Grâce en grande partie à cette attitude de l'Angleterre, la question de l'Union fut abandonnée et les négociations de Vienne se heurtèrent à une impasse. La guerre entra dans une nouvelle phase et sembla aussi éloignée que jamais de son terme : la France se refroidissait à mesure que l'Angleterre s'échauffait. François-Joseph tenta d'améliorer ses relations avec le nouveau tsar, Alexandre II, en opérant une démobilisation partielle; mais, sans parvenir à apaiser la Russie, il ne réussit qu'à s'aliéner Napoléon III qui, en dehors de l'astucieuse politique de Cavour relative à l'intervention de la Sardaigne, s'attachait de plus en plus à la cause de la libération de l'Italie. A la fin de 1855, ce fut la France, non l'Autriche, qui trouva une base possible de discussion directe avec la Russie. Au début de 1856, Napoléon prit l'initiative et parvint à ramener le belliqueux Cabinet britannique à la modération, à empêcher l'Autriche d'assumer de nouveau le rôle de médiatrice principale et à tenir la Prusse entièrement à l'arrière-plan, pour la punir de sa réserve excessive. Ainsi Paris devint le centre des négociations de paix. Buol, qui, en septembre, avait déclaré avec confiance : « Nous tenons les Principautés danubiennes dans notre poche (2) », allait comprendre qu'il s'était lourdement trompé.

Même pendant les préliminaires, ce fut la question des Principautés qui constitua la base première du futur rapprochement franco-russe (3). Le tsar était prêt à renoncer au protectorat et prêta même une oreille attentive à la plaidoirie de Napoléon, en faveur de l'Union, qui s'accordait avec ses idées encore un peu imprécises de reconstruction européenne sur une base nationale.

Entre temps, Stratford de Redcliffe, troublé par le développe-

(1) 15 mars 1855, cité par Riker, *The Making of Roumania*, p. 32.
(2) Friedjung, *Der Krimkrieg*, p. 42.
(3) Voir Alfred Stern, *Gesch. Europas*, VIII, p. 137.

ment du sentiment national roumain, avait envoyé Alison à Bucarest pour y examiner la situation et, dans un mémoire de décembre 1855, avait conseillé de maintenir le *statu quo* à la fois contre la Russie et l'Autriche, mais avec une constitution nouvelle et améliorée. Aux préliminaires de paix qui amenèrent le 11 février le Protocole de Constantinople, il souleva de telles difficultés que son collègue autrichien, le baron Prokesch, s'écria avec impatience : « Ce n'est pas un ambassadeur, c'est un souverain (1). » On adopta la proposition de Stratford — à savoir que jusqu'à ce qu'une nouvelle Constitution serait mise en vigueur, qu'il n'y aurait aucun nouveau prince, mais deux caimacams (ou régents) nommés par la Porte. Ce projet apportait un délai, donnait libre cours aux intrigues et fut, par conséquent, bien accueilli par les Turcs ; mais il souleva l'indignation et l'impatience à Bucarest et à Jassy, où le mouvement national était en plein épanouissement malgré l'occupation étrangère.

LES ROUMAINS A PARIS SOUS L'EMPIRE

Un facteur important de cette étape est représenté par un groupe remarquable d'exilés roumains à Paris. Leur activité attend encore son historien et une étude approfondie sur eux serait fort intéressante. Après la débâcle de la Révolution, la plupart des chefs et, en particulier, Rosetti, les Brătianu, Nicolas Golescu, Éliade et les poètes Alecsandri et Bolintinesanu, retournèrent à Paris et, tout d'abord se consacrèrent, dans l'atmosphère de la IIe République, à expliquer et à justifier leur récente action. Ils furent soutenus dans cette tâche, par un jeune Français, Henri Ubicini, qui avait été secrétaire du Gouvernement provisoire et qui composa alors un *Mémoire justificatif* (2), puis plusieurs ouvrages sur la Question d'Orient et par l'écrivain connu, Hippolyte Desprez, dans son livre, *Les Peuples de l'Autriche et de la Turquie*, et dans ses articles de la *Revue des Deux Mondes* (3). Ils avaient

(1) Riker, *op. cit.*, p. 35.
(2) Reflet un peu exagéré des idées d'Eliade, qui, de son côté, publia en 1851 ses intéressants mais partiaux *Mémoires sur l'Histoire de la Régénération Roumaine*.
(3) Cf. également les articles de Paul Bataillard dans la *Revue de Paris*

aussi l'appui littéraire très actif de Michelet, alors à l'apogée de sa gloire, de Quinet, de Cousin et d'autres Français éminents de l'époque. Encouragés, ils essayèrent de publier une revue : deux numéros parurent sous le nom de *La Roumanie Future (România Vittoare)* : puis vint la *Républica Romåna* qui fut peu après transférée de Paris à Bruxelles. Le programme, en forme d'article, à la première page de cette revue était signé par Jean Brătianu qui, après avoir revendiqué un pays libre et indépendant, « peuplé de dix millions de Roumains » — en d'autres termes, l'unité totale — lançait, pour terminer, un appel à la jeunesse roumaine, l'exhortant à élever l'étendard d'une « République roumaine une et indivisible », au lieu de gaspiller son temps en négociations et de crier « Vive le Sultan » en Munténie, et « Vive l'Empereur » en Transylvanie (1). Un autre exilé libéral, Jean Ghica, alla encore plus avant en soulignant que « la Jeune Roumanie » avait mené la Révolution « jusqu'à un certain point » et ainsi « épargné au pays de véritables malheurs », mais que le levier avait toujours été « le mécontentement des paysans contre les propriétaires », et la connaissance, de la part de ces derniers, « de ce qui était arrivé en Galicie et de l'impunité des insurgés » (2).

Malgré de nombreux malentendus, tous étaient d'accord sur les points essentiels. « Notre Roumanie existe, écrivit Bălcescu, aveugle est celui qui ne le voit point. Peut-être serons-nous forcés de lutter pendant un siècle pour obtenir sa réalisation. Mais qu'est-ce qu'un siècle dans la vie d'une nation ? » La manière dont les exilés surent s'adapter aux circonstances radicalement changées de la France après le coup d'État de 1851 fut tout à fait remarquable. Leurs amis Michelet et Quinet ne purent plus professer au Collège de France ; le mouvement démocratique subit un brusque arrêt. Il n'y avait plus d'espoir pour des hommes comme Royer-Collard ou Ledru-Rollin. Mais, rapidement, les Roumains établirent des relations de confiance avec le Second Empire, qui devaient avoir une influence décisive et durable sur leur avenir. Le hasard voulut que Jean Brătianu rencontrât le prince Jérôme Bonaparte et que, par son entremise, il pût présenter à Napoléon III

(1) *Din Scrierile si Cuvântarile lui Ion C. Brătianu*, p. 64-65.
(2) G. Chainoi (anagramme), *Dernière Occupation des Principautés par la Russie* (1853) p. 85-87.

un mémoire dans lequel les Roumains étaient décrits comme « occupant le pays entre la Theiss, le Dniester, la Mer Noire et le Danube », insistant sur le fait que les Principautés n'étaient pas « un pays conquis », mais un pays qui avait fait avec la Porte un contrat dont les clauses avaient été constamment violées par celle-ci ; insistant aussi sur le fait que la création d'une Roumanie libre était nécessaire, « si la solution de la Question d'Orient devait être durable », et ajoutant que : « la France est devenue notre idéal » et « qu'elle a la mission de présider à la régénérescence de l'Europe (1) ». Nicolas Golescu avait déjà soutenu ce thème devant Napoléon en mars 1856, sous une forme plus brillante : « La Roumanie, disait-il, serait pour la France une force et une gloire. Elle y trouverait plus qu'une colonie, plus qu'une forteresse. La France y trouverait son âme. La France n'a pas besoin de faire notre conquête : nous nous livrons volontiers à elle. Qu'elle vienne et qu'elle se reconnaisse en nous... La France, dans sa grandeur, nous a longtemps oubliés, mais nous ne l'avons jamais perdue de vue, nous l'avons toujours aimée et avons toujours placé notre espoir en elle (2). » Le consul de France à Bucarest avait déjà fait un rapport sur le même thème l'année de la Révolution. « Qu'elle l'accepte ou qu'elle la répudie, la France a, sur les bords du Danube, une clientèle fidèle qui s'attache à elle, comme tête des nations latines, comme à sa métropole politique, et qui s'efforce chaque jour d'assimiler sa langue, sa législation, sa littérature et jusqu'à ses modes les plus futiles (3). »

En 1855, Brătianu, continuant sa campagne inlassable, publia un pamphlet intitulé *Mémoire sur l'Autriche dans la Question d'Orient.* Il y soutenait qu'« aussi longtemps que l'Autriche servira de digue contre l'invasion moscovite, elle aura l'Europe pour elle » mais que, « si la Russie cessait d'être une force, l'Autriche elle-même disparaîtrait de la carte d'Europe ». De plus, disait-il, la France est, avant tout, pour l'Orient, « le principe incarné du nationalisme » ; « la reconstitution de l'Europe orientale sur une base de nationalisme est une *condition sine qua non* pour sa civilisation », et la France y gagnerait plus que nulle autre nation puisqu'elle deviendrait

(1) *Din Scrierile*, p. 70-3.
(2) Sturdza, *Acte și Documente*, I, p. 1387 ; cf. également Bengescu, *Les Golescu*, p. 225.
(3) Guéroult, 31 mars 1848, *Anul* 1848, I, n° 71.

« l'idole et l'arbitre de ces régions, qui lui devraient leur retour à la vie et à la lumière ». Les Roumains en particulier n'avaient « jamais cessé de frapper à ses portes, afin d'être acceptés comme sa garde avancée dans l'Est » : ils étaient destinés à être son *point d'appui* naturel (1). En d'autres termes, — c'est ce que Desprez avait déjà observé en 1847 — les Roumains aspiraient à former « un État assez fort pour soutenir contre la Russie les intérêts de l'Europe latine et pour assumer le rôle d'une sentinelle vigilante et digne de confiance ».

LE CONGRÈS DE PARIS

Ces idées trouvèrent un terrain favorable dans le cerveau de Napoléon III, ce rêveur énigmatique. Pour lui le nationalisme, à la fois en théorie et en pratique, exerçait toujours un profond attrait et, plus logique que les libéraux anglais de son temps, il voulait appliquer le principe de nationalité aussi bien en Europe orientale qu'en Italie. Il fut poussé par des mobiles à la fois de sentiment et d'intérêt, mais la suite devait le révéler plus loyal encore à la cause roumaine qu'à l'italienne. Pour la première il n'était besoin de sacrifier ni le sang ni l'argent français. On peut supposer que, pour Napoléon, les Principautés devaient remplir la fonction de sentinelles latines sur le Bas-Danube et la Mer Noire, d'intermédiaire de la culture et de l'influence politique françaises, de barrières utiles contre l'agression russe vers la côte et, en même temps, devait tenir en échec l'Islam et les Slaves et embarrasser l'Autriche, étant donné ses minorités roumaines. L'idée de créer des États tampons nationaux plutôt que de recourir à l'appui du régime décadent du Sultan, gagnait sans cesse du terrain et devait beaucoup aux conceptions de Napoléon. Le plus grand obstacle, à ce moment, et plus tard, fut le point de vue incorrigiblement turcophile des hommes d'État et de l'opinion publique britanniques, aveugles devant les faits et les arguments et s'appuyant sur des illusions sentimentales et sur des desseins commerciaux.

Une des premières mesures prises par le Congrès qui siégea

(1) Voir p. 23, 36, 37, 43, 47 du *Mémoire*.

à Paris le 25 février 1856 fut la création d'une Commission spéciale qui devait étudier l'état futur des Principautés roumaines. Quelques semaines auparavant, une solution fantastique avait été proposée par Bourqueney à Buol. Le duc de Modène, d'une branche cadette des Habsbourg, devait être nommé prince de Roumanie et passer son duché à la Sardaigne. Cavour même, pendant un certain temps, caressa l'idée d'employer les Principautés comme compensation à la renonciation de l'Autriche à l'Italie — idée qui devait être reprise plus sérieusement dix ans après. Mais, voyant que ce projet ne provoquait aucune réponse de Napoléon ou de François-Joseph, il adopta rapidement la politique d'unité roumaine favorisée par l'Empereur et écrivit à d'Azeglio, qui représentait alors la Sardaigne à Londres. « Pour l'amour du Ciel, persuadez à Palmerston que ce serait un crime de lèse-civilisation d'insister sur le *statu quo* et de s'opposer aux justes désirs de la population roumaine tout entière (1). »

Le 6 mars, Clarendon discuta la question avec le comte Walewski — fils du grand Napoléon, en qui son cousin trouva un souple instrument — qui était à ce moment Premier ministre de France. Walewski exposa l'opinion de son maître : la paix ne serait ni solide, ni durable si elle n'assurait pas l'union et l'indépendance des Principautés (2). Le même jour, l'Empereur accorda une audience à Clarendon et plaida personnellement la même cause. Clarendon souleva toutes les objections possibles, traita l'opposition autrichienne et turque d' « insurmontable », et affecta même de considérer l'Union comme « un acte de spoliation envers la Turquie ». Deux jours plus tard, sans être intimidé par l'attitude hostile de Clarendon, Walewski, comme président du Congrès, soutint formellement l'Union qui comblait, disait-il, les vœux et les intérêts du peuple roumain. Clarendon ne s'éleva pas contre cette proposition mais maintint qu'elle devait dépendre d'un plébiscite : ce qui donna à Ali Pacha et au comte Buol l'occasion de soutenir que les Roumains ne désiraient pas l'Union. Devant une opposition aussi forte de la Turquie et de l'Autriche, les Français n'insistèrent pas. Il était manifestement impossible de

(1) 6, 7 et 18 mars 1856. *Lettres inédites de Cavour*. Voir *Acte și Documente*, II, n°s 1391, 1392 et 1399.

(2) Clarendon à la Palmerston, 7 mars ; Martin, *Life of Prince Consort*, III, p. 465.

risquer un échec du Congrès pour une question, très importante certes, mais néanmoins secondaire. Mais, l'Autriche et la Turquie avaient commis une grave erreur de tactique en attachant tant de prix à la prétendue antipathie qu'éprouvaient les Roumains contre l'Union : car il s'ensuivit logiquement que le Congrès dut adopter des mesures pour connaître la volonté réelle du peuple. Le 12 mars, il fut décidé que, dans chaque Principauté, un « Divan Ad Hoc » serait convoqué, élu par le peuple, pour exprimer son opinion au sujet de l'Union, et qu'une Commission internationale serait envoyée pour étudier sur place la question et faire un rapport à Paris. Il en résulta un retard en ce qui concernait la question roumaine, qui fut de nouveau « remisée » pour ainsi dire, pour un certain temps : mais, en même temps, une plus ample discussion lui était assurée et elle prenait une importance qu'elle n'avait encore jamais connue devant le forum international. Ce fut la fin définitive du Protectorat russe. Une nouvelle période de transition commença, pendant laquelle les Roumains devaient se trouver sous la tutelle du Concert européen.

Restait à résoudre la question de l'évacuation, à laquelle l'Autriche était tenue d'après son propre accord avec la Porte, mais à laquelle jusqu'au dernier moment Buol avait espéré échapper. Lorsque Walewski proposa l'évacuation immédiate à la fois des troupes autrichiennes et turques et que Clarendon soutint cette proposition, Buol « devint très rouge et explosa de colère (1) ». Mais personne ne prit son parti et il fut obligé de céder. Devant l'Empereur, il tenta de rejeter la responsabilité de cet échec sur les commandants autrichiens qui « n'auraient jamais dû permettre à une question telle que celle de l'Union et d'un Prince étranger de prendre une telle importance (2) », mais cette défense était trop misérable pour tromper personne. Le 17 avril, un décret impérial annonça le rappel progressif des troupes et, bien que Buol gardât un vain espoir et qu'il réussît à retarder l'exécution jusqu'au milieu de l'année 1857, le projet de l'Autriche de garder les territoires occupés échoua définitivement.

Le Traité de Paris (30 mars 1856) inaugura une ère nouvelle aussi bien pour les Roumains que pour les Serbes. Il est inutile

(1) Hübner, *Neuf ans de souvenirs*, I, 409.
(2) Buol à François-Joseph, 6 avril, cité par Riker, *op. cit.*, p. 49.

de nous appesantir longuement ici sur ses clauses principales, mais il faut noter qu'il constituait une tentative, et qui devait pleinement réussir, de substituer l'action collective du Concert Européen, à l'action individuelle de la Russie et de procurer à la Turquie un répit qui lui permettrait de se relever par des réformes intérieures. L'œuvre des Puissances, et surtout celle du Cabinet britannique, se fondait sur la présomption que la Turquie était capable d'opérer des réformes, présomption d'ailleurs totalement erronée. Ainsi que le duc de Cambridge l'écrivait à la reine Victoria lors d'un voyage à Constantinople, « l'homme malade est extrêmement bas et se meurt rapidement ; que la diplomatie dispose de lui au plus vite, car nul pouvoir terrestre ne peut le sauver... Telle est l'opinion générale ici dans les deux armées française et anglaise (1) ». Mais le tout-puissant Palmerston croyait toujours à l'idée exprimée avec tant de confiance par lui, quinze ans auparavant. « Tout ce que l'on rapporte de la décadence turque est un pur non-sens (2). » Plus fâcheuse encore que cette illusion fut la décision prise par les Puissances d'abandonner au Sultan lui-même l'exécution des réformes promises, inscrites dans l'article IX du Traité et de renoncer à tout droit d'intervention, collective ou individuelle. Ainsi que Lord Stratford le prévit, l'absence d' « une force *extérieure* destinée à maintenir une pression animatrice continue sur le Gouvernement (3) », vouait tout le plan à l'échec ; et ce fut une des raisons pour lesquelles il déclara « qu'il aurait préféré qu'on lui coupât la main droite plutôt que de signer ce Traité (4) ».

Les articles XX et XXI stipulaient une rectification de frontière qui restituait à la Turquie la partie méridionale de la Bessarabie et accordait à ses habitants les mêmes droits qu'à ceux qui résidaient dans cette Moldavie dont elle avait été amputée en 1812. Toutefois, le mobile de cette décision n'avait que peu de rapport avec les droits des Roumains. On ne consulta même pas ceux-ci et, par une nouvelle ironie du sort, le territoire restitué — où n'existait aucune agglomération importante sauf peut-être Chilia et Ismaïl

(1) *Letters of Queen Victoria*, III, p. 27 : 13 mai 1854.
(2) 1er septembre 1839 ; Bulwer, *Life of Palmerston*, II, p. 299.
(3) D'après une de ses lettres à Lord Clarendon en juin 1855. S. Lane-Poole, *Life of Stratford de Redcliffe*, II, p. 439.
(4) *Ibid.*, p. 436.

— était justement la partie de la Bessarabie qui contenait peu de villages roumains mais de très nombreux villages bulgares, ukrainiens et tatars. Le but principal, surtout pour l'Autriche, était d'empêcher la Russie d'avoir un accès direct sur le delta du Danube et de l'exclure du nombre des États riverains. Il y eut ainsi un rapport intime entre ces clauses et les articles XV-XIX du Traité par lesquels de nouvelles lois internationales étaient créées pour la navigation danubienne et deux importantes Commissions étaient nommées : *a)* la commission dite « européenne » (§ 16) composée de la Turquie, de la Sardaigne et des cinq Grandes Puissances qui devaient surveiller les mesures prises pour draguer les bouches du delta et *b)* la commission dite « danubienne » (§ 17-18) (composée de délégués des États riverains, de l'Autriche, de la Bavière, du Würtemberg, de la Turquie et des trois États vassaux, pourvu que la Turquie les acceptât) qui devait rédiger les lois de navigation et de surveillance policière. Chaque Puissance avait le droit de maintenir deux « stationnaires » à l'embouchure du fleuve.

Par l'article XXII, les deux Principautés vassales, avec tous leurs « privilèges et immunités » existants, étaient placées sous la garantie des Puissances, et il était expressément stipulé qu'aucune Puissance désormais ne devait jouir d'une « protection exclusive » ou d'un « droit spécial d'intervention dans leurs affaires intérieures ». L'abolition de la tutelle russe fut sans doute conforme aux vœux de la population tout entière ; et, bien que l'on puisse alléguer que la nouvelle clause substituait un contrôle qui était tout aussi gênant et qui, malgré toutes les déclarations publiques, risquait d'outrepasser les désirs réels des Roumains, une différence essentielle n'en existait pas moins : le Concert était beaucoup plus éloigné, moins capable d'agir promptement, moins uni et harmonieux : il ne tarda pas à révéler son impuissance à empêcher le cours naturel des événements.

Par les articles XXIII-XXVII, la Porte s'engageait à accorder aux Principautés « une administration indépendante et nationale, ainsi que l'entière liberté de religion, de législation, de commerce et de navigation ». Une Commission européenne, comprenant un représentant turc, devait se rendre sans tarder à Bucarest pour y mener une enquête sur la situation dans les Principautés et « proposer les bases de leur organisation future ». Dans chaque province des « Divans Ad Hoc » devaient être réunis dans le plus

bref délai. Ils devaient être constitués sur « la plus exacte représentation des intérêts de toutes les classes de la société », et avoir pour tâche « d'exprimer les volontés de la population en ce qui concernait l'organisation définitive des Principautés ».

Les décisions finales devaient être résumées d'une Convention signée à Paris par les Puissances signataires et devaient ensuite bénéficier de la garantie collective de celles-ci. Une armée nationale était autorisée, capable de coopérer avec la Porte « contre toute agression étrangère ». Dorénavant, aucune intervention militaire extérieure ne pouvait intervenir sans un accord préalable entre les Puissances. Enfin, par l'article XXXI, l'évacuation devait suivre la ratification.

Ces clauses et les stipulations parallèles concernant la Serbie, provoquaient des changements fondamentaux dans les relations de la Porte avec ses trois vassaux du Nord. En mettant un terme à la situation privilégiée de la Russie, en tant que Puissance protectrice, la Convention lui substituait un système nouveau et totalement illogique. La souveraineté turque était théoriquement restaurée, mais, en pratique, elle était étroitement limitée de toutes parts. Par exemple, en Serbie, les droits souverains de la Porte étaient confirmés bien qu'ils fussent placés sous la garantie des Puissances. La Porte était autorisée à maintenir certaines garnisons et, pourtant, elle devait renoncer à son droit d'intervention armée. C'était un pis-aller qui, manifestement, ne pouvait durer; il échoua en Roumanie plus tôt qu'en Serbie. Pourtant, ces demi-mesures représentaient un nouveau point de départ diplomatique; car le droit de libre disposition nationale — terme moderne qui n'était pas encore en vigueur — y était au moins tacitement reconnu. Les vœux des Roumains étaient proclamés comme le facteur décisif. On se trouvait dans une atmosphère très différente de celle du Congrès de Vienne, où l'on disposait des peuples, les échangeant et les divisant, selon la volonté des souverains sans le moindre simulacre de consultation. Napoléon III mettait, bien entendu, un point d'honneur national à éviter autant que possible la tradition de 1815. Néanmoins, il s'inspira de la procédure de Vienne en acceptant le second traité du 15 avril 1856, en vertu duquel les trois Puissances, la France, l'Angleterre et l'Autriche, comme si elles se méfiaient des décisions du traité majeur, s'engageaient à garantir collectivement l'intégrité turque. Ce dernier

traité n'avait aucun sens à moins que la Russie ne fût directement visée et, presque dès le premier jour, il resta lettre morte. Son contenu fut révélé par Napoléon lui-même au comte Orlov, avec qui il se trouvait activement en rapport pour établir un rapprochement. Le résultat le plus frappant du Traité de Paris fut l'amélioration rapide des relations franco-russes, qui étaient restées tendues depuis la chute de Charles X en 1830 et le refroidissement non moins marqué des sentiments de Napoléon envers la Turquie, comme ses conversations avec Lord Cowley (1) et, plus tard, avec le Prince Consort (2) le révélèrent.

Le Congrès de Paris, en essayant de trouver une solution durable à la Question d'Orient, sous les auspices du Concert, avait cru bon de remettre le problème épineux de l'unité roumaine à une décision ultérieure ce qui, immédiatement, attira l'attention de toute l'Europe. Peu de temps après, il apparut nettement que l'avocat principal des Roumains était Napoléon III, que celui-ci avait gagné la Russie à sa cause, que la Sardaigne, à la fois par principe et pour des raisons d'avenir, garantissait son appui, et que la Prusse restait bénévolement, bien que faiblement, neutre, prête même dans certains cas à suivre la Russie. L'opposition à l'Union venait de trois Puissances. La Turquie acceptait mal son démembrement progressif par ses propres alliés et resta insensible à l'argument un peu grossier que la libre Roumanie formerait pour elle un rempart contre la Russie. L'Angleterre poursuivait toujours le fantôme de la réforme turque et croyait avec Palmerston que « les Principautés Unies constitueraient un terrain propice à l'intrigue russe et non une barrière contre la Russie (3). L'Autriche faisait tout pour empêcher l'Union, en partie par crainte de sa répercussion sur ses propres sujets roumains, en partie, parce qu'elle espérait encore convertir l'occupation militaire en possession politique.

(1) Cowley à Clarendon, 28 décembre 1856, cit. W. G. East, *Union of Moldavia and Wallachia*, p. 1.
(2) Martin, *Life of Prince Consort*, IV, p. 99-102.
(3) Palmerston à Clarendon, 8 juillet, cité par Riker, *op. cit.*, p. 61.

BELGRADE ET L'ILE DES SERPENTS

Le Concert fut ainsi troublé par des dissensions dès le début et la situation fut encore aggravée par la difficulté que l'on éprouva à délimiter la nouvelle frontière entre la Moldavie et la Russie. On découvrit que les cartes dont on s'était servi au Congrès étaient inexactes. Il avait été stipulé que la frontière devait passer « au Sud de Bolgrad » et on constata alors qu'il existait deux Bolgrad tout à fait différentes, à une certaine distance l'une de l'autre, dont l'une servait les intérêts russes, l'autre les intérêts turcs. En outre, l'« Ile des Serpents », faisant face à la bouche septentrionale du Danube, avait été totalement oubliée ; des soldats de la marine russe l'avaient occupée et y avaient hissé le drapeau impérial. La querelle sur ces deux points, en eux-mêmes insignifiants, mais symboliques de problèmes plus importants, menaça pendant quelque temps de diviser l'Europe en deux camps hostiles et se prolongea interminablement. L'obstination avec laquelle le chancelier russe Gorchakov revendiquait la Bolgrad plus méridionale, était sans doute due à l'espoir de rompre l'alliance franco-britannique, espoir basé sur le voyage à Moscou du duc de Morny, frère consanguin de Napoléon et son agent de confiance.

Ces retards et ces discordes suscitèrent les plus grandes inquiétudes, dans les deux Principautés, qui craignaient, non sans raison, un conflit européen sur leur propre territoire (1).

LES INTRIGUES CONTRE L'UNION

Entre temps, les deux Princes fugitifs étaient revenus à Bucarest et à Jassy au début de 1856 et s'étaient mis à la tête du mouvement pour l'Union. Un comité d'agitation fut fondé en Moldavie sous les auspices de Grégoire Ghica. Son but avoué était l'Union sous un prince étranger. Mais ceci ne servait guère les

(1) Pour l'histoire de la période critique de 1856-59, le lecteur est prié de consulter spécialement T. W. Riker, *The Making of Roumania*, et W. G. East, *The Union of Moldavia and Wallachia*, qui, tous deux, font état de documents jusqu'ici inédits, provenant des Archives britanniques, françaises et autrichiennes.

intérêts de la Porte qui tira parti du fait que les clauses du Règlement Organique et les conventions russo-turques subséquentes restaient valables jusqu'à ce que la Commission européenne eût publié son nouveau projet. Par la Convention de 1849, le septennat des deux Princes devait expirer en juillet 1856 ; la Porte, au lieu de le prolonger, nomma deux caimacams, ou régents, doués des pleins pouvoirs princiers. Alexandre Ghica en Valachie était — pour employer les termes mêmes du consul français Béclard — « un vieillard fatigué et aigri, presque tombé en enfance » (1) « mais il jouissait de l'appui tout-puissant de Colquhoun et de Lord Stratford. Théodore Balş, nommé en Moldavie, appartenait à une éminente famille de boyards, mais était le chef du parti séparatiste ou austrophile, et il devait son succès, disait-on, à une gratification de 80.000 ducats (presque 1 million de francs) versée à la Porte (2). Balş, qui avait en même temps acheté une demi-promesse au trône moldave, ne tarda pas à remplacer tous les préfets par ses propres créatures, à supprimer la liberté de la presse, à fermer l'Académie de Jassy et d'autres écoles et à choisir ses ministres parmi les adversaires de l'Union. Il fut aidé activement par le consul autrichien, Gödel, qui jouissait d'une situation privilégiée, grâce à la présence d'une armée d'occupation autrichienne. Jusqu'au dernier moment, le Gouvernement autrichien ajourna l'évacuation, espérant trouver un prétexte pour rester. Mais la France demeurait inflexible sur ce point et l'attitude de la Russie, qui refusa nettement de faire partie de la Commission européenne avant que toutes les troupes étrangères eussent été rappelées des Principautés, contribua à vaincre la résistance de l'Autriche. Lorsqu'en janvier 1857, les Puissances mirent enfin terme à la querelle de frontière, l'Autriche ne put, plus longtemps, se dérober à ses engagements et, à la fin du mois de mars, ses dernières troupes quittèrent la Moldavie. Le parti des unionistes grandissait alors de jour en jour, spécialement après le retour des exilés politiques de Paris, résul-

(1) Béclard à Thouvenel, 15 juillet 1856. Thouvenel, *Trois Années de la Question d'Orient*, p. 19.

(2) Sturdza, *Acte şi Documente*, II, n° 501, p. 1104 (lettre de Balş, confirmant le paiement de 10.000 ducats par son cousin Théodore à Adossides, secrétaire d'Ali Pacha). Selon Victor Place, cette somme fut versée par l'entremise de la banque de Zafiri et Vlasto à Constantinople.

tat de l'intervention directe de Napoléon auprès de la Porte.

Après la défaite diplomatique de l'Autriche, la question roumaine se transforma de plus en plus en un duel peu édifiant entre les représentants français et anglais en Turquie. Napoléon s'était maintenant voué de tout cœur à la cause de l'Union et ordonnait à son ambassadeur, Édouard Thouvenel, de faire tout ce qu'il pourrait pour la mener à bien « avec ou sans le consentement de la Porte (1) ». Thouvenel, lui-même, ne croyait pas à la cause roumaine et ne pouvait s'expliquer l'attitude de l'Empereur que par le fait que celui-ci « désirait en venir aux questions du Pô soulevées sur le Danube (2) ». Mais il exécutait, bien entendu, les ordres reçus et il le faisait avec une chaleur et un enthousiasme croissants, en raison de l'irritation extrême qu'éveillait en lui l'attitude autocratique de son collègue anglais — « ma plaie particulière » comme il l'appelait. On devine à quel point Napoléon s'était engagé d'après une note écrite de sa main sur une dépêche de Thouvenel — « Insistez pour obtenir l'aide de Reshid pour l'Union. Ne rien ménager pour arriver à ce résultat (3). » Donc, pendant que Stratford et ses subordonnés, Alison, Colquhoun et d'autres, encourageaient activement la Porte contre l'Union, Thouvenel travaillait non moins énergiquement dans le sens opposé et les consuls français, Béclard à Bucarest et, plus encore, Victor Place à Jassy, étaient les principaux points de ralliement de l'agitation unioniste. Le baron Talleyrand-Périgord, délégué français à la Commission européenne, allant à Constantinople, se vit, à Bucarest, l'objet de démonstrations publiques en faveur de l'Union et de Napoléon III considéré comme le libérateur de la Roumanie. Pour achever le tableau des agents rivaux, Sir Henry Bulwer, le collègue anglais de Talleyrand, fut traité par Lord Stratford avec une insolente réserve et une scène violente se déroula entre les deux hommes lors d'une séance de la Commission, à la satisfaction à peine dissimulée du parti français.

En avril 1856, Walewski avait écrit de la Conférence à Thouvenel que l'Angleterre « qui, tout d'abord, avait hésité, désirait l'Union » et que l'Union était en « odeur de sainteté à Windsor (4) ». Mais

(1) Walewski à Thouvenel, 5 avril 1856. *Trois Années*, p. 8.
(2) Thouvenel à Benedetti, 25 avril 1857, *ibid.*, p. 99.
(3) *Acte şi Documente*, IV, nº 977 : 2 avril 1857.
(4) *Trois Années*, p. 7-8.

l'indécis Clarendon informa Cowley que le Cabinet avait changé d'avis et qu'il soutenait maintenant que « les conséquences nuisibles de l'Union contrebalanceraient fortement tous les avantages qu'elle pourrait apporter (1) ». En septembre, il notifiait déjà à Colquhoun, à Bucarest, que l'Angleterre désapprouvait l'Union sous le Gouvernement d'un Prince étranger ou national et qu'elle s'y opposerait « par tous les moyens qu'elle pourrait légitimement employer (2) ».

En février 1857, lorsque le *Moniteur officiel* annonça que Napoléon croyait fermement en l'Union et qu'il espérait que les Puissances l'accepteraient, le Cabinet britannique fut indigné et Clarendon, à la Chambre des Lords, fit une allusion directe à l'accord entre les Puissances et exprima le vœu que rien ne fût fait pour influencer l'opinion roumaine avant que les Divans eussent eu le temps de se réunir. Cowley, après avoir fait des remontrances à Walewski, écrivit qu'il était « difficile de discuter avec Sa Majesté, car sur cette question, au moins, sa philanthropie excède de loin son respect des traités (3) ». A peine une semaine plus tard, Napoléon, au Conseil législatif, confirma sa confiance en l'Union. Entre temps, Stratford avait agi plus activement que jamais auprès de la Porte et avait prouvé de façon éclatante sa grande influence auprès du Sultan en provoquant la chute du grand-vizir francophile, Ali Pacha, qu'il fit remplacer par une de ses créatures, Reshid Pacha. Le même jour, il avait remis au dégénéré Abdul Medjid l'insigne de la Jarretière, sur l'ordre de la reine Victoria.

La situation se compliqua encore après la mort subite de Théodore Balş, le 1er mars 1857. Pour lui succéder, la Porte nomma Nicolas Vogorides, fils de l'ex-prince de Samos, qui avait joui de la faveur du sultan Mahmud. Le nouveau caimacam était de race bulgare, mais entièrement hellénisé et, comme toute sa famille, entièrement soumis à la Porte. Son frère, Aleko Pacha, fut le premier Gouverneur de la Roumélie orientale en 1878 : son beau-frère, Musurus Pacha, fut, pendant de longues années, ambassadeur de Turquie à Londres, et son autre beau-frère, Jean Photiades était un Phanariote type qui fut agent moldave auprès de la Porte. Il était lui-même né en Moldavie, avait épousé la fille du célèbre

(1) 22 août, cité par Riker, *op. cit.*, p. 61.
(2) 9 septembre, cité par Riker, p. 73.
(3) Cowley à Clarendon, 12 mai, cit. East, *op. cit.*, p. 201.

boyard moldave, le poète Nicolas Conachi, et avait été ministre des Finances sous le gouvernement de Balş, bien qu'il sût à peine un mot de roumain, et ne fût aucunement dévoué aux intérêts roumains. Il dut sa nomination en grande partie au fait que la France avait refusé quatre candidats autrichiens et que lui-même avait habilement persuadé Victor Place de le recommander à Thouvenel (1), s'engageant par écrit à ne pas s'opposer au mouvement unioniste. Mais, à peine fut-il nommé, qu'il leva le masque et déclara qu'il ne soutiendrait l'Union que s'il était convaincu qu'elle représentait le vœu général du peuple roumain. Il s'acharna alors à agir dans le sens opposé, supprimant les journaux unionistes, interdisant les comités et réunions, publiant de faux programmes au nom de l'opposition et supprimant leurs réfutations. Devenu plus téméraire, il fit procéder à de nombreuses arrestations.

A Jassy, une lutte ouverte avait éclaté entre les consuls français et autrichien. Les mesures extrêmes auxquelles Vogorides et ses instigateurs à Constantinople se livrèrent nous sont révélées par la lettre de reproches et de menaces que le patriarche grec fut obligé d'écrire au métropolite de Moldavie, loyal adhérent de l'Union et ami de Place. Comme cette lettre restait sans résultat, Safvet Effendi, le commissaire turc à Jassy, flatta bassement le métropolite, « lui baisant les mains plusieurs fois, jusqu'à ce que le prélat, pensant que Safvet était un chrétien habillé *à la turque*, lui donnât sa bénédiction que l'autre accepta pieusement (2) ». C'était un cas de guerre à outrance et les Français n'avaient pas de ménagements envers leurs vils adversaires. Grâce aux efforts de Dimitri Rallet, un des chefs du Comité unioniste central à Jassy, et par l'entremise de la propre sœur du caimacam, une série de documents secrets furent dérobés et remis à Place. Leur contenu était très compromettant pour Stratford, Alison et Prokesch, qui furent démasqués comme ayant encouragé Vogorides dans sa politique de répression. L'attitude de Photiades, Musurus et Gödel y était aussi nettement dénoncée. Par exemple, Aleko prévenait son frère que l'Angleterre ne permettrait pas la réalisation de l'Union même si les deux Divans

(1) Texte dans : *Acte şi Documente*, IV, nº 871 (2 mars 1857 de la main de Vogorides lui-même) et dans Emmerit, *Victor Place*, p. 46.
(2) Place à Thouvenel. Thouvenel, *op. cit.*, p. 97.

la votaient et il lui conseillait de « suivre aveuglément le consul Gödel en dépit de ses erreurs » ; tandis que Photiades reproduisait les instructions que lui avait données la Porte d'agir activement contre l'Union, mais en secret et sans révéler qu'il en recevait l'ordre (1). Thouvenel put aller trouver le grand vizir, Reshid, et lui apporter les preuves de sa perfidie ; ce dernier montra « un embarras extrême » et fit des promesses peu sincères. Thouvenel eut l'impression très nette que « le véritable protecteur de Vogorides est Lord Stratford (2) ».

Reshid n'était en réalité qu'un instrument dans les mains de Stratford, qui affectait de le considérer comme un grand homme et qui approuvait le choix de son propre fils, Ali Ghalib Pacha, beau-frère du Sultan, comme ministre des Affaires étrangères. L'abîme creusé entre les deux ambassadeurs apparaît dans la remarque méprisante de Thouvenel, disant que le nouveau ministre serait mieux adapté, moralement et physiquement, au poste de nain de Cour (3). Entre temps, Stratford avait dit à Clarendon que la crainte de la France qu'éprouvait Reshid était « tout à fait puérile. Ce n'est qu'en faisant le croquemitaine que je peux le faire marcher (4) ». Thouvenel n'exagérait pas en disant à Paris que Stratford « a fait de la séparation des Principautés et du maintien de Vogorides une question personnelle », et « qu'il est devenu plus par ses défauts que par ses mérites, la sixième Grande Puissance d'Europe (5) ».

LES ÉLECTIONS ROUMAINES

En Valachie, le parti national devenait chaque jour plus fort : Ghica était trop faible et trop timoré pour arrêter le mouvement et son propre neveu, préfet de Police, n'était pas défavorable au parti national. Les grands boyards avaient leurs propres intérêts oligarchiques à défendre, mais parmi eux se trouvait un petit nombre d'individus éclairés tels que Filipescu, Crețulescu, Florescu,

(1) Bamberg, *Gesch. des orientalischen Angelegenheit*, p. 303.
(2) Thouvenel à Walewski, 1er juillet. *Acte şi Documente*, V, n° 1419. Voir également *ibid.*, IV, nos 1063, 1138, 1143, 1150 (lettres interceptées de Photiades).
(3) Thouvenel à Walewski, Thouvenel, *op. cit.*, p. 100.
(4) 25 mai, cité par Riker, p. 105.
(5) 1er juillet à Benedetti. Thouvenel, *op. cit.*, p. 125.

Cartagiu, qui, avec les deux ex-Princes, Ştirbei et Bibescu, s'attachaient à faire du Divan une réalité pour l'avenir. L'influence de Béclard l'emportait sur celle de Colquhoun, qui était d'ailleurs sur le point de prendre sa retraite et l'arrivée de la Commission à Bucarest donna aux Français une position prédominante. Mais, dès le début, la Moldavie était devenue la clef de la situation. En cas d'Union, Jassy aurait manifestement plus à perdre que Bucarest et tous les arguments possibles dans ce sens furent émis contre les unionistes. Mais Vogorides et les Turcs ne furent pas assez sots pour se contenter de simples arguments. Une tentative systématique fut faite pour falsifier les élections et l'on calcula que si le coup réussissait en Moldavie, la Valachie serait obligée de suivre le mouvement. Les registres furent délibérément altérés, de façon à exclure la majorité des unionistes et des disqualifications en masse furent opérées afin de rendre le résultat plus certain.

M. Riker a exhumé des Archives de Vienne un rapport de Gödel à Buol, contenant cette phrase : « Je veillerai personnellement à ce que tous les noms soient enlevés qui ne seraient pas pleinement justifiés selon le firman (1). » « Dans des États comme les Principautés et en face d'adversaires sans scrupule, tout moyen doit nous sembler bon (2) », écrivait le chef de Gödel, l'internonce Prokesch, deux mois plus tard. Tout commentaire serait superflu.

Il était relativement facile d'employer de telles méthodes dans un pays où les registres et les statistiques constituaient une nouveauté, où il n'existait aucune tradition de pratique et de compétence administratives et où les méthodes arbitraires prévalaient. Des revendications furent présentées à la Commission européenne de Bucarest concernant ces mesures illégales, mais Vogorides passa outre et continua d'agir selon les ordres privés du grand vizir, toujours encouragé par Lord Stratford et par le baron Prokesch.

Les élections moldaves, qui eurent lieu le 19 juillet, constituèrent un tel scandale public que le métropolite de Moldavie refusa d'y prendre part et qu'Alexandre Cuza, préfet de Galaţ, renonça à

(1) Cf. le rapport de Place à Thouvenel, 25 mars 1857 (Sturdza, *Acte şi Documente*, IV, nº 943), décrivant avec détails les efforts de Balş au mois de décembre précédent, en conjonction avec Gödel pour trouver un ministre de l'Intérieur prêt à « faire » les élections, et les doutes des deux ministres choisis, Nicolas Cantacuzène et Istrati, quant à la possibilité de succès.

(2) 26 mars et 13 mai, cité par Riker, *op. cit.*, p. 99, 102.

son poste sous prétexte des concussions auxquelles s'étaient livrés à son insu dans sa propre province le caimacam et ses agents. Une majorité anti-unioniste fut obtenue parce que trois cent cinquante grands propriétaires seulement sur deux mille, et deux mille deux cent soixante-quatre petits propriétaires seulement sur vingt mille, et onze membres des professions libérales purent avoir le droit de voter ; en d'autres termes, 11 % seulement des électeurs déjà réduits, vingt-neuf prêtres sur trois mille deux cent soixante-treize et cinq archimandrites sur quarante-huit votèrent (1). M. Alison, premier secrétaire de Lord Stratford, fut envoyé à Jassy pour y observer la situation et il fut tout naturellement accusé d'avoir pris une part active à la préparation des élections (2), ce qui accrut encore le scandale. Son parti pris, ou son manque de jugement, nous est révélé par le fait qu'il relata à son chef que les élections, sans être parfaites, avaient été « conduites avec la régularité et la correction habituelles (3) ». Il semble de plus avoir annoncé ouvertement que Stratford ne permettrait pas leur annulation (4).

Ces élections soulevèrent l'indignation universelle, qui s'exprima contre la suzeraineté turque et créa même un courant inverse de sentiment en faveur de la Russie. Le délégué français à la Commission, le baron Talleyrand, dit à Safvet Pacha : « Vous auriez pu avoir une Égypte chrétienne ; vous avez préféré une Pologne roumaine. De concert avec Vogorides, Liehmann et Bulwer (5), vous travaillez pour l'Empereur de toutes les Russies. » Entre temps, Thouvenel avait été très actif auprès de la Porte, réussissant même à retarder l'élection d'une quinzaine de jours et à faire ordonner la révision des registres d'accord avec la Commission ; mais Stratford et Prokesch protestèrent immédiatement auprès de Reschid, et le répit de quinze jours fut réduit à une semaine (6). « Si l'on ne bride pas Thouvenel, écrivait Stratford à Clarendon, il nous piétinera

(1) *Acte şi Documente*, V, nº 1573 ; Thouvenel, *op. cit.*, p. 133.
(2) Thouvenel, *op. cit.*, p. 135.
(3) Cité par Riker, *op. cit.*, p. 117.
(4) *Acte şi Documente*, V, nº 1578, Place à Walewski, 2 juillet 1857.
(5) Les délégués autrichiens et britanniques, *Acte şi Documente*, IV, nº 1134 (Talleyran l à W lewski, 4 mai 1857). Talleyrand, dans ce même rapport, écrivit : « Je ne sais pas qui a inventé M. Vogorides, mais ce que je puis assurer c'est que, parmi tous les choix que pouvait faire la Porte, celui-là était le plus malencontreux pour elle. »
(6) « Le Grand Vizir a dit à l'ambassadeur français que vous aviez été la cause de sa rupture de parole » écrivit Clarendon à Stratford, 28 juillet, cit. East, *Union of Moldavia and Wallachia*, p. 123. Ceci révèle que Paris avait officiellement porté plainte à Londres et que Londres avait été forcé d'admettre le bien-fondé de la plainte.

sans pitié ». Entre temps, il continuait lui-même à intimider Reshid et à s'acharner contre l'Union. Pour entretenir les relations amicales avec l'ambassadeur de France, alliée de l'Angleterre dans la récente guerre, il eut l'idée de donner un grand banquet et une réception le jour de l'anniversaire de Waterloo.

Ces nouvelles soulevèrent de vives protestations à Paris et Thouvenel reçut l'ordre de Napoléon d'exiger l'annulation immédiate des élections sous prétexte d'illégalité. Le 28 juillet, l'ambassadeur français, soutenu par les représentants de la Russie, de la Prusse et de la Sardaigne, présenta à la Porte un véritable ultimatum et reçut la réponse évasive et peu sincère que la Turquie, comme co-signataire du Traité de Paris, ne pouvait procéder à l'annulation de sa propre autorité, mais devait soumettre la question à une nouvelle Conférence des Puissances. Thouvenel, armé de la correspondance dérobée dont nous avons déjà parlé, insista pour avoir une audience avec le Sultan, audience qui fut suivie du renvoi de Reshid et de l'accession au pouvoir d'Ali et de Fuad. Mais ces nouveaux venus même ne proposèrent que de convoquer les deux caimacams à Constantinople, ce que Thouvenel rejeta comme mesure insuffisante. Il y eut une lutte ouverte entre les deux groupes de Puissances. Thouvenel demanda son passeport le 6 août et s'embarqua dramatiquement sur un bateau de guerre français. Les trois autres ministres, au même instant, rompirent toutes relations diplomatiques avec la Porte. A ce moment même, le Cabinet britannique, sur les instances de Palmerston, avait conseillé à la Porte « d'opposer une fin de non recevoir à cette demande arrogante comme contraire à l'engagement des Puissances de respecter l'indépendance du Sultan (1) ». Le 3 août, Palmerston écrivit lui-même à l'ambassadeur français, Persigny : « Nous sommes prêts à toutes les éventualités, aussi pénibles qu'elles soient (2). » Fort heureusement pour la paix générale, l'opinion anglaise était absorbée par la révolte aux Indes et les éléments les plus sains du Cabinet purent calmer le premier ministre chauvin. D'ailleurs, la visite officielle de Napoléon III et d'Eugénie à la reine Victoria et au prince Albert, à Osborne, déjà fixée au

(1) 30 juillet 1857, cité par East, *op. cit.*, p. 123.

(2) Palmerston à Persigny, cité par Riker, p. 130 : cf. le mémorandum du prince Albert du 6 août, *Life of the Prince Consort*, par Martin, IV, p. 105. Napoléon se plaignit de la « violence » de Palmerston.

6 août, fut presque providentielle — Lord Clarendon lui-même présenta à la Reine cet événement comme « politiquement un bienfait de Dieu (1) ». De longues conversations entre les souverains et leurs principaux ministres amenèrent un heureux compromis — heureux du point de vue de la paix intérieure, bien que pour la Roumanie il signifiât une tentative suprême pour repousser la marée montante. L'Empereur ne cacha pas qu'il « n'éprouvait aucune sympathie pour une aussi misérable racaille que les Turcs (2) », mais que l'amitié de l'Angleterre constituait le but suprême de sa politique. Il n'insista donc pas plus longuement pour « l'Union totale et le Prince étranger — projet que nous considérons être le meilleur (3) » ; l'Angleterre de son côté consentait à se joindre à la demande présentée à la Porte concernant l'annulation des élections moldaves et la révision des registres. Fait plus important, l'Angleterre acceptait que les deux Principautés, quoique non unies, obtinssent « des institutions similaires organiques » et « un commun système pour tout ce qui concernait l'administration civile et militaire (4) ».

Palmerston, dont Napoléon avait critiqué le langage violent auprès du prince consort (il avait, dit-il, interdit à Persigny de lui communiquer à l'avenir les lettres de Palmerston) (5), avait accepté le compromis, tandis que Clarendon s'était finalement prononcé contre l'autoritaire Stratford.

STRATFORD ET THOUVENEL

On peut juger jusqu'où l'ambassadeur s'était permis d'aller par ce fait que, bien qu'il eût reçu l'ordre par télégramme le 11 août de demander l'annulation des élections à la Porte, il refusa d'obéir à ces instructions pendant onze jours et attendit même encore cinq jours après que Prokesch eût reçu des instructions semblables de Vienne (6).

(1) La reine au roi Léopold, 12 août, Martin, *op. cit.*, IV, p. 95.
(2) Mémorandum du Prince Consort du 6 août. Martin, IV, p. 102.
(3) Walewski à Bourqueney, 9 août, cité par Riker, *op. cit.*, p. 135.
(4) Extrait du texte dans East, *op. cit.*, p. 131.
(5) Martin, *op. cit.*, IV, p. 105.
(6) On trouvera les extraits complets dans East, *op. cit.*, p. 140-144. Un collègue au Quai d'Orsay ne se trompait guère en écrivant à Thouvenel que « Lord Stratford est évidemment le véritable auteur de la crise » (Thouvenel, p. 164). Il cite d'ailleurs Clarendon qui en parlant à Persigny aurait traité Stratford de « ce vieux maniaque ». (*Ibid.*, p. 165.)

Il n'entreprit les démarches nécessaires auprès de la Porte qu'après avoir reçu un nouveau télégramme péremptoire de Clarendon; et le fait que la Porte se soumit immédiatement et ordonna l'annulation le 22 août, prouve bien que Stratford était responsable du retard de l'accord. Ainsi que l'écrivit à Cowley Clarendon indigné : « Stratford semble vouloir à tout prix nous battre et il pense, me semble-t-il, que son triomphe personnel dans cette lutte serait obtenu *à bon marché* en divisant l'Europe en deux camps hostiles et en scellant une alliance entre la France et la Russie, fondée sur l'écrasement définitif des Turcs (1). » Cette remarque du secrétaire des Affaires étrangères sur son propre ambassadeur, dépasse de beaucoup même les jugements portés par Clarendon, Aberdeen, Graham et Herbert sur le même ambassadeur à la veille de la Guerre de Crimée. Mais cette fois, Clarendon ne se plaignit pas seulement aux autres; il déclara à Stratford lui-même que les raisons qu'il donnait pour l'ajournement étaient « insuffisantes » et écrivit : « Vous semblez vouloir nous créer autant d'ennuis que ce cas peut en comporter puisque la Porte suit exactement vos conseils (2). »

A l'époque, on tendit à répartir également le blâme sur Stratford et Thouvenel : Londres et Paris, accordant à leur représentant respectif le bénéfice du doute. Depuis que la correspondance diplomatique a été publiée, il n'est plus possible de nier la responsabilité plus grande de Stratford, dont les rapports avec Thouvenel n'auraient pas été aussi fâcheux s'il n'avait déjà exaspéré au plus haut degré, l'un après l'autre, au moins quatre des prédécesseurs de Thouvenel, de Lacour, Sabatier, Baraguay-d'Hilliers et Benedetti contre leur allié le plus proche. Comme l'écrivit Benedetti longtemps après : « Ses collègues étaient ses ennemis. » La preuve la plus manifeste de la conduite impardonnable de Stratford se trouve dans le fait que les Turcs eux-mêmes souhaitaient son rappel et que, lorsque des rumeurs relatives à la chute imminente d'Aberdeen se propagèrent à Constantinople, Ali Pacha donna sur-le-champ l'ordre secret à son ambassadeur à Londres de faire tout ce qu'il pourrait pour obtenir un changement d'ambassa-

(1) Deux lettres du 20 août, Maxwell, *Life of Clarendon*, II, p. 147.
(2) 9 septembre, cité par East, *op. cit.*, p. 143.

deur (1). Thouvenel, il faut le répéter, n'avait ni confiance dans la cause roumaine, ni sympathie pour elle, mais il suivit strictement les ordres de Napoléon (2).

L'OPINION ANGLAISE ET LA ROUMANIE

On a souligné l'attitude officielle de l'Angleterre dans cette affaire pour deux raisons (3). D'abord, la querelle roumaine, mit pendant quelque temps en péril l'alliance de l'Angleterre et de la France, récemment scellée par la collaboration militaire et aurait pu très facilement entraîner l'Europe entière dans une guerre. Ensuite, c'est un devoir moral pour l'historien de rendre leur véritable figure à des événements qui, pendant deux générations, ont été trop mal connus et qui prouvent le point de vue injuste de l'opinion anglaise dans la Question d'Orient, spécialement en ce qui concerne la Serbie et la Roumanie vers le milieu du siècle dernier. Le libéralisme anglais, qui joua un rôle si important dans le mouvement de l'indépendance italienne, fut influencé de l'autre côté de l'Adriatique, par de pauvres considérations d'intégrité territoriale turque et de commerce britannique dans le Levant et abandonna à leur destin tous les peuples chrétiens du Proche-Orient. Le seul homme d'État anglais qui ait soulevé à cette époque le problème roumain fut Lord Dudley Stuart, champion fidèle de la Pologne, qui, médiocrement informé des problèmes danubiens, les considérait surtout du point de vue de l'agression russe. Sa motion du 22 mars 1849 à la Chambre des Communes fut inspirée par la crainte que l'occupation des Principautés ne fût « le premier pas vers le démembrement turc ». Le débat, auquel prirent part Disraëli et Urquhart, fut orienté d'abord vers la défense de la Turquie contre la Russie et en second lieu seulement vers les droits des Roumains (4).

(1) Benedetti, *Essais diplomatiques*, II, p. 274 donne le texte de la lettre, datée du 12 février 1855. On lit dans un passage « Il suffit qu'un des représentants des autres puissances dise noir pour que lord Stratford dise blanc... Affaires extérieures, administration intérieure, patriarcat, tout est assujetti au contrôle de cet homme. »

(2) Voir ses lettres intimes d'avril et de juillet 1856 et de mars 1857. Thouvenel, *op. cit.*, p. 7, 11, 21, 29, 189.

(3) La façon dont le rôle de Stratford dans les affaires de Roumanie a été passé sous silence par M. S. Lane-Poole dans sa classique *Life of Lord Stratford* met en cause la valeur générale de l'ouvrage ; et il est regrettable que même miss Malcolm-Smith, dans sa récente biographie de Stratford (1933) n'insiste pas suffisamment sur ces faits.

(4) Hansard, CIII, p. 1134-52.

En octobre 1856, une réunion publique put être organisée à Brighton en faveur de la Roumanie, au cours de laquelle Dimitrie Brătianu prit la parole ; mais bien que des messages de sympathies eussent été envoyés par Brougham, Gladstone et Roebuck, elle n'eut aucun retentissement réel et l'opinion anglaise resta dans l'ignorance totale du problème roumain. Ce fut à Gladstone qu'incomba la tâche de défendre l'honneur de l'Angleterre dans cette question. Le 4 mai 1858, il présenta une motion à la Chambre des Communes demandant qu'on accordât une « juste valeur » aux vœux des Roumains, présentés par leurs représentants élus. Il insista sur le fait que « l'Union exprime le désir de presque toute la population » et qu'elle est son grand et suprême but. « C'est, ajouta-t-il, une question qui touche profondément les principes de la politique européenne, de la foi publique, et qui soulève des problèmes mettant en cause le bonheur de millions de nos frères humains » ; et il supplia la Chambre « de bien réfléchir, avant de décider que le sort de ces deux pays doit être réglé par des considérations autres que le bien-être du peuple » car ce serait là « un terrain dangereux et glissant ». Rappelant à la Chambre que le Sultan était le suzerain, mais non le souverain, des deux Principautés, il plaida avec une grande éloquence, déclarant : « Si vous voulez opposer un obstacle à la Russie, donnez à ces peuples la liberté et armez-les de la vigueur et de la prospérité que donne la liberté... Ne tergiversez pas avec eux (1). » Il est assez piquant que Gladstone ait été soutenu par Lord Robert Cecil son grand rival politique — comme trente ans plus tard, Lord Salisbury, — qui déclara que les Principautés n'étaient pas un territoire conquis et qu'elles ne pouvaient rester indéfiniment « un simple champ de discussion entre la Russie et la Turquie » et qui soutint que l'on avait là « l'occasion qui pourrait peut-être ne plus jamais se présenter d'établir ces institutions auxquelles nous devons notre propre bonheur (2) ». Gladstone fut également appuyé par Roebuck, qui déclara que ne pas aider la Moldavie et la Valachie dans leur « tentative de se libérer et de s'unir » équivaudrait à encourager le despotisme en Europe.

La réplique de Palmerston pendant ce débat illustre le point

(1) Hansard, CL, p. 45, 57, 59.
(2) *Ibid.*, p. 79.

de vue obstiné des hommes d'État anglais concernant la Turquie. Il déclara sans honte : si la Moldavie et la Valachie « avaient été des États séparés et indépendants, bien que nous eussions déploré l'invasion de leur territoire et l'anéantissement de leurs droits, les Puissances européennes n'auraient pas pris les armes... pour les défendre. C'était parce qu'elles formaient des avant-postes de l'Empire Turc et parce que leur envahissement constituait une menace pour son intégrité et son indépendance que nous estimions être essentielles aux intérêts de l'Europe », que la guerre de Crimée avait été faite, au moment où il était lui-même membre du Cabinet ». Il osa même affirmer que « l'influence étrangère était la cause de la grande agitation qui régnait dans les Principautés ». Il s'opposa à l'indépendance sous un prince étranger, sous prétexte qu'une telle nation ne pourrait éviter de devenir « vassale de l'un de ses puissants voisins » ou d'être partagée entre eux. L'indépendance serait donc contraire aux intérêts de la Roumanie et de l'Europe, aux clauses du Traité de Paris et constituerait « le premier pas vers le démembrement de l'Empire turc. Ce serait nous rendre ridicules, agir contrairement à toutes les règles de la politique que ce pays a suivi constamment depuis ces dernières années (1) ». Lord John Russell n'adopta pas les arguments de Palmerston sur ce point et, déclarant qu'une telle attitude « susciterait non seulement une déception mais une accusation de déloyauté », il suggéra que l'Angleterre s'opposât à l'élection d'un prince étranger, mais qu'elle soutînt un « Gouvernement et une législature nationales », convaincu qu' « un peuple libre, qui se gouverne lui-même... forme la meilleure barrière contre l'agression étrangère — barrière bien plus efficace que tout traité (2) ». Gladstone, à la fin des débats, ne céda pas et déclara : « Je demande pourquoi nous avons fait la guerre si, après la paix, violant nos engagements et décevant les espoirs que nous avons délibérément provoqués nous exaspérons un peuple qui ne pourra jamais conserver de relations normales avec la Turquie si on ne lui donne pas toute satisfaction (3). » Gladstone, parmi tous les hommes d'État anglais, a fait preuve de la plus grande prévoyance et a apprécié le plus justement la question roumaine.

(1) Hansard, CL., p. 85, 87.
(2) *Ibid.*, p. 95, 97.
(3) *Ibid.*, p. 105.

LES NOUVELLES ÉLECTIONS ET LA CONFÉRENCE DE 1858

L'annulation des élections fut accueillie avec délire dans les Principautés. Une retraite aux flambeaux fut organisée à Bucarest en l'honneur de Talleyrand et de Napoléon III et les protestations de Liehmann et de Bulwer adressées à Ghica restèrent sans effet. Bulwer envoya une lettre personnelle à Clarendon : « Il nous faut bien reconnaître que chaque citoyen de cette Principauté est ou prétend être pour l'Union des deux pays sous un prince étranger (1). » L'influence de Vogorides ne put résister à un tel ébranlement et Victor Place le décrivit avec joie comme « nullifié » (2). Aux nouvelles élections qui eurent lieu dans la seconde quinzaine de septembre, soixante-dix unionistes déclarés sur quatre-vingt-sept furent élus, six députés seulement s'étant déclarés francs adversaires de l'Union, les autres étant neutres. En Valachie, le résultat fut moins net, en raison d'une lutte étrange de factions entre les partisans de Ghica et ceux de Ştirbei, mais l'issue essentielle ne fut jamais compromise et Talleyrand écrivit à Paris dans l'enthousiasme du retour à la vie politique des « hommes de 48 ». « Les deux Divans siégèrent en octobre et, dans celui de la Moldavie, les Quatre Points » des libéraux furent soumis à la discussion et éloquemment exposés par Kogălniceanu. A ces quatre points : l'autonomie, l'Union, le prince étranger et le Gouvernement représentatif — fut ajouté un cinquième, la neutralité, et tous furent votés par quatre-vingt et une voix contre deux, au milieu de chaleureux applaudissements » (3). Dès le début, le ton fut élevé : « C'est le moment de prouver au monde qu'un sang noble coule dans nos veines (4). » Kogălniceanu, qui avait rédigé la demande d'Union, présenta aussi la pétition de quinze députés paysans qui demandaient la réforme agraire et une Assemblée législative et cela lui valut d'avoir à se défendre contre une accusation absurde de « communisme ». A la Diète de Valachie, les « hommes

(1) 4 septembre, cité par East, *op. cit.*, p. 144.
(2) Thouvenel, *op. cit.*, p. 169.
(3) Il faut noter en passant que la revendication de l'autonomie fut basée sur des références à une série d'anciens traités avec les Turcs qui étaient alors généralement reconnus comme authentiques, mais que la critique historique moderne a révélés faux.
(4) *Acte şi Documente*, VI, I, nº 1980.

de 48 » prirent l'initiative dès le premier jour ; l'Assemblée vota à l'unanimité les Quatre Points aux cris de « Vive la Roumanie ! » « Vive les Puissances Protectrices ! », et un mémoire fut adressé à la Commission. Place rapporte que de nombreux députés moldaves voulaient élire d'emblée un prince français mais qu'ils reçurent l'avertissement catégorique de Walewski que Napoléon ne le tolérerait à aucun prix. Clarendon aurait voulu que les Puissances prissent la responsabilité de la nomination du prince étranger, enlevant ce pouvoir aux Divans, mais Walewski refusa. Les Divans continuèrent à discuter un problème pour lequel ils n'avaient aucune compétence, jusqu'à ce qu'au début de janvier 1858 ils fussent dissous par la Porte à la demande des Puissances.

Élias Regnault, champion français dévoué de la cause roumaine, préconisa vivement une entente entre la Turquie et la France, « comme la Puissance la plus désintéressée » — par opposition « avec la feinte amitié de la Russie, l'arrogante opposition de l'Autriche, l'indifférence hostile de l'Angleterre ». Le but capital était l'Union sous la suzeraineté turque. Tout autre problème était secondaire et suivrait logiquement en son temps. Ce conseil judicieux fut adopté par les Roumains, tandis que la Porte restait sur sa position négative.

Entre temps, le destin de la Roumanie fut influencé par une série d'événements à la fois en Turquie et dans le monde international. A la vive inquiétude de Vienne, Napoléon III rencontra Alexandre II à Stuttgart le 25 septembre, et, suivant la même tactique qu'à Osborne, n'insistant pas sur l'élection d'un prince étranger, il s'assura la collaboration du tsar sur tous les autres points. Il isola ainsi, en fait, l'Angleterre et l'Autriche dans la Question roumaine. A la fin d'octobre, il est vrai, Thouvenel qui, à son retour, avait été aimablement reçu par le sultan et qui considérait que la chute de Reshid avait « consacré notre victoire (1) », reçut un dernier coup du vindicatif Stratford qui fit renommer Reshid grand vizir. Mais, cette fois, Reshid, qui avait déjà laissé entendre à Thouvenel qu' « il serait enchanté d'être débarrassé de son patron » (c'est-à-dire Stratford) (2) fit faire des avances

(1) A. Gramont, septembre. Thouvenel, *op. cit.*, p. 166.
(2) *Ibid.*, p. 182.

directes à Napoléon par Sefer Pacha (1). En décembre, le « Grand Elchi » rentra dans son pays laissant Alison comme chargé d'Affaires ; il comptait revenir bientôt. Mais, lors de la chute soudaine du Gouvernement Palmerston, en février 1858, il eut l'imprudence d'offrir sa démission, qui fut acceptée par le nouveau secrétaire des Affaires étrangères, Lord Malmesbury. Dans l'intervalle, au début de janvier, Reshid était mort subitement et la disparition de ces deux personnages laissa Thouvenel maître de l'arène avec l'espoir que « le vieux matadore » n'y reviendrait plus jamais. Après un temps, pendant lequel Talleyrand s'éleva contre les « stériles lenteurs » de la Commission (2), Sir Henry Bulwer, bête noire de Lord Stratford, fut nommé ambassadeur et, bien que d'un caractère assez impérieux — mais différent de son prédécesseur — et adversaire de l'Union, il ne put arrêter le cours des événements. Le serpent, disait Thouvenel, bon observateur, remplaçait le lion (3). La politique turque se trouvait de nouveau dans les mains d'Ali et de Fouad, qui faisaient toute l'obstruction qu'ils le pouvaient, mais qui étaient dans l'ensemble soumis à la France.

Le 22 mai 1858, la Conférence ajournée se tint à Paris pour étudier le rapport de la Commission et pour établir une Convention définitive. Walewski, Cowley et Hübner représentaient leurs trois pays, mais la personnalité la plus intéressante était celle du délégué russe Kiselev, à qui la Roumanie devait sa première constitution moderne et qui maintenant, près de trente ans plus tard, devait prendre part à sa transformation. Dès le début, Walewski, soutenu par Kiselev, se montra partisan de l'Union sous un prince étranger, mais il n'insista pas trop vivement devant l'opposition autrichienne et turque et se contenta de proposer un plan de Parlement central pour « les Principautés Unies ». Hübner s'opposa même à un nom et à un drapeau communs et proposa qu'on se contentât d'une révision du Règlement actuel. Cowley était dans une position très difficile entre deux adversaires résolus et il prévint Londres que Napoléon était prêt à provoquer la rupture de la Conférence,

(1) En réalité comte polonais nommé Koscielsky qui avait pris d'abord la nationalité française, puis la turque et qui s'était converti à l'Islamisme.
(2) « Nos stériles lenteurs » 8 janvier 1858 à Walewski, *Acte şi Documente*, VII, nº 1986.
(3) Thouvenel, *op. cit.*, p. 327.

et que, lors d'une partie de chasse à Fontainebleau, il avait eu à défendre l'Angleterre contre les reproches de l'Empereur. Le point de vue négatif et indécis des hommes d'État anglais sur le problème apparaît dans ce fait que Clarendon et Malmesbury s'entendirent pour prêter à Paris « un plan pour établir et perpétuer l'anarchie au moyen d'une République oligarchique (1) ».

Finalement la Porte elle-même se montra moins intraitable que l'Autriche et trouva un compromis, mais un titre maladroit : Les Principautés Unies de Moldavie et de Valachie. Le drapeau commun fut aussi combattu avec obstination. L'Autriche insistait pour qu'un emblème turc y fût ajouté, et les deux camps rejetaient la proposition prussienne de deux drapeaux sur une seule hampe. Si Hübner considérait la question du drapeau comme la « clef de la situation » c'est que l'Autriche craignait qu'un tel symbole pût servir de point de ralliement à ses sujets roumains. Napoléon céda finalement sur ce point à la demande personnelle de François-Joseph, mais seulement après la publication d'une brochure inspirée intitulée : *L'Empereur Napoléon et les Principautés roumaines*, qui faisait pressentir la possibilité d'une guerre franco-autrichienne et qui provoqua une panique passagère en Bourse (2).

Le 19 août 1858, une nouvelle Convention très compliquée fut signée à Paris qui, bien qu'elle représentât un compromis entre les deux groupes de Puissances, n'en constituait pas moins un grand pas vers un régime constitutionnel : on peut dire qu'elle rendit l'indépendance inévitable. Les provinces roumaines étaient reconnues sous le titre maladroit de « Principautés Unies de Moldavie et de Valachie » sous la suzeraineté du Sultan. Les capitulations conclues avec les sultans successifs (que nous savons aujourd'hui être d'authenticité douteuse) et les privilèges acquis par le Traité de Paris étaient confirmés « sous la garantie collective des Puissances signataires ». Il devait toujours y avoir deux Princes, deux Cabinets,

(1) Malmesbury, *Mémoires*, II, p. 124.

(2) Cette brochure contenait plus d'une critique à l'adresse de l'Angleterre. Après avoir cité la demande formulée par Disraëli d'un État roumain comme une seconde Belgique sur le Danube (8 juin 1855) et après avoir demandé pourquoi il avait changé d'idées, le pamphlet continuait : « Il est bien paradoxal que ce soit l'Angleterre, constitutionnelle et protestante, qui veuille mettre un peuple chrétien à la merci des Turcs. Nous ne savons pas si cela peut servir ses intérêts commerciaux, mais cela ne servira certainement pas sa propagande chrétienne et libérale, car cet acte altère gravement l'honneur anglais en Orient. » Ce fut surtout parce que l'unité roumaine était devenue une cause française que « certaines puissances la rejetaient avec tant de persistance ». Voir *Act şi Documente*, VII, n° 2058.

deux Assemblées, mais une Commission centrale pour les deux provinces devait être établie à Focşani, pour envisager les mesures communes ; il ne devait exister également qu'une seule Cour d'Appel. Les deux hospodars devaient être élus à vie par l'Assemblée et investis de leurs pouvoirs par le Sultan comme auparavant. Seuls étaient éligibles les hommes qui possédaient un revenu de 3.000 ducats et qui avaient, ou rempli une charge d'État, ou siégé à l'Assemblée pendant au moins dix ans. Le pouvoir exécutif appartenait au Prince, mais le pouvoir législatif était divisé entre lui, l'Assemblée et la Commission centrale — méthode entièrement nouvelle qui, sans doute, se serait révélée impraticable si elle avait jamais été appliquée. Chaque Assemblée était élue pour sept ans et devait siéger normalement trois mois par an, mais le Prince avait le droit de les réunir en sessions extraordinaires. Les ministres étaient responsables et pouvaient être mis en accusation par l'Assemblée ou par le Prince. Le budget n'était valable qu'après avoir été sanctionné par l'Assemblée et les impôts étaient soumis à son approbation.

Un pouvoir très étendu était réservé à la Commission centrale pour préparer la législation unifiée, proposer des réformes administratives et codifier les lois existantes. Elle comprenait seize membres qui devaient recevoir une indemnité. Chaque Principauté en désignait huit. Quatre étaient nommés par les Princes et quatre élus par les Assemblées. D'autres clauses stipulaient l'égalité de tous les citoyens devant la loi, l'égalité des religions, des impôts et de l'accès aux charges. Tous les privilèges de classes et les monopoles étaient expressément abolis. Il fut spécialement stipulé que des mesures de réforme agraire seraient prises dans le plus bref délai.

Un tribut annuel, fixé à 1 million 1/2 et à 2 millions 1/2 de piastres pour la Moldavie et la Valachie respectivement, devait être encore versé à la Porte. Il fut stipulé qu' « en cas d'agression étrangère » le suzerain délibérerait avec les Principautés sur les mesures de défense qu'il conviendrait de prendre, que les traités existant entre la Porte et les Puissances étrangères seraient « applicables aux Principautés en tout ce qui ne porterait pas atteinte à leurs immunités » — phrase vague et difficilement compréhensible — et, qu'en cas d'une violation de ces immunités, les Princes pourraient en appeler à la Porte par l'entremise de leurs agents

(qui devaient être nés en Moldavie et en Valachie) et aux ambassadeurs des Puissances garantes (§ 8, 9). Les deux milices devaient être organisées sur une base commune, comme « deux corps de la même armée » et passées en revue tous les deux ans par un officier nommé par l'un ou l'autre Prince. Elles ne pouvaient être augmentées de plus d'un tiers sans le consentement de la Puissance suzeraine. Le contrôle de la Porte sur la Roumanie avait donc diminué dans des proportions considérables et il ne restait guère de domaine où il pût encore s'exercer.

Un codicille fut ajouté à la Convention pour fixer le nouveau statut des deux Assemblées. Les électeurs étaient divisés en deux classes *a)* directe, ceux qui possédaient un revenu minimum de 1.000 ducats en terre ou un capital commercial urbain de 6.000 ducats ; *b)* primaire, ceux qui possédaient un revenu de 100 ducats. La deuxième classe élisait trois électeurs dans chaque district ; ces électeurs, à leur tour, nommaient un seul député ; tandis que la première classe élisait deux députés pour chaque district. Il s'ensuivit que le contrôle des Assemblées se trouva aux mains des grands propriétaires terriens et que la classe paysanne resta sacrifiée.

L'UNION SE RÉALISE

Pour nous qui jugeons ces événements après un demi-siècle, il nous est difficile de concevoir que des hommes d'État sérieux aient pu croire que des demi-mesures pussent être efficaces et retenir la marée du sentiment national qui montait sous leurs yeux. Les Turcs étaient au moins logiques. Lorsque Thouvenel, en mars 1856, reçut le premier ordre de soutenir l'Union auprès de la Porte, Fouad Pacha répondit catégoriquement qu'un prince étranger et l'Union équivaudraient avec le temps à l'indépendance et logiquement aménerait l'indépendance de la Serbie. En 1858, le même Fouad représentait la Turquie à la Conférence et fit tout ce qu'il put pour empêcher les concessions. Mais le sort en était jeté et le résumé de la situation fait par Boerescu était très juste, bien que poliment ironique : « Ce n'est pas l'Union totale, mais le principe est posé ; c'est à nous, Roumains, de faire le reste, et nous sommes reconnaissants à l'Europe qui nous a montré que cette Union était

possible. » Afin de garantir des élections tranquilles, les Puissances insistèrent pour que des Gouvernements provisoires composés de trois membres (Caimacamies à trois) (1) fussent créés dans les deux provinces, ce qui amena de singulières compétitions entre de nombreux grands boyards qui voulaient s'attirer les bonnes grâces de la Porte et obtenir ainsi un des deux trônes. La sélection était faite selon l'ancien Règlement. Les six membres du gouvernement provisoire furent des unionistes déclarés et tandis que les ministres de Vogorides étaient proscrits en Moldavie, la Valachie fit ce que Bulwer appela « un balayage de la clique des Ghica (2) ». Mais la situation restait trouble; les caimacams valaques travaillaient pour l'ex-prince Georges Bibescu, tandis que l'un des trois Moldaves, Étienne Cartagiu aspirant lui-même au trône et en opposition avec ses collègues, était soutenu par les Turcs et les Autrichiens.

Heureusement, les unionistes dans les deux provinces étaient énergiques et jouèrent fort habilement; ils profitèrent de plus des dissensions de leurs adversaires. Ils tombèrent d'accord sur trois points — à savoir qu'aucun des ex-princes ou de leur fils ne serait élu, que le même homme devait être élu dans les deux provinces et que l'élection à Jassy devait être avancée afin que son résultat put servir d'indication à l'opinion à Bucarest. Le troisième point était le plus important, car Bibescu était fort et actif en Valachie et semblait pouvoir l'emporter. Catargiu s'appuyait sur le Commissaire turc à Jassy, Afif Bey, et sur d'autres agents de la Porte, pour tenir en échec ses deux collègues et pour placer ses propres créatures aux postes administratifs et dans le Cabinet. Mais les deux autres ne cédèrent pas. Ils ordonnèrent même l'expulsion de Afif, sous prétexte que ses fonctions officielles avaient pris fin et déposèrent l'agent moldave à la Porte, Photiades, Grec corrompu et servile qui avait été démasqué par la saisie de sa correspondance avec son beau-frère Vogorides (3).

Ces actes énergiques surprirent et inquiétèrent la Porte, qui

(1) Manu, Bălianu et Filipescu en Valachie, Panu, Sturza et Catargiu en Moldavie.

(2) A Malmesbury, 24 novembre, cité par Riker, *op. cit.*, p. 184.

(3) Certains de ces documents peuvent être trouvés dans *Acte și Documente*, IV, n[os] 1063, 1138, 1143, 1150. Photiades à Vogorides, le 6 mai 1857 insiste sur la nécessité de presser les élections « car tout dépend d'elles » et d'obtenir l'approbation du consul autrichien sur les changements ministériels. Le 9 mai il parle de ses relations intimes avec le grand vizir, et Ghalib Pacha, et avoue servir d' « instrument secret » entre eux et le baron Prokesch, l'internonce autrichien. Il recommande au grand vizir de protester vivement auprès de Thouvenel au sujet de la conduite des consuls et du commissaire français.

voyait ses vassaux, jadis soumis, maintenant toujours prêts à l'émancipation; aussi, sur les instances du grand vizir, les ambassadeurs envoyèrent un sévère avertissement à Jassy pour avoir outrepassé les droits consentis par le firman. Mais, la situation des régents fut renforcée par une résistance patriotique du pays, et donna aux unionistes un nouveau prétexte pour persévérer dans leur action politique. Malmesbury proposa une nouvelle réunion de la Conférence de Paris pour résoudre le conflit mais, comme Buol s'y refusait, il n'en fut plus question et les Puissances laissèrent aller les choses.

Pendant la dernière semaine de décembre 1858, les élections pour la nouvelle Assemblée de Moldavie eurent lieu avec la franchise restreinte déjà décrite et elles ne donnèrent pas aux unionistes la majorité qu'ils avaient espéré obtenir. Ceux-ci ne remportèrent que trente sièges sur soixante-quatre et se trouvèrent gravement divisés sur le problème vital de la réforme agraire. Mais la situation fut sauvée parce que la majorité, par vingt et une voix contre treize, était divisée entre les candidatures rivales de l'ex-Prince Michel Sturdza et de son fils Grégoire. Cette querelle peut être presque considérée comme un symbole de la décadence de la vieille oligarchie des boyards, qui, devant le danger imminent qui menaçait leurs privilèges, n'en étaient pas moins impuissants à s'unir pour les défendre.

Les régents, à Jassy, voyant le danger d'une ingérence étrangère, comprirent qu'il était urgent d'agir et ils convoquèrent l'Assemblée sans tarder, pendant les vacances du jour de l'An. Une nouvelle impulsion fut donnée par les nouvelles alarmantes de Serbie où, le 24 décembre 1858, le prince Alexandre Karagjorgjević avait été forcé d'abdiquer. L'intervention armée de l'Autriche semblait imminente et le Cabinet de Vienne ne fut arrêté que par la tension croissante de ses relations avec Paris et la perspective d'une guerre en Lombardie. Pour les Roumains c'était « Maintenant ou Jamais ». Pendant la seconde semaine de janvier, les chefs du parti unioniste cherchaient avec inquiétude un candidat possible au trône moldave et étaient grandement embarrassés par l'attitude des deux Sturdza, qui ne voulaient pas retirer leurs candidatures rivales : les autres candidats, Mavrogheni, Negri et Lascar Catargiu étaient moins sérieux. Après de longues discussions, aucun accord ne put être réalisé ; Kogălniceanu était

désespéré et un autre député, Pisoski, s'adossant à la porte de la Chambre, déclara qu'il ne sortirait pas et qu'il se ferait plutôt casser la tête, si une décision n'était prise sur-le-champ. Ce fut alors qu'un nouveau candidat fut présenté brusquement, qui appartenait à une petite famille de boyards d'ancienne lignée mais qui n'avait jamais joué de rôle dans les affaires publiques et à qui l'on n'avait pas encore pensé. C'était Alexandre Cuza, qui, l'été précédent, avait acquis quelque popularité en refusant, comme préfet de Galați, de faire le jeu répugnant de Vogorides, et qui était alors « hetman » des maigres troupes baptisées avec un certain optimisme du nom d' « armée ». Proposé par Pisoski au nom du Parti National, il gagna bientôt les partisans de Grégoire Sturdza, qui voyaient que leur propre candidat avait de moins en moins de chances ; et le 17 janvier il fut à l'unanimité nommé prince par l'Assemblée, après que le métropolite eût parlé en sa faveur. Kogălniceanu, dans un discours d'hommages à ce nouvel héritier du trône d'Étienne le Grand, cita la réponse d'Alexandre le Bon à un envoyé de Byzance : « La Roumanie n'a pas de protecteur en dehors de Dieu et de son épée. » Le lendemain, Place écrivit à Thouvene avec enthousiasme : « Pour la première fois en Moldavie une élection a eu lieu sans qu'un seul ducat eût été dépensé à cet effet... L'élection du colonel Cuza est le triomphe complet des idées unionistes et libérales contre l'ancien système de corruption (1). »

Sous l'impression des nouvelles enthousiastes de Jassy et de Belgrade, les élections valaques, le 22 janvier, assurèrent aux conservateurs les deux tiers de la majorité et l'élection de Bibescu paraissait presque certaine. Les démocrates, dont le candidat était Nicolas Golescu, avaient contre eux tous les partisans de Bibescu et des Ghica ; leur unique espoir résidait dans l'agitation populaire qui dépendait surtout de Jean Brătianu. Lorsque l'Assemblée se réunit à Bucarest le 3 février, des scènes de désordre se produisirent, la foule insulta les kaimakams et manifesta sous les fenêtres. Un rôle important fut tenu par Dimitrie Ghica qui, en tant que neveu d'un prince précédent, était hostile à Bibescu, et, comme préfet de police de la capitale, pouvait interdire les manifestations ou leur laisser libre cours. Il semble avoir été le

(1) 18 janvier. *Acte şi Documente*, IV, nº 2681.

premier à lancer le nom de Cuza, mais ce fut le jeune député, Basile Boerescu, qui retourna la situation en prononçant un discours plein de ferveur et de simplicité : « Unissons-nous autour de ce nom, s'écria-t-il, et nos petits-fils béniront notre mémoire... Le pays sera satisfait et notre conscience nous dira que nous avons rempli le plus sacré de tous nos devoirs. » Une vague d'émotion emporta l'Assemblée et, le 5 février, malgré la secrète répugnance de nombreux boyards, Cuza fut élu aux acclamations sous le nom de « Alexandre Ion Ier ». Cette nouvelle fut accueillie avec un immense enthousiasme à Jassy, où la foule organisa une retraite aux flambeaux devant le Consulat de France et cria « Vive l'Empereur ». Cuza lui-même envoya un message personnel à Napoléon III, déclarant : « Le destin des Roumains est aux mains de Votre Majesté » ; et Napoléon, en s'adressant à la Chambre française, le 7 février, déclara : « Si l'on nous demandait quel est l'intérêt de la France dans ces lointaines régions arrosées par le Danube, je répondrais que l'intérêt de la France est partout où se trouve une cause juste et civilisatrice à défendre. » Ces simples mots étaient clairs, mais leur vraie signification résidait dans le conflit imminent franco-autrichien et dans l'avertissement à peine déguisé donné à l'Autriche de ne pas toucher aux Principautés. Dans l'une des nombreuses brochures « inspirées » qui furent publiées à Paris pendant le Second Empire, on laissa entendre qu'à ce moment « l'Autriche voudrait diriger vers le Danube l'orage qui se prépare contre elle en Italie ; mais elle ne ferait que précipiter les événements (1) ». Nous comprendrons mieux l'instabilité de la situation si nous nous rappelons qu'entre ces deux incidents Miloš et Michel Obrenović étaient rentrés à Belgrade après dix-sept ans d'exil.

Cuza n'avait jamais plaidé sa propre cause, mais il se montra à la hauteur d'une situation difficile, faisant preuve de beaucoup de tact et de maîtrise de soi. Dès le début, il se conduisit de façon à justifier la phrase de Victor Place : « C'est un principe et non un individu qui a été proclamé (2). » Sans aucun doute, Place, qui était déjà en relations d'intimité avec Cuza, lui conseilla de convoquer les deux Assemblées à Focşani et de mettre l'Eu-

(1) *L'Autriche et le Prince Roumain* (1859), p. 31.
(2) Place à Walewski, 20 février. *Acte și Documente*, IX, nº 2710.

rope devant le fait accompli. Mais, comme aucune garantie d'appui n'arrivait de Paris, le nouveau Prince eut la sagesse de ne pas aller trop vite et publia un éloquent appel aux Puissances pour leur demander leur « consécration du grand acte », ajoutant que lui-même n'avait aucune ambition personnelle et qu'il serait « toujours prêt à rentrer dans la vie privée » au moment où il deviendrait un obstacle à la cause de l'Union (1). A son arrivée à Bucarest, qui provoqua de chaleureuses manifestations, il assura à Colquhoun qu'il se soumettrait aux décisions de l'Europe mais qu'il résisterait à l'armée turque par la force des armes (2).

La double élection prit toute l'Europe de court et prouva qu'il était vain de placer des obstacles artificiels sur le chemin de l'Union. La naissance de la Roumanie s'était fort bien passée, mais sans que les grandes Puissances aient pu exercer leur fonction de sages-femmes.

(1) *Acte*, VIII, nº 2599.
(2) Colquhoun à Malmesbury, 27 février, cité par Riker, *op. cit.*, p. 213.

Chapitre X

LA TRANSYLVANIE DE 1792 A 1867

> **Nimic despre noi fără noi.**
> **(Nulle décision pour nous sans nous).** *Proverbe roumain.*

En 1792 de nouveaux mouvements politiques semblaient devoir surgir aussi bien en Hongrie qu'en Transylvanie ; mais bientôt la terrible diversion des guerres révolutionnaires et napoléoniennes intervint, guerres qui stimulèrent et retardèrent à la fois le mouvement national. Elles le stimulèrent en ce sens qu'elles apportèrent de l'Ouest de nouvelles idées politiques et littéraires ; elles le retardèrent, du fait que le pays tout entier concentra ses efforts politiques sur les guerres étrangères, renforçant les efforts absolutistes et centralistes de la Cour de Vienne contre les intérêts régionaux, même lorsque ceux-ci tenaient des retranchements aussi imprenables que la Constitution hongroise. La situation était dominée par des problèmes étrangers. Après l'échec complet du mouvement jacobin, les chefs politiques de valeur firent complètement défaut ; la guerre de pénétration et une succession de crises financières accentuèrent encore la paralysie intérieure.

Pendant les dernières années du XVIII[e] siècle et le premier quart du XIX[e], la Transylvanie n'est que le pâle reflet de la Hongrie, beaucoup plus provinciale, ne recevant que les échos affaiblis du vaste monde et poursuivant son existence étroite faite de privilèges oligarchiques et sociaux. Il semblait que ces institutions, léguées par ses aïeux, fussent destinées à durer pendant l'éternité, au lieu d'être constamment minées par de nouvelles forces politiques, raciales et économiques.

En Hongrie proprement dite François refusa impunément de

convoquer le Parlement de 1812 à 1825 jusqu'à ce que la protestation constitutionnelle l'eût dépassé ; en Transylvanie, la Diète ne fut pas autorisée à siéger de 1811 à 1834. Les recrues étaient levées illégalement, les charges officielles étaient données non par élection mais par nomination arbitraire de la Couronne ; la Constitution était presque devenue un leurre. Lorsque la Diète fut enfin convoquée, ce ne fut qu'après une dernière et vaine tentative de gouvernement par un commissaire royal spécial. Après un an de débats et de protestations vaines, connues en politique hongroise sous le nom de « politique gravaminale » (ou politique de perpétuelles revendications), François congédia la Diète, sous prétexte de désobéissance, même de rébellion et d'obstruction délibérées. Quelques prémisses des idées qui naissaient apparaissent déjà dans le discours passionné que prononça le grand patriote magyar, le baron Wesselényi. On y reconnaît étrangement mêlées la haine contre l'Autriche et la sympathie pour le libéralisme français. Au cours d'un débat, Kemeny exposa que le pouvoir procède du peuple, tandis qu'un autre député, Huszár, s'écriait : « De Dieu, j'attends la grâce, au Souverain, je demande la justice et l'accomplissement de mes légitimes revendications. Nous sommes un Corps législatif et les représentants d'un peuple libre. Qui est au-dessus de nous ? J'ose le dire, personne ! » Wesselényi concrétisa ces idées en répandant, en dépit du censeur, des résumés grossièrement lithographiés des discussions de la Diète et en proposant que les ordres des fonctionnaires placés illégalement à certains postes ne fussent pas respectés. Une retraite aux flambeaux fut organisée en son honneur pour célébrer son départ pour Presbourg, comme délégué à la Chambre des Magnats, où il allait poursuivre son œuvre d'agitation patriotique. François, de son côté, était aussi intransigeant, et, lorsque la question de l'union de la Transylvanie et de la Hongrie fut soulevée, il répondit brutalement à une députation saxonne qu'il n'y donnerait jamais son consentement et que « dans l'union d'un grand corps et d'un petit, c'est le petit qui perd presque toujours au change (1) ».

(1) F. Teutsch *Gesch. der sieb. Sachsen*, II, p. 88.

LES PIONNIERS DE L'HISTOIRE MODERNE

Pendant toute cette période, les Roumains continuèrent à être relégués à l'arrière-plan. Après la mort de l'évêque Gerasim Adamovici, en 1796, le siège des Roumains orthodoxes resta vacant pendant quatorze ans et fut administré par un vicaire qui, espérait-on, pourrait conduire à l'Union son troupeau abandonné à lui-même et sans chef. Mais ce projet échoua devant la ténacité inébranlable des masses et, en 1809, une Lettre Patente Impériale fut publiée qui donnait aux orthodoxes le droit d'élire un évêque qui parlât leur langue et de lui assigner un salaire de 4.000 gulden. Pourtant, dix-huit mois encore s'écoulèrent avant que Basile Moga fût reconnu par l'Empereur et pût être ordonné évêque par le métropolite serbe de Karlowitz : il n'était que second sur la liste, le candidat favori n'ayant pas été accepté par les autorités. Des conditions sévères lui furent imposées. Il devait considérer sa nomination « comme un témoignage de la grâce impériale » ; tous les privilèges spéciaux dont jouissait le peuple serbe lui étaient expressément refusés ; il devait empêcher les moines orthodoxes de la Principauté de traverser les Carpathes et ne pas oublier que les Uniates se trouvaient depuis 1744 sur un pied d'égalité avec les Quatre Religions Reconnues, tandis que les orthodoxes n'étaient que tolérés. Il lui était à la fois interdit « de résister à l'expansion et à la propagation de la religion uniate » et de faire du prosélytisme. Il devait enfin réduire le nombre de ses ecclésiastiques et s'assurer que ceux qui restaient savaient lire et écrire et avaient une connaissance suffisante de la langue magyare (1).

Cette dernière condition illustre d'une façon très significative l'état lamentable du clergé, qui constituait néanmoins alors le dernier refuge de la culture roumaine. Parmi les Uniates, la situation était moins mauvaise, grâce aux efforts constants de Jean Innocent Klein. Ce ne fut cependant que sous le règne de Joseph II que la première école nationale roumaine fut fondée à Blaj (Blasendorf) (2) et ce ne fut qu'en 1811 que les Roumains

(1) Schaguna, *Gesch. der. griech. orientalischen Kirche in Œsterreich*, p. 134.
(2) Primaria schola nationalis Balasfelvensis.

furent autorisés à ouvrir une École Normale. Entre temps, cependant, trois hommes établissaient les premières fondations fragiles encore d'une renaissance littéraire roumaine — Samuel Klein, neveu du grand évêque, Georges Şincai et Pierre Maior. Le premier avait fait ses études au Pázmaneum, le célèbre collège théologique de Vienne et, après quelques années passées à Blaj, était revenu à Vienne, au Collège Sainte-Barbe, comme surveillant d'études. Ce fut là qu'il rencontra les deux jeunes séminaristes à qui un séjour de cinq ans à Rome avait révélé les classiques et donné aussi une forme romantique à leurs sentiments nationalistes. Ils avaient été transportés par la colonne de Trajan, dont les merveilleux bas-reliefs représentaient les captifs daces, trophées d'un triomphe romain, et ils s'étaient plongés dans une première étude partiale d'ailleurs des origines roumaines. Riches de cette vision de splendeur ancestrale, ils revinrent à Vienne pour y trouver Klein qui partageait les mêmes idées et, moins d'un an après ce dernier et Şincai avaient composé la première grammaire roumaine moderne, dont le nom même constituait un programme politique pour l'avenir : *Les Eléments de la langue daco-romaine ou valaque* (1).

Dans la préface l'emploi des caractères latins à la place des caractères cyrilliques était préconisé et, pour mieux appuyer sa thèse, Klein publia deux missels, composés dans l'écriture nouvelle. En 1791, il devint premier censeur des livres roumains à Buda et, comme il était attaché à la Bibliothèque universitaire, on peut dire que celle-ci fut le premier centre culturel des Roumains, sur le territoire hongrois, surtout après 1805, lorsqu'elle reçut une presse d'imprimerie roumaine.

Klein mourut en 1806, mais son œuvre fut poursuivie par Şincai, qui, après s'être querellé avec son évêque, put continuer ses études grâce à la générosité du comte Vas, qui le nomma précepteur de ses fils et chez lequel il mourut en 1816. Le troisième de ce petit groupe, Pierre Maior, fut plus favorisé du sort et devint archiprêtre dans la petite ville saxonne de Sächsisch-Reen. En succédant à Klein comme censeur, il publia d'abord, en 1809, des recueils de sermons puis, en 1812, *une Histoire de l'Origine des Roumains en Dacie*. Bien qu'emprunté en grande partie au manuscrit de Şincai, cet ouvrage peut être considéré comme la

(1) *Elementa inguæ daco-roranæ sive valachicæ*, 1780.

première histoire *publiée* par un écrivain roumain indigène. Il ne peut pas être comparé aux publications contemporaines de l'érudit Christian von Engel, hongrois allemand qui avait employé Şincai pour la traduction de chroniques indigènes ; mais il eut une profonde influence sur la première génération des écrivains au delà des Carpathes.

Şincai avait déjà écrit un essai sur les origines roumaines, qui devait être publié en supplément à la *Grammaire daco-romaine* originale, mais qui n'avait pas été accepté par le censeur viennois. En 1813, il essaya de publier, en Transylvanie, le résultat de ses études plus mûries, sous le titre de *Chronicon dacoromanorum sive valachorum ;* mais, cette fois, le censeur provincial, l'évêque catholique Mártonfi, interdit non seulement la publication, mais même la restitution du manuscrit à l'auteur, sous prétexte qu'un tel ouvrage « pourrait attenter dangereusement à la paix publique en Transylvanie (1) ».

Par la suite, des écrivains roumains affirmèrent que ce veto avait été exprimé par la phrase : « opus igne, auctor patibulo dignus » ; mais les Magyars ont pu démontrer que cette phrase ne se trouve nulle part dans le document du censeur et son origine reste obscure, bien qu'elle représente certainement l'attitude magyare de ce temps envers Şincai et ses doctrines. Ces doctrines, on doit en convenir, étaient assez fragiles ; elles cherchaient à prouver l'intégrité de la descendance romaine et la pureté de race chez les Daces modernes. Le fonds de sa thèse était que la nation roumaine avait été privée de son histoire, de ses monuments, de son territoire, et qu'elle avait sombré dans un abandon immérité, mais que la Dacie appartenait justement aux fils de Trajan et qu'elle devrait un jour leur être restituée. Ces idées étaient déjà dans l'air et convenaient admirablement au romantisme historique et littéraire qui régnait également en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne et auquel les jeunes nations renaissantes de l'Orient s'abreuvaient largement sans peut-être l'assimiler parfaitement. Elles devinrent un point de départ pour de nombreux jeunes écrivains de la génération suivante ; elles furent adoptées sans critique et propagées pendant les décades qui suivirent l'indépen-

(1) Le livre fut finalement publié à Jassy aux frais du prince Grégoire Ghica, vol. I en 1843, et le reste en 1853.

dance roumaine et se maintinrent avec d'autant plus de force qu'elles provoquaient de féroces polémiques chez les Magyars et même chez les Allemands. Ce ne fut que vers le milieu du siècle qu'une école, douée de plus d'esprit critique, fit son apparition et qu'elle abandonna les parties les plus extravagantes de la théorie ultra-patriotique ; aujourd'hui, celles-ci ne subsistent encore qu'avec quelques autres illusions.

Dans une autre voie également, Şincai et Maior accomplirent de mémorables travaux de pionniers en essayant de réformer l'orthographe imparfaite due à des siècles de négligence, de rejeter les caractères slavons qui emprisonnaient comme dans une camisole de force la langue renaissante et d'insister sur ses éléments latins. Cette tendance, si légitime tout d'abord, bien qu'à son tour trop accentuée par certains écrivains de la fin du siècle dernier (qui cherchaient stupidement à priver la langue de son riche et expressif vocabulaire slave, pour l'amener de force au niveau des autres langues latines) brouilla Şincai et ses chefs ecclésiastiques. Ceux-ci adoptèrent la même attitude étroite et conservatrice envers les changements qu'il préconisait, que celle qu'assuma le clergé serbe envers les réformes plus brillamment conçues du grand philologue Vuk Karadžić.

Rien n'est plus curieux que l'influence rapide et décisive que ce grossier travail du début, au milieu des extrêmes difficultés de la vie roumaine en Transylvanie, devait exercer au Sud des Carpathes. Elle est encore plus remarquable si on considère l'abîme créé entre ces hommes et leurs parents orthodoxes des Principautés par l'adhésion de ceux-ci à l'Union ou si l'on se rappelle à quel point les riches boyards (dont le chemin le plus court vers l'Ouest traversait la Hongrie), étaient encore indifférents au sort des masses roumaines dans un pays qui leur semblait plutôt magyar et allemand que roumain. Le Professeur Iorga a raison d'insister sur les résultats salutaires que la venue d'un Şincai ou d'un Klein aurait pu opérer sur le développement de la culture et de l'opinion publique dans les Principautés. En fait, le premier lien entre les deux mouvements fut créé par Georges Lazar, qui, bien que fils de parents très pauvres, avait obtenu son doctorat — distinction encore très rare — et qui remplissait un poste secondaire dans l'Église roumaine d'Hermannstadt, et qui, déçu dans ses espoirs et ses ambitions, s'était rendu en 1816 à Bucarest, comme précepteur

des enfants d'une grande dame valaque. Il fut patronné par deux des plus vieux boyards, Balăceanu et Iordache Golescu, et obtint l'autorisation de donner des cours libres d'arithmétique et de géométrie, dans quelques salles non chauffées du monastère de Saint-Sava. Son dessein étant de former des inspecteurs géomètres pour les grands domaines. Son école fut bientôt remplie et il put s'adonner à d'autres sujets, d'abord à la géographie et à la philosophie, et, enfin à l'histoire qu'il enseigna avec une ferveur et une conviction contagieuse que toutes les dénonciations du parti grec ne purent refréner. Le nouveau métropolite de Bucarest, Dionisie Lupu, lui accorda sa protection et lui permit, pour vivre, de percevoir de très légers honoraires pour ses cours et de créer un corps enseignant. L'hommage de Lazar à ses ancêtres romains et à la gloire de la Rome impériale était aussi excessif que celui de Şincai ; mais Lazar fut un précurseur et ses manuels et livres de lectures primaires constituaient une précieuse semence qui devait germer. Il mourut peu après la Révolution de 1821 (1).

LA MAGYARISATION COMMENCE

Après la mort de l'empereur François en 1835, l'attitude des autorités centrales se modifia un peu. Une nouvelle tentative pour supprimer la Constitution et faire gouverner le pays par l'archiduc Ferdinand d'Este comme Commissaire royal fut abandonnée et la Diète put s'assembler périodiquement. Elle siégea ainsi d'avril 1837 à mars 1838, mais son activité était déjà dépassée par celle du Parlement hongrois. La question de la langue y fut traitée pour la première fois et une demande, tendant à faire du magyar la langue officielle de toute la province, fut présentée par deux nations sur trois. Les Saxons s'en alarmèrent vivement, mais ils étaient trop opportunistes et trop étroits d'esprit pour s'entendre avec les Roumains qui, naturellement, repoussaient plus vigoureusement encore cette collaboration. Ils ne pouvaient traiter d'égal à égal avec la

(1) Ce résumé sommaire est fait d'après Iorga, *Gesch. des Rumänischen Volkes*, II, p. 236-38.

« natio tolerata » méprisée. Au même moment d'ailleurs les Saxons s'insurgeaient contre une pétition présentée à la Diète par l'évêque orthodoxe. Cette pétition demandait l'admission, aux charges et corporations, des Roumains habitant le territoire saxon aux mêmes conditions que les Saxons; elle demandait aussi l'application des dîmes au clergé orthodoxe comme aux autres clergés, et enfin diverses réformes concernant les impositions et les mariages mixtes. La pétition fut mal accueillie par tout le monde et les Saxons purent déclarer à bon droit que toutes concessions aux revendications roumaines devaient être applicables au pays tout entier; mais leur attitude était mesquine et l'occasion favorable fut manquée.

En 1839, le Parlement hongrois se réunit de nouveau et l'agitation nationaliste parmi les Magyars prit des proportions considérables. Dès le début, elle eut un double caractère : d'une part elle réclamait une réforme constitutionnelle sur le modèle du libéralisme occidental, notamment l'abolition des privilèges et des exemptions de la noblesse, l'établissement d'un suffrage direct, la liberté de la presse et l'émancipation de la classe paysanne et, d'autre part, elle tentait un effort fanatique pour identifier les deux termes de « Hongrois » et de « Magyar » et préparer dans le plus bref délai la « magyarisation » de toutes les races du pays. De plus en plus, la lutte se concentra autour du problème linguistique; les Slovaques, les Roumains, les Allemands, les Serbes, les Croates et les Ruthènes se virent menacés dans leur existence même et adoptèrent une attitude de résistance passive. Les Magyars, forts de leur situation centrale stratégique (tandis que les autres peuples tenaient la périphérie et manquaient entre eux d'un contact nécessaire), exerçant un contrôle absolu sur la classe dirigeante des magnats, sur la « gentry » et sur la hiérarchie des Églises, forts également de leur pouvoir sur les Assemblées autonomes dans les comitats depuis des siècles, remparts de la constitution hongroise, purent prendre l'offensive. Ils la prirent d'autant plus facilement qu'entre 1840 et 1850, ils eurent plusieurs chefs de valeur exceptionnelle — le comte Étienne Széchenyi, célèbre pour les services qu'il rendit à la culture et à l'économie agricole, François Déak, le grand juriste constitutionnel et, surtout, Louis Kossuth, le démagogue inspiré, orateur et journaliste, qui avait déjà été condamné à deux ans de prison et qui, bientôt, devait être de nouveau condamné pour avoir

distribué les résumés des débats parlementaires, d'une façon plus efficace que l'improvisation de Wesselényi à Kolozsvár.

En 1840, donc, des lois furent votées à Presbourg pour remplacer le latin par le magyar comme langue officielle du Gouvernement et du Parlement. Le clergé de tous les cultes devait désormais savoir le magyar ; tous les registres devaient devenir exclusivement magyars, trois ans après cette date. La réponse que fit Pulszky (plus tard secrétaire de Kossuth en Angleterre) aux Villes Libres qui voulaient obtenir une représentation normale, témoigna d'un chauvinisme effréné. Cet avantage, dit-il, ne pouvait leur être accordé, parce qu'il constituerait une diminution du pouvoir des nobles et surtout parce que les Villes étaient en grande partie peuplées d'Allemands et de Slaves.

Ces événements provoquèrent un écho immédiat à la Diète de Transylvanie où, en novembre 1841, le comte Kémény proposa que le magyar fût immédiatement déclaré langue officielle du Gubernium, des tribunaux et du Haut-Commandement provincial, que les autorités saxonnes fussent obligées, après un délai de dix ans, de correspondre en magyar et, qu'après une période égale, le magyar devînt la langue enseignée dans toutes les écoles « valaques ». Le comte Kàlnoky eut même l'audace d'affirmer que, comme les Saxons ne comprenaient pas le pur allemand, cette mesure ne constituerait pas réellement une violation de leurs droits, tandis que d'autres regrettaient que l'on n'eût pas assimilé les Saxons et les Roumains. Lorsqu'un député saxon, s'appuyant sur la coutume constitutionnelle datant de quatre siècles, demanda que l'égalité des Allemands fût respectée dans toute réforme, on l'accueillit par un tonnerre de protestations et on le mit en garde contre les dangers d'isolement que courait un petit peuple comme les Saxons qui avait « le ver bissène au cœur » (ici on employa l'ancien nom latin d'une tribu dace pour désigner les Roumains sur le « Fundus Regius » dont le nombre croissait sans arrêt). Finalement, les députés saxons refusèrent d'apposer leur sceau sur la nouvelle loi linguistique (1), mais ce refus ne suffit pas à entraver le cours des événements.

Il est intéressant de noter le contraste entre les deux représen-

(1) Avant 1848, chacune des trois Nations devait apposer son sceau pour qu'une loi de la Diète pût être valable.

tants principaux du nationalisme magyar en Hongrie et en Transylvanie. D'une part, Kossuth, dans son journal luxueusement édité, *Pesti Hirlap*, prêchait la thèse « qu'il faut nous hâter de « magyariser » les Croates, les Roumains et les Saxons, sinon nous serons voués à disparaître » — ce qui lui attira une protestation immédiate et un avertissement du sage et tolérant Széchenyi. D'autre part, Wesselényi, ami et collègue de Kossuth, comprit tout aussi bien que Széchenyi le danger du chauvinisme et d'une hâte excessive. En 1843, il publia une brochure qui eut à son époque un grand retentissement. Il y proclamait que la Fédération des États des Habsbourg était le meilleur moyen de maintenir les Slaves à l'intérieur de la Monarchie et de les immuniser contre le pan-slavisme russe. Il allait plus loin que la plupart des Magyars, en offrant à la Croatie une autonomie politique et linguistique dans les limites de la grande unité fédérale hongroise ; mais, dans son projet, la Transylvanie devait faire intégralement partie de la Hongrie. Il savait parfaitement que dans la nouvelle ère de nationalisme les Magyars formeraient une minorité en Transylvanie, tandis que l'union avec la Hongrie leur assurerait immédiatement une situation prédominante sur tous les autres peuples (1).

Wesselényi espérait, par l'extension de principes constitutionnels et libéraux sains dans toute la monarchie, satisfaire les principales revendications des autres races et cependant assurer aux Magyars leur ancienne primauté par des moyens légitimes. Comme l'avenir devait le révéler, en opposition avec la plupart de ses collègues transylvaniens, il était prêt à tirer les conséquences politiques nécessaires de l'émancipation des masses roumaines. Ce fut Wesselényi qui dans une phrase plaisante dit que les Trois Nations et les Quatre Religions étaient « les sept péchés mortels de la Transylvanie ».

A ce propos, il faut citer une brochure, écrite par un autre notable de Transylvanie, le pasteur saxon Stephen Ludwig Roth. Dans la *Lutte linguistique*, publiée en 1843, il défendit hardiment les droits de la langue allemande qui s'appuyaient sur des privilèges forts de six siècles et, en même temps, il essaya de prouver que la magyarisation était aussi peu désirable que peu profitable. Au

(1) *Szózat a magyar és szlav nemzetiség ügyében.* (Une voix dans l'affaire de la nationalité magyare et slave), 1843 : cf. également M. Horváth, 25 *Jahre der Gesch. Uhgarns*, II, p. 114.

cours de son exposé, il déclare que s'il est désirable de proclamer une « Landessprache » il faut prendre celle qui existe déjà, et, dit-il, « ce n'est pas l'allemande, ni la magyare, mais la valaque... Il n'y a qu'à faire un voyage ou qu'à visiter un marché : il est inutile d'attendre pour savoir si l'on parlera allemand ou magyar : la conversation commence en valaque (1) ». Il indique aussi de nouveau, que dans les États « les Saxons jouissent des mêmes droits que les Magyars, mais que si l'on considère le nombre, l'Empereur devra parler le Valaque aux Transylvaniens, car les enfants d'Israël sont plus nombreux que nous (2) »...

Malheureusement, il conclut en disant que les droits existants doivent être maintenus et que le « valaque » doit être employé à côté du magyar, de l'allemand et du latin, dans les rapports des autorités avec le peuple. Il ne parle pas d'accorder des concessions aux Roumains. Rien n'illustre mieux les vues étroites des Saxons que le cas d'un Roumain nommé Secarianu qui, en 1845, brigua un poste de commis à Braşov et dont l'appel alla jusqu'à la chancellerie à Vienne. Dans le rapport saxon officiel sur cette affaire on lit une phrase caractéristique. « Depuis sept siècles que les hôtes allemands ont été appelés dans le pays, toutes les charges publiques ont été en conformité avec leurs privilèges, exclusivement attribuées aux Saxons sans que jamais, pendant ces siècles, c'est-à-dire pendant vingt-quatre générations, un Roumain ait pu obtenir un emploi public (3). » Sans doute pensait-on qu'une telle situation devait durer pendant encore vingt-quatre générations.

Kossuth, Wesselény, Roth, jugèrent mal la situation sur un point capital, du fait qu'ils crurent à l'épouvantail populaire du panslavisme. Ils admettaient l'action d'une pénétration politique russe, alors que le mouvement national chez les Slovaques, les Croates et les Serbes était aussi spontané bien que plus faible et rencontrant plus d'obstacle que le mouvement national magyar. En réalité, les chefs des quatre peuples regardaient plutôt du côté de Vienne que de Saint-Pétersbourg ou de Moscou. Il était donc

(1) S. L. Roth, *Leben und Schriften*, II, p. 132.
(2) *Ibid.*, p. 149.
(3) A Papia Ilarianu, *Die constitutionelle Unabhängigkeit Siebenbürgens*, p. 37.

bien normal que Széchényi s'intéressât principalement aux Slaves, tandis que, pour les deux autres, les Roumains avaient aussi comme les Transylvaniens une grande importance.

LE MOUVEMENT MAGYAR POUR L'UNION

Sous l'inspiration de Wesselényi, le mouvement pour l'Union avec la Hongrie se dessina nettement. La revendication, du Parlement hongrois en faveur des « Partes » (1) rencontra une vive opposition parce que c'était une solution bâtarde, mais l'idée d'une union plus vaste devint de plus en plus populaire à mesure que le mouvement parlementaire se développa en Hongrie. Les nationalistes magyars arrachaient peu à peu de nouvelles concessions législatives à la Couronne. En 1843, le Parlement déclara le magyar langue exclusive des lois, du Gouvernement, des administrations et en théorie, de l'instruction publique. Cette dernière décision était en instance en attendant un examen détaillé qui menaçait les races non-magyares comme l'épée de Damoclès, lorsque la crise suprême de 1848 se déclencha. L'enthousiasme populaire en faveur de la « langue nationale », ainsi qu'on nommait désormais le magyar dans cet État le plus polyglotte d'Europe, fut porté à son comble par Louis Kossuth — descendant lui-même d'une famille de la « Gentry » slovaque magyarisée. La folle illusion que la Hongrie pouvait être magyarisée d'un seul trait de plume apparut dans les mesures de répression des années 1840 contre le nationalisme slovaque, dans les tentatives systématiques d'employer les Églises comme instruments de propagande magyare et surtout dans l'attitude du Parlement envers la Croatie. Celle-ci, du fait des lois de 1843, ne jouissait que d'un répit de six ans, à la fin desquels elle devait être soumise au même nivellement que les nationalités mineures qui n'avaient pas comme elle joui de sept siècles d'autonomie constitutionnelle.

Un malaise et un émoi croissants se manifestèrent dans les nationalités. Les Slovaques et les Croates s'appuyaient sur la Cour

(1) Certains comitats orientaux de Hongrie avaient été isolés par la conquête turque des plaines centrales et avaient échappé à un sort semblable, en étant incorporés à la Principauté.

de Vienne mais, tandis que les premiers étaient faibles, isolés et très mal partagés, les derniers étaient favorisés par la longue tradition des gardes-frontières au service impérial ; aussi, lorsque la crise éclata, ils trouvèrent un chef militaire de grande valeur, le baron Jelăcić. Au Parlement de Presbourg, les trois délégués croates ne purent bien entendu rien obtenir. Kossuth refusa avec éclat de reconnaître la nationalité croate. Les autres peuples n'étaient pas représentés à ce Parlement, bien qu'en 1847, le chef slovaque Ludevit Štúr ait pu y entrer par la porte dérobée comme député de l'une des Villes Libres royales. En Transylvanie, les Roumains n'étaient pas seulement sans aucune représentation, mais ils étaient même tenus entièrement à l'écart lorsqu'il s'agissait de prendre une décision politique. La seule opposition organisée possible venait des Saxons. La scission entre eux et les Magyars, longtemps déguisée, éclata alors ouvertement et avec violence.

Pendant l'automne de 1845, la Diète de Transylvanie siégea de nouveau et, au mois de juillet suivant, elle adopta une loi linguistique très détaillée par laquelle le magyar devenait la langue du Gubernium, de la Diète, des tribunaux et de toute l'administration sur le territoire des nations magyares et székely. Les registres devaient être tenus en magyar dans les paroisses où on prêchait en magyar, mais l'allemand restait la langue des églises luthériennes. Les Saxons pouvaient encore employer l'allemand pour les affaires intérieures du « Fundus Regius », mais il était déjà évident que de si profonds changements devaient avant peu miner l'édifice qu'ils avaient érigé et défendu pendant plus de six siècles. De plus ils se confinaient toujours dans la défense de leurs médiocres intérêts. Lorsque l'évêque roumain Lemény demanda à la Diète que les revendications de sa nation fussent au moins mises à l'ordre du jour de la prochaine session, le député saxon Hann protesta contre ce qu'il nommait les idées communistes de l'évêque à propos du statut des Roumains sur le territoire saxon. La situation devint paradoxale lorsque le comte Dominique Bethlen prit la défense de l'évêque Lemény.

La Diète se sépara le 10 novembre 1847 et le centre d'intérêt se transporta à Presbourg, où le Parlement hongrois entrait en session deux jours plus tard. Là, Kossuth fut plus que jamais le porte-voix du nationalisme magyar et étouffa les voix prudentes telles que celle de Széchenyi, qui s'écria tristement : « Il conduira

notre peuple dans une telle impasse que Dieu lui-même ne pourra plus le sauver. » Kossuth présenta un programme complet de réformes constitutionnelles, d'émancipation des paysans et d'égalité d'impôts, mais il éprouva le besoin de se mettre à dos les Croates par son intolérance linguistique et par sa demande de « réincorporation » immédiate de la Transylvanie à la Hongrie. Il trouva d'ailleurs un accueil enthousiaste. Le mouvement dont il était l'âme était déjà devenu presque irrésistible lorsque les nouvelles de la Révolution de Février arrivèrent de Paris comme le flot qui emporte les écluses. Le 15 mars 1848, le Parlement adopta, presque par acclamations, un programme législatif très étendu qui marqua le véritable terme du Moyen âge en Hongrie. Le servage et tous les privilèges et exemptions féodaux furent balayés, le Parlement fut transféré à Pest, un ministère responsable, des Parlements annuels, des élections triennales, un droit électoral nouveau et direct, la liberté de la presse, l'égalité religieuse, les jurys, une Garde nationale et une université magyare nationale furent établis. Le 11 avril, les trente et un articles qui consacraient ces changements furent érigés en lois et le Palatin, archiduc Étienne, fit prêter serment de les respecter à Ferdinand lui-même.

Parmi ces lois, une des plus importantes fut (article VII) celle qui proclama l'Union de la Transylvanie, soixante-neuf sièges lui étant réservés au futur Parlement uni. La Hongrie se déclara prête à respecter « toutes les lois et libertés spéciales de la Transylvanie, qui, sans entraver l'union complète, sont favorables à la liberté et à l'unité nationales ». Les détails devaient être mis au point avec le Comité de l'Union déjà désigné par la Diète transylvanienne.

Dans la Principauté même, éloignée de Vienne et de Pest, les trois nationalités principales réagissaient de manière très différente. Les Magyars réclamaient à l'unanimité l'union immédiate. « Unissons-nous ou nous périrons » fut leur mot d'ordre et, de fait, l'Union leur était très favorable. Au lieu de constituer une nation jouissant, il est vrai, d'un privilège oligarchique, mais peu nombreuse, et toujours en danger, ils allaient être intégrés dans la race dominante. Cette opinion fut exposée dans un journal magyar de l'époque : « Tous les coups de la presse contemporaine tomberont en vain sur le crâne épais de celui qui ne comprend pas que nous devons subir une transformation totale et immédiate » franchissant un espace aussi grand que si une force puissante nous projetait soudain

des pêcheries de phoque sibériennes aux rives du Mississipi (1).

Les Saxons étaient divisés : quelques-uns, en raison de leur petit nombre, craignaient d'offenser la majorité et favorisaient une politique opportuniste ; d'autres, comme Fabini, se rendaient clairement compte que « toute espèce d'union aboutit à la reddition à discrétion (2) ».

Les Roumains s'opposèrent à l'Union dès le début, insistant pour que toute décision soit ajournée jusqu'à ce qu'ils soient admis à discuter à égalité de droit avec les autres nations. Le Gouverneur, le comte Teleki, réunit la Diète le 29 mai et, sur ces entrefaites, l'Université saxonne (3) jugea opportun, suivant le nouvel état d'esprit, de proclamer des droits égaux pour les Roumains sur son propre territoire. Hermannstadt resta le rempart du sentiment anti-unioniste et fit flotter les couleurs noire et jaune de la maison impériale.

Le premier mouvement, parmi les Roumains, naquit dans un petit groupe de fonctionnaires de la place forte székély de Marosvásárhely. Ses chefs Avram Iancu et Aron Pumnul, lancèrent une proclamation par laquelle tous les Roumains étaient convoqués à Blaj le jour de saint Thomas (Dumenica Tomei). L'évêque Leményi, les approuva et prévint le Gouvernement de cette décision. On passa outre au refus de celui-ci de la sanctionner. Six mille personnes environ, mues par un grand enthousiasme, s'assemblèrent le 24 avril et applaudirent longuement le discours de Siemon Barnuțiu, jeune étudiant en droit qui commençait à acquérir une certaine célébrité. L'Union, soutint-il, constituerait un danger national aussi longtemps que la nation roumaine n'aurait pas acquis sa pleine égalité. « Le moment est venu, non de courber les hommes sous le joug, mais de secouer ce joug. Laissez-le désormais aux animaux, car vous l'avez porté assez longtemps. Soyons aujourd'hui des hommes libres (4) ! »

Cette réunion du 24 avril prépara l'Assemblée mémorable qui se tint le 15 mai au delà de la petite ville de Blaj, dans un pré qui fut baptisé ce jour même « Le Champ de la Liberté ». Après une allocution passionnée de Bernuțiu, devant les deux évêques

(1) Cit. Helfert, *Geschichte der österreichischen Revolution*, I, p. 432.
(2) Teutsch, *op. cit.*, II, p. 214.
(3) La vieille assemblée représentative médiévale de la nation saxonne.
(4) Teodor V. Pacatian, *Cartea de Aur*, I, p. 265.

Lemény et Saguna, et une motion de loyauté à l'Empereur, en qualité de Grand Prince de Transylvanie, les quarante mille Roumains présents proclamèrent leur égalité, en tant que Nation, avec les trois Nations privilégiées, dénoncèrent l'Union et protestèrent contre l'emploi de « valaque » ou d' « oláh » au lieu de « roumain ». Par acclamation, on résolut d'élire deux députations : l'une devait être conduite par l'évêque Saguna à l'Empereur, l'autre par l'évêque Leményi à la prochaine Diète. Les pétitions qu'elles devaient présenter comprenaient — outre les réformes libérales que réclamaient également les Magyars, c'est-à-dire la liberté personnelle, la liberté de la presse, la création de jurys, l'égalité des impôts et l'abolition du servage — la demande pour la nation roumaine d'être désormais représentée à la Diète et dans tous les services administratifs, judiciaires et militaires, proportionnellement à son nombre, la faculté de posséder ses écoles, séminaire et université, le droit pour les Églises uniates et orthodoxes de jouir des mêmes privilèges que les religions reconnues et de réunir des Assemblées générales au cours desquelles leurs évêques seraient librement élus. Les Roumains demandaient enfin, et, avant tout, que l'Union ne fut pas discutée avant qu'ils ne fussent représentés en juste proportion à la Diète. Selon la phrase populaire, « nulle décision pour nous sans nous » (nimic despre noi fara noi) (1).

Le 29 mai, la Diète se réunit à Koloszsvár, bastion principal des Magyars dans la Principauté, au milieu d'une atmosphère fiévreuse. Le Gouvernement présenta un programme comportant cinq points : l'Union, l'abolition des redevances féodales, la soumission des nobles aux impôts, la liberté de parole et l'émancipation des Roumains ; mais le premier point primait tous les autres. Le lendemain, l'Union avec la Hongrie fut votée, tandis que la foule criait dans les rues : « L'Union ou la mort. » La majorité roumaine ne fut pas représentée et le maigre contingent de vingt-deux Saxons se laissa intimider et se soumit, tout en réservant ses droits traditionnels et linguistiques et ses institutions municipales. En juin, la Diète abolit les redevances féodales et elle fut alors prorogée pour ne plus jamais être convoquée.

Entre temps, l'évêque Şaguna et ses collègues furent reçus en audience par l'empereur fugitif Ferdinand à Innsbruck, le 30 mai,

(1) Teodor V. Pacatian, *Cartea de Aur.*, I.

et ils lui présentèrent la pétition de Blaj. L'empereur leur fit une réponse inquiétante : leur avenir, dit-il, dépendait de l'exécution de la Loi de l'Union, qui avait été votée à l'unanimité. Ils protestèrent alors contre la décision de la Diète, déclarant que « le plus cher trésor des Roumains est leur nationalité et leur langue ». Après une attente de quelques semaines, on les assura que le nouveau Gouvernement hongrois garantirait leur nationalité par une loi spéciale, établirait des écoles roumaines et emploierait des Roumains dans toutes les branches de l'administration. Şaguna revint à Pest, avec ce message et y reçut un accueil amical de Szemere, le ministre de l'Intérieur. En réponse à son appel, une Commission parlementaire prépara une loi très libérale, qui garantissait la nationalité et la langue roumaines, l'emploi de cette dernière à l'église, à l'école et dans les Assemblées communales et comitiales. En même temps, l'Église orthodoxe roumaine fut séparée du patriarcat serbe et eut droit à une Assemblée nationale propre.

Le 24 août, lorsque la question fut discutée au Parlement, aveugle titan, le baron Wesselényi, plaida la cause roumaine en un discours mémorable. « L'avenir est plus obscur que la nuit de mes yeux. Seuls la paix et l'accord peuvent nous sauver. Saint Étienne disait à son fils : heureux le pays qui contient de nombreux peuples. Ce conseil, auquel se rallient nos notables, pèse sur nous comme un blasphème, car les peuples sont aigris et s'élèvent les uns contre les autres... Il existe plusieurs moyens de sauver la nation du danger qui la menace. Le premier est la force ; mais nous avons dépassé l'âge de la force, celui par exemple où les Slaves étaient extirpés par le feu et l'épée des provinces allemandes. Le second est l'assimilation ; mais il exige une forte culture, d'énormes ressources et des pouvoirs d'attraction qui nous manquent. Il ne reste qu'une troisième solution qui est de nous unir en esprit avec les nationalités, de conclure des alliances avec elles, de les embrasser comme des sœurs et de partager tout avec elles. » Les Roumains, déclara-t-il, méritent une sympathie spéciale et ce nom ne doit pas leur être retiré, « car il est vrai qu'ils sont les descendants des Romains. Il est dans leur intérêt de se joindre à nous, car, comme nous, ils sont isolés dans ce pays. Je vous implore d'accepter ma proposition, afin que nous puissions arriver à l'entente et à la paix (1) ».

(1) *Cartea de Aur*, I, p. 400-2.

Malheureusement, l'effet de ce noble appel fut détruit par l'ancien allié de Wesselényi, Kossuth, qui parla des Roumains comme représentant « l'esprit de la conspiration contre la Hongrie » et refusa de reconnaître l'existence propre des Serbes, des Valaques ou des Slovaques et encore moins de répartir les postes officiels selon les nationalités, puisque cela eût équivalu à un attentat contre « l'État unitaire ». Cette opinion, exprimée par l'homme dont l'éloquence torrentielle avait poussé la Chambre à voter par acclamation une armée nationale et d'énormes crédits militaires, fut décisive. En tout cas, une crise approchait rapidement. La brève Révolution de Prague était depuis longtemps terminée. En août, Radetzky avait conquis Milan et on put enfin envisager la soumission de la Hongrie. L'Empereur fantôme fut forcé de répudier l'Indépendance hongroise et les Lois de mars. Le Ban Croate, Jelačić, à la tête de quarante mille hommes, traversa le Drave, le 11 septembre, pour imposer la volonté impériale à la nation réfractaire. Le 28 septembre, le Commissaire royal, le comte Lamberg, fut assassiné par la foule à Pest, et le lendemain les hostilités éclatèrent.

LA GUERRE DES NATIONALITÉS

Ceci marqua le terme des rapports que les Magyars, entretenaient avec les autres peuples. De tous côtés, des conseils violents prévalurent. Le 19 septembre, les six députés saxons se retirèrent d'un Parlement qu'ils ne jugeaient « plus légal » et, dans le tumulte qui suivit, furent dénoncés publiquement par Kossuth. « Nous pouvons sombrer, s'écria-t-il, mais je jure par Dieu que nous ne serons pas les derniers, mais que nous descendrons dans la tombe sous les corps des traîtres. » Une semaine après, une nouvelle Assemblée roumaine se réunit sur le Champ de la Liberté. Elle confirma les résolutions de mai, protesta contre l'Union, revendiqua la représentation égale et une extension de la nouvelle constitution autrichienne à la Transylvanie. Chose plus grave, les régiments de frontière roumains refusèrent d'obéir au Gouvernement national magyar. Il y eut une vraie lutte de force entre le commissaire du Gouvernement, le baron Vaj et le baron Puchner, général des Impériaux, qui encourageait les Roumains à prendre

les armes et qui lança une proclamation par laquelle il leur promettait l'égalité de droit avec les autres nations (1).

Tandis que les Saxons, levaient un bataillon de « Feldjäger ». les Székels envahirent et pillèrent les régions saxonnes et le journal révolutionnaire, *Kossuth Hirlapja*, commentant l'incident, écrivit : « Si Sächsisch-Regen n'est pas voué au sort de Sodome et de Gomorrhe, il n'y a plus de justice sur terre (2). »

Cette guerre de nationalités, bien qu'elle n'eût pas le caractère cruel de la guerre entre Magyars et Serbes dans la Băcka, n'en fut pas moins illustrée par des incidents atroces. Avram Iancu s'attacha à organiser quinze « légions » pour le service impérial, chacune ayant ses préfets, ses sous-préfets et ses tribuns, mais les masses manquaient totalement de discipline : aussi des massacres de Magyars eurent lieu dans les petites villes de Zalatna et de Körösbánya (Baia de Criş) tandis que plus de cent villages roumains et saxons étaient saccagés par les « Hussards de Kossuth » (3).

Sous les auspices de Puchner, un Comité de Pacification, composé à la fois de Roumains et de Saxons, fut créé à Hermannstadt. Saguna devenait de plus en plus l'expression vivante de l'opinion roumaine d'autant plus que l'évêque uniate Leményi, en raison de son attitude franchement « magyarone », avait suscité de vives protestations de la part de ses ouailles et avait été arbitrairement destitué par Puchner. Şaguna n'était pas belliqueux. Les écrivains roumains l'ont critiqué pour avoir négocié trop longuement avec le Gouvernement de Pest et pour avoir accepté de discuter des offres aussi insuffisantes que celles de créer des classes supplémentaires roumaines dans une académie de droit magyare, au lieu de fonder une université roumaine. La vérité est qu'il essaya tous les moyens de conciliation plutôt que de risquer une scission ouverte ; mais l'intransigeance de Kossuth l'obligea à rompre.

L'abdication de Ferdinand, le 22 décembre, en faveur de son jeune neveu François-Joseph, qui confia au réactionnaire Windischgrätz, la tâche de ramener la Hongrie à l'ordre, exaspéra l'intransigeance des deux côtés. Kossuth se préparant à la lutte, confia le

(1) *Cartea de Aur*, I, p. 429.
(2) F. Teutsch, *op. cit.*, III, p. 254.
(3) Voir Friedenfels, *Bedeus von Scharberg*, II, p. 81-83, d'après le rapport de Puchner à Windischgrätz.

commandement militaire en Transylvanie à Bem, le chevaleresque exilé polonais, homme d'une discipline de fer, d'une énergie infatigable mais ayant des sentiments humains. Malheureusement, il envoya le sinistre Ladislas Csányi comme Commissaire civil auprès de Bem et les deux hommes, dès le début, furent divisés par de profonds conflits. Bem poussa les Magyars à un nouvel effort et bientôt le général Urban fut repoussé au delà de la frontière bukovienne, Kolozsvár fut réoccupé et Puchner dut se tenir sur la défensive à Hermannstadt. Puchner, bien qu'avec hésitation, autorisa une députation, composée de Şaguna, d'un marchand roumain et de deux Saxons, à se rendre à Bucarest pour y demander l'intervention militaire des Russes qui, nous l'avons dit, occupaient les deux Principautés depuis l'échec de la Révolution valaque. Le général Lüders ne bougea pas avant d'avoir reçu une demande formelle de Puchner lui-même. Celui-ci infligea deux légères défaites à Bem près de Hermannstadt (21 janvier et 4 février 1849) mais il pouvait à peine se maintenir sur ses positions. L'aide russe qu'il reçut était trop peu importante pour lui servir beaucoup et, vers le milieu du mois de mars, Bem put occuper à la fois Hermannstadt et Kronstadt et Puchner dut s'enfuir au delà de la frontière. Bem était maître de toute la Transylvanie, sauf des régions montagneuses qu'Avram Iancu gouvernait pour l'Empereur. Le manque de discipline de ses troupes roumaines inexpérimentées de celui-ci fut tristement illustré par le pillage de Nagy Eneyd, au début du mois de janvier, lorsque le célèbre collège protestant de Gabriel Bethlen et sa précieuse bibliothèque furent brûlés de fond en comble. C'était sans doute la revanche d'Axente Sever pour la destruction de sept villages roumains près d'Enyed par les Magyars au mois d'octobre précédent. En tout cas, des actes cruels furent commis. On prétend même qu'un prêtre et cinquante femmes furent massacrés dans une église (1).

L'attitude des Roumains dans la lutte entre la Hongrie et l'Autriche, ou la question roumaine n'entrait que pour une part, était la conséquence logique de leur ancienne attitude sous les règnes de Joseph II et de Léopold II. Ils attendaient avant tout de la dynastie qu'elle leur accordât l'égalité et la justice, repoussant

(1) Czetz, *Bems Feldzug in Siebenbürgen.*

l'accusation de tendances réactionnaires et appelant une monarchie constitutionnelle à laquelle participeraient toutes les nations (1).

L'expression la plus caractéristique de leur programme se trouve dans la pétition que l'évêque Şaguna présenta au jeune Empereur à Olmütz le 25 février 1849, dans laquelle il demandait « l'union de tous les Roumains dans l'État autrichien comme nation indépendante sous le sceptre de l'Autriche et comme partie intégrale de la Monarchie » sous l'Empereur en tant que « grand duc des Roumains » (2).

François-Joseph, sans s'arrêter aux détails, accepta « avec joie et gratitude... les lourds sacrifices faits par le courageux et loyal peuple roumain pour mon trône et ma monarchie contre un parti qui a violé la loi et déchaîné la guerre civile (3) ». Le 26 juin, il répondit à une nouvelle pétition, en renouvelant l'expression de sa gratitude aux Roumains et promit une garantie de droits égaux et des « institutions organiques, en accord avec les besoins de ce peuple et avec l'unité de la Monarchie (4) ».

Mais ce n'était là qu'un des nombreux engagements pris par François-Joseph vis-à-vis des peuples tributaires de son Empire, dans des périodes de troubles. Il exploitait leur loyauté jusqu'à l'extrême mais, lorsque le danger était passé, il faisait la sourde oreille à leur appel et épuisa ainsi lentement le vaste capital de confiance qu'avait accumulé le trône. Sa trahison envers les Roumains n'est pas moins flagrante que son ingratitude envers les Croates, que ses engagements rompus envers les Tchèques en 1861 et en 1871, que le cruel abandon à leur sort des Slovaques après 1867.

LOUIS KOSSUTH ET LES ROUMAINS

Bem couronna ses victoires par un essai d'administration civile, et, comme il tenait avant tout à la conciliation et l'amnistie, il fut immédiatement en conflit aigu avec Kossuth, qui dominait alors le Gouvernement à Pest et à Debreczen, et avec son délégué Csányi, qui déclara que l'amnistie de Bem n'était pas applicable et qui établit des tribunaux militaires pour exécuter les « traîtres » et

(1) Voir pétition du 28 décembre 1848, *Cartea de Aur*, I, p. 514.
(2) *Ibid.*, p. 521. Parmi les signataires se trouvaient Ioan et Lucien Mocsonyi et Eudoxe Hurmuzaki, représentant deux des familles les plus notables du Banat et de Bukovine.
(3) *Ibid.*, p. 522.
(4) *Ibid.*, p. 592-95.

confisquer leurs biens (1). Le manifeste de Csányi aux Roumains est une révélation de la mentalité de Kossuth. Il pourrait être cité en entier, mais quelques phrases suffisent. Il commence sur ce ton : « Vous, malheureux Valaques déçus et conduits dans une mauvaise voie par l'intrigue et les officiers autrichiens. On ne trouve de mémoire d'homme ou dans l'histoire, aucune trace en ce qui vous concerne, d'une vie nationale libre quelconque. Vous étiez esclaves sous les Romains, esclaves sous les peuples nomades, esclaves également pendant les derniers mille ans et, seuls les Magyars vous ont fait entrevoir cette année l'aube de la liberté... » Ils avaient accordé aux paysans des droits égaux mais « l'indulgence a ses limites ». Csányi donnait donc aux Roumains — « sous la conduite sanguinaire d'assassins, de voleurs et d'aventuriers, vos tribuns, vos préfets et vos centurions » — huit jours pour se rendre, pour abandonner leur « séducteur », le général Urban, et pour respecter de nouveau la loi, faute de quoi leurs biens seraient confisqués et ils recevraient « le châtiment corporel que méritent leurs crimes (2) ».

Même à cette époque, ces paroles dépassaient la mesure pour de nombreux compatriotes de Csányi, lorsque le député Alois Vlad protesta au Parlement de Debreczen, quelques-uns applaudirent ses citations du manifeste, mais d'autres soutinrent que « punition corporelle » désignait non le fouet mais la prison (3). Il est difficile, en tout cas, de concevoir une proclamation plus maladroite; elle constitue une preuve éclatante de l'incompétence criminelle de Csányi. Mais il y avait bien pis encore. L'action des tribunaux révolutionnaires de Csányi allait à l'encontre de l'amnistie de Bem et Kossuth ne soutenait pas seulement le civil contre le général mais déclarait nuls les engagements pris par le chevaleresque polonais envers les Saxons et les Roumains. « Ne vous fiez pas aux Saxons, écrivit Kossuth à Bem, je ne suis pas un terroriste mais je veux être assuré contre une nouvelle trahison de ces Saxons ingrats et criminels... qui ont eu l'impudence d'appeler les Russes et

(1) Le texte magyar de deux manifestes de Csányi dans l'app. 20 et 21 de G. Barițiu, *Istoria Transylvaniei*, III, p. 774, et le texte allemand des termes rigoureux de la loi martiale (décrétée par le commissaire Bëothy à Kolozsvár en janvier 1849), *ibid.*, p. 778.

(2) *Ibid.*, p. 549-50. B. Jancsó, *A román nemzetiségi törekvések története*, II, p. 719.

(3) Le principal apologiste magyar Benedek Jancsó, commentant la question prouve que l'interprétation de Vlad était exacte, et qu'en fait le châtiment ordinaire imposé était de 25 à 50 coups de fouet (*op. cit.*, p. 721).

qui sont ainsi mille fois coupables de trahison envers leur patrie. Je déclare qu'à moins qu'ils ne chassent les Russes, je ne tolérerai pas un seul Saxon sur le territoire de la Couronne hongroise, mais que je les expulserai ou les priverai de la protection et de la liberté de la loi, que je mettrai leurs biens sous séquestre pour couvrir les frais de la guerre. » Bem fut donc sommé d'arrêter les principaux meneurs saxons et de les livrer à Csányi qui les retiendrait en otages pour agir sur la Russie et qui les ferait fusiller comme traîtres si les Russes ne se retiraient pas. « Cronstadt doit se rendre ou Hermannstadt subira les représailles de son obstination. Le Gouvernement se réserve le droit de régler la condition future du territoire saxon (1). »

Il est curieux de le voir écrire à Bem : « Les conditions en Transylvanie sont tellement spéciales qu'il est extraordinairement difficile même pour moi, bien que Magyar, de juger du bien-fondé de telle ou telle mesure ». En fin de compte il décida de confiner Bem dans les : « questions militaires et d'abandonner toute décision civile à Csányi (2) ».

Loin de se conformer à ses ordres, Bem décréta une amnistie générale, mais dut partir précipitamment pour le Banat, pour y organiser une résistance militaire. Csányi profita de son absence. Son exploit le plus fameux fut l'arrestation d'un pasteur saxon, Stephan Ludwig Roth, l'un des membres les plus éminents du Comité de Pacification, ardent austrophile, qui fut exécuté à Kolozsvár après condamnation par un tribunal révolutionnaire, malgré le sauf-conduit spécial que Bem lui avait délivré (11 mai). Roth fut accusé d'avoir obéi au « rebelle » Puchner et, d'avoir ainsi aidé les ennemis de la mère patrie, d'avoir porté l'épée au lieu de la Bible et de s'être opposé à l'union que la dynastie parjure avait solennellement confirmée. Roth avait refusé de cacher ses chaînes : « Elles ne *me* font pas honte », avait-il dit. Puis, il refusa de se laisser bander les yeux et regarda sans crainte le peloton d'éxécution. « Soldats, s'écria le capitaine de service, étreint par

(1) *Briefe Kossuth an Bem*, éd. Makray, p. 3-4, lettre du 17 mars 1849 ; cf. Teutsch *op. cit.*, II, p. 274.

(2) Cette dernière phrase est citée quelque peu différemment par Szemere dans *Batthyány, Görgey, Kossuth*, III, p. 117. (Szemere était bien entendu engagé dans un conflit aigu avec Kossuth pendant les dernières phases de la Révolution, lorsque l'un était premier ministre et l'autre gouverneur.)

l'émotion, apprenez de cet homme comment on meurt pour sa nation (1). »

L'attitude de Roth souleva une émotion unanime et ce héros survit dans l'histoire comme l'Andreas Hofer du peuple saxon, Bem, indigné à son retour de Transylvanie, apprenant trop tard l'affront qu'on lui avait fait, confirma publiquement l'amnistie et écrivit à Kossuth en le menaçant d'abandonner son commandement si Csányi n'était pas immédiatement destitué. Les méthodes arbitraires des tribunaux révolutionnaires, déclara-t-il, lui rappelaient celles de la Révolution française (2).

L'attitude de Kossuth envers les Saxons et les Roumains n'est pas unique dans son histoire. La veille de la Révolution il avait, en plein Parlement, raillé la Croatie, « si petite qu'elle ne suffit pas à un petit déjeuner ». Il avait accueilli les revendications d'une députation serbe au début de l'été de 1848 par la phrase cruelle : « L'épée en décidera entre nous. » Son projet d'introduire des colons székels dans le Banat souleva plus encore l'indignation des Serbes et, un an après, il écrivait à Bem que, « pour les Serbes, la seule mesure de sûreté est de prendre en otages les femmes, les enfants et les prêtres (3) ».

Mais le terrorisme dont il usa envers les Slovaques, son peuple d'origine, fut plus abominable encore et les gibets élevés sur ses ordres dans les provinces du Nord sont restés célèbres, sous le nom de « potences de Kossuth ». Dès 1847, l'apostrophe amère du grand Széchenyi à Kossuth avait été justifiée : « Poussez tous les peuples à la folie contre les Magyars, jetez une torche dans la chaumière du paysan, excitez les intérêts de l'Empire jusqu'à l'ultime conflit, remplissez jusqu'au bord de votre poison la coupe de vengeance et voyez ensuite ce qui arrivera (4). »

La grande responsabilité qu'assuma Kossuth dans la guerre des Nationalités est indéniable. Tout ce que l'on peut dire en sa faveur et en celle de ses partisans, c'est que cette longue lutte développa en eux une sorte d'exaltation ultra-patriotique qui aboutit au renversement des Habsbourg le 14 avril 1849 et à

(1) Sa dernière lettre à ses enfants se trouve dans Teutsch, *op. cit.*, II, p. 277-78 et dans Obert, *Stefan Ludwig Roth*, I, p. 216.
(2) *Wiener Reichszeitung*, 14 juin 1850, cit. Friedjung, *Gesch . Œsterreichs*, I, p. 233.
(3) *Briefe an Bem*, p. 52.
(4) *Politische Programm-Fragmente*, p. 138.

l'installation de Kossuth lui-même à la tête d'un gouvernement hongrois. Cette erreur suprême de sa carrière devait, bien entendu, déchaîner la guerre à outrance; François-Joseph, à contre-cœur, demanda l'aide du tsar pour réprimer la Révolution hongroise et, dès les premiers jours de juin, les troupes russes de Galicie, de Bukovine et de Valachie, se déversèrent par les Carpathes. Bem se trouva avec vingt-quatre mille hommes, débordé par le double de Russes et d'Autrichiens, commandés par Lüders et de Clam-Gallas. Il combattit vaillamment, mais fut finalement vaincu à la bataille de Schässbourg (27 juillet) où le poète Petöfi disparut dans la mêlée. Il se retira dans le Banat, livra une dernière bataille le 9 août près de Temesvár, et finalement s'enfuit, à l'exemple de Kossuth, en Turquie où il mourut, converti à l'islamisme.

LES ATROCITÉS

Entre temps, les Roumains continuaient leur action. Même à l'apogée du succès de Bem, Iancu tenait toujours dans la région d'Abrud comme un « roi des montagnes ». Vers la fin d'avril, par l'entremise de Bălcescu, de Cesar Bolliac et d'autres réfugiés libéraux de Valachie, une dernière tentative fut faite pour réconcilier les Magyars et les Roumains. Dès mars, Maghieru, de Bade où il s'était retiré, avait écrit à Kossuth pour le mettre en garde contre l'intervention russe et pour préconiser une alliance magyare-roumaine, soumise à la reconnaissance de la nationalité et des droits politiques de tous les Roumains de la couronne hongroise, par un « Statut organique » officiel et sur une base fédéraliste. Kossuth ne reçut cette proposition qu'après les victoires de Dembinski et de Görgei qui l'avaient rempli d'optimisme; il la rejeta et ordonna des mesures destinées à écraser la résistance de Iancu. Mais, entre temps, Bălcescu obtint une audience de Szemere et de Casimir Batthyány et les premiers éléments d'une convention furent établis. Cette convention devait reconnaître le nom de Roumain, le libre usage de la langue roumaine à l'église, à l'école et dans les Assemblées communales, la création d'une Garde nationale et l'autonomie des deux Églises. Cette fois, Kossuth accepta en principe, bien que quelques jours auparavant il eût dit : « Je ne réserve aux Roumains que des boulets et des canons. » Butean,

homme de confiance de Iancu, restait sceptique et répondait à l'appel de Bălcescu en vue de former un front unique contre les Russes, par ces paroles amères : « Votre liberté, c'est la potence, vos droits d'égalité signifient que les peuples qui partagent le sol avec les Magyars devraient être absorbés par l'élément magyar (1). » Ses inquiétudes devaient être bientôt malheureusement confirmées.

On décida alors d'envoyer en mission le député Dragoş, Roumain de sentiments magyars, pour négocier un compromis avec Iancu. On trouvera dans les instructions que lui envoya Kossuth, — instructions dans lesquelles il accusait Şaguna de trahison, le rendait responsable de la guerre civile, et lui refusait à jamais tout pardon — les éléments sur lesquels Dragoş s'appuya pour mener à bien sa mission (2).

Tandis que Dragoş, traitait avec Iancu et Butean, un autre confident de Kossuth, le major Hatvani, les attaqua avec un détachement de quinze cents hommes, et, violant l'armistice récemment conclu, arrêta de nombreux chefs roumains. Le préfet Butean fut pendu le lendemain et son collègue Dobra disparut. Iancu, considérant ces faits comme une trahison, attaqua, pilla la ville d'Abrudbanya et mit Hatvani en déroute (3). On a prétendu que quatre mille personnes au moins avaient été massacrées, mais ce nombre semble fortement exagéré, Dragoş, soupçonné de trahison, bien que probablement innocent, fut arrêté et assassiné. Ainsi disparut tout espoir de conciliation et Iancu resta dans ses montagnes jusqu'à ce que les troupes russo-autrichiennes pussent venir à son aide. Bem, qui avait un instant espéré trouver une aide armée dans la Valachie, ne trouva rien, en raison surtout de l'attitude intransigeante magyare.

Cependant, la situation des Magyars devenait désespérée, et la folie de s'aliéner tous les autres peuples du pays apparut clairement aux membres les plus sages du Gouvernement et notamment à Szemere (les véritables hommes d'État, avocats de la paix raciale, Deák, Széchenyi et Eötvös avaient été depuis longtemps éliminés). En juillet, le Gouvernement hongrois jugea qu'il était nécessaire d'émigrer de Debreczen à Szeged ; là, le Parlement

(1) Iorga, *Gesch. d. Rum. Volkes*, II, p. 297.
(2) *Cartea de Aur*, I, p. 576.
(3) Czetz, *Bems Feldzug in Siebenbürgen*, p. 305.

révolutionnaire consacra ses derniers jours à la discussion d'une loi qui garantissait le libre développement de toutes les nationalités sur le sol roumain. Le magyar restait la langue officielle de toutes les affaires administratives, légales et militaires, mais chaque citoyen devait avoir le droit de se servir de sa langue nationale dans des Assemblées de comitat et de commune. La langue enseignée dans les écoles et employée dans les registres paroissiaux devait être celle de la localité, les pétitions pouvaient être présentées en n'importe quelle langue et les nominations aux charges officielles devaient être faites sans distinction de langue et de religion. Les Roumains auraient eu droit à une Garde nationale, à une faculté orthodoxe à l'Université de Pest et à l'amnistie générale. L'aimable premier ministre Szemere en déposant ces propositions, soutint avec ardeur que tous devaient être assez magnanimes pour « présenter d'une main fraternelle le rameau d'olivier de la paix *même après* les scènes de meutre » dont ils avaient été témoins. Dans un autre discours, devant une opposition assez forte, il déclara qu'il était prêt à traiter tous les peuples comme ses frères et que ces mots ne venaient pas de ses lèvres mais de son cœur (1).

Bien entendu, le moment propice à une telle action était depuis longtemps passé. Une loi qui, si elle avait été votée en mars 1848, eût peut-être pu rallier toute la Hongrie était plus qu'inutile en juillet 1849, alors que le pays saignait des blessures infligées par une cruelle guerre raciale et alors que les troupes russes en grand nombre se massaient de tous côtés. L'inévitable fin survint, le 13 août, lorsque Görgei capitula avec toutes ses troupes à Világos.

LE RÉGIME DE BACH

La réaction sévissait alors à Vienne et le Gouvernement autrichien mécontenta même son allié russe par ses méthodes brutales de répression. L'exécution de treize généraux magyars à Arad suivie par celle du dernier premier ministre, le comte Louis Batthyány, souleva l'indignation publique en Europe et retourna

(1) A. Szilágyi, *Die letzten Tage der magy. Revolution*, p. 23, 42.

l'opinion en faveur de l'exilé Kossuth. Parmi les hauts fonctionnaires qui partageaient son exil se trouvaient l'odieux Csányi et le baron Jeszenák, qui avaient sévi chez les Slovaques. Plus de huit cents individus furent condamnés à de longues années de prison. Il convient de dire que les listes officielles révélèrent que quatre mille quatre cent vingt-cinq hommes, trois cent quarante femmes et soixante-neuf enfants avaient été exécutés sans procès par les tribunaux militaires magyars, en Transylvanie, sans compter ceux qui étaient tombés dans la lutte (1).

D'après une enquête minutieuse du fonctionnaire saxon Bedeus von Scharberg, les tribunaux révolutionnaires avaient prononcé quatre cent quatre-vingt-dix-neuf condamnations à mort et sept cent soixante-neuf personnes avaient été fusillées sur leurs ordres, sans autre forme de procès (2.)

Les Roumains, de leur côté, prétendent que chez eux deux cent trente villages avaient été complètement détruits, que six préfets, dix tribuns, deux archiprêtres et onze prêtres avaient été pendus ou fusillés et ils donnent le détail de mille deux cent quatre-vingts exécutions. L'historien Barițiu estime le nombre de celles-ci à six mille (3).

D'autre part, nous avons déjà vu que les Székels avaient saccagé Sächsisch-Reen et que les Roumains avaient détruit les villes magyares de Zalatna et d'Enyed. Czetz, l'un des principaux lieutenants de Bem pendant toute la campagne, affirme que, dans la première de ces villes, deux mille Magyars furent tués, qu'à Jara, après la chute d'Enyed, huit cents autres tombèrent et qu'à Abrud, pour venger la violation de l'armistice par Hatvani, il y eut jusqu'à quatre mille morts. Il est prouvé que les troupes roumaines, inexpérimentées, commirent de nombreux excès et, en particulier, qu'elles brûlèrent comme en 1783 des maisons de campagne. Mais il faut reconnaître que le contraste, entre ces derniers excès et la discipline remarquable observée pendant l'Assemblée de Blaj et

(1) *Wiener Zeitung* du 21 février 1851, cit. Friedjung, *op. cit.*, I, p. 233, reproduit en entier dans l'App. 22 de Barițiu, *Ist. Transylvaniei*, II, p. 777. Parmi ces victimes 4.425 semblent avoir été Roumains, 165 Magyars, 252 Saxons, et 72 Juifs, Tziganes, etc. Une députation roumaine envoyée à Vienne après la pacification estima à 40.000 le nombre de victimes roumaines de toutes les luttes : mais on ne peut guère prendre ce chiffre au sérieux. Barițiu, *op. cit.*, p. 494.

(2) Friedenfels, *Bedeus von Scharberg*, II, p. 153.

(3) *Cartea de Aur*, I, p. 670-74 ; Baritiu, *op. cit.*, II, p. 492-504.

pendant les quelques mois qui suivirent fut dû à l'intransigeance magyare et à la création d'une union qui répugnait et inquiétait les masses roumaines. On ignore encore le nombre des victimes de la guerre civile.

LA TRANSYLVANIE ET LE CENTRALISME DE SCHMERLING

Le nouveau régime est à jamais associé au nom d'Alexandre Bach, le brillant révolutionnaire devenu opportuniste qui, par son habileté administrative et son énergie obstinée, remit en marche les antiques rouages de la monarchie, et, pendant dix ans, ajourna la faillite inévitable. Les principales caractéristiques de son régime furent l'extrême centralisation, fondée sur l'emploi de fonctionnaires non-nationaux et l'utilisation de l'allemand comme *lingua franca* de l'État. La constitution promulguée pour tout l'Empire le 4 mars 1849 et qui fut tout d'abord accueillie avec de vifs espoirs par de nombreuses régions, comme laissant prévoir une plus grande égalité et une activité plus libre pour les minorités nationales, ne fut jamais mise en vigueur. Après Világos, elle n'existe plus qu'en nom; une série de décrets impériaux furent publiés en désaccord total avec ses principales clauses et, finalement, le 31 décembre 1851, l'Empereur parjure l'annula entièrement et se révéla un autocrate. Mais, longtemps avant cette date, par la proclamation du 17 octobre 1849, la Hongrie avait été réduite à l'état de simple province autrichienne et il avait été expressément affirmé que « l'ancienne Constitution de la Hongrie est annulée par la Révolution ». La charpente des libertés hongroises — l'administration des comitats — fut détruite et le pays fut divisé en cinq nouveaux districts : le Banat et Băcka étaient incorporés dans la Voivodine serbe, tandis que la Croatie et la Transylvanie étaient détachées et placées directement sous la domination de Vienne. Dans cette dernière province, la juridiction des Trois Nations fut de même remplacée par six districts et un Gouverneur. Les Saxons virent leur ancienne autonomie réduite en lambeaux et leur Université ne put plus se réunir, tandis que les Roumains rappelaient en vain au Gouvernement la promesse solennelle d'union nationale qui leur avait été faite au nom de l'Empereur, alors que leur aide militaire avait quelque

valeur. Iancu, profondément blessé et déçu d'une telle ingratitude, se retira chez son père dans les montagnes et tomba dans une profonde mélancolie d'où il ne sortait que pour s'enivrer ou pour errer sans but à travers le pays. Il vécut pendant vingt ans, adoré des bergers des montagnes dont il portait l'habit et dont il accompagnait les chansons avec sa flûte — d'où l'histoire, inventée de toutes pièces, qui fait de lui un mendiant ou qui le dépeint gagnant sa vie comme musicien dans les foires de village. Lorsque François-Joseph visita la Transylvanie en 1852, Iancu ne se présenta pas à une audience de l'Empereur et, lorsqu'on lui proposa de réparer cette absence, il déclina, dit-on, l'offre par ces mots amers : « Qu'est-ce qu'un fou comme moi pourrait dire à un menteur comme lui ? »

L'évêque Şaguna lui-même fut traité avec mépris par les autorités et il dut lutter durement pour les droits de l'Église orthodoxe. Son espoir d'une Église unifiée pour tous les Roumains orthodoxes sous les Habsbourg, en Transylvanie, au Banat ou en Bukovine, et plus encore d'un Congrès National Roumain, ne se réalisa pas. Néanmoins, cet homme remarquable qui possédait les nombreuses qualités d'un grand homme d'Église médiéval et qui, peut-être, devait sa vigueur physique et sa ténacité dans les projets à son origine « Arumun » (1), ne fut pas découragé par le tour défavorable que prirent les événements. Pendant les dix ans d'absolutisme, il consacra tous ses efforts à la réorganisation et au renforcement de l'Église orthodoxe et établit des fondations capables de supporter la nouvelle superstructure des années 60. Sur ces entrefaites, la condition des Uniates s'améliora de nouveau après l'échec que leur avait infligé le lâche Léményi. En 1851, les Uniates eurent l'autorisation d'élire un nouvel évêque en la personne d'Alexandre Sterca-Şuluţ, membre de l'une de ces quelques rares familles de la petite noblesse qui avaient conservé un sentiment ardent du nationalisme roumain, et, en 1855, deux nouveaux évêchés uniates furent établis à Lugoş et à Gherla (2). Soupçonnant d'abord Şaguna de vouloir faire du prosélytisme, Şuluţ changea bientôt d'avis. L'étroite collaboration des deux métropolites dans toutes les questions nationales devint l'un des

(1) Ses parents étaient des commerçants de Gabrova, important centre valaque en Macédoine et il avait été élevé chez un parent de sa mère Grabowski, marchand de Pest, où il fit ses premières études.

(2) I. e. Gherla. (Szamos-Ujvár) en plus de celui de Oradea Mare Nagyvárad).

piliers sur lesquels reposait toute la situation. Şaguna, entre temps, eut à lutter pour la libération des Roumains orthodoxes qui étaient sous la juridiction du patriarche serbe de Karlowitz ; ce ne fut qu'en août 1860 que l'Empereur permit qu'un synode général orthodoxe fût réuni.

Le régime de Bach, si odieux qu'il fût, avait indiscutablement des éléments qui le rachetaient du point de vue strictement administratif. Bach lui-même, malgré son apostasie, n'était pas un simple arriviste. Il fut poussé par la haute ambition de transformer l'Autriche en un État modèle, gouverné selon un plan paternel, mais efficace, qui eût fondu tout le particularisme racial et provincial en une unité plus haute. On a vivement critiqué les « Hussards de Bach », mais, si on les considère simplement du point de vue administratif, ils constituaient un progrès sur leurs prédécesseurs. L'erreur fondamentale de tout le système repose sur ce qu'il négligeait la marée du nationalisme qui montait maintenant plus vite qu'auparavant et qu'il considérait la germanisation comme un ciment nécessaire. En réalité, toutes les nationalités qui s'étaient réunies autour du trône en péril des Habsbourg, ne tardèrent pas à reconnaître la valeur de la parole spirituelle de Pulszky disant qu'elles avaient reçu en récompense ce que les Magyars avaient reçu en châtiment, et elles adoptèrent une attitude plus ou moins passive et maussade. En Transylvanie, l'état de siège ne fut pas aboli avant décembre 1854 et, par suite de la politique incertaine de l'Autriche pendant la guerre de Crimée, de sa mobilisation partielle et de son occupation de la Valachie et de la Moldavie, les autorités militaires conservèrent une influence excessive à la fois en Transylvanie et sur les Frontières Militaires. Cette influence pesa lourdement sur les Magyars, dont la position privilégiée avait momentanément disparu. Pour cette raison même, elle fut moins ressentie par les Roumains et encore moins par les Saxons, pour lesquels l'extension de l'usage de la langue allemande rachetait partiellement l'atteinte portée à leurs anciens droits.

Une correspondance entre le Kossuthiste Daniel Irányi et Dimitrie Brătianu, tous deux exilés de leur pays respectif, projette une lumière curieuse sur cette période (1). C'est le Magyar qui

(1) *Lettres hongro-roumaines*, publiées à Paris, 1851.

commença cette correspondance, insistant sur le fait que les lois de 1848 assuraient l'égalité de toutes les nationalités de Hongrie, que la querelle magyare-roumaine était un malentendu dû aux intrigues impérialistes et suppliant les Slaves et les Roumains de se rapprocher des Magyars « pour la cause de l'indépendance et de la liberté ». Bratianu, en réponse, exprima sa répugnance « à attiser les cendres rouges », mais emprunta quelques citations aux documents constitutionnels de Transylvanie pour prouver la différence essentielle qui existait entre la condition des Magyars et celle des Roumains ; il termina sur une phrase tirée de la circulaire du comte Casimir Batthyány, du 10 juin 1849, disant que « la suprématie de l'élément magyar tel qu'elle a été acquise depuis mille ans à la force des armes » ne pourrait jamais être abandonnée. Les Magyars d'après lui devaient cesser de revendiquer leur royaume historique et leurs droits de conquête, et accepter la main fraternelle que tant de Roumains leur tendaient. Irányi, à son tour, fit une distinction peu probante entre la Transylvanie et la Hongrie, prétendant que les Roumains qui appartenaient à la classe privilégiée, jouissaient de tous les privilèges, et que l'Union avait été votée par la Diète même qui avait proclamé la liberté religieuse et l'abolition des redevances féodales. Nous désirons l'égalité de toutes les nationalités, dit-il, et une étroite alliance entre la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Serbie ; vous, au contraire, vous voulez d'abord la mutilation de la Hongrie, pour établir ensuite une Confédération danubienne. Il s'agit de choisir ou la Hongrie contre l'Autriche ou, l'absolutisme, la trahison et le parjure contre nous. » Brătianu, dans sa réponse, parla, non seulement au nom des émigrés roumains, mais de tous les Roumains des deux côtés des Carpathes. Il reconnut la nécessité de l'union des Magyars, des Slaves et des Roumains, « afin de vaincre l'ennemi commun et de creuser une brèche dans l'édifice monarchique qui pèse sur nos peuples » ; mais il ne put accepter la distinction entre la nation hongroise et les autres nationalités. Il désirait concilier, non exciter, mais il accusa Irányi de vouloir simultanément la démocratie et le droit de conquête — ce qui était incompatible avec le but commun de « fraternité danubienne ».

Cet échange de vues était tout à fait platonique. Les négociations des émissaires de Kossuth avec Michel de Serbie et

Alexandre Cuza de Roumanie en 1859 étaient beaucoup plus sérieux car la guerre allait éclater entre la France et l'Autriche. Des promesses formelles de droits linguistiques, nous l'avons déjà vu, furent faites aux Serbes et aux Roumains et une Confédération danubienne fut proposée. La Paix de Villafranca dispersa tous ces projets fantastiques avant qu'ils aient eu le temps de prendre forme, mais ce qu'on en connut en Hongrie alarma l'opinion publique et servit à renforcer l'influence d'abord du grand homme d'État François Deák, puis de l'exalté Coloman Tisza aux dépens du Gouverneur exilé.

La désastreuse campagne italienne et la crise financière qu'elle provoqua amenèrent la chute de Bach. Il y eut ensuite dans toutes les possessions autrichiennes huit ans de tâtonnements constitutionnels qui eurent une influence réelle sur le destin des Roumains. En même temps que « le Diplôme d'octobre » de 1860, l'ancienne Constitution transylvanienne fut rétablie et par décret on décida une conférence entre les représentants de toutes les races, religions et classes, pour étudier les réformes nécessaires. Une grande confusion régnait, non seulement dans l'esprit du public, mais même chez les autorités : on ne savait pas si on devait partir de l'état antérieur ou de l'état postérieur aux lois de mars 1848. Un parti actif se forma parmi les Magyars, sous la direction de l'évêque Haynald et du baron Kemény, qui soutint que l'Union avait reçu la sanction de la Couronne en 1848 et qu'elle était légalement valable sans autre nouvelle loi ; mais tous les Roumains s'opposèrent à ce point de vue ainsi que la grande majorité des Saxons. Le Diplôme d'Octobre n'était pas encore en vigueur, lorsqu'il fut remplacé par la Lettre Patente de février 1861 — essai de politique de centralisation de Schmerling. Un nouveau Reichsrat de trois cent quarante-trois délégués de tous les Corps législatifs de l'Empire fut convoqué : quatre-vingt-cinq représentants étaient assignés à la Hongrie et vingt-six à la Transylvanie. Le Reichsrat fut considéré en Hongrie comme un défi à la nation. Le Parlement qui siégea à Pest en avril s'engagea immédiatement dans un conflit aigu de principes avec la Couronne et, après de mémorables débats sur les deux Adresses préparées par Déak fut dissout en août. Il avait eu le temps d'affirmer expressément la validité de l'union entre la Hongrie et la Transylvanie et un comité, sous la présidence du libéral hongrois le plus éclairé, le baron Eötvös, avait pu

présenter un rapport en faveur de très larges concessions linguistiques à accorder aux différentes nationalités de Hongrie (1).

La Diète de Transylvanie fut convoquée (15 juillet 1863) non plus à Kolozsvár, centre de la magyarisation, mais à Hermannstadt où les Saxons étaient en majorité. Une pétition saxonne et une députation roumaine, conduite par l'évêque Şaguna, avaient déjà été gracieusement accueillis par François-Joseph et la franchise électorale périmée du régime antérieur à mars fut supprimée, parce qu'on ne pouvait plus ignorer les masses roumaines. En 1848, sur trois cents députés, quatre-vingt-dix seulement avaient été élus et, parmi eux, trois Roumains seulement. Tous les autres étaient des « Régalistes » nommés par la Couronne. En 1863, la prétention magyare d'imposer 182 Régalistes — 134 Magyars, 29 Roumains et 19 Saxons — fut repoussé, et le nombre des Régalistes fut limité à 40. Les Magyars dénoncèrent cette mesure comme une atteinte à la Constitution et refusèrent d'occuper leurs sièges. Au même moment, leurs compatriotes en Hongrie adoptaient la même politique d'abstention envers le Reichsrat central de Vienne, ce qui contribua à la faillite de la tentative de Schmerling. Ainsi, la Diète ne représentait de nouveau qu'une partie des pays, et cette fois les Saxons et les Roumains avaient le champ libre. Son œuvre principale fut de voter des lois qui mirent la nation roumaine et ses deux Églises sur un pied d'égalité avec les autres « Nations et Églises » de Transylvanie et de proclamer l'égalité des trois langues — magyare, allemande et roumaine — dans les affaires de l'État (31 août, 21 septembre 1863) (2). Ainsi, lorsque, pour la première fois, justice était rendue aux Roumains, ce fut dans une forme que les Magyars, à l'unanimité, déclarèrent illégale. Pendant deux ans, les Roumains respirèrent plus librement, mais chacun des trois peuples gardait le sentiment que son destin suprême dépendait moins de ses propres efforts que du résultat des négociations entre Vienne et Budapest. C'est ainsi que, lorsque le Parlement de Schmerling ne put siéger en raison des abstentions et lorsque François-Joseph reprit sa discussion interrompue

(1) Voir la traduction du texte complet, dans l'Appendice I de *Racial Problems in Hungary* du même auteur, omis dans l'édition française, p. 421-24, qui doit être comparé à celui de la loi des Nationalités de 1868 (Appendice III, *ibid.*).

(2) Pour le texte allemand de ces lois voir les appendices 23 et 24 dans Brote, *Die rumänische Frage in Siebenbürgen und Ungarn*, p. 209-15.

avec Deák et Andrássy, l'autonomie de la Transylvanie fut l'une des institutions qu'il jugea utile et même nécessaire de sacrifier.

Cependant, deux événements de grande importance dans l'histoire sociale des Roumains se produisirent. L'Association pour la Culture de la langue et de la littérature roumaines, fondée par Cipariu, leur procura un centre culturel de publications, de collections de musées et d'élan littéraire. De plus, Şaguna obtint enfin de l'Empereur le détachement de l'Église orthodoxe roumaine du patriarcat serbe (la mort de Rajăcic la facilita) et l'érection de son propre siège de Sibiu (Hermannstadt) en archevêché, avec deux évêchés à Arad et à Caransebeş (juin 1863) (1). Certains regrettèrent cette consécration par l'État du schisme dans l'Église roumaine ; mais d'autres firent preuve de plus de largeur de vue en acceptant les faits accomplis. Ce fut la conséquence tardive des mesures inégales appliquées à l'église uniate et à l'église orthodoxe.

La chute soudaine de Schmerling pendant l'été de 1865 fut bientôt suivie de la dissolution de la Diète de Hermannstadt et de l'annulation de toute son œuvre et, par suite, de la loi assurant des droits égaux aux Roumains, loi qui, d'ailleurs, n'avait jamais été mise en vigueur. Une nouvelle Diète fut immédiatement réunie à Kolozsvár, avec l'ancien système de vote, modifié de façon à ne pas exclure entièrement les Roumains, tout en assurant une majorité magyare ; en d'autres termes, ce système était aussi légalement critiquable que le précédent. Les Magyars qui ne formaient alors que 29 % de la population, élirent quatre-vingt-neuf députés contre trente et un Saxons et treize Roumains, et ils avaient cent trente-deux Régalistes sur 190 — dominant ainsi de beaucoup les Saxons et les Roumains réunis. Ces derniers furent unanimes à refuser de reconnaître la validité de l'union et à adresser une vive protestation au souverain. Les Saxons étaient divisés ; une majorité contestait la légalité de l'union mais tous, sans exception, demandaient des garanties et des privilèges spéciaux — surtout en ce qui concernait le maintien de « l'Université » saxonne et de ses anciens privilèges — comme condition préliminaire au vote. D'ailleurs l'issue ne fut jamais mise en doute ; la Diète se réunit avec comme unique programme l'approbation renouvelée de l'union et la majorité magyare proposa sans délai une Adresse à la Couronne en

(1) Ceux de Cluj et de Timişoara ne furent pas reconnus.

ce sens, demandant aussi que des représentants transylvaniens soient convoqués au Parlement de Budapest. La Diète fut alors suspendue, puis définitivement dissoute. Les Roumains, dans leur protestation solennelle, avaient employé des arguments irréfutables. Ils avaient cité les termes employés par François-Joseph lui-même en 1863, lorsqu'il avait admis qu'une Diète fondée sur les lois de 1790-91 (et aussi sur l'ancienne franchise électorale) « excluant la grande majorité de la population de l'exercice des droits politiques... manquerait de l'indispensable prestige moral pour résoudre les affaires intérieures de la Transylvanie ». L'empereur avait ainsi repris le point de vue même qu'il avait solennellement répudié deux ans auparavant et les Roumains étaient maintenant en mesure d'affirmer qu'une Assemblée ainsi composée « manquait de la force morale nécessaire pour assurer la validité permanente de ses décisions (1) ». Dans leur protestation pleine de dignité on trouve, pour la première fois, l'affirmation nette que le destin de la Transylvanie ne pouvait être légalement réglé sans l'accord de la nation roumaine.

LE COMPROMIS DUALISTE DE 1867

Toute protestation fut vaine. En décembre 1865, François-Joseph ouvrit le Parlement hongrois en personne. Il mit fin ainsi à la période d'absolutisme et accepta la théorie constitutionnelle hongroise comme base du futur Gouvernement. Un an passa avant qu'un accord définitif pût être établi entre Deák et la Couronne, et la guerre austro-prussienne arrêta momentanément les négociations. Pendant cette période, la Transylvanie, frappée de paralysie, attendait les événements. Ce ne fut qu'en février 1867 que le dernier obstacle put être surmonté et qu'Andrássy fut nommé Président du Conseil de la nouvelle Hongrie constitutionnelle. Le Compromis, faisant de l'Empire d'Autriche et du Royaume apostolique de Hongrie deux États souverains égaux, liés seulement par certaines affaires communes à l'intérieur, mais formant un seul corps pour l'étranger, obtint la sanction parlementaire en mars. Le 8 juin, François-Joseph fut couronné à Budapest, recevant ainsi la sanction mystique de la Sainte-Couronne Apostolique.

Nous n'avons pas à étudier ici le Système Dualiste sauf dans la

mesure où il intéresse le sort de la Transylvanie et par conséquent des Roumains. Qu'il suffise d'indiquer deux de ses traits les plus saillants qui, en fin de compte, s'avérèrent funestes. Premièrement, dans sa passion des conventions et de la tradition, Deák n'avait établi aucune méthode légale de révision ; les rouages rouillés ne purent être réparés et, finalement, menacèrent de se casser. Deuxièmement, il ne s'agissait que d'un pacte entre la Hongrie et la Couronne, conclu à l'insu de l'Autriche, et que le Parlement fut seulement invité à ratifier en décembre 1867. Pas un seul parmi les autres peuples de la Monarchie ne fut consulté. Du point de vue de Budapest, il est parfaitement possible de soutenir que le Système Dualiste fut une évolution et non une révolution, la conséquence logique de la Pragmatique Sanction de 1723 et la reconnaissance solennelle des anciens droits et des traditions constitutionnelles de la Hongrie. C'est d'ailleurs partiellement exact. Car la vrai raison du Dualisme était la conclusion d'un Pacte entre les deux peuples les plus forts, les Allemands d'Autriche (au nom desquels François-Joseph agissait, bien qu'il ne les consultât pas réellement) et les Magyars de Hongrie, dans le but de se partager la Monarchie. Les deux autres peuples les plus forts, les Polonais et les Croates, étaient achetés par des concessions d'autonomie et destinés à devenir complices du maintien des huit autres peuples en état d'infériorité. Parmi ces peuples, la situation des Tchèques était relativement favorable et s'améliorait à chaque décade ; et aucun des peuples d'Autriche en dehors des Ruthènes n'eut à se plaindre d'une oppression active. On peut tout au plus, parler de leur soumission politique et de leur exclusion du contrôle de la politique étrangère. Mais en Hongrie la situation était différente : si la Croatie pouvait conserver son ancienne autonomie sous une nouvelle forme, les autres peuples non-Magyars — les Allemands, les Slovaques, les Ruthènes, les Serbes et surtout les Roumains — étaient tenus pour des ilotes politiques et destinés à être assimilés par la nation dominante.

Chapitre XI

DE L'UNITÉ A L'INDÉPENDANCE

> Quand on envisage avec désintéressement et sans passion les questions qui surgissent en Orient, on est frappé du rôle que les Principautés peuvent être appelées à jouer, et l'on convient que peu d'États secondaires sont à même de rendre d'aussi grands services au maintien de la paix européenne.
>
> Bon TALLEYRAND-PÉRIGORD.
> 5 mai 1858.

Le nouveau prince, Alexandre-Jean Cuza, n'avait pas encore quarante ans ; son éducation assez négligée l'avait fait échouer en Sorbonne ; sa moralité était loin d'être exemplaire. Le début de sa carrière ne laisse guère présumer chez lui une haute intégrité politique. Membre du parti de « La Jeune Moldavie », il avait été mêlé au mouvement de 1848 et la curiosité l'avait amené jusque sur le Champ de la Liberté à Blaj. Il avait partagé l'exil des chefs libéraux, mais il était rentré sous le Gouvernement de Grégoire Ghica et ne fut connu qu'en 1857, lorsque le fameux Vogorides l'eut choisi pour adjudant et par un acte scandaleux de favoritisme l'eut fait passer en six semaines du grade d'enseigne à celui de major. S'étant ainsi servi de Vogorides comme d'un marchepied, Cuza ne tarda pas à l'abandonner. Il jeta son emploi de préfet au visage de Vogorides et, comme député de Galaţ au Divan de Moldavie, il prit la tête de ceux qui demandaient un prince étranger et la réforme agraire. Pourtant, en 1858, Vogorides semble l'avoir encore considéré comme un de ses partisans, car il le nomma colonel. Finalement, la « Commission Intérimaire » le

choisit comme ministre de la Guerre. C'était un homme plein de bonnes intentions, un ardent patriote roumain avec une couche très mince de libéralisme ; mais complaisant envers lui-même, faible, il offrait une proie facile aux parasites et aux favoris et manquait d'expérience, de ressources et de méthode. On prétend que, pour remercier ses électeurs, il dit : « Messieurs, je crois que vous ne serez pas satisfaits de moi. »

Le problème essentiel qu'il eut à affronter fut l'attitude à son égard de son suzerain et des Puissances protectrices. La Porte trouvant Buol prêt à « protester très catégoriquement (1) », décida de dénoncer la double élection comme illégale et de demander une nouvelle session de la Conférence. Mais on apprit bientôt que la France favorisait ouvertement la reconnaissance de Cuza, que la Russie n'y était pas défavorable et qu'elle partageait en tout cas l'objection de la France à la coercition. Malmesbury était hésitant et conseillait à la Porte de reconnaître Cuza à titre exceptionnel tout en confirmant le *statu quo* sur tous les autres points. Bulwer, bien qu'en protestant, obéit aux ordres qu'il reçut, mais prévint son chef, que, « cédant petit à petit aux Principautés... on arriverait finalement à créer une Confédération sous le protectorat français et russe aux bords du Danube ». L'Europe était trop divisée pour prendre des mesures énergiques ; la situation était dominée par les préparatifs de la France et de l'Autriche en vue d'une guerre italienne.

Un des premiers actes de Cuza fut d'envoyer le poète Alecsandri en mission spéciale à Paris, à Londres et à Turin, pour confirmer qu'il était prêt à démissionner en faveur d'un prince étranger lorsque le moment serait venu et pour combattre l'opinion que la double élection avait violé la Convention de 1858. C'était, en effet, le plus amusant de toute l'affaire : au milieu de toutes les clauses dans lesquelles les Puissances avaient cherché à encercler les Roumains, il n'y en avait pas une seule qui empêchât les deux provinces de choisir le même prince ni de considérer l'élection comme illégale quoiqu'elle ait été manifestement contraire à l'esprit et aux intentions du Concert.

A Paris, Alecsandri fut cordialement accueilli par Walewski, par Thouvenel et par l'Empereur lui-même, qui lui dit : « Les Roumains ont donné des preuves de profond patriotisme et d'habileté

(1) Buol à Prokesch, 6 février, cité par Riker, *op. cit.*, p. 215.

politique » et qui lui laissa l'impression trop optimiste qu'il « défendrait » chaudement le *fait accompli* (1) ». La sympathie très sincère de Napoléon pour la cause roumaine, qui ne chancela jamais, était encore renforcée par des considérations politiques. Dans certaines circonstances, la Roumanie pouvait devenir une alliée très efficace de la France et rendre des services stratégiques importants sur les flancs balkaniques de l'Autriche. Napoléon approuva donc la création d'une agence diplomatique roumaine à Paris, lui offrit secrètement dix mille fusils et des munitions et envoya une mission militaire à Bucarest. Encouragé par cette attitude, Cuza concentra les deux milices dans un camp nouvellement créé à Ploesçi et fit voter un crédit militaire de 8 millions de piastres. Le résultat fut d'obliger l'Autriche à maintenir, en Transylvanie, trente mille hommes dont elle pouvait difficilement se passer en Italie. Cuza consolida la sympathie de Napoléon, par une lettre personnelle dans laquelle il se déclarait favorable au principe de la dictature (2).

A Turin, Alecsandri fut fort bien accueilli par Cavour et il eut une Conférence avec Teleki et Klapka, les émigrés hongrois. Mais, à Londres, il fut reçu assez froidement et le nouveau secrétaire des Affaires étrangères, Lord Malmesbury, stigmatisa avec violence un acte dirigé contre l'intégrité de l'Empire ottoman. Sur ce point, les hommes d'État anglais des deux partis furent presque également intraitables, mais, les libéraux (à l'exception de Gladstone) le furent plus encore que les conservateurs. Tandis qu'ils favorisaient ouvertement le mouvement national en Italie, ils faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour le retarder et le décourager en Serbie et en Roumanie. Lord John Russell, qui devint secrétaire des Affaires étrangères en juin 1859, après la chute du Cabinet de Derby, se prononça personnellement en faveur de la transformation des Principautés en un « Secundogenitur » autrichien, assez semblable à la Toscane et à Parme en Italie (3). Il suffit de se référer à son attitude en 1863 pendant la querelle pour comprendre que ce n'était pas un simple paradoxe de sa part : il préconisa une occupation autrichienne de Belgrade comme la meilleure solution.

Le 7 avril, la Conférence se réunit de nouveau à Paris pour étudier la nouvelle situation. Le délégué turc Musurus protesta

(1) 25 février, cité par Riker, *op. cit.*, p. 241.
(2) Voir extraits dans Riker, *op. cit.*, p. 242.
(3) 4 septembre 1859, à Bulwer — *Russell Papers*, cité par Riker, *op. cit.*, p. 246.

vivement et Hübner alla jusqu'à proposer la destruction par la force du mouvement unioniste. Mais la Turquie et l'Autriche étaient isolées. Les réunions de la Conférence coïncidèrent avec une crise aiguë entre Vienne et Turin dans laquelle Londres jouait en vain le rôle de médiateur. Le 26 avril, l'Autriche et la Sardaigne étaient en guerre et, une semaine après, Napoléon se rangeait aux côtés des Italiens. Ainsi, la situation internationale contribua au succès de la cause roumaine. Les sessions à Paris furent interrompues pendant la durée de la guerre, mais, en septembre, l'élection de Cuza fut confirmée. La France, la Russie, l'Angleterre, la Prusse et la Sardaigne s'accordèrent pour y voir une violation de la Convention de 1858. Mais elles pressèrent la Porte, par *exception spéciale,* d'investir Cuza de crainte que de nouvelles luttes électorales n'ébranlassent le pays, et menacèrent de recourir à la force si jamais la Constitution de 1858 était violée sur un autre point. Ce n'était naturellement qu'une menace théorique, destinée à sauvegarder leur responsabilité et à neutraliser le plaignant.



L'attitude fort peu cordiale du Concert européen à l'égard des aspirations roumaines amena naturellement Cuza à s'appuyer sur Napoléon. La déclaration de la guerre franco-autrichienne sembla offrir une occasion d'intrigue favorable en Hongrie. A Londres, Kossuth s'était déjà entendu avec le prince Michel de Serbie et sa femme magyare, née comtesse Hunyady. Après une conversation avec Napoléon, il envoya le général Klapka traiter avec Alexandre Cuza, lui donnant une lettre d'introduction pour Victor Place : « Il n'est pas révolutionnaire dans le sens péjoratif du mot, y disait-il, mais c'est un patriote magyar et un adversaire de l'Autriche (1). » Avec l'aide de Place, Klapka signa avec Cuza, une Convention secrète par laquelle les Magyars étaient autorisés à créer des dépôts d'armes en Moldavie et le long de la frontière de Transylvanie : une partie des fusils français fournis à Cuza devaient être distribués aux insurgés magyars. Les fusils furent réellement envoyés en Roumanie, mais les plans d'une

(1) 20 mars 1859, cit. Emmerit, *Victor Place*, p. 87.

campagne en Transylvanie (1) n'étaient pas encore mûrs lorsque la Paix de Villafranca les rendit inutiles. Il est impossible de prévoir ce qui serait advenu si la guerre s'était poursuivie, mais il faut noter que les émigrés magyars, — contraste frappant avec leurs alliés en 1848-49, — s'engagèrent à proclamer « la réconciliation entre les Serbes, les Valaques et les Magyars », l'égalité de toutes les races, les droits de langue dans les communes, les comitats et l'armée, ainsi que l'autonomie pour la Transylvanie si une Assemblée spéciale la votait à la fin de la guerre. Ils déclarèrent qu'un principe fraternel devait les guider et que leur but devait être « la Confédération des trois États danubiens, la Hongrie, la Serbie et la Moldo-Valachie ».

On ne sait dans quelle mesure Cuza fut sincère dans ses pourparlers avec les Magyars. Un an après, il eut l'audace de déclarer au consul autrichien, Eder, qui avait eu vent des faits et gestes de Klapka : « Un fossé profond nous sépare de ces Asiatiques ; nous sommes d'une autre race et d'un autre sang. Nous sympathisons avec toutes les tendances nationalistes, mais pas jusqu'à sacrifier nos intérêts aux Hongrois (2). » Néanmoins, il autorisa Garibaldi et le général Türr, le garibaldien magyar, à importer secrètement des fusils à Galaţ, et, lorsque le secret fut divulgué, il se soumit quoique à contre-cœur aux représentations des consuls. Après avoir essayé de confisquer ces armes pour son propre usage, il dut les renvoyer par bateau. Les relations magyares-roumaines passèrent alors au second plan et la grande crise de 1866 se développa trop rapidement pour que Klapka — qui dirigeait une légion hongroise dans l'armée prussienne — pût établir de nouveaux contacts avec Bucarest.

La position intérieure de Cuza était très difficile. Il avait à faire face à la jalousie des principaux boyards, non seulement parce qu'il n'était qu'un parvenu, mais surtout parce qu'il défendait obstinément la réforme agraire. Il dut tout d'abord gouverner avec deux Cabinets et deux Assemblées et, de plus, avec la Commission centrale qui intervenait à chaque instant, lui rappelant sans ménagement qu'il n'était qu'un bouche-trou en attendant un prince étranger,

(1) Voir memoranda de Place à Emmerit, *op. cit.*, p. 93-97 : texte de la Convention de Klapka à Kossuth, *Meine Schriften aus der Emigration*, I, p. 417-21.
(2) Eder à Rechberg, 13 juin 1860, cité par Riker, *op. cit.*, p. 268.

et lui présentant l'esquisse d'une nouvelle constitution unitaire. Cuza refusa cette constitution, sous prétexte qu'on allait trop vite. Il ne pouvait risquer un conflit avec les Puissances, et il comprenait que le point essentiel était d'arriver à une entente avec la Porte. Ces conflits l'entraînèrent à des changements constants de Cabinet et à prévoir une dissolution. Il avait déjà un profond mépris pour le Gouvernement constitutionnel et il confiait au consul britannique qu'il lui fallait « choisir entre les traîtres et les fous », mais qu'il comptait sur leur propre folie pour les vaincre (1).

En octobre 1860, Cuza fit un voyage officiel à Constantinople, annonçant à ses sujets qu'il s'y rendait pour « défendre les intérêts roumains » et, de fait, il plaida avec beaucoup d'énergie pour obtenir une franchise plus étendue et une union réelle au lieu d'une union personnelle. Ses arguments et son attitude semblent avoir été favorablement accueillis par le grand vizir, Ali Pacha ; après de longues négociations, il obtint enfin en décembre 1861 un firman du sultan qui ratifiait l'unification des Gouvernements et des Parlements. Mais la Porte aimait toujours les demi-mesures et les réserves ; aussi la reconnaissance qu'elle accorda fut strictement limitée au règne de Cuza lui-même. Ce résultat n'était ni normal ni satisfaisant ; les Puissances ne l'acceptèrent pas. C'est ainsi que, par une ironie du sort, ce furent les mauvaises tactiques de la Porte qui conduisirent une fois de plus l'Europe dans une voie qu'elle eût volontiers évitée. Le 5 février 1862, les deux Assemblées furent réunies en une seule à Bucarest et la Commission Centrale cessa d'exister. Désormais l'unité roumaine était devenue une réalité et une réalité irrévocable. Les douanes séparées avaient déjà été abolies et les administrations des finances et de la justice furent fondues.

Les trois premières années du règne constituèrent une période d'instabilité, d'intrigues et de continuels changements ministériels, qui amenèrent parfois de nouvelles élections et toujours la destitution des fonctionnaires. Mais une lente cristallisation de ce que l'on peut nommer un Gouvernement de partis s'opéra malgré tout. Il se forma bientôt deux groupes principaux connus à cette époque sous le nom de « blancs » et de « rouges » — les conservateurs et les libéraux. Les conservateurs trouvèrent un chef de valeur

1) Green à Bulwer, 7 juin 1860, cité par Riker, *op. cit.*, p. 256.

et un grand orateur en Barbu Cartagiu, président d'un Cabinet unifié qui groupa les boyards réactionnaires pour la défense de leurs privilèges, spécialement contre la réforme agraire, autour de laquelle la lutte faisait rage. Parmi les libéraux, les deux chefs les plus remarquables furent Jean Brătianu, ardent partisan de la politique et des méthodes administrat ves françaises, et Michel Kogălniceanu, l'orateur et historien moldave.

Catargiu était un défenseur acharné et passionné de l'ordre ancien. D'autorité il supprima le droit de grève et, pour l'anniversaire de la Révolution de 1848, il interdit une réunion sur le « Champ de la Liberté » de Bucarest. Une semaine après, son conflit avec les libéraux se termina en tragédie ; il fut assassiné dans la rue alors qu'il revenait de l'Assemblée (20 juin 1862). Bien que différentes tentatives eussent été faites à l'époque pour appliquer la maxime « Cui bono ? » et pour attiser les passions des partis par des insinuations sans preuves, les meurtriers ne furent jamais découverts, et le crime, jusqu'à nos jours, est resté mystérieux. Sans aucun doute, Cuza fut débarrassé par cette mort de son plus redoutable adversaire et les conservateurs perdirent en Cartagiu un chef de première valeur ; mais il hésita à les renverser et, pendant dix-huit mois, la lutte se poursuivit entre lui et le nouveau chef conservateur Crețulescu, qui s'opposait aux projets du Prince concernant un emprunt, de nouvelles lignes de chemins de fer et surtout la réforme agraire. Enfin, en octobre 1862, Cuza rompit avec les conservateurs et mit au pouvoir Michel Kogălniceanu, le chef spirituel des libéraux moldaves, homme remarquable par son ardent patriotisme, sa vaste culture et l'austérité de sa vie. Kogălniceanu comprit que la réforme agraire, but principal qu'il poursuivait comme le Prince, ne pouvait être présentée devant une Assemblée aussi réactionnaire.

Qu'un fossé eût tant tardé à se creuser entre le prince et ses adversaires était dû en grande partie à la recrudescence d'un problème dont la solution avait été trop longtemps différée et sur lequel le sentiment national devait se concentrer. Les « Couvents Dédiés » devaient leur existence à l'une des meilleures traditions des Principautés, à la constante générosité des princes et des boyards envers l'Église et spécialement envers les monastères qui, comme en Angleterre à l'époque qui précéda la Réforme, avaient joué un rôle social appréciable. Sous un régime aussi troublé que

le régime turc, des chartes spéciales avaient été jugées nécessaires pour protéger ces donations et, peu à peu, la coutume s'était développée de placer les monastères sous la protection des Lieux Saints de Jérusalem, de Sinaï, d'Athos ou de l'un des grands patriarcats du Levant. Il s'ensuivit, — tandis que l'influence grecque et phanariote dominait à la fois dans l'Église et dans l'État, — que « les Couvents Dédiés » passèrent petit à petit aux mains de moines étrangers qui en employaient les revenus à l'étranger, pour des fins qui échappaient aux Roumains et dont ceux-ci ne retiraient aucun profit. Vers la fin de l'époque phanariote, ces monastères possédaient un quart de la superficie totale de la Valachie et presque le tiers de la Moldavie; et l'emploi de leurs revenus était devenu une question brûlante qui intéressait à la fois la prospérité de la population et le budget de l'État. Nous avons déjà vu qu'après 1821 une tentative fut faite pour remédier à l'exode de ces capitaux, mais que les moines trouvèrent un protecteur dans la Russie et qu'ils la persuadèrent de maintenir le *statu quo*. Sous le Règlement organique, un certain contrôle fut établi et le ministère des Cultes fut autorisé à affermer aux enchères les terres monacales tous les cinq ans. Kiselev nomma une Commission mixte de moines et de fonctionnaires pour mener à bien une nouvelle convention, mais les moines s'y opposèrent avec succès, et, en 1843, lorsque Georges Bibescu essaya de nouveau de résoudre la question, ils réussirent à susciter une intervention russe et obtinrent un répit de dix ans. Cet ajournement servait la politique russe à la veille de la guerre de Crimée, puisqu'il lui permettait de s'assurer dans tout le Levant l'appui du haut clergé dont les intérêts financiers étaient en jeu. Pendant la guerre, les revenu annuel des « Couvents Dédiés » fut estimé à 9 millions de francs environ, dont 5 millions étaient envoyés à l'étranger.

Après la guerre, la Commission internationale proposa un compromis raisonnable : le revenu principal devait être employé à l'œuvre sociale à laquelle il était principalement affecté, et l'État devait se charger de l'administration des biens et verser une somme annuelle fixe aux Lieux Saints. Mais la Russie réussit de nouveau à obtenir un ajournement. Enfin, en 1859, le Gouvernement valaque proposa de prélever un quart des revenus des monastères et menaça d'expulsion les religieux qui protestaient. La question donne lieu à d'interminables négociations entre les Puissances jusqu'à ce qu'en

mai 1860, les fermiers des revenus des monastères, en raison de la dépression économique, demandèrent la suppression de leurs contrats, ou une réduction de leurs obligations. En Valachie, on donna satisfaction à leur demande tandis qu'en Moldavie on procéda à un inventaire à la suite duquel le quart des revenus des monastères depuis l'année 1853 fut revendiqué par l'État, les moines étant informés qu'ils devraient quitter le pays s'ils ne souscrivaient pas à cette mesure. La Porte émit une protestation et la France et la Russie hâtaient l'arbitrage ; mais les moines refusèrent l'offre de négocier que leur faisait Barbu Catargiu, attendant sans doute un appui de l'étranger. En novembre 1862, Cuza promulgua un décret par lequel les revenus contestés étaient séquestrés au profit de l'État. Lorsque la Porte et les ambassadeurs des Puissances Protectrices protestèrent, Cuza leur répondit que cette affaire était un problème purement intérieur et il promulgua un nouveau décret pour interdire l'emploi du grec dans les églises et les monastères et pour ordonner l'arrestation des récalcitrants. La force du Gouvernement roumain reposait sur la certitude que tant que son peuple serait solidaire avec lui, les Puissances ne pourraient s'entendre et que leurs discussions dégénéreraient en une querelle de mots entre Bulwer et Moustier à Constantinople. Russell qui, à peu près au même instant, adopta une politique ouvertement anti-serbe dans l'affaire du bombardement turc de Belgrade, était aussi hostile aux Roumains qu'aux Serbes et pria Bulwer d'informer Cuza que ses procédés étaient « illégaux, tyranniques et subversifs (1) ».

Mais la Roumanie était maintenant dans la bonne voie et, en décembre 1863, une loi d'expropriation fut votée par l'Assemblée, qui fixait l'amende à 84 millions de piastres ; mais, pour faire face aux frais de représentation de la Porte et des Puissances, elle fut bientôt portée à 150.000.000. Sans doute sur le conseil du général Ignatyev (qui commençait alors sa longue et orageuse carrière comme ambassadeur russe à Constantinople), les moines et le patriarche refusèrent de transiger — agissant à peu près comme le Vatican avec l'État italien après 1870. En 1867, la Chambre roumaine déclara que l'offre de compensation était périmée. Les méthodes par lesquelles le problème fut résolu peuvent sembler quelque peu arbitraires du point de vue occidental, mais il n'est

(1) Cité par Riker, *op. cit.*, p. 365.

pas douteux qu'elles mirent fin à un criant abus qui avait été injustement et artificiellement prolongé en faveur d'une classe parasite, étrangère et incapable. Le moine grec en Roumanie n'avait jamais été qu'un boulet pour l'État.

L'adoption de cette solution mit fin à la trève entre le Prince et les conservateurs. La réforme agraire démocratique introduite par Kŏgalniceanu fut très mal accueillie et le 25 avril 1864 rejetée par l'Assemblée. Cuza comprit alors qu'il devait céder ou combattre. Comme pour des raisons personnelles il était l'ennemi des grands boyards et comme il était aussi autocrate que Napoléon III, il décida de lancer un appel, non à l'oligarchie, mais aux masses, pour se faire nommer dictateur. Les paysans, confia-t-il au consul français, « constituent la force active de l'État. Le reste ne compte pas et le jour où un effort sera fait pour me renverser, j'aurai trois millions de paysans pour moi (1) ». Le 14 mai il ne se contenta pas de dissoudre l'Assemblée mais il fit ce que l'on appelle en histoire roumaine le « Coup d'État ». Il publia un manifeste à la nation, dénonçant « l'irréconciliable résistance d'une factieuse oligarchie » et demandant un plébiscite de tous les Roumains au-dessus de vingt-cinq ans, pour une nouvelle Constitution et une franchise plus étendue. Le statut, qu'il proposa comme un développement du Pacte de 1858, contenait certaines innovations de première importance. Désormais, le Prince possédait seul l'initiative législative. En plus de la Chambre existante, il créait un Sénat nommé par le Prince. La franchise électorale pour la basse Chambre était pour la première fois étendue aux masses paysannes. Il est vrai qu'en raison du manque total d'expérience politique, il était facile aux préfets de fausser les élections pour servir les intérêts du Gouvernement au pouvoir.

Le plébiscite — grossière imitation de celui de Napoléon III — approuva les propositions de Cuza par 682.621 voix contre 1.307. Il est inutile d'ajouter que l'analphabétisme d'une part, et la vitesse avec laquelle la consultation fut organisée de l'autre, ôtèrent toute valeur à ce vote. Mais le Prince conserva l'initiative qu'il s'était octroyée avec tant d'audace. Les consuls jadis tout puissants perdirent toute influence et la colère du suzerain fut apaisée par la nouvelle que Cuza se rendait à toute vitesse à Constantinople

(1) Tissot à Drouyn, 13 mai 1864, cité par Riker, *op. cit.*, p. 437.

« pour déposer ses hommages et ceux de toute la nation roumaine aux pieds du Sultan (1) ». Bulwer et d'autres ambassadeurs refusèrent d'assister au banquet officiel turc donné en l'honneur du Prince, mais celui-ci resta imperturbable, aimable et inébranlable et, finalement, persuada la Porte qu'une acceptation gracieuse de son hommage aux conditions qu'il offrait était préférable à un recours à la force, avec tous les risques internationaux qu'une telle décision eût entraînés. Entre temps, Cuza écouta patiemment le discours hautain de Bulwer et donna à Prokesch l'impression suivante : « S'il ment, c'est avec les apparences de la vérité... Il a le pouvoir et il est maintenant responsable de l'usage qu'il en fait (2). » Le 28 juin, à cinq semaines du plébiscite, les Puissances ratifièrent les innovations du Prince comme un « Acte Additionnel en hommage au cher défunt », pour citer la phrase justement sarcastique de M. Riker. De plus, elles ajoutèrent une clause permettant, désormais, aux Principautés Unies d'effectuer des changements de législation intérieure sans aucune ingérence étrangère, sauf sur les questions concernant les relations avec la puissance suzeraine.

Ce remarquable succès encouragea Cuza à faire un nouveau sacrifice à la popularité en promulguant la fameuse Loi agraire du 24 août. Cette loi marquera toujours l'une des plus grandes étapes de l'histoire de la Roumanie et elle assura à Cuza l'éternelle gratitude de la classe paysanne. Il faut avouer toutefois qu'elle fut par trop l'œuvre des théoriciens, et que loin de régler la question des terres, elle donna naissance à de nombreuses complications imprévues qui devaient se prolonger jusqu'après la Grande Guerre. Néanmoins, aucune critique ne peut obscurcir son mérite fondamental. La liberté personnelle de la classe paysanne fut acquise; toutes les restrictions qui pesaient sur elle, toutes les redevances féodales et dîmes qui subsistaient furent balayées, les propriétaires recevant en compensation « des obligations d'État représentant dix fois la valeur des servitudes annuelles dues par chaque catégorie de paysans, à 5 % (3) », des payements annuels en numéraires, répartis sur quinze ans étant en même temps imposés aux paysans eux-mêmes. Les anciens serfs étaient alors établis sur des biens dont l'étendue variait selon les régions. Les deux tiers de la

(1) Moustier à Drouyn, 15 juin 1864, cité par Riker, *op. cit.*, p. 453.
(2) Prokesch à Rechberg, 23 juin 1864, cit. Schiltter, p. 109.
(3) D. Mitrany, *The Land and the Peasant in Roumania*, p. 50.

terre arable devaient être attribués aux propriétaires fonciers, « mais sur les petits domaines seulement où la place faisait défaut (1) ». Les forêts restaient la propriété des boyards. On manqua bientôt de pâturages et les paysans perdirent leur terre patrimoniale sans qu'aucune compensation leur soit donnée ». Kogălniceanu avait désiré du fond de son cœur « hausser le niveau de la société, abaisser les puissants et élever les humbles (2) ». Malheureusement, les nouveaux biens n'étaient en général pas assez vastes pour suffire aux besoins de ceux qui les cultivaient et, comme en Russie, l'émancipation eut l'effet inattendu d'abaisser le niveau de vie des paysans. D'après un critique récent, la loi fut « hâtivement conçue, imparfaitement préparée et fréquemment mal appliquée... L'examen statistique préliminaire qui était réellement indispensable ne fut pas fait, ce qui eut pour résultat que les boyards purent souvent revendiquer avec succès une terre à laquelle ils n'avaient aucun droit. De plus, la distribution fut faite de telle façon que les plus mauvaises terres échurent aux paysans (3).

En dépit de nombreuses imperfections, cette réforme fut la première charte d'une nouvelle ère, conduisant aux deux dates tragiques de 1907 et de 1917 : dans une sphère plus petite, elle fut aussi importante que l'émancipation presque parallèle qui s'effectuait en Russie. Cette émancipation russe ne pouvait manquer de servir de stimulant, bien que rien ne puisse indiquer qu'elle eût été imitée. L'état légal des paysans était changé, mais la loi « ne leur donna pas une force suffisante pour s'élever contre l'inégalité politique, ni pour résister à l'oppression économique » (4).

Une autre loi, — sur l'Instruction publique, — promulguée par le dictateur en 1864, fut presqu'aussi importante que la loi agraire. L'éducation était en théorie déclarée libre et obligatoire, de nouvelles écoles primaires, des gymnases et des lycées et les deux Universités de Jassy et de Bucarest étaient créés, un système de bourses qui permettait aux enfants pauvres de mérite de passer de l'école du village à l'école secondaire était institué. De nombreux articles de cette loi devaient rester théoriques pendant plus d'une génération et même vers la fin du siècle, devaient être

(1) Mitrany, *op. cit.*, p. 51.
(2) *Ibid.*, p. 55.
(3) Ifor Evans, *The agrarian Revolution*, p. 41-43.
(4) Mitrany, *op. cit.*, p. 62.

combattus par des politiciens réactionnaires. Elle n'en fut pas moins une charte, sur laquelle tout le progrès futur fut solidement appuyé.

Ces deux réformes resteront toujours à l'actif de Cuza mais elles furent ses dernières œuvres sérieuses. Le pouvoir le démoralisa, bien que ce ne fut pas par simple affectation qu'il confirma publiquement qu'il était prêt à laisser sa place à un prince étranger. Il était trop sincère patriote pour plonger son pays dans une guerre civile. Mais il était entouré d'une camarilla de la pire espèce, les finances étaient de nouveau désorganisées, les salaires restaient impayés, la corruption était répandue, on volait sur les contrats de l'armée. Des maisons de commerce étrangères obtinrent des concessions qui leur permirent d'exploiter le pays. Entre temps, la vie privée de Cuza devint publiquement scandaleuse, même dans la société relâchée de Bucarest. La façon dont il traita sa femme « Domnea Elena », née Rosetti, connue pour ses hautes qualités morales, émut l'opinion. Sa maîtresse, Marie Obrenović, fille de Costin Catargiu et veuve d'un frère cadet du prince Miloš de Serbie, vivait avec lui au palais mais avait de nombreuses rivales. Leur liaison devait faire un legs fatal à la Serbie, car le fils légitime de Marie fut abandonné aux soins d'une vieille femme tzigane, et, devenu roi, Milan Obrenović transporta les mauvais exemples de son enfance au palais de Belgrade. Comme Elena n'avait pas d'enfants, Cuza désigna comme héritiers les enfants qu'il avait eus avec Marie et l'on prétendit même qu'il songeait à laisser sa succession à l'un d'entre eux.

En 1865, le mécontentement se développa rapidement dans tout le pays. Kogălniceanu, déçu, ne pouvait plus travailler avec un homme aussi différent de lui et le faible Crețulescu prit sa place. En août, tandis que le Prince faisait une cure à Ems, et au moment même où il projetait des voyages officiels en Occident, une émeute éclata à Bucarest, qui fut immédiatement réprimée avec brutalité, mais qui eut pour effet d'amener une collaboration des factions rivales des Conservateurs et des Libéraux. Un comité secret fut formé, dont les membres étaient : Lascar Catargiu, Jean Ghica et son cousin le général I. C. Ghica, Văcărescu, les Golescu, les deux Brătianu, Dimitrie Sturdza, Rosetti et Pierre Carp. Son but défini était de renverser Cuza et de nommer un prince qui appartînt à une des familles régnantes de l'Occident. Tandis que les fils principaux de la conspiration intérieure étaient

aux mains de C. A. Rosetti, Jean Brătianu vint à Paris et se mit en devoir de préparer l'opinion française à un changement en Roumanie, en publiant un violent pamphlet contre « le Prince usurpateur » qui, au lieu de se dévouer à la prospérité de son pays, ne manifestait qu'une médiocre personnalité et qu'une immense vanité, qui faisait de la Roumanie « un gubernium » de Saint-Pétersbourg et qui s'entourait d'agents russes (1). En réalité, ce pamphlet était ridiculement exagéré, car la Cour russe était alors nettement hostile à Cuza et ne suspendit son action contre lui que pour rester en bons termes avec Paris. Brătianu eut raison en déclarant : « Les Roumains ne demandent qu'une chose — que l'Empereur leur fasse savoir qui il verrait avec bienveillance comme Prince de Roumanie ».

Entre temps, il intriguait dans la coulisse et il se servait de ses relations personnelles avec Drouyn de Lhuys et sa femme et avec le ministre de l'Instruction publique, Duruy, qui jouissait de la confiance de Napoléon. Mais, avant tout, il s'appuyait sur l'influence bénévole de Mme Hortense Cornu, sœur de lait et camarade de jeux à Arenenberg de Louis-Napoléon qui écoutait encore ses conseils et appréciait sa haute intelligence. En février 1866, Brătianu était assez sûr du succès pour télégraphier à Rosetti le signal secret qui signifiait que les conspirateurs pouvaient en toute sécurité entrer en action. Dans les cercles diplomatiques, la position de Cuza était considérée comme très précaire et Clarendon, craignant les complications qui pourraient résulter d'un changement, ordonna à Green l'agent britannique à Bucarest, de demander audience pour presser le Prince « de redresser les erreurs de son administration ». Mais l'entrevue échoua complètement. Cuza prétendit que l'adoption de la responsabilité ministérielle, qui seule aurait pu réconcilier ses ennemis, était impossible et il souligna avec trop d'exagération qu'il était prêt à se retirer si les Puissances lui choisissaient un successeur étranger, ce qui était en opposition avec ce que désirait Clarendon (2). Perdu dans l'indolence et la vanité, Cuza ne fit aucun effort pour

(1) Le général Florescu, ministre de l'Intérieur, avait été aide de camp du général russe Lüders pendant l'occupation de 1848 ; Mme Cretulescu était russe ; Alexandre Cantacuzène et Morusi furent aussi dénoncés comme russophiles.

(2) 20 décembre, Clarendon à Green, et 5 janvier 1866, Green à Clarendon, cité par Riker, *op. cit.*, p. 486-87.

sortir de cette impasse, il négligea même un avertissement secret qui lui fut donné. Les événements suivirent leur cours.

Pendant la nuit du 23 février 1866, plusieurs officiers éminents, gagnés par le Comité Central, menèrent à bien une révolution de palais. Cuza fut tiré de son lit après minuit et forcé de se vêtir en toute hâte, tandis que sa maîtresse se cachait derrière un paravent. Un officier s'agenouilla et offrit son dos pour qu'il pût signer l'acte d'abdication. A peine Cuza eut-il signé, qu'il fut poussé en voiture et conduit à Cotroceni, d'où, quelques jours après, il fut escorté jusqu'à la frontière. Les conspirateurs ne perdirent pas un instant, et, lorsque les habitants de Bucarest sortirent de chez eux le lendemain matin, ils trouvèrent à tous les coins des rues une proclamation au nom de la Régence — formée du général Nicolas Golescu, de Dimitrie Sturdza (agissant pour le chef conservateur, Lascar Catargiu, qui était absent) et du colonel Haralambi — affirmant son dévouement au Gouvernement constitutionnel, annonçant l'intention d'élire un prince étranger et de remplir ainsi les aspirations longtemps différées des « Divans ad hoc » de 1857. Un nouveau Cabinet fut formé, présidé par Jean Ghica, qui avait joué un rôle honorable dans les événements de 1848, qui avait été nommé prince de Samos en 1854, et qui était supposé jouir de la faveur des Turcs et de l'Angleterre, bien que Bulwer le considérât comme « un intrigant astucieux et décidé (1) ». L'après-midi, les deux Chambres se réunirent et élurent par acclamation Philippe, comte de Flandre, le frère cadet de Léopold II de Belgique. C'était une démonstration destinée à prouver à quel point l'opinion roumaine était unie et à prévenir toute action de la Porte ou des consuls, qui se trouvaient cette fois réduits à l'impuissance. On n'avait jamais pensé que Philippe accepterait et, en effet, il refusa immédiatement le trône offert ; comme petit-fils de Louis-Philippe, il n'eût certainement pas été accepté par Napoléon.

Jean Brătianu qui avait déployé une activité redoublée en Occident pressentait un autre candidat avec la discrète complicité de Napoléon III. C'était le prince Charles de Hohenzollern Siegmaringen, de la branche aînée catholique d'Allemagne du Sud de cette famille. Son père, Charles-Antoine, avait volontairement renoncé à son titre de souverain régnant et avait été pendant

(1) Bulwer à Russel, 6 mars 1861, cité par Riker, *op. cit.*, p. 494.

trois ans Premier ministre de Prusse, avant Bismarck qui le remplaça en 1861 ; il était à ce moment Gouverneur militaire du territoire rhénan et résidait à Düsseldorf. Le jeune Charles, bien qu'élevé en officier prussien, était aussi Français qu'Allemand par le sang, car sa grand'mère paternelle était la nièce de Joachim Murat, et sa grand'mère maternelle, Stéphanie de Bade, était née Beauharnais et était fille adoptive du grand Napoléon. Il était ainsi réellement cousin de Napoléon III par la mère du premier, Hortense, fille de Joséphine de Beauharnais (1). Sa propre sœur, Stéphanie, avait récemment épousé le roi Pedro V de Portugal.

Les circonstances exactes qui entourent la candidature du prince Charles sont encore inconnues et le mystère ne sera sans doute pas élucidé avant que les archives de la famille Brătianu, toujours jalousement conservées, voient enfin la lumière. L'initiative de la candidature semble revenir à Jean Brătianu lui-même. Bien qu'il eût interrogé Mme Cornu sur les sentiments de Napoléon, il est probable que celle-ci ne transmît pas sa demande ; car il est certain que, par la suite, Napoléon affecta une vive surprise et dit « qu'on l'avait sellé de force (2) ». Il avait dû connaître l'essentiel du projet, mais il resta passif et ne consulta pas ses ministres ; sans doute était-il absorbé par la lutte prochaine entre la Prusse et l'Autriche.

L'envoyé autrichien à Bucarest, le baron Eder, qui était nettement hostile au prince Charles, rapporta tout d'abord que les boyards les plus âgés favorisaient le retour de Bibescu, tandis que les groupes plus radicaux pensaient au général Nicolas Golescu pour Prince ou à Jean Brătianu pour président d'une République. Il mentionna même la rumeur invraisemblable que Brătianu pourrait se proclamer Prince (3). Les correspondants d'Eder attribuèrent d'abord la candidature de Charles aux intermédiaires italiens, mais, avec le temps, Eder crut y voir de plus en plus la main de Bismarck (4).

Entre temps, le prince Metternich, à Paris, avec un scepticisme à peine déguisé, recevait du ministre français l'assurance que celui-ci

(1) « J'ai en moi de Son sang » écrivait-il à Napoléon III le 13 mai 1866. *Aus dem Leben Köuig Karls*, I, p. 36.

(2) Ollivier, *L'Empire libéral*, VIII, p. 84. Voir aussi Henry, *L'Abdication du Prince Cuza*, p. 60-63. On sait cependant que Mme Cornu écrivit à Ali Pacha (qui avait été ambassadeur de Turquie à Paris) en lui présentant Charles comme le « favori » de Napoléon « et de cœur français ». Voir Henry, *ibid.*, nº 274 (Prokesch à Mensdorff, 15 mai).

(3) Eder à Mensdorff, nºs 179 et 202, Henry, *L'Abdication du prince Cuza*.

(4) *Ibid.*, p. 303, 14 mai et 15 avril, nºs 199 et 202.

ne savait rien. Lorsque Drouyn lui parla d'intrigue entre la Prusse et la Russie en faveur de Charles, il « put à peine s'empêcher de rire », ainsi qu'il l'écrivit à son chef (1). Le Gouvernement autrichien fut sans aucun doute heureux d'apprendre par son ambassadeur de Londres, le comte Apponyi, que Lord Clarendon parlait d'un conflit ouvert avec Paris dans la question roumaine et menaçait même de se séparer de la France si celle-ci acceptait l'élection d'un prince étranger (2). Étant donné l'attitude de Londres, le jeu de Napoléon, et, par conséquent, de Drouyn, fut de plaider l'ignorance et de décliner toute responsabilité.

Le 31 mars, Brătianu alla voir Charles à Düsseldorf et lui offrit la couronne de Roumanie. Bien qu'il ne pût obtenir une réponse précise, il fut suffisamment encouragé pour agir. Il était impossible de laisser se prolonger l'incertitude dans le pays, surtout en présence des protestations de la Porte et de l'attitude douteuse de la Conférence, de nouveau réunie à Paris pour discuter la situation. Le 14 avril, donc, le Gouvernement Provisoire proclama Charles candidat et institua dans le pays un plébiscite qui lui donna 685.969 voix contre 224. Il était temps, car un mouvement séparatiste éclata en Moldavie, qui eût pu facilement ouvrir la voie à l'intrigue étrangère et qui, pendant quelques jours, fit couler le sang à Jassy.

Pour la deuxième fois, une crise internationale vint au secours de la Roumanie. La lutte de la Prusse et de l'Autriche pour l'hégémonie était de plus en plus aiguë et les préparatifs de guerre étaient poussés des deux côtés. L'Autriche, surtout préoccupée du mécontentement de la Hongrie et craignant une alliance prusso-italienne, ne pouvait consacrer toute l'attention nécessaire aux affaires du Bas-Danube et encore moins concentrer des troupes ou menacer d'occupation, comme elle eût fait dans d'autres circonstances. Charles et son père hésitèrent jusqu'à ce qu'ils furent sûrs de l'attitude du roi Guillaume, chef reconnu de toute la famille. Guillaume, fort justement, préféra ne pas trop s'aventurer, et, tout en témoignant d'une certaine répugnance à l'idée d'un Prince de Hohenzollern vassal du Sultan, il indiqua que le point essentiel

(1) Eder à Mensdorff, nº 291 — 21 mai, Metternich à Mensdorff.
(2) « Lutte ouverte et corps à corps » furent les mots mêmes de Clarendon. Apponyi à Mensdorff, 7 avril ; Henry, *op. cit.*, nº 185.

était d'être sûr que ni la France ni la Russie ne feraient d'opposition (1). Comme à ce moment — à tort ou à raison — il comptait sur l'aide de Napoléon et sur la passivité du tsar, Charles décida de tenter l'aventure. Bismarck, qu'il consulta, le fortifia dans sa résolution : « Vous avez été élu par le pays tout entier ; suivez cet appel, allez tout droit au pays... Les Puissances les plus intéressées, la Russie et la Porte, protesteront énergiquement contre votre élection ; la France, l'Angleterre et l'Italie seront avec vous et l'Autriche fera tout ce qu'elle pourra pour combattre votre candidature. Mais il n'y a pas grand'chose à craindre de ce côté ; car j'ai l'intention d'absorber l'attention de l'Autriche pendant quelque temps. » La Prusse, ajouta-t-il, si on la pressentait officiellement, serait contrainte de soulever des objections, pour ne pas mécontenter la Russie, mais « en agissant pour votre propre compte, vous sortirez le roi d'une position embarrassante et je suis sûr qu'il ne sera pas mal disposé, bien qu'il ne puisse donner son consentement comme chef de la famille. Si Votre Altesse vient en Roumanie, la question sera résolue. Si l'Europe se voit placée devant un fait accompli, les Puissances les plus intéressées protesteront sans doute, mais une protestation reste platonique et les faits ne changent pas ». Charles, dit-il encore, devrait écrire une lettre flatteuse au tsar et peut-être un mariage russe pourrait-il être arrangé ultérieurement.

En fait, l'avis de Bismarck signifiait que l'Europe pouvait être ignorée sans inconvénient et, qu'en cas d'échec, la position personnelle de Charles en Prusse resterait la même qu'auparavant : « Vous pourriez revenir chez vous et vous rappeler toujours avec plaisir un compliment que l'on ne pourra jamais vous reprocher. » Le Prince fut reçu en audience par le roi Guillaume qui lui donna congé de son régiment et sa bénédiction personnelle. Il déclara nettement au roi qu'il était « prêt à reconnaître la suzeraineté turque pour le moment, mais qu'il n'en était pas moins tacitement décidé à s'en libérer par la force des armes et à conquérir l'entière indépendance sur le champ de bataille ». Ce fut avec cet état d'esprit que le jeune chevalier errant prussien se prépara à conquérir son royaume. Il est intéressant de noter que Brătianu et Davila, lorsqu'ils furent reçus pour la deuxième fois à Düsseldorf,

(1) *Aus dem Leben König Karls*, I, p. 12-13.

étendirent devant Charles une carte qui montrait toutes les régions habitées par les Roumains et qui lui laissa — d'après son journal, publié il est vrai en 1894 — une impression quelque peu « inquiétante » (1).

Lorsque sa décision fut enfin prise, Charles se trouva devant une difficulté d'ordre matériel à surmonter. Comment devait-il se rendre dans sa nouvelle Principauté ? Par mer, il fallait trois semaines, et il fallait passer par Constantinople. Le chemin de Russie était également impraticable. La seule possibilité était de traverser l'Autriche, mais les hostilités entre l'Autriche et la Prusse pouvaient éclater à tout moment et Charles se serait trouvé en danger d'être arrêté comme officier prussien. En tout cas, s'il était identifié, il n'aurait certainement pas la permission de se rendre en Roumanie. Il se dirigea donc vers Zurich, se procura un passeport suisse au nom de « Karl Hettingen » pour Odessa et traversa en quelques jours l'Autriche et la Hongrie dans des trains bondés et désorganisés par l'ordre de mobilisation. Il portait des lunettes et voyageait en seconde classe (évidemment pour la première et la dernière fois, à en juger d'après les commentaires naïfs de son journal sur les voitures malpropres) et il évita de peu d'être reconnu par des officiers autrichiens qu'il avait connus pendant la campagne du Schlesvig. Après avoir attendu avec angoisse pendant quarante-huit heures à Baziaş un vapeur du Danube, il fut rejoint par Jean Brătianu, arrivé directement de Paris, qui voyageait en première classe, ignorant délibérement le faux commis-voyageur suisse. Lorsque le vapeur toucha enfin le sol roumain à Turnu Severin, Charles se précipita trop vite pour sauter sur le quai et le capitaine qui savait qu'il avait un billet pour Odessa, lui cria de s'arrêter. Mais Brătianu et sa suite le poussèrent sans cérémonie sur la passerelle et il fut accueilli dans son futur royaume par une voix furieuse qui lui criait à l'oreille : « Par Dieu, ce doit être le Prince de Hohenzollern (2). »

Mais Brătianu se tournait déjà vers lui, chapeau à la main, pour saluer son nouveau souverain qui, après deux jours de voyage en voiture découverte, avec des postillons et huit chevaux, sur les routes encore primitives de Valachie, fut joyeusement accueilli

(1) *Aus derm Leben König Karls*, I, p. 17-18, 26.
(2) *Ibid.*, p. 38-43.

à Bucarest le 22 mai 1866. La pluie torrentielle qui tomba le jour de son arrivée après trois mois de sécheresse fut considérée selon la tradition orientale comme un heureux présage.

Certaines négociations qui demeurèrent secrètes à l'époque et qui n'ont émergé des profondeurs des archives que de nos jours prouvent que les chefs roumains eurent raison de presser la décision. Le Gouvernement italien, cherchant une formule qui permit de résoudre le problème italien sans recourir à une nouvelle guerre, crut que l'on pourrait obtenir de l'Autriche qu'elle renonçât à la Vénétie, si elle obtenait les provinces danubiennes en compensation. Cette idée fut reprise par Lord Russell, discutée au Cabinet britannique en novembre 1864, et, malgré le scepticisme de Palmerston, suggérée à la fois à Drouyn de Lhuys à Paris et au grand vizir (1). Naturellement, rien ne résulta d'un projet qui montre bien comment, sur un plan différent, Russell traitait les problèmes nationaux en Europe orientale et occidentale. La chute de Cuza se produisit au moment même où le problème vénitien était extrêmement aigu entre l'Autriche et la Prusse ; et Nigra, avec l'approbation du premier ministre d'Italie, le général La Marmora, sonda immédiatement Napoléon III sur le projet de compensation (2). L'Empereur était hésitant ; il conseilla à Florence de s'entendre avec Berlin, préparant ainsi, à son insu, l'alliance prusso-italienne qui devait être si favorable à Bismarck, en liant les mains de l'Europe occidentale pendant la victorieuse campagne de Königgrätz. L'idée de compensation continuait à hanter les chancelleries européennes. Le baron Talleyrand, alors ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, proposa que l'Autriche prît la Serbie, la Bosnie et l'Herzégovine, en échange de la Vénétie, et l'impératrice Eugénie rapporta cette proposition au prince Richard Metternich, la considérant comme « une politique large et grandiose » pour l'Autriche (3). L'affaire roumaine fut discutée jusqu'en mai, lorsque Ali Pacha déclara que si la Turquie devait perdre les Principautés elle préférerait encore les voir autrichiennes qu'indépendantes (4). La Russie, de son côté, fit savoir que leur annexion par l'Autriche

(1) Voir Riker, *op. cit.*, p. 511 ; Alfred Stern, *Gesch. Europas*, IX, p. 453.
(2) De La Gorce, *Histoire du second Empire*, IV, p. 581.
(3) Oncken, *Rheinpolitik*, I, nº 50, 22 mars.
(4) H. Schlitter, *Aus der Regierungszeit Franz Josephs*, p. 114. En 1869, Ali, grand vizir, alla jusqu'à proposer à François-Joseph et à Beust la cession de la Roumanie à l'Autriche-Hongrie.

amènerait une rupture avec elle (1). Mais, comme rien ne réussit mieux que le succès, la victoire de la Prusse dans la Guerre de Sept Semaines fit disparaître à jamais le plan. Les Puissances étaient incapables d'une prompte action sur le Bas-Danube et la Porte fut amenée à comprendre que son nouveau vassal devait être traité avec le respect dû à son victorieux cousin.

Toutes ces intrigues eurent lieu à l'insu de la Conférence de Paris qui s'était réunie au début de mars 1866 sur la proposition de Napoléon et qui fut dissoute le 4 juin sans qu'aucune décision eût été prise. Le délégué turc Safvet Pacha, y prétendit que l'expulsion de Cuza avait automatiquement brisé l'Union, mais aucune autre Puissance n'approuva cette thèse et, lorsque la Russie proposa que le peuple fût de nouveau consulté, Drouyn de Lhuys déclara que les aspirations roumaines avaient été déjà proclamées d'une façon qui ne laissait pas place au doute. La Porte protesta contre l'élection de Charles qu'elle considérait comme illégale, elle concentra des troupes le long du Danube, et fut à grand'peine empêchée de décider une occupation militaire. Ce fut le Gouvernement français qui assura Constantinople que le choix d'un nouveau prince était dirigé non contre la Turquie mais contre l'Autriche (2). Heureusement, le Traité de Paris interdit aux Turcs d'envoyer des troupes sans l'aveu des Puissances garantes.

Un Gouvernement puissant fut formé en Roumanie sous la direction de Lascar Cartagiu. Tous ses membres étaient des conservateurs sauf Jean Brătianu et C. A. Rosetti qui détenaient les portefeuilles des Finances et de l'Instruction publique. Sa tâche principale fut de présenter une nouvelle Constitution, de la mettre en vigueur le plus rapidement possible et, ainsi, de procurer une base plus solide au nouveau régime. De fait, cette Constitution reçut la sanction parlementaire dès le 11 juillet; le même jour, le prince lui prêtait serment.

La nouvelle Constitution était calquée en grande partie sur la Charte belge de 1831 et, au moment de son adoption, ses rédacteurs avaient raison de dire que c'était une des plus libérales alors en vigueur. Mais, voter des lois éclairées n'était pas suffisant; il fallait encore les appliquer et apprendre à l'opinion publique et à la

(1) A. Stern, *op. cit.*, IX, p. 457.
(2) Schlitter, *op. cit.*, p. 133.

classe gouvernante à respecter les principes sur lesquels elles s'appuyaient. Toutefois de nombreux textes devaient nécessairement rester lettre morte dans un pays qui avait subi si longtemps le Gouvernement arbitraire et corrompu décrit dans les premiers chapitres.

Les traits les plus saillants de la nouvelle Constitution méritent d'être brièvement résumés, puisque, sauf certains changements en 1879 et en 1889, cette Charte allait rester en vigueur pendant soixante ans environ. Ses premiers articles formulaient de nombreux principes abstraits : liberté de conscience, d'instruction, de la presse, de réunion, égalité devant la loi, éligibilité à tous les postes et abolition de tous les privilèges, monopoles et titres. Certains de ces principes restèrent assez flous, mais d'autres furent définis d'une façon assez détaillée pour donner des garanties effectives. L'instruction fut désormais libre et obligatoire, mais le nombre des écoles existantes et les subventions qu'on leur assura restèrent très insuffisantes pendant tout le règne, bien que le niveau s'élevât lentement mais sûrement. Les articles concernant la presse furent très libéraux (art. 24). Des jurés devaient juger les procès de presse. Aucune autorisation ou dépôt préliminaires n'étaient requis pour la publication d'un journal, comme en Hongrie ; aucun journal ne pouvait être légalement censuré, suspendu ou supprimé. L'article 26 stipulait la liberté des réunions publiques, sans autorisation préalable, pour discuter toutes les questions — les réunions en plein air, il est vrai, étant expressément interdites ; ceci à une époque où aucun droit, quel qu'il fût, de réunion ou d'association n'existait en Hongrie.

Le Pouvoir législatif devait être partagé entre le Prince et les deux Chambres et l'initiative d'un projet de loi pouvait être prise par chacun des trois. La durée d'une législature était de quatre ans. Les droits du souverain furent définis avec précision. La succession au trône, dans le cas de mort du prince Charles sans enfants, devait revenir à ses frères et à leurs héritiers (art. 82). Le Prince avait le droit de nommer et de destituer des ministres, de dissoudre le Parlement et de l'ajourner, mais, dans ce dernier cas, pendant un mois seulement. Il avait le droit de veto absolu sur la législation et le droit d'amnistie politique. Il était commandant en chef de l'armée et pouvait conclure des traités avec les puissances étrangères ; mais cette dernière prérogative était limitée par la

condition expresse que, « pour qu'ils pussent être mis en vigueur, ils devaient au préalable être soumis au Parlement et être approuvés par lui » (art. 93). Il sera souvent question de cet article lorsque nous étudierons la politique étrangère du prince Charles dans les périodes de crise aiguë. L'autorité du Prince était également limitée par un article stipulant que les deux Chambres devaient se réunir le 15 novembre de chaque année, qu'elles fussent ou non convoquées par le Prince (art. 95). Il s'agissait évidemment d'empêcher le souverain de gouverner légalement sans le Parlement. De plus, tandis que des lois ordinaires pouvaient être proposées, soit par le Prince, soit par l'une ou l'autre des Chambres, l'initiative en matière financière et militaire était réservée à la Chambre des Députés (art. 33). Le budget devait être voté annuellement par la Chambre des Députés (art. 113).

Le Parlement devait être constitué de deux Chambres — une Chambre haute et une basse. Le suffrage s'appuyait sur un système assez compliqué de collèges électoraux, créés pour favoriser les classes possédantes, ce qui pouvait peut-être se justifier par l'état arriéré des masses et en tout cas par de nombreux précédents contemporains. Pour la Chambre basse, quatre collèges étaient prévus, le premier et le quatrième réservés l'un aux électeurs dont le revenu foncier excédait 300 ducats, l'autre à ceux qui touchaient de 100 à 300 ducats. Le troisième était purement urbain, ouvert aux commerçants et négociants payant plus de 80 piastres de contributions directes et aux membres de professions libérales, sans aucune quotité pécuniaire. Le quatrième réunissait tout le reste des contribuables, mais, dans celui-là chaque groupe de cinquante électeurs choisissait un délégué et ces « primaires » élisaient à leur tour un nombre limité de députés. Par ce système, la grande majorité des votants n'était qu'indirectement représentée et les classes riches avaient une part excessive dans le pouvoir politique. Cette situation se prolongea, quoique sous une forme modifiée, même après la réforme électorale de 1884.

La discussion se concentra autour de trois points principaux : 1° L'adoption du système bi-caméral qui a survécu à tous les changements politiques et qui, probablement a assuré à la Roumanie une plus grande stabilité qu'à certains de ses voisins balkaniques qui essayaient de temps en temps une haute Chambre, mais pour l'abolir de nouveau peu après ; 2° Le veto princier sur les lois, qui

fut rendu absolu et non seulement suspensif comme il avait été tout d'abord proposé ; 3° Les restrictions sur le droit de cité d'après l'article 7 qui stipulait que « seuls les étrangers appartenant à la religion chrétienne peuvent obtenir la naturalisation ». Il nous faudra considérer plus tard les aspects européen et juif de cet article.

Qu'un Gouvernement composé d'éléments aussi opposés ait pu mettre en vigueur une Constitution destinée à survivre, presque sans être altérée, jusqu'à ce que les « Principautés Unies » devinssent la « Grande Roumanie » suffit à prouver le réalisme, l'initiative et l'adresse dont firent preuve les hommes d'État roumains de ce temps malgré leur manque de tradition et d'expérience parlementaires. Mais, avant la fin du mois, les deux groupes se séparèrent et Catargiu laissa la place au plus modéré, mais plus rusé, Jean Ghica, qui essaya de gouverner sans les chefs libéraux Brătianu et Rosetti. La tâche essentielle de Ghica fut d'employer ses bonnes relations d'autrefois avec la Porte pour être reconnu par la Turquie. Après de longs marchandages, un accord fut enfin obtenu le 20 octobre, grâce au moins autant à la bataille de Sadowa qu'à toute autre cause. Par cet accord, Charles était reconnu prince héréditaire et pouvait entretenir une armée de trente mille hommes (1) mais il ne pouvait pas augmenter ses effectifs sans le consentement de la Porte. Il obtint le droit de frapper monnaie, mais ne put conférer de décorations. Une « augmentation » du tribut fut décidée mais sans que la date ni le mode de paiement eussent été précisés (2). Les ministres turcs continuèrent à parler des « Principautés Unies » et des « Moldo-Valaques » au lieu de la « Roumanie » et des « Roumains ». Le Prince rendit sa visite d'investiture à Constantinople et fut reçu par le Sultan avec de grands honneurs. En janvier 1867, la reconnaissance des Puissances suivit, plus ou moins automatiquement et la Roumanie eut désormais une situation nouvelle et régulière au lieu de la situation équivoque où l'avait placée les événements de 1859.

Après avoir souffert pendant des siècles d'une position géographique très exposée, la Roumanie pouvait enfin profiter d'une façon décisive, et à plusieurs reprises, d'une constellation politique favorable en Europe. Tout naturellement, parmi les sujets du

(1) En 1866 elle était seulement de 17.648 soldats et de 1.696 officiers.
(2) Article 10 de la Convention — cf. *Aus dem Leben*, I, p. 88.

nouveau prince, certains nourrissaient l'illusion téméraire que la défaite de l'Autriche offrait un moyen tentant de réaliser ce qu'on commençait à nommer « l'unité daco-romaine » — ou l'union de toutes les fractions de l'ancienne province romaine de Dacie. Mais le Prince découragea sévèrement ce qui n'était encore qu'un simple mirage, bien qu'il ait témoigné invariablement, pendant toute sa vie, un vif intérêt aux Roumains de Transylvanie et, que, malgré les commentaires hostiles, il ait toujours tenu à recevoir ceux de leurs chefs qui venaient à Bucarest. Les illusions de ce genre furent définitivement détruites par la conclusion du Compromis dualiste de 1867 entre l'Autriche et la Hongrie qui stimula le développement de la Monarchie des Habsbourg et qui, en assurant aux Magyars le monopole politique à l'intérieur de la Hongrie et une influence croissante sur la diplomatie et la politique étrangères, abaissa en revanche la condition de leurs trois millions de sujets roumains.

Officier prussien, le prince Charles, en juin 1866, avait été convaincu de la supériorité de la Prusse sur l'Autriche — tout comme en août 1870, à la face de l'opinion entière de son nouveau pays, il maintint que la Prusse écraserait la France en deux mois. Il avait rapporté de l'Occident un jugement sain et le sens des proportions et il comprit bientôt que la Roumanie avait encore un long chemin à parcourir. Il s'affirma donc nettement hostile à toute politique d'aventure, quelle qu'elle fût, et pour ne citer qu'un seul exemple, il fit preuve de la plus grande réserve lorsque l'ardent Rosetti combina une entrevue secrète entre lui et l'émigré magyar garibaldien, le général Türr, dont le but était de faire de la Valachie la base d'un soulèvement en Hongrie. « Mon seul devoir », lui dit Charles, « est de relever par une bonne administration un pays qui a été entièrement ruiné, moralement et financièrement (1). » Cette parole résume la politique du Prince pendant les dix premières années de son règne et même celle qu'il suivit après l'inévitable interruption de 1877-78. La Roumanie lui doit une immense reconnaissance pour ne pas s'être départi de cette ligne de conduite si raisonnable.

Il se rendit bientôt compte que le désordre régnait dans toutes les branches de la vie publique. Les finances étaient en mauvais

(1) *Aus dem Leben*, I, p. 89.

état; des spéculations et des corruptions graves venaient d'être découvertes en haut lieu dans plusieurs ministères. Il écrivait à son père en juillet 1866 : « Nous n'avons littéralement pas un groschen (1). » Les moyens de communication étaient restés très primitifs; il n'y avait encore aucune ligne de chemin de fer. Le choléra et les mauvaises moissons avaient aggravé la situation agricole. L'instruction était à peu près inexistante en dehors des villes principales. La Garde Nationale était insoumise, l'armée manquait de discipline et était mal équipée, en partie à cause des fournisseurs malhonnêtes. Un des premiers actes de Charles prouve à la fois l'étendue du mal et le courage avec lequel il y fit face. De nombreux officiers lui demandaient la destitution de ceux qui avaient été mêlés au coup d'État; en réponse, il les harangua publiquement, leur expliquant pourquoi il ne pouvait à aucun prix accueillir leur demande et pourquoi, en tant que commandant en chef de l'armée, il insistait sur l'obéissance absolue de tous les officiers. Il avait parlé dans une note à la fois prussienne et didactique qui produisit l'effet désiré. Même sans cet incident, il se serait consacré à l'organisation de l'armée. Pendant les années qui suivirent Sadowa, il fut tout naturellement incité à prendre modèle sur Berlin plutôt que sur Paris, en ce qui concernait la discipline, l'instruction et les armements. Napoléon lui en garda rancune; l'hostilité de l'Empereur envers la Prusse augmentait à mesure qu'il se rendait compte à quel point il avait mésestimé sa puissance et combien il avait été joué par la politique de Bismarck. Ses desseins obscurs de compensation sur le Rhin allaient mal; il observait avec amertume la vitesse avec laquelle la nouvelle Italie avait échappé à son contrôle pour s'allier avec son ennemie latente, et il soupçonnait son autre protégée latine, la Roumanie, de suivre la même voie. Son attitude envers la Roumanie fut encore compliquée par le rapprochement grandissant de la France et de l'Autriche qui, de toutes les Grandes Puissances, avait témoigné jusqu'alors la plus forte opposition à l'unité roumaine et à un prince étranger.

La nouvelle position de Napoléon se révéla dans la façon dont il soupçonna Brătianu d'être « un instrument de la politique

(1) *Aus dem Leben*, I, . 93.

mazzinienne (1) » et d'avoir été mêlé dix ans auparavant au complot Orsini. Les mesures énergiques prises par Brătianu contre les Juifs de Moldavie, que l'Alliance israélite de Paris exploita à fond et qui amenèrent les protestations officielles de Londres et de Vienne, donnèrent à Napoléon un prétexte pour demander la démission du ministre abhorré. Duruy essaya de dorer la pilule à Charles en déclarant que « les hommes habiles à faire les Révolutions et à renverser les Gouvernements ne sont jamais habiles à gouverner (2) ».

Cette démission était une question bien délicate pour le Prince. Brătianu n'était pas seulement, la personnalité publique roumaine la plus remarquable et la plus énergique, mais il détenait aussi la position maîtresse de ministre de l'Intérieur. C'est sur lui que le Prince s'appuyait surtout pour remettre de l'ordre dans une administration pourrie et dans des finances désorganisées. Ambitieux, éloquent, agressif, nationaliste, dénoncé par les observateurs superficiels pour son passé révolutionnaire, il avait des vues essentiellement bourgeoises, bien que, dans sa vie privée, il conservât les traditions d'une famille de petits boyards. Contrastant avec son ami intime, Rosetti, qui resta un sentimental incorrigible jusqu'à la fin de sa vie, Brătianu était animé d'un dur réalisme qui touchait en Charles des cordes identiques et qui le lui rendait presque indispensable. Appréciant ses qualités d'homme d'État, le Prince ne put ni ne voulut le jeter par-dessus bord (3) et trouva un galant compromis. En août 1867, le Cabinet Crețulescu, dont Brătianu, bien que libéral, était l'élément essentiel, démissionna en faveur d'Étienne Golescu, et Brătianu se rendit à Paris pour se défendre des accusations qui pesaient sur lui et pour assurer le Gouvernement français du dévouement de la Roumanie. A son retour, on lui confia de nouveau le portefeuille des Finances et il dirigea aussi le ministère de l'Intérieur pendant les nouvelles élections. Mais la suspicion contre lui persistait en France et Moustier, alors premier ministre, parlait de Brătianu comme du « représentant de la Révolution, de l'agitation et d'un futur cataclysme », tandis que Rouher dénonçait son « despo-

(1) Lettre de Mme Cornu dans *Aus dem Leben*, I, p. 202.
(2) *Ibid.*, p. 212.
(3) A son père, 7 mars 1868, *ibid.*, I, p. 253.

tisme révolutionnaire » et que l'insouciant Gramont songeait à « montrer la porte à Charles (1) ». Le meurtre de Michel Obrenović et un soulèvement bulgare avorté, dont les organisateurs venaient de Roumanie, soulevèrent encore de nouvelles inquiétudes en France et Charles écrivit à son père que Moustier « cherchait à tout prix querelle à la Roumanie » et voulait forcer le Gouvernement à démissionner (2). L'attitude de Londres aussi était loin d'être amicale. La Chambre roumaine avait, au début de 1867, voté le droit de cité roumain à Gladstone et à Roebuck (3) mais c'étaient les seuls politiciens britanniques qui faisaient preuve de quelque compréhension à l'égard de la cause roumaine. Peu avant sa mort, Lord Clarendon écrivit au comte Kálnoky dans les termes les moins amicaux pour la Roumanie (4). L'Autriche resta hostile. Prokesch dit sans détours au Prince que la Roumanie s'était laissée abuser par la Révolution européenne et vivait dans un nid d'ennemis de la Monarchie (5). Quant à Beust il parla d' « escroquerie daco-romaine » et soupçonna même Brătianu d'avoir intrigué avec la Russie (6). Même l'attitude de la Prusse était douteuse, le prince héritier envisageant la possibilité d'avoir à « sacrifier mon cousin Charles » à l'Autriche (7). Le ministre prussien reçut l'ordre de notifier au Prince que les bonnes relations de la Roumanie avec la Prusse seraient compromises par toutes les mesures susceptibles d'offenser la Hongrie (8) qui était devenue le rempart du trône de François-Joseph (9).

Dans une situation aussi délicate, la consolidation intérieure devait prendre le pas sur les aventures extérieures. Le prince Michel de Serbie, pendant son voyage officiel à Bucarest en avril 1867, insista auprès de Charles pour que la Roumanie et la

(1) Oncken, *Rheinpolitik*, III, nos 657, 658 et 645 (17 novembre). Le 5 mars 1869, Napoléon fit part ouvertement à Charles de ses doutes sur Brătianu, ajoutant : « Je vois avec plaisir que l'expérience a appris à Votre Altesse le danger qu'il y a en politique à s'appuyer sur des hommes habitués à s'opposer aux principes d'ordre et de justice. » *Aus dem Leben*, I, p. 340.

(2) *Ibid.*, I, p. 284.

(3) En même temps qu'à Michelet, Quinet, Saint-Marc Girardin, Ubicini, Bataillard.

(4) Schlitter, *op. cit.*, p. 146

(5) *Ibid.*

(6) Oncken, *op. cit.*, II, p. 515, note au n° 551, 5 février 1868.

(7) *Ibid.*, II, n° 543, Metternich à Beust.

(8) Wertheimer, *Graf Andrássy*, I, p. 455.

(9) Le prince Charles nota dans son journal que « la Roumanie avait des liens avec trois des grandes Puissances, de race avec la France, de religion avec la Russie, de famille avec la Prusse, mais que ces derniers concernaient seuls le Prince », *Aus dem Leben*, I, p. 253.

Serbie s'unissent pour secouer le joug de la Porte. Charles admit que la suzeraineté turque était « opprimante et humiliante (1) », mais il insista aussi sur la nécessité primordiale de réorganiser les armées et, jusqu'à ce qu'elles soient prêtes, de rester en bons termes avec Constantinople et de ne pas provoquer les Puissances. Un an plus tard, il conclut avec la Serbie une convention secrète qui se rattachait au projet ambitieux de Michel concernant une coalition balkanique. Mais si Michel avait essayé d'organiser une offensive — et telle semble avoir été son intention — il est presque certain que Charles aurait refusé d'y participer et de mettre en jeu l'existence de son pays. L'assassinat de Michel, son roi moderne le plus habile, fut un rude échec pour la Serbie, mais il évita probablement une guerre prématurée, pour laquelle ni elle ni la Roumanie ni la Grèce ne possédaient encore les ressources nécessaires.

En 1869, poursuivant sa politique de prudence Charles fit des visites officielles aux Cours d'Europe et en particulier au tsar à Livadia et à Napoléon III à Paris. Par l'entremise du prince héritier de Prusse, il trouva une épouse, la princesse Élizabeth de Wied, la future Carmen Sylva qui le rendit très heureux et qui devait dévouer une longue vie et un talent artistique et littéraire très original à élever le niveau national et moral de son pays adoptif et à faire mieux connaître la Roumanie à l'étranger. La princesse était luthérienne et Charles, bien que lui-même catholique, s'était engagé à élever ses enfants dans la foi orthodoxe; mais il refusa de se soumettre aux conditions imposées par le Pape et fut marié à Neuwied, en présence de la reine Augusta de Prusse, par un chapelain allemand qui accepta le risque d'excommunication en donnant la bénédiction nuptiale. L'idylle royale, s'appuyant sur le caractère viril et loyal de Charles et sur la personnalité vivante et charmante d'Élizabeth, eut une influence apaisante dans ces jours d'incertitude. Elle donna à la dynastie le prestige et la stabilité qui faisaient tellement défaut à la Cour de Serbie sous Milan et Alexandre.

Malgré son mariage et ses visites officielles, la position de Charles à son retour était assez précaire. Un abîme s'était creusé entre lui et les libéraux, dû, non pas tant aux intrigues persistantes des

(1) *Aus dem Leben*, I, p. 188.

Cours étrangères qu'à des incidents purement personnels à l'intérieur. Dans une conversation de cinq heures au début de 1869, Brătianu avait mis le Prince en garde contre une « catastrophe intérieure » et s'était attiré cette fière réplique : « Un Hohenzollern ne peut être renversé aussi facilement qu'un Prince parvenu (1). » Au printemps de la même année, nous voyons le père du Prince le mettre en garde contre le danger de garder Brătianu au pouvoir, malgré tous ses mérites, étant donné la profonde méfiance de Napoléon pour cet homme d'État. Sans l'aide de la France, ajouta-t-il, et le conseil avait d'autant plus de poids qu'il venait de source prussienne, « l'existence de la Roumanie serait constamment menacée, parce qu'à propos de tout projet d'alliance franco-autrichienne la Roumanie deviendrait un objet de compensation au point de vue politique et territorial ». Une dissolution survint ; et les méthodes de pression électorale, qui devaient devenir proverbiales en Roumanie, réduisirent l'opposition à dix députés dans une Chambre de cent cinquante-sept membres. L'agitation libérale se transporta dans la rue et dans la presse, qui était irresponsable et souvent grossière. Charles essaya alors de gouverner avec des Gouvernements du centre, éliminant les fortes personnalités à la fois de la droite et de la gauche ; mais cette méthode lui aliéna même des hommes comme Kŏgalniceanu qui, au début de 1870, déclara : « Cette dynastie ne peut être soutenue plus longtemps. » La situation ne fut pas améliorée lorsque les Affaires étrangères furent confiées à Pierre Carp qui, jusqu'alors, avait dirigé le journal anti-monarchique *Le Pays Roumain*, et dont le rédacteur en chef Blaramberg continuait la campagne à la Chambre.

Charles semblait déjà en grand danger de tomber entre deux chaises, lorsque les complications de 1870 rendirent les problèmes encore plus brûlants. Il y eut en Roumanie un élan spontané de sympathie envers la France et Carp, en réponse à une interpellation, déclara que « là où flotte le drapeau français se trouveront notre intérêt et notre sympathie ». Au lieu de reconnaître que les sentiments du Prince devaient tout naturellement pencher du côté de ses parents et de ses anciens frères d'armes — d'autant plus que la candidature de son propre frère Léopold au trône espagnol avait servi de prétexte à la fatale querelle franco-prussienne

(1) *Aus dem Leben*, I, p. 335.

— une grande fraction de l'opinion roumaine se mit à insulter Charles et à rendre sa position intenable. « Nous ne pouvons lutter contre les Prussiens en France, criaient les démagogues, mais nous le ferons ici même (1). » En août 1870, alors que la balance oscillait déjà en faveur des Prussiens, une tentative de Révolution fut faite à Ploeşci ; le Prince devait être expulsé, la République proclamée, Nicolas Golescu nommé régent et Brătianu ministre de la Guerre. Le mouvement fut énergiquement réprimé, mais l'acquittement par le jury de ceux qui y avaient participé, projeta une lueur bien significative sur le sentiment populaire du pays. Le Prince envisagea avec calme cet incident, mais il déclara à son premier ministre, Iepureanu, que c'était « un coup infligé aux institutions libérales en Roumanie (2) ». L'Adresse votée en décembre suivant par la Chambre contenait des passages qui le visaient particulièrement, et, un moment, il pensa très sérieusement à abdiquer. Une lettre confidentielle qu'il adressa au romancier allemand Auerbach et qui fut publiée par une indiscrétion voulue citait l'Adresse comme un « *chef-d'œuvre* » de la perfidie phanariote, critiquait amèrement les agitateurs « inexpérimentés et utopistes » et laissait entendre nettement qu'il faisait « un dernier effort » contre la calomnie et les malentendus (3).

Cet état fiévreux du sentiment public coïncida avec de très graves scandales à propos des nouvelles lignes de chemin de fer. Comme le jeune État n'avait aucun crédit à l'étranger, on ne pouvait avoir recours qu'à des entrepreneurs quelque peu spéculateurs pour financer de telles entreprises, à des conditions à la fois exorbitantes et souples. La première ligne, de Suceava à Jassy et Roman, fut construite par la maison Ofenheim et donna satisfaction. Mais le contrat pour les voies beaucoup plus importantes qui devaient réunir Roman d'une part à Galaţ et d'autre part à Bucarest et Verciorova (et ainsi à la Hongrie et à l'Occident) fut malheureusement et imprudemment confiée sur parole à un juif prussien nommé Strousberg qui employa de mauvais matériaux et, après de longs retards et un gaspillage scandaleux, ne put terminer les travaux qu'avec la plus extrême difficulté. Pendant l'hiver de 1870, le bruit courut qu'il ne pourrait payer les intérêts de

(1) *Aus dem Leben*, II, p. 159.
(2) *Ibid.*, II, p. 128.
(3) *Ibid.*, II, p. 138.

ses emprunts, mais qu'il avait l'impudence d'en rejeter la responsabilité sur l'État roumain. Le prince Charles, qui avait tout de suite compris l'importance immense de ces voies ferrées pour le développement économique de la Roumanie, s'était engagé personnellement en hâtant les contrats et, maintenant, par un mauvais tour du destin, on découvrait que von Ambronn, autre Allemand qui, pendant de nombreuses années, avait été à son service et à celui de son père, et qui avait été nommé inspecteur officiel des contrats, avait spéculé sur les réserves de la Compagnie en achetant avec le dépôt de garantie à Berlin des titres sans valeur. Les choses se compliquèrent encore lorsque l'État prussien, dans l'intérêt de nombreux actionnaires prussiens, insista pour que l'on tint les engagements pris bien que le Trésor fût presque vide. Cet incident ne fit que pousser tous les mécontents à mener à bien une campagne anti-monarchique grossière qui, heureusement, alla au delà de son but, en faisant comprendre au Prince qu'abdiquer à un tel moment serait agir comme un déserteur et un traître (1).

L'orgueil du Prince et son sens des réalités étaient maintenant complètement éveillés. Il comprit qu'il ne pouvait abandonner des actionnaires étrangers qui s'étaient fiés à la solvabilité d'un Hohenzollern ; mais son cœur était déjà trop profondément engagé en Roumanie pour qu'il ne comprît pas aussi les dangers d'intervention étrangère qu'une vacance du trône n'eût pas manqué de provoquer. La répudiation par la Russie de l'accord de la Mer Noire de 1856, au moment même où la France était abattue et les Puissances allemandes en collusion secrète, lui fit craindre pour la sécurité de la Bessarabie méridionale et même pour la situation nouvellement conquise de la Roumanie en Europe. Les libéraux, qui battaient maintenant du tambour français pour des raisons tactiques et sentimentales, incitèrent le pays par la voie de leur organe *Românul* à célébrer « le 23 février » comme date commémorative « du renversement d'un Prince qui avait violé la Constitution et gaspillé les finances publiques (2) ».

Charles avait été prévenu par Bismarck de n'avoir à attendre « aucune aide de l'extérieur, mais à rencontrer plutôt de la mauvaise volonté », — ce qui fut prouvé lorsque les avances qu'il avait

(1) Damé, *Hist. de la Roumanie contemporaine*, p. 224.
(2) Schlittes, *op. cit.*, p. 164.

faites aux autres capitales européennes échouèrent. La phrase du vieux Prokesch Osten n'est pas moins révélatrice : « Si le prince Charles réussit à gouverner la Roumanie, ce sera le plus grand tour de force de la seconde moitié du siècle — de la prestidigitation pure et simple (1). »

La crise éclata le 23 mars 1871, lorsque la populace de Bucarest brisa les fenêtres d'une salle où la colonie allemande et le consul général de Prusse, von Radowitz, fêtaient leurs victoires. La police et le Gouvernement restèrent passifs, malgré l'allure républicaine donnée à la manifestation. Le jour suivant, le Prince fit appeler Lascar Catargiu et Nicolas Golescu (qui, comme régents (2) en 1866 l'avaient solennellement placé sur le trône) et leur remit son acte d'abdication. Il ne le reprit, cédant à leurs supplications, qu'après avoir reçu l'assurance que, désormais, il pourrait compter sur le ralliement de toutes les forces conservatrices du pays. Ce fut sur cette base que Lascar Catargiu forma le nouveau Cabinet qui, pendant cinq ans, devait rester l'interprète d'un « Gouvernement résolu » et s'attacher à la tâche ingrate de calmer les nerfs exaspérés de la politique. Le nouveau premier ministre s'entoura de Crétulescu et Florescu, qui avaient joué un rôle important sous Cuza, du vieux général Tell qui avait également pris part aux événements de 1848, et, comme ministre des Affaires étrangères, de Costa-Foru, juriste et professeur d'une certaine réputation. Sur un point, Catargiu créa un précédent déplorable ; ce fut sous son Gouvernement, que le contrôle excessif des préfets sur les élections devint un des traits permanents de la vie publique. Cela signifiait que le Gouvernement voulait tenir de plus en plus l'électeur en main, si toutefois des problèmes particulièrement graves ne provoquaient pas une crise exceptionnelle. Cette méthode donna naissance à un système par lequel les chefs politiques — successeurs en cela des boyards — se divisèrent en deux ou, au plus, en trois groupes rivaux et occupèrent le pouvoir au gré du caprice et des calculs de la Couronne. Les élections de mai 1871, au cours desquelles six membres seulement de l'opposition furent élus, illustrent cette politique. A la suite de ces élections, C. A. Rosetti, profondément découragé, se retira à Paris.

(1) Damé, *op. cit.*, p. 225.
(2) Le troisième, le général Haralambr, était absent de Bucarest.

Le point faible des conservateurs — et d'ailleurs de tous les partis — était leur manque de contact avec les masses. Cet isolement dura pendant le long règne de Charles et jusqu'à l'introduction du suffrage universel et de l'unité nationale; de nouveaux expédients furent alors imaginés pour perpétuer autant que possible l'ancien système. Les conservateurs étaient en général, mais pas toujours, recrutés dans la classe des boyards et défendaient les intérêts des vastes domaines, ce qui les rendait vulnérables à leurs adversaires. Quant aux libéraux, bien que leur programme s'inspirât des doctrines essentielles du libéralisme occidental, ils ne formaient pas le parti des masses, mais n'étaient que les porte-parole de la classe moyenne qui naissait seulement en Roumanie et qui poursuivit des buts étroitement matérialistes. Politiquement, la classe paysanne était encore amorphe et indifférente et les deux partis la considéraient encore comme une quantité presque négligeable.

L'affaire Strousberg causait toujours beaucoup de difficultés; car la loi par laquelle le Parlement essaya de la régler — et notamment l'annulation de la concession originelle, le rachat des obligations émises par Strousberg contre une nouvelle émission à 4 % au lieu de 7 1/2 % — ne parut pas acceptable au Gouvernement allemand et, par conséquent, ne fut pas sanctionnée par le Prince. Bismarck le prit alors de haut et témoigna une animosité marquée envers la Roumanie. Son intervention auprès de la Porte, puissance suzeraine, fut prise en très mauvaise part à Bucarest et amena des récriminations. Son attitude dictatoriale fut habilement exploitée par les « Rouges » contre le « Prince Allemand », et donna au général Ignatyev un prétexte pour dénoncer le nouvel Empire à la Porte. Le soutien énergique que Bismarck accorda au louche Strousberg est toujours resté assez mystérieux. On a essayé de l'expliquer par le fait que Strousberg dépendait de la grande banque Bleichröder de Berlin, sur laquelle Bismarck comptait presque sans réserve pour toutes les questions financières, mais cela ne suffit pas à justifier le ton provocateur et impératif qu'il adopta.

Un des effets immédiats de son attitude fut de diminuer la tension qui avait existé entre Bucarest et Vienne pendant les premières années du règne de Charles. L'hostilité du Ballplatz sous Beust (le chancelier saxon de François-Joseph) contre un prince Hohenzollern lui avait été rendue avec usure par les chefs libéraux irrédentistes.

D'ailleurs les Roumains ne pardonnaient pas à l'Autriche d'avoir malmené le statut de leurs compatriotes de Transylvanie, lors du Compromis de 1867 et de la magyarisation intensive qui avait suivi. Andrássy, premier ministre de la Hongrie restaurée, avait fait preuve, il et vrai, d'un esprit plus conciliant envers la Roumanie si bien que Bismarck lui-même et le marquis Pepoli — oncle de Charles par alliance et, alors ministre d'Italie à Vienne — avaient pressé le Prince d'accepter les avances qui lui étaient faites. Dès 1868, Charles, avait répondu que le rapprochement serait facilité si les Magyars voulaient rendre aux Roumains les droits dont ils avaient joui sous le régime autrichien provisoire des années 60 (1). Bismarck l'avertit alors très énergiquement que la Roumanie pourrait peut-être obtenir le titre de « Belgique des bouches du Danube », mais que jamais la Prusse ne favoriserait ses aspirations sur la Transylvanie (2). Andrássy dut avertir Bismarck en 1870 qu'il lui faudrait choisir entre la Hongrie et la Roumanie. C'est ce qui poussa le chancelier à conseiller à Charles de ne pas trop s'engager avec l'irrédentiste Brătianu (3). Andrássy, lorsqu'il succéda à Beust comme ministre des Affaires étrangères, crut toutefois opportun d'être aimable avec la Roumanie et, lorsqu'il rencontra Charles à Vienne en juin 1873, il lui parla avec tant de sympathie que le Prince lui dit les difficultés que lui causait l'irrédentisme et lui demanda s'il ne serait pas possible de donner aux Roumains de Hongrie un statut semblable à celui des Croates (4) ! Andrássy resta sur une grande réserve, mais il assura Costa-Foru que l'Autriche-Hongrie avait tout intérêt à ce que la Roumanie fût forte et consolidée. Les relations du Prince avec François-Joseph devinrent alors de plus en plus cordiales et une amitié personnelle très solide naquit entre les deux hommes. Mais l'opinion publique n'accepta pas plus cette amitié que la sympathie pourtant bien naturelle du Prince pour son pays natal; et la presse satirique le représenta tour à tour léchant les bottes de Bismarck ou s'agenouillant devant Andrássy.

Les cinq années du Cabinet Catargiu constituèrent une période de calme relatif, pendant laquelle toute l'activité gouvernementale fut consacrée à l'extension du réseau ferroviaire, à la création d'une

(1) *Aus dem Leben*, I, p. 309, 331 ; II, p. 89, 515.
(2) *Ibid.*, I, p. 332.
(3) Wertheimer, *Graf Andrássy*, I, p. 573.
(4) *Aus dem Leben*, II, p. 319.

banque de crédit agricole, à la conclusion de traités commerciaux avec l'Autriche-Hongrie et avec d'autres États, à l'établissement du monopole du tabac et, avant tout, à des réformes financières destinées à combler le déficit permanent du budget. Mais Catargiu se débarrassa un à un de ses collègues les plus éminents et, bien que des hommes de réelle valeur comme Titu Maiorescu et Alexandre Lahovary les eussent remplacés, il était évident, dès le printemps de 1875, que le parti conservateur se trouvait en pleine désagrégation. Un groupe de jeunes conservateurs, élevés à Paris pendant le Second Empire, devint très actif et s'allia aux libéraux, parmi lesquels Jean Brătianu et Rosetti occupaient toujours une position dominante.

Les événements extérieurs hâtèrent cette alliance. Pendant l'été de 1875, alors que l'Europe se remettait à peine de la commotion que lui avait fait subir le fameux « épouvantail de guerre » franco-allemande d'avril et de mai, le soulèvement de la Bosnie et de l'Herzégovine rouvrit la Question d'Orient, tendit de nouveau les rapports entre la Russie et l'Autriche (que la Ligue des Trois Empereurs avait contribué à améliorer) et provoqua une agitation nationale dangereuse dans les deux Principautés serbes, la Serbie et le Monténégro, avec lesquels les insurgés voulaient s'unir. Le prince Milan, alors âgé de vingt-trois ans, d'une moralité douteuse et d'un caractère peu équilibré, imposait ses caprices et ne réussissait pas à gagner l'affection de son peuple. Il savait que son armée était indisciplinée, mal équipée, mais il savait aussi que tenter de retenir indéfiniment son peuple eût équivalu pour lui à une abdication en faveur de son rival Nicolas de Montenegro ou de Pierre Karagjorgjević, qui, peu après, combattait comme volontaire, dans les rangs des insurgés bosniaques. Le seul espoir de paix résidait dans un compromis négocié par les Puissances entre la Porte et les insurgés ; malheureusement, l'intervention consulaire d'automne d'abord, puis la note d'Andrássy du 30 décembre 1875, et, enfin, le mémorandum de Berlin de mai 1876, échouèrent complètement — à cause, surtout, de l'attitude négative du Cabinet britannique turcophile. Cet échec convainquit les Serbes qu'ils ne pourraient rien obtenir de l'Europe, et la Révolution turque du 29 mai, qui fit suite à des incidents tels que la banqueroute turque et les assassinats de Salonique, les encouragea à penser que la débâcle turque était imminente. A la fin de juin, encouragés par une foule

de volontaires russes qui venaient à eux, ils déclarèrent la guerre à la Porte. L'Autriche et la Russie adoptèrent une attitude d'expectative, gardant l'accord secret du Reichstadt en poche.

Depuis longtemps, il était apparu clairement à des observateurs aussi vivement intéressés que le prince Charles et ses conseillers qu'à moins que l'Europe n'imposât un règlement — et ceci semblait de plus en plus douteux — la guerre entre la Russie et la Turquie était presque inévitable et que la Roumanie ne pourrait pas ne pas y être mêlée. Lorsque l'oncle du prince Milan, Alexandre Catargiu, vint annoncer la décision de la Serbie et demander la coopération de la Roumanie pour la cause commune de l'indépendance (1), Charles fit preuve d'une extrême réserve. Mais il ne restait pas inactif. Pendant tout l'hiver précédent, il avait pris des mesures urgentes pour préparer l'armée roumaine à toute éventualité. Il comprit le danger qu'une opposition factieuse et irritée pouvait faire courir à un Gouvernement qui avait perdu toute initiative, tout prestige et qui devenait de plus en plus négatif. Les menaces de Brătianu — qui disait que seul un changement de régime pourrait prévenir une révolution (2) — l'irritèrent, mais il en tint compte. En mai 1876, il renvoya définitivement les conservateurs qui, aux élections de juin, furent à peu près réduits à néant par l'application de leurs propres méthodes. Sous la présidence de Lepureanu, homme assez médiocre, la véritable force du Gouvernement résida en Brătianu et en Kogălniceanu, l'un ministre des Finances et l'autre des Affaires Étrangères. Rosetti revint de son exil volontaire pour prendre la présidence de la Chambre et rêver de réformes sociales. Tant que la Russie resterait neutre, la Roumanie était décidée à suivre son exemple, mais Kogălniceanu n'en adressa pas moins à la Porte un mémoire en « sept points » qui tendait à lui extorquer des concessions en échange de son inaction (3).

Les libéraux, de nouveau au pouvoir, tentèrent une offensive contre les conservateurs et s'attachèrent, malgré Charles, à accuser Catargiu et onze de ses ministres d'avoir violé la constitution et d'avoir gaspillé les revenus publics : l'accusation fut affichée dans

(1) *Aus dem Leben*, III, p. 15.
(2) *Aus dem Leben*, III, p. 16.
(3) La reconnaissance du nom historique roumain, de la juridiction consulaire roumaine en Turquie, des passeports, de l'agent de Constantinople comme membre du corps diplomatique, du canal central du delta du Danube comme frontière turco-roumaine.

toutes les communes. Le résultat fut de forcer le premier ministre à démissionner, car il avait été, quelques années plus tôt, collègue de Catargiu. En août 1876, Brătianu lui-même devint premier ministre et inaugura une dictature qui devait durer douze ans presque sans interruption. L'ancienne entente entre le Prince et Brătianu semblait rétablie. Ils furent d'accord tous deux pour reconnaître que le moment d'une action décisive approchait. Au début d'octobre, tandis que l'invasion de la Serbie par les Turcs s'étendait rapidement et que l'intervention russe semblait certaine, le nouveau premier ministre, avec l'approbation de Charles, alla voir le tsar à Livadia et négocia avec lui, Gorchakov et Ignatyev, les conditions dans lesquelles les armées russes pourraient traverser la Roumanie en cas d'une rupture avec la Turquie. Comme lors de tant de guerres russo-turques dans le passé la position géographique et stratégique de la Roumanie la mettait dans l'impossibilité de ne pas participer aux événements ; mais, pour la première fois dans l'histoire moderne, elle avait cessé d'être un simple pion sur l'échiquier. Les longues années consacrées par le Prince à l'organisation militaire devaient maintenant porter leurs fruits : la Roumanie avait une armée capable de faire pencher la balance. Mais Gorchakov ne voulut pas d'abord accepter de traiter la Roumanie en alliée, comme Victor-Emmanuel de Sardaigne dans la Guerre de Crimée, et parla d'une occupation par la force. Dans ce cas, répliqua Brătianu, les Roumains résisteront et leur destruction par les armes russes constituera un singulier prélude à une campagne en faveur des chrétiens des Balkans. Après cette escarmouche, les deux hommes d'État se séparèrent dans les meilleurs termes.

La décision fut ajournée plusieurs mois du fait de l'acceptation inattendue par la Turquie de l'ultimatum russe en faveur d'une Serbie pourtant vaincue et par la proposition que fit Derby de réunir une Conférence à Constantinople. Mais cette Conférence se termina par un échec complet, pour deux raisons ; d'abord, parce que le nouveau grand vizir, Midhat Pacha, était décidé à résister aux suggestions étrangères en matière de réformes et ensuite parce qu'il était convaincu (grâce surtout à l'attitude turcophile de sir Henry Elliot et malgré les avertissements de Lord Salisbury) que l'Angleterre se battrait aux côtés de la Turquie contre la Russie, comme en 1854. Le tsar, sincèrement pacifique, mais qui avait à

faire face à de nombreuses difficultés intérieures et qui ne pouvait garder indéfiniment ses armées sur le pied de guerre, savait que, si la Conférence échouait, la guerre serait inévitable; aussi concentra-t-il son principal effort sur des négociations secrètes avec l'Autriche-Hongrie. La Convention de Budapest (des 13 janvier et 18 mars 1877) confirma les principes stipulés à Reichstadt et obligea l'Autriche-Hongrie, en échange du droit d'occuper la Bosnie-Herzégovine, non seulement à la neutralité, mais aussi « à paralyser par une action diplomatique » toute intervention des autres Puissances. La Russie évitait ainsi les dangers qui l'avaient forcée à évacuer les Principautés en 1853 et pouvait, si la guerre éclatait, avancer sur le territoire roumain sans craindre d'être attaquée de flanc du côté de la Galicie ou des défilés transylvaniens.

Charles hâta ses préparatifs, disant à son père que l'armée « brûlait de montrer sa valeur » ; il ajoutait « nous ferons tout ce que nous pourrons pour empêcher la Roumanie de devenir le théâtre des opérations ». Il n'était pas initié aux plans austro-russes, mais il était bien trop près des réalités sur le Bas-Danube, pour partager les illusions de Londres. La nouvelle Constitution turque proclamée par Midhat, uniquement pour faire échec aux efforts de réforme des Puissances, servit à rallier les Roumains autour de leur Prince. Des expressions telles que « les provinces privilégiées » et leurs « chefs » furent considérées comme une attaque contre l'autonomie de tous les États vassaux. La Chambre invita le Gouvernement à revendiquer les droits roumains. La Porte se montra peu conciliante, même lorsque Abdul Hamid eût chassé le pseudo-réformateur Midhat et mis au pouvoir des créatures à lui. Le conflit servait fort bien le Prince (1). Depuis longtemps, il était persuadé que tous les efforts de neutralité seraient voués à l'échec en raison de la situation géographique de la Roumanie. Il ne put cependant, tout d'abord, faire partager cette opinion à ses ministres et il dut convoquer un Conseil de la Couronne, composé du Cabinet et d'un certain nombre d'anciens ministres éminents. Cet organisme devait devenir un des plus caractéristiques de la vie constitutionnelle roumaine. Le premier ministre soutint que la résistance à la Russie était impossible et qu'une alliance avec elle ne serait pas dangereuse, puisque, dans

(1) « Kam mir sehr erwünscht », écrit-il à son père. *Aus dem Leben*, III, p. 192.

aucun cas, l'Europe ne tolérerait la substitution de la suzeraineté de la Russie à celle de la Turquie. Mais une majorité favorable à la neutralité subsistait. Tout ce qu'on obtint fut de nommer le médiateur Kogălniceanu, ministre des Affaires Étrangères à la place du russophobe Nicolas Ionescu et de concentrer l'armée roumaine à l'Ouest du Olt dans une position telle qu'elle formerait de fait l'aile droite de l'armée russe. Le 16 avril, Kogălniceanu signa une Convention avec la Russie qui assurait aux armées le libre passage à travers la Roumanie, l'approvisionnement et l'emploi des routes et voies ferrées, tandis qu'en retour la Russie s'engageait à respecter les lois et les institutions roumaines. Lorsque la Porte somma la Roumanie de coopérer avec elle en résistant à l'invasion, Kogălniceanu répondit évasivement qu'une question aussi grave devait être soumise au Parlement. Une session extraordinaire fut convoquée et la Convention avec la Russie fut adoptée par soixante-neuf voix contre vingt-cinq ; Dimitrie Sturdza et Pierre Carp, russophobes acharnés, avaient voté avec la minorité. Le même jour, la Russie déclara la guerre à la Turquie et les troupes russes commencèrent à franchir le Pruth, justifiant leur action par une nécessité stratégique. Le Prince, bien qu'indigné que le grand-duc Nicolas ait publié une proclamation au peuple roumain sans même le consulter, fit preuve d'un tact et d'une maîtrise de soi-même remarquables. En retirant ses troupes du Danube, il força les Russes à le traiter avec plus de considération et gagna du temps avec les Turcs en leur faisant croire à sa neutralité.

L'attitude roumaine fut nettement définie dans la Note Circulaire adressée aux Puissances au milieu de mai : « Les Roumains ne cherchaient qu'à faire respecter leur neutralité, y était-il dit. Les Grandes Puissances, en invoquant l'insuffisance des propositions à cet effet, et en ne tenant compte ni de la gravité de la situation ni de notre inquiétude légitime, ont refusé de donner suite à une demande qui n'était que trop bien fondée ainsi que devaient le prouver les événements. » On pouvait répondre qu'une déclaration de neutralité aurait constitué une violation du Traité de Paris et que les Puissances, en approuvant une telle mesure, auraient risqué une guerre avec la Russie. Leur refus fut donc presque automatique, mais il donnait les mains libres à la Roumanie et la jetait inévitablement dans les bras de la Russie.

Entre temps, l'attitude de la Russie devenait inquiétante. Elle

avait tendance à ignorer les susceptibilités roumaines et à traiter le pays comme une simple colonie russe. L'alliance de la Roumanie sur un pied d'égalité fut rejetée par le vaniteux Gorchakov, qui lui permit seulement de participer à la guerre mais, fondue dans l'armée russe et sous son commandement. « La Russie, dit-il, n'a pas besoin de l'aide de l'armée roumaine (1). »

Cette attitude força les Roumains à franchir une nouvelle étape. Dès le 11 mai, les deux Chambres adoptèrent une résolution déclarant l'Indépendance roumaine et la rupture avec la Turquie. Le grand-duc et le tsar lui-même furent cordialement accueillis par le Prince et son Gouvernement, mais le Prince s'en tint à la défense des points stratégiques de Giurgiu et de Calafat et maintint fermement la tactique fabienne tandis que les Russes passaient avec peine le Danube. En juin, Gurko s'empara des cols des Balkans mais fut forcé à la défensive par des forces turques supérieures, et les opérations principales de la guerre se concentrèrent autour de Plevna, où de fortes positions s'étageaient, descendant à dix ou vingt kilomètres au Sud du Danube. Là, une formidable défense turque fut organisée par Osman Pacha et, dans la seconde quinzaine de juillet, les Russes subirent plusieurs revers. Ayant un besoin urgent de renforts, ils supplièrent les Roumains de venir au plus vite à leur aide en occupant Nicopolis. Le prince Charles, fort d'une armée de cinquante mille hommes et de cent quatre-vingts canons, put alors mettre des conditions à sa coopération, et les Russes, moins arrogants, lui proposèrent aimablement la direction des armées réunies devant Plevna. Cette proposition comportait des inconvénients et des dangers car, elle impliquait la fusion de l'armée roumaine dans l'armée russe contre laquelle Charles s'était constamment élevé ; de plus, en cas de défaite, la responsabilité en serait retombée, en grande partie, aux nouveaux arrivants. Ce n'en était pas moins un hommage qu'un Romanov pouvait faire à un Hohenzollern, et non le tsar des Russies à un vassal du Sultan. Charles pouvait espérer qu'un succès éventuel accroîtrait le crédit de son pays adoptif, mais il savait aussi que son refus serait extrêmement dangereux.

Le 8 septembre, l'armée roumaine reçut le baptême du feu,

(1) Le texte se trouve dans *Aus dem Leben*, III, p. 167 et dans Bamberg, *Gesch. der orientalischen Angelegenheit*, qui repose sur des sources roumaines.

dans les redoutes de Grivița, devant Plevna ; les attachés étrangers et les correspondants furent unanimes à vanter son extrême bravoure et sa fermeté qui contribuèrent à la défaite des Turcs. Les assauts sanglants contre la forteresse avaient, cependant, été décidés malgré le Prince et, à la fin, ce fut sa politique de blocus qui l'emporta (1). Après qu'Osman Pacha se fut rendu le 9 décembre, Charles abandonna le commandement et ne prit aucune part à l'avance russe à travers les Balkans. Son attitude faisait contraste avec celle du prince Milan à qui, l'été précédent, le tsar avait interdit d'entrer en guerre et qui, maintenant, tombait sur les Turcs désorganisés et occupait en toute hâte Niš sans rencontrer une grande résistance. Il est loyal d'ajouter que sans cette manière d'agir la Serbie aurait pu être totalement abandonnée par les Puissances et laissée sans gain territorial à la signature de la paix. La Roumanie avait une position différente; elle avait défendu la ligne du Danube et maintenu les opérations en grande partie hors de son propre territoire. Toute menace immédiate de la part des Turcs avait maintenant disparu; et il semblait contraire aux intérêts roumains de pousser la guerre plus loin, sur un territoire qui, en théorie, était turc, mais, en réalité, bulgare. Cependant, afin de pouvoir posséder quelques atouts supplémentaires pour des négociations ultérieures et pour prévenir un mouvement tournant turc possible, le siège de Vidin fut continué et Vidin et Belogradčik se rendirent vers la fin de février.

C'est alors que les intérêts roumains et russes se séparèrent définitivement. Rien ne put décider le tsar à admettre les représentants roumains aux négociations de paix. Chaque fois que la question était soulevée, il se montrait poliment évasif tout en donnant de vagues assurances que la Roumanie ne serait pas négligée et qu'il n'oublierait jamais les sacrifices de ses enfants (2). En janvier 1878, après la chute de Sofia, et lorsque Skobelev eut franchi le col de Shipka, le grand-duc Nicolas entama des négociations d'armistice, d'abord à Kazanlik, puis à Andrinople et, bien qu'il traitât le délégué du Prince, le colonel Arion, avec une grande courtoisie, il ne l'admit pas à la Conférence et ne discuta pas même les revendications roumaines avec lui. Ces

(1) On trouvera un rapport excellent et instructif sur le « Rôle de la Roumanie dans la guerre de 1877 », par le général R. Rosetti dans la *Slavonic Review*, n° 24 (mars 1930).
(2) *Aus dem Leben*, III, 379.

revendications étaient la reconnaissance de l'indépendance, la destruction de toutes les forteresses danubiennes, la remise par la Turquie de toutes les bouches du Danube et une indemnité de 100.000.000 de francs. A Saint-Pétersbourg, le général Jean Ghica fit en vain appel au tsar et au chancelier; on lui répondit invariablement que la Roumanie ne pouvait être une partie contractante tant que son indépendance n'aurait pas été reconnue par l'Europe.

Le tsar cachait derrière cette attitude la ferme résolution, qu'il communiqua officiellement au général Ghica le 29 février, de demander la « rétrocession » des trois provinces de la Bessarabie méridionale que lui avait arrachées le traité de Paris. Pour Alexandre II, l'honneur national était en jeu et il employa pour défendre sa thèse de nombreux arguments. C'est ainsi qu'il déclara que la cession de 1856 avait été faite à la Moldavie et non à la Roumanie et que la Russie ne pouvait retenir cette clause d'un traité que la guerre avait rendu entièrement caduc. L'argument que le territoire en question avait, pendant plusieurs siècles, fait intégralement partie de la Moldavie et, n'avait été attribué pour la première fois, à la Russie que quarante-quatre ans avant le Traité de Paris ne fit aucune impression sur le tsar et sur le chancelier qui, malgré leur dévouement à la cause de la nationalité balkanique, jugeaient en impérialistes et trouvaient qu'une guerre ne pouvait être victorieuse qu'à condition qu'elle apportât un gain territorial. « Quels que soient vos arguments, dit Gorchakov à Ghica, vous ne modifierez pas nos résolutions, car elles sont immuables. Vous vous trouvez devant une nécessité politique. » Les Russes ne considéraient pas sans impatience l'attachement tenace des Roumains à leur chair et à leur sang et leur indifférence pour la généreuse compensation qui leur était offerte. Cette compensation était en l'occurrence la province de la Dobrouja, c'est-à-dire le territoire situé entre les bouches du Danube et une ligne tracée vers l'est de Silistrie à partir de l'endroit où le Danube dévie vers le nord-est jusqu'à un point situé sur la Mer Noire, au sud de Kustendje (Constanța). C'était une région stérile et abandonnée, connue dans l'histoire comme lieu d'exil d'Ovide, maigrement peuplée de Turcs, de Tatars, de Tziganes, de Gagaoutzes, de Bulgares, d'Ukrainiens et de Roumains. L'attitude d'Alexandre était assez peu loyale. Déjà dans les conventions secrètes de

Reichstadt et de Budapest, il avait expressément réservé ses droits sur la Bessarabie ; et, dès que les clauses de l'armistice furent connues, on s'aperçut nettement que la Bessarabie apparaîtrait aux Puissances comme la seule compensation commode et sûre, susceptible d'être donnée à la Russie en Europe — pour la consoler de n'avoir pu prendre pied en Bulgarie.

On avait déjà soulevé la question dans la presse. Le Gouvernement roumain, dès le début, s'attendait à une telle revendication. Mais il hésita entre deux extrêmes ; d'une part, il répugnait à envisager franchement les faits et espérait naïvement qu'au dernier moment quelque nouvelle complication, telle qu'un conflit entre la Russie et l'Angleterre, éloignerait le danger ; d'autre part, il reconnaissait à contre-cœur que la situation de la Roumanie en 1878 ressemblait à celle de l'Italie en 1860. Brătianu, et le Prince lui-même, conservèrent leurs illusions jusqu'à la dernière minute, mais Kogălniceanu fut assez clairvoyant pour se rendre compte qu'étant donné la situation de l'Europe, le sacrifice de la Bessarabie méridionale était le prix nécessaire de l'indépendance et de l'aide russe, comme la cession de Nice et de la Savoie avaient été celui de l'unité italienne. Mais, le Gouvernement manqua de courage pour reconnaître cette nécessité malgré son attitude antérieure. Brătianu et ses collègues se trouvèrent donc dans une position fausse. Ils savaient parfaitement que, dans les coulisses diplomatiques, les Grandes Puissances avaient accepté la thèse russe, contre les intérêts roumains, pour obtenir satisfaction sur les points qui touchaient de très près à leurs intérêts égoïstes. On n'en négocia pas moins vainement avec le grand-duc Nicolas et Jean Ghica fut envoyé en mission à Londres, pour voir jusqu'où la politique anti-russe de Disraëli pouvait être exploitée pour servir les intérêts de la Roumanie. Ghica n'y rencontra que peu de sympathie, car les turcophiles acharnés considéraient d'un mauvais œil l'alliée de la Russie qui s'était prise à son propre piège. Il espérait à tort, que l'Angleterre pourrait prendre part à la guerre.

Ignatyev, en allant entreprendre les dernières négociations pour la paix à San Stefano, reçut l'ordre de se rendre à Bucarest avec l'espoir d'amener la Roumanie à céder sans protestation. En récompense de sa complaisance, les frontières de la Dobroudja devaient être étendues pour y inclure la forteresse maîtresse de Silistrie et une indemnité de 100.000.000 de francs devait être extor-

quée aux Turcs déjà en faillite. Ignatyev laissa même entrevoir la possibilité d'une union entre la Roumanie et la nouvelle Bulgarie, peut-être même la cession de toute la rive droite du Danube jusqu'aux sommets des Balkans — bien qu'il semble difficile de croire que cette dernière offre ait pu être sérieuse. Une fois de plus, Kogălniceanu était d'avis d'accepter, mais Brătianu, avec l'approbation du Prince, s'y opposa et s'attacha à soulever l'opinion publique. Le 6 février, la Chambre vota une motion qui affirmait l'intangibilité du territoire roumain dans des termes tels que la bonne foi du tsar qui l'avait solennellement garantie moins d'un an plus tôt était mise en doute.

On avait toutes les raisons de s'indigner, mais aucune d'espérer une aide de l'étranger. Les Puissances étaient cyniques. Le Cabinet de Londres était complètement indifférent au sort de la Roumanie et Lord Salisbury, dans ses négociations parallèles compliquées avec la Russie, la Turquie et l'Autriche, vit dans la Bessarabie un objet d'échange inestimable. La France était encore convalescente et ne montra d'intérêt que pour la Grèce, parmi les pays balkaniques. L'Italie était bien disposée envers sa jeune sœur latine, mais elle ne comptait guère encore en Europe. L'Autriche-Hongrie était déjà engagée par son accord secret avec la Russie, tandis que l'Allemagne, occupée avant tout à prévenir une querelle entre ses deux alliées impériales, s'apprêtait à jouer le rôle d' « honnête courtier », au prochain Congrès. L'attitude de Bismarck et du vieil empereur Guillaume causait une vive déception à Charles en tant que Hohenzollern. Il avait espéré pouvoir amener la Russie dans une position telle devant l'Europe, qu'en insistant pour obtenir la Bessarabie, elle se serait rendue coupable de la plus noire ingratitude. Mais on vit bientôt que Bismarck n'avait pas du tout l'intention de blesser la Russie pour les beaux yeux de la Roumanie. De fait, il ne se contenta pas de soutenir la Russie sur ce point, mais il continua à compliquer les choses par son attitude dans la querelle des chemins de fer et dans le problème juif. Vienne était en apparence moins hostile et François-Joseph accorda une audience à Brătianu en mars, mais l'accord pour la cession de la Bessarabie était pour l'Autriche-Hongrie un prêté pour un rendu russe en Bosnie et l'homme d'État roumain revint les mains vides.

Le mémorandum roumain envoyé à toutes les Puissances en mars et la protestation déposée à Saint-Pétersbourg restèrent sans

effet et l'indignation de la Roumanie contre le Traité de San Stefano, d'où ses représentants avaient été exclus et où la Russie traita directement avec la Turquie l'évacuation du territoire roumain par les troupes russes, ne réussit pas à soulever un écho même à Londres et à Vienne, où ce Traité était le plus vivement attaqué. Les Russes étaient indignés de la colère de leur victime. Le tsar exprima à Ghica ses regrets que la Roumanie fût déjà oublieuse des immenses services qui lui avaient été rendus par la Russie, et Gorchakov le prévint que si elle osait encore protester contre l'article 7 de San Stefano, le tsar occuperait son territoire et désarmerait son armée. Cette menace provoqua une réponse courageuse du prince Charles. Refusant de croire qu'une telle parole ait jamais pu être prononcée par le tsar Alexandre, il déclara qu'une armée qui avait combattu devant Plevna sous les yeux même du tsar « se laisserait écraser mais non désarmer » (1). Cette réponse, rendue publique par une indiscrétion, fut connue dans toute l'Europe et le prince Gorchakov jugea utile de donner un démenti officiel. Mais Brătianu craignait soit la guerre, soit un coup de main russe et l'on envisagea sérieusement l'idée de transporter le Gouvernement de Bucarest à Craïova.

Vers le début de juin, le Prince avait compris que pas une seule Grande Puissance ne défendrait la cause roumaine et que la Bessarabie devait être considérée comme perdue ; il pressa donc vivement Brătianu et Kogălniceanu, qui représentaient la Roumanie à Berlin, de s'entendre directement avec Gorchakov et Shuvalov avant l'ouverture du Congrès. Il espérait ainsi obtenir l'admission de la Roumanie au Congrès (sur les mêmes bases que la Grèce qui, pendant quelque temps, eut des chances sérieuses) et, en tout cas, gagner, en compensation de sa soumission volontaire, un territoire plus étendu. Kogălniceanu approuva cette tactique, mais Brătianu et Rosetti soutenaient que, puisque l'Europe avait assigné la Bessarabie méridionale à la Roumanie en 1856, elle seule pouvait maintenant décider de son sort et que l'acceptation de toute autre doctrine pourrait créer un précédent et provoquer dans la suite de nouvelles amputations.

La cause des petites Puissances était déjà jugée à Berlin. Pour des raisons de tactique, Waddington et Salisbury demandèrent

(1) *Aus dem Leben*, IV, p. 19.

l'admission de la Grèce au Congrès, mais, lorsque d'autres Puissances s'y opposèrent, ils abandonnèrent cette position. La Roumanie perdit du même coup son dernier espoir d'y être admise. La fameuse indiscrétion du *Globe* (publiant le texte de l'accord secret anglo-russe, qui seul avait pu rendre le Congrès possible) révéla en même temps que la Bessarabie avait déjà été sacrifiée à la Russie par son principal adversaire. Il devint bientôt évident que Bismarck ne ferait rien pour la Roumanie et Andrássy laissa entendre qu'il ne pouvait risquer une guerre avec la Russie pour la Bessarabie. Il omettait de dire que la Russie avait déjà une promesse écrite. L'Italie et la France seules étaient sympathisantes, mais Waddington lui-même préconisa bientôt la soumission comme inévitable.

Le 1er juillet, Brătianu et Kogălniceanu, « heureux et malheureux » (1), furent autorisés à lire leur mémorandum au Congrès puis furent poliment mis à la porte. Ils demandaient : 1° qu'aucun territoire ne fût détaché de la Roumanie ; 2° que le droit de passage de la Russie prît fin ; 3° que la Roumanie recouvrât les Bouches du Danube et les îles ; 4° qu'elle reçût une indemnité ; 5° qu'elle fût reconnue à la fois indépendante et neutre. Gorchakov refusa toute discussion au sujet de la Bessarabie, puis Beaconsfield émit une protestation formelle. « Et ce fut tout », ainsi que Radowitz, l'un des deux secrétaires du Congrès, le note dans son Journal (2). Beaconsfield avait reçu les deux délégués le même jour, les avait écoutés courtoisement sans exprimer aucune opinion et les avait avertis qu' « en politique l'ingratitude est souvent la récompense des plus grands services ». Il déclara qu'à son avis un échange serait « une très bonne affaire pour la Roumanie », mais ses véritables idées sont exprimées dans une lettre à la Reine, disant que « la compensation accordée aux États tributaires rebelles pour leur alliance avec la Russie serait aussi maigre que possible (3) ». Dans son discours devant la Chambre des Lords, il supprima toute allusion à la question de la Bessarabie et cette omission fut immédiatement relevée par Lord Granville. Lord Derby fit alors remarquer que « la Russie a transformé une alliée soumise et dévouée en ennemie », mais il gâta cette déclaration en ajoutant : la Rouma-

(1) Radowitz, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 52.
(2) « *Und damit war es fertig* », *ibid.*, p. 52.
(3) Buckle, *Life of Disraeli*, VI, p. 322-34.

nie « a fait de la guerre une affaire de spéculation et n'a qu'à en remercier son propre Gouvernement ». Il montrait ainsi que, comme ministre des Affaires étrangères, il n'avait jamais compris la nature du problème roumain.

Une fois de plus, l'attitude de Gladstone se trouvait en opposition avec celle de son grand rival et la postérité lui sera redevable d'avoir pour la seconde fois sauvé l'honneur de l'Angleterre dans la question roumaine. Dès février, il avait exprimé l'espoir que « la paix à venir » ne serait pas gâtée par « la cession de la Bessarabie » et, en mars, que la Russie « n'humilierait pas par cette spoliation mesquine une humble mais courageuse alliée ». Le 8 avril, il s'éleva à la Chambre des Communes contre une « spoliation coupable et peu politique ». Après le Congrès, il protesta de nouveau, accusa le Gouvernement de « vendre la liberté de la Bessarabie à la Russie » qui lui imposerait de nouveau, « ses institutions despotiques »; et, au cours du débat final, il stigmatisa le discours du Premier Ministre au Congrès contre la cession de la Bessarabie « qu'il n'avait cessé d'approuver », Joseph Chamberlain s'associa à cette protestation contre « une comédie répétée à huis-clos (1) ». Il est impossible de lire le discours du Premier Ministre au Congrès — dans lequel il considère la cession de la Bessarabie comme une atteinte au Traité de 1856 et comme affectant un engagement pris envers l'Europe concernant la liberté de la navigation danubienne (2) — sans s'émerveiller de son assurance à tromper le public anglais sur les engagements qu'il avait pris lui-même avec la Russie. En assurant personnellement Saint-Pétersbourg que l'Angleterre n'avait pas l'intention de s'élever contre le fait accompli, Beaconsfield était guidé par l'impossibilité évidente de faire de la Bessarabie un *casus belli* lorsque les autres questions seraient réglées. Mais ses victimes considérèrent à juste titre comme une sinistre et lamentable comédie le fait de défendre encore une position qu'il avait jadis accusé Palmerston de ne pas soutenir.

Dans le traité de Berlin quinze articles concernaient directement la Roumanie. Les Puissances étaient unanimes à lui refuser la neutralité d'une « Belgique de l'Orient » : elle dut se contenter de l'indépendance. Mais, cette indépendance même était soumise à

(1) 1er août 1878.
(2) Protocole de la IXe Séance, 29 juin.

deux conditions : la cession de la Bessarabie à la Russie et la suppression de toutes les incapacités religieuses pour l'accession aux emplois publics, et pour l'admission au droit de citoyen. Le fait que cette clause fut également imposée à la Serbie, où le problème était beaucoup moins aigu, ne calma pas l'indignation des Roumains. Le delta du Danube avec ses îles et la Dobroudja tout entière, jusqu'à la ligne de Silistrie à Mingalia, étaient attribués à la Roumanie et une Commission européenne de délimitation fut créée. Cinq clauses traitaient de la nouvelle situation commerciale de la Roumanie, tandis que les articles LII-LVIII, réglaient de nouveau la navigation du Danube. La Roumanie obtint un siège sur un pied d'égalité à la Commission internationale danubienne qui, avec des pouvoirs révisés, devait siéger à Galaţ. Toutes les forteresses du fleuve devaient être désarmées ; la réglementation des Portes de Fer était confiée à l'Autriche-Hongrie.

Pour la Roumanie, le traité de Berlin marque la dernière grande étape internationale avant les événements encore plus mémorables de notre temps. Le fruit de l'indépendance avait une saveur amère et l'opinion publique mit longtemps à s'accommoder des sacrifices exigés. Il est regrettable, que la Bessarabie ait été considérée comme la « petite monnaie » dont se servirent les Grandes Puissances pour des marchandages plus importants et qu'elle n'ait pas fait l'objet d'un débat spécial. Le Prince réussit à empêcher toute protestation formelle de la Chambre et la perte de la Bessarabie fut dûment ratifiée le 12 octobre par quatre-vingt-trois voix contre vingt-sept. Charles essaya de sauver la face par l'argument spécieux que la Dobroudja n'était pas une compensation mais une indemnité de guerre librement offerte par l'Europe. Mais l'occupation du territoire par les troupes roumaines ne fut pas tolérée avant que les dernières autorités roumaines n'aient évacué les régions au delà du Pruth.

Chapitre XII

LE RÈGNE DU ROI CHARLES

Un long temps s'écoula avant l'acceptation par la Roumanie des conditions imposées par les Puissances. Ce n'était ni la première ni la dernière fois que les Roumains opposaient une force de résistance étonnante à la volonté de l'Europe. Andrássy avait été chargé de signifier, d'une façon formelle, que pas une grande puissance ne reconnaîtrait la Roumanie ni n'accréditerait de ministres auprès de son Gouvernement, avant qu'elle ne se soit soumise formellement à tous les termes du Traité. Les Chambres cherchèrent un compromis en votant l'abandon de la Bessarabie le 12 octobre — (comme en 1877, la Russie en prit possession de fait le lendemain même) — et en s'engageant à résoudre les questions en suspens (ce qui voulait dire le statut des Juifs) selon les règles constitutionnelles. Mais ceci ne satisfaisait ni l'Allemagne ni la France ; le Gouvernement britannique partageait leurs vues sur la question juive, mais Lord Salisbury s'inquiétait vivement du retard qui permettait à la Russie de remettre à plus tard le retrait de ses troupes et de demander, comme condition de l'évacuation de la Dobroudja, libre passage sur le territoire roumain. Andrássy et lui s'y opposèrent d'un commun accord et, le 12 novembre 1878, pressèrent Berlin de reconnaître immédiatement la Roumanie, afin de la dresser contre la Russie et de l'empêcher de se jeter dans les bras du tsar ; mais ni Bismarck ni Waddington ne voulaient croire à ce danger ni céder un pouce sur la question juive.

Ces incidents eurent un retentissement sur la question secondaire de la délimitation des frontières. La Commission internationale, chargée de régler les détails, était d'avis d'inclure Silistrie dans le territoire cédé, sous prétexte que cette forteresse-maîtresse dominait la province entière et était une annexe de la Dobroudja. Malheu-

reusement, le Gouvernement roumain, excédé par l'attitude des Puissances et cherchant des compensations aux concessions qu'il avait dû faire sur d'autres points, occupa de sa propre initiative les lignes d'Arab-Tabia près de Silistrie le 3 janvier 1879. Le tsar ainsi que Giers, son ministre des Affaires étrangères, protestèrent énergiquement auprès du général Ghica, et, le 19 février, sur un ultimatum des Puissances, la Roumanie dut subir la nouvelle humiliation d'une évacuation plutôt que de risquer un conflit déclaré avec la Russie. La Commission assigna Arab Tabia à la Roumanie, mais le délégué russe s'opposa avec obstination à la cession de Silistrie, et, finalement l'emporta avec l'aide de ses collègues complaisants (juin 1880). La Russie à ce moment calculait que la Bulgarie resterait virtuellement sa vassale et voulait un accord par lequel celle-ci pouvait s'assurer de sérieux avantages stratégiques sur le Danube contre son voisin du Nord. Une fois de plus, la Roumanie fut forcée de se soumettre mais avec désespoir. Cette décision acheva de détruire toutes ses illusions à l'égard de la Russie et ne fut jamais considérée à Bucarest comme définitive. C'est elle qui, à partir de 1908, commanda l'attitude de la Roumanie envers la Bulgarie et la Turquie.

La question de l'incapacité des Juifs était extrêmement délicate. L'article VII de la Constitution de 1866 disait que « seuls, les étrangers de rites chrétiens peuvent obtenir la naturalisation » : l'égalité complète de toutes les religions, réclamée par les Puissances par l'article XLIV du Traité de Berlin ne pouvait donc être proclamée sans une révision de la Constitution. Les Roumains, déjà exaspérés par la perte de la Bessarabie, n'étaient pas d'humeur à faire d'autres concessions susceptibles de transformer profondément la structure sociale du pays et, d'après les classes conservatrices, de déterminer une véritable « révolution sociale ».

La propagande occidentale, prétendait que les Juifs étaient installés dans les Principautés depuis un temps immémorial ; en réatité l'immigration juive était un fait relativement récent : presque tous les nouveaux venus portaient des noms allemands. L'absence de toute donnée statistique, sous le régime turc, rend évidemment difficiles des évaluations précises ; mais il apparaît qu'au début du XIXe siècle, il n'y avait pas plus de 2.000 familles juives en Moldavie et, pour ainsi dire, aucune en Valachie. Les conditions politiques en Russie et en Pologne russe, mais surtout le dévelop-

pement rapide de la prospérité, la suppression des restrictions douanières et l'importance accrue du commerce de grains sur la Mer Noire, amenèrent un rapide afflux de Juifs en Moldavie, surtout après le Traité d'Andrinople. Dans le Règlement Organique de 1833, les Juifs furent classés comme nation distincte, avec certaines restrictions et certains privilèges (art. 50-54). Pendant les trente années qui suivirent, ils constituèrent effectivement la majorité de la population dans les villes comme Dorohoiu, Falticenĭ, Botoşani, et même dans la capitale, Jassy. Ils n'en formaient pas moins des communautés distinctes, en tant qu'étrangers, sans droits de cité. Ils étaient supérieurement doués pour le négoce, pratiquaient l'usure et, surtout dans les villages, exploitaient les agriculteurs indigènes, pour acquérir plus tard un contrôle sur de nombreux propriétaires et occuper une position de métayers. M. Théodore Reinach a parfaitement résumé les facteurs qui contribuent à constituer le caractère du Juif moderne : « la Bible (Thora et Prophètes), l'éducation talmudique (soit des générations actuelles, soit de leurs ancêtres), les persécutions prolongées, l'abstention forcée pendant de longs siècles de certaines occupations, la pratique exclusive, également imposée, d'autres branches d'activité, le passage, souvent très brusque, de l'oppression à la pleine liberté, de la misère à l'aisance ou à la richesse, de l'ignorance et de la foi dociles à l'émancipation complète de l'intelligence. Il n'existe aucune des qualités ou aucun des défauts des Juifs actuels qui ne puisse s'expliquer par une de ces six causes, sans faire intervenir le moins du monde la notion de race, c'est-à-dire de fatalité (1) ». Ce texte touche le fond même du problème.

De temps à autre, on contingenta l'immigration des Juifs, mais l'État était trop faible pour assurer leur protection. Les tentatives pour les empêcher de s'installer dans les villages ou de devenir aubergistes (par ex. : la loi de 1844 et les décrets de 1839 et 1850) n'aboutirent jamais (2). Sans doute, nombre d'entre eux obtinrent d'aller et venir, en corrompant des employés subalternes, néanmoins, les restrictions étaient maintenues en théorie et l'élément juif était surtout concentré dans les villes de la Moldavie du Nord, ce qui rendait leur assimilation délicate pour l'État. En 1859,

(1) *Grande encyclopédie*, XXI, p. 273.
(2) En 1858 il y avait 12.814 chefs de familles juives en Moldavie. Verax, *La Roumanie et les Juifs*, p. 20.

il y avait déjà 118.000 Juifs en Moldavie et seulement 9.200 en Valachie ; quarante ans plus tard, en 1899, il y en avait 201.000 en Moldavie et 68.000 en Valachie. Dans les districts du Nord, surtout, la disproportion entre Juifs et Chrétiens était aussi grande que dans certaines régions de la Russie Blanche ou de la Galicie, et, pendant les années 50 et 60, les Juifs de Moldavie acquirent rapidement une hégémonie économique sur le pays. Ce n'est pas surprenant car, dire qu'il y avait 250.000 Juifs sur une population totale de 5.000.000, ne donne pas une idée exacte de la situation. En 1900 encore, la population urbaine totale de la Roumanie était de 700.000 habitants sur lesquels 300 à 400.000, soit plus de la moitié, étaient Juifs. En 1878, il apparaissait déjà impraticable de les expulser, mais impossible de les assimiler : leur naturalisation sans restrictions « en masse » aurait mis les Moldaves en minorité dans leur propre pays et favorisé l'exploitation économique du paysan et du boyard par les Juifs. La nation fut donc unanime à considérer un acquiescement sans réserve aux demandes des Puissances comme une grave menace pour l'État. On ne saurait dire que la religion ait joué un rôle dans la question (sauf dans la mesure où elle creusait un abîme entre les deux races), mais les attentats périodiques dans les synagogues, centres véritables de la vie juive, aidèrent à perpétuer cette illusion à l'étranger et on doit reprocher aux organisations juives de n'avoir rien fait pour détromper l'opinion publique. En réalité, le problème était essentiellement économique et les Juifs y montrèrent leur supériorité, leur souplesse, leur rapidité d'esprit, ainsi que leurs grandes dispositions au travail. L'homme d'État conservateur, Pierre Carp, avec son franc-parler, avait raison de dire à ses compatriotes en 1879 : « Travaillez, civilisez-vous, et vous vous débarrasserez des Juifs. »

L'agitation en faveur des Juifs avait son centre à l'Alliance Israélite de Paris. En 1866, déjà, lors de la préparation de la nouvelle Constitution roumaine, Crémieux, le fondateur de l'Alliance, visita Bucarest et proposa au Gouvernement un prêt à court terme de 25.000.000 de francs en échange de l'insertion dans la constitution de clauses déclarant que « la religion ne constitue pas d'obstacle à la naturalisation » et d'une promesse de l'application de ces clauses aux Juifs. Mais cette proposition suscita des protestations violentes qui coïncidèrent avec le sac de la nouvelle synagogue de Bucarest et d'autres incidents regrettables ; ce fut

alors que l'on adopta l'article VII. La position prise par Jean Brătianu dans la question juive pendant les dernières années 60 conduisit l'Alliance Israéliste à organiser une campagne de presse contre la Roumanie, dans différents pays d'Europe, et Napoléon III fut amené à intervenir en faveur des Juifs. L'agitation fut accrue par un incident malheureux qui se passa près de Galatz. Les autorités roumaines voulurent déporter dix Juifs vagabonds en Turquie ; les Turcs refusèrent de les recevoir ; en fin de compte les malheureux furent précipités dans le Danube où deux d'entre eux se noyèrent. Les clameurs de la presse et l'habileté avec laquelle l'Alliance Israélite mobilisa la finance occidentale contre la Roumanie contribuèrent à la chute de Brătianu en 1869 et au revirement de l'opinion publique française vers la fin du Second Empire. Kogălniceanu, que l'on ne pouvait accuser de n'être pas libéral entreprit une vigoureuse défense de l'attitude roumaine et se défendit de « toute prétention à être plus civilisés en 1869 que ne l'avaient été les Français entre 1806 et 1812 (1) ». Après 1870, l'agitation tomba, mais, durant toutes les années 70, il y eut périodiquement des rixes et des attentats contre les Juifs, notamment à Văslui, Ploeşci et Darabani, rixes et attentats que l'Alliance Israélite exploita à fond. Le Traité de Berlin lui apporta un puissant levier. L'article VII de 1866 était manifestement indéfendable du point de vue moral et il était facile de mobiliser contre lui l'opinion par la presse parisienne et les banquiers de Paris et de Berlin. Waddington et Bismarck étaient d'accord avec Disraëli et Salisbury ; Andrássy, quoique avec plus de réserve, se rangea à leurs côtés. En conséquence, l'article XLIV du Traité fut ainsi rédigé : En Roumanie, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra empêcher personne de jouir des droits civils et politiques, d'être admis aux emplois publics, aux fonctions et aux honneurs ou d'exercer les différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit. La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes seront assurées à tous les ressortissants de l'État roumain, aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne sera apportée, soit à l'organisation hiérarchique des diverses confessions, soit aux rapports des fidèles avec leurs chefs spirituels. Les nationaux de toutes les Puissances, commerçants

(1) Allusion aux décrets de Napoléon I[er].

ou autres, seront traités en Roumanie, sans distinction de religion, sur le pied d'une parfaite égalité.

Il était généralement admis que l'article VII devait être abandonné, mais il y avait divergence sur ce qui devait le remplacer et une excitation intense s'empara à la fois de la Chambre et du pays. En décembre 1878, Brătianu remania son Gouvernement et y fit entrer son adversaire et futur successeur, Dimitrie Sturdza ; puis en avril 1879, des élections furent faites pour une Assemblée Constituante. Inquiet, le père du Prince avertit celui-ci qu'il était impossible de « lutter contre la volonté de l'Europe », et le Discours du Trône contint la phrase significative et ambiguë : « Les Grandes Puissances demandent que nous nous adaptions aux idées ayant cours dans les États civilisés, avant de nous admettre dans la famille des États européens. » Mais la Chambre était pour ainsi dire en révolte ouverte ; des hommes comme Lascar Catargiu et le général Florescu attaquèrent violemment le Gouvernement et le Congrès ; Brătianu enfin menaça de démissionner pour montrer que la confirmation constitutionnelle de l'article XLIV du Traité de Berlin ne pouvait être obtenue. Le Prince était très inquiet, et non sans raison, car, dès mars, Bismarck fulminait contre les Roumains, menaçant d'intervenir par une note collective des Puissances et utilisant comme moyen de pression l'éternelle question des chemins de fer. Il accusa les Roumains auprès de Lord Odo Russel de « malhonnêteté et d'arrogance » et « déplora qu'ils ne fussent pas à sa portée pour leur administrer la bonne correction qu'ils méritaient (1) ». Il tenait à ce que la Roumanie fût traitée en État subordonné, dont les intérêts devaient encore être discutés avec la Porte. Salisbury, craignant une fois de plus de jeter la Roumanie dans les bras de la Russie, établit un plan de compromis où elle serait priée d'incorporer l'article XLIV dans une nouvelle rédaction de l'article VII de la Constitution ; mais, quoique ce compromis fût accepté par les Puissances occidentales et par l'Autriche-Hongrie, l'attitude allemande ne changea pas.

Le 5 juillet, la Commission de la Chambre élabora des propositions qui n'étaient en somme qu'un défi à l'Europe. Elle déclara « qu'il n'y a pas d'israélites roumains et qu'il n'y en avait jamais

(1) Russell à Salisbury, 2 mars, dans Medlicott, *Recognition of Roumanian Independence* II, p. 574 (*Slavonic Review*, n° 33).

eu, mais seulement à côté des étrangers, des Juifs qui, nés dans le pays, n'ont été assimilés ni pour la langue ni pour les mœurs, et qui ne désirent pas l'être ». Elle insista pour qu'une loi spéciale de naturalisation intervînt pour chaque individu et demanda que le droit de propriété foncière soit « un droit politique, non civil ». Brătianu démissionna de nouveau et le prince Charles eut du mal à l'amener à reconstituer le Gouvernement, avec Kogălniceanu à l'Intérieur et Boerescu aux Affaires étrangères. Le pays tremblait de colère, les Chambres étaient inondées de pétitions et furent prorogées malgré les avertissements allemands que les Puissances en seraient irritées.

Brătianu envoya alors Boerescu en Occident mais sans aucun succès. Le nouveau ministre des Finances, Sturdza, d'une mentalité plutôt allemande, alla à Berlin, écouta les leçons de Bismarck (1) et découvrit (ce que Salisbury soupçonnait déjà) que la question des chemins de fer était un obstacle à de bonnes relations avec l'Allemagne et que, derrière le chancelier, se tenait Bleichröder, en sa double qualité de Juif et de porte-parole des actionnaires prussiens. Sturdza élabora donc une Convention des chemins de fer qui comportait le rachat éventuel des obligations à des conditions favorables et, en attendant, donna en garantie le monopole des tabacs. Le vieil Empereur ne fit rien pour le rejeton de sa maison, encore qu'il avouât partager le point de vue roumain sur la question juive et qu'il essayât de détourner sur l'Angleterre le mécontentement que Charles éprouvait à l'égard de l'Allemagne qui, d'après lui, « voit en tout juif un Rotschild cultivé (2) ».

Les contemporains trouvaient incompréhensible et déraisonnable que les Roumains opposassent une résistance aussi obstinée à une mesure imposée en même temps aux Serbes et contre laquelle ceux-ci protestaient à peine. Mais le problème était différent en Serbie, où les Juifs n'étaient qu'une poignée, presque confinés à Belgrade même, appartenant à des familles cultivées de Sephardim avec une longue tradition balkanique et, par conséquent, aisément assimilables ; de plus l'immigration juive était insignifiante en Serbie ; enfin l'usure n'y jouait aucun rôle, puisque la classe dirigeante était entièrement d'origine paysanne.

(1) *Aus dem Leben*, IV, p. 235.
(2) *Aus dem Leben*, IV, p. 237.

Ce n'est qu'en octobre 1879, que l'on trouva la solution de la question. Ce jour-là, la Chambre, par cent trente-trois voix contre neuf, amenda l'article VII, dans ce sens : « La différence de croyances religieuses ne constitue pas un empêchement à l'acquisition et à l'exercice des droits civils et politiques. » La naturalisation put désormais être acquise « sans distinction de religion », mais une loi spéciale du Parlement devenait nécessaire pour chaque cas individuel ; une pétition formelle et une résidence de dix ans étaient exigées sauf dans des cas exceptionnels ; enfin il était expressément déclaré que seuls les citoyens roumains pouvaient acquérir la terre. Cette dernière limitation était sage et nécessaire car, sans elle, pendant les trente années suivantes, les Juifs auraient pu, presque à coup sûr, tenir à merci les propriétaires fonciers roumains. Mais on ne saurait nier que l'égalité théorique accordée d'un côté était rendue illusoire par une foule de restrictions et que la majorité des Juifs de Roumanie, quoique libres d'exercer leur religion, demeuraient à certains égards des citoyens de second rang. Ce qui était particulièrement injuste c'est que la non citoyenneté d'une famille qui pouvait être domiciliée depuis deux ou trois générations n'emportait pas en contre-partie l'exemption du service militaire. Ainsi la nouvelle loi abolissait l'incapacité la plus flagrante, mais laissait la voie ouverte à l'obstruction et aux abus; aussi la question juive ne cessa d'entretenir l'hostilité contre la Roumanie d'une part importante de l'opinion occidentale. Cette hostilité eut des conséquences fâcheuses pour la position de la Roumanie sur les marchés financiers d'Europe et du Nouveau Monde. Ce ne fut qu'avec la grande réforme agraire qui suivit la guerre que la question entra dans une phase nouvelle et moins aiguë.

Le règlement que nous venons d'indiquer était loin de celui que demandaient les Puissances et le seul geste de conciliation consenti par les Chambres roumaines fut de voter la naturalisation de mille Juifs « en bloc ». Mais ce fut suffisant, car, à cette heure, les Puissances n'étaient que trop pressées de se débarrasser de la question. Bismarck lui-même, apparemment influencé par l'accord imminent sur les chemins de fer, fut moins catégorique. En novembre, il dit à l'ambassadeur de France que le moment de la reconnaissance était presque venu, mais « ajouta que quelques mois encore d' « étranglement » feraient du bien aux Roumains, avant qu'ils fussent autorisés

à jouir d'une indépendance qu'ils n'avaient rien fait pour mériter (1) ». Les rapports de Lord Odo Russell montrent qu'à la fin de l'année l'attitude de Bismarck dépendait uniquement de la question des chemins de fer, qui se discutait entre Sturdza et Bleichröder ; mais, il interdit à l'ambassadeur de mentionner la question, soit verbalement, soit par écrit, avant qu'il fût remis d'une crise aiguë du foie, comme il en avait souvent. Enfin, le 20 février 1880, les Puissances, après avoir pris soin de marquer que les modifications à l'article VII ne prévoyaient pas tous les cas, notifièrent qu'elles étaient prêtes à la reconnaissance. Le dernier obstacle à l'admission de la Roumanie dans la communauté européenne était levé.

Il restait encore beaucoup à faire au prince Charles pour couronner son œuvre. Pendant l'été de 1880, il rendit une suite de visites officielles à Vienne, Berlin, Dresde et à ses parents, après huit ans de séparation. Le résultat de ces visites fut le règlement de la succession en faveur du second fils de son frère Léopold, le prince Ferdinand de Hohenzollern. La couronne royale était déjà en vue, quand les dissensions de parti se ranimèrent une fois de plus, aggravées encore par un attentat contre Jean Brătianu en décembre 1880. Le parti conservateur, reconstitué sous Lascar Catargiu, prit un ton agressif et renouvela contre le parti libéral le vieux grief de républicanisme ; il lui reprocha aussi de ne pas être, comme lui-même, un parti d'ordre dans l'État. Un des plus violents conservateurs fut Titu Maiorescu, savant très distingué et d'origine transylvanienne, qui fit plus qu'aucun autre pour gagner son parti à l'alliance allemande et qui devint, trente ans plus tard, pendant les guerres balkaniques, premier ministre et homme de confiance du roi Charles.

L'accusation des conservateurs était particulièrement grave à ce moment ; car, le 13 mars, le tsar Alexandre II, dont la vie avait été sans cesse menacée, fut déchiqueté par les bombes des nihilistes et l'éventualité d'une révolution en Russie devint un facteur très inquiétant pour son petit voisin. On sentit qu'il était impossible d'attendre, comme on l'avait prévu tout d'abord, la fête nationale du 22 mai pour décréter la royauté et le 25 mars 1881, le général Lecca — qui, il faut le noter, avait été un des chefs du complot en vue de détrôner Alexandre Cuza — proposa à la Chambre la proclamation immédiate du royaume de Roumanie. Cette mesure

(1) Russell à Salisbury, 26 nov., cit. Medlicott, *op. cit.*, p. 587.

fut adoptée par acclamations dans une Chambre dont l'immense majorité était libérale; l'ancien républicain C.-A. Rosetti la vota. Ce résultat était plutôt embarrassant pour les conservateurs : mais ils firent contre fortune bon cœur et le prince Charles devint roi à l'unanimité. Le 22 mai, il fut couronné avec la princesse Élizabeth à la cathédrale de Bucarest; la nouvelle couronne fut tirée d'un canon turc pris à Plevna. « Elle prouvera aux générations futures », dit le Prince, « l'héroïsme des Roumains d'aujourd'hui et l'union intime du pays et de son souverain. » Il y avait chez le nouveau roi une dignité naturelle, un calme et une constante sérénité qui l'emportaient sur son penchant occasionnel au pessimisme et sur son amour de la temporisation en politique tant intérieure qu'extérieure. Son caractère inspirait de plus en plus confiance et semblait une garantie de continuité.

Lors du couronnement Jean Brătianu n'était plus ministre. Pour des raisons mal connues il s'était retiré le 23 avril en faveur de son frère Dimitrie, ministre de Roumanie auprès de la Porte. Le nouveau premier ministre, quoique depuis longtemps rallié à la monarchie, restait sincèrement attaché aux principes de nationalisme démocratique que lui avait enseignés, dans ses années d'exil, le plus grand exilé du siècle, Mazzini. Convaincu que la raison d'être d'un parti libéral était la mise en pratique des théories libérales des années 40, il s'imagina que son arrivée au pouvoir lui permettrait de délivrer le parti de ses « panamistes » professionnels. Dans sa déclaration ministérielle devant la Chambre, il eut la témérité de parler de « loups affamés » et fut écouté dans un silence menaçant par la majorité alarmée. Ainsi sa carrière parlementaire fut-elle terminée avant d'avoir véritablement commencé. Dès le couronnement, le monde politique réclama à grands cris le retour de Jean Brătianu, à qui la retraite avait donné une vigueur nouvelle. De juin 1881 à avril 1888, le chef libéral exerça virtuellement des pouvoirs dictatoriaux, calquant l'administration sur le modèle centraliste français, exploitant à fond le régime électoral injuste et étroitement oligarchique, et faisant de ses préfets une série de satrapes sans l'appui desquels l'activité politique était difficile même pour la classe des boyards. Il était lui-même un homme de grand caractère et de vaste compréhension, mais il considérait que l'idéal quelque peu doctrinaire de son frère Dimitrie et de leur vieil allié C.-A. Rosetti, était mal adapté à l'âge de fer où entrait la Roumanie. Il

attachait une grande valeur à la création rapide d'une nouvelle classe moyenne, de sentiment fortement nationaliste, capable de tenir les Juifs en main en même temps que de supplanter, dans le développement économique, les communautés plus primitives et moins riches des Balkans. C'est pourquoi, comme beaucoup d'hommes d'État de l'Europe contemporaine, il trouva bon, tout en maintenant personnellement à ses règles de conduite, d'encourager le « spoils system » et de fonder l'organisation de son parti sur le principe « enrichissez-vous ». Cela le conduisit à la rupture avec la plupart de ses collègues des premiers jours. Kogălniceanu reçut en compensation la légation de Paris; Dimitrie, fondant un nouveau journal *Naţiunea*, mena dès lors une véritable lutte à mort contre son frère Jean, au nom des « purs » libéraux par opposition aux « impurs ». Mais l'opposition était irrémédiablement divisée. La défection des « purs » fut compensée par diverses adhésions, notamment celle de Dimitrie Sturdza, qui devint le collaborateur de Jean Brătianu, pour les affaires intérieures et extérieures. Les conservateurs, quoique Lascar Catargiu conservât leur direction nominale, se divisèrent aussi en deux fractions : les « irréconciliables » (les « Tory Die-Hards ») de la vieille classe des grands boyards et les « Junimistes » — qui tiraient leur nom du groupement littéraire moldave « Junimea » (Jeunesse) — dont les adhérents plus les éminents étaient Pierre Carp, Titu Maiorescu, Theodore Rosetti et Alexandre Marghiloman. La plupart des « irréconciliables » avaient fait leurs études en Allemagne et regardaient du côté des Puissances Centrales, alors que les vieux conservateurs continuaient à être russophiles, non par sympathie mais pour des raisons sociales et de tactique. Au contraire, les Junimistes se rendaient compte que dans le monde moderne, où la Roumanie était enfin définitivement entrée, un programme social n'était pas moins nécessaire pour un parti conservateur que pour un parti libéral ; et ils insistèrent sur les réformes financières et administratives, sur l'inamovibilité des juges et sur l'amélioration de la condition des paysans qui n'avait fait qu'empirer depuis les réformes importantes certes mais, tout compte fait, insuffisantes d'Alexandre Cuza. La principale pierre d'achoppement de la question agraire était que l'on ne faisait rien ou presque pour apaiser la soif de terres du paysan ou pour favoriser l'acquisition des petites tenures tandis qu'au contraire on faisait tout pour rendre automa-

tique, l'accroissement des *latifundia* déjà beaucoup trop étendus.

Par la loi de 1881, Brătianu fit une timide tentative pour tenir quelques-unes des promesses faites aux paysans sans terres que la guerre de 1877 avait mobilisés. Il devint possible, pour la première fois, de mettre en vente de la terre par petits lots, à un prix fixe. Poussé par l'agitation junimiste, Brătianu promulgua une autre loi en 1884 (amendée en 1886) qui prévoyait la répartition des domaines de l'État payables en vingt ans et qui procurait certains avantages aux paysans, instituteurs et prêtres, mais qui limitait toujours le total de ce qui pouvait être partagé en petits lots. Le seul effet immédiat de ces lois fut que 641 domaines de l'État (soit 153.000 hectares) passèrent aux mains de 760 gros propriétaires, tandis que 39 domaines seulement étaient achetés par des paysans (1).

Une autre concession que l'agitation de l'opposition arracha au vieil homme d'État libéral fut la décision qu'il prit en 1883, de réformer la Constitution. Mais les élections à la Constituante qui devait opérer cette réforme furent faites avec une telle adresse et si peu de scrupules qu'en face d'une majorité de 134 députés, il n'y eut que 12 opposants. L'élection de Dimitrie Brătianu lui-même fut empêchée et, quand le Gouvernement lui offrit un siège au Sénat, il le refusa. La moitié des derniers survivants de l'opposition, des hommes comme Catargiu, Kogălniceanu, Tell, Vernescu, Lahovary, commirent la faute tactique de renoncer à leurs sièges. Néanmoins, de vives discussions se poursuivirent à l'intérieur de la Chambre, et ce ne fut qu'après que le premier ministre eût menacé de démissionner et que Rosetti après avoir protesté contre « l'étouffement du droit de parole par un Gouvernement libéral » se fut retiré de la vie publique, que la nouvelle réforme eut force de loi (10 juin 1884). Le principal changement se rapportait au régime parlementaire. Dorénavant, le corps électoral de chaque district devait être divisé en trois au lieu de quatre « collèges » — le premier réservé aux personnes possédant un revenu supérieur à 1.200 francs, le deuxième composé d'habitants des villes payant au moins 20 francs de contribution directe (les membres de professions libérales, les officiers et les fonctionnaires en retraite étaient exempts de ce minimum) ; le troisième comprenait tous les citoyens qui payaient

(1) Mitrany, *Land and Peasant*, p. 69.

une taxe, si minime fût-elle. Mais, dans le troisième collège, chaque cinquantaine d'électeurs devait élire un délégué pour l'élection définitive du député. Le nombre total de députés était 183, dont 54 choisis par le premier collège et 40 par le troisième (1). Autrement dit, dans un pays essentiellement agricole, la puissance électorale était accordée à la classe urbaine, professionnelle et officielle, ce qui renforçait et simplifiait la mainmise du Gouvernement sur le corps électoral. Politiquement, les paysans étaient considérés comme quantité négligeable, sauf lorsque des troubles sociaux rendaient opportunes des mesures exceptionnelles soit de concession, soit de répression.

Il y eut pourtant une autre importante innovation dans la Constitution révisée, qui affecta une partie de la classe paysanne. L'article 94 détacha des terres appartenant à l'État — provenant pour la plupart de l'expropriation monastique de 1863 — 12 grands domaines d'une étendue de 118.000 hectares, et en fit un Domaine Royal, dont les revenus furent réservés à la couronne, mais administrés par un ministre particulier. Brătianu proclama son désir que le roi fût le « Premier Paysan » de Roumanie, mais cette mesure fit plutôt de lui le « Premier Boyard » et, avec l'accroissement continu du domaine, des critiques aigres et même dangereuses se firent entendre. La vérité, c'est que le roi Charles avait tous les instincts d'un grand propriétaire foncier, économe, prudent, pratique ; ses domaines eussent prospéré en tout cas ; mais, sous la direction de Jean Calinderu, brillant juriste d'origine grecque dont ce devint la tâche maîtresse, ils se développèrent comme un modèle d'agriculture scientifique appliquée. Calinderu se préoccupa particulièrement des écoles pour les employés, des logements, des mesures d'hygiène et des industries rurales de toutes sortes.

L'attitude du roi, envers les partis, exige un commentaire rapide. Dans les premières années de son règne, il s'était pour ainsi dire identifié avec Brătianu et le régime libéral, et il fallut de nombreuses crises dans les affaires intérieures et extérieures pour l'en détacher. La façon dont il se réconcilia avec des ministres qui lui furent imposés, lors des événements de 1871, par les conservateurs, puis en 1875 par les libéraux renaissants, rap-

(1) En 1905, le nombre des votants inscrits dans les 3 collèges était : 1° 15.973 directs ; 2° 34.742 directs ; 3° 42.907 directs et environ un million indirects, par délégués.

pelle assez l'attitude de la reine Victoria avec Melbourne et Peel. Vers les années 80, Charles s'était de nouveau à tel point accoutumé aux libéraux, qu'il toléra ou même encouragea le remaniement de la Constitution d'après des principes qui semblaient rendre le Gouvernement tout-puissant, aussi longtemps qu'il jouirait de la faveur du Roi. Mais, à mesure que la décomposition du parti s'accusa, le roi fit tout pour diriger l'évolution politique dans le sens du « système de deux partis ». Après la chute de Brătianu en 1888, il fut beaucoup plus libre, et son idéal, pendant le reste de son règne, fut de conserver ceux « qui étaient en activité et ceux qui ne l'étaient plus », de façon que, lorsqu'une série d'hommes politiques aurait détenu assez longtemps le pouvoir et ses avantages, un autre Gouvernement fût toujours prêt à entrer en fonction à des conditions à débattre avec la couronne. La croissance d'un troisième parti, les Junimistes ou les démocrates conservateurs, l'embarrassait, parce qu'elle risquait de conduire à un marchandage exagéré et à une démagogie intempestive ; c'est pourquoi il considérait avec méfiance les chefs de ces mouvements. En somme, il réussit à faire de la couronne l'arbitre politique et conserva une pleine initiative dans le choix et le renvoi des ministres. Étant lui-même d'une moralité stricte, résolument opposé à tout retour aux méthodes phanariotes, et incapable d'approuver les méthodes cyniques en usage à Belgrade ou à Sofia, il dut pourtant fermer les yeux sur le fait que le système qu'il avait adopté dans l'intérêt de la monarchie renforçait inévitablement les tendances oligarchiques et donnait naissance à une petite bourgeoisie avide et cynique, pressée d'égaler la vieille classe des boyards, obséquieuse et avide de gain matériel. Il avait une admiration sincère pour le paysan roumain, mais il ne semble jamais lui être venu à l'esprit que celui-ci eût le droit de partager le pouvoir politique ou qu'il y fût apte.

Après les réformes de 1884, Brătianu resta encore au pouvoir pendant quatre ans, mais dans un isolement croissant et entouré d'hommes d'une valeur médiocre qui, néanmoins, furent assez forts pour faire échec à son penchant momentané pour une alliance avec les junimistes fondée sur une nouvelle réforme. Ses tendances autocratiques s'étaient accrus avec l'âge, et, lorsque ses jeunes et agressifs adversaires l'acculèrent, son attitude fut vague et négative. Un jour, interrogé sur son programme, il se contenta de dire : « Mon programme est 1821, 1848, 1857, 1859 ; il est 1866, 1877,

1883 ; il est la Révolution, les demandes des « Divans ad hoc », l'Union, le Prince étranger, l'indépendance et la monarchie » et un de ses lieutenants, montrant le portrait de Michel le Brave, s'écria : « Voilà notre programme (1). » Cette allusion théâtrale à l'unité roumaine n'arrivait pas à cacher la stérilité qui frappait le parti libéral.

Le « coup d'État » bulgare de 1886 suscita une grande excitation au Nord du Danube et un nouvel attentat contre Brătianu en septembre, semble l'avoir convaincu qu'il existait un complot pour appliquer en Roumanie, dans l'intérêt de l'hégémonie russe, l'attitude adoptée contre le prince Alexandre de Bulgarie. Il soupçonna même de complicité son frère Dimitrie qui, de son côté, continua à s'élever violemment contre un « régime de corruption arbitraire, de mensonges et de violence » et s'allia avec Catargiu, Vernescu et Nicolas Fleva, le meilleur orateur du temps. Au cours de l'année 1887, l'agitation populaire contre Brătianu s'accrut et, quoique les élections auxquelles il eut recours, eussent donné la majorité habituelle au Gouvernement, le régime fut ébranlé jusqu'à sa base par l'accusation de malversation, portée et prouvée contre deux officiers supérieurs, scandale qui toucha le roi Charles à vif. Vers la fin de mars 1888, malgré son énorme majorité à la Chambre, Jean Brătianu avait perdu son prestige dans le pays et il démissionna pour toujours. C'est ainsi que finit une carrière mémorable à laquelle la Postérité a rendu cette justice que la passion partisane lui refusa au moment de sa chute. Le sens aigu des réalités avait amené de décade en décade Brătianu à mettre de l'eau dans le vin révolutionnaire de sa jeunesse ; mais, il ne faisait que suivre, en cela, une évolution commune à tous les pays, surtout aux pays latins. Il avait montré d'éminentes qualités d'homme d'État, du courage dans l'exil, une grande sagesse dans le choix d'un prince étranger et dans la tâche délicate de son installation, ainsi qu'un sens certain de la mesure dans l'établissement de la Constitution. Si, pendant les deux longues périodes mouvementées où il gouverna, il manifesta quelques velléités autocratiques et donna une interprétation un peu trop oligarchique de la pure doctrine libérale, il ne le cède qu'au roi Charles parmi les créateurs de

(1) Damé, *op. cit.*, p. 367, 399.

la Roumanie moderne et l'on peut dire qu'il inaugura l'ère la plus prospère de son histoire. Cette prospérité même qu'il avait tant fait pour instaurer et qui s'étendit avec une rapidité presque américaine, fut responsable de la tendance par trop matérialiste que Brătianu adopta à la fin de sa vie et qu'il laissa en héritage à ses fils.

Son complet accord avec le roi dans le domaine de la politique étrangère compléta l'ascendant qu'exerça Brătianu sur le souverain pendant les années 80. Son amère expérience de 1878 avait fatalement détaché Brătianu de la Russie et l'avait mis en garde contre une autre agression panslave ; il se mit alors à la recherche d'une alliée puissante ; malgré son propre passé francophile, il dut éliminer la France en raison de son éclipse temporaire en Europe ; l'Angleterre, malgré toute sa russophobie, était trop éloignée et incertaine. Restait l'Autriche avec laquelle les relations étaient compliquées par la question roumaine en Transylvanie et l'Allemagne, dont le chef du Gouvernement avait témoigné, sinon de l'antipathie, au moins une indifférence singulière à la cause roumaine. Mais les sautes d'humeur mêmes de Bismarck ne comptaient pas pour le Roi auprès de sa vénération pour l'empereur Guillaume, de son étroite amitié avec le Kronprinz et de son désir d'être étroitement lié avec l'Empire des Hohenzollern. C'est pourquoi il fit tout son possible pour orienter le chef libéral vers Berlin et Vienne. Bismarck, d'ailleurs, commençait à penser que sa nouvelle alliance avec l'Autriche-Hongrie gagnerait en valeur s'il pouvait faire entrer dans son orbe les jeunes États balkaniques ; tandis, disait-il, que si ceux-ci demeuraient hostiles « l'affirmation effective des intérêts austro-hongrois dans la Péninsule, que nous considérons comme de notre devoir de défendre, serait par là même contrariée » (1). Aussi, dès 1880, il pressait amicalement le baron Haymerle de montrer plus de considération pour la Roumanie et, vers la même époque, il promettait à Brătianu son appui pour le rapprocher de l'Autriche-Hongrie (2). Il craignait que la Russie ne surenchérît sur l'Autriche-Hongrie à Bucarest, considérant que celle-ci pourrait tout au plus lui offrir de garantir ses possessions existantes, tandis que la Russie pouvait lui promettre — ce qu'elle fit d'ailleurs

(1) « Materially hampered », cité par Caprivi à Reuss, 26 mars 1891 — *Grosse Politik*, VII, nº 1469.
(2) Bismarck à Reuss, 3 oct. 1880 ; *ibid.*, XII, I, nº 2949.

pendant la Grande Guerre — de nouveaux territoires en Transylvanie. Il ne paraissait pas possible à Bismarck qu'elle recouvrât la Bessarabie, tandis que, dès l'abord, la crainte de la perte de la Transylvanie l'avait hanté. Le fait que la Roumanie n'est qu'un détail dans la reconstruction de l'Alliance quelque peu atteinte des Trois Empereurs qu'avait entreprise le chancelier rend d'autant plus significative la discrimination qu'il fit entre la Bessarabie et la Transylvanie.

En 1882, Bismarck, oubliant l'attitude brutale qu'il avait prise lui-même dans les questions juive et des chemins de fer, comprend mal pourquoi l'Autriche est « si discourtoise envers les Roumains (1) ». Il reste assez dédaigneux de la valeur de la Roumanie, mais trouve qu'il faut se concilier ce pays comme conclusion stratégique à la série complexe d'accords qu'il élabore alors — la Duplice du 1879, l'Alliance des Trois Empereurs de 1881 avec les adhésions successives à la Duplice de la Serbie en 1881, de l'Italie en 1882, de la Roumanie en 1883 et, enfin, plus ingénieux que tous, le Traité hypersecret de réassurance de 1887. Pendant une année entière, il ne se passa rien, mais Bismarck fit enfin le pas décisif, à l'égard du successeur de Haymerle, le comte Kálnoky, qu'il préférait malgré sa nature cynique. Dans l'intervalle, les relations entre Vienne et Berlin ne s'étaient pas améliorées ; un incident embarrassant, en juin 1883, permit d'éclaircir l'atmosphère. La statue d'Étienne le Grand était inaugurée à Jassy et, au banquet qui suivit, on « porta un toast, en présence du Roi (qui, dit-on, trinqua avec l'orateur) aux « Absents », c'est-à-dire aux « Roumains irrédentistes (2) ». Comme Charles était sur le point de rendre visite aux cours allemandes, le Français indiscret qui avait publié l'information dans l'*Indépendance roumaine* fut expulsé de Roumanie et le Roi offrit ses excuses avec des assurances personnelles quand il arriva à Vienne. Bismarck battit le fer pendant qu'il était chaud et suggéra à Kálnoky de discuter, pendant sa cure à Gastein, « une extension de notre alliance pour la paix avec l'Italie à l'Est, pour inclure la Roumanie ». Kálnoky répondit qu'il était « presque sûr de la Serbie », que l'adhésion de la Roumanie « comblerait une fissure

(1) Hatzfeldt à Reuss, 4 mai 1882, « *Anlage*, II », *ibid.*
(2) Pierre Gradisteanu parla des « joyaux précieux » qui étaient tombés de la couronne d'Étienne le Grand.

fort importante », mais il ajouta que la Roumanie était violemment opposée (1) à l'Autriche-Hongrie dans la question du Danube et qu'il devait en conséquence laisser à Bismarck le soin de trouver la formule satisfaisante (2).

Le moment psychologique des conversations de Bismarck avec Brătianu était arrivé. Pendant quelques années, les antipathies roumaines s'étaient divisées presque également entre la Russie et l'Autriche. Les affaires de Bessarabie et de Silistrie et les rudoiements de la Bulgarie faisant équilibre à la question du Danube et à la répression magyare. Ce qui poussa Brătianu à conclure, ne fut pas seulement la conviction que la neutralité était impossible, ni même l'exemple inquiétant de l'arrogance russe au delà du Danube, mais surtout le fait qu'alors que la Russie n'avait pas d'alliée contre l'Autriche, celle-ci avait désormais définitivement l'Allemagne à ses côtés. Les sentiments dynastiques et nationaux de Charles le poussaient vers les Puissances Centrales, et son instinct de soldat, qui l'incitait à s'attacher à la plus grande puissance militaire d'Europe, firent impression sur ses ministres réalistes. Le fait qu'en même temps, la Serbie était entraînée dans l'orbe de l'Autriche-Hongrie, ne fut pas sans influence, encore que le roi Charles, plein de mesure et de sagesse, n'eût, bien entendu, conclu aucun accord avec le roi Milan, neurasthénique doué, mais sans principes, qui se sentait mal à l'aise sur le trône de Belgrade. Enfin, la crainte que la Russie, si une alliance lui en donnait les moyens, pût tenter d'appliquer en Roumanie les mêmes méthodes de dictature violente que dans la Bulgarie nouvelle et établir son hégémonie sur la péninsule entière, pesa plus encore que tout en faveur des Puissances centrales.

Le 8 septembre 1883, Bismarck discuta donc la situation dans les moindres détails à Gastein avec Brătianu et posa les fondations d'une nouvelle politique roumaine (3). Le chancelier confessa par la suite que la haine de la Roumanie contre la Russie était par trop forte à son gré et qu'il dût insister sur le désir des Puissances Centrales d'éviter toute querelle avec la Russie. Brătianu exprima alors la crainte que la Roumanie ne servît de bouc émissaire dans un accord entre les Trois Puissances et Bismarck ne

(1) 19 avril 1883, *G. P.*, III, n° 583.
(2) Reuss à Bismarck, 21 août ; *ibid.*, n° 584.
(3) *G. P.*, III, 585, Bismarck à Reuss, 8 septembre.

put le calmer qu'en soulignant la nécessité de maintenir des éléments non-slaves dans cette partie de l'Europe. Brătianu déclara que la Roumanie ne pouvait assurer son indépendance qu'en s'appuyant sur l'Autriche et sur l'Allemagne et que la seule menace à cette indépendance venait de Russie : l'Allemagne pouvait donc s'assurer l'appui de la Roumanie en cas d'agression russe. Bismarck emporta l'impression que Brătianu ne cherchait pas tant une alliance défensive qu' « une alliance offensive et défensive avec part aux bénéfices » et jugea nécessaire de l'avertir que l'Autriche et l'Allemagne considéraient l'éventualité d' « une guerre contre la Russie, même victorieuse », comme extrêmement fâcheuse. Les deux hommes n'étaient pas attirés l'un vers l'autre. Bismarck, parlant de Brătianu, marqua son dépit de ce qu'il envoyait son fils faire son éducation à Paris. « Le simple fait qu'il le fasse est caractéristique », dit-il, et il se demanda dans quelle mesure il fallait y voir l'influence de Rosetti, « dont les accointances avec les partis les plus rouges de France est hors de doute ». Il semble avoir fait crédit à la profession de foi de Brătianu, qui disait que seul le soutien des Puissances Centrales pouvait garantir à la Roumanie son indépendance, mais il entendait secrètement que si l'on pouvait faire confiance à la Roumanie aussi longtemps que régnerait le roi Charles, il faudrait prendre garde quand le « parti français subversif » aurait la prépondérance (1). Il voyait des signes inquiétants dans le fait que le Roi avait pris pour aide de camp le capitaine Condianu qui avait été mêlé au « putsch » républicain de 1871 et que Brătianu laissait à la légation de Constantinople, un homme comme Mavrogheni, qui était apparenté à Cuza et à Karagjorgjević. (Sur ce point, il se trompait ; ces deux faits ne témoignaient que de la situation forte du Roi et de la générosité adroite du premier ministre.) Néanmoins, sa conclusion générale fut : acceptons la Roumanie, mais continuons à négocier avec la Russie sur la base des propositions de Saburov.

Il est certain que la conversation laissa quelque soupçon dans l'esprit du chancelier, car, une semaine plus tard, il se plaignait de la « cupidité » de Brătianu. Bismarck fut très frappé quand Brătianu déclara que l'Allemagne ne conserverait l'alliance de l'Italie qu'en lui promettant des territoires à l'issue de la guerre ; et, quand

(1) *G. P.*, III, nº 586, Bismarck à Reuss, 15 septembre.

pour lui arracher ses plus secrètes pensées, il cita la Corse et Nice, il crut lire en lui la conviction que les Italiens réclameraient plus encore. Bismarck en induisit que les exigences de Brătianu lui-même, après une victoire, ne seraient pas modestes. Son instinct ne le trompait pas, mais il fut réservé au fils de Brătianu de pousser les revendications roumaines à leur limite extrême.

Le terrain préparé, Brătianu, sur le chemin du retour, vit Kálnoky et obtint très vite un accord. Le 30 août 1883, un Traité secret fut signé à Vienne entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie, auquel l'Allemagne adhéra par un protocole secret de la même date (1). Brătianu aurait préféré un arrangement « à trois », mais l'Allemagne s'y refusa, pour diverses raisons, surtout parce que Bismarck avait certaines difficultés avec l'empereur Guillaume, dont les sympathies russophiles étaient très marquées. Dans la première rédaction du Traité, une clause envisageait une attaque contre la Roumanie ou l'Autriche-Hongrie « par la Russie », et il fallut la modifier sur le désir de l'Empereur, bien que l'essentiel et le sens en fussent respectés. Bismarck, se rappelant les conversations de Gastein, chercha à éviter toute phrase qui pût sembler encourager la Roumanie, forte des deux millions de baïonnettes allemandes et autrichiennes, à rêver de nouveau à la frontière du Dniester.

L'économie du Traité peut se résumer rapidement : 1° « Paix et alliance » les États contractants s'engagent à « n'entrer dans aucune alliance dirigée contre l'un d'eux et à se prêter mutuellement secours dans la limite de leurs intérêts » ; 2° Au cas d'une attaque non provoquée contre la Roumanie, l'Autriche-Hongrie s'engage à lui porter en temps utile secours contre l'agresseur. Si l'Autriche-Hongrie subit dans les mêmes conditions une attaque contre l'un quelconque de ses États en bordure de la Roumanie, le « casus foederis » doit entrer immédiatement en vigueur ; 3° Si l'une ou l'autre des parties contractantes est menacée d'agression, les deux Gouvernements se concerteront sur les mesures militaires à prendre ; 4° En cas de guerre, il n'y aura pas de paix séparée. Un secret rigoureux est prescrit. Le Traité est valable pour cinq ans d'abord, puis pour trois années, sauf préavis de l'une ou l'autre partie dans un délai d'un an. Dépouillé de son verbiage,

(1) Pribram, *Geheimverträge Oesterreich-Ungarns*, p. 32 sqq. ; *G. P.*, III, nos 587, 598.

l'article II signifiait qu'alors que l'Autriche-Hongrie aiderait la Roumanie contre toute agression « d'où qu'elle vienne » (c'est-à-dire, en pratique, de la Russie, de la Bulgarie, de la Turquie ou de la Serbie), la Roumanie n'étant astreinte à secourir l'Autriche-Hongrie que si celle-ci était attaquée par la Russie ou la Serbie.

L'adhésion de l'Allemagne donna à la Roumanie la garantie des deux grandes puissances contre l'agression. En 1888, l'adhésion de l'Italie s'y vint ajouter, si bien que sa position était presque inexpugnable. Kálnoky fit entendre à l'ambassadeur allemand (1) qu'il ne se faisait pas d'illusions sur les sentiments amicaux de la Roumanie envers l'Autriche-Hongrie. Il comprenait que la Roumanie sentait la nécessité de marcher avec l'Autriche-Hongrie, mais que la seule garantie à ses yeux était la caution de l'Allemagne. Néanmoins, ce Traité apportait aussi des avantages à Vienne, car il attirait la Roumanie aussi bien que la Serbie dans la sphère autrichienne, il coupait la Russie du Danube, sauf à ses bouches mêmes, et restreignait pour un temps sa sphère d'influence dans les Balkans au Montenegro et à la Bulgarie. Le Montenegro pesait à peine dans la balance internationale, encore que le tsar Alexandre, dans un moment d'agacement, ait porté un toast à son prince comme à son seul ami en Europe. Quant à la Bulgarie, la Russie y dressait rapidement contre elle l'opinion publique, par l'action maladroite et agressive de ses agents civils et militaires. Un résultat effectif du nouvel accord pour Vienne fut que les fortifications roumaines devaient désormais être tournées vers la seule Russie et que la frontière de Transylvanie pouvait demeurer sans défense.

Brătianu et Sturdza, dans leurs conversations avec le ministre allemand à la veille de la signature (2), se déclarèrent convaincus que le Traité confirmait l'indépendance de la Roumanie et ferait échec à l'influence russe. Ils parlèrent des efforts russes pour fomenter une agitation intérieure et affirmèrent catégoriquement que Saint-Pétersbourg envoyait plus d'agent que jamais à l'opposition roumaine et à la presse. On vit que le Roi partageait cette conviction à une lettre qu'il envoya plus tard au prince Alexandre de Bulgarie (3). En somme, la crainte de l'intrigue russe les décida

(1) *G. P.*, III, nº 590, Reuss à Bismarck, 1er oct. 1883.
(2) *Ibid.*, nº 595. Saurma à Bismarck, 13 oct.
(3) Corti, *Alexander von Bulgarien*, p. 288.

à signer, bien que l'on dût employer à tort certainement des arguments de nature à faire impression sur un Bismarck russophile.

La caractéristique la plus notable de ce Traité, c'était son caractère secret (1). Brătianu, avec l'approbation du Roi, promit qu'il ne serait pas soumis au Parlement ; il en fut de même en Autriche-Hongrie, où la politique étrangère était une prérogative du monarque, le contrôle des deux délégations sur le ministre des Affaires étrangères commun étant bien trop superficiel pour empêcher des arrangements secrets. En Roumanie, toutefois, une situation à peu près unique en résulta. Une curieuse omission avait été faite dans la Constitution de 1866, qui laissait au Roi et au premier ministre une manière quasi légale d'agir. L'article 93 déclarait expressément que le Roi conclut « les conventions de commerce, navigation et autres de même nature », mais qu'elles doivent être ratifiées par le Parlement pour entrer en vigueur. Les Traités de politique étrangère dans le sens large ne sont pas visés, mais il était stipulé expressément que le Roi « n'a d'autres pouvoirs que ceux que lui attribue la Constitution » et la conclusion des traités ne figure pas sur la longue liste de ces pouvoirs. D'autre part, aucun acte du Roi n'a de valeur que contresigné par un ministre qui en endosse la responsabilité. Le traité secret fut donc établi au nom de François-Joseph et de Charles, mais contresigné par Dimitrie Sturdza, comme ministre des Affaires étrangères ; ainsi la lettre de la loi était observée, mais son esprit était violé. En tout cas, rarement secret fût mieux gardé et, quoique l'existence d'un certain rapprochement de la Roumanie avec les Puissances Centrales éclatât aux yeux du monde entier, ce ne fut pas avant 1914 que l'on connut l'existence d'une alliance effective. Pendant ces trente et un ans, seule une toute petite poignée d'hommes fut dans le secret et, au début, seuls le Roi et les deux chefs libéraux.

Pendant le reste des années 80, la Roumanie fut donc, à l'insu du monde, une vassale des Puissances Centrales, occupant à peu près la même position que la Serbie depuis 1881. Il y avait pourtant des différences importantes entre les deux pays. En premier

(1) On en trouvera un prompt exemple dans *F.D.D.* 1res séries, V, n° 99. Le 22 sept., 1883 le ministre de Roumanie informa son collègue français que dans les conversations de Brătianu avec Bismarck il n'a été en aucune façon question d'une entrée de la Roumanie dans la Triple Alliance.

lieu, il y avait un très grand contraste entre Charles, plein de dignité, d'équilibre et de sagesse, et Milan, très intelligent, mais dissolu et instable, né d'une famille de parvenus, d'une mère non moins dissolue que lui-même et en dissentiment constant et scandaleux avec sa femme. Cette différence de caractère se retrouvait dans le mépris à peine voilé de Milan pour ses sujets et dans son abjecte soumission à Vienne. Le Traité entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie (signé en 1881, renouvelé en 1889, mais qui tomba en 1895) fut tenu aussi jalousement secret que le Traité roumain, mais la situation de la Serbie, vassale de Vienne, était avérée et humiliante. Enfin, le Traité de la Serbie n'était conclu qu'avec la seule Autriche-Hongrie, l'Allemagne restant à l'écart, et il était rédigé de façon à empêcher Belgrade d'avoir aucune politique étrangère propre. C'est pourquoi la Roumanie, tout en conservant l'estime du monde et sans jamais s'abaisser comme la Serbie, tira de l'alliance de bien plus grands avantages que celle-ci, dont le Traité ne reposait que sur les peurs dynastiques et les lubies de Milan.

Pendant une génération entière, après le Traité de Berlin, la méfiance envers la Russie devint une obsession pour la plupart des hommes d'État roumains. La façon dont la Russie traita la Bulgarie et son premier prince, Alexandre de Battenberg, avec qui le prince Charles entretenait des relations amicales, affectueuses même, ne put que renforcer ce sentiment. Charles avait quelquefois rêvé d'ajouter la Bulgarie à un royaume dace étendu et, vers la fin de 1878, tandis qu'il encourageait son ami « Sandro » à accepter le nouveau trône, il lui déclara sérieusement : « Si cette nouvelle profession ne marche pas, je suis prêt à prendre en mains vos soucis de Gouvernement (1). » Mais, en 1885, quand les « Deux Bulgaries » s'unirent sans effusion de sang et furent victorieuses des Serbes à Slivnitsa, Charles prit soin d'éviter l'attitude hargneuse que prit Milan et, se conformant à l'exemple de l'Autriche-Hongrie, il accepta franchement la nouvelle situation. « Milan, dit-il à Alexandre, devrait se sortir de l'embarras où l'ont mis son entêtement et sa mégalomanie (2). » Résultat : Bucarest fut tout naturellement choisie comme centre des négociations serbo-bulgares, qui abouti-

(1) Corti, *Alexander von Battenberg*, p. 56.
(2) *Ibid.*, p. 288.

rent au plus court de tous les Traités, une simple clause rétablissant le *statu quo* (3 mars 1886). Mais le coup d'État bulgare d'août suivant, sous les auspices de la Russie et l'abdication du prince Alexandre, alarma toute la Roumanie. Le long interrègne qui suivit, avec toutes ses dangereuses répercussions sur la politique internationale, renforça encore la tendance de Bucarest à s'appuyer sur Vienne et sur Berlin. La proposition que l'on suggéra dans certains milieux, alors que le trône de Bulgarie était à qui le voudrait, de l'offrir au roi Charles en « union personnelle », fut déclinée poliment, bien qu'à contre-cœur par celui-ci, car il avait la conviction qu'une acceptation eût également offensé la Russie et l'Autriche-Hongrie.

La chute de Jean Brătianu en mars 1888 et l'éclipse momentanée du parti libéral mit le roi Charles en présence d'une situation aussi incertaine à l'intérieur qu'à l'extérieur. Pour la première fois, la partie ne se jouait pas simplement entre ceux « qui étaient en activité et ceux qui ne l'étaient pas », telle que le Roi s'efforçait toujours de l'organiser. Une série de fractions libérales dissidentes avaient conclu une alliance avec les Vieux Conservateurs, dont la politique étrangère, paraissait mauvaise au Roi tandis que les conservateurs dissidents, quoique ayant des vues saines en cette matière, lui semblaient aggraver la confusion dans le pays en rompant avec la majorité du parti sans vouloir collaborer avec les réformateurs libéraux. Il pensa un moment appeler le vétéran Kogălniceanu, mais ce fut impossible et il forma, — c'était un compromis, — un cabinet de junimistes dirigé par Théodore Rosetti, président de la Cour suprême. Le germanophile Pierre Carp prit les Affaires étrangères et fut soutenu par deux hommes qui eurent une destinée historique, Alexandre Marghiloman et le Transylvanien Titu Maiorescu. Les masses n'avaient pas compris le sens de l'agitation qui avait précipité la crise et, à peine le nouveau Gouvernement fut-il installé qu'éclata une sérieuse insurrection paysanne, non dans des districts montagnards éloignés et arriérés, mais dans les riches plaines, autour de Bucarest même. Les bureaux des maires furent mis à sac, les réserves de grains furent pillées, et on tenta de partager les terres. « Après tout, quelque chose avait changé dans l'agriculture roumaine après 1864 », écrit le Dr Mitrany, « mais moins dans la façon de cultiver que dans le mode d'exploitation. » La cause du mal

était le développement rapide de l'absentéisme répandu chez les propriétaires fonciers et dans la naissance d'une nouvelle classe d'intermédiaires, « non point de fermiers professionnels, mais de spéculateurs, louant à court bail à un loyer exorbitant », résolus à réaliser de gros et rapides bénéfices pour eux-mêmes et leurs employeurs. Ce brusque défi du roi Démos fut un rude coup pour la classe des propriétaires, et les junimistes, que M. Damé a justement nommés « un brillant état-major sans armée », ne furent pas à la hauteur des circonstances. Les élections d'automne 1888 renforcèrent la position des vieux conservateurs et, après avoir refait son Cabinet — compromis qui ne satisfaisait personne — Rosetti finit par démissionner en janvier 1889. Il ne resta plus au Roi qu'à appeler au pouvoir le vétéran conservateur, Lascar Catargiu. Les conservateurs gardèrent le pouvoir jusqu'en octobre 1895 avec des remaniements constants le général Manu et le général Florescu prenant la présidence chacun pour un an exactement, et le cédant ensuite, une fois de plus, à Catargiu (1).

Il fut réservé à un Gouvernement conservateur, comme il arrive souvent, d'introduire une législation qui figurait sur le programme libéral. Certaines réformes financières d'une nécessité vitale furent réalisées — l'adoption du « gold standard » et l'amélioration du cours de la monnaie. Le développement commercial rapide du pays exigeait l'introduction d'une nouvelle loi minière et la conclusion de divers traités commerciaux. En 1891, l'inamovibilité des juges fut instituée, effaçant ainsi une pratique déplorable de la vie publique roumaine : mais la révocation odieuse des préfets et d'une masse de fonctionnaires à chaque changement de Gouvernement était considérée comme l'une des bases de l'ordre existant et devait encore survivre à bien des crises. Il faut citer particulièrement la loi de 1893 sur l'éducation primaire, due à l'initiative de Take Ionescu, jeune et brillant juriste qui était passé des libéraux dissidents aux junimistes et devait, plus d'une fois encore, creuser, en politique, un sillon solitaire. Sa tentative fut le premier essai sérieux de s'attaquer à l'analphabétisme des masses paysannes en fondant des écoles de village ; le rôle de l'instituteur primaire, non seulement comme maître de la jeunesse, mais

(1) Manu, 17 nov. 1889 au 18 nov. 1890, Floresco jusqu'au 9 déc. 1891 et Catargiu au 16 oct. 1895.

comme ennemi de l'usure et de l'alcool et propagandiste des banques rurales, devait modifier désormais un système agraire coupable de négligence et d'injustice sociales.

La nouvelle loi agraire de 1889 fut une tentative destinée à apaiser légèrement la soif de terre des paysans. Elle permit la vente, par petits lots, de tous les domaines encore aux mains de l'État, soit 12 millions d'hectares. Mais, le résultat ne fut pas satisfaisant et la plupart des terres disponibles passèrent en de mauvaises mains. La demande dépassa de beaucoup l'offre. Quand, en 1896, les libéraux amendèrent la loi pour limiter les nouvelles tenures à cinq hectares, il y eut de nouveau un tel *rush* que les prix montèrent trop haut, si bien que, quand de mauvaises récoltes survinrent, nombre de nouveaux acquéreurs devinrent insolvables. De plus, la loi constitutionnelle sur les contrats agricoles, même après les modifications de 1893, resta très insuffisante. D'après elle, selon le Dr Mitrany, « les garanties constitutionnelles de liberté personnelle et d'inviolabilité du domicile pouvaient être abolies pour 95 % de la population au gré du maire du village, et non pas seulement dans des circonstances exceptionnelles, mais tous les jours, à propos de questions touchant le travail quotidien du peuple, son seul moyen d'existence » (1). Les décades qui suivirent furent l'âge d'or de la propriété foncière irresponsable et, à certains égards, le paysan se trouva aussi exploité, aussi inexorablement lié au sol qu'aux jours révolus du servage.

Néanmoins, tout compte fait, l'œuvre des conservateurs fut profitable. Ceux-ci ne purent s'empêcher de rendre aux libéraux la monnaie de leur pièce en demandant que Brătianu et ses collègues fussent mis en accusation : mais, après de violents débats entre les groupes rivaux, cette proposition fut rejetée par la Chambre, Take Ionescu, dans un de ses plus brillants discours, l'ayant pressée de ne pas poursuivre une politique de vengeance qui ne ferait que la discréditer aux yeux de l'Europe. Le parti libéral était alors en pleine transformation : Jean Brătianu et Kogălniceanu moururent à quelques mois d'intervalle en 1891 et Dimitrie Brătianu les suivit un an plus tard, après avoir aidé à la réconciliation des deux fractions hostiles du parti. Dimitrie Sturdza prit la direction des libéraux.

(1) Corti, *op. cit.*, p. 79.

Le vingt-cinquième anniversaire de l'avènement de Charles posa de nouveau la question de son héritier. Le 10 janvier 1893, le prince Ferdinand épousa la princesse Marie d'Edimburgh, petite-fille à la fois de la reine Victoria et du tsar Alexandre II et nièce de l'ami intime et parent du roi, feu l'empereur Frédéric. Du point de vue dynastique, le mariage n'ajouta seulement pas au prestige de la Roumanie il constitua aussi un resserrement des liens avec la Triple Alliance. Les familles royales d'Angleterre et d'Allemagne étaient étroitement apparentées, les attaches politiques entre les deux pays semblaient se consolider sous le deuxième ministère Salisbury d'une part ; d'autre part la mère de la future reine l'alliait à la Cour de Russie. La beauté, l'entrain et la joie de vivre de la princesse Marie, eurent bientôt gagné les cœurs.

Pendant ces sept ans, la politique des conservateurs avait su s'adapter habilement aux nouvelles circonstances intérieures, mais, en politique étrangère, la position fut d'abord, et resta quelques années, équivoque et instable. Tel est du moins le diagnostic de quelques-uns des observateurs contemporains les plus avisés, encore que les événements montrent qu'ils voyaient la situation trop en noir. En septembre 1888, Bismarck et Kálnoky s'accordèrent à trouver que Charles « faisait un faux calcul en comptant sur les boyards, alors que rien ne leur ferait plus de plaisir que le renversement du nouveau trône et la restauration d'hospodars élus, sous le protectorat russe ou turc. Le roi Charles surestima la force de sa position, comme le montrent ses acquisitions considérables de propriétés territoriales, et chercha plus à se concilier l'aristocratie qu'à s'allier la classe paysanne contre elle et contre la Russie (1) ». Nous ne citons ce jugement qu'à titre de curiosité politique ; car si sa seconde moitié est parfaitement exacte, la première l'est beaucoup moins.

Quinze jours après, François-Joseph, parlant au comte Herbert Bismarck, rendit sur Charles un verdict singulièrement sévère. L'Empereur alla jusqu'à appeler Charles « une vessie vide et à courte vue » et se montra inquiet de l'avenir de la nouvelle dynastie. « S'il continue à être aussi maladroit qu'aujourd'hui et s'il n'assure pas même la continuité (sichtbare Kontinuität) de sa dynastie (allusion au fait que la position du prince Ferdinand en

(1) *G. P.*, VI, nº 1351, Bismarck à Guillaume II, 20 sept. 1888.

tant que prince héritier était encore mal définie) il subira le sort de Cuza. Ce serait un grand embarras pour l'Autriche, car elle ne saurait se désintéresser d'un protectorat russe sur la Roumanie (1). » Il ajouta que l'activité des ministres allemands et austro-hongrois à Bucarest était contrariée par la « vanité entêtée » (2) du Roi. Les deux ministres en question étaient Bernard de Bülow et le comte Goluchowski, qui devaient, peu d'années après, diriger la politique de la Triple Alliance. De fait, pendant les trente années qui précédèrent la Grande Guerre, le mot spirituel d'un diplomate français fut amplement justifié : Bucarest servait de « tremplin pour ambassadeurs » et, parmi ceux qui y gagnèrent leurs grades, il n'y eut pas seulement Bülow et Goluchowski, mais Kiderlen, Aerenthal, Czernin, White, Lascelles et le second Giers. « Sol brûlant pour vos débuts », dit le vieil ambassadeur Schweinitz à Bülow quand il partit pour Bucarest en mai 1888 pour prendre son premier poste de ministre.

Avec les querelles de parti, une véritable révolte paysanne, des rixes de temps à autre à Bucarest et même des coups de feu contre les fenêtres du palais, c'était en effet un sol brûlant. L'alliance surtout était en danger. Jusque-là, seuls les libéraux en avaient partagé le rigoureux secret avec le souverain, mais, n'ayant pas été dénoncée aux termes de l'article 5, elle devait se renouveler automatiquement pour trois ans. Il fallait donc initier quelqu'un d'autre à cette convention secrète, et ce fut l'une des raisons majeures du choix des junimistes par le roi, malgré leur peu d'adhérents ; Carp et Maiorescu, en particulier, étaient ouvertement austrophiles. Mais, quand un an plus tard, il devint nécessaire d'appeler au Gouvernement les vieux conservateurs, le Roi résolut de garder strictement en mains la politique extérieure et une situation singulière s'ensuivit. Une série de premiers ministres et de ministres des Affaires étrangères s'engagèrent successivement devant la Chambre à une neutralité absolue comme à la seule politique possible, en ignorant complètement que leurs prédécesseurs avaient engagé leur pays dans une alliance qui, dans certaines conditions, pouvait l'impliquer dans une guerre contre la Russie. Il est vrai qu'en même temps, ils obtenaient du Parlement des crédits étendus pour les fortifi-

(1) *Ibid.*, n° 1352. Memorandum d'Herbert Bismarck, 5 oct.
(2) Besserwissenden Eigensinn.

cations, mais cela ne pouvait que soulager l'inquiétude des ministres alliés devant une situation si irrégulière et si pleine de dangers pour la couronne et pour leurs propres intérêts. Ce fut la tâche de Bülow de pousser discrètement le Roi à convertir l'alliance secrète en une alliance publique, mais Charles s'y opposa résolument tant pour des raisons de politique intérieure que par la crainte de couper toutes les routes vers Saint-Pétersbourg.

On laissa donc aller les choses jusqu'au printemps 1891, où la question du renouvellement devint urgente, puisque le Traité devait expirer en octobre. A ce moment, seuls connaissaient son existence le Roi, les deux Brătianu (qui moururent tous deux dans l'année), Dimitrie Sturdza, son signataire, et Beldiman, qui avait occupé la légation roumaine à Berlin lors de sa signature et qui demeura toute sa vie un germanophile ardent (1). Goluchowski, trouvant qu'il était « désirable » qu'il y eût toujours au cabinet roumain au moins un membre initié, avec qui les Puissances centrales pussent négocier, suggéra à son collègue Bülow que le Roi devrait ou bien appeler Carp au ministère, ou bien mettre au courant le premier ministre Manu et le ministre des Affaires étrangères Lahovary. Mais Charles objecta qu'un renouvellement de l'alliance ne serait possible qu'avec le retour des libéraux au pouvoir et ceux-ci n'étaient pas encore mûrs. Ni Manu ni Florescu, dit-il, n'auraient le courage de signer (sans doute parce que ce serait contraire à leurs principes) ; Lahovary manquait de l'autorité nécessaire, Lascar Catargiu demanderait, en échange, trop de concessions ; quant à Carp, le Roi refusa de lui rien révéler (soit par antipathie personnelle pour cet homme d'État indiscret, soit parce que Carp était à la fois beau-frère et ennemi mortel du chef libéral Sturdza). Peu importait, ajoutait-il, que le Traité cessât d'être en vigueur jusqu'au retour d'une situation mieux assise, puisque le danger d'une guerre européenne avant quelques années était très faible (2). Les deux ministres durent cacher leur inquiétude et se contentèrent d'objecter que la Roumanie avait bien plus d'intérêt que ses grands alliés à ne pas rompre l'alliance. Mais ils le firent au moment même où le Roi se voyait obligé d'accepter un Cabinet purement conservateur

(1) Bülow rapporta à Berlin que Carp était aussi dans le secret, mais en vérité à ce moment-là le roi n'avait pas même initié Carp.
(2) *G. P.*, VII, nº 1464. Bülow à Caprivi, 27 février 1891.

qui s'était juré plus que jamais de rester dans la neutralité et de garder le contrôle des élections. La chute de Bismarck détermina alors à Berlin une refonte de toute la politique étrangère. Caprivi, le nouveau chancelier, consulta son ambassadeur-soldat à Saint-Pétersbourg, le général von Schweinitz, et fut d'accord avec lui pour admettre que « les obligations de l'Allemagne envers le roi Charles ne pouvaient s'harmoniser avec les dispositions de l'accord russe », et que les divers traités secrets se contredisaient. Ils firent ensemble des représentations en ce sens à Guillaume II et ainsi le traité roumain semble avoir contribué à la fatale décision de ne pas renouveler le traité de réassurance russo-allemand (1).

Dans le rapport de Bülow à Caprivi, figure ce commentaire caustique : « Le Roi agit d'après le principe : au chien le plus sauvage le plus gros morceau. » En essayant toujours d'apaiser d'abord ceux qui lui semblent les plus dangereux, il donne une prime à la déloyauté, aucun parti ne lui fait confiance et presque aucun politicien ne lui est personnellement dévoué (2) ». Ce jugement, trop sévère sans nul doute, reflète l'opinion de beaucoup devant ce que l'on peut appeler justement l'incident fâcheux de la carrière du roi Charles.

C'est dans ces circonstances embarrassantes qu'un nouveau facteur commenca à prendre une importance croissante, en politique tant extérieure qu'intérieure. La politique de magyarisation poursuivie en Hongrie durant les quinze ans du Gouvernement de Coloman Tisza, loin de cesser avec sa chute, revêtit des formes encore plus aiguës durant les années 90, surtout contre les Roumains de Transylvanie, qui, de leur côté, après une longue période d'abstention stérile commencèrent enfin à résister. En 1891, les étudiants de Bucarest énumérant dans un mémoire les sujets de plainte de leurs frères au delà des montagnes, les étudiants magyars de l'université de Budapest répondirent — polémiques qui conduisirent au retentissant procès du Mémoire. L'hiver suivant, la « Ligue pour l'unité culturelle de tous les Roumains » fut fondée à Bucarest et entama une active campagne de presse, à laquelle l'opinion publique réagit promptement. Le maintien d'une alliance secrète avec les oppresseurs de la Rou-

(1) Schweinitz, *Deukwürdigkeiten*, II, p. 404.
(2) *G. P.*, VII, n° 1466. Bülow à Caprivi, 17 mars 1891.

manie irrédente devint de plus en plus délicat. Un des premiers à comprendre que la politique magyare en Transylvanie était de nature à affecter directement le bloc de la Triple Alliance fut le chancelier Caprivi. Avec beaucoup de bon sens, il reconnut que la Transylvanie était la cause véritable de la réserve roumaine, que l'inquiétude durerait aussi longtemps que l'intransigeance hongroise et que, si, en effet, le Traité tombait, la réserve ne pourrait que s'accroître. Du point de vue spécifiquement allemand, il en résulterait un handicap sérieux pour l'action militaire austro-hongroise et, « par conséquent », ajoutait-il, « pour nous une aggravation de dangers de guerre (1) ». Suivant les instructions de Caprivi, le prince Reuss entretint Kálnoky de ce sujet délicat, mais, celui-ci admit seulement un certain manque de tact de la part des Magyars, tout en ajoutant qu'on ne pouvait les blâmer de vouloir diffuser leur langue surtout chez les fonctionnaires. Il tenta d'esquiver la question en invoquant, pour expliquer la répugnance du roi Charles, à renouveler le Traité, « le manque d'énergie qu'on remarque chez lui ces temps derniers » et « l'influence de la Reine, dont l'attitude est de plus en plus singulière et, en politique, de plus en plus confuse... Bien que très douée », ajouta Kálnoky (on ne conçoit guère sur quoi il se fondait), « la Reine n'est pas bien disposée envers sa patrie allemande (2) ». En août suivant, Bülow, de passage à Vienne, entretint Kálnoky du même sujet et se fit l'écho des plaintes du Roi et de certains hommes d'État roumains éminents. Kálnoky reconnut que « les Magyars sont souvent plus influencés par une passion à courte vue que par des considérations à longue échéance. Heureusement, comme ils sont quelque peu asiatiques, ajouta-t-il, ils tombent dans une inactivité léthargique aussi vite qu'ils bouillonnent ». Puis il donna l'assurance à Bülow qu'il avait réussi, par une intervention personnelle, à suspendre l'exécution de la loi sur les jardins d'enfants — détail important dans la politique de magyarisation — et que les étudiants de Budapest avaient été officiellement avertis de modérer leurs polémiques avec le Roumains (3).

Le prince Reuss n'exagérait pas quand, après un de ses

(1) *G. P.*, VII, n° 1469. Caprivi à Reuss, 26 mars 1891.
(2) *Ibid.*, VII, n° 1470. Reuss à Caprivi, 30 mars 1891.
(3) *Ibid.*, VII, n° 1471. Bülow à Caprivi, 4 août 1891.

entretiens avec Kálnoky, il écrivait à Berlin (1) que le Roi avait tout simplement peur de mettre son Cabinet actuel dans le secret ; mais il allait peut-être trop loin en affirmant que des hommes comme Florescu, Catargiu ou Vernescu étaient incapables de le cacher à la Russie. Les divers plans proposés pour tourner la difficulté montrent bien à quel point cette situation était paradoxale. L'un fut de laisser courir le Traité automatiquement pour trois ans encore ; mais encore fallait-il, même dans ce cas, qu'un ministre au moins fût mis dans le secret, de façon à engager la responsabilité ministérielle. Un autre plan proposait un échange de lettres autographes entre François-Joseph et Charles, s'engageant pour trois ans encore : on pourrait pendant ce temps régulariser la situation par un changement de ministres. On abandonna cette idée parce que Goluchowski était certain que le roi Charles ne consentirait jamais à s'y rallier. En août 1891, on semblait aussi loin que jamais d'une solution. Le Roi se montrait très susceptible dans cette question et l'impasse où il se trouvait le déprimait beaucoup.

Il était assez naturel, comme Bülow le fit remarquer à Caprivi (2), que le Roi fît des difficultés pour admettre qu'il n'avait pas seulement caché pendant des années aux chefs conservateurs les obligations essentielles du pays, mais qu'il avait même nié leur existence. Sa colère contre l'Autriche-Hongrie, qui essaya de le placer « devant une sorte d' « *aut-aut* », prouve à quel point sa susceptibilité était vive sur ce point. Cela, dit-il, n'était pas « sage » (nicht klug) : on devait lui laisser une certaine latitude et ne pas lui faire affront. On jouait un jeu dangereux et on le poussait vers le camp opposé. Bülow l'apaisa en niant qu'on voulut faire pression sur lui et en l'assurant que les Puissances Centrales se contentaient « de laisser l'heure et la méthode de renouvellement à sa propre loyauté et à son tact (3) ».

En attendant, Charles ne cessait de chercher une solution. Ce fut justement en ce mois d'août 1891 qu'une escadre française mouilla dans les eaux russes et que les premières pierres de l'alliance

(1) *Ibid.*, nº 1468. Reuss à Caprivi, 26 mars 1891. Comparer l'attitude de l'Allemagne officielle en 1891 en ce qui concerne la question de Transylvanie, avec son attitude vingt-deux ans plus tard, à la veille de la Grande Guerre.

(2) *Ibid.*, nº 1471, 4 août.

(3) *G. P.*, VII, nº 1472. Bulow à Caprivi, 7 août.

franco-russe furent posées. Les Roumains en furent fortement impressionnés et beaucoup affirmaient qu'il fallait se rattacher à ce nouveau groupement. Mais, en fin de compte, l'attraction de la Triple Alliance se révéla la plus forte. Même les hommes d'État francophiles comme Esarcu et Lahovary confessèrent à Bülow leur crainte que les Français, « hypnotisés par la trouée des Vosges, fussent prêts à sacrifier tous les Balkans et surtout la Roumanie, pour la rive gauche du Rhin (1) ». On se rendit parfaitement compte que si on s'écartait des Puissances Centrales, l'Allemagne pourrait avoir à chercher d'autres alliées dans le Proche Orient et qu'après dix ans d'heureuse pénétration en Turquie elle pourrait bien ne pas chercher en vain. Pour la Roumanie, les dangers d'isolement n'étaient pas négligeables.

En octobre, le roi Charles vit Caprivi à Berlin et lui donna une garantie verbale de la loyauté de la Roumanie, même en l'absence de traité, soulignant — de soldat à soldat — que tous ses préparatifs militaires étaient dirigés contre un seul front — en d'autres termes, contre une agression possible de la Russie. Tout en assurant le chancelier que le retard dans la signature était dû à la politique intérieure des partis, il n'en signala pas moins l'embarras que lui causait le chauvinisme magyar (2). En janvier 1892, Charles rencontra François-Joseph, qui fit preuve de son tact habituel et se refusa à le presser ; mais Kálnoky, voulant battre le fer pendant qu'il était chaud, proposa de conclure un traité entièrement nouveau. Ainsi, dit cette mauvaise langue de Kálnoky à l'ambassadeur allemand : « le roi Charles éviterait de faire la pénible confession qu'à l'exception de M. Carp il avait mené son Gouvernement par le bout du nez pendant les dix dernières années ». Cette phrase exagérait seulement un fait indubitable. Un détail piquant illustre parfaitement les méthodes du Roi : on découvrit qu'une seule copie du Traité existait en Roumanie et qu'elle se trouvait dans le coffre-fort privé du Roi au palais de Sinaïa, désert pendant l'hiver. Il n'y avait pas de copie au ministère des Affaires étrangères à Bucarest (3).

Le 18 mars enfin, le Roi se décida à révéler toute la situa-

(1) *Ibid.*, n° 1473. Bülow à Caprivi, 11 août.
(2) *Ibid.*, n° 1475. Mémorandum de Caprivi, 29 oct.
(3) *Ibid.*, n° 1480. Reuss à Caprivi, 3 mars.

tion à Alexandre Lahovary, de nouveau ministre des Affaires étrangères, et il le gagna à l'idée de renouveler le Traité. Mais il eut encore deux mois d'hésitations, avant de s'en ouvrir au leader conservateur Catargiu et, de celui-ci, l'histoire ne rapporte que le consentement, non les sentiments (1). En juin, Lahovary fit à Vienne des ouvertures formelles : mais, une fois de plus, l'attitude n'avait changé à l'égard de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne. Le Roi parla très franchement à Bülow des griefs des Roumains de Transylvanie, tout en admettant qu'ils manquaient peut-être de tact en cherchant à « courtiser les jeunes Tchèques, les Slovènes et les antisémites ». Il alla jusqu'à dire qu'en cas de succès dans une guerre commune contre la Russie, il aimerait revendiquer la Bukovine, tout en se rendant compte qu'il ne pouvait pas soulever une telle question. Puis, il ajouta : « S'il n'était question que d'un Traité austro-roumain, aucun Roumain ne le signerait. Seul l'aval de l'Allemagne le rend possible et lui donne sa valeur réelle à mes yeux comme à ceux de mes ministres (2). » Bülow, dans ses Mémoires, rappelle bien longtemps après une opinion identique exprimée par le Roi vers la même époque : il soutenait que l'alliance ne pouvait vivre qu'aussi longtemps que l'Allemagne conserverait la prépondérance, car, si ni l'Allemagne ni la Russie n'existaient, un conflit entre la Roumanie et la Hongrie serait inévitable (3).

Le 25 juillet 1892, le Traité entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie fut formellement renouvelé, l'Allemagne y participant de nouveau et l'Italie ajoutant sa signature en novembre (4). Seuls Catargiu, Lahovary, Carp et Calinderu furent mis dans le secret ; les ministres roumains à Vienne et à Berlin même ne furent pas informés. Quant à soumettre l'accord au Parlement, il en était moins question que jamais. Seule la durée fut changée ; elle fut réduite de cinq à quatre ans, avec renouvellement automatique pour trois ans, si une dénonciation n'intervenait pas en 1895. Le roi Charles s'était enfin tiré d'une position difficile, pour ne pas dire impossible La politique inaugurée par les libéraux et approuvée par les junimistes était désormais formellement

(1) *G. P.*, VII, nº 1481 et 1482. Bülow à Caprivi, 20 mars et 16 mai.
(2) *Ibid.*, nº 1434. Bülow à Caprivi, 8 juin 1892.
(3) Bülow, *Denkwürdigkeiten*, I, p. 621.
(4) Texte publié par Pribam, *op. cit.*, p. 70-72.

adoptée par les conservateurs. Ainsi, l'un après l'autre, chacun des trois partis s'en remettait à la politique étrangère constamment préconisée par le Roi et le dernier danger qui menaçait la situation dynastique semblait écarté.

Dorénavant, tous les partis de l'État souscrivaient à l'alliance et ses renouvellements par la suite ne furent guère plus que des formalités — en septembre 1896 et avril 1902 sous Sturdza, et, enfin, en février 1913 sous Maiorescu. Les variations de l'opinion seront étudiées plus loin. Dans l'intervalle, l'alliance serbe avec Vienne, après avoir été renouvelée en 1889, fut abandonnée en 1895.

Ce qui caractérise l'évolution du sentiment national roumain c'est que dans les années qui suivirent immédiatement l'adhésion des conservateurs à l'Alliance, ce fut le premier signataire de l'Alliance, Dimitrie Sturdza, qui prit en public le plus fortement position contre la politique magyare. Les années 90 furent une période de transition sociale et de réajustement politique, correspondant à une prospérité matérielle sans exemple, au développement d'une classe commerçante nouvelle et à l'élimination des vieux chefs. Le traitement odieux infligé aux Roumains de Transylvanie par les Gouvernements hongrois successifs suscita un vaste mouvement d'indignation au Sud des Carpathes, et Sturdza, qui partageait d'ailleurs cette indignation, y trouvait une admirable plate-forme pour rallier les sympathies du public à l'égard du parti libéral reconstitué et discréditer un Gouvernement qui manquait de la force nécessaire pour émettre une protestation effective à Budapest. En réalité s'il était vrai que le parti conservateur n'était que le monopole de la vieille classe boyarde, ou, du moins, de ses membres les plus intelligents, le parti libéral ne cherchait qu'à créer un groupement rival, reposant sur une base moins aristocratique, plus commerçant et plus financier, mais aussi oligarchique quant à ses fins et à sa mentalité.

En 1890, déjà, Sturdza, qui avait étudié à Bonn et à Munich et qui était un sincère admirateur de la culture allemande, avait publié une brochure intitulée : *L'Europe, la Russie et la Roumanie*, où il dénonçait le danger d'une Constantinople russe, considérait les Roumains comme « une digue contre le progrès et les projets d'union des races slaves », et affirmait que « non seulement une politique de neutralité n'a pas de sens, mais constitue tout simplement une trahison à l'égard de la nation et de ses intérêts les plus élevés ». En

octobre 1893, élu chef de son parti dans l'intervalle, il écrivit deux courts mémoires sur les difficultés causées à l'Alliance par le chauvinisme magyar. Il reconnaissait franchement que Magyars et Roumains avaient certains intérêts communs contre le danger slave, mais soulignait que les Roumains étaient trop robustes pour céder à la magyarisation et qu'une querelle entre les deux nations équivalait à un suicide en commun. « Les Magyars », disait-il (et il touchait là le nœud même du problème durant les cinquante ans du régime dualiste), « ne veulent pas voir que la Hongrie ne tient une place importante dans la communauté européenne que parce qu'elle est partie de la Monarchie des Habsbourg ». Son argumentation tendait à prouver que « l'irrédentisme » n'avait jusqu'alors que peu d'action sur les Roumains de Transylvanie, dont les espoirs de libération allaient surtout vers Vienne et la maison des Habsbourg ; mais, ajoutait-il, les Magyars, par leurs persécutions brutales (et, aurait-il pu ajouter, le monarque Habsbourg, en les tolérant) faisaient tout pour justifier la terreur des Roumains de Transylvanie et faire de Bucarest le centre de leur action. Ce fut surtout son argument final — il disait que les Magyars minaient l'adhésion de la Roumanie à la Triplice et, par là, ouvraient la porte à une agression russe — qui fit sur le roi Charles une vive impression et le conduisit à montrer les mémoires à Bülow, ainsi qu'à souscrire à leur contenu (1).

Encouragé peut-être par cette approbation, Sturdza s'occupa longuement au Sénat roumain de la question des relations avec les Magyars. Il insista sur le fait que la Roumanie était entourée de Roumains — il y en avait presque autant hors du royaume qu'à l'intérieur — et qu'il était pour elle d'un intérêt capital qu'aucun ne pérît. Après avoir exposé, selon les données statistiques, le problème des nationalités en Hongrie, il affirma que, depuis que la Hongrie avait été détachée de l'Autriche en 1867, le vieux principe inscrit sur le Burg de Vienne — *Justitia regnorum fundamentum* — avait été abandonné. Il prit soin néanmoins de ne pas souscrire à la revendication de l'autonomie pour la Transylvanie, mais simplement d'insister sur ce que les Roumains devaient être mis à l'abri du danger de magyarisation, assurés de l'égalité complète avec les autres citoyens et libres d'adresser des pétitions au trône.

(1) *G. P.*, VII, nº 1488. Bülow à Caprivi, 16 oct. 1893.

Si le Parlement roumain demeurait insensible au sort de ses compatriotes, cela signifierait, déclara-t-il avec force, que « nous n'avons fait qu'échanger notre vasselage turc contre un vasselage hongrois ». Il répudiait, en conclusion, toute idée de conquête de la Transylvanie, d'abord parce qu'elle était au-dessus des forces de la Roumanie, mais surtout parce que le maintien de la Monarchie était « une nécessité européenne de premier ordre (1) ».

Quoique le discours de Sturdza retint enfin, et pour la première fois, l'audience européenne sur la question transylvaine, il ne suspendit pas l'assaut magyar. Le procès du Mémoire de mai 1894 souleva une excitation et une colère intenses en Roumanie, aggravées encore par les déclarations publiques de Wekerle et d'autres chefs d'État magyars. Il en résuta une activité renouvelée de la Ligue Culturelle, des meetings publics et une campagne de presse violente qui provoquèrent les protestations énergiques du comte Albert Apponyi et d'Albert Berzeviczy membres de la Délégation hongroise. Le comte Kálnoky fit une longue réponse, soulignant le caractère non-officiel de la Ligue, l'impuissance du Gouvernement roumain en raison de ses propres lois très libérales sur la presse, le peu d'importance relative des aspirations daco-romaines, le caractère désirable de relations amicales entre la Monarchie et la Roumanie, ainsi que l'entière bonne volonté du Gouvernement roumain : bref, il enterra la question sous d'aimables platitudes et éluda le point capital (2). Quant à Sturdza, il continuait à exploiter l'affaire dans l'intérêt de son parti. On pouvait l'excuser d'insinuer que les boyards dirigeants étaient plus près des magnats magyars que de leurs anciens serfs roumains. Il savait parfaitement qu'une intervention gouvernementale était impossible et il attisa inutilement le feu quand il fit connaître le détail des subventions de l'État aux écoles valaques de Macédoine, qui dépassaient de dix fois les subventions accordées aux écoles primaires confessionnelles de Transylvanie.

Quand Sturdza affirmait qu'aucune personne raisonnable en Roumanie ne rêvait de la conquête de la Transylvanie, il ne faisait que dire la simple vérité. La constellation politique de l'Europe des années 90 rendait chimérique un tel programme; d'ailleurs

(1) Texte à l'appendice 42 de Brote, *Die rumänische Frage.*
(2) Brote, *ibid.*, appendice 48.

le danger russe assombrissait encore l'horizon roumain. En 1910 ou 1912 même, on peut affirmer que la plupart des Roumains, quoique intimement convaincus que l'unité se réaliserait un jour, ne comptaient pas la voir accomplie de leur vivant et se contentaient de penser que leurs petits-enfants l'accompliraient. Il y avait même de nombreux patriotes sérieux qui, se rendant compte que l'unité ne valait pas une guerre universelle, étaient prêts à la réaliser sous la forme d'une union fédérale avec la Monarchie des Habsbourg, qui assurerait la survivance du monarque, du Parlement et des institutions roumaines aux conditions honorables dont bénéficiait la Bavière dans une Allemagne fédérale. Un compromis qui, de nos jours (avec la « Grande Roumanie » sous nos yeux) peut paraître trahir les idéaux nationaux, ne les trahissait nullement à la fin du siècle dernier. Nous verrons plus tard que des hommes aussi différents les uns des autres qu'Aurel Popovici, l'archiduc François-Ferdinand, Lueger et Conrad ne construisaient pas au hasard. En réalité, ce qui rendit ce rêve impossible et gagna un nombre croissant de partisans à la solution la plus radicale, ce fut la dureté obstinée du cœur du pharaon magyar et la longue série de provocations qui suivit le procès du Mémoire : le musèlement de la presse non-magyare, les fameuses élections de 1896, les manifestations à l'Exposition millénaire, la loi sur les noms de lieux et de nombreux autres incidents. En outre, un nombre croissant d'intellectuels roumains de Hongrie traversa les Carpathes, parmi lesquels Maiorescu, le poète Coşbuc, Jean Slavici et Aurel Popovici dont il sera question plus loin, qui n'auraient pas été des hommes s'ils ne s'étaient affiliés aux hyperpatriotes de la Ligue. La mentalité du Roumain moyen à l'intérieur du royaume à partir des années 90 ne peut être plus clairement résumée que par les paroles de M. Take Jonescu quand je le rencontrai pour la première fois à Bucarest en 1909 : « Si je croyais que la magyarisation pût réussir, je n'aurais qu'à me retirer de la vie publique, car, dans ce cas, il serait inutile de résister même ici, dans le royaume. Nous n'aurions pas d'avenir. »

Parallèlement au développement du sentiment national se répandait une agitation très vive contre les capitalistes étrangers ; les libéraux reprochaient à la nouvelle loi sur les Mines son excessive libéralité en matière de concessions aux étrangers — pour les champs pétrolifères en particulier. La querelle des partis à ce sujet

et la discussion parallèle sur les contrats de chemins de fer prit un tour si violent que les libéraux se retirèrent de la Chambre et proposèrent le boycottage des séances. Le Roi, voyant le déclin des forces conservatrices, appela Sturdza au pouvoir le 15 octobre 1895, et lui confia de nouvelles élections, qui donnèrent aux libéraux la forte majorité que chaque Gouvernement savait se créer; les conservateurs, à leur tour, furent réduits à une fraction minuscule. Charles, en appelant Sturdza, pensait aux affaires extérieures. Il fit un grand effort pour améliorer les relations avec l'Autriche-Hongrie. De plus, ministre responsable, Sturdza ne pouvait plus se présenter comme champion des droits de la Transylvanie. En septembre 1896, on inaugura en grande pompe les Portes de Fer et François-Joseph vint à Bucarest en visite officielle. Le Roi trouva habile de lui rendre sa visite à Budapest plutôt qu'à Vienne; ses sujets d'ailleurs se formalisèrent de cet hommage au Gouvernement de ce magyarisant furieux, le baron Bánffy. Mais Charles usa du nouveau prestige que lui conférèrent ces visites pour aller voir à Moscou pendant l'été 1898 le tsar Nicolas II et rétablir ainsi des relations restées par trop formelles depuis 1878.

Durant les années 90, la Roumanie fit des pas de géant au point de vue purement matériel. Le système ferroviaire fut largement étendu et amélioré, si bien que, dans les dix ans qui précédèrent la guerre, grâce à l'emploi du pétrole comme combustible, les chemins de fer furent à la fois propres, bon marché et d'un bon rendement. En 1894, on ouvrit le nouveau canal Sulina et, la même année, le grand pont sur le Danube à Cernavoda (qui avait 12 milles de long sur la rivière et les marais et coûtait 34.000.000 de francs) fut livré au trafic. Constantza sur la Mer Noire fut converti en un port moderne et une ligne subventionnée de vapeurs assura la liaison avec Constantinople et l'Égypte. On commença à élever toute une série de bâtiments publics imposants dans la capitale, dont la population passa d'environ cent mille âmes au début du siècle à près de trois cent mille en 1900. Mais, en 1898, la récolte fut désastreuse et, l'année suivante, les exportations roumaines tombèrent brusquement de 283 à 149.000.000 de francs; les importations diminuèrent aussi de moitié et un déficit sérieux en résulta. L'Alliance israélite profita de la crise pour ranimer l'agitation sur la question juive et, de fait, la situation économique détermina çà et là dans les villes et

villages du Nord de la Moldavie des émeutes antisémites. Le capital juif international était de plus en plus disposé à boycotter financièrement la Roumanie.

Le parti libéral éprouvait d'autres difficultés inattendues. Il y eut des luttes intérieures entre Sturdza, Fleva et Aurelian, Sturdza d'autre part se trouva engagé dans une querelle avec la hiérarchie orthodoxe. Le métropolitain Gennadius avait voulu s'assurer un contrôle personnel sur les riches fondations philanthropiques de la princesse Brâncoveanu, mais il en fut empêché par les parents et administrateurs des biens de la princesse, les princes Ştirbei et Georges Bibescu. La situation se retourna contre Gennadius, qui fut accusé et convaincu devant le Saint-Synode de simonie et d'hérésie et condamné à être déposé. Mais Sturdza rendit sympathique au public le prélat délinquant par une action inutilement brutale, en envoyant la police l'expulser de son palais et en le déportant dans un monastère. Sturdza dut démissionner, tandis qu'on essayait, trop tard, d'atténuer le scandale. Aurélian, le premier ministre bouche-trou qui lui succéda, manifesta un soudain appétit du pouvoir et ne put être délogé que par un autre scandale touchant la politique étrangère, l'affaire de la décoration Jeszenszky (1). L'unité intérieure du parti apparut comme gravement atteinte. Sturdza redevint Premier Ministre pour deux ans exactement (avril 1897-avril 1899) ; il tomba sur l'accusation calomnieuse d'avoir trahi la cause de ses compatriotes en Hongrie. Le Gouvernement Bánffy s'éleva contre la pratique roumaine de subventionner certaines écoles nationales en Transylvanie, surtout le lycée roumain de Braşov et Sturdza dut céder. Cette concession, et de nouveaux droits imposés par Budapest sur le trafic du Danube, émut l'opinion publique jusqu'à déterminer des émeutes de rue ; c'est alors que Sturdza fut forcé de démissionner.

Les conservateurs n'étaient pas dans une situation enviable. Leur vieux chef Catargiu mourut le jour même de la chute de Sturdza. G.-G. Cantacuzène, le nouveau Premier Ministre, et son ministre des Affaires étrangères, Lahovary, manquaient de prestige et d'expérience et, en dépit de la présence de Fleva, de Manu (Finances) et de Take Jonescu (Instruction publique) dans le Cabinet, Pierre Carp, chef du groupe junimiste, devint le

(1) Le procureur du Roi dans le procès du Mémoire.

maître de la situation. Le nouveau Gouvernement ne parvint pas à combler le lourd déficit du budget, Carp confessant ouvertement à la Chambre qu'il n'avait le pouvoir ni moral ni matériel d'opérer la réduction nécessaire des dépenses. Cependant, des scandales relatifs aux travaux du port de Constantza éclatèrent : le concessionnaire français Hallier arrêta le travail, puis, suivant l'exemple de Strousberg, demanda des indemnités au Gouvernement roumain. Une pression de Paris détermina la constitution d'une Cour internationale d'arbitrage, qui accorda à Hallier 3 millions de francs en plus du contrat ; la Cour dut être protégée par un cordon de gendarmes contre la fureur de la foule. Le scandale revêtit des formes nouvelles quand un frère de l'ex-Premier Ministre, le général Manu, réclama une commission de 12 % sur la somme attribuée aux capitalistes français (1). Un emprunt fut opéré à Berlin, mais aux conditions les plus défavorables, aggravées encore par la nécessité de faire appel à une banque parisienne pour garantir une part qui n'avait pas été souscrite. Carp essaya de se sauver par une visite à Berlin et des protestations publiques de germanophilie : « Le monde entier sait, dit-il à la *Neue Freie Presse*, que nous inclinons à la Triple Alliance. Ce n'est pas là une nouvelle politique, elle ne suscite aucune controverse de partis. Sturdza est aussi germanophile que moi. » Ces paroles s'expliquent non seulement par la crainte perpétuelle de la Russie, mais aussi par une querelle momentanée aiguë avec la Bulgarie, à la suite du meurtre d'un maître d'école valaque, Mihaileanu, à Bucarest même, par un comitadji bulgare, et par l'inquiétude que causaient les fortifications du nouveau pont de Cernavoda. Mais le Roi attendait déjà avec impatience le retour des libéraux et, bien que Carp eût rallié les deux fractions des conservateurs pour un mois ou deux, il tomba définitivement le 25 mars 1901 (2).

On peut dire que Sturdza sauva la Roumanie de la crise financière, et, par des méthodes budgétaires orthodoxes, rétablit son crédit et sa prospérité. On soutenait que son intransigeance en matière d'économies et d'abolition de sinécures lui vaudraient

(1) Cf. Freiherr Von Brackel, *Rumäniens Staatskredit in deutscher Beleuchtung*, p. 118.
(2) Cf. les rapports bien informés du ministre français à Bucarest, *F. D. D.*, série II, 1, nos 14, 57, 101, 151, 179.

l'hostilité de la Couronne, de l'armée et de la bureaucratie; mais rien ne réussit comme le succès; il le prouva une fois de plus. Pour la première année, il équilibra le budget à 218.500.000 francs, proclama cette devise libérale : « Par nous-mêmes » et annonça que la Roumanie n'entendait pas aller frapper aux portes des autres, comme si elle manquait de confiance dans la force morale et l'énergie de son propre peuple. Il y avait, dans les déclarations de Sturdza, une note de xénophobie qui devait apparaître plus nettement encore sous les ministères Ionel et Vintila Brătianu. Durant la même période, le ministre libéral de l'Instruction publique, Spiru Haret, poussa plus loin les réformes commencées par Take Ionescu et fit beaucoup pour réduire le lourd handicap d'analphabétisme qui pesait sur les masses paysannes.

En politique étrangère, un répit s'était fait sentir au début du nouveau siècle, dû en grande partie à la stabilisation de l'accord austro-russe de 1897, au sujet de la coopération des deux Empires dans le Proche-Orient. Mais il y eut bientôt une recrudescence de l'activité des comitadjis en Macédoine (dont le meutre de Mihaileanu n'avait été que l'avant-coureur), et, en 1903, on en vint à l'insurrection ouverte que les Turcs ne réprimèrent qu'à grand'peine et en versant beaucoup de sang. Les Bulgares furent les principaux agresseurs et les premières victimes, mais les Roumains s'inquiétèrent beaucoup pour leurs compatriotes valaques — ceux qu'on appelait « Aromânii » ou Macédo-Roumains. La première école valaque avait été fondée dès 1864 à Tirnova, près de Monastir, et, depuis 1879, des subventions spéciales en faveur des écoles valaques de Turquie furent toujours inscrites au budget roumain. Les subventions n'étaient d'abord que de 14.000 francs, mais, au début du siècle, elles avaient atteint 500.000 francs et, en 1913, un million. Comme l'établissement de statistiques — de race, de religion et d'éducation — constituait un élément important de toutes les propagandes rivales, et, comme les statistiques turques étaient plaisanterie pure, il n'est pas étonnant que les indications relatives à la plus faible des cinq nationalités de Macédoine — la dernière aussi à se mettre en ligne — révèlent des contradictions fort surprenantes.

Que l'élément roumain absorbé dans la masse grecque et slave ait pu atteindre un million et demi, c'est possible mais invérifiable. Les statistiques très détaillées qui portent le nombre de Koutzo-valaques dans les cinq vilayets occidentaux à 516.000

vers 1910 sont presque à coup sûr exagérées ; mais, celles qui admettent le quart ou le cinquième de ce chiffre, paraissent bien peu généreuses. Quand la guerre entre les propagandes de races rivales devint plus féroce et se concentra sur les écoles, les Valaques, infiniment plus faibles que les Bulgares ou les Grecs, ou même les Serbes, trouvèrent un chef de valeur en Apostol Mărgărit, prêtre orthodoxe, qui fonda un lycée roumain à Monastir. Mărgărit fut encouragé par la Porte parce qu'il servait de contrepoids aux Bulgares et aux Grecs, par les Missions catholiques françaises parce qu'elles espéraient qu'une race latine serait plus accessible au prosélytisme, et même par les Autrichiens, parce qu'ils étaient heureux de détourner l'attention des Roumains de leurs compatriotes du Nord des Carpathes. Bien entendu, personne à Bucarest n'était assez naïf pour supposer que les Valaques de Perister ou du Pinde pourraient jamais être réunis à la Roumanie, si lâche que dut être ce lien. L'argent dépensé pour cette propagande était comme du pain jeté dans l'eau ou, pour parler plus cyniquement, comme un investissement spéculatif que les événements pourraient justifier. Quand le comte Goluchowski demanda de but en blanc à Take Jonescu à quoi un groupe de Roumains dans le Pinde pouvait servir à Bucarest, l'homme d'État répondit qu'ils pourraient fournir, « le moment venu, un élément de compensation (1) ».

En attendant, la Porte continuait à jouer de la rivalité des races. Les concessions faites à la Bulgarie en 1894 et en 1897 pour assurer la neutralité de la Bulgarie pendant la guerre turco-grecque, la création d'un évêché serbe à Usküb (Skoplje) en 1902, afin de diviser les Slaves des Balkans caractérisent sa tactique. Encouragé par cet exemple, le Gouvernement roumain ne cessa d'insister auprès de la Porte pour obtenir un évêché roumain à Monastir, et les Valaques s'insinuèrent dans la faveur de Constantinople en protestant contre la cession de la Thessalie à la Grèce. On parvint à un compromis en mai 1905 : la Porte refusa l'évêché, mais reconnut un « *millet* » valaque séparé, indépendant du patriarche grec et possédant une liturgie nationale. Ici encore, le motif n'était que trop clair : on voulait provoquer un conflit

(1) Cité par le ministre de France, 25 juin 1901. *F. D. D.*, 2e série, I, no 301.

entre la Grèce et la Roumanie et, en fait, on y réussit très bien : les chauvins d'Athènes, qui affectaient de considérer les Valaques (ainsi que les Albanais du Sud) comme des Grecs, émirent des protestations véhémentes : des bagarres anti-grecques en Roumanie eurent tôt fait d'y répondre; et les relations diplomatiques entre les deux Gouvernements furent rompues pour plusieurs années.

Sturdza avait alors été renversé. Il avait fort heureusement concentré ses dernières forces sur les réformes financières, mais il vieillissait rapidement et, à l'intérieur de son propre parti une puissante « fronde » d'hommes plus jeunes, conduits par les deux fils de Jean Brătianu, Ionel et Vintila le combattit de nouveau. A la fin de 1904, le Roi rappela les conservateurs, dirigés par l'insignifiant G.-G. Cantacuzène; Take Ionescu, aux Finances, ramena le taux de l'escompte de 5 à 4 % et mit les fonctionnaires du Trésor à l'abri de la corruption qui faisait suite à tout changement de ministère. Il tenta de fonder une banque agricole mais moins heureusement, à cause de l'opposition des libéraux. Les grandes réalisations de ceux-ci dans le domaine industriel et urbain les conduisirent à sous-estimer pour un temps les besoins urgents de la population agricole. La Roumanie était un des pays agricoles les plus fertiles d'Europe et, pourtant, comme le reconnaissaient les plus clairvoyants de ses fils, le paysan était plongé dans la misère et l'abandon et n'avait aucune part dans le Gouvernement d'une nation dont il constituait la véritable armature. Le Roi lui-même, délivré depuis longtemps de ses craintes relatives à l'alliance, se laissait endormir dans une fausse sécurité par la rapidité avec laquelle la Roumanie s'était remise de la crise économique des dernières années 90, et revenait à l'ancienne méthode de Gouvernement en faisant alterner au pouvoir les deux partis. Il se réserva pourtant le pouvoir de chasser de la mangeoire chaque troupeau quand son appétit lui paraissait suffisamment apaisé.

Le grand soulèvement des paysans de mars 1907 fut un rude réveil. Pour le monde extérieur, qui tenait ses rares nouvelles sur la Roumanie de deuxième ou troisième main, l'événement fut comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Mais quelques esprits perspicaces n'en furent pas surpris. Dès 1904, le Professeur Basilescu avait parlé du « volcan tremblant sous nos pieds » et avait prophétisé qu' « un jour viendra où le feu dévorera les palais, les granges et

tous les biens de ceux qui exploitent les paysans ». Un an après, Spiru Haret, ministre de l'Instruction publique vraiment libéral et prophète de la démocratie paysanne, avait relevé le « caractère menaçant » de la situation et l' « extrême urgence » d'une réforme. Le Professeur Saulescu, l'économiste de Bucarest, émit l'opinion, en octobre 1906, que si l'on ne faisait pas de réformes, « la question agraire sera résolue par une effroyable jacquerie ». Constantin Stere, enfin, publia une série d'articles d'avertissement dans *Viata Românească*, qui, malheureusement, tombèrent dans des oreilles sourdes. Personne, pourtant, ne pouvait traiter avec une plus grande autorité en Roumanie des problèmes paysans, car Stere ajoutait à sa science théorique d'expert économiste la vision personnelle des choses que lui donnait sa propre expérience. Il était issu d'une famille de boyards de Bessarabie et ses sympathies pour les institutions libérales d'une part, sa lutte contre les injustices envers les paysans d'autre part lui avaient valu d'être exilé en Sibérie, où il était naturellement devenu un ennemi mortel de la Russie. « Grâce au labeur des paysans », Stere avait déclaré en 1906, « le pays peut à ce jour exporter six fois plus de grain et pourtant le paysan n'a tiré aucun profit de son travail et de sa force productrice : au contraire, son niveau de vie devient de plus en plus misérable. » C'était vérité pure que d'affirmer que « le paysan vend son travail à des prix de famine et paie pour sa terre un taux exorbitant (1) ».

La révolte éclata avec une extrême soudaineté le 15 mars 1907 près de Botoşani et s'étendit rapidement dans toute la Moldavie. Elle commença par le pillage des maisons juives, mais revêtit bientôt un caractère agraire, plutôt qu'antisémite et se tourna contre les fermiers de vastes tenures et les propriétaires absentéistes. On fit appel aux troupes, qui entrèrent en action contre les insurgés près de Jassy même, mais qui avec le développement du mouvement vers le Sud furent débordées près de Văslui et durent battre en retraite. La situation politique était obscure, en raison de la mort subite du ministre des Affaires étrangères, le général Lahovary, le premier jour de la révolte, et de dissensions

(1) Les terres arables en Roumanie étaient passées de 19,9 % de la superficie totale en 1860 à 46,8 % en 1906, les exportations de céréales de 547.000 à 3.281.000 tonnes. Cf. Georgescu, *La Réforme agraire*, p. 73.

entre le Premier Ministre et Take Ionescu. Cantacuzène, incapable de rétablir l'ordre, démissionna le 25 mars, et le Roi appela les libéraux avec Sturdza, Ionel Brătianu à l'Intérieur, Haret et Stelian à l'Instruction publique et à la Justice. Pierre Carp à la Chambre préconisa des mesures énergiques de répression et, deux jours plus tard, le nouveau ministre de la Guerre, le général Avarescu — officier d'état-major de grand avenir, formé à l'école italienne — proclama l'état de siège à Bucarest. Mais les désordres persistaient. Des bandes envahirent Galatz, demandant la division des grands domaines, et les quatre mille paysans de Teleormann commencèrent à marcher sur la capitale. Il y eut une nouvelle floraison de pogromes et une destruction générale et systématique des propriétés. Les domaines Brăncoveanu, en Olténie, ceux de Ştirbei, Pherekyde, Florescu et Arion furent particulièrement atteints. La révolte s'étendit vers l'Ouest en Valachie et gagna les montagnes. On découvrit des signes d'organisation anarchiste. Des manifestes subversifs passèrent de mains en mains et on fit courir le bruit de la mort du roi Charles. Au début d'avril, cent vingt mille soldats étaient sous les armes, les banques étaient gardées, un cordon fut établi autour de Bucarest même et la session parlementaire fut close, après que Sturdza eût lancé un appel pour que des lois fussent votées d'urgence et qu'il eut serré théâtralement les mains de Take Jonescu, chef de l'opposition, à la tribune de la Chambre. Une proclamation royale promit l'abolition des intermédiaires sur les terres de l'État, un système uniforme d'évaluation, la limitation des baux agricoles à un maximum de huit mille acres et l'extension des petites tenures.

Avarescu, Brătianu et le Roi s'entendirent sur des mesures plus radicales encore. Le pays entier fut divisé en secteurs, la poursuite des maraudeurs entreprise par des colonnes volantes avec artillerie montée, et des représailles opérées partout où les paysans refusaient de déposer les armes. Dans le district de Vlaşca, non loin de Bucarest, trois villages furent bombardés et détruits, et, à Băileşci, près de Craiova, une bataille rangée éclata entre la troupe et dix mille insurgés armés de fusils, de piques, de couteaux et de faux, qui furent, en fin de compte, écrasés sans pitié. Souvent les paysans-soldats montrèrent une répugnance naturelle à tirer sur leurs parents, mais la discipline fut sévèrement maintenue. On estima qu'en trois jours, plus de dix mille paysans furent tués et

des villages entiers rasés jusqu'au sol (1). L'arrestation de Basile Kogălniceanu, fils du grand homme d'État moldave et zélateur infatigable de l'éducation paysanne et du mouvement coopératif, et les accusations portées contre le professeur d'histoire Iorga et le Professeur Cuza, spécialiste de l'antisémitisme, qui, l'un et l'autre, avaient montré une compréhension par trop rare des paysans, furent sévèrement jugées (2). Le correspondant du *Times*, J.-D. Bourchier, reçu en audience par le Roi, fut stupéfait de voir que celui-ci avait de toute l'affaire une vision étroitement militaire et ne prenait pour ainsi dire en considération que son côté disciplinaire (3). Charles reçut des félicitations caractéristiques de François-Joseph qui avait commencé à concentrer des troupes le long des frontières de Transylvanie, pour le cas où l'aide étrangère se révélerait nécessaire. On a prétendu que la répression était le prix de la non intervention à la fois de l'Autriche et de la Russie, et que le Roi menaçait d'abdiquer si un seul soldat autrichien passait la frontière (4).

Il est probable qu'on ne saura jamais toute la vérité sur le soulèvement : car, quelques années après la guerre, les dossiers officiels contenant ses secrets auraient disparu des ministères de la Guerre et de l'Intérieur, enlevés sans doute par les politiciens sur le passé desquels ils jetaient une lumière fâcheuse. Mais, la révolte terminée, une tentative réelle, encore que maladroite, fut faite pour redresser les torts graves faits aux paysans. Dans un retour sur le passé, après la guerre, Vintila Brătianu admit franchement qu' « aucune des réformes précédentes n'avait satisfait aux besoins de la classe paysanne », et affirma que l'explosion avait « réveillé la conscience des partis politiques ». Une autorité économique très compétente a noté, à propos de ces événements, qu' « à la suite de la répression, le parti libéral prit le titre de parti national libéral (5) ». Il serait plus juste de dire qu'une fois

(1) Cf. G. D. Cioriceanu, *La Roumanie économique*, p. 328 ; T. Dragu, *La Politique roumaine après les troubles agraires*, p. 8.

(2) C'est à cette époque que Christian Rákovsky, un Bulgare de nationalité roumaine, et fondateur du parti socialiste naissant à Bucarest, fut illégalement expulsé du pays, et commença sa carrière d'agitation à l'étranger. Il devait finir comme commissaire et ambassadeur de la Russie bolchevique.

(3) M. Mitrany fait allusion au « fait ahurissant que dans les 4 volumes archi-pleins » des Mémoires du roi (« *Aus dem Leben* »), la question paysanne n'est pas mentionnée plus d'une seule fois.

(4) Marghiloman, *Note Politice*, I, p. 62. Le roi dit à cet homme d'État le 22 mars 1907 : « Toute la Roumanie est à refaire, car tout a sombré. » (*Ibid.*, p. 60.)

(5) Cioriceanu, *op. cit.*, p 328.

le danger passé, les deux partis recommencèrent à respirer et se contentèrent de remèdes homéopathiques qui n'atteignaient pas les racines du mal, mais aussi que désormais la réforme agraire resta au premier plan du programme libéral et fut réalisée — à la onzième heure, il est vrai, — mais pas trop tard pour éviter un désastre complet.

La nouvelle loi sur les contrats agricoles, votée en décembre 1907, devait alléger le poids qui, jusque-là, avait pesé sur les paysans et faire échec à l'ancien système ou plutôt à l'absence de système, qui mêlait inextricablement les concessions de terre et les contrats de travail, exposant ainsi le paysan à de nombreux abus. On ne put interdire au paysan de récolter le maïs en attendant le règlement de quelques dettes et des Commissions régionales, où le paysan aussi bien que le propriétaire étaient représentés, furent instituées pour fixer un salaire minimum. La restriction apportée à l'emploi de la jeunesse des écoles aux champs partait d'une bonne intention, mais, manqua souvent son but. Une tentative fut faite également pour résoudre le problème vital du pâturage en assignant des terres aux communes. Ici l'opposition des conservateurs réduisit presque à néant les concessions, quoique les difficultés principales fussent dues à des infractions relativement récentes de la classe des boyards aux droits séculaires de servage. Finalement, une nouvelle Casa Rurala, ou Office des Terres, fut créée, pourvue par l'État du capital nécessaire avec un monopole de trente ans. Son objet principal était d'organiser le transfert de la terre des grands propriétaires aux paysans et de regrouper scientifiquement les tenures, sur des bases adoptées avec d'excellents résultats en Allemagne à la fin du siècle. Le vice de toute cette législation était que son exécution restait toujours entre les mains de la classe dirigeante. Il n'est pas excessif de dire que « le grand propriétaire était lui-même la loi », puisque lui et son tenancier s'étaient emparés de la commune, grâce surtout à la corruption, d'après une sorte de tarif, de tous les fonctionnaires jusqu'au sous-préfet même (1). En 1913, Vintila Brătianu — dans l'opposition, il est vrai — reconnut que la nouvelle loi sur les contrats avait été « délibérément ignorée » (2). Alors que des droits

(1) M. Şerban, *Rumäniens Agrarverhältnisse*, p. 87-92. Le rapport le mieux fondé se trouve dans « *Pamântul, Ţăranii şi Stăpanii în Moldova* », de R. Rosetti.
(2) Mitrany, *op. cit.*, p. 85-90.

de pâturage avaient été créés sur les nombreux domaines de l'État, cette mesure n'avait été appliquée jusqu'à la veille de la guerre que sur un quart des propriétés privées, en raison de la résistance passive de la classe des propriétaires fonciers. « Si une classe sociale s'enrichit hors de toute proportion, sans déployer une activité productrice, elle ne pourra le faire qu'aux dépens des autres classes (1) » : c'est exactement ce qui se passait en Roumanie. Les dix ans qui suivirent la mauvaise récolte et la crise financière qui en résulta furent au contraire une période de prospérité et de développement commercial sans exemple pour la Roumanie, comme pour de nombreuses régions d'Europe ; mais, en raison de la structure politique de l'État, les masses paysannes ne tirèrent aucun bénéfice appréciable des profits croissants du boyard et du gros fermier. Elles pouvaient comparer leur sort à celui du paysan bulgare ou serbe, propriétaire de sa terre, et qui était devenu un facteur décisif dans l'État.

(1) Şerban, *op. cit.*, p. 87.

Chapitre XIII

LA TRANSYLVANIE SOUS LE RÉGIME DUALISTE

Flere possim, sed juvare non.
ŞAGUNA, 1865.

Ihr habt bei Nacht und Nebel [gekriegt,
Und euer Feind, er liegt be- [siegt ;
Doch als man die Leiche beim [Licht erkannt,
Da war's euer eigenes Vater- [land.
Ungarn,
GRILLPARZER.

La transformation politique de la Monarchie des Habsbourg, consommée par la victoire de la Prusse et la nécessité pressante d'apaiser le mécontentement des Magyars, eut les conséquences les plus désastreuses pour les sujets roumains de l'Empereur. La coupe fut précipitée à terre au moment même où elle touchait leurs lèvres. Les droits nationaux et linguistiques que les ilotes méprisés de Transylvanie avaient en vain réclamés depuis tant de générations avaient été enfin accordés par la Diète de 1863 : mais leur validité fut très contestée et l'expérience constitutionnelle de Schmerling échoua avant même qu'ils ne fussent mis en vigueur. Toutefois, tant que la Transylvanie demeura une unité, les Roumains qui y habitaient formèrent la majorité de la population et gardèrent raisonnablement la certitude de s'affirmer dans l'avenir ; mais l'incorporation de cette province dans le territoire hongrois les réduisit, même réunis à leurs frères des comtés frontières, à l'état de minorité sans pouvoir, représentant 15 % seulement de la population totale des territoires de la Sainte Couronne. L'existence de cette province fut noyée dans l'histoire plus vaste de la Hongrie

et même la nation privilégiée des Saxons l'apprit bientôt à ses dépens.

Cet abandon de la part de l'Empereur fut un coup cruel pour toute la communauté roumaine : et aussitôt deux courants d'opinion se formèrent. L'un dirigé par l'historien Baritiu et par Jean Raţiu, avocat du Métropolite uniate, encouragea une vive campagne d'agitation et de résistance, l'autre avec l'archevêque Şaguna estimait qu'une semblable tactique ne ferait que mettre en danger telles concessions nationales que l'on pouvait encore espérer obtenir. En février 1865, Şaguna avait été reçu en audience par François-Joseph qui avait exprimé publiquement son « entière confiance » en lui et dans le peuple roumain ; en août il fut reçu à nouveau par le souverain mais il garda jusqu'à la fin de sa vie le silence le plus rigoureux sur ce qui s'était passé entre eux (1). Ce qui est certain c'est que Şaguna espérant encore mener à bien les négociations (déjà avancées) pour l'autonomie de l'Église, refusa de signer toute adresse à la Couronne qui ne serait pas rédigée en des termes compatibles avec le nouveau régime. Bariţiu agit alors seul avec Raţiu qui put présenter une commune adresse à l'Empereur le 31 décembre ; mais, bien que celle-ci contînt un exposé de droit constitutionnel et un appel émouvant en faveur de la personnalité de la Transylvanie, elle resta sans aucun effet (2).

C'est dans ces circonstances que Şaguna frappa la phrase mémorable et émouvante qui devait rester comme la devise de l'époque postérieure : « *Flere possim, sed juvare non.* » Dans une lettre privée de la même époque, il soutient qu'il faut tout d'abord « se rappeler « que les oisillons restent fidèles à leur nature. Des œufs de canards, « couvés par une poule, donnent des canards, mais des œufs de « poule couvés par une dinde donnent des poulets. Ainsi devons-nous « toujours rester Roumains, quel que puisse être le régime et « sa devise. Il va sans dire que dans l'avenir comme par le passé « nous conserverons notre fidélité inébranlable à l'égard de l'Empe- « reur et de l'ordre légal établi par lui... Toute ma doctrine est « contenue dans le proverbe « Agis et tais-toi » (fă şi taci) (3). »

(1) Bariţiu (*op. cit.*, III, p. 315) cite une parole attribuée à Şaguna : « Le désir de Votre Majesté est un ordre pour la nation roumaine », mais il admet qu'il n'existe à cet égard ni preuve ni témoignage.

(2) Le texte *in extenso* se trouve en appendice 27 à : Brote, *op. cit.*, p. 225-31.

(3) Lupaş, *Istoria bisericească a Românilor Ardeleni*, p. 206.

Ou bien, ainsi qu'il le dit dans une autre occasion : « *Vana sine viribus ira* » : l'essentiel est « qu'avec une vigueur roumaine nous « arrivions à rendre effectif le principe de l'égalité des droits « nationaux (1). » Certains jugèrent à l'époque l'effort de Şaguna stérile et négatif, mais, dès avant sa mort, ceux-là même reconnurent en lui un grand homme d'État constructif qui, s'étant rendu compte que la conjoncture politique n'était pas favorable, consacra toutes ses forces à la tâche d'organiser l'Église. Le succès avait presque couronné ses efforts et il était résolu à ne rien faire qui pût compromettre ce résultat. Déjà en 1864 le Métropolite et la Synode de Serbie avaient admis la séparation des orthodoxes roumains et serbes : le premier projet d'un statut organique avait été achevé (ce qui est assez significatif par une Commission de quatre prêtres et de huit laïcs) et, le 24 décembre 1864, un décret impérial avait établi le siège d'un Métropolite roumain à Sibiu (Hermannstadt) ainsi que deux sièges de suffragants à Arad et à Caransebeş. Il est vrai que Şaguna avait insisté pour la création de trois autres sièges à Timişoara, Cluj et Oradea Mare et pour la mise de la Bukovine sous sa juridiction ; mais les Magyars s'opposèrent au renforcement des éléments roumains dans les deux villes qui devaient être le centre de la « magyarisation » en Transylvanie et, dans le Banat; quant aux Uniates, ils firent échec à l'érection d'un évêché rival à Oradea Nare. En même temps la revendication de la Bukovine était rejetée comme susceptible d'encourager les sentiments unionistes.

Néanmoins, les dispositions les plus importantes du statut subsistèrent et c'est par-dessus tout la tactique de modération adoptée par Şaguna et le prestige dont il jouissait personnellement à Vienne et même à Budapest qui entraîna l'incorporation de ce projet de statut dans la 9e Loi du nouveau Parlement hongrois (24 juin 1868).

Cette nouvelle constitution mérite plus d'attention qu'il ne lui en a été accordé jusqu'ici non seulement parce qu'elle devint le véritable bastion de la nationalité roumaine pendant le demi-siècle qui suivit, mais aussi parce qu'elle fut un exemple presque unique de gouvernement de l'Église et qu'elle mêla à un degré remarquable le système presbytérien et le système épiscopal, assu-

(1) Lupaş, *Mitropolitul Şaguna*, p. 240.

rant une importance inaccoutumée à l'élément laïc et aux principes de l'élection démocratique. Bien qu'elle se réserve toutes les questions de dogme, de rite ou de discipline pour en décider dans le Synode épiscopal, la hiérarchie est fondée sur l'élection populaire — le Métropolite étant choisi par le Congrès ecclésiastique, chaque évêque par son propre Synode épiscopal et chaque membre du clergé par le Synode paroissial, en d'autres termes par tous les paroissiens de bonne conduite, indépendants et appartenant au sexe masculin. A tous les degrés de la hiérarchie la représentation de l'élément laïc est très importante. Dans le Synode « éparchial », il y a vingt clercs et quarante laïcs ; le diocèse étant divisé en vingt districts dont chacun élit trois députés, à savoir un prêtre choisi par le clergé et deux laïcs par le Synode paroissial. Dans le Congrès de l'Église nationale, on trouve par ailleurs trente clercs et soixante laïcs. Lors d'une vacance du siège métropolitain, le Congrès est spécialement convoqué avec un effectif accru de cent vingt membres et il est obligé de faire son choix dans les trois mois de la mort du dernier prélat (par un scrutin tenu dans l'église cathédrale). Le Consistoire, dans lequel des laïcs élus jouent également un rôle, est divisé en un Sénat d'Église pour les appels ecclésiastiques, un Sénat d'École pour les affaires disciplinaires concernant les écoles ecclésiastiques, l'examen des candidats et la nomination des catéchistes, et un Sénat « épitrophal » pour l'administration des fonds et des domaines d'Église, des bibliothèques, des placements, etc. Il existe en outre une Cour protopresbytériale composée de sept clercs qui connaît des litiges entre membres du clergé, plaintes portées contre ces derniers, enquêtes électorales et affaires de mariages. Enfin l'archiprêtre qui préside est élu à part par les membres d'une juridiction inférieure (1). On ne peut douter que la proximité des Calvinistes magyars et que l'influence qu'ils ont déjà exercée (bien que sans doute par excès de pouvoir) sur les orthodoxes depuis le XVIe siècle ait familiarisé les chefs orthodoxes roumains avec des méthodes démocratiques de gouvernement de l'Église et que ces derniers, utilisant des institutions que les autorités magyares étaient disposées à accueillir comme les leurs propres, aient construit un édifice admirablement

(1) On trouvera des détails complets et précis dans Silbernagl, *Verfassung und Gegenwärtiger Bestand sämmtlicher Kirchen des Orients.*

approprié à la défense de l'idée nationale. Ainsi que le dit un jour Alexandre Mocsónyi après que le système eût été éprouvé pendant trois décades : « Le clergé et le peuple, les prêtres et les « laïcs sont partout étroitement en contact et c'est dans la coopé- « ration de ces deux éléments constitutifs de l'Église que réside « la source d'un progrès vital (1). »

Şaguna guida ce statut à travers les écueils du Parlement de Budapest et à travers la première session du Congrès de l'Église, où quelques fanatiques insensés le disaient « vendu aux Magyars » (2). Mais il ne s'en tint pas là. Partant du point de vue que les « écoles et les institutions littéraires sont « une partie essentielle de l'Église (3) » et profondément conscient de l'état arriéré de son peuple, il établit une imprimerie à Sibiu, publia des ouvrages liturgiques et religieux, rénova le séminaire théologique, accrut la bibliothèque et, par-dessus tout, n'épargna aucun effort pour augmenter le nombre des écoles primaires dépendant de l'Église orthodoxe et pour développer les trop rares gymnases roumains, notamment ceux de Braşov, de Lugoş et de Brad.

Il prit comme devise : « Loyalisme à l'égard du trône, liberté « dans l'ordre, ordre dans la liberté. » Quand il mourut en 1873 il était déjà impossible de compter les immenses progrès accomplis depuis le début de son épiscopat, et il n'est pas exagéré de dire qu'il était déjà vénéré, même par d'autres Roumains que ceux de son troupeau comme « un homme envoyé de Dieu ». Georges Bariţiu, dont les idées politiques étaient bien différentes et qui ne saurait certes être soupçonné d'une adulation aveugle, exprima publiquement ce sentiment et déclara que Şaguna « avait un « plan si vaste et si grandiose qu'il fallait encore cent années de « travail à son successeur pour le mettre en œuvre entièrement (4) ».

Un orateur enfin célébra justement en lui dans le Sénat roumain « l'Étoile de l'orthodoxie, qui a acquis pour les Roumains au « Nord des Carpathes les droits pour lesquels ils avaient versé des « larmes à travers tant de siècles ». Sa personnalité imposante, sa barbe en fleuve et ses yeux perçants renforçaient l'impression qu'il faisait sur tous, ami ou ennemi. Il était en effet de la même

(1) Lupaş, *Mitropolitul Şaguna*, p. 295.
(2) Cf. *Cartea de Aur*, V, p. 5.
(3) Lupaş, *op. cit.*, p. 297.
(4) Lupaş, *op. cit.*, p. 327.

race que ces hommes d'Église du Moyen âge qui culminaient au milieu de la médiocrité et de l'ignorance de leur époque ; ses services à la cause nationale roumaine ne furent pas moins signalés que ceux de son grand contemporain, l'évêque Strossmayer, à la cause de la culture et de l'unité nationale yougoslave.

Cependant, le Compromis Austro-Hongrois était un fait accompli et le principal courant de l'opinion roumaine voulait la participation au fonctionnement du Parlement reconstitué de Hongrie. Mais, quand Macelariu essaya d'y parler en roumain, il fut brutalement rappelé à l'ordre et censuré par le président qui déclara que « sans « l'usage de la langue maternelle, patrie et nationalité étaient une pure « illusion ». C'est là un exemple typique de la mentalité magyare qui identifie la patrie avec une race particulière et taxe d'antipatriotisme les protestations des autres races. Les députés roumains renoncèrent à leur tentative de se servir de leur propre langue, mais ils proposèrent hardiment un programme d'autonomie pour la Transylvanie qui souleva une grande indignation parmi les Magyars. Un député, Paul Hunfalvy, Allemand magyarisé dont le nom original était Hundsdorfer, qui s'était fait récemment remarquer dans des controverses historiques et avait écrit plusieurs ouvrages fondamentaux sur l'ethnographie hongroise et les origines roumaines, se permit dans un débat de jeter aux Roumains cette phrase révélatrice : « Ne nous provoquez pas à employer à l'égard des autres nations « les méthodes d'extermination totale adoptées par les Anglo-Saxons « à l'égard des Indiens Peaux-Rouges de l'Amérique du Nord (1). » Cet éclat était un simple avant-goût de ce qui allait arriver. Il fut sans doute favorisé par l'attitude de Coloman Tisza — alors dans l'opposition comme chef de la gauche et adversaire du système dualiste — qui attaqua les arguments des députés roumains au sujet de l' « égalité des droits » et déclara que les nationalités doivent obéir au proverbe magyar : « Tais-toi et paye. » Leur intérêt, dit-il, n'est pas d'apprendre leur propre langue à l'école mais de s'assimiler aussi vite que possible (2).

En décembre 1868 le Parlement fit une loi destinée à régler les détails de l'Union (XLIII). Cette loi abolit les privilèges spéciaux des diverses nationalités et l'égalité de tous les citoyens fut procla-

(1) Iorga, *Histoire des Roumains de Transylvanie*, II, p. 361-4.
(2) *Csit, hallgas és fizés*, débat du 23 novembre 1868 sur l'instruction primaire.

mée sans considération de race ou de religion. Mais cette disposition fut singulièrement interprétée : dès mars 1867, le ministère, en attendant une législation ultérieure, reçut du Parlement le pouvoir « de « prendre toutes mesures nécessaires concernant le gouvernement, « l'administration et la justice en Transylvanie, *sous sa propre « responsabilité et conformément à ses propres idées* ». En vertu de cette délégation, il fut interdit au comte saxon Conrad Schmidt de convoquer l'Université saxonne (corps autonome qui gouvernait cette nation depuis des siècles) et en février 1868 Schmidt fut relevé de sa fonction, bien que nommé à vie et non par le Gouvernement mais par l'Université. La loi XLIII (§ 9) priva les Saxons du droit historique d'élire leur comte, droit dont fut désormais investie la Couronne, sur l'avis du Cabinet hongrois. Les privilèges de l'Université furent solennellement confirmés par le § 11 et le ministère eut à préparer, après consultation préalable des intéressés, une loi plus détaillée réglementant le gouvernement autonome du territoire saxon (le « Fundus Regius » ou Königsboden »).

Une courte digression est nécessaire pour montrer comment ces garanties furent respectées, car si le nouveau régime foula ainsi aux pieds une des trois nations privilégiées, on imagine aisément quels égards furent réservés aux Roumains, objets de mépris. Lorsque le gouvernement des comtés fut réorganisé en 1870 (loi XLII), une allusion de pure forme fut faite à la loi spéciale qui devait être consacrée aux affaires saxonnes, mais les années passèrent sans que ce projet de loi fut déposé. Le ministre de l'Intérieur, exerçant ses pouvoirs provisoires, porta des coups répétés à l'autonomie qu'il s'était solennellement obligé à respecter. En janvier 1869, il prit un décret annexant seize communes roumaines au siège (ou Stuhl) d'Hermannstadt, et dix communes magyares et roumaines à celui de Kronstadt, afin de saper leur caractère purement germanique, et en mars de la même année, un autre décret imposa des règles nouvelles pour l'élection des assemblées et des officiers locaux et les dispensa de toute justification de compétence.

En 1871 la nouvelle loi régissant les communes fut appliquée aux Saxons eux-mêmes, en dépit de l'Acte d'Union. La langue magyare fut introduite dans l'administration saxonne (en vertu de la loi XLIV de 1868) qui jusqu'alors avait employé l'allemand seul ; elle devint la langue officielle devant les tribunaux de première

instance (au mépris de la même loi, §§ 7, 8 et 9). Enfin, en avril 1876, une loi fut présentée qui, loin de mettre en application les garanties de l'Acte d'Union (XII, 1876), les violait directement. La fonction du comte de Saxe fut abolie, la sphère d'influence de l'Université fut réduite au contrôle de ses biens propres, tandis que son Assemblée générale était mise à la discrétion du Haut Shérif du comté de Sibiu. D'autres usurpations des droits saxons furent commises par la loi XXXIII de 1876 qui délimita à nouveau les comtés de façon à mettre en opposition les Saxons et les Roumains et à laisser aussi souvent que possible les Magyars tenir le fléau de la balance. Toutes ces mesures furent justifiées en public comme l'abrogation nécessaire d'anachronismes médiévaux. Le baron Kemény déclara que les Saxons étaient déchus de leurs droits depuis qu'ils avaient envoyé des députés au Reichstag sous Schmerling, tandis que Coloman Tisza alléguait que les pouvoirs du Parlement l'emportent sur n'importe quels droits (1). Le nombre réduit des Saxons en fit une proie facile : bien que leur richesse, leur culture et leurs habitudes indépendantes eussent retardé leur décadence, la citadelle de leur autonomie avait été emportée d'assaut, et, pendant la génération suivante, ils jouèrent une partie perdue d'avance sans recevoir beaucoup de secours de leurs frères d'Europe Centrale.

Il est nécessaire d'en revenir au Compromis Austro-Hongrois dont les principaux corollaires furent l'« Union de Transylvanie », le « Compromis croate » et la « Loi des Nationalités ». Cette dernière loi CXLIV (1868), fut singulièrement l'œuvre de Deák lui-même et plus encore du baron Joseph Eötvös qui avait étudié très à fond les idées politiques et la théorie des nationalités, et qui régénéra le système d'éducation hongrois ; ils la rédigèrent en parfaite bonne foi et en s'inspirant d'idées libérales. Ils voyaient eux-mêmes, il est vrai, comme Tisza et sa jeune garde chauvine, dans l'assimilation la solution idéale du problème des races mais ils différaient radicalement de Tisza dans le choix des moyens. Ils tenaient une politique de douceur et de concessions pour plus efficace que des mesures restrictives. La culture magyare, si elle

(1) *Preussiche Jarbücher*, XLVIII, p. 168. Voir aussi Löher : *Das Erwürgen der deutschen Nationalität in Ungarn.*

était susceptible de s'imposer ne le ferait qu'en vertu de sa supériorité innée et de sa force morale.

Pendant les deux générations suivantes, la loi garantissant l'Égalité des Droits des Nationalités devait être citée au monde comme une preuve sans exemple de la tolérance raciale de la Hongrie : si on en étudie le texte, on ne peut nier la générosité de son inspiration et l'efficacité de ses garanties. Elle souffrit toutefois d'un vice essentiel — celui d'être restée dès le début lettre morte. Elle reposait en dernière analyse sur une confusion fondamentale entre « Hongrois » et « Magyar » ou plutôt sur le refus délibéré de distinguer entre les deux. Bien que l'appellation « magyar nemzet » s'appliquât à toute la nation hongroise — la nation magyare une et indivisible — pour citer le texte de la loi — elle désigna toujours la « nation dominante » (az uralkodó nemzet) tandis que l'autre appellation courante : « habitants étrangers » (idegen aj kuak) s'appliquait à toutes les races non-magyares, qu'elles fussent indigènes ou installées en Hongrie depuis plusieurs siècles.

Les dispositions les plus importantes de cette loi peuvent se résumer en cinq rubriques (1) : 1) Le droit pour tous les membres des Assemblées de comté de parler leur langue maternelle ; l'usage d'une seconde langue dans les minutes à la demande d'un cinquième des membres ; enfin des droits linguistiques encore plus développés dans les Assemblées communales. Ceux-ci furent tournés grâce à un privilège spécial qui réservait la moitié des sièges aux « Virilistes » (les principaux contribuables) et en assignait d'autres à un certain nombre de fonctionnaires permanents, de telle façon que les Magyars disposaient presque toujours d'une majorité écrasante et ne permettaient pas que de telles règles fussent appliquées. Dans les rares occasions ou une sérieuse tentative fut faite pour affirmer ces droits, elle fut repoussée avec énergie par les chauvins et abandonnée par les plus modérés comme étant superflue puisque presque toujours les représentants non Magyars comprenaient la langue magyare ; 2) L'obligation pour les membres de l'administration de connaître et d'employer la langue des districts où ils

(1) Pour une analyse plus détaillée voir les *Racial Problems in Hungary* du même auteur, p. 147-60, le 3[e] appendice renferme une traduction complète du texte. Le texte allemand se trouve en appendice 29 à Brote, *op. cit.*, p. 236-40.

étaient en fonction. Non seulement cette règle fut méprisée dès le début mais l'usage s'établit encore de faire de la magyarisation (au moins extérieure) un titre à la fonction publique, de diriger les quelques non Magyars qui couraient leur chance dans l'administration vers des districts purement magyars et de mettre dans les autres d'ardents Magyars qui souvent ne parlaient pas le dialecte du pays et cherchaient à étendre la connaissance de la « langue d'État » par leur propre opiniâtreté à s'en servir. La faiblesse des tentatives destinées à mettre en vigueur cette partie de la loi paraît dans une circulaire significative publiée par le plus jeune des comtes Andrássy, ministre de l'Intérieur, une génération plus tard en décembre 1907 : il y insiste sur la nécessité de rendre la loi effective si l'on ne veut pas que les fonctionnaires demeurent comme des étrangers parmi les populations non magyares ; 3) La promesse de ne jamais faire de la nationalité un obstacle à l'admission aux emplois et spécialement à celui de haut shériff d'un comté (föispán). Dans la pratique, bien que dans onze comtés les Roumains et dans sept les Slovaques formassent une majorité de 66 à 96 % de la population, il n'y eut plus de shériff ni de vice-shériff roumain ou slovaque après 1870. A cette date, près du tiers des fonctionnaires de Transylvanie étaient Roumains de naissance, mais, en 1891, ils n'étaient plus que 6 % (la proportion de la population étant de 60 %) ils n'occupaient en outre que des emplois subalternes. Cette tendance ne fit que s'accentuer pendant les deux décades qui suivirent. Le Mémoire de 1892 pouvait signaler que dans les soixante-cinq tribunaux de district de Hongrie (dont vingt-trois en territoire roumain) un seul Roumain exerçait les fonctions de président, que dans les ministères les Roumains n'étaient pas représentés en fait, qu'il n'y avait qu'un Roumain parmi les Inspecteurs de l'éducation et qu'un seul Roumain occupait une chaire aux deux Universités ; 4) Les droits de la langue maternelle étaient strictement garantis devant les tribunaux de district et des règles spéciales étaient établies pour faire traduire et publier aux frais du tribunal le verdict rendu dans la langue des parties. Mais la Loi des Nationalités avait à peine deux années d'existence quand tout le système judiciaire de Hongrie fut réorganisé par la loi IV de 1869. Cette dernière abolit les anciens tribunaux de district et comme les droits garantis aux nationalités devant ces derniers n'étaient pas étendus aux cours nouvellement créés, la

principale concession faite en matière judiciaire devint caduque et ne fut renouvelée par aucune législation postérieure (1). En d'autres termes, la justice hongroise, de la première à la dernière instance, était complètement magyarisée : et le P. André Hlinka, patriote slovaque, disait la pure vérité en déclarant que « le paysan non Magyar était comme un bœuf, muet devant les tribunaux « de son pays natal » — phrase qui valut à son auteur une condamnation sévère pour provocation des nationalités les unes contre les autres ; 5) Plus vitale que tout, sans doute, était la promesse solenelle faite par l'État en matière d'éducation au § 17. « Étant « donné que l'instruction publique, du point de vue de la culture « et du bien-être général, est une des missions les plus élevées « de l'État, ce dernier est obligé d'assurer à tous les citoyens, de « quelque nationalité qu'ils soient, formant une agglomération « suffisamment importante, la possibilité d'obtenir dans le voisinage « de leur demeure l'instruction dans leur langue maternelle jusqu'au « début de l'instruction supérieure. » En d'autres termes, l'État s'engageait à procurer à tous les citoyens l'instruction primaire et secondaire dans leur langue maternelle. En pratique, au contraire, les écoles d'État devinrent l'instrument d'une magyarisation effrénée. Les langues non magyares furent entièrement bannies des Universités et nous verrons bientôt que la nouvelle Université de Kolozsvár devint un foyer de propagande contre les Roumains. Dans tous les gymnases et dans toutes les écoles modernes entretenus par l'État, ni l'allemand, ni le slovaque, ni le ruthène, ni le roumain n'étaient en usage, et il en était de même dans toutes les écoles littéraires, industrielles, commerciales ou d'agriculture dépendant de l'État. Une prime effrayante était ainsi payée à la magyarisation.

Ce n'est pas tout. Les Slovaques avaient en propre trois écoles libres secondaires qui furent fermées en 1874, et, pendant les quarante-quatre années qui suivirent, toute la nation slovaque fut délibérément privée d'école secondaire — l'État ne lui en accordant aucune et l'autorisation d'en fonder par l'initiative privée ayant été refusée à diverses reprises. Les Ruthènes n'eurent jamais d'école secondaire sous la domination hongroise. L'Église orthodoxe

(1) Cependant des écrivains magyars de la décade qui a précédé la guerre continuèrent à citer la partie judiciaire de la Loi XLIV de 1868 comme si elle était toujours en vigueur.

serbe possédait un seul gymnase à Novi Sad. Les Allemands souabes n'en avaient pas mais les Saxons, grâce à leur ancienne autonomie en tant que « Nation », grâce au fonds de culture qu'ils avaient accumulé et à l'identité presque absolue entre leur nationalité et la croyance luthérienne, furent autorisés à entretenir cinq gymnases (1), un « Realgymnasium » (2) et deux autres écoles intermédiaires incomplètes (3). La position des Roumains en matière d'éducation était assez spéciale mais elle paraîtra plus claire quand nous nous occuperons des Lois d'Apponyi sur l'Instruction, de 1907. Durant les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, les Roumains possédaient deux gymnases uniates à Blaj et à Beiuş (Belényes), un gymnase orthodoxe et une école réelle incomplète à Braşov, enfin un gymnase privé à Năsăud (Naszód). En 1870, les Églises orthodoxes et uniates possédaient respectivement 1.604 et 2.058 écoles primaires, les trois quarts des premières et les quatre cinquièmes des autres étant roumaines (le reste serbe ou ruthène) (4).

Il est essentiel de se rendre compte que le premier recensement effectué après le Compromis, en 1869, révéla que 63 % de la population totale de la Hongie étaient entièrement illettrés, tandis que 9,7 % savaient lire mais non écrire ; que 1.598 communes étaient sans aucune école, que 24 % des maîtres étaient sans diplôme, qu'il y avait un seul maître capable d'enseigner pour 170 enfants susceptibles d'aller en classe, que ces derniers fréquentaient l'école seulement dans la proportion de 48 %. La loi sur l'instruction primaire (XXXVIII) de 1868 fut une tentative noble et éclairée de pallier ces maux et fut fondée sur la notion qu'une population si arriérée ne pouvait être amenée à une situation meilleure que par l'intermédiaire de la langue maternelle (5). Mais, malheureusement, son promoteur, le baron Eötvös, qui tenait cette

(1) A Bistritz, Kronstadt, Mediasch Hermannstadt et Schässburg.

(2) A Hermannstadt.

(3) A Sächsisch-Reen et Kronstadt. Toutes ces institutions existent encore bien qu'elles aient à supporter des moments difficiles.

(4) Ces chiffres s'élevèrent à 1.809 et 2.220 en 1880, à 1823 et 2.166 en 1890 et à 1.792 et 2.067 en 1903. Pour cette dernière année, sur un total de 16.405 écoles primaires, 9.294 étaient purement magyares, 3.740 mixtes, 305 seulement allemandes, 477 slovaques, 64 ruthènes, 154 serbo-croates. Les Roumains en avaient 2.339 entièrement réservées à leur nation et auxquelles ils tenaient comme à leur dernière forteresse. Voir *Ungarisches Statistisches Jahrbuch XII* (1904), p. 357.

(5) Ceci est expressément indiqué dans la publication du ministre de l'Éducation, 1900 : *L'Enseignement en Hongrie*, p. 94-5.

idée pour fondamentale et incontestable (1), mourut en 1871 et, depuis lors, l'éducation hongroise prit la direction opposée. « L'école secondaire, écrit un écrivain politique magyar bien connu, Béla Grünwald, le complice de Coloman Tisza dans la destruction des gymnases slovaques, « est une énorme machine, à une extrémité « de laquelle on jette les jeunes Slovaques par centaines et qui rend des Magyars à l'autre extrémité (2) ». La même chose exactement arriva aux Roumains, bien qu'ils fussent mieux organisés pour la résistance que les autres victimes. « L'école primaire », dit un rapport officiel hongrois, « est un des moyens de consolidation « les plus puissants pour l'État national hongrois. » Et d'autre part : « En ce qui concerne les Magyars, elle (l'école d'État dans « les districts mixtes) garantit l'accroissement de leur force expan- « sive et étend la race vers la frontière (3). »

Dans la période de fiévreuse activité législative qui suivit le Compromis les Roumains prirent leur part des débats parlementaires. En 1869, ils eurent 25 députés au premier rang desquels se trouvèrent Alexandre Mocsónyi, Vincent Babeş, Macelariu et Alois Vlad ; il convient de remarquer qu'ils suivirent le raisonnement de Şaguna disant que des lois mauvaises, une fois sanctionnées, ne peuvent être défaites que par des moyens légaux (4) — tandis que Bariţiu prêchait une attitude passive et l'abstention. Quand, dans les années soixante-dix, s'éleva la vague de chauvinisme magyar, il devint de plus en plus difficile pour les non Magyars de faire tête à des outrages constants et à des procédés d'intimidation répétés. Le plaidoyer classique de Mocsónyi (30 juin 1870) en faveur de l'égalité et d'un compromis entre les races — écouté avec une attention marquée et avec respect par Déak lui-même (5) — fut le dernier discours de cette espèce prononcé sur les bancs non magyars du Parlement. Déjà un député avait brutalement

(1) Voir ses livres : *Uber die Gleichberechtigung der Nationalitäten in Oesterreich* (1850) ; *Der Einfluss des herrschenden Ideen des XIX ten Jahrhunderts auf den Staat* (1854) ; *Die Nationalitätenfrage* (1865) ; « La Nationalité », écrivit-il une fois, « est comme la religion une question qui concerne l'esprit, ainsi appartient-elle à cette catégorie d'affaires au sujet desquelles la majorité n'est pas qualifiée pour statuer, et qui ne peuvent être résolues que par la compréhension mutuelle » (p. 65).

(2) *A Felvidék*, p. 140.

(3) *L'Enseignement en Hongrie*, p. 94-5, 169.

(4) Cf. *Cartea de Aur*, V, p. 5.

(5) *Ibid.*, p. 407.

averti les non Magyars que « ceux à qui la Loi d'Union ne plaisait pas « n'avaient qu'à émigrer, mais que ceux qui restaient devaient en « prendre leur parti ». Les appels des Saxons comme des Roumains furent accueillis par les cris de « A Dresde! » « A Bucarest! », leur demande de subvention pour un théâtre national roumain fut rejetée presque comme une insulte (1). Leur dernier effort pour être écouté se trouve dans le mémorandum présenté au Parlement en 1872 (2) qui, rappelant les nombreux points sur lesquels la Loi des Nationalités n'était pas appliquée ou était directement violée, proposait une discussion constitutionnelle des griefs roumains et une adresse au Souverain.

Après la retraite de Deák, la mort d'Eötvös et le départ pour le Ballplatz d'Andrassy, nommé ministre des Affaires étrangères, Coloman Tisza arriva rapidement à la tête du parti libéral reconstitué et, pendant les quinze ans de son ministère (1875-1890), après avoir établi son autorité sur un système très ramifié de corruption électorale et de tricherie administrative, il fut plus véritablement dictateur qu'un Kossuth ou qu'un Deák ne l'avaient jamais été. Les Magyars de la plaine centrale avaient toujours constitué l'épine dorsale du parti de Kossuth et ils élirent encore de nombreux députés du Parti de l'Indépendance. Tisza suivit l'ingénieuse méthode qui consistait à modifier l'équilibre parlementaire en exerçant son influence sur les districts non magyars de la périphérie : les non Magyars furent réduits à une complète dépendance ou maintenus à l'écart des scrutins par des manœuvres opportunes. C'est ce qui explique la loi électorale modifiée de 1874 qui, d'après les termes de l'organe officiel du Gouvernement, était si embrouillée que « la confusion de Babel avait réellement été érigée en loi (3) » : distribution inégale, privilèges très compliqués, vote public, répression légale inadéquate de la corruption et mobilisation délibérée des autorités en faveur des candidats du Gouvernement — tout cela réuni forma le fameux système « Mameluke » de Coloman Tisza. Cette loi accrut les difficultés de l'élection pour les candidats non Magyars et plus que tout fit pencher la balance du côté de l'abstention. Quelques Serbes entrèrent bravement à

(1) *Cartea de Aur*, V, p. 287.
(2) Texte en appendice 31 à Brote, *op. cit.*, p. 251-75.
(3) Pester Lloyd, 24 juillet 1894.

Budapest, mais, de 1875 à 1906, à quelques très rares exceptions près, les Roumains et les Slovaques maintinrent leur fâcheuse politique de passivité. Non seulement ils perdirent toute représentation au Parlement central et exercèrent une influence démoralisante sur les masses paysannes et la génération montante des intellectuels, mais ils accrurent aussi l'outrecuidance des chauvins magyars auxquels ils donnèrent des illusions que la Grande Guerre elle-même n'a pas réussi à dissiper. Le résultat fut que Koloman Tisza acquit une influence à peu près despotique sur 250 circonscriptions et son parti une majorité assurée pour exactement trente années. Il distribua les sièges à ses partisans en récompense de leur soutien loyal : ainsi maints aristocrates dégénérés rétablirent la fortune ruinée de leur famille, maints fonctionnaires à l'échine souple accédèrent aux richesses et aux honneurs. Ce régime pseudo-libéral reposa essentiellement sur un programme de magyarisation.

D'autres circonstances que la nouvelle loi électorale menèrent à l'effondrement de la résistance non magyare. En 1874, les trois gymnases slovaques — deux protestants et un catholique — furent fermés par le Gouvernement sur une vague allégation de « panslavisme » (surnom habituel des sentiments nationaux slovaques depuis les années trente) ; en avril 1857, la « Matica Slovenska » fut dissoute et ses fonds, bâtiments, bibliothèque et musée arbitrairement confisqués. Pendant l'hiver suivant, le député serbe, Dr Polit, s'aventura à interpeller le Premier Ministre sur cette action brutale et à suggérer que les fonds fussent au moins restitués à leurs donateurs, en d'autres termes à la nation slovaque. C'est à cette occasion que Tisza fit cette réplique fameuse : « Il n'y a pas de nation slovaque. » Moins connue est sa précédente sortie contre le député roumain Vincent Babeş qui avait prétendu que même les non Magyars devaient apprendre à l'école leur histoire nationale. « Il n'existe rien qui ressemble à une histoire nationale des non Magyars, rétorqua vivement Tisza. La raison pour laquelle Babeş haïssait tellement les Magyars (et ici Tisza fit une pétition de principe) était assez claire : il n'avait jamais été qu'à une école non magyare, à une école allemande, si toutefois il était seulement allé à l'école. » Le tour des Serbes vint en 1876, quand, au milieu de l'excitation qui suivit la crise orientale, leur chef Svetozar Miletić demanda des volontaires du Banat pour combattre les Turcs au service de la Serbie. Le Gouvernement hongrois, qui était ardemment turco-

phile et très inquiet de la politique russe, arrêta promptement Miletić et Kazapinović sans beaucoup s'inquiéter de l'immunité parlementaire du premier. Après avoir attendu son procès pendant plus d'une année, il fut condamné à cinq ans de prison pour tendances séparatistes, perdit la raison et ne survécut pas de beaucoup à sa libération. Les dernières paroles de sa carrière politique furent « hodie mihi, cras tibi » et « Nous nous rencontrerons de nouveau à Philippes. » Son principal disciple, le Dr Polit, les cita dans son premier discours, près d'une génération plus tard, quand enfin un petit groupe de députés non Magyars rentra au Parlement hongrois.

Une Conférence d'électeurs roumains convoquée à Sibiu en mai 1875 déclara que les « activistes n'étaient pas des Roumains « mais des traîtres et des renégats magyarisants (1) ». Cette manifestation d'exaltation et de désespoir n'était pas digne d'hommes d'État : son excuse, si elle peut avoir une excuse, réside dans les nouvelles modalités de suffrage délibérément choisies pour établir la suprématie magyare. Fondées sur la fortune territoriale, les impôts payés, la profession ou la position officielle, les privilèges ancestraux enfin, elles laissaient le prolétariat presque sans représentation, car 6 % de la population tout au plus avaient le droit de vote. Comme il n'y avait pas de scrutin, les « petits » étaient l'objet d'une grossière intimidation, et c'était une aventure courante pour les électeurs que d'être menés par des gendarmes baïonnette au canon et forcés à voter pour le candidat officiel. A la fin du siècle, près du tiers des députés étaient élus par moins de cent voix, et à peu près les deux tiers par moins de mille (2). Mais la disposition la plus intéressante de la nouvelle loi était peut-être de maintenir des modalités spéciales pour la Transylvanie — où 3,2 % seulement de la population avait le droit de vote contre 6,5 à 7,5 % dans les districts centraux de la Hongrie proprement dite. Plus un comté était roumain, moins il comprenait d'électeurs. Ainsi parmi les soixante-quatorze députés que la Transylvanie envoyait à Budapest, trente-cinq représentaient les quatre comtés magyars et les chefs-lieux, c'est-à-dire 20 % de la population, tandis qu'une trentaine de députés seulement représentaient les soixante-douze

(1) *Cartea de Aur*, VI, p. 511.
(2) Pour plus de détails, voir chap. I de la *Corruption et Réforme en Hongrie*, 1911, du même auteur.

centièmes de la population composée surtout de Roumains. En d'autres termes, il y avait en moyenne chez les Roumains un député par 50 à 60.000 habitants, tandis que les Székels en avaient un pour 4 à 5.000. D'ailleurs, en Transylvanie, les conditions de l'électorat étaient de trois à six fois moins sévères dans les villes que dans les districts ruraux pour la simple raison que les Roumains étaient une minorité sans espoir dans la plupart des communes urbaines. Enfin, dans les districts ruraux de Transylvanie, la qualité d'électeur était infiniment plus difficile à obtenir que dans la Hongrie proprement dite (1). On a calculé qu'en raison de la plus grande pauvreté du sol et de ses méthodes encore primitives, le paysan roumain, pour obtenir le droit de vote, devait posséder au moins six fois autant de terre que son voisin magyar.

Le caractère exceptionnel des mesures appliquées à la Transylvanie en dépit des tendances centralisatrices du Gouvernement, se marque d'une manière frappante à deux autres points de vue. Tandis qu'en Hongrie proprement dite la loi libérale sur la presse votée en 1848 était remise en vigueur après 1867, la Transylvanie restait sous le coup de la législation réactionnaire qui avait été établie par un décret arbitrairement pris sous le régime de Bach (2). C'est pour cette raison que les principaux journaux roumains de la période dualiste furent publiés à Arad et à Budapest. Une autre particularité du régime fut, en 1871, l'établissement d'un jury spécial pour les délits de presse.

Le revenu élevé dont devaient faire preuve les membres de ce jury en écartait systématiquement les Roumains qui étaient individuellement beaucoup trop pauvres ; ces jurys restèrent surtout entre les mains des Magyars et des Saxons. Mais comme la plupart des jurés d'Hermannstadt étaient Saxons et acquittaient les Roumains, que l'on poursuivait devant eux, le ministre de l'Intérieur les supprima en 1885 (3) et les procès contre Roumains allèrent

(1) Dans cette dernière le droit de vote était accordé à tous les propriétaires d'un lot d'environ 6 hectares, dans la première il était limité aux contribuables qui pouvaient faire preuve d'un revenu net de 159 couronnes.

(2) Patente impériale du 27 mai 1852.

(3) L'incident qui décida le Gouvernement mérite d'être rapporté et le lecteur pourra choisir aisément entre les deux opinions opposées qui ont cours à ce propos. En février 1885, lors du centenaire de l'exécution de Horia et Cloşca, le vénérable historien Bariţiu écrivit un article dans *Observatoriul* où il disait que cet événement ne pourrait être célébré qu'après « un Plevna hongrois et, lorsque la nation roumaine aurait recouvré ces droits imprescriptibles et cette liberté que le pacte dualiste lui avait arrachés ». Le jury de Sibiu l'acquitta le 13 décembre 1884. Voir *Cartea de Aur*, VII, p. 144.

devant le tribunal ultra-chauvin de Kolozvár (1). On ne sut plus désormais ce qu'était un acquittement et les condamnations les plus monstrueuses furent prononcées avec le motif passe-partout : « provocation d'une nationalité à la haine contre une autre » — motif parfaitement unilatéral dans la pratique car il n'y eut jamais de poursuite contre un Magyar pour provocation à la haine contre les Roumains, bien que ce délit fût de pratique journalière. La « Ladautio criminis » fournit un motif d'accusation aussi fréquent. On s'efforça systématiquement de rendre la vie impossible à la presse roumaine véritablement nationale en la chargeant de lourds cautionnements, d'amendes, de confiscations et de vexations mesquines (2).

En 1879, la nouvelle loi sur l'instruction primaire marqua une étape dans la voie de la magyarisation, en rendant la connaissance de la langue d'État obligatoire pour chaque maître, en imposant le contrôle de l'État sur toutes les écoles normales et en donnant au ministre de l'Éducation le pouvoir de décider du nombre d'heures qui seraient affectées à l'étude du magyar et de fermer toutes les institutions qui ne s'y conformeraient pas (3). Très significatifs sont les débats parlementaires relatifs à cette loi. Le député bien connu Helfy (à l'origine Heller) affirma cyniquement « qu'il ne devait pas y avoir de nationalités mais une seule nation magyare », tandis que Madarász citait la loi des Nationalités pour prouver que « la *nationalité magyare est la* « *nation politique et que par conséquent la Hongrie n'est pas un* « *Etat polyglotte mais un Etat magyar* ». Orban, après avoir comparé les revendications modérées des Magyars aux méthodes des Anglais « qui avaient anglicisé par la violence dix millions d'Irlandais « et d'Écossais » *(sic)* déclara que la nouvelle loi ne serait efficace que si, à côté du maître parlant magyar, on plaçait un prêtre aux sentiments et au langage magyars. Quand Partheniu Cosma, un des rares activistes roumains qui fissent encore partie du Parle-

(1) Arrêtés du 10 juillet 1871 et 27 juin 1885.

(2) Entre les années 1886 et 1908, 362 Roumains furent condamnés à 134 ans d'emprisonnement et à 100.000 couronnes d'amende pour délits politiques, la plupart du temps des délits de presse. Cet exposé ne fera certainement aucune impression sur le lecteur s'il ne sait se mettre dans l'atmosphère d'avant-guerre : ce qui était alors exceptionnel (sauf peut-être en Russie) est devenu l'événement de tous les jours dans la moitié des États de l'Europe et laisse l'opinion publique complètement indifférente.

(3) Loi XVIII 1879 surtout §§ 2, 4 et 6.

ment, montra que la nouvelle politique constituait une tentative de « magyariser les races non magyares à tout prix, par le fer « et par le feu », il fut accueilli par une clameur unanime en faveur de ces méthodes. En revanche, le chevaleresque plaidoyer du fervent Kossuthiste Louis Mocsáry souleva une protestation unanime et contribua à le faire chasser du Parti de l'Indépendance.

En 1883, les mêmes principes furent appliqués à l'instruction secondaire, et là leur succès fut réellement impressionnant. A la veille de cette loi il y avait 151 « écoles secondaires » de toutes catégories en Hongrie dont 14 (1) seulement étaient magyares. En 1903, ce chiffre s'était élevé à 190, mais les 39 nouvelles institutions étaient exclusivement magyares. L'ardent désir des Slovaques et des Roumains de fonder et d'entretenir de nouvelles écoles secondaires sur leurs propres ressources se heurta à une obstruction déterminée de la part des autorités. En voici un exemple : une pétition signée des représentants de quatre-vingt-quatre communes avec à leur tête le général Trajan Doda, pour obtenir l'autorisation de fonder un gymnase à Arad et à Caransebeş resta dix ans sans obtenir même une réponse.

En d'autres termes, le développement des villes — dont le rôle décisif comme centres de magyarisation fut bientôt reconnu — alla de pair avec des méthodes destinées à imposer une éducation et des vues fanatiquement magyares à la grande majorité de la génération ascendante et : il s'agissait d'apporter tous les obstacles possibles à un développement correspondant de l'instruction parmi les non Magyars. Tout ce que ces derniers pouvaient faire était de s'attacher désespérément aux maigres ressources qui leur restaient.

Comme les progrès de la magyarisation dans les écoles élémentaires ne correspondaient pas aux ardents espoirs de leurs promoteurs — spécialement dans de nombreux districts où la population non magyare était compacte et n'entendait pas un mot de magyar dans sa vie de tous les jours — d'autres projets furent établis au cours des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix. En 1902, le Dr Wlassics, ministre de l'Éducation, prit un décret enjoignant de consacrer de dix-huit à vingt-quatre heures par semaine à l'étude du

(1) Les Roumains en avaient quatre complètes et deux incomplètes, les Serbes une. Le reste était saxon (aucune n'était souabe). Parmi les élèves des écoles secondaires en 1903, 3.549 étaient Roumains contre 47.907 Magyars. Sur un total de 3.953 professeurs, 18 seulement étaient Roumains. *Ungariches Statistisches Jahrbuch*, XII (1904), p. 390-2, 396.

magyar dans les écoles libres qui étaient le dernier rempart des nationalités. Comme le nombre des heures de classe dans les écoles primaires hongroises ne dépassait jamais vingt-six par semaine, cela signifiait que l'enseignement des matières courantes devait être subordonné à la manie de la magyarisation, au défi de toutes les règles pédagogiques. Mais cette mesure même fut éclipsée par la demande déposée par Eugène Rákosi devant la Commission des Écoles en 1904, aux termes de laquelle les écoles des nationalités devaient ne rien enseigner d'autre pendant trois années pleines qu'à parler, réciter et chanter en magyar. Et cette demande ne venait pas de quelques fanatiques isolés mais de l'éditeur du *Budapesti Hirlap* (le principal journal de Hongrie) auteur dramatique et publiciste de l'ère nouvelle.

Plus symptomatique encore des buts magyars est la loi sur les Kindergarten (XV) de 1891, qui visait au premier chef à l'assimilation des générations nouvelles non magyares et à un moindre degré seulement à la diminution de la mortalité infantile et des maux qui en étaient la source. De source officielle, on exposa que le mouvement des Kindergarten avait perdu de son caractère humanitaire depuis 1867 et qu'en Hongrie c'était sa mission nationale qui le distinguait des mouvements similaires à l'étranger (1). Des dispositions étudiées prévoyaient des « exercices pratiques dans la langue de l'État » depuis l'âge de trois ans, et, pendant la moitié de la journée au moins, les enfants devaient parler magyar. Mais la tentative de créer des prières communes à toutes les sectes pour servir à des enfants de croyances différentes, dépassa le but et fit naître des scrupules chez les diverses autorités ecclésiastiques. La résistance passive de ces dernières et le manque de subsides de la part de l'État empêcha le système de devenir universel et, en 1903, 390 Kindergarten seulement avaient été ouverts, ils contenaient toutefois 233.000 enfants dont 90.000 étaient des non Magyars (2). Cette offensive sur les bébés et les nourrissons fut extrêmement dangereuse pour les Slovaques et les poètes Hurban Vejansky et Adolf Hejduk ont noté d'infamie cette traite des enfants au profit de la magyarisation. Les Roumains étaient plus capables

(1) *L'Enseignement en Hongrie*, p. 53-4 (publié par le ministère de l'Éducation).
(2) 11.925 Roumains. En 1909, 241.211 (dont 11.139 Roumains). *Ungarisches Statistische Jahrbruch*, XII, p. 345 ; XVIII, p. 321.

de résister grâce à leur organisation ecclésiastique, mais ils éprouvèrent eux-mêmes de très vives alarmes.

La langue roumaine n'était pas tolérée officiellement. Les avis publics et même les avertissements, dans les trains, les bureaux de poste ou les rues étaient exclusivement en magyar. Fréquemment, on expulsait des écoles ou des séminaires des jeunes gens qui avaient osé employer leur langue maternelle ou la parler « de façon ostentatoire » dans les rues. L'autorisation officielle de fonder des sociétés roumaines était refusée (1). Il naissait des incidents continuels dus à la prohibition des chants roumains ou des couleurs nationales. Un exemple classique c'est celui des funérailles de Mureşianu, le poète de *Deşteaptă-te Române* (Roumanie, réveille-toi). Une couronne aux trois couleurs roumaines avait été envoyée par la Société des Journalistes de Bucarest, au moment où le cercueil était porté vers le corbillard, des gendarmes survinrent et arrachèrent les couleurs. Quelques années plus tard, dix-sept écoliers furent poursuivis devant la police de Braşov pour avoir porté une couronne sur le tombeau du poète. Quelques années avant la guerre, à Brad, une petite fille de six ans fut arrêtée par les gendarmes parce qu'elle avait les couleurs roumaines dans ses cheveux : père, mère et bonne furent punis d'amende et envoyés en prison pour trois ou quatre jours ; le père de plus fut suspendu de son poste de secrétaire de la mairie.

A la même époque, une pression constante fut exercée sur les non Magyars et surtout sur ceux qui occupaient un poste subalterne, afin de leur faire magyariser leurs noms de famille. La facilité avec laquelle cette opération pouvait être faite donna lieu au surnom de « Magyars de la couronne » (le droit d'enregistrement étant de une couronne ou cinquante centimes) (2). Mais,

(1) En 1870 par exemple, une association d'étudiants en formation, la « Minerva » fut interdite pour cette raison qu'il y avait déjà assez de sociétés académiques et que 70 étudiants ne suffisaient pas à former une association. En 1890, une association de Dames Roumaines pour l'aide aux écoles uniates fut interdite sous prétexte que les écoles roumaines n'avaient pas besoin de secours. A Arad les tentatives de fonder une Société littéraire roumaine furent contrecarrées à plusieurs reprises. De tels exemples abondent au cours des 35 années qui ont précédé la guerre.

(2) Décret du ministre de l'Intérieur en avril 1881 réduisant ce droit de 5 guldens à 50 kreutzer. Il y a des statistiques qui montrent qu'en 1848-9, 670 noms magyars furent adoptés, 933 entre 1853 et 1867, nombre qui s'éleva à 4.284 entre 1867 et 1880 et à 42.437 de 1881 à 1906. Au cours des dix années précédant la guerre, cette coutume se développa encore et, depuis 1930, une agitation est née dans la « Hongrie-Croupion » en faveur d'une nouvelle magyarisation des noms de famille.

tandis que la Hongrie voyait ses hautes classes s'emplir de Slaves et d'Allemands magyarisés et que les Juifs saisissaient l'occasion par milliers, les Roumains une fois encore opposèrent la résistance la plus opiniâtre. Les renégats roumains furent relativement en petit nombre et c'est pour cette raison que le chiffre des fonctionnaires roumains décrut si régulièrement. Dans la liste des hommes publics qui, en Hongrie, prirent un nouveau nom depuis 1867, il est difficile de trouver un seul Roumain (1), et les intellectuels roumains de Hongrie prirent de plus en plus l'habitude de donner à leurs enfants des noms de baptême essentiellement *roumains* ou *romains* et de choisir dans la mesure du possible des noms qui ne se prêtassent pas à la magyarisation. Julius devient Gyula, Alexander, Sandor, mais il n'y a rien à faire d'Octave, Virgile, Ovide, Tiberius, Hortensia, Lucretia, Caïus, etc.

Pendant toute cette période, Kolozsvár (Cluj) fut le centre du courant de magyarisation dans ce qu'il avait de plus exagéré et de plus agressif. C'est dans cet esprit qu'une nouvelle université y fut fondée en 1876. Les Roumains n'y étaient que tolérés, bien que les déchéances imposées aux étudiants allant dans les Universités étrangères ne permissent presque pas aux jeunes Roumains d'échapper à une atmosphère de haine et d'étudier à Bucarest ou à Vienne. Les Slovaques éprouvaient les mêmes difficultés à se rendre à Prague et trouvaient à leur retour toutes les portes fermées devant les « Panslaves » qu'on les accusait d'être. Kolozvár garda en partie son ancien caractère de capitale de province. La noblesse magyare y avait ses maisons de ville et y donnait le ton. Elle en fit également le centre de l' « Emke » (Ligue transylvanienne de Culture magyare) la plus riche et la plus active de tout un groupe d'associations semblables dont « la raison d'être » (2) était la magyarisation dans toutes les sphères de la vie publique (3). En 1892, l'Emke avait déjà 20.000 membres, un revenu de 140.000 couronnes et un capital de plus de un million. Elle entretenait de nombreuses écoles, maisons d'enfants, librairies et sociétés de chant. Quelques assemblées de comté, toujours grâce au suffrage

(1) Cf. Lutz Korodi, *Siebenbürgen*, p. 93 et Seton-Watson, *Racial Problems in Hungary*, p. 187.

(2) En français dans le texte. (N. du T.)

(3) En 1894, l'union nationale magyare (Magyar nemzeti egyesület) fut fondée pour toute la Hongrie en même temps qu'une autre ligue culturelle pour le Nord-Ouest.

restreint, allèrent jusqu'à percevoir une taxe en faveur de l'Emke. Quant aux Roumains, dans chaque ville de Transylvanie ou du Banat ils étaient relégués dans les faubourgs et dans la banlieue. Le seul endroit où ils fussent indiscutablement les maîtres était Blaj, le siège du métropolite uniate, et comme la place forte équivalente des Slovaques, Turčiansky Sväti Martin, ce n'était qu'un gros village.

***

Le parti de l' « activisme » perdit progressivement du terrain après la mort de Şaguna, et une stérile politique d'abstention prit le dessus. En 1881 seulement, on tenta de définir plus clairement l'attitude politique des Roumains. Au mois de mai de cette année, une conférence de 153 membres délégués par toutes les circonscriptions roumaines fut convoquée à Sibiu — l'initiative en était due au vénérable Baritiu et à Nicolas Popea, ancien vicaire général de Saguna et maintenant évêque de Caransebeş. Elle eut pour résultat la fondation du Parti National roumain qui publia aussitôt un exposé politique et un nouveau programme d'action. Il s'agissait de protester ouvertement contre l'Union, la Loi des Nationalités, les lois sur l'instruction et les lois électorales, qui servaient « aux yeux du Parti les intérêts mal compris d'une seule « nationalité, la nation magyare ». Le Parti prenait acte « de la « dégradation systématique de la nation roumaine dans la patrie « commune » et de la « décadence politique, morale et économique » des années récentes. Tout en considérant une attitude passive comme toujours nécessaire, il proclamait la nécessité de l'union pour la défense commune, et à cette fin nommait un comité électoral permanent. Les principales revendications soulevées étaient les suivantes : 1) restauration de l'autonomie transylvaine ; 2) usage de la langue roumaine pour l'administration et la justice sur le territoire roumain ; 3) nomination de fonctionnaires connaissant la langue et les coutumes du peuple ; 4) révision de la Loi des Nationalités et mise en vigueur de toutes les lois ; 5) autonomie des Églises et contribution de l'État aux écoles ecclésiastiques ; 6) suffrage universel et, tout au moins, droit de vote pour chaque individu payant l'impôt direct. Le Parti dénonça les tendances à la magyarisation comme exactement « anti-patriotiques », annonça qu'il

était prêt à collaborer avec tous ceux qui souhaitaient l'extension des libertés publiques et se défendit expressément de toute opinion sur le système dualiste, pour cette raison que ce dernier n'était pas en question pour le moment (1).

Les Roumains se rangèrent donc définitivement parmi les libéraux progressistes, demandant la restauration de ces droits nationaux dont ils s'étaient emparés pour une brève période lors des années soixante et qui ne s'opposaient en rien au libre développement des races voisines bien qu'ils fussent évidemment fatals aux projets d'hégémonie magyare. Leur programme n'avait rien qui put être sérieusement taxé d'irrédentiste, mais il fut naturellement dénoncé à Budapest comme dangereux pour l'État et assez justement comme incompatible avec l'unité de la couronne hongroise. Dès l'origine, aucun compromis n'était possible entre les deux idéals. Les Roumains ne pouvaient accepter « l'idée d'un État « magyar », sans se vouer à une extinction définitive ; la seule question était de savoir si les sentiments roumains pouvaient être conciliés avec les intérêts de la monarchie des Habsbourgs prise dans son ensemble ou si les revendications des Magyars étaient autorisées à couvrir toutes les autres et à faire d'une querelle intérieure une question de politique internationale.

Le nouveau programme ne changea pas au premier abord l'ensemble de la tactique politique et la troisième conférence des délégués, en 1887, décida, au vu de la corruption grossière et des excès commis lors des dernières élections générales, de disputer un nombre de sièges encore moins élevé que par le passé, mais de rédiger un Mémoire sur les griefs des Roumains et de le présenter à l'Empereur-Roi lui-même. Pendant cette seule année, un seul Roumain affronta le risque des méthodes officielles ; ce fut Trajan Doda, un général en retraite de l'armée impériale. Il notifia au Président de la Chambre qu'il ne prendrait pas possession de son siège afin de révéler au Souverain et au monde que le peuple roumain avait été « chassé de toutes ses positions par violence ou par « intrigue » et qu'il n'y avait plus de place pour lui « dans tout l'édifice de la constitution hongroise ». Ce n'était pas, ajoutait-il, une simple voix dans le Parlement, mais l'honneur

(1) *Cartea de Aur*, VII, p. 37-8 ; *Racial Problems in Hungary*, appendice 14. Une traduction allemande des textes se trouve dans Brote, *op. cit.*, p. 299-302.

national qui était en jeu. Pour cette adresse, le général fut condamné par le jury de presse d'Arad à deux années de prison et à une amende de 2.000 couronnes. Une attaque d'apoplexie ayant empêché le vieillard de comparaître, le verdict fut prononcé par contumace (1).

L'Assemblée générale du Parti en 1890 fut convoquée sous le coup de ces condamnations brutales et il est remarquable que les chefs politiques roumains se soient aventurés pour la première fois alors sur le terrain glissant de la politique extérieure. Parlant comme membres d'une « grande famille roumaine de « 11 millions d'âmes » ils demandèrent pour tous le libre développement de la culture mais, tout en répudiant les tendances dacoromaines et en voulant une « Autriche-Hongrie forte » et étroitement liée avec la Roumanie, ils mirent en opposition les courants de conciliation raciale en Autriche et la situation des non Magyars en Hongrie et montrèrent quelle « importance l'élément roumain » présentait pour la Triple-Alliance. Ils ne savaient pas que Caprivi et un autre futur chancelier allemand n'étaient que trop conscients de cet aspect des affaires, qui devait être d'un grand poids dans les calculs de Berlin à la veille du plus grand de tous les conflits.

La controverse commençait à s'étendre. Nous avons déjà vu que pendant l'année 1891, la Ligue de Culture roumaine avait été fondée à Bucarest à la suite des mauvais traitements subis par les Roumains au Nord des Carpathes et en réponse à l'activité des diverses Ligues de Culture magyares. L'initiative vint d'un groupe de professeurs et d'étudiants des deux Universités roumaines et ces derniers firent circuler un manifeste qui visait à mettre l'opinion étrangère du côté des non Magyars. Une « Réponse énergique » publiée par les étudiants magyars de Budapest conduisit les jeunes générations roumaines, abandonnant la dangereuse attitude passive de leurs pères, à faire paraître *La Question roumaine en Transylvanie et en Hongrie*. C'était une assez longue « Réplique » qui énonçait avec un grand appareil d'informations et d'arguments juridiques, mais dans un langage

(1) La couronne lui accorda sa grâce par mesure spéciale. L'écrivain bien connu Jean Slavici qui avait reproduit l'adresse de Doda dans la *Tribuna* et l'avait considérée comme un signe du réveil national, fut condamné en avril 1888 à un an de prison. Voir Brote, *op. cit.*, p. 399.

provoquant et sans aucun tact, tous les maux et les griefs de la race. Son unique effet fut d'attirer sur la tête de ses auteurs un verdict cruel prononcé par le jury de Kolosvár : Amel Popovoci, étudiant et principal responsable de la « Réplique », fut condamné à quatre ans de prison et N. Roman, directeur de l'imprimerie, à un an pour provocation contre la nation magyare. Popovici s'échappa en Roumanie ; il devint, fait significatif, un protagoniste de l'amitié austro-roumaine et de la Triple-Alliance et, dix ans plus tard, le conseiller et le confident de François-Ferdinand.

C'est dans cette atmosphère, et en vue d'une élection générale imminente, qu'une nouvelle conférence du Parti eut lieu à Sibiu le 20 janvier 1892. Elle décida que le Mémoire à la couronne, longtemps différé, devait être rédigé sans délai, car les buts avoués du Gouvernement étaient « une négation absolue des idées fondamentales de l'État moderne et une désastreuse utopie ». Le 1er juin, une délégation de 300 Roumains porta ce « Mémoire » à la Holfburg de Vienne ; mais non seulement les délégués ne furent pas reçus par François-Joseph, mais, quelques semaines plus tard, le document leur fut retourné sans avoir été ouvert par le premier ministre hongrois, le comte Szapáry, avec cette remarque que les signataires n'avaient aucune qualité légale pour parler au nom des « Citoyens hongrois de langue roumaine ». En juillet, en réponse à une interpellation, le ministre de la Justice, Szilagyi, admit le droit parfaitement constitutionnel de tous les citoyens d'adresser des pétitions à la Couronne, même fondés sur des motifs illégaux (1) ; et, pour un temps, le Gouvernement hésita sur l'attitude à prendre. Mais bientôt le courant chauvin l'emporta et comme, dans l'intervalle, le document rejeté avait été imprimé et rendu public, le comité du Parti national roumain tout entier fut poursuivi pour la « provocation contre la nationalité magyare » que constituait cette pétition (7 mai 1894). Le Mémoire lui-même était d'une taille imposante comme le sont volontiers de semblables documents, aussi ne peut-on qu'en indiquer les grandes lignes : mais il n'y a aucune exagération à dire qu'il contenait un arsenal de faits et d'arguments inattaquables, si magistralement rapprochés qu'ils ne laissaient au Gouvernement aucun échappatoire autre que de renforcer les lois où le document voyait un simple camouflage destiné à l'opinion

(1) *Cartea de Aur*, VII, p. 585.

étrangère ou de réagir impitoyablement au moyen de toutes les forces dont disposait la Puissance publique. L'accusation principale — à savoir que le régime qui célébrait justement son premier quart de siècle avait été dominé par une volonté d'hégémonie nationale, contraire au développement historique de la Hongrie depuis mille ans — ne pouvait être sérieusement contestée. Ne pas admettre le second point d'après lequel l' « Union était un défi ouvert lancé à tous les droits de la population roumaine et aux lois fondamen- « tales du royaume », c'était dénier le caractère constitutionnel des revendications roumaines en faveur de l'autonomie de la Transylvanie : et telle était en effet l'attitude de Budapest. La majeure partie du document était consacrée à un examen minutieux des lois électorales et municipales et des lois sur l'instruction, la presse et l'agriculture, en tant qu'instruments servant à diminuer l'élément roumain. Par-dessus tout, on déclarait que la loi des Nationalités « ne contenait à part son titre aucune trace du noble principe de l'Égalité des Droits » et reposait sur des notions politiques et ethniques confuses qui étaient d'ailleurs, ainsi qu'on le montrait, paragraphe par paragraphe, restées lettre morte depuis le premier jour. Le procès de l'attitude passive en matière politique y était fait avec un bonheur étonnant. Finalement, on affirmait que le grand dessein des gouvernements hongrois successifs n'avait pas été de « bien administrer mais de magyariser toute la vie publique », en d'autres termes, « de transformer l'État hongrois polyglotte en « un État magyar national », ce que les vingt-cinq dernières années avaient montré être une dangereuse utopie. Sans aucune influence politique et destinés à être absorbés comme un « élément étranger », les Roumains n'avaient plus d'autre ressource que d'en appeler à la Couronne envers laquelle ils avaient fait preuve de loyalisme dans le passé, et surtout en 1849, ce qui était d'ailleurs leur principal crime aux yeux des autorités hongroises.

Le procès eut lieu devant un jury de chauvins magyars à Kolozsvár et à un stade peu avancé de la procédure, les avocats de la défense — parmi lesquels il faut signaler trois des principaux avocats slovaques de l'époque qui s'étaient volontairement chargés de l'affaire (1) — durent se retirer devant l'attitude du Président.

(1) Miloš Stefanovič, Mathieu Dùla (celui-ci survécut et devint président du Conseil national slovaque, qui, en octobre 1918, se déclara pour l'union avec les Tchèques) et Étienne Fajnor.

Des précautions furent soigneusement prises pour fournir à la presse étrangère une version édulcorée des débats et empêcher les faits véritables de transpirer au dehors. Le second jour, le ministre de l'Intérieur envoya des instructions pressantes à toutes les autorités des comtés pour faire arrêter les « agitateurs » qui seraient pris à remuer la population. Mais la ferme contenance des accusés déjoua toutes les précautions. Au nom de ses collègues, le président du Parti, Dr Jean Raţiu, lut tout haut une fougueuse déclaration où il déclinait la compétence d'une Cour « où le Magyar faisait « figure d'accusateur et de juge ». « La présente discussion porte « sur l'existence même du peuple roumain et l'*existence nationale « d'un peuple n'est pas à discuter mais à affirmer*... Il ne peut « être question de jugement : vous pouvez nous condamner en « tant qu'individus, mais non comme les représentants de notre « peuple... Vous n'êtes pas compétents pour nous juger, mais il y a « un autre tribunal plus large, plus éclairé, et certainement plus « impartial — le tribunal du monde civilisé — qui vous condam- « nera plus sévèrement encore qu'il n'a fait jusqu'ici. Par votre « esprit d'intolérance médiévale, par votre fanatisme racial qui n'a « pas son égal en Europe, vous aurez, si vous nous condamnez, « parfaitement réussi à montrer au monde que les Magyars sont « une note discordante dans le concert des nations européennes (1). » De telles paroles eurent l'effet qu'on pouvait en attendre. Raţiu lui-même, Pop de Başesti, le P. Vasile Lucaciu, Theodorc Nihali, Comşa, Bărcianu et neuf autres furent condamnés à trente-deux années de prison au total (2). Un incident qui suivit le procès mérite d'être signalé car il illustre la mentalité des deux parties. Le Dr Raţiu, à son retour à Turda, fut accueilli par un rassemblement de Magyars qui prit d'assaut sa maison et brisa ses meubles. Raţiu se montra au balcon et s'écria : « Merci, Messieurs, vous voici tels que je vous ai toujours dépeints. » Un journal de Budapest, dans ses commentaires du procès regretta que la bonne vieille coutume d'attacher les têtes des traîtres aux portes des villes fut tombée en désuétude.

Un mois après, ces condamnations furent suivies de la dissolution

(1) Texte dans *Racial Problems in Hungary*, p. 472-4 ; *Cartea de Aur*, VII, p. 666-9.

(2) Cinq autres membres du comité central qui n'avaient pas assisté à l'Assemblée où fut décidée la publication, ne furent pas inculpés ; Eugène Brote et Aurel Popovici s'étaient enfui en Roumanie.

du Parti National Roumain, par ordre du nouveau ministre de l'Intérieur, Hieronymi, qui avait déjà manifesté publiquement cette idée que la dénonciation de l'Union de Transylvanie ou l'application de toute autre solution fédéraliste était une trahison contre la patrie et qu'un tel sujet de discussion était interdit (1). Il déclara à nouveau qu'aucun Gouvernement ne saurait tolérer un parti dont le programme était dirigé contre l'Union et qu'il « appliquerait « la loi contre de tels agitateurs avec une sévérité impitoyable et « une énergie qui ne laisserait place à aucun compromis » (2). Le Premier Ministre, Dr Wekerle, à son tour repoussa avec indignation toute accusation de magyarisation forcée, traita de nouveauté la question des Nationalités, mais justifia la dissolution du Parti National Roumain et parla vaguement de « mesures contre la « résistance de l'étranger ». Toutefois, le procès du Mémoire avait fait entrer la Question des Roumains de Hongrie dans le domaine de la politique européenne, aussi sûrement que l'affaire de trahison de Zagreb devait, vingt-cinq ans plus tard, porter la question croate sur un plus vaste forum. En France et en Belgique il souleva une très vive émotion, juste au moment où les vœux des Saxons occupaient une certaine partie de l'opinion allemande, surtout les sociétés comme le « Verein für das Deutschtum im Ausland » et le « Gustav Adolf Verein ». Il provoqua en même temps une indignation et un énervement intense en Roumanie et réagit sur la politique extérieure comme on l'a indiqué. Avec une soudaine candeur, le procureur du Roi, Jeszenzky, au moment de quitter l'audience, adressa ces mots à l'un des accusés : « *Vous* êtes les « condamnés, mais *nous* sommes les vaincus (3). »

L'intervention de Sturdza et de Kálnoky ne tempéra pas les tendances magyarisantes; le chauvinisme alla aux extrêmes sous le ministère du baron Bánffy (janvier 1895-février 1899). Son but déclaré était de créer un « État Magyar Unitaire » et cela au plus vite. La remarquable Exposition du Millénaire en 1896 fut dans une certaine mesure, une tentative pour convaincre l'Europe que l'expérience réussissait : elle relégua naturellement tous les non Magyars à l'arrière-plan. Les démonstrations ardentes aux-

(1) 3 novembre 1892, *Cartea de Aur*, VII, p. 555.
(2) 19 juillet 1894, *ibid.*, p. 679.
(3) Sirianu, *La Question de Transylvanie*, p. 328.

quelles l'Exposition donna lieu et une moisson de controverses littéraires au sujet des revendications magyares, provoquèrent, non sans raison, des contre-démonstrations dans les pays voisins. L'usage des symboles héraldiques de la suzeraineté médiévale de la Hongrie souleva le ressentiment de beaucoup de chauvins dans les Balkans et les couleurs hongroises furent brûlées dans les rues de Belgrade. Cet exemple fut imité par les étudiants de Bucarest devant la statue de Michel le Brave. Au Reichsrat autrichien, le fameux Dr Lueger, maire de Vienne, clérical et antisémite — qui avait infligé le surnom de « Judapest » à la capitale magyare et avait accueilli avec force démonstrations les délégués roumains lors du rejet du mémorandum par le Hofburg — déclarait maintenant que tout Germain qui faisait cause commune avec la Hongrie était un traître à l'idée germanique.

Une unique concession avait été faite par Bánffy aux Nationalités — signe de condescendance dont il reconnut le danger par la suite : les non Magyars obtinrent la permission de prendre part à un congrès politique commun à Budapest en août 1898. Telle fut l'origine d'une coopération étroite entre les Roumains, les Serbes et les Slovaques à la tête desquels se trouvaient respectivement George Pop de Başesti, Michael Polit et Paul Mudron. Le programme qu'ils tracèrent et auquel ils invitèrent les Allemands et les Ruthènes à se joindre marqua un progrès sur la politique de pure abstention. Avec l'exemple du procès du Mémoire sous les yeux, ils reconnurent prudemment le caractère inviolable de la couronne de saint Étienne mais, du même coup, condamnèrent l'idée d'un État national magyar comme incompatible avec les traditions ethniques et historiques de la Hongrie. Ils demandèrent la juste application de la Loi des Nationalités, une division des comtés fondée si possible sur des caractères linguistiques et la fin des infractions à l'autonomie de l'Église. Leurs autres revendications — en particulier le suffrage universel, le scrutin secret, la liberté des élections, le droit d'association et de réunion, l'extension de la liberté de la presse et la réforme des jurys de presse — rentraient dans la catégorie générale des réformes libérales communes à tous les pays de l'Europe, bien que la privation de ces libertés fût ressentie avec une rigueur toute particulière par les non Magyars. Il n'y avait aucune apparence que le plus modéré de leurs vœux fût accompli et la réunion n'avait d'autre but, aux yeux de ses

organisateurs, que d'être une manifestation d'existence et le point de départ d'une action commune. Même unis ils étaient encore trop faibles pour courir la chance des élections. Les « élections Bánffy » d'octobre 1896 dépassèrent tout ce que l'on connaissait en matière de violence et de corruption. Le système « Mameluke » de Tisza fut mis en application et assura au Gouvernement une masse de sièges incontestés dans les districts non magyars; une vraie guerre fut déclarée à l'opposition magyare de la plaine centrale et plusieurs régiments de l'armée commune servirent à « prévenir les excès » et à « maintenir l'ordre » ce qui signifiait plus exactement à empêcher les électeurs « indésirables » d'atteindre les urnes. D'après les paroles indignées du comte Albert Apponyi, « les lois « ne furent qu'un moyen de dissimuler l'action arbitraire du « Gouvernement (1) ».

Bánffy poursuivit sa politique raciale sans se déconcerter. La campagne pour la magyarisation en masse des noms de famille fut dirigée par le ministère de l'Intérieur et une forte pression fut exercée sur les autorités des communes et des comtés, tandis qu'une nouvelle loi rendait obligatoire pour tout le pays l'usage des noms de lieu magyars. Ainsi, non seulement Cluj, Sibiu et Braşov mais même Klausenburg, Hermannstadt et Kronstadt firent place à Koloszvár, Nagy Szeben et Brassó; désormais, les chemins de fer de Hongrie furent méticuleusement débarrassés de tout ce qui aurait pu révéler au voyageur le caractère polyglotte de ce pays. Le comité central non magyar publia une protestation contre la nouvelle loi, protestation qui fut, naturellement, négligée.

Les abus de pouvoir du baron Bánffy amenèrent l'opposition magyare à faire de nouveaux efforts. D'après le comte Apponyi, le Parlement de 1896 avait été « conçu dans le péché et enfanté « dans le péché » et, tel un fiévreux, il était condamné par une loi morale à souffrir de crises continuelles. Cependant, le malaise social aigu se manifestait par une émigration massive, des grèves de moissonneurs et des émeutes dans les districts agricoles. Le Gouvernement se jeta dans les bras des grands propriétaires en formant une vaste réserve de travailleurs étrangers pour servir moyennant un maigre salaire à briser les grèves. En Hongrie, la social-démocratie était encore dans son enfance mais elle faisait

(1) 25 octobre 1896, à Budapest.

son entrée à Budapest et dans les grandes villes. Au début de 1899, Bánffy se résigna à démissionner et, sous son successeur Koloman Széll, il y eut un peu de répit. En particulier, le nouveau Premier Ministre adopta une tactique plus conciliante à l'égard des Nationalités. Adoptant comme devise « Loi, Droit et Justice », il diminua le nombre des poursuites intentées contre la presse roumaine et slovaque, supprima la fameuse « Section des Nationalités » de la présidence du Conseil et proposa une loi sur la corruption électorale. Son attention se portait d'ailleurs de plus en plus sur les différends d'ordre militaire ou commercial avec l'Autriche, et l'obstruction farouche des groupes de l'opposition l'obligea à se mettre sur la défensive. Le modéré Széll fit place, en novembre 1903, au comte Étienne Tisza, le plus impétueux et de beaucoup de points de vue le plus caractéristique des hommes d'État de la Hongrie d'avant-guerre. Il alliait à l'arrogance de la « gentry » le fatalisme d'un calviniste de stricte observance et une ardente croyance en la suprématie magyare. Cet homme, dont le non moins habile Koloman, son père, disait un jour qu'il était un bon cavalier mais un mauvais conducteur, arriva au pouvoir avec le projet défini de rallier les membres du parti libéral — que minaient alors les factions après trente ans de services ininterrompus —, de sauver le système dualiste et de consolider la couronne. François-Joseph avait été pendant toute une génération le ferme soutien du dualisme et de son corollaire : l'hégémonie magyare, et comme le montrent les incidents de la Matica et du Mémoire, il n'avait pas hésité à jeter aux bêtes les non Magyars. Mais l'histoire de son long règne prouve que deux choses étaient susceptibles de le faire sortir de son tempérament opportuniste et de son goût pour les demi-mesures : les attentats contre sa double prérogative en matière militaire et diplomatique. Le règlement militaire de Chlopy — rejetant toute conception tendant à diviser l'armée commune ou à modifier la langue servant à la commander — était le signe non équivoque de sa colère menaçante. Les considérations militaires et stratégiques l'emportaient pour lui sur toutes les autres et ce qui envenima la question ce fut le dessein des partis magyars d'utiliser l'armée commune pour magyariser les Roumains, les Slovaques et les Allemands. Le seul remède de Tisza était d'opposer la force à la force. Mais son stratagème illégal pour obtenir la révision des Règlements existants souleva l'opposition qui démolit la Chambre

en se servant des bancs et des pupitres comme de gourdins et de projectiles (décembre 1904). L'opposition se groupa alors en une coalition anti-libérale qui, aux élections de 1905, infligea à ses adversaires une défaite écrasante, la première depuis la fusion de 1875. Tisza tomba et François-Joseph, ne pouvant admettre que sa sacro-sainte armée commune pût devenir l'objet de marchandages avec les vainqueurs, affronta le risque de gouverner sans majorité. Il chargea un vieux général de cavalerie, le baron Fejérváry, de former un cabinet par ordre de son chef hiérarchique. Le nouveau Gouvernement composé d'hommes non éprouvés fut, dès l'origine, reconnu anticonstitutionnel et, sachant qu'il serait hué devant le Parlement, il chercha un soutien en dehors. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Joseph Kristóffy, fut autorisé à placer le suffrage universel en tête de son programme politique et à en appeler aux masses contre la caste au pouvoir.

Pendant toute la période de crise, les Roumains et leurs alliés non Magyars avaient guetté la dégénérescence progressive de la vie parlementaire, sans être évidemment capables de peser d'un poids quelconque sur la balance. A la fin, ils se sentirent encouragés à cesser leur abstention et rédigèrent lors des élections de 1905 un programme modifié, affirmant de nouveau les principes de 1881 (et en conséquence réclamant l'autonomie) mais y ajoutant certaines revendications libérales telles que le suffrage universel, le scrutin secret, de nouvelles circonscriptions, la liberté de la presse, le droit d'association et de réunion, la liberté de l'instruction (en langue roumaine partout où les Roumains étaient en majorité), l'abolition des sièges réservés aux « virilistes », des substitutions, des impôts sur les denrées de première nécessité, l'institution d'un minimum de propriété inaliénable, et, naturellement, la mise en vigueur de la Loi des Nationalités et l'obligation pour tous les fonctionnaires de parler la langue du pays. Il est très remarquable que ce programme ait contenu une clause approuvant l'unité de langue pour le commandement de l'armée commune et demandant l'abandon de la magyarisation dans l'armée avec reconnaissance de l'existence séparée de chaque régiment (en d'autres termes l'allemand restait sur son piédestal tandis que le magyar, le roumain et les autres langues étaient placées plus bas mais sur un pied d'égalité). Il est vrai que l' « activisme » ne porta au début que de maigres fruits : huit Roumains seulement avec Théodore

Miháli à leur tête entrèrent à la nouvelle Chambre. Mais les événements de 1905 leur redonnèrent du courage ainsi que l'attitude conciliante de Kristóffy sur la question vitale de la réforme électorale qui impliquait un relâchement de la pression officielle sur les Nationalités et sur les ouvriers magyars des villes. Au surplus, il vint à leur connaissance que Kristóffy avait en ceci l'approbation — et non la moins ardente si elle ne s'exprimait pas publiquement — de l'héritier présomptif l'archiduc François-Ferdinand. Ce dernier envisageait avec toujours plus d'inquiétude l'effet de désagrégation du chauvinisme magyar aussi bien à l'intérieur qu'en politique étrangère ; il voyait dans les non Magyars un élément conservateur et le rempart de la dynastie contre le séparatisme hongrois.

Pendant les années qui nous séparent encore de la grande catastrophe, une alliance secrète fut conclue entre les chefs roumains et slovaques au « Belvédère », palais de l'archiduc à Vienne ; et c'est la meilleure preuve qu'il n'y eut jamais rien de vrai dans les accusations téméraires d'irrédentisme portées contre ces nationalités par les pan-Magyars. En 1906, comme en 1848 et en 1892, « les Panslaves » et les « Daco-Romains » regardaient vers Vienne et nous avons déjà vu qu'en Roumanie les hommes d'État responsables, libéraux aussi bien que conservateurs, partageaient les sentiments germanophiles de leur roi Hohenzollern et qu'ils trouvaient dans le traitement infligé par les Magyars à leurs frères du Nord des Carpathes le principal obstacle à leur désir de s'appuyer sur les Puissances centrales et à leur bonne volonté à l'égard d'un lien fédéral.

Cependant, « l'idée d'un État magyar unitaire » (a magyar állam eszme) devint un dogme de la vie publique hongroise. « Ou bien la Hongrie deviendra un grand État national », déclarait Gustav Beksics, le publiciste le plus connu de l'époque libérale, « ou bien elle cessera tout à fait d'être un État (1) » : tandis qu'Eugène Rákosi, brillant auteur dramatique et rédacteur en chef du journal de la Coalition, le *Budapesti Hirlap*, prêcha toute sa vie la doctrine de l' « État magyar de 30 millions d'habitants » comme but à atteindre par les 8 millions de Magyars de son temps ! Le baron Bánffy déclarait ouvertement le 11 juillet 1906 : « L'État « légal est le but mais nous pourrons seulement nous en inquiéter

(1) *A Dualismus*, p. 240.

« quand nous aurons assuré l'existence de l'État national. Les « intérêts de la Hongrie exigent que ce dernier soit édifié sur des « données conformes au plus extrême chauvinisme. » Une année après, il allait encore plus loin : « Cette question ne peut être résolue « d'une façon pacifique... car nous voulons l'État magyar national « et unitaire — alors qu'ils souhaitent un État polyglotte avec « des droits égaux pour les diverses Nationalités (1). » Bánffy avait perdu sa majorité pour les questions de politique générale, mais, quand il parlait sur la question raciale il était applaudi sur tous les bancs de la Chambre. Ses vues ne différaient que par l'accent de celles du comte Étienne Tisza qui, le 16 janvier 1905, déclarait officiellement : « La condition cardinale pour « que les autres Nationalités jouissent de leurs droits, est que les « citoyens des autres Nationalités reconnaissent sans réserve que « cet État-ci est l'État magyar — cet État que les Magyars politi- « quement unis ont créé. » Et il ajoutait la menace non dissimulée que la nation magyare ne s'était jamais obligée à maintenir la Loi des Nationalités « pour toujours... et quand même nous nous « apercevrions qu'elle donne à nos opposants des droits contre nous- « mêmes. » Le modéré Széll lui-même insistait vigoureusement sur l' « idée de l'État magyar » soutenant « que ce pays doit d'abord « rester un pays magyar, et ensuite seulement être cultivé, riche, « éclairé et progressiste (2) ».

L'alliance tacite de Kristóffy avec le Travail et avec les non Magyars — alliance dont le signe fut l'abandon des restrictions imposées aux jeunes syndicats et au droit de réunion — causa une vive alarme dans les anciens partis. Elle semblait justifier cette vue de la vieille garde libérale suivant laquelle le meilleur soutien de l'hégémonie magyare était l'appui de la Couronne et soutenant que le retrait de ce dernier pourrait menacer l'édifice tout entier. Les chefs de la Coalition furent quelque temps avant de prendre François-Joseph tout à fait au sérieux, mais ils furent convaincus

(1) 31 octobre 1907. Le 1er janvier 1908, il repoussa encore toute possibilité de compromis. « Sans chauvinisme rien ne peut être accompli. »

(2) 21 juin 1908 au Congrès de la Ligue de Culture magyare. « Tous les citoyens », dit-il également, « sont égaux devant la loi, sous la seule réserve de la langue, réserve exigée par l'unité politique et l'unité de l'administration et de la justice. » Le comte Apponyi, qui, par sa vaste culture européenne, devait, pendant les huit années suivantes, passer hors de Hongrie pour le champion du modérantisme, faisait tout à fait sien le point de vue de Széll et se déclarait en faveur d'une « politique nationale énergique » seul moyen de résoudre la question raciale.

d'une manière éclatante par la dissolution du Parlement en février 1906 et par la manière dont cette dissolution fut effectuée. Le Parlement fut cerné par des forces militaires imposantes parmi lesquelles les régiments roumains étaient en majorité : un décret royal fut proclamé à haute voix, non par le président du Conseil ou par un des ministres mais par le colonel Fabricius, officier Honvéd en grand uniforme. Aucune date ne fut fixée pour les prochaines élections. En dépit d'une action si manifestement contraire à la constitution, le pays resta calme et les masses attendirent impatiemment la réforme électorale. La Coalition, frappée de panique, entama des négociations secrètes avec la Couronne et, le 9 avril 1906, elle arriva au pouvoir dans des conditions qui lui permirent de sauver la face grâce à quelques concessions spectaculaires. Mais la Couronne resta sur sa position et reçut des garanties écrites dont le secret, trahi deux ans plus tard, sapa le crédit du Gouvernement déjà en rapide déclin.

Le détail de cette transaction dépasse ce récit mais, à deux points de vue, celle-ci marque le tournant de la question raciale. Elle prouva une fois pour toutes que François-Joseph était complètement indifférent au destin des non Magyars et qu'il s'était servi de ces derniers et de leurs droits comme d'un simple instrument destiné à rendre la classe dirigeante plus soumise à ses volontés. Le dernier espoir des non Magyars en la dynastie était que François-Ferdinand succédât à son oncle avant que la situation fût définitivement compromise. Par ailleurs, la transaction faisait de la réforme électorale le centre de la vie publique hongroise, du point de vue social et racial autant que du point de vue politique. Sans cette réforme il n'y aurait, pour les non Magyars, aucun moyen légal de revendiquer leurs droits, et il était assez évident que les règles du suffrage existantes représentaient le maximum du monopole politique, que la classe dirigeante n'avait rien à gagner, les ouvriers et les non Magyars rien à perdre à un changement quelconque même s'il était incomplet. En fait, il n'est pas excessif d'affirmer que, pendant les dix années suivantes on assista à une lutte non pas *pour*, mais *contre* le suffrage universel. La coalition banda tous ses nerfs pour échapper à son obligation secrète de réaliser une réforme « sur une base au moins aussi large » que le plan Kristóffy qui comportait au minimum le suffrage universel et égal pour tous les individus sachant lire et écrire.

Aux élections d'avril 1906, les libéraux s'abstinrent et les « Mamelukes » passèrent avec armes et bagages dans le camp de la coalition, qui obtint 380 sièges sur 413. Les non Magyars formèrent à la Chambre un groupe réduit mais compact de vingt-cinq membres avec un programme commun d'égalité raciale et de réforme démocratique. Les Roumains étaient les plus forts avec seize sièges et l'habile, mais un peu incolore, Mihali était désormais appuyé par deux futurs chefs de grande valeur : Alexandre Vaida-Voevod et Julius Maniu et par le prêtre-soldat Vasile Lucaciu, le héros du procès sur le Mémoire. Dès le début, ils furent accueillis avec hostilité par la nouvelle majorité. On soutint sérieusement que tous les membres du parti roumain devaient être invalidés sous prétexte que leur programme était dirigé contre l'État. Aurel Vlad eut à défendre le nom de « Parti National Roumain » en invoquant la situation analogue du parti nationaliste irlandais en Grande-Bretagne ou des partis républicains dans les États monarchiques. Un moyen de réduire les députés roumains au silence fut la suspension de leur immunité parlementaire et les diverses peines de prison prononcées contre les députés slovaques : Juriga, Hodža et Ivánka. Il était évident que le centre principal de résistance était chez les Roumains qui, dans leur situation si difficile, étaient arrivés à se retrancher dans leur autonomie religieuse et dans leur système scolaire particulier (1) ; il était logique en conséquence que le nouveau régime dirigeât une attaque convergente sur les écoles primaires non magyares.

Le débat qui précéda les fameuses lois scolaires d'Apponyi en 1907 jette un flot de lumière sur l'ensemble de la situation.

Les savantes recherches statistiques de Paul Balogh — publiées en 1902 (2) — ont révélé que, pendant les beaux jours du libéralisme, les Magyars avaient gagné 261 communes sur les non Magyars, mais qu'ils en avaient perdu 456 et cela en dépit de toutes les ressources de l'État employées à faire pencher la balance en leur faveur. En particulier, les Roumains avaient gagné 362 com-

(1) En 1900, les Roumains, bien que n'ayant pas plus de quatre écoles secondaires, avaient pu, grâce à leurs efforts assidus, conserver 3.279 écoles primaires — 1.984 orthodoxes et 1.295 uniates.

(2) *A Népfajok Magyarországon (Les Races en Hongrie)*, 1.100 pages avec des centaines de tables et une importante collection de cartes — un livre unique en Europe. Voir surtout p. 949-50.

munes et n'en avaient perdu que 64. Balogh lui-même considère « les « pertes territoriales de l'élément magyar comme le plus frappant « démenti » infligé aux autres races qui se prétendaient opprimées. Mais l'opinion publique considérait la question sous un autre angle et réclamait des mesures plus sévères à l'égard des non Magyars, alléguant que si l'on ne se hâtait pas, la magyarisation ne serait pas achevée avant l'arrivée des complications européennes.

L'humeur du Parlement transpire dans son attitude lors d'un discours du député roumain Goldiş en avril 1907. Ce dernier avait cité la parole d'un collègue magyar disant « que c'était à la fois « une erreur et une absurdité d'élever des enfants magyars dans un « esprit germanique », ce pourquoi il fut applaudi, mais, quand il ajouta « que c'est également une erreur et une absurdité d'élever « des enfants roumains dans un esprit magyar », les applaudissements se changèrent en de furieuses protestations. Un témoignage plus connu de cette humeur est l'incident Vaida qui se passa quelques jours plus tard. A la fin d'un long discours contre le projet de loi sur l'éducation, le Dr Vaida récita deux poèmes magyars, l'un écrit par un chauvin magyar et plein d'injures violentes à l'égard des Roumains, l'autre d'un patriote roumain rendant ces insultes avec usure dans la langue de l'adversaire. Ce dernier poème, soutenait-il, prouvait abondamment la vanité d'une politique de magyarisation dans les écoles : au lieu de faire des Magyars avec des Roumains elle ne faisait que rendre quelques Roumains bilingues et par là doublement dangereux pour les Magyars. Il avait parlé devant une Chambre clairsemée et inattentive, mais le jour suivant, quand le compte rendu sténographié fut distribué aux députés, il y eut de vives protestations et le comte Apponyi lui-même déclara qu'après un tel discours il ne restait au Dr Vaida qu'à démissionner. La défense présentée par ce dernier fut mal acceuillie, il fut hué, obligé de s'absenter pour quelques mois, et, quand il reparut, il fut assailli de tous côtés par des insultes adressées à un « traître scélérat » que le « sens de l'honneur et du patriotisme aussi bien que la « souveraineté de la nation magyare, devraient tenir hors » du Parlement.

Les lois sur l'éducation qui furent l'occasion de telles scènes constituèrent un plan profondément mûri destiné à ravir aux non Magyars leurs dernières forteresses : leurs écoles libres. La loi XXVI fixant le traitement des instituteurs dans les écoles

primaires de l'État et destinée sincèrement à améliorer leur aptitude et leur situation matérielle, le fit aux dépens de leur liberté et les soumit à un contrôle étroit en ce qui concerne les questions d'intérêt national. La loi XXVII institua un contrôle identique à l'égard des maîtres des écoles d'Église qui furent déclarés fonctionnaires d'État et soumis au contrôle des inspecteurs de l'État. En rendant obligatoire un traitement minimum et un nouveau matériel dépassant les ressources des Églises orthodoxes et uniates, cette loi mit les écoles libres dans l'alternative de fermer leurs portes (et d'être remplacées par des écoles d'État purement magyares) ou d'accepter l'aide de l'État impliquant un contrôle étendu, l'acceptation des livres en usage (surtout pour la géographie et l'histoire), enfin l'obligation pour les maîtres de posséder des connaissances linguistiques. Ces derniers devaient savoir lire, écrire; enseigner correctement le magyar et donner l'instruction d'après les méthodes et dans les limites fixées par le ministère, qui avait, dans certains cas, un droit de veto sur les nominations et même le pouvoir de nommer le personnel sans consulter les autorités scolaires (§§ 20, 21).

Des dispositions sévères étaient prises pour inculquer aux enfants l'amour de la patrie magyare. Un serment de loyalisme en langue magyare était exigé de tous les maîtres. Les maîtres et les directeurs pouvaient être punis pour « tendances hostiles à l'État » ; ils étaient enfin passibles de révocation s'ils ne prouvaient pas que « tout enfant de langue non magyare, à la fin de sa quatrième année d'école, était capable de s'exprimer intelligiblement en langue magyare, par la parole et par écrit » (§§ 18, 28). Ces articles et d'autres encore constituaient une nouvelle violation de la loi des Nationalités dans sa lettre et dans son esprit, et eussent rendue illusoire l'autonomie religieuse s'ils avaient été pleinement appliqués. Du point de vue pédagogique, ils eussent été une monstruosité même dans les districts mixtes et même pour une langue aussi facile que le roumain. Dans de vastes districts où les paysans n'entendaient pas un mot de magyar dans leur vie quotidienne, cette législation devenait une absurdité d'autant plus complète que le magyar est une langue plus difficile ; elle n'était qu'une sorte d'épée de Damoclès. Ceux qui s'efforçaient d'appliquer la loi devaient consacrer dix-huit à vingt-trois heures par semaine à l'enseignement de la langue magyare avec pour résultat véritable de n'enseigner ni le magyar,

ni rien d'autre (1). Aussi, un député roumain pouvait-il dire des lois d'Apponyi qu'elles ne valaient guère mieux qu' « un appendice « au Code pénal, de nature à encourager l'espionnage et à décourager « le personnel enseignant ». En 1909, le comte Apponyi prit un nouveau décret portant que l'enseignement religieux de tous les Roumains dans les écoles secondaires de l'État serait donné dans la langue de l'État, et, quand les chefs hiérarchiques interdirent au clergé de se soumettre, ils les menaça de supprimer leur traitement (qu'on appelait Congrua).

C'est pour diverses raisons que les écoles roumaines ne furent pas fermées toutes à la fois. D'abord le budget n'aurait pu subvenir à une telle dépense et l'État préféra sagement laisser sur les épaules des Églises la plus lourde charge et assurer aux moindres frais le plus large contrôle. Ensuite, la fiction de l'autonomie religieuse devait subsister, car l'Église catholique romaine et les Protestants mêmes, bien qu'animés de sentiments chauvins, commençaient à prendre l'alarme. La tactique adoptée permit à Apponyi, digne élève des Jésuites, de miner à la base l'école religieuse non magyare, tout en sauvegardant les apparences vis-à-vis de l'étranger et en ventant le caractère libéral des garanties concédées aux Églises.

Le dépit et l'inquiétude soulevés par ces lois s'accrurent en 1908 quand le comte Andrassy déposa un projet de réforme électorale qui cherchait à arrêter les progrès éventuels des non Magyars en combinant le vote ouvert, le vote plural et l'épreuve de capacité. Mais ce projet mort-né fut vite oublié. Les projets de loi sur l'armée déposés en 1908 soulevèrent à nouveau les vives protestations des Roumains et Julius Maniu fut hué pour son intrépide critique de la politique raciale sous le système dualiste. Lui et Étienne Cicio-Pop ayant prétendu « que l'armée n'était pas là pour magyariser, mais pour défendre le pays », ils furent invectivés sur tous les bancs, *traités* de « traîtres », de « sales voleurs », et sommés d' « aller « à Bucarest » ou en Autriche. Le président fut obligé de lever la séance et, pour résumer le débat, rappela à Maniu qu'il était en Hongrie, ajoutant : « Nous devons introduire dans « l'armée,

(1) Une étude plus détaillée figure dans les *Racial Problems in Hungary*, p. 217-33. En conséquence des nouvelles lois, il n'y eut plus en 1912 que 2.635 écoles roumaines et 2.767 maîtres contre 2.975 et 3.086 en 1907. Voir Ghibu, *Viaţa şi Organisaţia Bisericească şi Scolara*, p. 165.

la langue de l'État, seul moyen d'expression pour le « pays » (16 février 1909).

C'est à cette époque que les chefs roumains, dans leur désespoir, se tournèrent de plus en plus du côté de l'archiduc François-Ferdinand et se mirent en relations étroites et confidentielles avec lui, ce qui, encore une fois, dément leurs prétendues tendances irrédentistes. Cette initiative revient en grande partie à Aurel Popovici, l'auteur exilé de la *Réplique* qui, en 1906, publia un ouvrages provocants mais tout à fait remarquable intitulé *Les États-Unis de la Grande Autriche.* Dans ce livre, il taxe le dualisme et la magyarisation de faillites et d'aberrations, il discute les principes constitutionnels avec une grande richesse d'illustrations tirées des expériences politiques de l'Europe entière et affirme avec force la mission des Habsbourg et le rôle de l'Autriche pour trancher la Question d'Orient. En revanche, il soutient que la seule solution raisonnable est d'abroger le système dualiste, cette « mater discordiae », et d'établir à sa place une Fédération de Quinze États, délimités aussi exactement que possible d'après le caractère des races, avec l'allemand comme « lingua franca » pour les affaires communes. Une telle réforme, affirmait-il, ne pourrait jamais être accomplie en suivant les méthodes parlementaires : l'Empereur seul avait le pouvoir et le devoir de faire « le coup d'État de tous « les peuples ». La tyrannie des Magyars a fait de la Hongrie « une Bastille des Nationalités » mais si la Couronne montre une fois le courage nécessaire, « ils morderont sur du granit » (1) et la Monarchie sera plus forte et plus grande que jamais, l'union de tous les Roumains sera accomplie dans le cadre du nouveau lien fédéral et une Fédération balkanique, sous la seigneurie des Habsbourg, s'ensuivra logiquement. Il y avait là une réminiscence de la fameuse phrase de Grillparzer « Quand l'Empereur monte-t-il à cheval ? » (2) — phrase souvent citée alors par les socialistes chrétiens avec maints regards de côté adressés au Palais du Belvédère.

Que de telles idées fussent en l'air, en Autriche, cela ressort de la publication presque simultanée par Karl Renner, alors bibliothécaire adjoint du Reichsrat, d'un essai plus remarquable encore

(1) *Sic.* En français.
(2) « Wann steigt der Kaiser zu Pferde ? » Cf. les nouvelles d'Adam Müller-Guttenbrunn, qui sont une glorification des allègements apportées par les Habsbourg à la tyrannie magyare.

intitulé *Fondements et Tendances de la Monarchie austro-hongroise* (1). Dans cette étude, après une critique serrée de l'évolution constitutionnelle en Hongrie opposée à celle de l'Autriche, et la mise en évidence du conflit des trois principes de nationalisme, de parlementarisme et d'absolutisme, le futur chancelier socialiste de l'Autriche d'après-guerre mettait en lambeaux les fictions légales sur lesquelles reposaient la constitution hongroise et la politique de magyarisation. Il insistait avec force sur l'impossibilité pour la Hongrie de se maintenir seule, « cernée qu'elle était par des États « apparentés à ses nationalités » et il soutenait que la fin de la Monarchie serait inévitablement suivie d'un partage de la Hongrie. L'Autriche, de son côté, pourrait bien assister comme « tertius « gaudens » à la lutte des Magyars contre les Serbes et les Roumains. Pour Renner, une bonne solution comportait trois étapes — d'abord l'extension du Gouvernement local autonome, de caractère démocratique et réparti si possible sur une base ethnographique ; ensuite, l'érection sur cette base nationale et territoriale à la fois d'un édifice politique — chaque race étant organisée (comme les Saxons l'avaient été en Transylvanie) dans une sorte d' « Université » nationale qui couperait à travers les divisions économiques et géographiques ; en troisième lieu la formation d'un corps central de représentants pour toute la Monarchie. Écrivant au moment où l'agitation en faveur du suffrage universel battait son plein en Autriche, il soutenait très judicieusement que l'Autriche n'avait qu'à faire ses propres réformes et à mettre sa maison en ordre ! La Hongrie suivrait nécessairement.

De ces deux ouvrages, le second était de beaucoup le plus profond et le mieux raisonné, mais, venant d'un socialiste, il trouva très peu d'écho dans l'esprit de l'héritier présomptif, tandis que le premier, reconnaissant franchement l'unité inpériale et la succession dynastique, flattait tous les préjugés de François-Ferdinand et fut pour lui une sorte de révélation. « La Grande Autriche » devint le mot de passe du parti chrétien socialiste et du Dr Lueger : on savait partout qui il y avait derrière. Depuis lors, François-Ferdinand et ses intimes s'intéressèrent de temps à autre à la question de la réforme constitutionnelle et virent avec une colère

(1) *Grundlagen und Entwicklungsziele der Oesterreichisch-ungarischen Monarchie*, sous le pseudonyme de Rudolf Springer.

et un ressentiment croissants la politique raciale de Budapest. Dans une lettre de l'archiduc à son secrétaire militaire, le colonel Brosch, on trouve cette phrase significative : « Je *dois* m'assurer des natio- « nalités, elles sont le seul espoir pour l'avenir (1). » Il recevait régulièrement certains chefs roumains et slovaques et leur permettait de parler en toute franchise. A une de ces réunions, il prononça ces deux paroles : « Je suis surpris que, « après ce qui « est arrivé, votre peuple ait gardé quelques traces de loyalisme » et « C'est un manque de tact de la part des Magyars d'être « venus en Europe » (2). Il parlait ainsi, convaincu que la politique raciale des Magyars creusait le tombeau de la Monarchie et que son oncle était aveugle devant les faits.

François-Ferdinand montra une dilection particulière aux Roumains des deux côtés des Carpathes : et sa visite au roi Charles à Sinaia en 1909 revêtit une importante signification politique. Pendant son voyage, ses propres sujets roumains manifestèrent en silence, se portant par milliers le long de la voie du chemin de fer pour accueillir le train à son passage. Cette manifestation pouvait être comprise de l'intelligence la plus obtuse : le dépit de Budapest fut intense et ouvertement exprimé. Le Roi, de son côté, conquit les bonnes grâces de son hôte par les attentions spéciales qu'il eut pour l'épouse morganatique de François-Ferdinand, la duchesse de Hohenberg, et insista sans doute, comme quelques années plus tôt auprès d'Andrássy de Kálnoky et de Caprivi, sur les difficultés que la magyarisation avait mises dans ses relations avec Vienne et Berlin. Combien peu irrédentiste était son prógramme et celui de son peuple, c'est ce que montra plus tard la réception véritablement royale faite au D[r] Lueger lors de sa visite à Bucarest et l'enthousiasme sincère manifesté envers l'Autriche que l'on opposait à la Hongrie.

A la fin de 1909, le Gouvernement de Coalition était renversé et, au début de 1910, les libéraux formèrent le parti de l'Œuvre nationale. Le nouveau premier ministre fut le comte Khuen-Hedérváry qui, pendant les vingt ans qu'il avait été Ban de Croatie, avait corrompu une génération entière et soulevé les Serbes et les Croates les uns contre les autres. Les élections de

(1) Chlumetzky, *Erzherzog Franz Ferdinand*, p. 323.
(2) Ces paroles ont été répétées à l'auteur en 1913 sous le sceau du secret par ceux à qui elles avaient été adressées : le secret a cessé depuis longtemps.

Khuen en 1910 dépassèrent le record atteint par Bánffy en matière de violence et de corruption et le collaborateur du premier ministre, Jeszenszky, consacra une attention particulière à ses vieux ennemis les non Magyars. La troupe donna dans 380 circonscriptions et, pour répondre aux critiques autrichiennes, un communiqué officiel expliqua que l'on ne s'était servi « que » de 194 bataillons d'infanterie et de 114 escadrons de cavalerie. Même le parti de l'Indépendance fut décimé et le petit groupe des non Magyars tomba de 26 à 8 membres — 5 Roumains et 3 Slovaques. Dix électeurs roumains furent tués et les vaincus se plaignirent d'avoir traversé une « véritable guerre civile ». Sur le coup de cette victoire, le comte Étienne Tisza prononça à la Chambre un discours sur la question raciale et définit la politique magyare d'une façon plus autoritaire que jamais. La Chambre entière, sans distinction de parti, devait, disait-il, accueillir avec « une joie patriotique » le fait que les élections avaient « jeté les agitateurs des nationalités « hors de la vie publique ». Le moment était venu de résoudre le brûlant problème des races et d'établir un accord avec les petites nations des Balkans « qui trouvent la plus sûre garantie de leur « existence dans le pouvoir politique de la nation magyare. Ses « concitoyens non magyars doivent tout d'abord se faire à l'idée « qu'ils appartiennent à un État national, qui n'est pas un conglo- « mérat de races différentes, mais qu'une seule nation a conquis et « fondé, sur lequel une seule nation a imprimé la marque indélébile « de son individualité ». Il demandait une « sévérité sans pitié » à l'égard des agitateurs mais le « loyalisme le plus fraternel » à l'égard des races non magyares. Quant aux « partis nationaux », il ne ferait jamais de compromis avec eux. Il en appelait plus particulièrement aux Roumains « parce que de toutes les races du pays, la leur était celle où la conscience nationale bat le plus fort dans les poitrines », parce qu'il voyait en eux « la plus grande force matérielle spirituelle et morale » et parce que « de l'autre côté de « la frontière, le fier royaume de Roumanie se dressait dans un « soleil de gloire ». Les Roumains ne doivent pas former des partis sur la base des nationalités car « ce faisant ils compromettent l'unité politique de « la nation magyare. Avec de telles « opinions on ne peut négocier : il faut combattre et si nous « sommes vainqueurs, détruire » (12 juillet 1910). Khuen Hedérváry, de son côté, annonça son intention de proposer le suffrage

universel « mais sous une forme qui sauvegarderait dans l'avenir « le caractère de l'État hongrois, en accord avec ses 1.000 années « d'histoire ». Les Roumains étaient battus mais non découragés : Vaida, Maniu et Miháli soutinrent l'ancien programme et, bien qu'une *fronde* se formât dans leurs rangs — avec pour chef le poète Octavian Goga — ils restèrent aussi intransigeants que jamais, sinon davantage, et personne n'accepta de se plier aux conditions de Tisza.

En même temps, une lutte inégale intervint entre l'oligarchie au pouvoir et l'ensemble des classes laborieuses, magyares ou non magyares. Comme les non Magyars étaient surtout des agriculteurs, les succès de la magyarisation s'étant limités aux villes (en grande part grâce à la complaisance de l'élément juif) le mouvement socialiste se manifesta plus tard en Hongrie et provoqua des émeutes surtout entre Magyars et Juifs. Les ouvriers n'avaient aucun représentant au Parlement. Tout était fait pour entraver le développement des syndicats (en 1908 le Gouvernement fit dissoudre les fédérations des métallurgistes et des charpentiers). L'emprisonnement des grévistes était de pratique courante. En même temps, les conditions de logement des ouvriers empiraient. Dans les fermes la journée de travail allait du « lever au coucher du soleil ». Le Gouvernement avait pris des mesures spéciales pour éviter les grèves de moissonneurs et pour fournir aux grands domaines des travailleurs mal payés originaires des autres districts. La loi sur l'Agriculture de 1907 autorisait les propriétaires à battre les ouvrierss de moins de dix-huit ans. Dans 52 % des manufactures hongroises des enfants de moins de quatorze ans travaillaient douze heures et plus par jour. Dans le plus riche comté, Bács-Bodrog (Bačka), la tuberculose sévissait à l'état endémique et était la principale cause de décès. L'émigration s'élevait par bonds, conséquence des mauvaises conditions de travail et de la répression politique. Entre 1900 et 1906, 657.000 personnes quittèrent la Hongrie, sur une population de 19.000.000 et de 1906 à 1914 le taux annuel dépassa 200.000.

Un autre facteur vital de la situation hongroise doit être mentionné — c'est la transformation économique dont une première manifestation est la décadence de la « gentry », classe qui avait formé longtemps l'épine dorsale de la politique hongroise et dont l'autre face est la conquête de l'industrie, de la banque, du

commerce et de la presse par les Juifs. Le résultat de cette évolution fut que les membres de la « gentry » courrurent après les places et que le nombre des fonctionnaires augmenta. De 1892 à 1902 cette augmentation fut de 37.500. En 1904, les agents de l'État étaient 207.000, en 1908, ils atteignaient 235.000. En même temps, les grands domaines substitués et les terres tenues en mainmorte par l'Église catholique romaine avaient doublé de surface depuis 1867 tandis que le nombre des propriétaires indépendants avait diminué de 118.000 entre 1870 et 1900. En Transylvanie, les grands domaines étaient relativement moins nombreux — les vastes « latifundia » étant établis dans les plaines du Sud ; en Slovaquie et en Ruthénie quelques grandes familles féodales telles les Bánffys, les Bethlens, les Telekis et les Josikas formaient toutefois de notables exceptions et exerçaient une influence excessive sur la situation politique. Il y avait un profond abîme entre la classe magyare dirigeante et les paysans roumains dont la soif de terres n'était pas étanchée et qui demeuraient *(mutatis mutandis)*, du point de vue politique et social, les mêmes ilotes que leurs ancêtres. Tenus à l'écart des villes, relégués dans les faubourgs, exclus des charges publiques et délibérément gênés dans leur éducation et dans leur culture, ils ne trouvaient un foyer de résistance démocratique que dans l'Église et dans les écoles, celles mêmes que les Lois d'Apponyi se proposaient de détruire.

Un nouveau conflit avec la Couronne au sujet de l'armée entraîna la chute de Khuen en avril 1912 et son successeur, le Dr Ladislas Lukács, reprenant le projet de suffrage universel, l'adaptait « de « façon à sauvegarder la légitime influence des couches les plus « développées et les plus mûres de la société ainsi que le caractère « unitaire de l'État hongrois ». Lukács lui-même descendait d'une famille de Transylvanie d'origine arménienne et avait été abandonné, enfant, lors du sac d'une maison de campagne en 1849. Après un an de charge il fut chassé à la suite d'un procès en diffamation. Le député de l'opposition, Désy, avait accusé Lukács d'être le plus grand « Panamiste d'Europe » et le jury l'avait acquitté, le premier ministre ayant été convaincu d'avoir reçu en 1910 d'une grande banque trois millions de couronnes pour sa propagande électorale. Le 5 juin 1913 enfin, le comte Tisza revint au pouvoir et prit à tâche de réduire l'obstruction parlementaire au besoin par la force des armes, d'arrêter l'assaut

démocratique au moyen d'une réforme électorale soigneusement élaborée (XIV, 1913) et fondée sur une discrimination tenant compte de l'âge, de l'instruction, des taxes payées, et enfin d'obtenir un arrangement avec les nationalités, au moins avec les Roumains chez qui seuls il voyait un réel danger. La sincérité de son désir d'obtenir un accord est incontestable mais son dessein fut gâté par son arrogance féodale. Pour lui le Magyar devait être « maître dans sa maison » et le Roumain n'était qu'un citoyen de deuxième catégorie dont la simple survivance prouvait la générosité sans exemple du « Herrenvolk » (az uralkodó nemzet).

L'atmosphère devint moins favorable encore après l'incident scandaleux de Hadjudorog. En juin 1912, le Gouvernement hongrois obtint du Vatican la bulle « Christi fideles » détachant 75 paroisses de l'Église roumaine uniate, les plaçant sous les ordres d'un vicaire général magyar et faisant du magyar la langue liturgique. Des réunions de protestation s'ensuivirent et un mémoire fut envoyé au Pape, lui rappelant que Léon XIII dans l'Encyclique *Praeclara gratulationis* avait solennellement garanti l'inviolabilité de l'Église uniate de Transylvanie. L'affaire prit une allure sinistre quand, en mars 1914, une machine infernale envoyée par la poste mit en pièces deux des principaux dignitaires du nouveau diocèse. La haine fut entretenue par un procès monstre à Satu Mare, à la suite duquel le P. Mureşianu et 14 de ses paroissiens furent condamnés à diverses peines de prison pour leur résistance.

Tisza était parfaitement au courant de la situation incertaine qui résultait des guerres balkaniques et c'est surtout cela qui le poussa à proposer, en octobre 1913, un échange de vues avec le Conseil national roumain (1). Cependant, aucune rencontre n'eut lieu car les Roumains — aussi bien Goga et les plus jeunes que Maniu, Mihâli et Pop — trouvèrent inacceptables les propositions que Tisza leur soumettait et affirmèrent à nouveau leur programme de 1881,

(1) Il est intéressant de rappeler un article du D[r] Vaida-Voevod qui parut sous le titre « Slawen, Deutsche, Magyaren und Rumänen » dans le numéro de janvier 1913 du *Oesterreichische Rundschau* et qui est parfaitement représentatif de l'opinion roumaine en Hongrie. Il traite de « chanson à boire » l'idée d'un Empire daco-romain sur la Theiss, qui serait créé avec l'aide des Russes. Il réclame une forte monarchie Habsbourg et considère la double hégémonie germanique et magyare comme une sottise et un mal. Le comte Tisza, « roi de Hongrie sans couronne », ne travaille pas pour la consolidation de la monarchie, mais pour la domination de la « gentry » sur les « races inférieures ». Une phrase de la fin s'adresse sans doute à l'archiduc François-Ferdinand : « Nous avons besoin d'une main forte et d'une puissante volonté : que la Providence nous les envoie ! »

y compris l'autonomie de la Transylvanie, la bête noire de Tiszá. La rupture s'aggrava et, à la veille de la Grande Guerre, une nouvelle série de procès de presse étaient en cours contre des journalistes roumains. Le brillant succès dramatique de Goga, *Le Notaire de village*, avait été très mal vu dans les milieux magyars, surtout quand il fut représenté au Théâtre national de Bucarest.

Le meurtre de l'archiduc porta un coup mortel aux espoirs des Roumains et Bucarest prit la place de Vienne dans leurs plans d'avenir. Mais nous allons voir que l'attitude prudente et équivoque du royaume de Roumanie pendant les deux premières années de la guerre obligea les chefs roumains de Hongrie à garder une attitude plus négative encore et à temporiser.

CHAPITRE XIV

LA ROUMANIE ET LE PROBLÈME BALKANIQUE (1908-1914)

Au moment où la Roumanie se remettait de l'atteinte portée à son prestige intérieur et extérieur par le soulèvement paysan de 1907, la crise balkanique prenait une forme plus aiguë. A partir de 1908, et pour plus de dix ans, la politique étrangère allait devenir un facteur essentiel, dont la réforme intérieure elle-même dépendrait.

L'accord austro-russe signé en 1897 par les comtes Lamsdorff et Goluchowski et le succès avec lequel les Puissances avaient localisé la question de Crète amena dans la péninsule une période de calme relatif pendant les six années qui suivirent. Mais il était évident que la Macédoine constituait un centre volcanique dangereux, déchirée qu'elle était par des propagandes scolaires et religieuses rivales que les Turcs, non sans habileté, excitaient l'une contre l'autre. A ce moment, la principale rivalité se manifestait entre les Grecs et les Bulgares, mais les Serbes et les Albanais s'affirmaient déjà dans les comtés du Nord et de l'Ouest et les Valaques enfin, non moins libéralement subventionnés par Bucarest que leurs voisins par Athènes, Sofia et Belgrade, devenaient un facteur non négligeable. Les événements de 1903 créèrent une situation nouvelle ; l'insurrection bulgare, bien que noyée dans le sang, révéla toute l'intensité des sentiments de race, posa la question devant l'Europe et obligea les Puissances à intervenir. Par une coïncidence, il y eut cette même année, un changement de régime en Serbie (la chute de la dynastie Obrenović), en Croatie (celle de Khuen Hedérváry) et en Bosnie (la mort de Kállay). Ces modifications, bien que passées inaperçues à l'étranger, exercèrent une influence sur la question slave et mirent en mouvement de nouvelles forces.

De 1903 à 1908 la question de la réforme macédonienne fut une des préoccupations essentielles de la politique européenne et passa par des phases successives relatives tour à tour aux finances, à l'administration et à la gendarmerie. De l'aveu général, l'Autriche-Hongrie et la Russie étaient, parmi les Puissances, les plus directement intéressées à la situation du Proche-Orient : l'accord réalisé entre leurs ministres des Affaires étrangères à Mürzsteg en octobre 1903 — quelques heures avant que les propositions de plus grande envergure de Lord Lansdowne n'eussent touché Vienne — demeura pour quelques années la base sur laquelle s'appuyèrent toutes les tentatives d'un arrangement définitif. Toute friction fut évitée tant que Lamsdorff et Goluchowski restèrent en charge. Dans la mesure où la Russie était occupée par sa lutte gigantesque avec le Japon pour la maîtrise de l'Extrême-Orient, elle trouvait la coopération de Vienne dans les Balkans utile et nécessaire. A la suite de la Paix de Portsmouth et bien que libre de regarder à l'ouest, elle se trouva pendant quelque temps trop épuisée pour rechercher de nouvelles complications internationales : les relations austro-russes eussent pu demeurer bonnes sans l'élément personnel qui intervint en 1906. Le baron Aehrenthal devait son élévation au ministère des Affaires étrangères à la réputation de russophilie qu'il s'était acquise pendant les longues années de son ambassade à Saint-Pétersbourg ; mais ses relations avec Izvolsky, successeur de Lamsdorff au ministère des Affaires étrangères de Russie, se tendirent peu à peu. Des frottements apparurent une première fois en février 1908, lors du projet avorté d'un chemin de fer au Saudjak, puis pendant la longue crise d'annexion de la Bosnie, une lutte opiniâtre sépara les deux hommes qui ne cessèrent de s'accabler de récriminations et de s'accuser de mauvaise foi. Il y avait chez Aehrenthal, une vive défiance à l'égard de la Grande-Bretagne et son dépit du rapprochement anglo-russe : sa perspicacité en matière politique trouve sa mesure dans son opinion sur Izvolsky et Stolypine qu'il considérait comme des « Libéraux », en raison de leurs tendances anglophiles. Une autre circonstance dangereuse était l'indifférence complète d'Aehrenthal à l'égard de la réforme turque et le désir d'exploiter les difficultés de la Turquie à ses propres fins. Tandis que Sir Edward Grey, très sérieusement alarmé dès décembre 1907 par l'anarchie et l'état de trouble de la Turquie d'Europe, travaillait sérieusement en faveur d'une action commune des Puissances, seul moyen d'éviter

un désastre (1), Aehrenthal concluait, aux dépens de la réforme en Macédoine, un marché privé avec la Porte pour une concession de chemins de fer, et exposait à Berlin son désir d'isoler la Grande-Bretagne (2). La révolution Jeune Turc creusa davantage le fossé entre les hommes d'État rivaux et précipita les événements. Grey, dépourvu de folles illusions, regardait les jeunes Turcs comme le moindre mal en Turquie et s'efforçait de leur faciliter le chemin en retenant la Russie et en s'opposant à la formation de « deux camps opposés » en Europe (3). Aehrenthal, en revanche, déclarait à tort que la rencontre du roi Édouard et du Tsar à Reval avait été le signal de la révolution, et se décidait à l'annexion de la Bosnie, sans égard aux conséquences possibles pour le nouveau régime Turc. A l'égard de la Serbie, l'attitude qu'il eut après la guerre dite « des porcs » fut rigoureuse et hostile : il soutint tout simplement que la question bosniaque n'intéressait pas ce pays, que tout accès direct sur l'Adriatique et tout contact territorial avec le Montenegro devait lui être refusé. A l'intérieur il fit alliance avec les chauvins magyars dans leur campagne contre le parti dominant en Croatie : la coalition serbo-croate. Le procès de trahison de Zagreb fut monté pour convaincre le monde de la culpabilité des Serbes, dont une preuve certaine ressortait d'un article dicté à l'historien Friedjung et publié le jour même où une déclaration de guerre contre la Serbie semblait inévitable. Mais le plan échoua tout entier; les procès de Zagreb et de Friedjung se muèrent en un scandale européen tandis que l'unité serbo-croate devenait la première conséquence de la politique intérieure et extérieure de l'Autriche-Hongrie. Pour les Slaves du Sud, la Serbie commença à assumer un rôle analogue à celui du Piémont dans la mesure où Vienne, et surtout Budapest, perdirent les sympathies qu'une tradition de trois siècles avait implantée dans la majorité de la race en faveur des Habsbourg. L'Autriche-Hongrie, non contente de chercher à dresser les Croates les uns contre les autres, essaya d'exalter la Bulgarie aux dépens de la Serbie et à mettre cette dernière entre deux feux. Son état-major, sous la direction de Conrad von Hützendorf, préconisa une conception stratégique d'après laquelle la ligne d'avance de l'Autriche-Hongrie vers la mer Égée passait nécessai-

(1) *British Documents*, V, nos 173, 179, 182.
(2) *Ibid.*, no 184 ; *Grosse Politik*, no 7676, 30 avril 1907.
(3) *British Documents*, V, no 219, 388, 408.

rement par la vallée de la Morava au cœur du royaume de Serbie. Cette situation particulièrement complexe et changeante ne pouvait laisser la Roumanie indifférente bien que celle-ci eût joué au début un rôle un peu passif. Sa défiance à l'égard de la Russie, provoquée par la triste expérience de 1877-8, approchait de l'obsession ; et la terreur pan-slave ne la fit pas seulement entrer dans la Triple-Alliance, mais lui fit souffrir de la part de la Hongrie bien des choses qui l'eussent normalement jetée dans le camp adverse. La défaite de la Russie en Extrême-Orient semblait avoir débarrassé d'un fardeau les épaules de la Roumanie : ses hommes d'État pouvaient enfin respirer et suivaient plus étroitement que jamais Vienne et Berlin, dont le prestige intact et la puissance militaire leur semblaient le meilleur garant de l'ordre en Europe. De 1900 à 1910, le ministre d'Allemagne en Roumanie était Kiderlen-Waechter, homme d'une habileté exceptionnelle que Guillaume II, pour des raisons de dépit personnel, tenait dans une sorte d'exil diplomatique, mais qui sut conquérir la confiance du roi et de ses ministres et qui, bien entendu, ne fit rien pour les détourner de croire que « la route de Bucarest à Vienne passait par Berlin » (1). Pour ces derniers, ce n'était ni l'Autriche, ni surtout la Russie, mais bien l'Allemagne qui représentait la clef d'une politique d'alliance.

La crise bosniaque ébranla la complaisance de la Roumanie : s'il était en effet satisfaisant de constater que la Russie, tout en sympathisant avec la Serbie n'était pas prête à affronter une nouvelle guerre en sa faveur, il était évident en revanche que l'Autriche-Hongrie ne songeait qu'à détruire la Serbie en aidant par exemple la Bulgarie à s'agrandir. Pendant les dix années qui précédèrent la Grande Guerre, on crut généralement que la Bulgarie était, moralement et militairement supérieure à tous ses voisins et que l'hégémonie de la péninsule balkanique lui était promise. Cette conception n'était nullement du goût de Bucarest, où la Bulgarie devenait à la place de la Russie la bête noire politique, ni la Serbie ni la Grèce ne semblant des contrepoids suffisants. La nervosité du roi Charles s'augmentait de la suspicion dans laquelle il tenait le roi Ferdinand — suspicion partagée par la plupart des souverains d'Europe, qu'ils fussent ou non apparentés aux Cobourg ; Charles avait en même temps trop d'aversion

(1) E. Jäckh, *Kiderlen-Waechter*, II, p. 180.

à l'égard de la dynastie Karagjorgjević et des circonstances qui avaient placé cette dernière sur le trône pour envisager un rapprochement avec la Serbie. Il concédait toutefois au général von Conrad que la Serbie lui paraissait « une flanc-garde contre la Bulgarie (1) ». Enfin il comprenait l'analogie des intérêts des Serbes et des Roumains quant à leurs frères de race habitant la Hongrie. Il voyait avec une certaine inquiétude la décadence du dualisme et les progrès rapides du chauvinisme magyar ; aussi, dès 1903, avait-il conseillé aux chefs roumains de Hongrie de cesser leur politique d'abstention et de prendre position contre Budapest. Devant Také Jonescu, il laissa tomber cette remarque : « Pensez-vous que l'Autriche « soit éternelle et que nous ne verrons pas son démembrement (2) ? »

Au début de 1909 Dimitrie Sturdza fut obligé pour raison de santé de démissionner de la présidence du Conseil. Jonel Brătianu, fils aîné du grand homme d'État libéral, lui succéda ; il était déjà le chef de la « fronde » jeune libérale. A l'intérieur, Brătianu fonda sa politique, comme son père avant lui, sur l'expansion de la classe moyenne dans les villes — tandis que certains de ses jeunes collègues, et surtout Jean Duca, accordaient une attention sympathique au problème agraire. A l'extérieur, il eut une attitude de nationalisme ombrageux mais réaliste, déterminé à maintenir dans la péninsule l'équilibre existant ou à exiger d'amples compensations pour tout changement éventuel. Il fut impressionné par le succès des Empires Centraux contre la Russie et y vit la preuve que les bruits de désagrégation de l'Autriche-Hongrie étaient vains. Sa préoccupation essentielle, et cela fut tout de suite évident, était de se mettre du côté du plus fort et de laisser les sentiments à d'autres.

Pendant l'été qui suivit la crise, l'archiduc François-Ferdinand vint à Sinaïa et, avec succès, prodigua son charme personnel aux hommes d'État roumains. Il réussit d'autant mieux qu'il fit comprendre au Roi et au premier ministre ses sympathies pour les aspirations roumaines, sa désapprobation de la politique magyare en Transylvanie et sa satisfaction devant le désagrément que son voyage en Roumanie causait à Budapest. Quelques jours après, Brătianu rendit visite au prince Schönburg, ministre d'Autriche-Hongrie et lui déclara : « Je ne suis pas un phraseur, mais je

(1) 22 juin 1908. Conrad, *Aus meiner Dienstziet*, I, appendice 24, p. 589.
(2) *Documents Diplomatiques Français*, 2e série, n° 252 (19 mai), et 378 (29 juillet 1903.)

n'oublierai jamais la manière dont l'archiduc m'a parlé ni sa sympathie à l'égard du peuple roumain (1). » Fait qui marque le caractère de Brătianu, il se rendit alors à Vienne et à Berlin, sonda Aehrenthal au sujet d'une compensation possible de l'expansion bulgare et parla vaguement d'une guerre menaçante. Kiderlen qui connaissait à fond les affaires politiques de la Roumanie, s'exprimait d'une façon très défavorable sur le compte de Brătianu qui, disait-il, « ne pouvait dormir de peur d'une Grande Bulgarie » et se consolait d'un effondrement éventuel de la Turquie dans l'espoir d'obtenir Silistrie ville refusée aux Roumains en 1878 — voire même la ligne Rushchuk-Varna (2). Brătianu ne chercha pas à cacher à Schönburg « que la Roumanie ferait tout ce « qui était en son pouvoir pour éviter un agrandissement unilatéral « de la Bulgarie ». Mais il ne réussit à obtenir d'Aehrenthal aucune garantie, et il se résigna à l'expectative. C'était alors un lieu commun pour les hommes d'État roumains de déclarer, comme fit le Roi à Schönburg en mars 1910, qu'ils « n'appartenaient aux Balkans ni « géographiquement, ni ethnographiquement, ni d'aucun autre point de vue » (3). Ce qui ne trompait personne, car les Roumains étaient intéressés aussi bien par la transformation de la Turquie d'Europe que par le destin de leurs frères de race du Nord des Carpathes.

A plusieurs reprises durant la crise bosniaque, une guerre européenne avait paru inévitable et c'est avec un véritable soulagement qu'avaient été accueillis les accords chaque fois obtenus. En fait, des bancs de rochers avaient été retirés de l'eau qui paraissait plus profonde, mais le courant n'en était que plus rapide et le fleuve allait bientôt se changer en une prodigieuse cataracte. La situation intérieure de la Turquie était loin de s'être améliorée : le principal criminel, Abdul Hamid, avait été détrôné par la seconde révolution en avril 1909 ; mais, vainqueur, le Comité « Union et Progrès » jeta le masque de la réconciliation des races et se plongea dans une politique de turkification enragée qui encouragea les races chrétiennes à se révolter et à s'allier avec leurs frères au delà des frontières. De 1909 à 1911 on assista à une rapide recrudescence de l'activité des Komitadjis en Macédoine, tandis que Shevket

(1) *Documents austro-hongrois*, II, n° 1676, 15 juillet 1909.
(2) *Ibid.*, n° 1726, 24 août.
(3) *Ibid.*, n° 2089.

Torgut Pacha faisait une véritable guerre à l'Albanie et aliénait à la Turquie la seule race qui lui eût montré du loyalisme et quelque dévouement dans le passé. Cependant Izvolsky, dont la défaite auprès d'Aehrenthal était encore cuisante, préconisa une Ligue Balkanique destinée à garantir en apparence l'indépendance des petits États, à les mettre en réalité sous l'égide de la Russie. Son premier effort demeura vain parce qu'il concevait une telle Ligue comme l'alliance pure et simple des trois États slaves — Bulgarie, Serbie et Monténégro — avec une Turquie reconstituée; la Grèce était tenue à l'écart, sans doute en raison de ses vues pan-Hellènes, la Roumanie également comme trop complètement dans l'orbite de l'Autriche-Hongrie. Ce plan trahissait l'objectif ultérieur de saper l'influence de la monarchie dualiste et indirectement celle de la Triple Alliance dans les affaires du Proche-Orient. En 1910, le roi Pierre ainsi que le roi Ferdinand se rendirent à Constantinople et l'héritier présomptif turc leur rendit leur visite à Sofia et à Belgrade, la proclamation du royaume du Monténégro procurant aux souverains balkaniques un prétexte à entretien. Toutefois, une alliance plus large dans le sens voulu par Charikov, le représentant zélé d'Izvolsky auprès de la Porte était impossible en raison de l'intolérance raciale de la Turquie, et de ce qu'un diplomate anglais appelait « les ambitions presque irréalisables » des États chrétiens (1). Pendant tout ce temps les Roumains avaient adopté une attitude extrêmement réservée. Brătianu était résolu à empêcher « tout accroissement unilatéral de la Bulgarie (2) » ; il exposait à Kiderlen sa préférence pour le *statu quo* aussi bien à l'égard de la Turquie que de l'Autriche-Hongrie (3) ; en réalité, il partageait, bien qu'à contre-cœur, les vues de son collègue serbe Milanović, pour lequel des facteurs internes rendaient inévitable l'effondrement de la Turquie. Dans cette éventualité, la solution qu'il proposait était un agrandissement parallèle et des compensations pour tous les États chrétiens ce qui, pour la Roumanie, signifiait une extension dans la Dobroudja du Sud (4). En plein accord avec le roi Charles, il était résolu à maintenir la paix aussi longtemps que possible

(1) *British Doc.*, IX (i), n° 135, 10 mars 1910, Cartwright à Grey.
(2) A. H. D., II, n° 1740, 17 septembre 1909. Schönburg à Aehrenthal.
(3) Jäckh, *op. cit.*, II, p. 183.
(4) B. D., IX (i), n° 172, 12 août 1910, Cartwright à Grey.

mais, dès que « l'équilibre politique serait troublé dans les Balkans, à jeter son épée dans la balance (1) ».

Pendant l'hiver 1910, le Roi se décida, selon son habitude périodique, à brouiller les cartes des partis : mais cette fois il eut le choix des solutions. Peter Cap était devenu le chef des Vieux Conservateurs à la mort de G. G. Cantacuzène, quant à Take Jonescu qui s'était vu offrir la présidence par une aile du parti après le soulèvement des paysans, il avait refusé d' « ajouter une révolte de harem à une guerre civile » ; il avait néanmoins fait scission un an après et formé un groupe de « conservateurs dissidents » un moment surnommé le « parti des mécontents ». Le Roi faisait beaucoup de réserves à l'égard de Carp malgré les vues germanophiles de ce dernier : « Je puis les influencer tous », disait-il une fois à Schönburg, « Sturdza, Brătianu, voire Take, mais jamais Carp, bien que je l'aime (2). » Toutefois il se méfiait davantage de Take Jonescu, des relations que ce dernier avait à l'Est, de ses dons de démagogue et de son tempérament mercantile : il se rendait compte que l'actif soutien apporté par Take à la Standard Oil Company pour exploiter les gisements pétroliers de Roumanie allait trop loin dans le sens opposé à la xénophobie des frères Brătianu (3). Aussi est-ce Carp et non Jonescu, qui devint premier ministre en janvier 1911 avec Marghiloman comme ministre de l'Intérieur ; Titu Maiorescu et Filipescu furent les plus notables de leurs collègues. Leur programme comportait de nombreuses réformes, administratives et autres ; ils n'en purent réaliser qu'une petite partie et les méthodes électorales employées en 1911 envenimèrent encore les haines de parti. Les Libéraux, dont il ne restait qu'une poignée, se retirèrent de la Chambre pleins de colère et, d'accord avec les « Takistes », organisèrent une violente campagne dans le pays. Une affaire de corruption intéressant les tramways de Bucarest fut un prétexte rêvé pour se jeter de la boue à la figure. C'est pendant cette période d'opposition que Ionel Brătianu tomba sous l'influence de Constantin Stere, boyard bessarabien qui avait été envoyé en Sibérie pour ses idées libérales et qui cherchait maintenant à convaincre les hommes

(1) A. H. D., III, n° 2563, 13 juillet 1911, Fürstenberg à Aehrenthal.
(2) A. H. D., II, n° 1907, 18 décembre 1909.
(3) Le 27 novembre 1910, le roi dit à Marghiloman combien il craignait de voir Take Jonescu, « chef du gouvernement, devenir l'homme des Américains et l'instrument de Rockefeller ».

d'État de son pays d'adoption de la nécessité d'une réforme agraire et d'une réforme électorale complètes. Stere ne parut jamais sur la scène et peut-être a-t-on exagéré son rôle d' « éminence grise » du parti libéral : mais il semble qu'il mûrissait le projet de renchérir sur les conservateurs et de gagner les masses au parti libéral en changeant la structure de l'État.

En 1911, la Roumanie devint de plus en plus réservée et vigilante à l'égard des événements balkaniques. Dominée par nulle conception étroite de compensation, elle ne pesait les avantages de l'alliance turque que pour la rejeter et ceci non pour des raisons de principe mais parce qu'elle se rendait compte que le démembrement de la Turquie était au moins en vue. Ce dernier fut grandement hâté par la déclaration de la guerre de Tripolitaine en septembre 1911 qui encouragea et força presque les divers gouvernements des Balkans à envisager toutes les combinaisons possibles avec l'intention d'être « présents au décès » et de s'assurer une part de butin. L'Italie agit en considération de ses propres intérêts et en occupant le Dodécanèse, elle limita sagement son action militaire au territoire africain : toute tentative sur l'Albanie qu'elle convoitait eût fait intervenir immédiatement l'Autriche-Hongrie, car elle eût été contre les principes d'abstention admis par Rome et Vienne en 1907 lors du renouvellement de la Triple Alliance. Mais de nouveaux troubles en Albanie, un massacre à Istip en décembre 1911 et les excès des élections turques qui réduisirent l'opposition à une poignée de 10 membres, furent autant de signaux d'alarme. La majorité du prince héritier Boris, en février 1912, à la célébration de laquelle assistèrent les princes héritiers de Roumanie, de Serbie, de Grèce et du Monténégro, fut l'occasion d'une démonstration unique de solidarité inter-balkanique qui, malheureusement, ne devait pas durer. Fait de mauvais augure, l'absence de la Turquie à cette réunion ne se fit pas moins remarquer : elle ne correspondait que trop bien à ce qui se passait derrière la scène. Pendant l'hiver, des négociations secrètes étaient intervenues entre la Serbie et la Bulgarie et séparément entre la Bulgarie et la Grèce : dans le premier cas l'initiative en était due à Milovanović pour Belgrade, dans l'autre à Venizelos pour Athènes. La Russie fut mise dans le secret à une étape peu avancée des négociations, mais le ministre des Affaires étrangères Sazonov était à la fois moins énergique et moins sûr de lui que son prédécesseur Izvolsky, aussi jouait-il

un rôle consultatif plutôt qu'un rôle de direction. Il est bien évident que l'Alliance balkanique avait pris alors une tournure toute différente de celle envisagée par Charikov avec l'approbation de Saint-Pétersbourg, et le rappel de l'ambassadeur à Constantinople marque, bien qu'on ne s'en aperçut pas, l'échec final des tentatives faites pour inclure la Turquie dans l'Alliance. Sazonov regardait les Balkans avec des lunettes slaves et orthodoxes et, dans ses calculs, donnait tout le poids à la Bulgarie et à la Serbie, pensant que la Grèce pourrait être reléguée à l'arière-plan et la Roumanie paralysée par sa position géographique : à la fin de l'année, il se rendit compte qu'il ne pouvait plus dompter sa monture ni retenir les forces qu'il avait déchaînées.

Le principal fondement de l'Alliance fut le traité serbo-bulgare du 13 mars 1912, accompagné de la convention militaire du 12 mai. Les arrangements bulgaro-grecs correspondants furent signés le 29 mai et le 23 septembre, tandis que les Serbes et les Grecs entraient en guerre sans accord politique précis. Le principe du traité conclu entre la Serbie et la Bulgarie était une garantie territoriale mutuelle, une assistance réciproque de toutes leurs forces si elles étaient entraînées dans une guerre contre la Turquie et l'indication des pays qu'elles annexeraient si leurs armées étaient victorieuses. L'indépendance de la Macédoine était envisagée mais non définie, et l'on admit que si il était impossible de la réaliser, certains districts au sud-est des montagnes de Šar formeraient une zone neutre dont le sort serait décidé par l'arbitrage du Tsar de Russie à qui l'ensemble des accords devait être communiqué. L'objet des conventions militaires était de déterminer les forces respectives à employer contre la Turquie, une clause spéciale obligeant par ailleurs la Bulgarie à envoyer 200.000 hommes de renfort à la Serbie dans le cas d'une attaque austro-hongroise. En revanche, si la Roumanie attaquait la Bulgarie, la Serbie devait lui déclarer immédiatement la guerre et envoyer au moins 100.000 hommes au secours de la Bulgarie. Enfin la Bulgarie avait à défendre la Serbie contre toute attaque roumaine, l'importance des troupes n'étant pas, cette fois, spécifiée. Le premier ministre Geshov qui conduisit les négociations rapporte dans ses Mémoires que le roi Ferdinand ne consentit aux dispositions dirigées contre l'Autriche et la Roumanie que parce qu'il connaissait le texte de la convention militaire austro-roumaine de septembre 1900. Cette dernière en effet donnait sous

certaines conditions à la Roumanie le droit d'annexer non seulement Silistrie mais peut-être aussi Rushchuk, Shumla et Varna (1) !

Aucune convention de cette espèce n'a été découverte, mais elle peut faire partie des documents que l'Autriche n'a pas publiés officiellement après la guerre par suite du veto de la Roumanie.

Dans cette situation mouvante et pleine d'incertitude, le roi Charles vieillissait à vue d'œil et son irritation nerveuse fit courir des bruits d'abdication (2). Sentant que les Conservateurs n'étaient pas assez forts pour rester seuls dans une crise étrangère de première grandeur, il provoqua un remaniement du ministère en y introduisant les dissidents takistes. Mais il n'était pas disposé à prendre l'avis de Brătianu ni à faire de Take Jonescu son premier ministre, ce qui aurait été, d'après lui, un « malheur national ». Son vieux préjugé revit dans ces mots : « J'espère ne pas finir mon règne par la honte d'un Gouvernement Take (3). » Tout ce qu'il voulait accorder à Jonescu c'est le ministère de l'Intérieur, à condition d'accepter Brătianu à la présidence du Conseil ; mais ce dernier à son tour n'était pas prêt à partager le pouvoir avec une faction dont le brillant chef ne suffisait pas à compenser la médiocrité générale. Finalement, après maintes intrigues et maintes escarmouches, Carp fit place en avril 1912 à Maiorescu ; et des négociations avec Take Jonescu furent entamées en vue de la fusion des deux groupes conservateurs. Deux autres changements notables eurent à la même époque une très grande portée sur la situation des Balkans. Le 29 février, le comte Aehrenthal mourut et eut pour successeur le nonchalant et superficiel comte Bertchtold. Par ailleurs, le 1er juillet, le décès prématuré de Milovanović, l'homme d'État serbe le plus habile du siècle, porta au pouvoir le moins scrupuleux Nicholas Paşić, aveugle dévot du conservatisme russe et de l'orthodoxie.

Les accords balkaniques, bien qu'entourés de précautions extrêmes, sont la preuve classique que l'ancienne diplomatie était ruinée et qu'il n'était plus possible de maintenir un secret absolu. La Russie était déjà dans le complot et nous savons maintenant que le ministre de Grande-Bretagne à Sofia, Sir Henry Bax-Ironside, était en mesure de rendre compte à Londres de toutes les étapes

(1) I. E. Gueschoff, *The Balkan League*, p. 36.
(2) Marghiloman, *Note Politice*, I, p. 78.
(3) *Ibid.*, p. 78, 105.

parcourues (1). Geshov lui donna cette information à la connaissance et avec l'approbation du Gouvernement russe, mais il n'en fit jamais part au ministre de France ; ceci tient peut-être au rôle de Sazonov, qui avec un certain retard, informa Paris d'une façon complète et détaillée.

A quelques semaines de l'accord original, Kiederlen Waechtern, maintenant secrétaire d'État pour les Affaires étrangères en Allemagne, informa le roi Charles que Berlin connaissait — d'une source sûre mais qu'il ne pouvait révéler (2) — l'existence d'une alliance serbo-bulgare sous les auspices directes de la Russie. Le Gouvernement allemand avait supposé que le dessein de la Russie était « de tenir les États balkaniques entre ses mains et de leur interdire toute action indépendante (3) ». En fait, Sazonov visait très sincèrement à mettre fin à la lutte mortelle de la Serbie et de la Bulgarie en leur fixant leur sphère d'influence respective ; il fallait évidemment voir là-dessous le désir d'une politique slave commune dans les Balkans ; mais les prétendus alliés ne mettaient pas la Russie d'avance au courant de détails : la clause d'arbitrage par la Russie fut imposée à Sazonov comme un fait accompli et ce dernier eut peur, s'il refusait, de les voir se tourner ailleurs (4).

Fait qui caractérise bien les relations de Vienne et de Berlin, Kiederlen ne mit pas dans le secret le Gouvernement autrichien. Le ministre d'Autriche-Hongrie à Sofia, le comte Tarnowski, quelque bien informé qu'il fut, demeura parfaitement sceptique pendant tout l'été à l'égard des diverses rumeurs d'alliance serbo-bulgare et dans ses rapports il n'hésita pas à traiter d'impossible (5) cette dernière. En octobre même, il conservait la même attitude et annonçait une action parallèle, plutôt que des accords concrets entre les gouvernements belligérants (6). Cependant, Kiederlen continuait à critiquer Berchtold auprès du roi Charles, et les deux

(1) B. D., IX (i), n[os] 543 (18 juin), 555 (26 février), 558 et 559 (14 mars), 560 (16 mai). Il est important de noter que loin d'exprimer son approbation ou sa satisfaction, le gouvernement britannique tenait pour « très malheureuse la conclusion d'un tel accord, surtout sous les auspices de la Russie ».

(2) Il est difficile d'écarter l'idée que cette source est le roi Ferdinand de Bulgarie.

(3) Jäckh, *op. cit.*, II, p. 186.

(4) B. v. Siebert, *Diplomatische Aktenstücke*, p. 560-1. Sazonov à Benckendorff, 31 octobre 1912.

(5) A. H. D., IV, n° 3703 (16 août). Il était encore sceptique le 4 septembre (*ibid.*, n° 3764).

(6) *Ibid.*, n[os] 4064, 4065 (12 octobre), 4161 (23 octobre).

hommes se mirent d'accord pour éviter de tout leur pouvoir qu'on fît passer la conduite des opérations de Berlin à Vienne, comme Aehrenthal y avait réussi contre Bülow « un jour qui pourrait « nous coûter cher (1) ». Il ne faisait que rendre, avec quelques intérêts pour prix de son ressentiment, les procédés de Berchtold habitué à garder ses secrets et à mettre son allié devant le fait accompli.

« Nous ne sommes pas obligés », disait-il à son chef le chancelier Bethmann-Hollweg, « de soutenir l'Autriche-Hongrie dans ses « aventures orientales. » « Nous n'avons pas à jouer les satellites de « l'Autriche en Orient (2). » Ces mots impliquaient sans doute l'idée non exprimée que le chancelier n'était pas de taille à parler à Vienne en matière de politique étrangère mais que Kiderlen lui-même pourrait sauver la situation. Une telle assertion manquait peut-être de modestie mais elle était probablement fondée et la mort soudaine du secrétaire d'État dans les derniers jours de l'année fut un véritable désastre à la fois pour la fermeté et la continuité de la politique allemande et pour le dénouement de l'écheveau balkanique.

Pendant l'été de 1912, de nouveaux troubles en Albanie hâtèrent la marche des événements : le Gouvernement turc perdait manifestement la face et ni le plan de réformes proposé en août par le comte Berchtold, ni les concessions très insuffisantes offertes par le Pacte en septembre ne réussirent à améliorer la situation. L'effort tardif des Puissances en vue d'une action commune, la manière dont elles s'efforçaient de ménager les susceptibilités de la Turquie et leur insistance pour le maintien d'un *statu quo* qui était devenu intenable, alarmèrent toutes les capitales balkaniques : et la soudaine menace de mettre en vigueur le Traité de Berlin (qu'on avait laissé sur le papier pendant trente-quatre ans) ne sembla rien moins qu'une dérision. Le 13 octobre 1912, la Bulgarie, la Serbie et la Grèce présentèrent une série de revendications violentes en faveur de l'autonomie nationale, qui auraient créé de véritables États à l'intérieur de l'État turc et soumis les autorités centrales au contrôle des ambassadeurs. Sans aucun doute ces nations n'attendirent et

(1) Jäckh, *op. cit.*, II, p. 188, le roi dit au prince Fürstenberg un mois plus tard que Kiderlen l'avait informé de relations étroites existant entre la Bulgarie et la Serbie, pour contrebalancer l'alliance de la Roumanie avec le « Dreibund », A. H. D., IV, n° 3530, 21 novembre.
(2) G. P., XXXIII, n° 12135, 2 septembre 1912.

ne désirèrent même jamais une réponse favorable, et comme les Turcs préférèrent tout ignorer de cette Note, la guerre s'ensuivit dans les deux jours. Les alliés ne furent pas arrêtés par l'avertissement que les Puissances insisteraient pour le maintien du *statu quo*, car ils calculaient — à bon droit comme les événements le montrèrent — que l'Europe était trop divisée pour être capable de mettre sa volonté à exécution.

Les Grandes Puissances, de leur côté, et bien que pour des raisons très diverses, étaient toutes opposées à la guerre. La Russie était extrêmement gênée de ne pouvoir diriger le mouvement dont elle avait été instruite et en craignait les conséquences éventuelles. Sazonov qui s'était rendu en Occident, fit comprendre à Poincaré qu'en cas de guerre il espérait un échec des Alliés et particulièrement de la Bulgarie, échec qui permettrait aux Puissances d'arracher des concessions à la Turquie, tandis qu'une victoire complète « bouleverserait tout » (1). Par ailleurs, l'Autriche-Hongrie, peu avertie de la clause secrète qui la visait, était particulièrement intéressée à détruire l'harmonie qui existait entre les Alliés et surtout à empêcher tout agrandissement de la Serbie. La Grande-Bretagne, quoique bien désillusionnée par le régime Jeune Turc aurait aimé retarder la catastrophe et était très désireuse d'éviter la division de l'Europe en deux camps ennemis (2). La France était franchement inquiète de l'aspect européen de l'affaire tandis que l'Italie restait absorbée par ses conquêtes africaines mais souhaitait faire échec à l'influence autrichienne en Albanie. L'Allemagne ne voyait pas du tout du même œil que son allié car elle se méfiait vivement de la Bulgarie et de son Roi, ne se refusait pas à sympathiser avec la Serbie et se montrait particulièrement désireuse de voir la Triple Alliance flatter la Roumanie plutôt que de se l'aliéner. A la veille de la guerre les Puissances ne s'accordaient que dans la croyance en la victoire des Turcs et dans l'obligation prochaine pour les États chrétiens réfractaires de se soumettre à un arrangement dicté du dehors : c'est là d'ailleurs ce qui donna un bref répit à la Ligue et lui permit de mettre l'Europe devant des faits accomplis de l'espèce la plus grave. Bien qu'il ne prévît pas une complète débâcle des Turcs, le roi Charles

(1) Poincaré, *Les Balkans en feu*, p. 234.
(2) B. D., IX (i), n° 722.

ne partageait pas cette dernière opinion, mais il sentait que la plus grande réserve lui était imposée dans une situation si précaire, au moment où les événements pouvaient soudain compromettre ses relations avec les deux principaux groupements européens.

Les succès écrasants des armées alliées transformèrent radicalement la situation. A la fin de novembre 1912 la domination turque en Europe se bornait aux lignes de Chataldja et de Gallipoli et aux trois forteresses d'Andrinople, de Janina et de Scutari. Il était évident que l'édifice écroulé ne pourrait jamais être reconstruit et les Puissances cessèrent d'insister pour le maintien du *statu quo*. Guillaume II avait mis le doigt sur la plaie en déclarant sans espoir toute tentative de retenir les Alliés : un « pur *testimonium paupertatis* pour l'Europe ». Il était prompt à accepter la défaite turque et à demander en faveur des Alliés la « liberté de combattre sans merci dans le déchaînement justifiable « de leur victoire » (1). En conséquence, les divers accords des Alliés entre eux devinrent immédiatement caducs et durent être révisés de fond en comble. Aucune zone d'influence n'avait été prévue et le problème prenait un tout autre aspect car les trois principaux vainqueurs avaient à se donner une frontière commune quelque part au centre de la péninsule ; en même temps la situation de la Roumanie, au Nord et de l'Albanie à l'ouest, les principes généraux de l'équilibre balkanique et l'attitude des Grandes Puissances voisines attiraient de nouvelles complications. Plus sérieux que tout étaient les frottements qui enflammaient de plus belle les relations de l'Autriche-Hongrie et de la Serbie : cette première Puissance enrageait du bouleversement de tous ses calculs politiques, elle observait par ailleurs avec une anxiété pardonnable la vague d'enthousiasme qui soulevait les provinces slaves au sud de son territoire en faveur des alliés balkaniques et du « Piémont » serbe. Ce mouvement prit une forme d'autant plus violente que, par une ironie du sort, la délivrance des Balkans coïncida avec un nouveau conflit magyar-croate et avec la dictature de Cuvaj en Croatie. Il n'est pas étonnant qu'un succès aussi rapide soit monté à la tête des Alliés. Les Serbes, d'après Sazonov, « furent pris « d'une espèce de vertige (2) » et parlèrent de l'empire de Dušan ;

(1) G. P., XXXIII, marginalia aux n[os] 12235, 12246, 12297, 12320, 12321.
(2) Poincaré, *op. cit.*, p. 323. Sazonov à Georges Louis, 10 novembre.

les Grecs prétendirent que le prince héritier Constantin était destiné à porter la couronne du dernier Paléologue, cependant que le roi Ferdinand, oublieux de sa prudence de Cobourg, se préparait une entrée solennelle à Constantinople pour s'y faire couronner à Sainte-Sophie en cothurnes de pourpre.

En même temps la presse officielle de Vienne et de Budapest adoptait à l'égard de la Serbie un ton de menaces que la presse serbe rendait avec usure. L'histoire des insultes grossières adressées à la personne de Prochaska, consul autrichien à Prizren, mit Vienne en état de fermentation : le Ballplatz l'entretint longtemps même après qu'elle eût été reconnue mensongère. Quand l'armée serbe approcha de l'Adriatique, l'Autriche-Hongrie mobilisa et pendant un temps le conflit parut inévitable. Le principal dessein du comte Berchtold était de prévenir tout agrandissement de la Serbie, sous quelque forme que ce fût et de tenir ce pays en échec par la prédominance de la Bulgarie ; mais à la fin ne trouvant de soutien chez aucune des Puissances et contenu par l'attitude très défavorable de Berlin, il se rabattit sur des propositions minima aux termes desquelles : 1) La Serbie se voyait refuser tout accès sur l'Adriatique et devait signer un traité de commerce avec la Monarchie ; 2) Un État albanais indépendant était créé ; 3) Salonique devenait port franc et 4) la Roumanie recevait des compensations territoriales (1). Mais si un port lui était refusé à l'ouest, la Serbie se voyait contrainte par la géographie à chercher, en dehors de toute question politique, un équivalent au sud, en d'autres termes à revendiquer la vallée du Vardar, la seule autre route vers la mer : par là-même, et Vienne le savait bien quand elle définit les termes de son veto, la Serbie entrait nécessairement en conflit avec la Bulgarie à propos des populations de l'ouest du Vardar (2). Des signes de frottement entre les Alliés ne furent que trop apparents pendant la Conférence de la Paix qui se réunit en décembre à Londres ; mais tant qu'il y eut une possibilité pour les hostilités de renaître et que l'on eût besoin des pièces de siège serbes pour réduire Andri-

(1) Cf. G. P., XXXIII, nº 12320. Kiderlen à Guillaume II, 3 novembre ; F. D. D., nº 392, 8 novembre ; A. H. D., IV, nº 4673, 28 novembre.

(2) Dès le 16 décembre, la Délégation serbe à la Conférence de la Paix à Londres informa Izvolsky que telle serait l'attitude de la Hongrie. La situation est très nettement résumée dans un télégramme de Georges Louis à Poincaré en date du 10 novembre (Poincaré, *op. cit.*, p. 322) : « Pousser la Serbie vers la Mer Égée c'est vouloir la brouille avec les Bulgares et avec les Grecs. »

nople, la rupture fut évitée. Si la paix avait pu être faite alors sous la pression des Grandes Puissances — qui, dans l'ensemble, collaborèrent avec une remarquable cordialité — tout aurait encore été sauvé. Mais, au dernier moment, Kiamil Pasha fut détrôné par une révolution de palais à Constantinople, le commandeur en chef Nazim Pacha fut assassiné et les Jeunes Turcs avec Talaat et Emver adoptèrent une attitude intransigeante. Les hostilités reprirent le 28 janvier et pendant les deux mois qui s'écoulèrent avant la reddition d'Andrinople et de Scutari, les rivaux balkaniques se retranchèrent dans leurs nouvelles positions, un arrangement pacifique devint de plus en plus difficile, et la pêche en eau trouble d'autant plus aisée pour l'étranger.

Ce bref aperçu fera comprendre la politique de la Roumanie durant les guerres des Balkans. Cette politique fut déterminée par un souci prudent de l'équilibre politique et la résolution, dans la mesure du possible, de remettre toute compromission au dernier moment. La Roumanie fut en quelque sorte le fléau de la balance et les doutes sur son attitude possible contribuèrent dans une large mesure à détourner l'Autriche-Hongrie d'une intervention armée.

A la veille des guerres balkaniques, le roi Charles convoqua un Conseil de Cabinet au cours duquel, déclarant que la guerre était inévitable, il conseilla une attitude d'attente et la concentration des forces conservatrices comme plus sûre qu'une transmission du pouvoir aux Libéraux. Ce dernier objectif fut atteint par l'entrée de Take Jonescu au ministère de l'Intérieur dans le cabinet Maiorescu, d'autres portefeuilles étant accordés à trois de ses partisans. Dès le début, le Roi notifia à Vienne qu'il ne pouvait tolérer aucun changement notable dans le *statu quo* balkanique sans compensation pour la Roumanie, mais en même temps il promit de ne prendre aucune initiative importante sans consulter d'abord l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne (1). Il mit de côté les ouvertures de la Turquie en faveur d'une convention militaire (2) et devant l'avance des Alliés, il fit reposer pendant un moment son espérance sur l'intervention des Grandes Puissances, une conférence européenne et la garantie de l'indépendance albanaise et macédonienne : ce

(1) A. H. D., IV, nos 4111 (16 octobre), 4212 (31 octobre).
(2) F. D. D., 3e série, IV, no 257.

qui eût paré à l'expansion indue de la Bulgarie et évité tout conflit armé entre les races rivales (1). Les succès militaires de la Bulgarie dont les ambitions prenaient essor, souleva toute son ancienne méfiance et le força à changer de tactique ; la Turquie cessant en effet de servir de contrepoids il dut regarder davantage du côté de la Serbie et de la Grèce. Mais alors l'opinion publique prit l'alarme et exprima ouvertement sa crainte de voir l'Autriche-Hongrie prendre pour objectif une Grande-Bulgarie, et essaya de tenir la Roumanie à l'écart de l'action jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Le prince Fürstenberg, qui était à la fois bien informé et sobre dans ses jugements, avertit Berchtold que la Double Monarchie perdait régulièrement sa popularité et que l'alliance serait compromise si la Roumanie n'obtenait rien (2).

C'est à cette époque que l'archiduc François-Ferdinand, en sa qualité d'inspecteur général de l'armée, envoya le général Conrad von Hötzendorf en mission spéciale à Bucarest — sous le prétexte de condoléances au Roi pour le décès de sa sœur la comtesse de Flandre. Mais son véritable but était de reconnaître les intentions politiques et militaires de la Roumanie et de s'assurer d'elle en vue de complications éventuelles. Agissant d'après ces instructions, Conrad affirma au roi Charles que l'Autriche-Hongrie veillerait sur les intérêts roumains et obtint de lui l'assurance verbale qu'en cas de guerre européenne « la Roumanie jouerait son rôle en allié « loyal (3) ». Il conféra avec le chef d'État-Major roumain, le général Averescu, né en Bessarabie et très familier des questions militaires concernant la Russie, en lequel, à ce que dit Conrad, la Triple-Alliance pouvait davantage se fier qu'en Brătianu, le chef libéral, ou en Take Jonescu et Filipescu, les deux brillants conservateurs. Conrad laissa tomber quelques allusions en faveur du projet d'union douanière entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie dû au Dr Riedl (4) et revint, impatient de voir les revendications roumaines prises en considération à Vienne. Un mois après il était à nouveau nommé chef d'État-Major général mais il ne réussit à gagner ni François-Ferdinand ni François-Joseph à ses plans incendiaires d'une guerre préventive contre la Serbie ou

(1) A. H. D., IV, nº 4226, 1er novembre.
(2) *Ibid.*, nos 4418, 4442.
(3) A. H. D., IV, nº 4719 ; Conrad, *op. cit.*, II, p. 351.
(4) Haut fonctionnaire autrichien qui avait la confiance de François-Ferdinand.

l'Italie. Son insistance sur l'importance stratégique de la Roumanie dans la politique de la Triple-Alliance, semble n'avoir pas peu contribué à tenir la Monarchie à l'écart de solutions trop radicales.

L'Autriche-Hongrie allait de Charybde en Scylla : dans la mesure où elle appuyait les revendications de la Bulgarie contre la Serbie, elle amenait la Roumanie à soutenir la Serbie et la Grèce, pour faire contrepoids au rêve d'hégémonie des Bulgares. En revanche, ses efforts pour obtenir des concessions de la Bulgarie étaient loin d'être couronnés de succès. Le Dr Danev, homme d'État russophile, non moins puissant alors que le premier ministre Ivan Geshov, passa par Bucarest après un voyage à Vienne et à Budapest, mais son intransigeance fit très mauvaise impression sur le Roi et ses ministres : tout ce qu'il voulait admettre c'était la renonciation de la Bulgarie à ses revendications sur la Dobroudja, quelques minimes rectifications de frontières et des garanties pour les Valaques de Macédoine. Mais l'ancienne blessure reçue en 1877 avait été réouverte par les événements : les Roumains, loin de voir une concession dans ce qui précède, avaient toujours pensé que Silistrie leur avait été volée par une intrigue russe et que sa restitution leur était due. Maiorescu insista sur Silistrie qu'il appelait : « une épine dans la chair roumaine », alléguant que la frontière de 1878 avait été imposée aux deux pays pour lesquels le moment était venu de s'entendre directement (1). Mais l'opinion chauvine, représentée par de nombreux libéraux, fit allusion au « quadrilatère » de Shumla-Silistrie-Rushchuk-Varna. Entre les deux le bulgarophile Take Jonescu, d'accord avec le Roi, demanda une ligne allant de Turtucaia à Balchik : cette demande servit de base aux négociations intervenues entre Mişu et Danev en marge de la Conférence de Londres. Take Jonescu, qui avait épousé une Anglaise et conservé des rapports anciens avec Londres, y fut envoyé en mission moins officielle, mais il fut accusé par des rivaux jaloux de parler trop : à la vérité il ne réussit pas à attendrir l'inflexible Danev (2).

A la fin de l'année, il était évident que les négociations allaient mal et Fürstenberg envoya des avertissements répétés au sujet de la susceptibilité des Roumains. François-Ferdinand, il est vrai, fit parvenir au Roi un chaleureux message de Nouvel An où il

(1) A. H. D., V, nº 4878, 12 décembre.
(2) Cf. A. H. D., nºs 5208-5281-5289-5369-5370.

espérait que les services de la Roumanie à la paix du monde seraient « équitablement reconnus » ; en même temps, Conrad soutenait que la Monarchie devait se ranger « ouvertement et sans réserve » aux côtés de la Roumanie (1). Le 6 janvier, Fürstenberg fut chargé d'informer le Roi que grâce à la pression soutenue de l'Autriche-Hongrie à Sofia, la Bulgarie consentait enfin à céder quelque chose de mieux qu'une simple bande de terre inhabitée (2). Mais alors Maiorescu ne faisant plus porter tout le poids de ses revendications sur Silistrie, en parla comme d'un minimum absolu, tandis que des deux côtés les chefs de parti parlaient de mettre la Bulgarie « au pied du mur » et inventaient le slogan : « arracher l'épine de « la chair roumaine (3) ».

La Conférence de la Paix de Londres traîna en longueur pendant le mois de janvier 1913, à cause des dissensions survenues entre les délégués : aucun d'eux, et les Bulgares moins que quiconque, ne montrait la moindre compréhension du principe « do ut des » tandis que les Turcs gagnaient du temps et prévoyaient la brouille qui allait s'élever entre leurs ennemis. Les négociations diplomatiques compliquées de cette époque nous entraîneraient hors du cadre de ce récit : il suffira d'insister sur deux points essentiels pour illustrer les tendances pacifiques des Puissances. L'Allemagne d'abord, qui avait fort bien accueilli le choix de Londres, exerçait une influence apaisante sur l'Autriche-Hongrie, l'Angleterre ensuite n'épargnait aucun effort pour retenir la Russie. Le secrétaire d'État allemand pour les Affaires étrangères, Kiederlen, avait exprimé dès le 3 novembre la crainte que « le silence de l'Autriche ne dissimulât de vastes plans territoriaux (4) » et son ambassadeur à Vienne, Tschirschky, envoyait à Berlin un rapport où il traitait l'Autriche-Hongrie d' « allié incommode », accusant le bureau de presse du Ballplatz, dirigé par Kánya, de provoquer délibérément le mécontentement dans les Balkans et expliquant que Berchtold n'avait pas communiqué ses plans contre la Serbie parce qu' « il n'avait pas de plan précis (5) ». Guillaume II, en ce qui le concerne, s'était depuis longtemps réconcilié avec l'idée d'une redistribution des

(1) A. H. D., V, n° 5152 ; Conrad, *op. cit.*, III, p. 48.
(2) A. H. D., V, n° 5217.
(3) *Ibid.*, n° 5240.
(4) G. P., XXXIII, 14, n° 12315 to Tschirschky.
(5) *Ibid.*, XXXIV, n° 12593, 29 décembre, à Zimmermann.

forces dans le Sud-Est de l'Europe et se représentait la Ligue balkanique « comme une 7e Grande Puissance, appuyée sur l'Au-« triche-Hongrie et sur la Triple Alliance (1) ».

La résistance obstinée faite par Danev à toute concession sérieuse fut dûment signalée à Bucarest par Mişu et Jonescu et l'opinion publique roumaine s'enflamma dangereusement. Il n'est pas exagéré d'assigner à la dispute roumano-bulgare une influence décisive sur l'attitude de Vienne où l'atmosphère restait chargé d'électricité et où les fortes têtes étaient loin d'être les seules à parler de guerre. Il parut clair en effet que si la Roumanie attaquait la Bulgarie, cette dernière se trouverait entre deux feux et éprouverait en tout cas beaucoup de difficultés à déloger ses Alliés des pays contestés de Macédoine ; par ailleurs, une différence de vue au sujet de la Serbie interviendrait bientôt entre Bucarest et Vienne, compromettant les relations de la Roumanie et de la Triple Alliance. Ce dernier aspect du problème retenait spécialement l'attention de Berlin où Zimmermann affirmait que la Triple Entente soutiendrait les revendications de la Roumanie ; aussi Lichnowsky à Londres reçut-il des instructions pour faire pression sur Danev. Cela semblait d'autant plus important que la Triple Alliance elle-même venait d'être renouvelée en novembre ; le renouvellement de l'alliance roumaine secrète venant automatiquement en discussion, une attitude tiède à l'égard des intérêts roumains eût pu être fatale. Le roi Charles avait en mains deux atouts — il était d'abord probable que les Libéraux prendraient avant peu la place des Conservateurs et Brătianu était loin d'être aussi complaisant que Maiorescu ; ensuite, la volonté manifestée par le Roi de maintenir le secret « permettrait de s'assurer l'appui de la Russie (2) ». Il y avait, au fond de tout cela, un courant de doute et de détachement qui inquiétait Berlin. Même à Vienne, le désir de mesures effectives contre la Serbie passait au second plan depuis que Conrad insistait pour que l'on marchât « ouvertement et sans réserve » pour la Roumanie — conception partagée, il en

(1) *Ibid.*, XXXIII, nº 12320.

(2) D. G. P., XXX (ii), nº 11298. Waldthausen à Bethmann-Hollweg, 21 janvier 1913. Le 9 février, Jagow écrivit à Lichnowsky que l'arrivée au pouvoir des Libéraux roumains serait un grand danger pour la paix de l'Europe. *Ibid.*, XXXIII, nº 12810. Le 13 mars Berchtold écrivit à Jagow que si Brătianu venait au pouvoir, il aurait certainement recours à la force « ce qui déterminerait une conflagration européenne ». A. H. D. Z., nº 6162.

était convaincu, par François-Joseph et par Berchtold lui-même (1). En fait, le traité austro-roumain fut signé le 5 février, l'adhésion de l'Allemagne est du 21 (2).

D'un autre côté, on parvint à empêcher la Roumanie de rendre effective sa menace d'occuper la ligne Turtucaia-Balchik avec 50.000 hommes afin de forcer la Bulgarie à négocier sérieusement (3). Mais Fürstenberg, qui comprenait remarquablement la mentalité roumaine, avertit son Gouvernement que si la crise se terminait sans que la Roumanie eût obtenu les concessions qui lui tenaient à cœur, l'alliance serait attaquée par l'opinion publique et le prestige de la Couronne serait lui-même gravement atteint (4). Le débat ne s'élevait pas et les libéraux en quête du pouvoir se faisaient un instrument de la question des frontières. D'après Mişu, jusqu'alors loyal partisan de la Triple Alliance, la Ligue balkanique, en se consolidant, obligeait la Roumanie, prise entre la Russie et elle-même à y adhérer (5). Quand la guerre des Balkans reprit, certains même parmi les membres du Cabinet se déclarèrent un moment en faveur de l'action, mais Berchtold pria le Roi de ne pas brusquer la situation et se montra l'allié des Turcs contre la Ligue tout entière (6) ; en revanche, Sazonov avertit Bucarest que l'opinion russe pourrait contraindre la Roumanie à agir si le territoire bulgare était occupé (7). Au milieu de février, il y eut des bruits de mobilisation, les ministres se mirent au travail avec fureur, la presse d'opposition attaqua la Double Monarchie, se servant de la politique magyare comme d'un objectif facile et critiquant ouvertement la Couronne pour son monopole de la politique étrangère. Le Roi qui était dans un état peu éloigné d'une dépression nerveuse dit à Fürstenberg que si l'Autriche-Hongrie ne lui garantissait pas Silistrie il devrait appeler au pouvoir les Libéraux. Le ministre, de son côté, avoua très franchement à Maiorescu que Vienne pourrait y voir une tentative de chantage et qu'il serait impossible de faire comprendre à quiconque en Europe la raison qui

(1) Conrad, *op. cit.*, III, p. 48.
(2) *Pribram Geheimverträge*, p. 100. G. P., XXX (88), nos 11302 à 11306.
(3) A. H. D., V, no 5562.
(4) A. H. D., V, no 5438.
(5) *Ibid.*, no 5575.
(6) *Ibid.*, no 5727, Erlass à Bucarest, 9 février.
(7) *Ibid.*, no 5739.

faisait subitement de Silistrie une question de vie ou de mort (1). Ces deux remarques n'étaient que trop justes mais l'important c'est que Silistrie était devenue une sorte de slogan pour les partis politiques et que le roi Charles — *débordé*, comme parle Sazonov — n'avait plus la force de résister à l'opinion publique. Le premier ministre lui-même était prêt à donner à la Bulgarie le choix entre Silistrie et une indemnité, mais ses collègues étaient plus soucieux d'enchérir sur Brătianu qui parlait de prestige et d'un changement possible de politique. Carp lui-même était ouvertement en faveur de la guerre, tandis qu'Averescu, en qualité de chef d'État-Major, préconisait une attaque immédiate contre la Bulgarie en accord avec la Porte et soutenait qu'en la brisant une fois pour toutes, la Roumanie serait en sécurité pendant une génération dans le cas d'une guerre générale contre la Russie (2). Enfin, au moment où une rupture semblait imminente, la proposition britannique comportant la médiation des Puissances fut acceptée : la démarche collective du 2 mars donna au Roi l'appui dont il avait besoin et le désaccord avec la Bulgarie fut renvoyé à une Conférence d'ambassadeurs à Saint-Pétersbourg.

Berchtold — aidé par ses ministres à Bucarest et à Sofia, le prince Fürstenberg et le comte Tarnowski, tous deux bien plus habiles que lui — continuait malgré les difficultés grandissantes ses efforts pour conserver à la fois l'amitié de la Roumanie et celle de la Bulgarie et pour les amener à un accord direct. L'Allemagne jeta tout son poids dans la balance roumaine, faisant comprendre que l'Autriche-Hongrie pouvait compter sur son appui armé si ses intérêts vitaux étaient en jeu et fit allusion au besoin de définir ces intérêts ainsi qu'aux effets incalculables d'un recours imprudent à la force contre la Serbie. L'Autriche-Hongrie avait atteint ses deux principaux buts : l'indépendance de l'Albanie et la Serbie tenue à l'écart de l'Adriatique : c'eût été folie de risquer un conflit dont la Russie n'aurait pu s'abstenir sans perdre fatalement de son prestige (3). En même temps, le chancelier disait toute

(1) G. P., XXXIV, n° 12835. Waldthausen à Jagow, 12 février, A. H. D., V, n° 5827 Fürstenberg à Berchtold, 16 février.

(2) G. P., XXXIV (i), n° 12864, Bronsart von Schellenberg, 15 février ; A. H. D., V, n° 5794, Fürstenberg à Berchtold, 14 février.

(3) G. P., XXXIV (i), n° 12818. Bethman-Hollweg à Berchtold, 10 février, n° 12797. Tschirschky à Bethmann-Hollweg rapportant une conversation avec Chlumecky. Le

la satisfaction que lui causait sa collaboration toujours plus étroite avec l'Angleterre. Le Gouvernement allemand était peut-être fortifié dans son attitude par les tons très différents employés par Sazonov à Berlin et à Vienne. Ce dernier alla jusqu'à dire aux représentants de l'Allemagne qu'il n'avait d'espoir en l'avenir que si l'influence de l'Allemagne restait décisive à l'intérieur de la Triple-Alliance (1). Sous l'influence de ces idées, le nouveau secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, Herr von Jagow, parla très franchement à Szögyény au sujet des desseins du « parti de la Guerre » de Vienne et se refusa à écouter toute suggestion contraire (2).

Cependant Conrad insistait comme toujours pour la conquête de la Serbie et pensait tenir les Roumains tranquilles en leur offrant le district de Timok peuplé principalement de leurs compatriotes. Mais François-Ferdinand fit pencher la balance en désapprouvant fortement une guerre contre la Russie : pour lui la véritable solution était la résurrection de la Ligue des Trois Empereurs et un remaniement de la Monarchie Habsbourg qui lui gagnerait les Slaves méridionaux et les Roumains ; dans ce cas on pourrait laisser les États balkaniques se dévorer les uns les autres (3). Berchtold se rabattit alors sur son triple dessein de maintenir la Serbie à l'écart de la mer, de créer une Albanie « viable » et de satisfaire les revendications roumaines : dans ces limites, Berlin et Rome acceptèrent ses conceptions. Mais quand — dans son empressement « non seulement à maintenir la Roumanie à nos côtés, mais aussi à se reposer « dans une certaine mesure sur la Bulgarie, ou à l'empêcher au « moins de rejoindre la Russie et l'Entente » — il déclara que la Triplice devait soutenir ouvertement la cession de Silistrie à la Roumanie, et en appoint celle de Salonique à la Bulgarie, il se heurta à un refus définitif de Berlin, fondé sur des raisons dynastiques (4). Guillaume II inclinait déjà bien peu à faire des concessions à Ferdinand de Bulgarie, qui était pour lui un épouvantail,

4 décembre, Grey dit tout à fait la même chose à Lichnowsky : « La Russie ne battrait pas en retraite une seconde fois (comme en 1909), elle aurait plutôt recours aux armes. » G. P., XXXIII, n° 12481.

(1) G. P., XXXIV (i), n° 12649, 8 janvier 1913, Lucius à Bethmann.

(2) A. H. D., V, n° 5680, 5 février, Szögyény à Berchtold.

(3) G. P., XXXIV (i), n° 12788. Duc Albrecht de Württemberg (beau-frère de François-Ferdinand) au prince Max Fürstenberg. Conrad, *op. cit.*, III, p. 127. « De la Serbie nul souci », dit l'archiduc.

(4) A. H. D., V, n°s 6227 et 6246. Berchtold à Berlin, Rome et Saint-Pétersbourg, 20 et 21 mars.

mais en aucun cas il n'aurait cédé aux dépens de son propre beau-frère Constantin de Grèce.

Il est aisé de critiquer après coup les hommes d'État bulgares pour leur attitude inflexible : mais c'était beaucoup leur demander que d'exiger, au faîte de la victoire, qu'ils cédassent une partie de leur territoire à un voisin hostile. L'argument employé, par le roi Charles auprès de Danev, disant que c'était payer un faible prix l'amitié durable de la Roumanie (1), était spécieux et peu convaincant : et il faut ajouter que l'opinion publique bulgare arrogante et enivrée par son succès, jugeait presque inéluctable un conflit entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie qui forcerait la Grèce à rester tranquille et permettrait à la Bulgarie de faire ses affaires seule à seule avec la Roumanie. Cette attitude était assez compréhensible en mars et avril 1913 quand la part prise par la Serbie au siège de Scutari rendait la querelle austro-serbe plus aiguë que jamais. Ce qui seul empêcha une intervention armée de la part de Berchtold ce fut la menace d'une démonstration navale internationale et d'une démarche commune des Puissances en faveur d'une solution albanaise. Autre faute de calcul du faible quoique bien intentionné Geshov et de l'intraitable Danev, la Russie ne contraignait pas la Serbie à respecter les termes de la convention originale et à évacuer la Macédoine ; les deux hommes d'État se bouchaient les yeux devant le changement complet de la situation stratégique dû à l'éviction de la Serbie de l'Adriatique, devant ses intérêts communs avec la Grèce et devant la menace de la Roumanie sur le Danube... En réalité, seule une intervention austro-hongroise eût pu sauver la Bulgarie, et cela seulement au risque d'une conflagration générale. Quand, au début de mai, le Monténégro se résolut à l'inévitable et consentit à évacuer Scutari, l'opinion publique était en éveil et pleine de ressentiment aussi bien à Sofia qu'à Bucarest. L'attribution de Silistrie par le protocole de Saint-Pétersbourg (10 mai) qui eût satisfait la Roumanie trois mois auparavant, fut considérée par Bucarest comme un prix très insuffisant de sa neutralité et par Sofia comme sans fondement et excessive. On avait laissé passer le moment de conclure un arrangement, la Serbie et la Grèce mûrissaient une alliance pour défendre leurs conquêtes de Macédoine et leurs ouvertures auprès de Bucarest

(1) A. H. D., VI, n° 6399 (1er avril).

devenaient de plus en plus tentantes. Pour achever le tableau, l'énergique ministre de la Guerre, Filipescu, quitta le ministère et s'unit à Carp pour fomenter une agitation contre le Protocole : l'opinion publique devint plus hostile que jamais à la Bulgarie. On sut à Bucarest que l'ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg avait pesé de tout son poids sur la balance en faveur de la Bulgarie, et ceci fit naître des soupçons à l'égard de l'Autriche-Hongrie.

Une fois de plus, l'Autriche-Hongrie avait obtenu ce qu'elle désirait au sujet du port serbe, mais elle s'était arrêtée sur le bord d'un conflit armé, grâce, peut-on dire, aux efforts combinés de Berlin, de Londres et de Saint-Pétersbourg. Désormais, la catastrophe à l'est de la Péninsule était à peu près inévitable car Berchtold en affirmant que les Puissances de l'Entente l'empêchaient d'obtenir plus en faveur de la Roumanie n'avait convaincu ni Charles ni Maiorescu. L'argument d'après lequel un rapprochement avec la Serbie irait contre la Triple-Alliance (1) les laissait froids, car presque au même moment l'Allemagne essayait de rapprocher la Roumanie et la Grèce. Bien plus, l'Allemagne se défiant plus que jamais de la Bulgarie, s'opposait à ce que cette dernière acquît une situation dominante dans la péninsule (2). La Bulgarie de son côté s'endormait dans l'illusion fatale que la Roumanie n'oserait pas bouger contre la volonté de Vienne et que cette neutralité assurée, il était facile d'en finir avec la Serbie et la Grèce (3). Le 22 mai, Berchtold envoya un message péremptoire à Bucarest mais sans aucun résultat. Il ne pouvait pas comprendre ce brusque changement d'opinion concernant Silistrie quelques mois plus tôt la clef de la situation, maintenant une pure bagatelle ; il déconseilla fortement au roi Charles de demander davantage, car les Alliés pourraient se mettre d'accord sur la question macédonienne, sous l'égide de la Russie, et tenir la Roumanie à l'écart de leur entente. Il ajouta cet avertissement que « dans le cas « d'un conflit serbo-bulgare nous [l'Autriche-Hongrie] pourrions « être contraints de prendre nos dispositions contre la Serbie et, « *dans une circonstance donnée, de lui opposer la force des armes* (4) ».

(1) A. H. D., VI, nº 6630. Berchtold à Fürstenberg, 15 mai.
(2) G. P., XXXIV (ii), nº 13292. Mémorandum de Jagow, 11 mai.
(3) A. H. D., VI, nº 7031, 16 mai. Rapport de Geshov à Tarnowski.
(4) A. H. D., VI, nº 7103, 22 mai. Berchtold à Fürstenberg. Fürstenberg ne communiqua pas ce télégramme mais le lut à Take Jonescu qui en rapporta le contenu au roi. Le 15 décembre 1914, Jonescu révéla ce fait dans un article de *La Roumanie* auquel trois semaines

Le Roi répondit par quelques paroles sincères. Il dit à Fürstenberg qu'il y avait entre leurs pays une différence de politique : l'Autriche-Hongrie voulait une Grande-Bulgarie aux dépens de la Serbie, tandis que la Roumanie comptait sur la Serbie pour tenir la Bulgarie en échec. Les Bulgares étaient, pensait-il, beaucoup moins dignes de confiance que les Serbes ; ils étaient les « ennemis et les rivaux historiques » de la Roumanie ; en dépit de la cession de Silistrie, l'opinion bulgare s'agitait contre la Roumanie, et une preuve « éclatante » d'amitié était encore à obtenir. Si Vienne essayait de retenir le bras de la Roumanie « qui défendait son bon droit contre la Bulgarie », elle saperait la position de la Double Monarchie à Bucarest (1). Fürstenberg, maintenant tout à fait alarmé, rendit compte qu'un « profond « ressentiment se développait contre la Monarchie et que le Roi « était probablement le seul soutien réel et ferme » de la politique d'alliance. Mais Berchtold répliqua qu'il ne fallait pas laisser sans réponse les remarques du Roi et qu'il fallait lui « montrer de façon pressante » que *en vue d'un conflit ouvert et profondément installé entre la Monarchie et la Serbie, la coopération militaire de la Roumanie avec la Serbie et la Grèce était incompatible avec l'Alliance* (2). Le comte Hoyos, un des collaborateurs de Berchtold au Ballplatz confiait à Fürstenberg que la politique de Vienne avait pendant toute la crise « tendu à rompre la Ligue des Balkans » et que pour la question serbe les intérêts de la Roumanie et de l'Autriche-Hongrie « étaient en contradiction absolue (3) ».

Sous la pression efficace du Gouvernement britannique, les délégués des Balkans signèrent le Traité de Londres le 30 mai 1913, mais cela ne fit qu'ajouter à la tension. La Bulgarie, persuadée que tout danger turc avait disparu, était moins que jamais disposée à faire des concessions en Macédoine ; la Serbie, par ailleurs, ayant signé une convention secrète avec la Grèce, demandait publiquement la révision de l'ancien traité de partage. Aussi le modéré Geshov fut-il contraint de démissionner tandis que le roi

plus tard, Fürstenberg opposa un démenti formel. Les Documents Diplomatiques Autrichiens montrent que Take Jenescu dit la vérité (voir ses *Souvenirs*, p. 96). Le 10 juin, Berchtold nia formellement devant Tschirschky qu'il eût envoyé des instructions en ce sens (voir G. P., XXXIX, note au nº 15828).

(1) A. H. D., VI, nºs 7153 et 7189, 25 et 28 mai.

(2) *Ibid.*, nº 7194, 29 mai.

(3) A. H. D., VI, nº 7399, 18 juin.

Ferdinand et le général Savov se décidaient à concentrer leurs troupes en Macédoine. On dédaigna l'appel personnel du Tsar aux deux frères slaves, les adjurant de recourir à l'arbitrage qu'eux-mêmes avaient proposé. Le nouveau premier ministre fut le Dr Danev, dont la réputation de russophilie était plus que compensée par le chauvinisme rigide qu'il avait déjà révélé dans ses négociations avec Mişu et Jonescu.

Tandis que les deux partis se foudroyaient du regard par-dessus une frontière fermée, le comte Étienne Tisza devenait premier ministre de Hongrie et faisait un discours retentissant sur la politique étrangère. Il affirmait que la Monarchie désirait l'indépendance des peuples balkaniques et désavouait toute idée « de protectorat, de « position privilégiée ou d'expansion ». Puis, faisant allusion à l'action séparée de la Russie, il déclarait que là encore les États balkaniques étaient « libres de choisir les méthodes qu'ils préféraient « pour régler leurs différends. Ils pouvaient — nous le déplorerions « mais ils en ont le droit — choisir la guerre, ou bien la média- « tion ou le tribunal d'arbitrage ». En tout cas, aucune entrave ne devait être apportée à leur décision et l'Autriche-Hongrie ne pouvait permettre à aucun autre État d'acquérir des prérogatives spéciales dans les Balkans. Ce discours eut pour effet d'encourager Sofia car il semblait lier les mains de la Roumanie. Mais c'était encore une erreur. Le roi Charles repoussa la suggestion de Berchtold qui demandait que la Roumanie donnât d'avance des garanties de neutralité et fit comprendre au contraire que si la guerre éclatait, il occuperait la ligne Turtucaia-Balchik et prendrait peut-être ses mesures pour prévenir toute victoire excessive de la Bulgarie. Fürstenberg alléguant que cela « signifiait entrer dans le camp « des ennemis », il répliqua qu'il était bien navré mais que Vienne avait toujours su qu'il ne pouvait tolérer une Grande Bulgarie (1). Là-dessus Berchtold fit à Sofia un effort désespéré : un renforcement de la Serbie étant tout à fait contraire aux intérêts autrichiens, « la Bulgarie peut compter en certaines circonstances sur notre actif soutien » mais seulement si elle fait droit au désir de compensation de la Roumanie (2). Mais Danev demeura inflexible. Le 29 juin, il dit à Tarnowski que le refus d'arbitrage de la part de la Serbie signi-

(1) A. H. D., VI, nº 7466, 23 juin.
(2) A. H. D., VI, nº 7486, 24 juin. Berchtold à Tarnomski.

fiait la guerre, et que la Roumanie n'aurait pas son « pourboire » (1). Maiorescu pouvait bien dire que la Bulgarie attendait d'avoir le couteau sur la gorge.

Le drame éclata cette nuit-là. Le général Savev croyant qu'il pourrait tailler à travers les Serbes et les Grecs « comme avec un couteau dans du fromage pourri », les chasser du territoire contesté et mettre fin à l'affaire en quelques jours sans une véritable guerre, donna des ordres pour déclancher à minuit une attaque traîtresse. L'attaque contre les Serbes était approuvée par le roi Ferdinand derrière le dos de son premier ministre, celle contre les Grecs ordonnée par Danev contre la volonté royale (2). Mais les Alliés méprisés étaient parfaitement prêts, ils repoussèrent l'assaut et bientôt prirent l'offensive à leur tour. Une série de batailles connues sous le nom collectif de la Bregalnica firent rage jusqu'au 9 juillet et se terminèrent par la retraite générale des Bulgares. En même temps les calculs politiques de Sofia échouaient à nouveau. Le comte Berchtold parla bien d'intervenir dans le cas d'une victoire serbe mais rencontra une désapprobation égale à Berlin et à Rome. Tschirschky soutint que l'oubli de la Roumanie avait mis l'Alliance dans une fausse position puisque l'on avait des obligations définies envers elle mais non envers la Bulgarie (3), tandis que Zimmermann traitait l'amitié bulgare de « chimère » et une grande Serbie de « cauchemar » (4). A Rome, San Giuliano ne voyait aucune excuse à un « coup de tête » de la part de l'Autriche et faisait part à Jagow de son idée qu'on ne pouvait autoriser quiconque à soumettre la Serbie (5). L'isolement de Berchtold était complété par l'intérêt grandissant de Berlin dans la cause grecque. La Roumanie agit aussitôt : son ministre avait d'ores et déjà averti Danev qu'en cas de conflit (6) elle ne resterait pas immobile, et le 3 juillet la mobilisation était ordonnée. Des démonstrations anti-autrichiennes furent organisées dans les rues de Bucarest par les chauvins de la Ligue de Culture, et Berlin prit peur

(1) A. H. D., VI, nº 7553.
(2) Le roi Ferdinand à Tarnowski. A. H. D., VI, nº 7838, 18 juillet. « C'est à n'y pas croire », tel est le commentaire de l'écrivain militaire français dont les articles parus dans la *Revue Bleue* en décembre 1913 restent le meilleur récit de la seconde guerre des Balkans.
(3) G. P., XXXV, nº 13477, 2 juillet ; A. H. D., nº 7584. Rapport de Berchtold sur sa conversation avec Tshirschky. Il se plaint des conjectures erronées de Berlin sur la politique autrichienne à l'égard de la Bulgarie et de la Roumanie.
(4) G. P., XXXV, nº 13490, 6 juillet.
(5) *Ibid.*, nº 13493, 7 juillet, Jagow à Tschirschky.
(6) A. H. D., VI, nº 7543, 29 juin.

devant le risque de jeter la Roumanie dans les bras de la Russie. Tout ce que Berchtold put faire ce fut d'engager Sofia à faire d'immédiates concessions à Bucarest, mais jusqu'au tout dernier moment Danev compta sur l'aide russe tandis que le roi Ferdinand hésitait entre les politiques rivales. Au moment même où les troupes roumaines passaient le Danube, ce dernier rappela à Maiorescu sa promesse — faite dans une situation qui avait évolué au point de devenir méconnaissable — de ne prendre aucune initiative au delà de l'occupation du territoire revendiqué (1). La déclaration de guerre de la Roumanie venait de lui donner une réponse indirecte; elle montrait que la Roumanie avait loyalement prévenu la Bulgarie de ses intentions (2), mais n'avait jamais reçu de réponse; en revanche, la Bulgarie avait attaqué ses alliés « sans observer même ces règles « élémentaires de notification préalable qui eussent au moins témoi- « gné de son respect pour les conventions internationales en vigueur ».

Pour achever le drame, la Porte ayant d'abord demandé et obtenu la retraite des troupes bulgares dans les limites de la nouvelle frontière, annonça son intention de réoccuper le territoire ottoman. La Bulgarie se trouva cernée par la marche de ses ennemis, la résistance était désespérée, et le 20 Enver Pasha avec la cavalerie turque entrèrent à Andrinople sans coup férir. Berchtold se rendit compte alors qu'une intervention armée lui coûterait l'alliance roumaine, et pour ajouter à sa perplexité, il trouva Berlin opposée à son idée de Conférence européenne (3), tandis que San Giuliano le menaçait poliment de le retenir « par les basques de son habit » (4). A cette époque même la malheureuse Bulgarie conservait ses illusions, et le général Racho Petrov faisait savoir au comte Tarnowski qu'une victoire décisive sur la Serbie était encore possible si l'Autriche-Hongrie y aidait (5). Le roi Ferdinand envoya son secrétaire demander si Vienne voulait voir la chute de la Bulgarie et de sa dynastie et la prépondérance de la Serbie dans la péninsule. Mais on ne put rien tirer de Berchtold à part l'assurance que l'Autriche-Hongrie avait des intérêts identiques à ceux de la Bulgarie et qu'elle favoriserait l'expansion de cette dernière à deux conditions : à

(1) A. H. D., VI, nº 7738, 12 juillet.
(2) Cf. aussi Conrad, *op. cit.*, III, p. 379.
(3) G. P., XXXV, nº 13505. Jagow à Tschirschky, 12 juillet.
(4) A. H. D., VI, nº 7748. Mérey à Berchtold, 12 juillet.
(5) *Ibid.*, nºs 7769 et 7781. Tarnowski à Berchtold, 14 et 15 juillet.

savoir qu'elle ne formerait pas avec la Serbie une nouvelle alliance « au service de l'idée pan-slave » et qu'elle viendrait à composition avec la Roumanie. Deux jours après, Berchtold donna avis au roi Ferdinand d'adresser à Bucarest un appel direct, où il s'engagerait à céder le territoire revendiqué et où il expliquerait le danger couru par la dynastie Cobourg (1).

Le 17 juillet, le roi Ferdinand se résolut à l'inévitable et fit au roi Charles l'appel nécessaire, recevant en réponse la suggestion d'une Conférence des Cinq États balkaniques sur le territoire roumain. En même temps, il renvoya le russophile Danev et mit au pouvoir le vieux parti austrophile avec Radoslavov pour premier ministre et Genadiev pour ministre des Affaires étrangères. Devant le comte Tarnowski il dénonça l'hostilité de la Russie envers la Bulgarie, mais au même instant il déclara qu'il s'était simplement servi de la Russie contre la Turquie afin d'obtenir la coopération indispensable de la Serbie et de la Grèce. Comment pouvait-il penser que l'Autriche-Hongrie le laisserait dans l'embarras et n'utiliserait pas une occasion unique d'écraser la Serbie ? Il n'avait ordonné l'attaque nocturne contre les « Serbes odieux » que dans l'espoir d'être aidé par Vienne. « Un coup de pied suffisait pour assommer la Serbie (2) » et Guillaume II rendait un très mauvais service à l'Autriche-Hongrie en la détournant d'attaquer ce pays. Tarnowski se borna sagement à s'enquérir de la raison pour laquelle, en l'espèce, le Roi n'avait pas mis Vienne au courant dès que la guerre avait éclaté contre la Turquie, et pourquoi en revanche il avait conservé au pouvoir un Gouvernement panslave. C'était une manière de dire que le roi Ferdinand avait appelé sur lui la catastrophe en jouant trop vite et avait perdu sur les deux tableaux (3).

A cette époque même la Bulgarie essaya de soumettre la cession de territoire à la condition que les troupes roumaines repasseraient le Danube : mais le doux Maïorescu fit comprendre que l'armée ne serait pas rappelée tant qu'on n'aurait pas acquis la certitude

(1) *Ibid.*, n[os] 7797 et 7814. Berchtold à Tarnowski, 17 juillet.

(2) A. H. D., VI, n° 7838, 18 juillet.

(3) Il faut remarquer que le roi Ferdinand donnait audience à Tarnowski le 18 juillet 1913 pour la première fois depuis août 1912 et qu'il essaya de s'excuser en prétendant que la correspondance de Tarnowski était livrée à la Russie (il sous-entendait par Geshov et Danev !). Tarnowski rapporte ceci sans commentaire, mais il est évident qu'il n'en croit rien (voir A. H. D.), VI, n° 7883).

que la Bulgarie ne recommencerait pas la guerre contre la Serbie (1). Là-dessus la Bulgarie se soumit entièrement et admit Bucarest pour siège des négociations ; en retour, Maïorescu promit que l'armée roumaine n'occuperait pas Sofia à moins que les Serbes et les Grecs n'insistassent ; alors même ce ne serait pas une marque d'hostilité mais un moyen de prévenir les troubles et de sauver la dynastie. Cependant des négociations préliminaires avaient lieu à Niš ; malgré les prétentions exorbitantes des Grecs, on les transféra bientôt à Bucarest, de l'assentiment général. Tandis que les Puissances protestaient contre la saisie d'Andrinople par les Turcs, le roi Charles fit à l'égard de Sofia deux gestes amicaux en rappelant le sultan au respect du traité de Londres et en indiquant que la Serbie ne pourrait être autorisée à prendre Vidin (2). Dans l'intervalle, le roi Ferdinand avait télégraphié à Guillaume II mais la réponse, qui lui causa de la tristesse, était, d'après lui, un tissu « d'ironies et d'insultes » : à la vérité il se plaignait que l'Empereur, pour éviter une guerre avec la Russie, eût empêché l'Autriche-Hongrie d'attaquer la Serbie. Une excellente occasion, disait-il, avait été perdue de faire disparaître la Serbie de la carte (3) !

Genadiev, qui était moins personnel et plus pratique, offrait maintenant au nom de la Bulgarie une alliance avec l'Autriche-Hongrie et la Roumanie (4), ouverture que Berchtold accueillit avec allégresse. Mais il ne rencontra pas un égal enthousiasme à Berlin qui continuait à se méfier de la Bulgarie et favorisait un accord gréco-roumain. L'Allemagne demeura aussi peu convaincue quand Berchtold parla des desseins franco-russes de reconstituer la Ligue des Balkans et quand il soutint que la rupture entre Vienne et Belgrade était « définitive et irréparable (5) ». Le brusque changement d'une politique russophile en une politique austrophile fut pour la Bulgarie une folie suprême, car il décida la Russie, seule Puissance de qui on pût attendre une intervention armée contre la Turquie, à adopter une attitude passive au moment même où elle envisageait

(1) Cette précaution était sage, et c'est ce que montre un rapport du comte Tarnowski en date du 5 août (A. H. D., VI, n° 8234) ; à leur arrivée à Bucarest, les délégués bulgares espéraient encore faire une paix séparée avec la Roumanie et avoir la main libre contre la Serbie et la Grèce pour continuer la guerre à outrance.

(2) A. H. D., VI, n°s 7985 et 8018, 24 et 25 juillet.

(3) *Ibid.*, n° 8074, 27 juillet.

(4) *Ibid.*, n° 7937, 22 juillet.

(5) G. P., XXXV, n° 13564, 22 juillet et A. H. D., VII, n° 8157. Rapport à Berlin du 1er août 1913 (G. P., XXXV, n° 13724).

soit d'agir elle-même soit de faire agir la Roumanie à Andrinople (1).

La Conférence s'ouvrit à Bucarest le 30 juillet, sous la présidence de Maiorescu et dura moins d'une semaine. Les États balkaniques avaient toutes raisons de se hâter, étant donné le danger constant d'une intervention des Puissances, aussi ils ne signèrent l'armistice que pour quelques jours et ils avertirent la Bulgarie que Sofia serait occupée si leurs conditions n'étaient pas acceptées. Un accord était obtenu le 6 août ; l'Autriche et la Russie, par l'intermédiaire de leurs ministres à Bucarest, se réservaient un droit de révision ultérieure, mais les autres Puissances faisaient dépendre ce dernier de la décision unanime des six grands États. Le roi Charles ne perdit pas un moment pour télégraphier à l'empereur Guillaume : « De graves difficultés ayant été surmontées, la conclusion de la paix est assurée et *grâce à vous elle est définitive.* » Guillaume II à son tour remercia Charles pour sa politique « sage et véritablement digne d'un homme d'État » et se réjouit de leur « coopération « pour la cause de la paix » — télégramme dont le Roi prit connaissance « avec une fière et sincère gratitude ». Les trois télégrammes furent aussitôt publiés avec la permission de l'Empereur et la sensation qu'ils produisirent à travers l'Europe fut d'autant plus grande qu'ils n'avaient pas même été soumis au ministère des Affaires étrangères de Berlin et moins encore au Gouvernement autrichien. Bethmann-Hollweg fit des objections mais admit qu'il ne pouvait retenir son maître, quant à Zimmermann il se consola en pensant que Vienne, bien qu'à regret, montrerait moins de zèle pour la cause de la révision (2). Berchtold fit la pire injure à tout le monde y compris au Roi en envoyant des félicitations appuyées pour la « paix provisoire » (3). Cependant, le roi Ferdinand commanda à ses soldats « indignés de la félonie » de leurs alliés « épuisés mais non vaincus, ...de serrer leurs glorieux étendards jusqu'à des jours meilleurs ».

Le point le plus disputé à Bucarest était l'attribution à la Grèce du port de Cavalla sur la Mer Égée : ici l'empereur Guillaume dirigeant la politique étrangère, insista de tout son poids en faveur de son beau-frère le roi Constantin, qu'il nomma, en manière de démonstration, maréchal allemand. Jagow, agissant sur ses ordres, rappela à Berchtold que dès le 14 juillet il s'était

(1) G. P., XXXV, n° 13615, 30 juillet.
(2) G. P., XXXV, n°s 13736 et 13737 ; A. H. D., VII, n° 8414.
(3) A. H. D., VII, n° 9066.

déclaré partisan de « rendre la Grèce aussi forte que possible », et Tschirschky, avec sa franchise prussienne, lui dit qu'il allait se trouver isolé si il allait contre la « force des choses ». « Sans Cavalla », dit Jagow, « la Grèce peut difficilement conclure la paix » et ce serait folie de soutenir la Bulgarie contre elle ou d'entrer en compétition avec la Russie à son sujet : « Après avoir provoqué « la guerre, la Bulgarie ne peut se plaindre d'en payer les frais (1). » Le 12 août, Tschirschky reçut des instructions pour annoncer que l'Allemagne regardait le traité comme définitif et désirait par-dessus tout reprendre ses anciennes relations avec la Roumanie; mais quand il vit Berchtold, la conversation ne porta plus sur Cavalla, mais sur la « Grande Serbie » reconnue par le traité à la frontière méridionale de la Monarchie et dont l'Allemagne négligeait le danger. Tschirschky répondit avec aigreur que la révision était impossible sans une guerre : Štip et Kočana valaient-elles un conflit européen (2) ? Guillaume II de son côté dit que Vienne était « complètement crevassée » (3).

Au milieu d'août, la question de la révision était enterrée : la France et l'Allemagne étaient d'accord en faveur de la Grèce, la Russie cédait à l'influence française sur la question de Cavalla et, trouvant le Gouvernement bulgare si ardemment austrophile, laissait aux nouveaux amis de la Bulgarie le soin de lui sauver Andrinople ; cependant, la Grande-Bretagne, après avoir protesté contre la violation du Traité de Londres par les Turcs, s'effraya de l'agitation des musulmans de l'Inde et laissa l'envahisseur en possession de sa conquête. Berchtold se trouva isolé et dut se contenter de sa seule réussite durable : l'indépendance de l'Albanie. Sur ce point, il avait par hasard l'entière sympathie de la Roumanie : les Valaques espéraient davantage en effet des Albanais que des Serbes ou des Grecs et le nouveau prince, Guillaume de Wied, était le neveu de la reine Élizabeth. « Nous sommes assis « entre deux chaises », écrivait Conrad à un de ses généraux : « Nous aurons bien la paix, mais il faut que nous abdiquions dans toutes les directions (4). »

Il était assez naturel que le roi Charles et Maïorescu insistassent

(1) G. P., XXXV, nos 13700, 13701, 13703, 13725, 1er-5 août.
(2) G. P., XXXV, nos 13741 et 13749 ; A. H. D., VII, no 8345.
(3) G. P. marginalia à no 13740.
(4) Conrad, *op. cit.*, III, p. 404.

pour la permanence du nouvel arrangement qui avait singulièrement rehaussé le prestige de la Roumanie au dedans et au dehors et retourné une fois de plus en faveur de la Couronne une opinion inconstante. Les Roumains avaient acquis la frontière de la Dobroudja si longtemps convoitée et leurs pertes s'étaient limitées aux conséquences du choléra, les troupes bulgares ayant été engagées sur les autres fronts. Le roi Charles avait maintenu l'équilibre balkanique et jouait le rôle de médiateur entre les forces rivales : il montrait que, d'après les paroles de Maïorescu, l'Autriche-Hongrie ne pouvait plus dicter la politique de Bucarest (1). Le chef conservateur, alors âgé de plus de 70 ans, pouvait se reposer sur ses lauriers et faire place aux Libéraux dont les événements récents avaient fortement aiguisé l'appétit du pouvoir.

Sur un point très important, les Libéraux, à la veille de prendre le pouvoir, se montrèrent plus clairvoyants que le Roi. Un des effets de la guerre avait été de révéler aux paysans mobilisés la différence entre les conditions de la vie rurale dans leur pays et en Bulgarie. Au Sud du Danube ils avaient trouvé partout de petits domaines prospères, de meilleures méthodes de culture et l'absence complète de grands propriétaires et d'intermédiaires rapaces. Jonel Brătianu, et plus encore Constantin Stere, le théoriste du Parti, furent prompts à comprendre les réactions dangereuses de cette découverte sur l'esprit des masses : le résultat en fut un nouveau programme politique avec lequel les Conservateurs ne pouvaient espérer lutter. Ses deux points essentiels étaient la réforme agraire et la réforme électorale et bien qu'elles fussent très édulcorées afin de vaincre les hésitations de la Couronne, elles donnèrent néanmoins à Brătianu un soutien populaire très étendu, qui devait, à l'heure du péril, être le salut de la Roumanie. Pendant l'automne 1913, Brătianu proclama dans l'organe libéral *l'Indépendance Roumaine* le besoin de satisfaire la soif de terre de la classe paysanne, tandis que le vénérable Dimitrie Sturdza terminait sa carrière politique en prononçant ce mot sinistre d' « expropriation » dont le règne était proche. Le groupe démocratique conservateur de Take Jonescu se hâta d'accepter la réforme en principe, il parut alors à l'évidence que les vieux Conservateurs — à nouveau divisés en deux groupes : les réactionnaires avec Marghiloman et les opportunistes avec

(1) A. H. D., VII, n° 8407.

M. Cantacuzène — jouaient une partie perdue d'avance, leurs meilleures cartes étant encore le conservatisme du Roi qui baissait rapidement et la disparition de toute complication extérieure.

***

Les guerres balkaniques avaient pesé lourdement sur les deux grandes alliances européennes et produit des combinaisons inattendues ; le traité de Bucarest, en particulier, avait fait naître des frottements entre Vienne et Berlin. Guillaume II qui s'attendait au remplacement de l'incompétent Berchtold, jugea nécessaire de convaincre Vienne de son loyalisme à l'égard de la Triple Alliance. S'il insistait pour conserver l'amitié de la Roumanie et gagner celle de la Grèce, c'est qu'il s'agissait là des intérêts vitaux de l'Alliance qui devaient être défendus « même au risque de froisser passagère- « ment l'Autriche (1) ». Il fut très soulagé de recevoir au début de septembre une lettre de François-Ferdinand qui exprimait son admiration pour le succès de la politique de Guillaume et déclarait « en toute modestie, la faire sienne (2) ». Bientôt après, l'archiduc assista à la célébration du centenaire de la « Bataille des Nations » à Leipzig et échangea des visites avec l'Empereur à Konopiště et à Springe : pendant le peu de temps que l'Archiduc devait survivre, les deux hommes furent sur un pied de véritable intimité. L'Empereur vit également François-Joseph à Vienne et saisit l'occasion de discuter de la politique des Balkans avec Berchtold qui disait que vouloir se gagner la Bulgarie sans s'aliéner la Roumanie c'était chercher la « quadrature du cercle ». Emporté par sa propre éloquence, Guillaume l'assura que l'Autriche-Hongrie devait étendre son hégémonie sur tous les États balkaniques ; que si la Serbie refusait de mettre son armée à la disposition de Vienne, « Belgrade serait bombardée et occupée, jusqu'à exécution des ordres de l'Empereur François-Joseph » et la main sur la garde de l'épée, il se déclarait prêt à « tirer le sabre et à se tenir derrière « la Monarchie dans la mesure où votre action le rendrait néces- « saire ». S'il fallait en venir en Europe à une « lutte à mort » pour le principe monarchique, Vienne « pourrait toujours compter sur

(1) G. P., XXXVI (i), n° 13781.
(2) *Ibid.*, XXXIX, n° 15709 ; Treutler au Foreign Office, 7 septembre.

« lui et tout ce qu'il recevrait du ministère des Affaires étrangères « d'Autriche serait un ordre pour lui ». Ce n'était pas là une boutade, mais une tentative voulue de reconquérir les bonnes grâces de Vienne. Cinq semaines plus tard, en effet, dans sa conversation avec le chargé d'affaires austro-hongrois à Munich, l'Empereur, après avoir dénoncé la Bulgarie et le roi Ferdinand, dit que la Serbie, ce facteur important de la politique européenne, devait être « attelée au char de la Monarchie — d'une façon ou d'une « autre ». Si l'on en arrive à « un conflit militaire sérieux... nous autres « Allemands sommes avec vous et derrière vous ; en aucun cas « nous ne pouvons rester indifférents à la situation de vos vingt « divisions occupées à des opérations contre les Slaves du Sud (1) ».

Empereur et archiduc étaient parfaitement d'accord pour vouloir regagner la Roumanie à la Triple-Alliance, et la Roumanie s'étant une première fois attachée moins à Vienne même qu'à l'allié de Berlin, ils savaient que seul le prestige de l'Allemagne pourrait rétablir la situation (2). L'Empereur songeait à aller lui-même à Bucarest (3) et il n'y renonça que par crainte de froisser et de provoquer la Russie. François-Ferdinand, de son côté, fit nommer ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest l'un de ses intimes le comte Ottokar Czernin. Ce dernier avait reçu les instructions de Berchtold pour faire cesser les malentendus, pour convaincre Bucarest de la bienveillance de Vienne et pour répéter avec insistance que des relations étroites entre la Roumanie et la Serbie étaient incompatibles avec l'Alliance puisqu'il « *était impossible d'apaiser ou de résoudre* » le conflit austro-serbe. Il devait faire tout ce qui était en son pouvoir pour obtenir du Roi une déclaration sur l'attitude de la Roumanie dans le cas d'événements « décisifs » et l'abandon du secret extrême qui régnait autour du traité. Il n'était pas nécessaire d'en publier les termes mais il était grand temps que le monde sût que la Roumanie avait été l'alliée des Puissances Centrales depuis plus d'un quart de siècle (4). Ce choix

(1) Ces deux documents remis confidentiellement à l'auteur en 1928 furent publiés pour la première fois en appendice à son article « La Politique Balkanique de Guillaume II » (*Slavonic Review*, n° 19, juin 1928) dans une traduction anglaise *in extenso*. Les originaux furent publiés ensuite dans les A. H. D., VII, n°s 8934 et 9096.

(2) Cet argument fut exposé d'une manière lumineuse par le ministre de Roumanie à Berlin. A. Beldiman à Jagow, 7 septembre 1913. G. P., XXXIX, n° 15794.

(3) *Ibid.*, XXXIX, n° 15713. Tschirschky à Jagow, 18 février 1914.

(4) A. H. D., VII, n° 9032. Compte rendu de Berchtold, 26 novembre 1913.

était par lui-même significatif car Czernin avait étudié de près et longtemps la délicate « question des nationalités » sous la monarchie dualiste; quelques années auparavant, il avait publié un pamphlet critiquant ouvertement la politique raciale magyare; on savait enfin qu'il partageait les conceptions énergiques de l'héritier présomptif concernant la nécessité de réformes sévères en Hongrie, et sa sympathie marquée à l'égard des Roumains de Transylvanie. La nomination fut violemment attaquée au Parlement hongrois mais le comte Tisza, premier ministre qui, à sa manière, était conscient de la nécessité d'une détente avec les Roumains, donna son appui à Czernin et resta en contact étroit et direct avec lui. On savait partout que François-Ferdinand était violemment hostile à Tisza et que malgré la difficulté, il avait empêché François-Joseph de mettre le chef des calvinistes magyars à la place de Berchtold (1). Son propre candidat n'était autre que Czernin qui dut plus tard sa nomination au ministère des Affaires étrangères à la confiance de l'Empereur Charles envers les ancien intimes de son oncle.

Czernin reconnut bien vite que la publication du traité était absolument impossible sans un changement dans les sentiments du peuple roumain à l'égard de la Double-Monarchie, ce qui dépendait d'une entente entre Magyars et Roumains à l'intérieur de la Hongrie. Comme son prédécesseur Fürstenberg, l'attaché militaire Hranilovic (2) et leurs subordonnés, il ne cessa d'affirmer que les aspects intérieurs et extérieurs de la question roumaine ne pouvaient être séparés, et que les fautes des précédents Gouvernements hongrois portaient des fruits amers (3). Il fut confirmé dans cette conviction par ses conversations avec le Roi et ses hommes d'État. Le vieillard, parlant comme un particulier, et non comme un souverain à un envoyé étranger, cita quelques-uns des incidents chroniques qui troublaient les rapports des deux pays — comme l'arrestation de Mme Take Jonescu par les autorités magyares — et dit brutalement que le « siège de tous les maux était en Transylvanie ». Il espérait sincèrement que les négociations de Tisza amèneraient un arrangement dont les grandes lignes avaient été longtemps aupa-

(1) Cf. G. P., XXXIX, nº 15789.
(2) Cf. Conrad, *op. cit.*, III, p. 482, 553, 562.
(3) A. H. D., VII, nºs 9051 et 9052, 5 décembre.

ravant préconisées par Deák et ajouta que s'il avait quelque arrière-pensée, il se réjouirait d'une querelle qui faisait le jeu des irrédentistes (1). La conversation atteignit son point culminant quand le Roi avoua — « avec un effort visible » et beaucoup d'embarras — que dans l'état des choses et étant donnée l'opinion publique unanime, l'Alliance ne pourrait entrer en vigueur (2) : la Roumanie ne tournerait pas ses armes contre la Monarchie mais il était impossible de combattre côte à côte à moins que Vienne fît quelque chose pour apaiser le conflit roumain-magyar. Czernin jugea d'ailleurs avec raison que Charles voulait jouer un rôle d'arbitre dans les Balkans ; n'ayant pas perdu beaucoup de sa méfiance à l'égard de la Bulgarie il saisissait toutes les occasions d'offrir sa médiation entre Belgrade et Vienne.

Tisza, de son côté, voyait l'utilité d'apaiser les Roumains de Hongrie, mais son nationalisme arrogant l'empêchait de payer quoi que ce fut qui approchât le prix nécessaire. Les pourparlers qui eurent lieu pendant l'hiver entre son représentant et le Parti National Roumain étaient donc voués à l'insuccès. Le 14 février 1914, le Conseil exécutif du parti rejeta l'offre de Tisza qu'il jugeait insuffisante et affirma à nouveau le programme autonomiste de 1881. De l'avis général, c'était l'approbation de l'héritier présomptif qui poussait les chefs du parti à agir ainsi. Ces derniers étaient certainement en rapport avec François-Ferdinand par l'intermédiaire de ses secrétaires militaires, les colonels Brosch et Bolfras, du Dr Funder, rédacteur en chef de la *Reichspost*, organe officiel des Chrétiens socialistes, et surtout d'Aurel Popovici, l'ardent promoteur de l'idée d'une « Grande Autriche ». L'échec des négociations et un discours dépourvu de tact prononcé par Tisza — disant que si l'amitié avec la Roumanie était la meilleure combinaison, d'autres étaient possibles — créèrent une recrudescence dans les sentiments opposés à la Monarchie non seulement dans les milieux mondains et académiques mais aussi dans l'armée et confirmèrent pleinement le diagnostic de Czernin. Si l'opinion publique du royaume faisait du traitement de ses frères de Hongrie la pierre de touche des relations diplomatiques, l'opinion hongroise n'en était pas moins fanatique

(1) A. H. D., VII, n° 9039, 30 novembre.
(2) « Nicht effectuirbar », A. H. D., VII. n° 9066, 8 décembre.

de magyarisation et peu disposée à accorder l'égalité à des « Valaques » méprisés. Néanmoins, une entente était sincèrement désirée. Brătianu, indubitablement le plus chauvin des hommes d'État roumains, avait échangé avec Tisza des lettres confidentielles à ce sujet (1). Par ailleurs un homme comme Filipescu, le très habile et très énergique ministre de la guerre conservateur, cherchait à sortir de l'impasse d'une manière singulièrement originale. D'après lui, la Transylvanie devait être cédée à la Roumanie, mais en retour la Roumanie serait constitutionnellement incorporée dans la Monarchie et le roi Hohenzollern se trouverait sous les Habsbourg dans la même position que les dynasties de Bavière et de Saxe à l'intérieur de l'Allemagne (2). Ce n'était pas là une idée entièrement nouvelle. Jean Maïorescu, père du premier ministre, avait construit, dès le milieu du XIX[e] siècle, un projet semblable, qu'en 1911 déjà, Aurel Popovici avait discuté avec Filipescu, offrant de le faire parvenir à François-Ferdinand par l'intermédiaire d'un jésuite influent, le comte Galen (3). Quant cet épisode vit le jour après la Grande Guerre, on accusa l'homme d'État décédé d'avoir manqué de patriotisme, mais en réalité, étant données les circonstances totalement différentes en 1913, il avait agi avec prévoyance et sagesse. Un tel plan, s'il avait été réalisé, eût aidé à éviter une catastrophe universelle, tout en assurant l'avenir de la Roumanie. En tous cas, Czernin, malgré son approbation chaleureuse, s'aperçut aussitôt que la politique magyare était un obstacle insurmontable.

Tisza était beaucoup trop clairvoyant pour ne pas s'en rendre compte. Mais il n'était pas prêt à faire les concessions nécessaires et dans un mémoire adressé à François-Joseph le 15 mars, il proposa une solution. « La conquête de la Transylvanie », écrivit-il, « reste toujours le meilleur appât » pour la Roumanie, il est donc essentiel de gagner la Bulgarie à la Triple Alliance par la ferme promesse d'une récompense en Macédoine. Il serait alors possible

(1) G. P., XXXIX, nº 15795. Waldburg à Bethmann-Hollweg, 16 septembre 1913. A. D. H., VII, nº 9255.

(2) A. H. D., VII, nº 8463, 11 mars 1914. Déjà publié par Conrad, *op. cit.*, III, appendice X.

(3) Marghiloman, *Note Politice*, I, p. 87. Le maréchal Conrad (Conrad, *op. cit.*, III, p. 551) rapporte une conversation de janvier 1914 avec le Major Eremie, attaché militaire roumain, qui admettait l'existence d'un parti en Roumanie pour demander l'entrée « de tous les pays de langue roumaine avec leur propre roi » dans l'édifice de la monarchie. Conrad répondit « Ohneweiters » mais signala que le principal obstacle était l' « idée d'un État hongrois ».

de détacher la Roumanie et la Grèce de la Serbie, de les réconcilier avec la Bulgarie et de leur faire mordre l'hameçon : « La tâche de « l'Autriche-Hongrie était difficile : il ne saurait être question de « succès si nous n'avons pas l'assurance complète d'être compris, « approuvés et soutenus par l'Allemagne (1). »

Le changement de ministère que l'on attendait depuis longtemps eut lieu le 16 janvier 1914. Jonel Brătianu succéda à Maïorescu. Le roi Charles prit envers lui les précautions les plus extraordinaires au sujet de l'alliance secrète. Brătianu sut alors seulement que cette alliance avait été renouvelée un an auparavant et le nouveau ministre des Affaires, Porumbaru, une nullité, n'en connut même pas l'existence. Cependant, Czernin soupçonnait à bon droit que le souverain n'était plus comme lors des années 80, le maître incontesté de la situation ; ce qui empêchait le Roi de révéler l'existence du traité c'était sa conviction de le voir rejeté par la majorité du pays. Cependant, Brătianu progressait à l'Intérieur. Afin de remplir son double programme de réformes agraires et électorales, il convoqua une Assemblée constituante ayant le pouvoir de réviser certains articles de la Constitution. Mais les commissions parlementaires ne furent réunies qu'en juin 1914 ; à peine leur travail était-il commencé que le déclenchement de la crise mondiale en fit proposer l'ajournement.

La rupture des négociations en Hongrie, et le terrible attentat de Debreczen — attribué au sinistre Cătărau, Roumain de Bessarabie qui était entré dans la police de Bucarest à la solde de la Russie et semblait jouir d'une mystérieuse immunité — amena de nouvelles récriminations entre Bucarest et Budapest. Pendant l'hiver et le printemps les manifestations passèrent à l'état chronique surtout à partir du moment où la Ligue de Culture fit jouer au Théâtre National le *Notaire de Village*, pièce violemment anti-magyare du jeune et brillant poète transylvain, Octavian Goga. Brătianu affirma à Czernin qu'une intervention officielle ne ferait qu'empirer les choses ; le ministre autrichien dit bien au Roi que « la rue et la Ligue le préoccupaient moins que l'attitude passive du Gouvernement » mais cela même resta sans effet (2).

L'abîme qui se creusait entre Bucarest et Vienne était visible

(1) A. H. D., VII, nº 9482, publié antérieurement par l'*American Historical Review* de janvier 1924.
(2) A. H. D., VII, nº 9547, 3 avril.

de toute l'Europe et encourageait la Russie à des efforts renouvelés pour établir sa prédominance dans les Balkans aux dépens de l'Autriche-Hongrie. La Roumanie était comme le pivot sur lequel les deux grands rivaux pouvaient faire tourner les petites Puissances balkaniques et son adhésion était un grand avantage stratégique pour l'une ou l'autre partie. Pour l'Autriche c'était l'adjonction de cinq corps d'armée sur son flanc droit à portée d'Odessa ; pour la Russie c'était l'accès direct vers la Bulgarie et la Serbie, la possibilité d'envahir la Hongrie par les cols ouverts de Transylvanie et l'anéantissement de tous les plans d'offensive autrichiens.

L'air était plein de bruits de « combinaisons ». Le prince héritier et le premier ministre de Serbie vinrent à Saint-Pétersbourg remercier personnellement le Tsar du soutien qu'il avait accordé à la cause serbe ; ils reçurent cette réponse, très Romanov, que l'Empereur avait simplement fait son « devoir de Slave ». Ils furent suivis par le premier ministre grec, M. Venizelos, et les deux hommes d'État interrompirent leur voyage à Bucarest et se concertèrent avec Brătianu sur la possibilité de reconstituer la Ligue balkanique avec ou sans la Bulgarie. La Roumanie et la Grèce souhaitaient enchaîner une telle combinaison à la Triple Alliance dans le double but d'isoler la Bulgarie et de garantir leurs propres conquêtes. Berlin partageait et leur défiance à l'égard de Sofia et leur désir de combler le gouffre entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie. Le roi Charles en particulier tenait à jouer le rôle de médiateur et Pašič affectait un empressement peut-être plus tactique que sincère. L'empereur Guillaume, selon sa manière improvisée, avait effectivement suggéré à Czernin que les difficultés roumaines pourraient être résolues au mieux par une alliance offensive et défensive de la Monarchie *avec la Roumanie et la Serbie contre la Bulgarie.* Ce projet semble avoir fermenté dans l'esprit de Czernin jusqu'au milieu de juin, moment où il le répandit comme un moyen de mettre Bucarest en face de l'alternative — si possible par l'intermédiaire de Berlin — et d'éclaircir une situation équivoque (1).

En février, le prince héritier Ferdinand fit à Saint-Pétersbourg une visite longtemps remise et l'on parla d'un mariage entre son fils aîné, le prince Carol et une fille du Tsar. Sazonov remarqua avec une douce ironie que l'on ne trouverait pas tous les jours

(1) A. H. D., VIII, n° 9902, 22 juin.

un Hohenzollern orthodoxe ; mais rien ne sortit de ce projet, Nicolas II laissant ses enfants libres de leur décision. A cette occasion, le perspicace Czernin avertit son Gouvernement que beintôt la politique roumaine pourrait dépendre moins de Ferdinand que de sa versatile épouse, la princesse Marie, qui avait de vives sympathies pour la Russie. « Son caractère et sa mentalité », écrivit-il, « sont parmi les plus importantes raisons qui obligent « à mettre sur une toute autre base nos relations avec la Rouma-« nie (1). » Elle fut certainement charmée quand, au début de l'été, le Tsar lui-même rendit visite au roi Charles à Constantza : bien que les souverains se soient abstenus de parler politique, Brătianu et Sazonov eurent ensemble de longues discussions et firent une courte excursion en automobile à travers la Transylvanie, ce qui provoqua, de la part de Tisza, une très violente protestation (2). Sazonov fut pleinement pacifique dans ses déclarations, il devait en effet se méfier de Brătianu sachant que la Roumanie voyait d'un mauvais œil le Panslavisme, était très susceptible à propos des Détroits et que le Roi penchait fortement du côté de la Triple Alliance (bien entendu il ne savait rien du traité). Son ton était donc de nature à rassurer. « A condition que l'Autriche ne touche pas à la Serbie » ; et sans doute était-il sincère puisque pendant le printemps il tint les mêmes propos à plusieurs reprises, indiquant ainsi que la Russie ne pourrait rester indifférente au destin de la Serbie et ne changerait pas d'attitude par rapport à 1909. C'est en parlant ainsi, d'ailleurs, qu'il était le plus près de tomber d'accord avec Brătianu. On a toutes raisons d'affirmer — les preuves, il est vrai, dépasseraient les limites de ce volume — que pendant cette éclaircie avant l'orage, Saint-Pétersbourg et Berlin croyaient travailler pour la paix. Mais les travaux de mine et de sape auxquels ils se complaisaient, et dont la mission Liman von Sanders en Turquie ainsi que les discussions militaires et navales de Saint-Pétersbourg sont les plus frappants exemples, créaient inévitablement une atmosphère de trouble dans laquelle tout incident pouvait mettre le feu aux poudres.

(1) A. H. D., VII, nº 9619, 28 avril.

(2) « Un stimulant pour nos Roumains et une manifestation provocante des intérêts russes en Transylvanie. » Tisza à Berchtold, 14 juin. A. H. D., VIII, nº 9861. Czernin avait donné son autorisation (*ibid.*, nº 9873. Czenin à Berchtold) bien que plus tard il s'en soit défendu.

Cependant, de nouvelles conversations eurent lieu entre François-Ferdinand et Guillaume II qui accordèrent une attention spéciale à la question roumaine. La Wilhelmstrasse, prenant exemple sur son maître, « déclara que tout dépendait de la manière dont seraient traités les Roumains de Hongrie (1) ». A la fin de mars, l'Empereur parla très franchement à Vienne de la question avec le comte Tisza qu'il rencontrait pour la première fois. Tisza s'exprima confidentiellement au sujet de concessions à faire à ses propres Roumains en matière d'école et d'église, du moyen de se les gagner afin de réconcilier la Roumanie avec la Triplice. L'impressionnable Guillaume vit en Tisza un homme véritablement énergique, se mit à parler des Slaves et des Teutons et charma l'homme d'État magyar en disant que la meilleure sauvegarde était « une Autriche germanique et une Hongrie hongroise » (il voulait dire magyare) (2). Fait caractéristique, comme il s'adressait quelques jours après à l'archiduc, il parla bien d'une Autriche germanique et de « laver la tête des Tchèques » mais pas un mot de la Hongrie magyare, car il connaissait son archiduc (3). En mai, Guillaume et François-Ferdinand se retrouvèrent à Miramar. Cette fois, l'Empereur parla de Tisza en termes chaleureux mais l'archiduc donna son opinion en disant qu'il ne garderait jamais Tisza vingt-quatre heures à la tête d'un ministère de peur de le voir organiser une révolution dans les quarante-huit heures (4).

Une dernière rencontre eut lieu entre les deux amis dans la roseraie de Konopiště le 13 juin 1914, et une fois de plus la discussion porta en grande partie sur la question roumaine. Ils convinrent que le meilleur moyen de sauver l'alliance était de rassurer le Gouvernement roumain quant au maintien du Traité de Bucarest ; puis la conversation s'orienta tout naturellement sur la Hongrie et l'archiduc dénonça l'oligarchie magyare, les mauvais traitements infligés aux non-magyars et les méthodes dictatoriales de Tisza. Aussi l'Empereur, pour le calmer, promit-il de commander à Tschirschky quand il rencontrerait Tisza de l'accueillir par les mots : « Seigneur, souvenez-vous des Roumains (5). » L'esprit de l'archiduc

(1) Baernreither, *Fragments of a Political Diary*, p. 276.
(2) C. P., XXXIX, nos 15715, 15716, 23 et 24 mars.
(3) *Ibid.*, n° 15720, 27 mars.
(4) G. P., n° 15732. Tschirschky à Jagow, 10 mai.
(5) *Ibid.*, n° 15736 : Trentler à Zimmermann, 15 juin, n° 15737 ; Tschirskhy à Bethmann,

était tendu dans cette direction quand il entreprit le fatal voyage de Bosnie. A la différence de son oncle, qui était devenu à cette époque un automate bureaucratique, François-Ferdinand avait parfaitement compris comment la politique intérieure et extérieure s'étaient enchevêtrées dans la fatale question des Slaves du Sud, en raison surtout du fanatisme racial des Magyars. Il voyait exactement le même enchaînement agir dans les relations de la Monarchie avec la Roumanie, et cette fois avec un effet démesuré sur la stratégie de la Triple Alliance.



Le 28 juin 1914, le meurtre de l'archiduc à Sarajevo donna, comme on s'en aperçut aussitôt, le coup de grâce à tous les espoirs d'une évolution pacifique. Nulle part, il ne causa plus de consternation que chez les Roumains des deux versants des Karpathes qui s'étaient consolés des vexations endurées sous le régime magyar et des réactions extérieures de ce régime par la certitude d'avoir dans le futur empereur un ami sûr et dévoué et par l'espoir qu'à sa prochaine accession au trône il opérerait dans la politique des transformations radicales. Il devenait évident — et cela ressortait de la satisfaction à peine dissimulée de l'opinion magyare — que de tels espoirs ne pourraient être reportés sur l'héritier présomptif qui, quoique bien disposé et fidèle à la mémoire de son oncle, manquait de la force de caractère, de l'expérience et du prestige qui seuls eussent permis d'accomplir la tâche difficile d'une réforme constitutionnelle (1). Que François-Ferdinand ait pu réussir ou simplement hâter le désastre, la question restera toujours ouverte, mais nul ne peut nier qu'il fut l'une des plus fortes personnalités de la maison de Habsbourg — une des grandes « possibilités » de l'histoire moderne. Accablés d'effroi et de déception par la perte de l'ami le plus influent qu'ils avaient dans la Double Monarchie, les Roumains virent au même moment le conflit de la Monarchie et de leurs voisins, les Serbes, prendre un tour plus aigu et plus dangereux que jamais. Ils ne s'aperçurent

17 juin. Cf. Baernreither (*op. cit.*, p. 275) avec qui l'empereur s'était déjà servi de cette phrase à l'imitation du « Seigneur, souvenez-vous des Athéniens ».

(1) Comme le dit Filipescu au ministre russe, l'espoir d'une amélioration s'était évanoui. Documents russes, IV, n° 81.

que trop que les questions serbes et roumaines allaient de plus en plus suivre des chemins parallèles.

Vienne n'ignorait pas cet aspect des affaires et la déclaration très étudiée envoyée par Berchtold à Berlin le 3 juillet (rédigée avant le meurtre et non influencée par lui) accorde beaucoup d'attention au rôle de la Roumanie. On y affirme que les sentiments irrédentistes la séparent de Vienne et l'amènent, en dépit de l'alliance secrète, à méditer une « politique de carte blanche » et que le roi Charles pourrait être impuissant à obéir au *casus fœderis*, peut-être même à garder la neutralité. L'alliance roumaine ne pouvait plus être considérée comme le pivot de la politique autrichienne dans les Balkans et sa valeur militaire était contestable. Il fallait chercher de l'aide ailleurs — c'est-à-dire en Bulgarie — pour lutter contre les projets d' « encerclement » de la Russie (1). Guillaume II lut cet exposé avec une répugnance évidente ; néanmoins, tout en rappelant sa méfiance envers la Bulgarie et son Roi, il promit d'user de son influence sur le roi Charles, puisqu'aussi bien la tragédie bosniaque avait détruit le projet favori de ce dernier : un rapprochement austro-serbe (2). Le Roi, quand il fut saisi de la question, par les ministres d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, s'attacha désespérément, sinon calmement, à son ancienne conception, insista sur la loyauté de Pašić et des autorités serbes, se défendit de toute idée d'une nouvelle Ligue balkanique dirigée par la Russie vers le cœur de l'Autriche, se montra fermement opposé à l'alliance bulgare, accusa Berchtold et Vienne d'avoir perdu la tête, offrit de faire personnellement pression sur Belgrade en vue d'un règlement du conflit et déclara catégoriquement qu'il ne se prêterait jamais à un projet de conquête de la Transylvanie. « Nous ne vivrons pas « assez vieux pour voir cela », dit-il en se tournant vers le prince héritier Ferdinand qui assistait à l'entretien avec le comte Waldburg : « Votre fils peut-être (3) ! » Il était tout prêt à donner satisfaction à l'Empereur en « s'écartant de la Serbie » et en s'efforçant de « contenir l'agitation anti-autrichienne qui se reflétait une fois

(1) *Deutsche Dokumente*, 1er nov. 14.
(2) D. A., I, nº 6.
(3) D. D., I, nº 41. Le comte Waldburg chargé d'affaires allemand, à Berlin, 11 juillet. Il dit tout à fait la même chose quinze jours après à Marghiloman qui lui demandait s'il considérait la question de Transylvanie comme assez mûre pour s'y risquer « Non, dit-il, mais dans vingt ans l'Autriche se brisera *en raison de l'attitude de la Hongrie* » (*in Note Politice*, I, p. 277).

de plus dans la presse. Mais, si son action devait être efficace, la Hongrie devait faciliter les choses à ses sujets roumains (1). Dans sa conversation avec le comte Czernin, il exprimait « beaucoup de pessimisme » pour l'avenir de l'Autriche-Hongrie et insistait vivement pour qu'on distinguât entre les assassins (Mordbuben) et les autorités serbes (2).

Le seul effet de l'insistance de Charles en faveur d'une médiation et de sa conviction que la Russie se joindrait à lui pour faire pression sur Belgrade fut que Berchtold laissa Bucarest rigoureusement isolée à la veille de l'ultimatum à la Serbie. La médiation était juste le contraire de ce qu'il voulait et s'il avait été prêt à fléchir, « la clique qui l'entourait » eût voulu « la guerre parce qu'elle considérait un arrangement comme impossible (3) » et le Traité de Bucarest comme intenable. Le roi Charles partageait le dépit des hommes d'État roumains à l'égard de la tactique trop discrète de Berchtold et de son habitude de ne pas informer ses alliés d'actions qui eussent aisément pu les entraîner dans une guerre. Czernin rapporte que, lorsqu'il lut enfin l'Ultimatum envoyé à Belgrade, le Roi déclara aussitôt qu'une guerre mondiale était inévitable. Une semaine plus tard, le Roi dit au ministre d'Allemagne qu'il essayait de préparer l'opinion publique roumaine à une guerre avec la Russie, mais qu'il trouvait de grandes difficultés à remplir ses obligations (4). Deux jours après il citait la déclaration du ministre d'Italie, le baron Fasciotti, dont le Gouvernement prétendait n'être pas obligé par l'Alliance à prendre part à une querelle que l'Autriche-Hongrie avait provoquée. Il avait tiré de Brătianu la promesse de maintenir l'alliance si c'était possible, mais dans ce cas un remède devrait être apporté à la situation de la Transylvanie. La promesse de la Bessarabie, disait-il, n'avait aucune valeur pour la Roumanie, à moins que la Russie n'ait perdu beaucoup d'autres territoires et que la Roumanie pût être par conséquent sûre de garder ses conquêtes (5).

(1) D. D., I, nº 66, 14 juillet.
(2) D. D., I, nº 39, citant un rapport de Czernin envoyé à Vienne.
(3) Ce sont les propres termes de Rudolf Sieghart qui connaissait quelques-uns des secrets de la Double Monarchie (*Die letzten Jahre einer Grossmacht*, p. 168). Il nomme en particulier Forgách, Musulin et Hoyos. Kánya était alors à Mexico mais Macchio était encore là.
(4) D. D., II, nº 463.
(5) D. D., III, nº 582, 1er août.

L'attitude de la Roumanie à la veille de la catastrophe respire la défiance et l'irrésolution. L'opinion publique était vivement hostile à l'Autriche-Hongrie, mais pas encore mûre pour une alliance avec la Russie, elle inclinait par ailleurs à ne pas compter sur les Puissances occidentales trop éloignées pour être des alliées efficaces. La Roumanie tenait surtout à garder ses récentes conquêtes et à éviter tout changement de l'équilibre balkanique établi par le Traité de Bucarest. Elle était parfaitement sceptique à l'égard des protestations austro-hongroises en matière de conquêtes territoriales mais très certaine qu'une guerre entraînerait inévitablement la destruction de la Serbie et cet agrandissement de la Bulgarie qu'elle ne pouvait admettre. Ainsi voulait-elle d'abord voir venir et éviter toute complication diplomatique avant que le canon n'ait parlé : il était impossible en effet de peser les chances de succès militaire.

CHAPITRE XV

LA ROUMANIE ET LA GRANDE GUERRE

Les jeux étaient faits et quand la trompette retentit à travers l'Europe, les Roumains se trouvèrent pris entre deux partis. D'une part le loyalisme à l'égard de la Puissance dans la sphère de laquelle ils avaient vécu depuis une génération ne pouvait qu'affermir le joug des Magyars sur leurs frères, il signifiait aussi l'agrandissement de la Bulgarie. A l'inverse adhérer à l'Entente c'était exposer la Roumanie à tous les dangers d'une position stratégique avancée. La neutralité même impliquait la perte des amitiés et un isolement précaire dès que la lutte serait terminée. Devant cette terrible alternative, et devant le défi lancé à son honneur même, le Roi voyait sa santé s'affaiblir ; il se trouvait presque seul après avoir consacré un demi-siècle au service de son pays d'adoption ; il pouvait difficilement ne pas voir planer, sur lui, la « Nemesis » qu'il s'était attirée par ses méthodes secrètes.

Au moment suprême de la crise, les Allemands devinrent plus pressants que les Autrichiens eux-mêmes. Le 2 août, Bethmann-Hollweg demanda à Bucarest de mobiliser immédiatement contre la Russie ; la Bessarabie devait être la part de la Roumanie dans les dépouilles du vaincu. Au surplus, l'Allemagne s'offrait à obtenir de la Bulgarie un engagement à renoncer à la Dobroudja pour le cas où la Roumanie se mettrait en mouvement contre la Russie (1) ; enfin, en révélant l'alliance secrète avec la Turquie, conclue, ce même jour, elle espérait faire définitivement pencher la balance à Bucarest (2). Le Roi ne put que convoquer le Conseil de la Couronne et promettre qu'il plaiderait lui-même en faveur de la mobilisation.

(1) D. D., III, n° 646, 699, 729.
(2) *Ibid.*, IV, n° 743.

Cet important conseil, tenu à Sinaïa le 3 août 1914, comprit à l'exemple des précédents, non seulement les membres du cabinet mais aussi les chefs des deux groupes de l'opposition (1) et l'héritier présomptif. Le roi Charles, contre son habitude, parla en français et lut une déclaration condamnant toute « politique de sentiment ». La neutralité ne ferait que détruire la position que la Roumanie s'était faite en Europe ; l'opinion publique ne tolérerait pas une alliance avec la Russie : l'intérêt et l'honneur à la fois engageaient à se ranger aux côtés des Puissances Centrales. Ces paroles furent écoutées dans un silence de mauvaise augure. Après un temps, le farouche Carp réclama une guerre immédiate pour le germanisme contre le slavisme : il était inutile de montrer une considération excessive aux Roumains au delà des Carpathes qui n'avaient jamais réclamé l'incorporation et qui seraient les premiers à tirer sur leurs frères. La Roumanie avait signé un traité et devait aider le Roi à remplir ses engagements. La Bessarabie en serait le prix, et si la clef de voûte, Hotin, en était attribuée à l'Autriche-Hongrie, cette dernière Puissance ne pourrait laisser la Roumanie la défendre seule. Carp resta complètement isolé. Le ministre des Finances, Costinescu, qui mérita dans la suite le surnom de « ministre de l'Entente », parla contre la Russie mais déclara que s'associer à l'Autriche-Hongrie, ce serait provoquer une guerre civile. Marghiloman, chef accrédité des conservateurs, souleva des objections à l'égard d'une manifestation active d'un côté ou de l'autre et affirma que le *casus fœderis* ne s'était pas produit : à ce point de vue il eut le soutien de Take Jonescu qui restait attaché au Traité de Bucarest, tout en admettant que les événements pourraient être fatals à cet accord. Brătianu montra une réserve inaccoutumée et encouragea les autres à se déclarer ; mais à la fin il emporta l'ordre du jour en plaidant en faveur d'une préparation militaire sans engagements et en insistant pour que l'opinion publique mal informée fût préparée à toute éventualité.

Tous à l'exception de Carp étaient persuadés, ouvertement ou tacitement, qu'il était impossible de lier la nation à un traité dont l'existence même lui avait été cachée et qui en tout cas violait la pratique constitutionnelle. Le Roi était dans une posture presqu'aussi précaire qu'au début des années 90 : malgré la coutume,

(1) Sauf Filipescu qui faisait une cure à Baden-Baden.

le renouvellement du traité n'avait pas été soumis aux chefs de l'opposition. Quant au ministre des Affaires étrangères Parombaru, il l'avait ignoré même après son entrée en charge. Le simple rappel que ce texte n'avait jamais été, et ne pouvait être désormais soumis au Parlement, suffisait à réduire son auteur au silence. Plus décisif encore était le caractère strictement défensif de l'Alliance qui ne pouvait être proclamée valable pour une agression autrichienne contre la Serbie. Les derniers arguments du Roi en faveur d'une intervention furent détruits par la nouvelle, arrivée le matin même, que l'Italie avait nié la réalité du *casus fœderis* et s'était déclarée neutre. En cédant à l'inévitable, le Roi ne put réprimer cette parole : « Messieurs, vous ne pouvez imaginer « combien il est dur de se trouver seul dans un pays où l'on n'est « pas né. » Ce qui provoqua cette réponse écrasante : « En temps « de paix, il était permis à Votre Majesté de faire une politique « contraire aux sentiments du pays mais Elle ne peut faire la guerre « au mépris de ces sentiments (1). » En se repliant sur la position « d' « un monarque constitutionnel, qui ne peut seul déclarer la « guerre », il faisait évidemment de nécessité vertu. Sa déclaration écrite, disait-il, était son testament politique, il ne la renierait pas ; c'est pourquoi Carp s'attendait à l'abdication (2). Mais probablement Charles sentit qu'une telle décision devait être réservée au moment suprême où ses ministres exigeraient une intervention en faveur de ce qu'il considérait être le mauvais parti : jusqu'alors son devoir était de sauver ce qui pouvait être sauvé. Toutefois, il est hors de doute que les événements de l'été le mirent à l'agonie et abrégèrent ses jours. Non seulement il sentait son propre honneur en jeu, non seulement l'Allemand et le Hohenzollern répondaient en lui à l'appel des armes, mais il était sincèrement convaincu que l'Allemagne était invincible et qu'il était d'une nécessité vitale de conserver de cordiales relations avec Vienne et Berlin en vue d'un conflit ouvert avec Budapest ; enfin il ne pouvait se défaire du dégoût que son expérience de 1878 lui avait donné de la Russie.

Le cabinet ne fit qu'une concession au point de vue du Roi et

(1) L'auteur se trouvant à Bucarest en janvier 1915 fut informé de source très autorisée que le Roi, en dernier ressort, avait fait une sorte de plébiscite privé et officieux dans le corps des officiers roumains et que 110 seulement sur 6.000 s'étaient déclarés prêts à marcher contre la Russie.

(2) Marghiloman, *Note Politice*, I, p. 230-7.

de ses alliés : il l'avisa indirectement qu'il n'insisterait pas davantage pour l'exacte observation du Traité de Bucarest et qu'il ne réagirait pas devant l'intervention de la Bulgarie contre la Serbie (1). L'Autriche-Hongrie espérait que ceci suffirait à gagner la Bulgarie, mais le roi Ferdinand, voyant que Charles ne répondait pas à son appel en vue d'une entente, sachant que son manque de munitions l'exposait à un grave danger, enfin sous le coup d'une très forte pression de la part de la Russie, décida pour le moment de voir venir et si possible d'obtenir des concessions de la part des Turcs.

Alors commença entre les deux groupes de belligérants une lutte sans dignité ni scrupule pour conquérir les faveurs des petites Puissances. Tandis que les Puissances centrales offraient la Bessarabie, Sazonov dès le 1er août, promettait le soutien de la Russie en Transylvanie si la Roumanie voulait s'allier à l'Entente, et ajoutait bientôt d'autres gages concernant le ravitaillement en munitions et l'achat des stocks de grains. Une convention fut effectivement rédigée par laquelle la Russie s'engageait à ne pas faire la paix avant que les pays roumains d'Autriche-Hongrie fussent rattachés au royaume : mais Brătianu savait sans doute qu'il ne pourrait jamais obtenir la sanction du Roi pour une telle convention ; lui-même se méfia quand il apprit que Sir Edward Grey refusait à la Roumanie la garantie d'intégrité territoriale accordée à la Belgique (2).

En même temps les deux partis faisaient des offres semblables à Athènes et à Sofia. L'Entente suggérait que la Grèce pourrait faire des concessions à la Bulgarie et recevoir d'amples compensations en Épire aux dépens de l'Albanie, tandis que la Bulgarie aurait Štip et Radovište pour prix de sa neutralité : les Puissances centrales, plus favorisées, n'avaient qu'à offrir carte blanche à la Bulgarie contre la Serbie et simplement à laisser la Grèce tranquille. Plus important que tout était le concours de l'Italie à laquelle l'Entente offrait Trente, Trieste et Valona mais qui préférait pour le moment étudier les hasards de la guerre.

A la fin d'août, l'opinion publique roumaine manifesta énergiquement en faveur de la France et de la Belgique mais les victoires allemandes donnèrent du répit au Gouvernement. Brătianu, que

(1) D. D., IV, nº 811. Waldthausen à Berlin, 4 août.
(2) *Izvolski im Weltkriege*, nos 10, 27, 49, 59.

Czernin, dans un moment de colère, disait « manger à tous les rateliers », devait recourir à toutes les ruses possibles pour frayer le chemin de la neutralité et tenir tête à ce même Czernin et à Poklevski, les deux protagonistes du corps diplomatique de Bucarest. Pour lui qui savait à quel point l'armée roumaine était mal équipée, le problème essentiel était sur le front oriental, et tandis que le danger augmentait à Paris, il guettait deux grands événements en sens inverse : la prise de Lemberg par les Russes qui allaient envahir la Galicie, à l'ouest et se diriger au Sud vers les cols des Carpathes, l'arrêt triomphal de leur avance en Prusse orientale par Hindenbourg.

Au début de septembre, un appel télégraphique de l'Empereur d'Allemagne jeta le roi Charles dans de nouveaux embarras ; la défaite de l'Autriche à Lemberg avait compromis le grand succès de l'Allemagne à l'est, la vague russe menaçait de submerger l'Europe et de dominer les Balkans : la Roumanie devait jouer le même rôle qu'à Plevna et décider de l'issue des événements. Quelque crûment que se posât la question, Charles réfléchit à nouveau aux moyens de venir en aide à un allié en détresse. C'est à ce moment que Marghiloman révéla au ministre d'Allemagne ses raisons de craindre que les Russes, ayant occupé la Bukovine, ne l'offrissent aux Roumains, ce qui mettrait le Roi dans une position très embarrassante (1). Tandis que Conrad, du point de vue purement militaire, montrait à Berchtold la nécessité d'un arrangement avec la Roumanie, Tisza s'alarmait de voir la Transylvanie dénuée de troupes, mais répugnait encore à faire des concessions. L'Allemagne pressée par Marghiloman qui avait des alliés dans le cabinet libéral, proposait Suceava, d'autres districts roumains de Bukovine et garantissait une charte aux Roumains de Transylvanie (2). Tisza fit comprendre aussitôt que c'était impraticable : la « question roumaine n'était pas une question transylvaine, puisque 40 % « de la population de cette province était magyare ou allemande « et que la moitié des Roumains de Hongrie vivent hors de Tran- « sylvanie (3). » Il était prêt toutefois à recevoir les chefs roumains et promettait que leur conduite patriotique porterait ses fruits.

(1) En fait, Sazonov annonça le 16 septembre au gouvernement roumain l'occupation d'une partie de la Bukovine par les troupes russes, « premier pas vers la libération du joug austro-hongrois ». *Iswolski im Weltkriege*, n° 211.
(2) Conrad, *op. cit.*, IV, p. 790.
(3) Tisza, *Osszes Munkai*, II, n° 260, 13 septembre.

Pendant les premiers mois les régiments roumains de l'armée austro-hongroise essuyèrent des pertes sévères sur le front de l'est : on a calculé que 400.000 Roumains au moins étaient sous les armes ; 50.000 furent faits prisonniers par les Russes et 20.000 désertèrent, formant le noyau des légions qui se rangèrent plus tard aux côtés de l'Entente. Au début, ces Roumains furent enthousiasmés à l'idée que leurs frères du royaume allaient bientôt se joindre à eux contre les Russes, et pour un temps ils furent induits en erreur par la permission qui leur fut accordée de porter les couleurs nationales roumaines et de chanter le *Roumains, debout !* — toutes choses qui étaient sévèrement prohibées dans la Hongrie d'avant-guerre. Mais peu à peu ils tombèrent dans un sombre désespoir et en vinrent à croire que l'État-Major les utilisait comme « chair à canon » (1). En revanche, Tisza semble avoir toujours été sincèrement convaincu (au moins l'a-t-il constamment affirmé aux Autrichiens) de l'enthousiasme loyaliste avec lequel les races non-magyares combattaient pour la cause commune. Quant à Mihali, président du parti national roumain, il parla à ses amis de Bucarest de l'inquiétude de la population transylvaine qui attendait les Russes presque comme des libérateurs, tandis que les Magyars se réjouissaient que les régiments roumains essuyassent des pertes qui allaient les délivrer du spectre de l'irrédentisme (2).

Les chefs politiques roumains étaient dans un extrême isolement. Le meurtre de l'archiduc avait renversé le piédestal de leurs plans d'avenir et devant la neutralité roumaine, ils n'avaient d'autre choix que d'attendre les événements tout en faisant des déclarations de loyalisme à l'égard du trône des Habsbourg et de la patrie hongroise. Au début de l'année, le Dr Alexander Voida-Vœvod, avec l'approbation de Bucarest et de Vienne, avait fait au Parlement une déclaration en faveur de la Triple Alliance, ceci afin de frayer le chemin aux concessions de Tisza. Inévitablement lui et ses collègues, plus encore les autorités des deux Églises devaient-ils adopter la même attitude après la déclaration de guerre. Tant qu'il y eut pour la Roumanie une possibilité de s'associer aux Puissances Centrales, tout autre initiative eût été pure folie, aussi bien n'avaient-ils aucune part dans la décision. C'est ce qui explique

(1) La 23e Brigade en particulier mérite le surnom de « Brigade avancée » en raison de ses pertes phénoménales.
(2) *Note Politice*, I, p. 261.

également les contacts étroits qu'ils conservèrent jusqu'à la fin des hostilités avec le Haut-Commandement austro-hongrois et même avec Berlin. Leur principal motif était d'épargner à leurs compatriotes les représailles et les persécutions qui eussent suivi le moindre signe d'hésitation. Après la guerre, des hommes comme Voïda, Ciceo-Pop et Mihali se virent jeter leur opportunisme à la figure aussi bien par leurs ennemis de Budapest que par les partis adverses qui espéraient les discréditer politiquement dans la nouvelle Roumanie. On sut toutefois que leur tactique avait été déterminée par des messages de Brătianu, de Take Jonescu et d'autres hommes d'État influents de Bucarest ; ces derniers avaient insisté sur la nécessité de faire des déclarations publiques de cet ordre dans l'intérêt de la population, et promis que la Roumanie, condamnée provisoirement à l'inaction, ne se méprendrait pas sur le sens de telles démarches.

Vienne et Berlin continuèrent à presser Tisza de faire des concessions et lui à les verser « par petites doses comme avec une cuiller à café » en réclamant comme préliminaire une déclaration engageant le Gouvernement roumain. A la fin de septembre, il n'y avait que 7.000 hommes de troupe dans toute la Transylvanie et l'on suggéra l'idée étrange d'inviter les Roumains à occuper en neutres cette province pour détourner une invasion russe. Suggestion tout naturellement dédaignée par Tisza : plutôt une conquête russe qu'une conquête roumaine, dit-il, et quand on souleva la question de céder du territoire, il déclara sans ambages à Czernin que quiconque céderait un pouce du sol transylvain serait fusillé. Bucarest devait être prévenu à l'avance que toute attaque ferait l'objet d'une résistance à mort et qu'il ne saurait être question d'une simple promenade militaire (1). Les Allemands voulaient l'entrée en guerre immédiate de la Roumanie : les Autrichiens eussent ainsi pu retirer de Galicie et envoyer en Prusse orientale le nombre de régiments correspondant, ce qui eût permis d'achever la victoire de Tannenberg. Mais Tisza comptait sur une défaite russe en Galicie, préliminaire essentiel de toutes concessions, aussi les négociations languirent-elles.

A cette époque, la situation intérieure fut modifiée par la mort du roi Charles, le 10 octobre. La guerre mondiale avait déjà

(1) Tisza, *op. cit.*, II, n°s 264, 290.

abrégé les jours du Pape Pie X, la lutte avec ses ministres et l'obscurité de l'avenir eurent sans doute le même effet sur Charles qui prévoyait une intervention aux côtés de l'Entente mais qui préférait ne pas la voir. La situation anormale du moment rapetisse un événement qui autrement aurait marqué la fin de l'ère la plus pacifique et la plus prospère de l'histoire troublée de la race roumaine. La nation n'était pas d'humeur à considérer avec calme le passé ou l'avenir : elle retenait sa respiration avant un plongeon, que son instinct lui disait inévitable — un plongeon dans de sombres eaux dont elle ne voyait pas le fond ; et pour le moment elle n'était pas en sympathie avec le feu Roi. Mais aujourd'hui, tous les Roumains de bon sens reconnaissent la vraie grandeur de leur premier roi, ses efforts infatigables pour élever et maintenir le niveau de la vie publique et privée dans un pays démoralisé par la domination et la corruption étrangère, son insistance sévère pour que la Cour donnât l'exemple, ses rares qualités d'administrateur et de soldat, son dévouement au devoir, les méthodes réalistes qu'il appliqua aux problèmes extérieurs, les encouragements constants qu'il donna aux efforts intellectuels de tous ordres. Son point faible a paru dans ce récit : c'est l'équilibre artificiel qu'il chercha à mettre dans la politique pour en garder le contrôle, le secret exagéré dont il enveloppa ses relations avec les autres Puissances et surtout ses vues étroites au sujet des masses paysannes qui entraient à peine dans ses calculs politiques. Mais ces limites ne tenaient qu'à ses antécédents et aux circonstances de l'époque qui donnaient aux contemporains l'illusion de la permanence alors qu'elles étaient essentiellement changeantes.

Le nouveau roi, Ferdinand Ier, manquait du prestige et des dons politiques de son oncle. Il avait beaucoup lu, était d'esprit mobile et bon juge des caractères, mais il manquait de volonté, était lent dans la décision ; un manque de confiance naturel le rendait incertain dans l'expression de son opinion, il était d'autant plus porté à subir l'influence d'un ministre puissant. Son premier mouvement, fort naturel — et dans lequel l'encouragea sagement la reine Marie en dépit de ses sympathies pour l'Angleterre et pour la Russie — fut de ménager les forces du pays et d'éviter toute complication tant qu'il ne serait pas possible d'apprécier exactement la situation de l'Europe. Pour le moment, il y avait trop de facteurs d'incertitude : les promesses de la Russie avaient besoin d'être

plus clairement définies, l'Angleterre était suspecte de sympathies pour la Hongrie, on ne pouvait se fier à la neutralité de la Bulgarie si la Roumanie s'associait à l'Entente. Par-dessus tout le doute planait encore sur le rôle de l'Italie avec laquelle le Gouvernement roumain s'était engagé le 23 septembre à agir en commun. La mort du ministre des affaires étrangères italien, San Giuliano, huit jours après le roi Charles, fit remettre toute décision. Pendant l'hiver, la Roumanie, en transes, et prête à suivre l'exemple donné, guetta les négociations parallèles et tortueuses conduites par Sonnino avec la Triple Alliance et avec la Triple Entente à la fois. Cependant, l'entrée en guerre de la Turquie accrut la ressemblance entre la Roumanie et la Bulgarie, courtisées l'une et l'autre par les groupes rivaux, jouant l'une et l'autre sur les offres territoriales ou non qui leur étaient faites mais surtout intéressées par le front de Galicie et, après janvier 1915, par la bataille des Dardanelles.

Au début de novembre, le Gouvernement hongrois annonça une série de maigres concessions en faveur des Roumains — usage officiel des couleurs nationales, usage plus étendu du roumain à l'église, dans les écoles et devant les tribunaux, enfin amnistie politique ; mais ni les chefs laïcs ni le prudent métropolite ne purent être amenés à les accepter à titre d'arrangement définitif ; elles tombèrent complètement à plat à Bucarest où même la presse allemande les critiqua. Quinze jours plus tard, Hindenbourg, du quartier général d'Orient, faisait parvenir à Tisza un appel à de nouvelles concessions — seule manière de se gagner les Roumains (1). Tisza réagit avec mauvaise grâce en présence de Berchtold, Burián et de l'archiduc Frédéric : il avait « déjà fait toutes les « concessions imaginables » et en tout cas l'objectif des Roumains n'était pas d'améliorer le sort de leurs frères mais d'annexer la Transylvanie et la Bukovine ; une victoire sur la Russie était le vrai moyen de les gagner. Détail piquant, la *Ziua*, organe stipendié par la Légation allemande de Bucarest, était alors pleine d'allusions à la tyrannie hongroise.

Brătianu décida d'attendre de toute façon jusqu'au printemps, d'accroître ses faibles stocks de munitions et de surveiller la Bulgarie.

(1) Tisza, *op. cit.*, nos 525, 533, 558. Devant l'ambassadeur d'Allemagne, Tisza se refusa tout net à reconnaître que l'atmosphère défavorable en Roumanie tînt en quoi que ce fut à la politique raciale de la Hongrie.

Cependant il mit l'embargo sur le matériel de guerre en transit des Puissances Centrales vers la Turquie tandis que Sofia prenait la même mesure à l'égard des fournitures russes à la Serbie. A Bucarest, l'opinion publique était fortement divisée non pas tant entre la Triple Entente et la Triple Alliance qu'au sujet de la date d'une intervention sans danger contre l'Autriche-Hongrie. Les partisans les plus ardents d'une action immédiate étaient un groupe de nationalistes de l'Université de Bucarest menés par le recteur Thomas Jonescu mais surtout par son frère Take et par Nicholas Filipescu qui se querella violemment avec Marghiloman, fonda l' « Acțiuna Nationala » et se sépara complètement du parti conservateur. Un petit groupe d'exilés transylvains se joignit à eux : il avait à sa tête le poète Goga et Vasile Lucaciu, député et prêtre uniate militant. L'impétueux Filipescu, qui avait menacé « de casser « un beau jour les carreaux du roi Charles », s'acharnait maintenant sur Marghiloman, chef des germanophiles. Un concert d'imprécations s'éleva quand les belligérants s'emparèrent de certains journaux ou en fondèrent qu'ils camouflaient à peine : calomnie et médisance se livrèrent alors à de véritables orgies. Bucarest était également un paradis pour les spéculateurs sur les grains et sur les maïs : les Puissances rivales dépensant de grandes sommes pour accaparer ces céréales, le commerce en était corrompu par une grêle de bakchichs.

La triple défaite de l'Autriche en Serbie, consommée par l'évacuation de Belgrade en décembre 1914, inclina moins encore la Bulgarie à se compromettre. Pendant les neuf premiers mois de 1915, la Serbie, affaiblie par une épidémie de typhus, ne fut pas inquiétée, tandis que l'Entente se servait de ses biens actuels et futurs pour appâter Rome ou Sofia. Pour tous les États balkaniques le mieux était évidemment d'attendre le résultat de l'expédition anglaise des Dardanelles. Pour la Roumanie en particulier — comme pour la Russie même — un succès aurait résolu le problème du ravitaillement en munitions et en même temps guéri la Bulgarie de tout penchant à lier son sort à celui des Puissances Centrales.

La situation militaire sur le front oriental pendant les quatre premiers mois de 1915 conduisit les Alliés à faire tous leurs efforts pour gagner l'Italie à leur cause : l'entrée en guerre de cette Puissance devait être, pensaient-ils, absolument décisive ; l'obstination avec laquelle François-Joseph, Burián (qui, le 7 avril, succéda à

Berchtold comme ministre des Affaires étrangères) et Tisza s'opposèrent aux revendications italiennes sur Trente, Gorizia avec Trieste comme port franc, permit à l'Entente de couper facilement les cartes du groupe rival. Le traité secret de Londres (26 avril 1915) acquit à l'Entente le secours de l'Italie principalement aux dépens des Yougoslaves, et les négociations que Sonnino continua avec Vienne ne servirent plus qu'à masquer cet accord. La situation devenait grave pour l'Autriche-Hongrie : le Haut-Commandement envisageait sérieusement une retraite sur la ligne de la Save (abandonnant ainsi Trieste et le Karst au risque de compromettre ses relations avec la Dalmatie et la flotte) (1). Fait plus significatif encore : l'ardent Conrad avertit Tisza le 23 avril qu'une guerre sur quatre flancs était impossible (2), une semaine plus tard, Tisza se trouvait devant la perspective d'une attaque conjointe de l'Italie, de la Serbie et de la Roumanie vers le cœur de la Hongrie et il se demandait si un ballon d'essai en faveur de la paix ne pourrait être lancé par l'Espagne ou le Danemark (3). On savait d'autre part à Vienne que le 6 février la Roumanie avait étendu et renouvelé pour quatre mois son accord avec l'Italie : Czernin et Conrad partageaient l'opinion que l'entrée de l'Italie en guerre impliquerait celle de la Roumanie (4).

Pendant ces semaines, l'Autriche-Hongrie fut sur le bord du désastre. Ce qui la sauva et ce qui retint une fois de plus la Roumanie, ce fut le succès de la grande contre-offensive de Conrad en Galicie — ce « coup » préparé soigneusement et de longue date et sur lequel on avait tout risqué. Au début de l'été, Bucarest et Sofia furent serrées de plus près que jamais par les prétendants rivaux : un tel exemple d'avidité et de cynisme de la part de l'Europe permet à peine d'accuser de perfidie Brătianu ou Radoslavov. Toutefois, et cela devint bientôt évident, le Traité de Londres, en promettant à l'Italie une bande de territoire yougoslave le long de l'Adriatique, rendait d'autant plus difficile aux Serbes de céder la vallée de Vardar à la Bulgarie. Tandis que l'Entente augmentait

(1) C'est ce qui transpire de documents confidentiels du maréchal Boroević et de l'archiduc Eugène, publiés après guerre. On ne sait si les services des Renseignements français et anglais furent au courant de ces faits ; si oui cela expliquerait l'avis donné à leur Gouvernement que l'entrée en guerre de l'Italie déciderait de la victoire. Malheureusement, les premières attaques de l'Italie ne frappèrent pas juste et l'Autriche put éviter l'évacuation.

(2) Tisza, *op. cit.*, II, n° 1024, Conrad à Tisza.

(3) *Ibid.*, n° 1047. Tisza à Conrad, 1er mai.

(4) Pribam, *Austrian Foreign Policy*, p. 85.

sans cesse ses offres à la Bulgarie, la méfiance de la Roumanie et de la Grèce, pour ne rien dire de la Serbie, s'élevait d'autant. Jusqu'à la fin l'Entente garda ses illusions bien qu'à l'évidence les Puissances Centrales eussent beaucoup plus à offrir à la Bulgarie que le groupe rival. Finalement, leur promesse de la « zone incontestée » de Macédoine sans occupation immédiate fut enchérie par la cession effective d'un territoire de la Porte en Thrace (3 septembre) suivie de la promesse faite par l'Allemagne et l'Autriche des deux zones « contestées » et « incontestées » (1), de toute la Serbie à l'est de la Morava, d'amples compensations si la Roumanie ou la Grèce attaquaient, de prêts et de munitions, enfin du secours des troupes d'assaut allemandes avec Mackensen (6 septembre) (2).

Brătianu n'ignorait pas les grandes lignes de ces négociations rivales ; elles le confirmaient ainsi que le nouveau Roi dans le souci d'une extrême précaution et dans la recherche de garanties sérieuses — sans doute difficiles à définir même avec cette parfaite franchise qu'ils ne découvraient d'ailleurs chez aucun des belligérants. Justement persuadés que la guerre serait longue et acharnée, ils sentaient que leur meilleur espoir était de ménager leurs ressources et de ne pas entrer dans la mêlée avant qu'il fut manifeste que ce nouveau poids ferait pencher la balance d'une manière décisive, d'un côté ou de l'autre. Jusque-là, Brătianu laissait les interventionnistes crier par intervalle, mais il observait lui-même une extrême réserve, maintenant le plus strict embargo sur le transit des munitions, mais permettant maintes transactions fructueuses sur les grains et les huiles.

Czernin se trouva naturellement soulagé par la tournure des événements en Galicie et par l'échec de l'offensive italienne mais il « supplia » positivement Tisza d'abandonner son « attitude inflexible de refus » et de faire des offres territoriales à la Roumanie (3). Il s'attira la réponse que la perte de la Transylvanie signifierait la fin de la Monarchie en tant que Grande Puissance en Europe orientale, et que l'idée de céder une seule parcelle du sol hongrois devait être rejetée *a limine* (4). En novembre, Tisza était prêt à discuter

(1) D'après le traité secret serbo-bulgare de 1912.
(2) On suivra particulièrement bien ces événements dans Radeslavov : *Bulgarien und die Weltkrise*, et dans Marcel Dunan, *L'été bulgare*.
(3) Tisza, *op. cit.*, III, nº 1094-23 mai.
(4) *Ibid.*, nºs 1100, 1101, 1135.

la cession des trois districts sud de la Bukovine, si les Allemands de leur côté voulaient céder à l'Autriche les mines de charbon de Sosnowice. Bethmann-Hollweg et Jagow étaient tellement effrayés à l'idée de voir les Dardanelles forcées en raison du manque de munitions de la Turquie, qu'ils pressèrent Burián de demander à Brătianu ce qu'il voulait (en fait de compensation ou « Entgelt ») pour laisser passer le ravitaillement (1). C'était toujours la même histoire : on est plus généreux avec le territoire d'autrui qu'avec le sien propre : la Bukovine était à l'Autriche et non à la Hongrie.

C'est à ce moment qu'Erzberger, député du Centre allemand qui jouissait d'une influence considérable dans les milieux catholiques autrichiens, et même dans l'entourage du jeune héritier présomptif et de sa femme, demanda à Tisza des concessions en faveur des Roumains. Il reçut en guise de réponse la sommation d'avoir à laisser « ce mélange empoisonné d'une petite vérité et d'un « gros mensonge » : tout Allemand qui désirait défendre son pays contre de nouveaux dangers ferait bien, écrivit Tisza, « d'abandon- « ner le thème des concessions à nos Roumains (2) ». L'Allemand apprenait non sans scepticisme que les conditions de vie étaient bien meilleures en Transylvanie qu'en Roumanie et qu'aucune nation n'était aussi juste que la Hongrie à l'égard de ses nationalités (3). Toutefois, après cette rebuffade, Tisza consentit à réviser dans une certaine mesure les conditions faites au métropolite Meţianu en novembre 1914 : il était prêt à modifier le suffrage de façon à laisser les Roumains espérer 35 à 40 sièges, il consentait à conférer un certain nombre de postes administratifs aux Roumains, à augmenter les subventions aux Églises orthodoxes et uniates, à reconnaître le roumain devant les tribunaux et dans les administrations, à en accroître enfin la sphère d'application dans les écoles. Mais il refusait même de discuter l'autonomie de la Transylvanie et il couvrait de ridicule la suggestion de Czernin en faveur d'une université roumaine : « monstruosité culturelle » qui « léserait « les véritables intérêts de la jeunesse roumaine » et (voilà la vraie raison) « mettrait dans une situation impossible les autres nationalités de Hongrie (4) ».

(1) Tisza, *op. cit.*, V, nº 1686 k, 25 juin 1915.
(2) *Ibid.*, III, nº 1130, 5-12 juin 1915.
(3) Erzberger, *Erlebnisse im Weltkrieg*, p. 80.
(4) Tisza, *op. cit.*, nº 1180, 30 juin.

Après cela Czernin semble avoir perdu tout espoir en Tisza et, comme pendant l'été, les Puissances Centrales remportèrent leurs écrasantes victoires de Pologne, le danger d'une intervention roumaine put être, une fois de plus, écarté. Czernin fit savoir que le Roi était entièrement dans les mains de Brătianu, la reine beaucoup plus passive, Brătianu lui-même « faux et couard » : il s'intéressait maintenant à un projet de gouvernement « National » avec Marghiloman et Maïorescu maintenant un peu décrépit. Quant à Carp, il s'était rendu impossible par ses critiques blessantes envers la Reine. Rien ne caractérise mieux la situation roumaine que l'attitude de ces hommes. Carp, l'incorrigible germanophile, avait affirmé au Dr Münz dans un moment de candeur que « Nous sommes les alliés, mais non les amis de l'Autriche (1) », tandis que Marghiloman, toujours le plus ferme appui des Puissances Centrales, il ne cessa pas au cours de ses discussions avec Czernin, de rabâcher ce qu'il appelait son « leit-motiv » : une charte pour les Transylvains. Il admettait devant Mihali que sur 100 Roumains 95 étaient décidément anti-autrichiens — ce par quoi il entendait évidemment anti-Magyars (2). Marghiloman alla jusqu'à convaincre Czernin qu'en retour d'une promesse écrite sur la Bukovine et de concessions aux Transylvains, il pourrait amener le Roi à remanier son Cabinet (en renvoyant les ministres amis de l'Entente : Costinescu et Anghelescu), à retirer l'embargo sur les munitions turques et à permettre une intervention contre la Russie pour une date fixée. Une fois de plus et malgré la pression des deux états-majors, le plan échoua devant l'opposition de Tisza ; ce qui n'est pas surprenant puisque les demandes (examinées et approuvées par Maniu, Vaida et Aurel Popovici) comprenaient maintenant l'autonomie des Roumains de Hongrie à l'imitation de celle des Croates, une Diète locale, la représentation proportionnelle à Budapest, enfin un ministre roumain sans portefeuille (3) !

Avant même la chute de Varsovie le 4 août, tout espoir de forcer les Dardanelles s'était évanoui. Et cependant nous savons aujourd'hui que les Turcs furent deux fois sur le point de se rendre, que l'épuisement des munitions turques étaient pour l'État-Major allemand le motif essentiel de son obstination sur la question

(1) Baernreither, *Fragments from a political Diary*, p. 256.
(2) *Note politice*, I, p. 325, 362 ; cf. également p. 251, 283, 296.
(3) *Ibid.*, p. 480-4, Tisza, *op. cit.*, V, nº 1686 l.

roumaine et qu'à un moment donné, les Roumains eussent pu obtenir Suceava pour prix de la liberté du transit. Après ses traités des 3 et 6 septembre, la Bulgarie continua à berner l'Entente pendant cinq semaines ; puis, le 14 octobre, elle déclara brusquement la guerre aux Serbes sur qui tombaient, après avoir passé le Danube, les troupes de choc commandées par Mackensen et Köves. La Roumanie, plus isolée que jamais depuis que le roi Constantin penchait ouvertement pour l'Allemagne, voyait avec terreur une Serbie envahie, dont le reste des armées était condamné à une défensive longue et décourageante conjointement avec les corps expédiés bien à contre-cœur par l'Entente sur le front de Salonique. La Bulgarie obtenait tout ce qu'elle avait demandé et même davantage, elle se préparait à annexer la Serbie à l'Est de la Morava, y compris le district roumain du Timok. Le Roi et son premier ministre n'exigeaient plus seulement l'expulsion de Karagjorgjevićs mais le partage complet de la Serbie entre ses voisins. Ceci soulevait d'ailleurs les objections du comte Tisza, fondées non sur des raisons morales, mais sur sa crainte de voir l'annexion de plusieurs millions de Serbes provoquer une sorte d'union yougoslave à l'intérieur de la Monarchie. Il proposait plutôt de faire prendre à la Serbie ses provinces de l'Est et du Sud par la Bulgarie et par l'Albanie, de la couper de la Save et du Danube (ce qui lui faisait perdre Belgrade) et de couper en même temps le Montenegro de la mer. Il ne resterait plus qu'un « pays pauvre et montagneux, sans voies navigables « et pour la plus grande partie infertile, encerclé par de puissants « voisins et dépendant entièrement de la Monarchie du point « de vue économique (1) ». Le meilleur motif qui le poussait à demander la destruction de la Serbie c'était que la Bulgarie agrandie aux dépens de cette dernière, réduirait la Roumanie à l'impuissance et délivrerait la Transylvanie de tous dangers.

Exaltés par leurs victoires dans les Balkans, les Puissances Centrales prirent à Bucarest un ton plus arrogant. Goga et Lucaciu, agitateurs transylvains les exilés, avaient posé leur candidature à la Chambre roumaine, mais quand Waldburg fit savoir que leur élection serait considérée comme un acte hostile et par l'Autriche-Hongrie et par l'Allemagne, le Gouvernement trouva nécessaire de

(1) Tisza, *op. cit.*, IV, nº 1444[b]. Tisza à François-Joseph, 4 décembre 1914, nº 1468, Tisza à Burián, 29 décembre.

machiner une défaite. Question plus grave, un important marché de blé venait d'être conclu avec la Grande-Bretagne : il comprenait une avance de £ 10.000.000 par la Banque d'Angleterre. Czernin qui avait déjà procuré 50.000 wagons de grain à l'Autriche craignait que l'Entente ne mît la main sur le surplus et son collègue allemand, von dem Bussche, informa le roi que Berlin retirait sa confiance à Brătianu et se refusait à traiter dorénavant avec lui : l'État-Major allemand, disait-il, était partisan d'un ultimatum à Bucarest au sujet des fournitures de blé et la moindre goutte d'eau ferait déborder le vase (1). On parla à nouveau d'un Cabinet conservateur avec Marghiloman et Maïorescu : mais Brătianu était bien en selle et ne pouvait être délogé. Des travaux de fortifications furent entrepris, avec précaution, dans les cols des Carpathes mais aucune sur la Pruth bien que Marghiloman le demandât. La mort de la reine Élizabeth au début de mars rompit encore un lien entre la Cour et sa parenté allemande.

La première moitié de 1916 fut sur le front de l'Est et du Sud la période la plus calme de la guerre et la Roumanie se résigna une fois de plus à attendre les événements. Conrad, délivré de ses anxiétés balkaniques, méditait un coup de grâce pour l'Italie et après avoir dangereusement découvert la Galicie, remporta un brillant succès à Asiago. Bensilov saisit l'occasion : la contre-offensive russe à Lutsk détruisit chez Conrad l'espoir de « finir la guerre en Italie », coûta à l'Autriche 200.000 hommes et amena encore une fois les Russes à portée des passes des Carpathes vers la Hongrie. En conséquence, les Allemands, fatigués de sauver continuellement leurs alliés de la conséquence des entreprises faites en dehors d'eux exigèrent l'unité de commandement et obtinrent le consentement un peu forcé de François-Joseph. Les événements en Roumanie montrèrent rapidement la sagesse de cette décision.

En mars et en avril, Brătianu hésitait encore sur la corde raide de la neutralité, apaisait Berlin et Vienne au moyen de deux accords commerciaux pour les exportations, contrepartie des traités de janvier avec Londres. A ceux qui le critiquaient il fit cette réponse sans réplique que la Roumanie baignait dans sa propre graisse et qu'il lui fallait trouver un débouché pour ses produits

(1) *Note politice*, II, p. 17.

en excédent. Permettre à l'Entente de payer et d'amonceler des stocks dont elle ne pouvait se servir, pendant qu'une grande partie de la population allemande et autrichienne mourait de faim, c'était attirer un ultimatum sur la tête de la Roumanie ; ce qui, et les nations de l'Entente devaient le reconnaître, entraînerait une attaque contre la Roumanie au moment psychologique voulu par leurs ennemis, et non comme elles l'espéraient au moment susceptible de leur apporter un avantage décisif.

Les victoires répétées de Brusilov convainquirent Brătianu et même le Roi que le moment était enfin venu. Dès le début de juillet, les rapports secrets de l'État-Major général de Teschen estimaient les forces respectives de l'Autriche et de la Russie sur le front oriental à 450.000 et 780.000 hommes (1) et la disproportion semblait s'accroître à mesure que Brusilov avançait car le gros de l'armée bulgare était fixé au front de Macédoine. Tisza envoya à l'Empereur un mémoire plein d'anxiété où il montrait que la Transylvanie était à tel point dégarnie de troupes que c'était inciter positivement les Roumains à « une promenade militaire ». D'après lui, le seul moyen de retenir la Roumanie était l'agrandissement de la Bulgarie aux dépens de la Serbie ; en retour les troupes bulgares pourraient être utilisées pour la défense des cols de Transylvanie (2). Dans ce cas désespéré Tisza et son entourage restèrent parfaitement intransigeants. Le ministre avait dit à Czernin qu'il mettait dans le Roi son dernier espoir de retenir la Roumanie ; or le Roi ayant parlé — avec beaucoup de tact, reconnaît Czernin — de l'effet malheureux produit sur l'opinion roumaine par quatorze sentences de mort prononcées contre des intellectuels transylvains (y compris six prêtres orthodoxes), Tisza se refusa à retenir aucun recours en grâce : le pardon ne pouvait venir que d'un acte spontané de l'Empereur-Roi (3). Au même moment, les rapports de Czernin avertirent à maintes reprises que la Roumanie bougerait dès que la plus grande partie de la moisson serait rentrée. En juillet et août 1916 Bucarest présenta le même spectacle peu édifiant que Rome et Sofia au printemps et pendant l'été de l'année précédente. La Roumanie avait reculé deux fois à des moments où son intervention eût pu être décisive : lors de la prise de Przemysl

(1) Tisza, *op. cit.*, V, n° 1674 i, 9 juillet.
(2) *Ibid.*, n°s 1673, c et i), 7 et 22 juillet.
(3) *Ibid.*, n° 1676 a et c, 25 juin et 10 juillet.

par les Russes au début de 1915 et lors de l'attaque de la Serbie par les Bulgares l'automne suivant. En reculant une troisième fois elle risquait d'être réduite à l'impuissance et de s'aliéner les deux groupes de belligérants. Le ministre d'Allemagne demandait à Brătianu une déclaration précise de neutralité, mais n'arrivait pas à surprendre cet homme, passé maître en matière d'obscurité et de tergiversations. Cependant, dans le plus grand secret, des négociations étaient conduites avec l'Entente qui, horriblement génée par l'absence d'unité de commandement, ne tendait pas moins à tâtons vers l'idée d'une attaque générale sur tous les fronts : Verdun, la Somme et en Galicie, auxquels il faudrait ajouter l'Isonzo, la Macédoine, la Mésopotamie et la Transylvanie. Le 17 août 1916, la Roumanie et les quatre Puissances de l'Entente conclurent un traité d'alliance par lequel la première, en retour d'une garantie territoriale et de la carte blanche pour annexer certains territoires spécifiés, s'engageait à déclarer la guerre à l'Autriche-Hongrie avec toutes les forces dont elle disposait et pas plus tard que le 28 août. Le traité comprenait en outre l'engagement réciproque ordinaire contre toute paix séparée et une clause (à laquelle Brătianu accordait une importance exagérée) accordant à la Roumanie l'égalité avec les grands alliés dans toutes les négociations de paix. Mais le reste pâlissait devant l'excès scandaleux des promesses de territoire : non seulement la Roumanie devait obtenir la Bukovine jusqu'au Pruth, toute la Transylvanie, le Banat, Maramureş et Crişana, mais aussi une ligne passant à quelques kilomètres de Debreczen et Szeged et comprenant de vastes étendues d'une plaine fertile habitée exclusivement par des Magyars. Cette disposition était sans l'ombre d'une excuse ethnographique ou stratégique, et celà on ne peut supposer que les Alliés l'aient ignorée mais ils étaient témérairement prêts à payer une nouvelle recrue n'importe quel prix, pourvu que ce fût aux dépens de l'ennemi. La convention militaire signée en même temps contient plusieurs points intéressants. D'après le § 1, l'entrée en guerre de la Roumanie devait être précédée d'une semaine par une offensive alliée partant de Salonique. D'après les §§ 2 et 3 la Russie s'engageait à continuer son offensive « sur tout le front autrichien » et d'une façon particulièrement énergique en Bukovine, à envoyer également une division de cavalerie et deux divisions d'infanterie en Dobroudja pour une action commune contre la Bulgarie. La Roumanie devait

recevoir « sans interruption au moins trois cents tonnes de matériel de guerre par jour (1) ».

Dans tout ceci, absolument rien au sujet de l'Allemagne avec laquelle Brătianu espéra jusqu'à la dernière minute éviter un conflit, bien que Bussche l'ait averti, et de la façon la plus brutale, une semaine avant la signature, que toute attaque contre l'Autriche-Hongrie provoquerait une contre-attaque immédiate de la part de l'Allemagne et de la Bulgarie. A la veille de son départ, Bussche reçut, par l'intermédiaire des chefs conservateurs, un curieux message du premier ministre : le Gouvernement avait refusé de déclarer la guerre à l'Allemagne ou de se livrer à une guerre économique, il espérait la reprise rapide des relations normales. Et cela serait possible si l'on évitait les bombardements aériens et toute cruauté inutile à l'égard de la population civile. Bussche fut rien moins que rassurant, parla des francs-tireurs belges, de représailles à propos du « Barralong » et du bombardement de Karlsruhe (2). Ce qui est sûr c'est que le premier raid du zeppelin sur Bucarest eut lieu dès le 5 septembre, causant une panique et beaucoup de dégâts.

Le Conseil de la Couronne décisif eut lieu le 27 août : en dehors du ministère libéral étaient présents les anciens premiers ministres Rosetti, Carp et Maïorescu, Marghiloman, chef des conservateurs, et les interventionnistes Filipescu et Ionescu. Le Roi déclara que la victoire des Puissances Centrales était maintenant impossible et qu'après mûre réflexion et des luttes intérieures compréhensibles, il se rendait à la nécessité d'une guerre, demandait le soutien de ses conseillers et « le silence du confessionnal ». Brătianu allégua que le monde latin tout entier était contre l'Allemagne et que l'action de l'Italie avait complètement transformé les relations de la Roumanie avec la Russie : enfin était-il possible d'être avec l'Allemagne maintenant qu'elle encourageait la Bulgarie « à prendre notre place en Orient ». Take Jonescu applaudit avec enthousiasme, Marghiloman parla des desseins de la Russie sur Constantinople et fit paraître du scepticisme à l'égard des hasards de la guerre, mais il était prêt à se taire et à ne pas faire entendre une note discordante devant l'unité nationale. Implacable, le seul Carp éclata : « Je veux que vous soyiez battus, car votre victoire serait la ruine de ce pays ! »

(1) Texte allemand dans *Iswoslki im Weltkriege*, nos 301, 302.
(2) *Note politice*, II, p. 164-6.

Brătianu lui dit de rappeler ses fils et de les envoyer à l'armée allemande ! Marghiloman déclara franchement au Roi qu'il ne pouvait endosser la déclaration de guerre, mais qu'il était aussi bon d'avoir quelqu'un sur qui se rabattre : « Si les choses tournent mal, je suis là. » On ne peut nier qu'il eût un don prophétique.

La guerre fut déclarée le même jour contre l'Autriche-Hongrie — c'était l'anniversaire de la rupture entre l'Italie et l'Allemagne : on ne suivait, à la vérité, que le premier exemple de l'Italie et l'on ne faisait rien contre l'Allemagne. Mais c'est de Berlin que vint la réaction la plus violente et la plus immédiate. La presse éclata en injures à l'égard des « par nobile fratrum », des traîtres latins qui témoignaient de leur parenté avec les criminels déportés jadis par Rome. Le Hohenzollern dégénéré était opposé au franc soldat Constantin de Grèce qui avait sagement épousé la cause de son beau-frère. Mais ces criailleries furent suivies d'actions d'une extrême bravoure. Le Gouvernement allemand savait parfaitement que toute l'alliance était en jeu si l'Autriche-Hongrie n'était pas sauvée une fois de plus et si une démonstration spectaculaire n'était pas offerte aux Bulgares et aux Turcs.

CHAPITRE XVI

GUERRE ET DÉFAITE

Dès le début les échecs et la mauvaise fortune s'acharnèrent sur la Roumanie. Son plan de campagne qui avait été soumis à l'approbation de Joffre et d'Alexeyev, reposait sur plusieurs conditions : une Allemagne accaparée par Verdun et par la Somme, une nouvelle offensive italienne dans l'Isonzo, les forces austro-hongroises entièrement employées contre l'offensive de Brusilov, enfin une action décisive des alliés à Salonique pour occuper les Bulgares et laisser les Roumains libres d'envahir la Transylvanie ainsi que d'opérer la soudure avec les Russes en Bukovine et de menacer le flanc droit de l'Autriche dans les Carpathes. Il est facile de dire après coup que la Roumanie aurait dû réduire d'abord la Bulgarie à l'impuissance par une vive poussée sur Sofia et peut-être aussi sur Varna. Mais par ailleurs c'était un dogme absolu pour le haut commandement russe que la Bulgarie n'oserait pas attaquer le « Liberator » et que la Dobroudja n'était pas sérieusement en danger. Enfin le sentiment populaire roumain était pour la délivrance immédiate de la Transylvanie et cela d'autant plus que l'on avait à nouveau diminué les garnisons de cette province. Suivant le mot facile de l'époque, les Roumains avaient donné rendez-vous à Brusilov à Dorna Vatra (en Bukovine) et à Sarrail sur le Mureş mais aucun d'eux ne vint au rendez-vous.

Il n'y a pas à rendre compte ici des opérations stratégiques de la guerre : les grandes lignes doivent suffire, d'ailleurs les documents essentiels ne sont pas encore accessibles, peut-être ne le seront-ils jamais. Mais rien ne peut cacher deux faits saillants. D'abord l'heureuse offensive russe s'arrêta au moment même où elle semblait devoir être décisive et les Puissances Centrales purent détacher les forces nécessaires pour faire face à l'invasion rou-

maine. En second lieu, les opérations promises en Macédoine furent exécutées à contre-cœur, maladroitement et ne méritèrent jamais le nom d'une véritable offensive ; non seulement les Bulgares eurent un surplus de troupes à leur disposition, mais ils surent les employer à une attaque d'une étonnante vigueur contre les forces combinées de la Russie et de la Roumanie. Ces deux faits ne peuvent être contestés mais un complet mystère entoure encore les facteurs qui les ont déterminés. On sait qu'une bonne part de la Russie officielle était beaucoup moins enthousiasmée par l'entrée de la Roumanie en guerre que ses alliés occidentaux : elle tenait ses revendications territoriales pour excessives et en tout cas opposées aux intérêts russes dans la Bukovine septentrionale. On sait aussi que le général Alexeyev et son État-Major critiquaient vivement l'armée roumaine et la considéraient du point de vue stratégique comme un passif plutôt qu'un actif. Enfin, et c'est un simple fait chronologique, Sazonov, principal responsable des négociations puisqu'il était ministre des Affaires étrangères de Russie, tomba le 23 juillet, et avec Boris Stürmer son successeur les « forces obscures » qui devaient entraîner bientôt la ruine du régime s'affirmèrent dans un sens toujours plus hostile aux Alliés et à une conduite vigoureuse de la guerre. Mais de là à l'idée d'une trahison délibérée de la part des Russes et de leur Gouvernement, au désir de voir la Roumanie découronnée et définitivement affaiblie, il y a loin. En fait, Sazonov lui-même, ennemi déclaré de Stürmer et de ses idées, rapporte qu'Alexeyev pressa très fortement en août pour l'entrée en guerre immédiate de la Roumanie — ce qui était une erreur pour Sazonov — et que Stürmer vit dans le fait accompli « un grand succès diplomatique » personnel (1). Une autorité comme celle du général Iliescu, chef d'État-Major roumain, pendant toute la campagne, publia après la première révolution russe (2) une déclaration dans la presse française où il accusait Stürmer d'avoir

(1) Sazonov, *Les Années Fatales*, p. 286. Neratov (à ce moment principal collaborateur de Sazonov) témoigna devant la Commission d'enquête du Gouvernement provisoire que Stürmer avait insisté vivement pour hâter l'entrée en guerre de la Roumanie et que le G. Q. G. lui-même y avait attaché une grande importance. Le ministre des Affaires étrangères, affirma-t-il, agissait également sous la pression des militaires et des Alliés occidentaux. *Padenie Tsarskogo Rezhima*, VI, p. 215.

(2) *Le Matin*, 3 avril 1917 ; *New Europe*, 12 avril 1917. Ceci fut contesté par le *Novoye Vremya* du 26 avril (sous le régime révolutionnaire par conséquent). Beaucoup expliquent l'attitude d'Iliescu au sujet de l'intervention comme un moyen de détourner l'attention loin des défectuosités de son armée.

obligé la Roumanie à mobiliser à un moment inopportun et de l'avoir abandonnée délibérément pour conclure avec l'Allemagne une paix séparée. On doit ajouter qu'aucune preuve concrète n'est encore venue à l'appui de semblables allégations et qu'elles peuvent n'être que des contes de fée. Le plus qu'on puisse dire c'est que l'arrivée de Stürmer au pouvoir augmenta la tension entre Pétrograd et l'armée, paralysa le pouvoir offensif de la Russie et diminua ses chances d'une collaboration cordiale avec ses alliés, anciens et nouveaux.

Sur le front des Balkans la vérité est plus facile à saisir bien que le détail reste encore dans l'ombre. Pendant tout l'été 1916, Londres et Paris avaient manifesté des opinions contraires quant à l'opportunité de l'expédition de Salonique. Cette circonstance, ainsi que la position anormale de la Grèce (où le roi Constantin et M. Venizelos représentants des deux groupes rivaux étaient en lutte ouverte) enlevèrent toute initiative au général Sarrail et compliquèrent ses relations avec les généraux des armées alliées derrière le dos desquels se tramaient des intrigues périodiques — sottes mais dangereuses — pour une paix séparée avec la Bulgarie aux dépens de la Serbie. En juin et juillet, Sarrail reçut des instructions pour préparer une offensive, qui « occuperait » toutes les forces de la Bulgarie, « priverait l'ennemi de sa liberté de mouvement » et favoriserait ainsi l'entrée en guerre de la Roumanie. Mais il trouva chez le général Milne l'ordre encore plus précis « de ne pas prendre l'offensive tant que la Roumanie ne se serait pas mise définitivement en campagne (1) ». Aussi Sarrail dut-il agir avec les seules troupes françaises et serbes ; lui-même, politicien autant que soldat, était au courant des conflits entre Paris et Chantilly qui compliquaient davantage encore le désaccord franco-britannique ; il se trouvait évidemment très mal à son aise devant le refus de mettre à sa disposition les ressources nécessaires.

Pour achever son désarroi, les Bulgares montèrent eux-mêmes une attaque le 17 août, trois jours avant que les obstacles à une offensive générale des Alliés eussent été surmontés. Les Alliés ripostèrent il est vrai, mais la contre-offensive ne devint sérieuse que le 10 septembre, après des délais sans fin et une violente dispute entre Sarrail et Cordonnier en présence d'officiers alliés ;

(1) 23 juillet. Robertson à Milne ; Sarrail, *Mon commandement*, p. 137.

la contre-offensive mourut en octobre sans avoir rempli le but de « priver la Bulgarie de sa liberté de mouvement ». De la réoccupation de la Serbie et d'un « rendez-vous » avec les Roumains sur le Mureş il ne fut pas le moins du monde question tandis que les Serbes héroïques persévéraient dans leur secteur du front jusqu'à la réoccupation de Monastir au milieu de novembre. Les troupes roumaines pouvaient bien chanter les strophes mi-ironiques, mi plaintives :

O Sarrail, Sarrail, Sarrail.
Noi ne batem, şi tu stai !
(Nous nous battons et tu restes où !)

Une autre, parmi les nombreuses obscurités de la situation, c'est la convention signée le 23 juillet à Chantilly par le colonel Rudeanu, représentant militaire de la Roumanie en France, convention qui obligeait la Roumanie à envoyer sans délai 150.000 hommes contre la Bulgarie pour doubler l'attaque de Sarrail au Sud et qui fut suivie d'un refus catégorique opposé par Brătianu à toute attaque en Bulgarie (1).

Après la déclaration de la guerre, les Roumains jetèrent aussitôt le gros de leur armée sur la Transylvanie, dans l'intention d'occuper aussi vite que possible la vallée du Mureş, ce qui leur eût permis de réduire de près de moitié la longueur de leurs lignes de combat et par là de compenser les imperfections du système routier et ferroviaire au Sud des Carpathes. Le général Averescu entra par le col de Tömös et prit Braşov tandis que Prezan forçant le col de Tölgyes, occupait le nord des districts Székels ; d'autres armées s'avancèrent par la Tour Rouge vers Hermannstadt ainsi que par les Portes de Vulcain et du Fer tout à fait à l'ouest mais sans progresser aussi rapidement.

Au début de l'invasion, le général von Arz (Saxon de Transylvanie et futur chef d'État-Major), commandant l'armée autrichienne, n'avait à sa disposition que 25.000 hommes et dut battre en retraite vers le Nord. Les populations magyares prises de panique s'enfuirent et une violente attaque fut dirigée au Parlement de Budapest contre le Gouvernement et le Haut-Commandement pour s'être laissés prendre au dépourvu. Mais Tisza tint bon, défendit chevaleresque-

(1) Paléologue, *La Russie des Tsars*, II, 323-7.

ment (et à juste titre) Czernin contre les accusations dont il était l'objet, et fit tous ses efforts pour obtenir en faveur de l'édifice qui s'écroulait le soutien de l'Allemagne. Et celle-ci ne perdit pas un moment pour montrer qu'elle était bien l'amie des mauvais jours. Tandis que Falkenhayn était envoyé au secours de von Arz, Mackensen, avec un effectif limité de troupes d'assaut, emportait la confiance des Bulgares et les entraînait dans une rapide contre-offensive à partir du Sud. Brătianu, malgré toute sa subtilité, avait très mal calculé l'attitude de la Bulgarie que la chute de la Serbie avait mis en appétit et qui était impatiente de se venger de son ennemi de 1913.

Dès le premier jour, Mackensen fut singulièrement heureux. Le 6 septembre, il avait déjà pris Turtucaia sur le Danube, beaucoup de canons et fait 25.000 prisonniers. Silistrie fut évacuée à la hâte et la domination de la Roumanie sur la Dobroudja mise en danger. Le plan de campagne roumaine se trouvait donc complètement bousculé : au lieu de continuer l'offensive au cœur de la Transylvanie, il était nécessaire de se mettre sur la défensive et de faire passer des forces importantes sur le front du Sud-Ouest. Les Russes qui avaient promis à la légère 50.000 hommes en Dobroudja sans s'attendre à se les voir jamais réclamés, n'en envoyèrent que 20.000. Autre drame, ceux-ci comprenaient les Légions tchèques et yougoslaves formées de prisonniers austro-hongrois sur le front russe : ils luttèrent avec l'héroïsme du désespoir mais laissés sans secours ils furent décimés : leurs blessés se tuèrent les uns les autres pour ne pas tomber entre les mains de l'ennemi (1). La troisième semaine de septembre, Mackensen avait occupé l'ancienne frontière bulgare et menaçait le grand pont de Cernavoda. Dans la vallée du Kokel, les Roumains tentèrent une nouvelle avance justifiée par des raisons politiques aussi bien que militaires. Mais Arz et Falkenhayn massaient leurs forces et, le 26 septembre, Manolescu fut défait près d'Hermannstadt et rejeté au delà du col de la Tour Rouge dans l'ancien royaume. La retraite était maintenant inévitable et, au milieu d'octobre, les dernières parcelles de Transylvanie étaient évacuées

(1) Ils étaient regardés avec méfiance par le Haut Commandement russe qui les tolérait sans plus. Pour le service médical ils dépendaient d'un des Hôpitaux des Femmes écossaises dirigés par le Dr Elsie Inglis et Mrs Haverfield qui firent toute la compagne de Dobroudja. Le Dr James Berry et sa femme, la Dresse Dickinson Berry organisèrent de leur côté un hôpital privé, d'abord en Serbie, ensuite sur le front roumain.

par les armées roumaines qui emmenaient avec elles des milliers de fugitifs, chassés par la crainte des représailles magyares.

L'objectif suivant de Falkenhayn était de couper le saillant valaque et de se joindre à Mackensen et aux Bulgares sous les murs de Bucarest. A la bataille de Târgu Jiul (26 octobre) le succès sourit passagèrement aux armes roumaines ; les Allemands tombèrent dans un piège ingénieux au défilé de Vulcain et essuyèrent un sérieux revers. Mais ce bref avantage fut vite détruit par la mort du général Dragalina et par la trahison d'un officier d'État-Major qui passa à l'Allemagne (1). L'avance allemande reprit en Valachie, une nouvelle armée passa le Danube, entre Zimmicea et Giurgiu, et, au milieu de novembre, Bucarest se trouva en grand danger. La couronne de forts construits par Brialmont pendant les années 80 autour de la capitale se montra encore plus inefficace contre les engins modernes que celle établie par le même ingénieur autour de Liége.

Dans cette périlleuse situation, la Russie une fois de plus fit preuve d'une curieuse indifférence : l'envoi de renforts en Dobroudja avec le général Sakharov n'évita pas la chute de Constanța. Les généraux Prezan et Berthelot accomplirent un dernier et chevaleresque effort pour arrêter les Allemands sur la rivière Argeş et pour un temps les armées de Mackensen se trouvèrent en réel danger. Malheureusement, le plan échoua par l'incompétence et la fuite panique du général Socec, traduit par la suite devant une cour martiale et dégradé. Les armées roumaines étaient coupées en deux et le Gouvernement dut se résigner à évacuer la capitale et à se retirer à la hâte en Moldavie. Le 6 décembre, les Allemands entrèrent à Bucarest en triomphe, mais l'armée en retraite avait détruit d'énormes stocks de grains et d'autres réserves. Une mission technique spéciale, commandée par le colonel Norton Griffiths, détruisit systématiquement les gisements de pétrole abandonnés, empêchant l'ennemi de les utiliser avant plusieurs mois.

(1) Au début de la guerre un bizarre incident prouva à l'auteur qu'il y avait des traîtres dans l'armée roumaine. D'une source sûre mais qu'il ne peut aujourd'hui encore révéler, il apprit qu'une rencontre avait eu lieu le 26 septembre 1914 à Braşov entre deux agents autrichiens, Freitag et Jonescu Cananan, et la femme d'un certain officier roumain, alors adjoint du général Lambrino de l'État-major de Jassy. Cette dame, au nom de son mari, livra le plan de mobilisation roumaine (32 p.) et l'on décida qu'au début de la mobilisation dont le document livrait la clef, on télégraphierait les mots « Je vous félicite ». Une somme de 4.000 couronnes fut versée en même temps.

Ces faits communiqués à qui de droit parvinrent officiellement à Bucarest, mais l'auteur n'a jamais su s'il en fut pris acte.

L'année s'acheva par une bataille prolongée devant la ligne forte du Seret. Cette fois les Russes envoyèrent les renforts nécessaires : ils s'étaient rendu compte que la perte de la Moldavie impliquerait probablement l'évacuation de la Galicie et de la Bukovine et la menace de l'ennemi sur Odessa. En janvier 1917, le front du Seret était stabilisé et, circonstance providentielle pour la Roumanie, on abandonna le projet insensé de faire passer l'armée et le Gouvernement en Russie méridionale comme les Serbes avaient fait à Corfou. Les réserves d'or et les archives furent mises en sûreté à Moscou où elles furent d'ailleurs séquestrées par le Gouvernement bolcheviste.

Le Parlement se réunit à Jassy à la fin de décembre où se forma une sorte de cabinet de concentration. Brătianu resta premier ministre et prit les Affaires étrangères à leur détenteur nominal Porumbaru ; Take Jonescu devint ministre sans portefeuille et trois autres membres de l'opposition ententophile (1) entrèrent également dans le ministère. Nicolas Filipescu était mort peu avant la prise de Bucarest ; les trois germanophiles Carp, Maïorescu et Marghiloman, restaient en arrière et assurèrent les fonctions ingrates mais utiles de tampon entre la Roumanie et son arrogant vainqueur. Marghiloman avait prévenu la Reine qu'en demandant la paix, il était encore temps de sauver le pays et la dynastie ; on lui répondit avec beaucoup de dignité que cette solution n'avait pas à être examinée (2). En fait, au milieu d'une confusion et d'une panique accrues par la découverte de nombreux cas de corruption ou de poltronnerie il ne fut jamais sérieusement question de se rendre. Ceux en qui reposaient les destinées de la Roumanie, serrèrent les dents et refusèrent de perdre confiance dans le succès final des Alliés. Les Allemands avaient bien fortifié et réduit les saillants du front oriental mais ils n'avaient pas annihilé la Roumanie. Pour les mois à venir toutefois ils avaient détruit son pouvoir offensif et ils pouvaient mieux employer ailleurs le sucroît de leurs forces. Pendant la première moitié de 1917, il y eut en quelque sorte le même répit qu'après la conquête de la Serbie un an auparavant.

(1) Michel Cantacuzène, Greceanu et Mîrzescu.
(2) *Note Politice*, II, p. 298.

***

La tragique défaite de la Roumanie accompagna ou annonça une série d'événements considérables qui allaient rapidement transformer la face de la guerre. La mort de François-Joseph le 21 novembre marqua la fin d'un grand règne et fut suivie par un changement de régime dans les deux moitiés de la Monarchie Dualiste. Le jeune empereur Charles, homme d'un grand caractère et d'idéals élevés manquant malheureusement d'équilibre et d'expérience et parfaitement inégal aux problèmes auxquels il devait faire face, s'adressa à des hommes nouveaux et à des méthodes d'amateur qui souvent ne répondaient pas aux nécessités. La camarilla de la cour fut remplacée tout entière, l'archiduc Frédéric perdit le commandement suprême et le quartier général fut transféré de Teshen à Baden. En Hongrie le seul Tisza se maintint et encore avec difficulté ; il entra en conflit avec la couronne sur l'épineuse question de la réforme électorale, et désapprouva sans pouvoir l'empêcher la convocation du Reichsrat d'Autriche, la garantie d'une amnistie politique et l'ouverture d'une ère de concessions en faveur des non-Allemands. Par-dessus tout, la créature de Tisza au Ballplatz, le baron Burián, fut remplacé par le comte Czernin connu de Charles pour avoir été le candidat de son oncle François-Ferdinand à ce poste et l'héritier des idées politiques de ce dernier. Charles et Czernin se rendaient compte l'un comme l'autre que le seul moyen d'empêcher la Monarchie de se démembrer était de la remanier sur un plan fédéral : tous deux savaient que les ressources nationales étaient mises à une dure épreuve et que la paix était une nécessité impérieuse. Mais ils étaient fatalement handicapés des deux côtés : d'une part le serment de Charles à son couronnement comme roi apostolique était une garantie solennelle de respecter l'intégrité territoriale de la Hongrie, d'autre part l'attitude intransigeante de Berlin et l'enchevêtrement des forces militaires des deux alliés rendaient impossible une paix séparée. Charles et Czernin se trouvaient donc enfermés dans un dilemme au moment où la nécessité d'une action devenait dix fois plus pressante en raison de la Révolution russe et de l'entrée en guerre des États-Unis. Désormais c'était une guerre d'idées et de principes plus susceptible de rompre l'unité autrichienne que le pire explosif : la question des natio-

nalités qui avait si longtemps attaqué les centres vitaux de la monarchie des Habsbourg ressuscitait sous la forme de l'unité nationale et du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Le mémorandum secret présenté au début d'avril par Czernin au jeune monarque affirme « qu'il ne saurait être question d'une « nouvelle campagne d'hiver : la guerre doit donc être terminée « à tous prix pendant l'été, au plus tard à l'automne (1) ». Cette information d'un caractère si secret et confidentiel parvint aux oreilles de l'Entente : on en accuse généralement la trahison ou l'indiscrétion du député clérical Erzberger (2), mais en fait ce fut l'œuvre de la « Maffia » anti-autrichienne organisée à Prague et qui avait des accointances dans les milieux les plus influents. Il est à peu près certain qu'une trahison prédisposa l'Entente contre les fameuses négociations de paix du prince Sixte de Bourbon : mais ces dernières étaient vouées à l'échec pour des raisons qui sortent de notre champ d'investigations. Les négociations ne furent connues qu'un an après quand Clemenceau dénonça férocement la « mendicité » de Czernin, mais derrière la scène les faits essentiels n'échappaient pas à tout le monde. Ce qui probablement est vrai, c'est que la consternation des petites nationalités découvrant que l'Entente ne se refusait plus à toute discussion de paix séparée, était atténuée par les signes d'extrême épuisement de l'Autriche-Hongrie dont les propres hommes d'État reconnaissaient les périls.

Tous ces facteurs pesèrent sur la décision du Gouvernement roumain en exil et l'encouragèrent à tenir bon plutôt que de se retirer au delà du Pruth en territoire russe. Nous savons combien cette décision fut heureuse : à écarter même l'état intérieur de la Russie après la Révolution, l'évacuation de la Moravie eût été suivie de l'établissement à Bucarest d'un Gouvernement inspiré par l'Allemagne, qui eût proposé le détrônement du roi Ferdinand (3). Telles étaient les mesures préconisées par Pierre Carp « plus réactionnaire », au dire d'un haut fonctionnaire allemand de Bucarest, « que les Prussiens les plus réactionnaires ». Telles étaient aussi les suggestions de Constantin Stere qui fit paraître un journal dévoué aux

(1) Czernin, *In the World War*, p. 14.
(2) Voir sa défense dans ses *Erlebnisse im Weltkrieg*, p. 117-21.
(3) *Note Politice*, II, p. 382.

intérêts des Puissances Centrales et qui souhaitait une « union personnelle » avec l'Autriche — soit sous l'empereur Charles, soit sous son jeune fils — ce qui était, à l'en croire, le seul moyen d'unir le royaume et la Transylvanie. L'attitude de Marghiloman et de Maïorescu fut fatale à cette déshonorante intrigue : plus fidèles aux principes conservateurs que les anciens chefs, ils avaient des scrupules au sujet de l'abdication du roi Ferdinand et ils songeaient que la déchéance de la dynastie créerait un précédent dangereux dans cette Europe orientale déjà trop portée à la Révolution (1). Marghiloman, président de la Croix-Rouge, jouissait auprès des Allemands d'un prestige que n'avait aucun de ses collègues ; il était en situation d'obtenir maints adoucissements de la part des autorités de l'occupation et même le rapatriement de beaucoup de Roumains prisonniers en Allemagne.

En Moldavie, on accomplit presque un miracle au milieu d'une désorganisation et d'un découragement extrêmes causés par la défaite, dans la promiscuité épouvantable et la détresse que des dizaines de milliers de réfugiés apportaient avec eux. Pendant les six mois de calme relatif qui précédèrent de nouvelles opérations, le général Berthelot, chef de la mission française, réussit à reconstituer l'armée roumaine, il en extirpa les éléments corrompus et incompétents, mit à la porte les favoris de cour et les officiers d'État-Major politiciens, il rééquipa les unités au moyen de canons et de matériel envoyés de France, transportés à Murmansk par mer et escortés à travers la Russie par une garde armée dont la tâche devenait de plus en plus lourde à mesure que l'autorité du Gouvernement provisoire faiblissait. Une grande part du succès revient à la personnalité de Berthelot, personnalité imposante, résolue, confiante en elle-même, dominée selon la phrase admirable de M. Paléologue, par une « volonté calme, souriante, inflexible » (2). En même temps, des légions transylvaines correspondant à celles formées avec les prisonniers tchéco-slovaques ou yougoslaves sur la frontière russe, furent organisées à Jassy sur les instances de MM. Goga et Sever Bocu : leur nombre croissait rapidement quand la débâcle russe rendit à peu près impossible tout nouveau recrutement (3).

(1) *Ibid.*, *p.* 539, 544.
(2) *La Russie des Tsars*, III, p. 45.
(3) Le nombre total des volontaires en territoire roumain a été évalué à 29.000 hommes et 1.816 officiers (Clopoţel, *Revoluţia din*, 1918, p. 138). En novembre 1917, trois régiments

Aussi, quand les Russes effectuèrent leur dernière offensive au début de juillet 1917, les Roumains, sous la conduite autorisée d'Averescu, de Prezan et de quelques autres, étaient prêts à jouer un rôle et réussirent à se maintenir sur leurs positions à la bataille de Marasti (22 juillet) malgré les efforts conjugués des Allemands et des Austro-Magyars sous les ordres de l'archiduc Joseph. Malheureusement, cette action demeura isolée, car la décomposition de l'armée russe s'accentuait et devenait fatale à toute offensive soutenue. La conduite chevaleresque des Tchèques à Zborow fit long feu, fut suivie de l'affaissement d'un vaste front et en août les Autrichiens réoccupèrent la Bukovine. Cependant, le travail assidu de Berthelot portait ses fruits, l'attaque montée par Mackensen et l'archiduc Joseph fut repoussée à Maraşeşti après un combat de plus d'une semaine (12-19 août). La valeur du paysan soldat de Roumanie, quand il est bien conduit, avait fait ses preuves et des preuves signalées : Mackensen et son État-Major déconfits mais toujours chevaleresques, le reconnaissaient de bon cœur (1). Mais avec l'armée russe en pleine décomposition sur leur flanc, il était impossible aux Roumains de prendre l'offensive à leur tour ; Allemands et Russes fraternisaient si souvent de tranchée à tranchée que les troupes roumaines se trouvèrent bientôt dans une situation extrêmement précaire. Mais en restant sur place dans une attitude fermement défensive, ces derniers empêchèrent, il n'est pas exagéré de le dire, Mackensen d'occuper Odessa et Léopold de Bavière, Moscou.

La chute du Gouvernement provisoire russe au début de novembre, l'arrivée de Lénine et des Bolchévicks au pouvoir trouvèrent la Roumanie dépourvue de toute aide alliée : la reddition était une pure question de temps. La décomposition de l'armée russe eut les effets les plus alarmants car sur de nombreux points du front commun, les régiments russes et roumains étaient inter-

furent formés sous les noms d'Alba Julia, Avram Iancu et Turda. Un bataillon resta en arrière à Moscou et dut revenir par la Sibérie à l'exemple de l'armée tchéco-slovaque. Les légionnaires publièrent à Chișinău un journal appelé *Ardealul* (Transylvanie), baptisé ensuite *România Noua* qui exerça une grande influence sur les Bessarabiens à une époque tout à fait critique. Les principaux organisateurs furent le colonel Stârcea, MM. Ghibu Ghița Pop et Octavian Goga, « le doux poète de nos souffrances » (Cântărețul pătimirii noastre) dont le grand talent n'était pas encore contaminé par les ambitions politiques.

(1) Le *Journal* de Marghiloman rapporte à diverses reprises l'admiration des Allemands pour les troupes roumaines ; que n'auraient-elles fait si elles s'étaient trouvées du « bon côté » !

calés. Il y eut sans cesse des tentatives de saper le loyalisme des troupes, d'établir des soviets de soldats, de prêcher le bouleversement de l'ordre existant. Il arrivait aux Russes de livrer leurs tranchées aux Allemands sans avertir et de laisser les Roumains en l'air. Un complot pour enlever le Roi et la Reine, les assassiner ou les déporter en Russie, fut découvert juste à temps. Dans une telle situation : troupes indisciplinées en mouvement, réfugiés souvent dépourvus de papiers d'identité, famine et détresse à la porte, on s'étonne que les autorités aient pu maintenir leur pouvoir. L'histoire complète de cette époque harassante et chaotique ne sera peut-être jamais écrite car les documents manquent sur des points importants. Qu'il nous suffise d'affirmer que les souffrances de la Serbie et de la Belgique elles-mêmes n'ont rien de comparable à celles de la Roumanie, dont la moitié de la population était exilée dans son propre pays tandis que l'autre moitié était saignée à blanc par un conquérant dont la sauvagerie avait pour excuse la misère de ses propres compatriotes.

Le plus surprenant, c'est que dans cette crise suprême les masses paysannes s'abstinrent de toute action révolutionnaire, et se montrèrent réfractaires à la propagande de leurs voisins d'Ukraine et de Russie. Mais cela ne veut pas dire qu'elles y restèrent indifférentes : si la révolution put être évitée c'est qu'à Jassy les chefs des deux partis étaient très sensibles aux dangers de la situation, possédaient assez d'initiative et de force pour imposer leurs vues à la foule de leurs partisans et surtout arrivèrent à convaincre le roi de la nécessité d'une action pressante. Il serait absurde de laisser croire que le roi Ferdinand était un homme de génie ou de profonde intelligence, et à la vérité il subit souvent des crises de doute et d'irrésolution. Mais en cette occasion il montra beaucoup de courage et sauva son pays d'un désastre certain. Au début d'avril 1917, au cours d'une visite sur le front, il adressa aux troupes des paroles qui sont demeurées historiques : « Fils de paysans, qui de vos propres mains « avez défendu le sol sur lequel vous êtes nés, sur lequel vous avez « passé votre vie, moi, votre Roi, je vous le déclare, outre la récom- « pense de la victoire qui assurera à chacun d'entre vous la gratitude « du pays, vous avez mérité d'être les maîtres, dans une large « mesure, de ce sol sur lequel vous avez combattu. Vous aurez des « terres, je donnerai, moi, votre Roi, le premier exemple. Vous

« prendrez également une part plus large dans les affaires publi-
« ques (1). »

Il alla même jusqu'à déclarer au vieux journaliste Costa-Foru que l'idée de promettre le partage des terres était de lui : sans doute minimise-t-il le rôle incontestable de Brătianu et de Take Jonescu. Toutefois il avait accompli quelque chose qui ne pouvait plus être défait : il avait électrisé les troupes auxquelles le général Berthelot s'était efforcé de communiquer une ardeur nouvelle et une discipline, il avait immunisé le pays contre la propagande bolcheviste. Le 22 mai, l'officielle *Indépendance roumaine* annonça que malgré les difficultés de la guerre et de l'invasion la réforme ne serait pas différée plus longtemps et qu'un accord spontané avait été passé entre la couronne et le Gouvernement. En juin, une Assemblée constituante siégeant à Jassy, à quelques kilomètres de la la ligne de feu — très irrégulièrement formée, comme il était inévitable, et ne comptant pas un seul paysan parmi ses membres, adopta sur l'invitation de Brătianu le double principe d'une réforme électorale et de l'expropriation du sol ; cette dernière, proclamait Brătianu, serait déjà effectuée sans les retards causés par la guerre. Elle impliquait une modification de l'article XIX de la Constitution : la propriété privée pourrait être expropriée désormais non seulement pour des raisons d'utilité publique et moyennant les indemnités ordinaires, mais aussi pour des fins d'intérêt national. Toutes les terres appartenant à des étrangers, à des propriétaires absentéistes, à des corps ou à des établissements devaient être expropriées ; il en serait de même des domaines de la couronne ; les grands propriétaires livreraient deux millions d'hectares pour être partagés entre les paysans, toute propriété individuelle serait désormais limitée à 200 hectares. Le paiement serait effectué en valeurs d'État rachetables à 5 % d'escompte et les prix seraient fixés par des tribunaux spéciaux. En même temps, le régime électoral devait être fondé sur le suffrage universel, la représentation proportionnelle et le vote obligatoire. Il est exact que des voix se soient fait entendre pour se plaindre du caractère tout à fait insuffisant de la réforme ; et certes l'accord se fit suivant une méthode singulièrement malheureuse, aucun expert en droit constitutionnel ne fut consulté, le coup fut monté secrètement et marchandé entre Ionel Brătianu et Take Jonescu, agissant

(1) Mitrany, *Land and Peasant*, p. 101.

pour leurs partis respectifs. Mais le résultat fut probablement tout ce qu'il était possible d'obtenir sans soulever de discorde : même ainsi, M. Argetoianu, un boyard conservateur en vue, dénonça les nouvelles mesures comme « une loi de persécution dirigée contre « toute une classe » et le sénateur Gradişteanu se livra sans mesure à une attaque personnelle contre Brătianu, l'accusant d'avoir nommé des officiers traîtres et germanophiles. La loi fut votée par 130 voix contre 14 (au Sénat 179 contre 5), la principale opposition venant du nouveau parti travailliste du Dr Lupu qui trouvait la loi insuffisante. A la fin, la surface de terres à exproprier fut réduite de 2 1/2 à 2 millions d'hectares avec exemption du sous-sol. La procédure de fixation de l'indemnité, l'époque à laquelle la réforme commencerait à opérer furent laissées un peu dans le vague : ce qui d'ailleurs était inévitable étant donnée l'incertitude de la situation générale. On laissa bien des choses au hasard : mais il est raisonnable de dire que la classe des propriétaires sut prendre ses responsabilités dans une mesure dont l'histoire offre peu d'exemples et qu'elle en fut d'ailleurs récompensée puisqu'elle évita un soulèvement révolutionnaire.

Ici il serait impardonnable de ne pas rendre un bref éloge à l'héroïsme soutenu de la reine Marie. Pendant des mois elle courut des dangers quotidiens au milieu des épidémies qui ravageaient les hôpitaux et une ville surpeuplée et donna un exemple de patience calme et confiante que maintes femmes roumaines suivirent avec fierté et qui fit beaucoup pour le prestige de la Grande-Bretagne dans le Sud-Est de l'Europe.

Pendant toute cette période d'étranges intrigues étaient ourdies sur le territoire occupé. Le vieux Carp, plus autocrate que jamais depuis la mort subite de Maïorescu en juillet était prêt à former un gouvernement provisoire pour proclamer un nouveau roi et conclure une paix immédiate ; mais heureusement il était à peu près impossible de travailler avec lui, tant ses vues étaient contestables même pour le groupe quelque peu suspect sur lequel il se reposait. Il refusait toute collaboration avec Stere « qui avait offert « la Roumanie à l'Autriche » ; sa propre idée était de s'en remettre implicitement à Berlin. Il n'aurait pas même admis la réforme agraire et le suffrage universel, alors que Stere, malgré toute son hostilité à l'égard du gouvernement réfugié à Jassy, estimait que ces deux grandes réformes ne pourraient être défaites et devraient

être reconnues comme un des fondements de l'avenir. Plus incroyable encore, Carp voulait procurer à son gendre, le colonel Sturdza, le ministère de la Guerre dans le futur cabinet et avait déjà convaincu les Allemands de donner une sinécure au major Wachmann, le collègue et l'intime de Sturdza. Une telle mesure souleva l'indignation de Marghiloman qui s'exprimait assez faiblement en disant que Sturdza était « du point de vue de l'armée un déserteur ». Les relations des deux hommes d'État devinrent excessivement tendues, les autorités de l'occupation se rendirent compte à la fin que Carp n'était pas appuyé et que le plébiscite qu'il demandait serait inopérant ; aussi quand l'empereur Guillaume passa par la Roumanie en allant de Sofia à Constantinople, ne reçut-il pas même Carp en audience.

Dans le territoire occupé, ce qui sauva la situation ce ne fut pas le manque de souplesse des intermédiaires mais la politique ondoyante des vainqueurs et surtout des divergences de vues entre Berlin, Vienne et Budapest. Pour la question dynastique, les candidatures étaient envisagées les unes après les autres : tel l'archiduc « hongrois » Joseph, l'archiduc Max jeune frère de l'Empereur, Nicolas (alors encore enfant) le plus jeune fils du roi Ferdinand, le prince Guillaume de Hohenzollern frère du Roi, tel autre prince bavarois ou prussien, mais aucun ne reçut un appui sérieux et permanent. La même incertitude régnait sur la question territoriale plus importante encore. Au début de 1917 on parlait çà et là d'apaiser la Russie en lui cédant la Moldavie septentrionale au delà du Seret (habitée par des Ukrainiens) et de laisser à l'Autriche son ancienne province d'Oltenie. Cette solution fut bientôt abandonnée en raison de la Révolution russe : les hommes d'État des Empires centraux perdant tout désir de se concilier une Russie qui avait détrôné les Romanovs se mirent à coqueter avec l'idée d'une Ukraine indépendante. Toute la politique de Czernin tendait à convaincre l'Allemagne d'abandonner ses revendications à l'Ouest (Belgique et Alsace) en retour de compensations à l'Est : un nouveau plan fut établi assignant à l'Allemagne la « Pologne du Congrès » et peut-être la Galicie et laissant à l'Autriche-Hongrie les mains libres en Serbie et en Roumanie. Comme parle Czernin : « c'était un retour à l'idée originale de l'archiduc François-Ferdinand : « l'union de la Roumanie et de la Transylvanie sous l'égide de la

« Monarchie (1). » Les riches terres à blé et les gisements de pétrole de la Roumanie feraient passer la perte de la Galicie. On calculait aussi que l'Entente, attachée à la Serbie, montrerait moins d'intérêt à la Roumanie et abandonnerait celle-ci à son sort si elle pouvait obtenir satisfaction sur les autres points. Czernin gardait comme atout une double concession pour la Serbie : permission de s'unir au Monténégro, débouché sur la mer. Mais le prince Sixte dans ses négociations avec M. Ribot et M. Lloyd George, trouva dangereux de mentionner même les projets sur la Roumanie : car dans leur échange de lettres, Paris et Londres insistaient sur l'impossibilité d'abandonner un allié qui était entré en guerre sur leurs appels pressants.

Le temps passait, Vienne et Berlin parvenaient toujours plus difficilement à préciser leurs conceptions sur le sort de la Roumanie. Dans la mesure où l'espoir naissait pour l'Allemagne d'établir son autorité de façon permanente sur la Pologne, voire sur la Lithuanie et la Courlande, il ne semblait que juste de laisser la Roumanie dans la sphère d'influence de la Monarchie Dualiste. Mais la grande importance de ce pays fascinait l'Allemagne dont la conception d'une « Mitteleuropa » comprenait un contrôle direct sur le Bas-Danube et en particulier sur les ports de Constanța et de Galaț. Sous cet angle, la Roumanie était infiniment plus importante que la Bulgarie et les chefs de l'occupation allemande à Bucarest ne cessaient de faire allusion au besoin qu'avait l'Allemagne d'une Roumanie forte dont elle ferait respecter l'intégrité territoriale. Le maréchal Mackensen lui-même faisait « feu et flamme contre l'annexion de « la Dobroudja » (2). Le désaccord laissa peu à peu apparaître quatre points de vue différents : en dehors des rêves de domination économique de l'Allemagne et de l'Autriche, les Bulgares étaient intéressés plus que tous autres dans l'annexion de la Dobroudja, la Hongrie par ailleurs, au déplaisir de Vienne et de Berlin et avec un minimum d'encouragement de part et d'autre, demandait incontinent des rectifications de frontières le long des Carpathes et cherchait indemnité et vengeance pour les événements de septembre 1916. Les Turcs eux-mêmes embrouillèrent la discussion : si la Bulgarie recevait un agrandissement au Nord, ils étaient

(1) *In the World War*, p. 297. Bribam : *Austrian Foreign Policy*, p. 107.
(2) Marghiloman, *op. cit.*, III, p. 387.

déterminés à en exiger la restitution du territoire qu'ils lui avaient cédé avec répugnance en 1915 pour prix de son entrée en guerre.

Parmi les premiers actes du Gouvernement bolchévique figurent les ouvertures de paix aux empires centraux. La Roumanie n'eut d'autre choix que de prendre part à l'armistice sans quoi elle se fut exposée à une offensive écrasante. Toutefois, quand la Conférence de la Paix s'ouvrit à Brest-Litovsk, le 20 décembre 1917, le gouvernement Brătianu déclina l'invitation à y prendre part et maintint son attitude de réserve anxieuse. Ses membres conservateurs, dans leur zèle contre l'idée d'une paix séparée, étaient encore prêts à envisager la retraite de l'armée, du gouvernement et du Roi en Russie ou dans quelque pays allié : mais Brătianu refusa sagement d'accomplir une telle démarche, en raison de l'hostilité manifestée par le nouveau régime russe et de l'impossibilité géographique de chercher un autre refuge. Ce qui rendait l'armistice indispensable c'était l'état de fermentation où en était arrivée l'armée russe : le général Shcherbachev loyal défenseur du Gouvernement provisoire, ne pouvait plus commander les troupes qu'il avait sous ses ordres et celles-ci menaçaient de déserter en masse et de marcher sur Jassy. Sous la pression de telles circonstances, les ministres de l'Entente, forcés d'agir sans en référer à leur Gouvernement rédigèrent un protocole reconnaissant que la Roumanie n'avait fait que céder à la force majeure. Le roi Ferdinand résigna son commandement nominal entre les mains du général Prezan, jusqu'alors chef d'État-Major.

Les négociations de paix de Brest-Litovsk continuèrent durant tout janvier 1918. Elles furent conduites publiquement, sur la base ostensible d'une « paix sans annexions ni indemnités ». La présence des ministres des Affaires étrangères allemand et austro-hongrois, Herr von Kühlmann et le comte Czernin et de cette personnalité marquante, le général von Hoffmann commandant en chef sur le front oriental, montre toute l'importance attachée à ces négociations. Dès le début il apparut à l'évidence qu'il n'existait aucun terrain commun où les généraux et les hommes d'État des Empires centraux pussent rencontrer des hommes comme Trotsky et Yoffe. Derrière la scène, il y eut des dissensions aiguës entre les autorités civiles et militaires, le quartier général allemand aspirait à des annexions massives à l'Est sans se soucier de l'impression que cela ferait en Amérique. Dans cette situation, rendue désespérée par

l'effondrement des provisions de vivres de la monarchie, par les émeutes et l'agitation à Vienne, Czernin s'appliqua à obtenir à tout prix une « Paix du Pain » qui diminuerait la crise économique en donnant accès aux réserves de grain d'Odessa, et s'employa avec succès à semer la dissension entre les délégations de la grande Russie et celles de l'Ukraine. Ce n'était pas difficile car l'Ukraine, bien que révolutionnaire, n'était pas sous le charme de la doctrine bolchéviste : elle se prévalait au contraire de revendications agraires et nationalistes, regardant vers Kiev plutôt que vers Moscou. Trouvant Trotsky résolument opposé à une solution fédérale, les Ukrainiens déclarèrent le 24 janvier leur indépendance et s'érigèrent en République du Peuple ; le 9 février ils concluaient une paix séparée avec les Puissances Centrales. Czernin, en concédant à ce nouvel état le district de Cholm, mina toute perspective d'un compromis austro-polonais : mais tout était subordonné aux nécessités économiques. D'après ses propres paroles, il signa « sous la pression de la famine « imminente (1) ». Les troupes austro-allemandes se livrèrent alors à une occupation plus ou moins amicale du territoire ukrainien, dans l'espoir d'y recueillir des vivres pour leurs compatriotes qui mouraient de faim.

D'Ukraine, cet enchaînement de faits réagit sur la Roumanie qui trouvait naturellement la « National Rada » de Kiev moins dangereuse que le Gouvernement bolchévique de Moscou et pour cette raison cultivait avec elle des relations amicales. Une partie des troupes russes de Roumanie était ukrainienne de sentiment et prête à coopérer à des mesures de désarmement et d'expulsion contre les militaires indisciplinés et réfractaires qui se répandaient dans le pays, tâchant de saper toute autorité. Particulièrement dangereux était le quartier général bolchévique de Socola, près de Jassy, centre d'intrigue armée et de propagande militante dont les chefs étaient incités en secret par Trotsky lui-même à se saisir de la personne du Roi et des membres du Gouvernement et à étendre à la Moldavie les bienfaits de la Révolution prolétarienne. L'extension rapide des sévices et du pillage à travers les villages obligea le Gouvernement à porter le fer dans la plaie : le 21 décembre, Socola fut occupé par les troupes roumaines, ses 2.000 Bolchevicks désarmés et déportés en Russie : des opérations

(1) *In the World War*, p. 251.

semblables furent effectuées à Neamţ, Galaţ et dans d'autres endroits.

La restauration d'un ordre relatif en Moldavie fait passer le centre de l'intérêt en Bessarabie où la révolution russe subit une transformation d'une surprenante rapidité. Immédiatement après la chute du Tsar en mars 1917, un Parti National Démocrate avait été fondé par les « Moldaves » de Bessarabie ayant à leur tête Stroescu, Gore et Halipa : une autonomie étendue sur une base nationale en fut le premier objectif. Mais dès l'abord le soviet local fut constitué sur une base purement russe, sans un seul membre roumain, tandis que l'opposition comprenait les réactionnaires extrémistes et les anti-sémites (1). Ce n'est qu'à la fin de juillet que la Bessarabie trouva réellement à s'exprimer grâce au comité militaire formé à Odessa et qui représentait plus de 200.000 soldats appartenant à la province. Pendant l'été de 1917, l'anarchie s'accrut en Ukraine ; les troupes rentrant dans leurs foyers pillaient les villages et les meurtres de Murafa et de Hodorogea, deux des plus actifs intellectuels « moldaves », causèrent une émotion particulière. Pour résister à ces courants et pour protester contre la tendance des autorités de Kiev qui s'efforçaient d'intégrer la Bessarabie dans le mouvement nationaliste d'Ukraine, le comité militaire se vantant de représenter plus de 300.000 soldats convoqua un Congrès de 989 délégués : officiers et particuliers. Du 21 au 23 octobre, ce Congrès adopta des résolutions unanimes en faveur de l'autonomie historique et politique de la Bessarabie, et, dans une phrase significative, exprima avec le principe de libre-disposition, le « désir d'unir toute la nation roumaine ». On décida en conséquence de convoquer une Assemblée Nationale (Sfatul Ţarei) de 120 membres (dont 84 devaient être Roumains).

Le Gouvernement provisoire russe était tombé avant que le Sfat ait pu se réunir, mais son délégué en Bessarabie, M. Jean Inculeţ, qui avait été lecteur à l'Université de Pétrograd, fut aussitôt élu président. Dès le début le Sfat prit un caractère nationaliste prononcé, presqu'aussi peu sympathique aux anciens courants russes qu'aux nouveaux, au Conservatisme qu'au Bolchévisme.

(1) Il est intéressant de remarquer que des hommes comme Krupenski, Purishkievich (des Cent Noirs), Krushevan et autres étaient tous des boyards d'origine « moldave » bien que leurs familles eussent depuis longtemps été complètement russifiées.

La cérémonie d'ouverture, le 21 novembre 1917, donna lieu à des transports d'enthousiasme dont les principales scènes allèrent du *Te Deum* roumain à la cathédrale et de la parade des troupes bessarabiennes au déploiement de l'étendard moldave et au chant de l'hymne de l'unité roumaine : *Deșteaptă-te, Române* (Roumanie debout !). Pour la première fois dans son histoire, la Bessarabie avait à elle un véritable gouvernement représentatif et ce dernier n'attendit pas pour agir. Dès le 1er novembre 400 écoles roumaines étaient ouvertes et le 2 décembre on proclamait la « République Démocratique Fédérative Moldave » ; une des premières mesures fut un appel au Gouvernement roumain et aux ministres de l'Entente à Jassy pour obtenir une aide utile contre la bolchévisation du pays. En décembre et au début de janvier, il y eut un moment critique : en même temps que la Moldavie se débarrassait de ses éléments anarchiques et chassait les troupes errantes de soldats russes démoralisés, l'offensive bolchévique se concentrait sur le Gouvernement bessarabien faible et sans expérience. Ouvrier de la onzième heure, poussé par les représentations pressantes du général Berthelot et de M. de Saint-Aulaire, le Gouvernement Brătianu, sur sa fin, se décida à envoyer une division roumaine sous les ordres du général Broșteanu pour rétablir l'ordre. Il n'était que temps : les Bolchévistes avaient déjà établi leur État-Major à Chisinău avec Perper, Levinson et Kabak, suspendu les séances du Sfat, chassé les membres du Gouvernement et arrêté la « Commission de Ravitaillement » interalliée. Le vent tourna : Perper et ses hordes se retirèrent d'abord à Bender puis au delà du Dniestr en territoire russe, et un semblant d'ordre se rétablit peu à peu. En tout cas il était impossible de revenir en arrière et, le 6 février 1918, le Sfat proclama à l'unanimité l'indépendance de la République moldave.

Il allait de soi que cette indépendance ne pouvait être qu'un expédient temporaire, que la Bessarabie maintiendrait difficilement son indépendance devant l'agressivité de la Russie bolchévique, que l'union avec la Roumanie donnerait un surcroît de forces à la mère et à la fille, et que ce n'était qu'une question de compromis à régler et de réconciliation entre deux mentalités différentes. Il y avait là pour le Gouvernement roumain en exil, en face des espoirs qu'il avait perdus, une compensation honorable qui rendrait plus aisée les négociations maintenant inévitables avec l'ennemi. En effet les Empires Centraux eux-mêmes voyaient cette solution

avec faveur : non seulement ils étaient heureux de toute diminution de la puissance russe, mais l'Ukraine et la Roumanie figuraient de plus en plus dans leurs plans comme d'utiles tampons contre les Bolchéviks. Il est inutile de dire que les événements de Chisinău provoquèrent une rupture complète entre Jassy et Moscou. Trotsky déclara une guerre d'idées à l'oligarchie roumaine. Le trésor roumain fut confisqué bien qu'avec l'assurance qu'il serait restitué à la Roumanie quand elle aurait reconquis sa « liberté ». Le ministre de Roumanie à Pétrograde, Diamandi, fut pris comme otage et ne se dépêtra qu'avec les plus grandes difficultés. L'agitateur socialiste de Dobroudja, Christian Rakovsky, qui avait été illégalement expulsé de Roumanie après le soulèvement de 1907 fut envoyé par ses amis de Moscou faire de la propagande révolutionnaire parmi les Roumains et commença par organiser un régime de terreur dans la colonie roumaine d'Odessa (1). Son échec matériellement provoqué par le colonel Boyle, ce remarquable soldat de fortune canadien, n'a rien pour surprendre, il ne fait qu'illustrer la différence de caractère fondamentale entre Roumains et Russes et l'antipathie mutuelle qui règne profondément non pas dans une seule mais dans toutes les classes.

Le traité conclu à Brest-Litovsk avec l'Ukraine coïncida à peu près avec un ultimatum du maréchal Mackensen au Gouvernement roumain. Take Jonescu et ses collègues conservateurs conservèrent leur attitude intransigeante envers l'idée d'une paix séparée et affirmèrent à nouveau qu'ils étaient prêts à se retirer en Russie méridionale ou même dans le Caucase, point le plus rapproché d'où l'on put établir le contact avec l'Entente ! C'était magnifique mais ce n'était pas la guerre, et aujourd'hui encore il est impossible d'imaginer ce qui serait arrivé s'ils avaient été pris au mot. Brătianu, plus réaliste, n'était pas prêt à prendre des risques aussi fantastiques, surtout depuis que le général Averescu et les autres chefs de l'armée lui avaient montré les aspects stratégiques du problème. Le roi Ferdinand avait toutefois une autre raison de se réconcilier avec la triste perspective des négociations. Le colonel Randa, ancien attaché militaire autrichien à Bucarest, lui avait été dépêché en mission secrète par l'empereur Charles et le comte Czernin, sans que Berlin le sut, et il lui avait donné l'assurance que Vienne

(1) Voir sa propre version dans *Roumania and Bessarabia* (Londres, 1925).

éviterait toute allusion à une « peine pour sa trahison » et qu'il était encore temps de faire avec la dynastie Hohenzollern une paix honorable. Cette démarche, inspirée sans doute par un sentiment généreux de la part de Charles, illustre bien la divergence de vues entre les deux alliés centraux au sujet de la question roumaine ; dans une telle situation, le roi Ferdinand eût été très imprudent d'ignorer cette suggestion et le conflit des intérêts lui donnait l'espoir d'obtenir des concessions. Dans ses mémoires d'après-guerre, Czernin expose ses motifs avec une impertinence convainquante : « A cette époque, il y avait déjà une baisse dans la valeur des « rois sur le marché européen, j'avais peur de provoquer une « panique en détrônant encore d'autres souverains (1). »

Le 8 février, Brătianu démissionna et le roi, se conformant à son avis, nomma premier ministre le général Averescu, idole de l'armée roumaine, avec mission expresse de faire la paix. Comme les politiciens les plus éminents étaient profondément dévoués à la cause de l'Entente, on décida de déléguer des personnages d'importance secondaire ; toutefois on fit appel à Mişu, ce très habile ministre à Londres, pour le portefeuille crucial des Affaires étrangères, appel auquel il répondit en patriote, avec l'approbation tacite de l'Entente. Cependant, à Bucarest, les Allemands commencèrent à hésiter sur les conditions de paix. Carp et Beldiman, le ministre à Berlin, tous deux plus Prussiens que les Prussiens, voulaient refuser toute négociation avec le Roi et son Gouvernement, Stere voulait que la Roumanie fut mise sous l'autorité d'un vice-Roi allemand, comme le Canada ou l'Afrique du Sud (2). L'empereur d'Allemagne gardait quelque ressentiment à l'égard du Hohenzollern « traître » mais Mackensen, sur les lieux, s'opposait à une déposition : il eût nommé un régent (son propre candidat était le duc Albrecht von Mecklenbourg) et laissé la nation attendre des temps meilleurs pour décider de l'avenir de la dynastie. La décision finale établit un compromis entre les points de vue de

(1) *In the World War*, p. 261.

(2) Ceci, il est vrai, pour réduire les chances de la Bulgarie sur la Dobroudja et pour que l'Allemagne servit d'instrument à une union entre la Transylvanie et la Roumanie, l'Autriche étant destinée à être « slavisée ». « Les misérables de Jassy », dit-il haineusement, « signeront n'importe quoi pour se sauver ». Dans le premier numéro de son journal *Lumina*, Stere déclare que « sur les ruines de notre pays, nous devons nous demander » s'il faut laisser « une couronne sans prestige... une vie publique sans honnêteté ni solidité » envenimer l'atmosphère moral. Sa solution était, en conséquence, un rattachement sans réserve aux Puissances Centrales. Voir *Note Politice*, iii, p. 286, 338.

Mackensen, de Czernin venu en personne à Bucarest et de Marghiloman, le seul en territoire occupé qui se montra, par lueurs, un homme d'État et qui ne perdit jamais la tête. Pour lui, les deux questions capitales étaient le moyen de sauver la dynastie et la Dobroudja ; il resta parfaitement insensible à la violence sénile de Carp et aux personnalités de Stern, garda son secret sur les ouvertures de la Randa, et fit aux délégués de Jassy qui venaient le voir de la part du Roi, l'exposé fidèle d'une tactique très susceptible de sauver quelque chose du naufrage. Pour conserver la Dobroudja, il eût été prêt à offrir une alliance aux Puissances Centrales et à substituer l'armée roumaine à l'armée bulgare sur le front russe qui s'écroulait. Son esprit subtil et tout à fait « Phanariote » saisissait instantanément l'enchaînement kaléidoscopique des événements en Bessarabie et en Ukraine : enfin le moment semblait venu de prendre et de garder la Bessarabie, et, comme il le disait, « l'anarchie russe avait établi une sorte de confraternité « d'armes », aussi la position du Roi put-elle être sauve (1).

Le 24 février, Czernin arriva à Bucarest : quelques jours après, il eut avec le roi Ferdinand une entrevue en arrière des lignes et l'avertit que les conditions maintenant offertes n'étaient pas sujet à marchandage mais « à prendre ou à laisser » et qu'elles représentaient la dernière chance de la dynastie (2). Deux conseils de la couronne eurent lieu avant la reddition inévitable. Take Jonescu continua de plaider de toute son éloquence contre une paix séparée, tandis que Brătianu, résigné au plus rude, se demandait s'il serait possible de renoncer à la Dobroudja sans provoquer des résistances armées. La discussion fit apparaître que dans l'acceptation, la seule alternative était la formation d'un cabinet franchement germanophile auquel l'ennemi offrirait de meilleures conditions (solution pour laquelle l'opinion n'était pas mûre à Jassy) ou un cabinet de guerre avec Averescu (idée repoussée par le général lui-même comme un acte de pure folie du point de vue militaire). Cependant, une leçon de choses s'offrait au delà de la frontière. Trotsky ayant rejeté les conditions qui lui étaient faites à Brest, il en était résulté une nouvelle avance allemande et un affermissement des relations germano-ukrainiennes : Rovno tomba le 20 février et les Allemands

(1) *Note Politice*, III, p. 362.

(2) « J'oublie ma haine » fut la parole théâtrale qu'il adressa à Marghiloman. *Note Politice*, III, p. 367, 379.

entrèrent à Kiev le 1[er] mars en alliés du nouveau régime. La nouvelle que la Russie bolchévique s'était après tout résignée à signer la paix à Brest-Litovsk le 3 mars eut un effet décisif et quatre jours après, le Gouvernement Averescu signait les préliminaires de paix près de Bucarest dans le château de Buftea au prince Ştirbei.

Le détail devait être réglé par la suite mais quatre points saillants apparaissaient dès lors : 1° La Dobroudja tout entière devait être cédée non pas à la Bulgarie mais à l'Alliance qui en fixerait librement le sort ; 2° De substantielles rectifications de frontières seraient effectuées au profit de la Hongrie tout le long des Carpathes, dans le dessein de mettre la Roumanie stratégiquement à la merci de son voisin septentrional ; 3° La Roumanie devait se soumettre pour quelques années à une exploitation économique impitoyable de la part des puissances victorieuses ; 4° Elle renverrait les missions militaires de l'Entente, démobiliserait sans délai huit divisions et livrerait passage sur son territoire aux troupes austro-allemandes allant à Odessa. En retour, elle aurait les mains libres en Bessarabie.

La nomination d'Alexandre Marghiloman, premier ministre, fut la conséquence logique de la capitulation : ses relations personnelles avec les vainqueurs et son hostilité bien connue à l'égard de l'Entente — fondée sur sa foi en un triomphe de l'Allemagne — laissaient espérer qu'il pourrait obtenir quelqu'allégement dans les conditions définitives. Le Roi, qui naturellement le reçut sans enthousiasme, avait cependant les meilleures raisons de croire en sa bonne foi et en son dévouement à la dynastie. De son côté, il posa la condition que le Gouvernement n'essaierait pas de renverser des réformes qui étaient son propre ouvrage, et du sien Marghiloman obtenait le consentement du Roi à une dissolution du Parlement et insistait pour que la Roumanie « allât désormais de bon cœur » avec les Empires Centraux : non sans hésitation, le Roi allégua qu'il ne pouvait faire immédiatement volte-face. En définitive, Marghiloman tint un rôle chevaleresque et difficile. Il commença par faire comprendre à Czernin et à Kühlmann qu'il n'entrerait pas en charge si des concessions n'étaient pas faites à la fois sur la frontière des Carpathes et à propos du régime d'occupation : cette déclaration provoqua une lettre de Czernin au Roi lui faisant savoir que les concessions n'étaient faites qu'à la personne du nouveau premier ministre. A l'origine, la Hongrie avait demandé Sinaïa (résidence d'été du Roi) et les gisements de pétrole de Câm-

pina ; Czernin renonçait non seulement à ces revendications mais aussi à Severin et à Ocna. Sur quoi, le gouvernement de Budapest, sous la pression d'un gouvernement chauvin, imposa un veto absolu à la poursuite des négociations et le comte Tisza, sans charge, mais toujours l'homme le plus influent du pays, déclara que les conditions de paix offertes par la Hongrie étaient « si douces qu'elles se réduisaient à un don généreux fait à une Roumanie conquise ». Czernin dut alors se conformer à des instructions précises et tomba bientôt après, à la suite des révélations de Clemenceau sur les propositions secrètes de paix faites par le jeune Empereur. Son successeur, le comte Burián était conciliant, mais, Magyar lui-même, il partageait les vues de Budapest et Marghiloman n'obtint aucun nouveau secours de Kühlmann ou de Mackensen.

Pendant ce temps, des dissensions aiguës se faisaient jour dans les rangs des Puissances Centrales. L'Allemagne était avant tout soucieuse de s'assurer des stocks de grain, de vivres, de pétrole, mais elle regardait aussi la Roumanie comme une pierre angulaire dans l'édifice d'un futur « Mitteleuropa » et cherchait à la conserver sous son contrôle direct plutôt que d'abandonner le delta du Danube à l'Autriche ou à la Bulgarie. L'Autriche partageait la répugnance de l'Allemagne à voir la ligne Cernavoda-Constanța tomber entre les mains des Bulgares mais tendait surtout à attirer la Roumanie dans l'orbite des Habsbourgs. La Hongrie voyait ce projet avec des sentiments mêlés, l'estimant susceptible de renforcer l'influence roumaine à l'intérieur de la Monarchie Dualiste et d'affaiblir en conséquence l'hégémonie de la Hongrie sur ses propres Roumains : et elle était anxieuse de ne pas laisser passer une occasion d'affermir les chaînes qui liaient ces derniers et d'exalter la cause de la magyarisation. La Bulgarie voulait s'assurer non seulement les districts que la Roumanie lui avait pris en 1913 mais aussi toute la Dobroudja, et si possible même le chenal nord du Danube et son débouché sur la mer. Berlin et Vienne étaient d'accord pour s'y opposer et mettre la « Vieille Dobroudja » sous un condominium des quatre Puissances, très sincèrement elles auraient préféré la laisser entre les mains des Roumains mais craignaient, non sans raison, la naissance à Sofia d'un parti de l'Entente et une propagande à peine dissimulée en faveur d'une paix séparée. La Turquie prenait part à ces intrigues et contre-intrigues : il était évident que le condominium diminuait ses chances de

recouvrer la Thrace sur les Bulgares. Czernin raconte que son collègue Kühlmann et lui eurent à faire leur route à travers beaucoup de hauts-fonds, « à éviter d'offenser mortellement les Roumains, « à observer autant que possible le caractère d'une paix de compré- « hension mutuelle et à conserver les Turcs et les Bulgares de « notre côté » (1). A la fin tout le monde se trouva mécontent.

Le traité définitif de Bucarest, qui fut signé le 7 mai 1918, était, à l'époque, pour un des principaux journaux de Munich un « modèle de la paix à imposer à tous nos ennemis ». La Bulgarie recevait sur-le-champ le territoire qu'elle avait perdu en 1913 avec quelques rectifications de moindre importance ; quant à la Dobroudja proprement dite elle restait sous le condominium des Puissances victorieuses qui s'engageaient à laisser à la Roumanie un débouché commercial à Constanța. Dans les articles 24-26, le régime international du Danube était tranquillement ignoré et une nouvelle Commission qui n'avait pour membre que les États riverains était constituée afin de surveiller les bouches et les ports principaux de Galaț et de Brăila. Le territoire attribué à la Hongrie (§ 11) était beaucoup plus réduit que celui réclamé à l'origine par le Gouvernement Wekerlé et l'opinion publique hongroise. Il y avait eu cependant une tentative de prendre les gisements de pétrole de Câmpina et Bacău (ce qui eût impliqué le « Balmoral roumain » Sinaïa situé entre ces gisements et l'ancienne frontière) les mines de sel de Slavnic et Prahova, ainsi que d'établir un contact direct entre la Hongrie et la Bulgarie en annexant Turnu Severin et la vallée de la Jiu. Mais ce projet se heurta à la résistance de Czernin qui le jugeait incompatible avec le principe « ni indemnités ni annexions » qui avait servi de base de discussion avec les Bolchévicks à Brest : à la fin la Hongrie dut se contenter d'une série de « rectifications » le long de la frontière des Carpathes. Il s'agissait de mettre les points stratégiques de ligne de partage des eaux entre les mains de la Monarchie pour rendre difficile toute invasion venant du Sud et pour favoriser la création d'une « zone de culture » artificielle, solide barrière ethnique entre les Roumains du royaume et leurs frères de Transylvanie. Même modifiées, ces cessions de territoire comprenaient une population roumaine de 150.000 âmes répartie en 170 villages : les Magyars se permirent toutefois de remarquer

(1) *In the World War*, p. 209.

que les districts en question étaient faiblement peuplés, bien que riches en forêts. A l'époque ils les considéraient comme tout à fait insuffisants.

Le reste du traité présentait un intérêt économique. On renonçait expressément à toute indemnité de guerre mais le but était atteint sous un autre nom. Les vainqueurs avaient eu à l'origine l'intention de mettre la main sur les chemins de fer de l'État roumain, sur les domaines de la couronne, les ports et les champs de pétrole et de placer les finances du pays sous le contrôle d'un agent allemand. Si ces mesures draconiennes furent abandonnées, ce qui subsista était encore très sévère : 1° La Roumanie devait prendre en charge dans les six mois les billets que les Allemands avaient émis pendant l'occupation par l'intermédiaire de la Banca générala — atteignant en chiffres ronds 1 milliard de lei (1.000.000.000 de francs d'alors), indemniser les Empires Centraux des bons de réquisition avec lesquels ils avaient payé leurs achats de blé et autres marchandises pour l'armée à concurrence d'un autre milliard et réparer tous les dommages individuels aux biens et aux personnes (estimés à environ 1 milliard 900 millions de francs) ; 2° Les Empires Centraux établissaient un monopole de neuf ans sur tous les produits agricoles de la Roumanie. Une commission commune devait fixer l'excédent disponible chaque année et toute exportation vers d'autres pays était interdite tant que le montant fixé n'aurait pas été livré. Une compagnie austro-allemande au capital de 70 millions était fondée pour faire valoir le sol roumain et acheter directement la récolte ; 3° Tous les champs de pétrole contrôlés par l'État étaient affermés pour une durée de trente années — renouvelable pour deux autres périodes de trente ans — à une compagnie austro-allemande spéciale dotée d'un monopole ; cette compagnie, dont était expressément exclu tout capital étranger, recevait le privilège exclusif d'exporter le pétrole brut et le pouvoir de fixer la quantité qui pourrait être réservée à la consommation intérieure ; 4° Les quais de Turnu Severin devaient être loués pour trente ans à l'Autriche-Hongrie, pour la somme nominale de 1.000 leis par an et tous les produits devaient y être chargés en exemption de droits. Un arrangement semblable portant sur les quais de Giurgiu était conclu avec l'Allemagne pour une durée de quarante ans ; 5° Une armée d'occupation de six divisions devait être maintenue en Valachie jusqu'à la conclusion de la paix

générale, aux frais de la Roumanie et avec droit de réquisition, ses dépenses en travaux publics, sur lesquels la Roumanie n'avait évidemment aucun contrôle, devaient être prises en charge par ce pays ; 6° La Hongrie exigea une clause spéciale relative à la propagande nationaliste et restreignant pour chaque État le droit de naturaliser les sujets de l'autre. Cette clause était évidemment dirigée contre les milliers de réfugiés transylvains qui se seraient probablement trouvés dans la même situation équivoque que les Juifs si cette disposition avait été mise en vigueur.

Nous n'avons pas essayé d'analyser en détail ce remarquable traité ; cette tâche revient de droit aux économistes de la Fondation Carnegie. Son meilleur commentaire est la réponse faite par un haut fonctionnaire allemand de Bucarest au secrétaire de Marghiloman qui se lamentait : « Une paix sévère ? Attendez donc celle que « nous préparons à la France et à l'Angleterre (1) ! » Un gouffre séparait les deux groupes belligérants dont chacun croyait l'autre infiniment plus draconien que lui. Dans le cas particulier de la Roumanie, les Allemands se figuraient être magnanimes (2) sans doute l'auraient-ils été davantage sans la Bulgarie.

Bientôt après son retour, Herr von Kühlmann exposa à la Chambre de Commerce de Berlin les buts cachés du traité. Il insista sur l'importance du Danube et de la Mer Noire pour l'Allemagne, expliqua les raisons qui avaient fait réclamer les quais de Turnu Severin et de Giurjiu pour le trafic allemand et autrichien et empêcher les autres Puissances de dire leur mot dans la Commission du Danube : « Nous étant assuré la possibilité de nous servir « davantage de la route du Danube, l'emploi sans restriction des « chemins de fer, du télégraphe et des câbles, il nous fallait obtenir « des garanties, à la fois comme base de notre trafic commercial « pour de longues années et pour assurer la livraison des céréales, « pétrole et autres produits naturels que la Roumanie est en « situation de fournir. — La Roumanie souffrira très lourdement « des conséquences d'une guerre où elle s'est jetée à la légère. « Le seul coût pécuniaire qui d'après les évaluations de ses hommes « d'État actuels ne s'élèvera pas à moins de neuf milliards de lei

(1) *Note Politice*, III, p. 340.
(2) Burián, dans ses mémoires écrits en 1922, juge encore le traité « juste et modéré » ; *Drei Jahre*, p. 240.

« n'est pas facile à porter pour un pays relativement petit. La « Roumanie avait avant-guerre 7 millions et demi d'habitants. « A la suite de la guerre et des épidémies, elle a perdu environ « 800.000 à 1.000.000 ; si bien qu'après la réunion de la Bessarabie, « la population roumaine d'après-guerre peut atteindre 9 à 10 mil« lions. — Bien qu'aucune indemnité en espèces n'ait été exigée, « les dommages que la Roumanie aura à payer en application « du traité et des accords annexés se monteront à des sommes « très importantes et à long terme ne différant pas sensiblement « de ce qui aurait pu être obtenu au moyen d'une indemnité (1). »

Pendant tous ces mois, la Roumanie avait été un important sujet de controverse pour la presse allemande, qui avait exalté son importance dans le problème de la « Mitteleuropa », surtout depuis que l'Ukraine pouvait devenir un État séparé sous une sorte de suzeraineté allemande. On suggérait que l'Allemagne pourrait demander un port et même « une colonie indépendante » à l'embouchure du Danube et que ses revendications sur la Dobroudja ou une partie de la Bessarabie méridionale « étaient fondées sur des « raisons ethniques au moins aussi bonnes que celles de la Bulgarie « en raison du nombre des colons allemands qui y étaient déjà installés (2). »



Parmi les tristesses et les humiliations de ce traité, l'unique consolation vint des événements de Bessarabie. La République moldave, cela était abondamment démontré, n'avait aucune chance de survivre et devait choisir entre le partage et l'union avec la Roumanie. Menacés de toute part : par le bolchévisme russe, par l'occupation austro-allemande en Ukraine, et par les revendications de Kiev sur le nord de la province, les chefs bessarabiens, Inculeț et Ciugureanu, firent appel au gouvernement de Bucarest et aux diplomates de l'Entente à Jassy. Sur leur invitation, Marghiloman se rendit à Chişinău et fut soutenu énergiquement à ce moment critique par Constantin Stere qui jouissait d'une grande influence en Bessarabie auprès de toutes les classes et répara sa servilité déplo-

(1) Cit. *Norddeutsche Allgem. Zeitung*, 23 mai 1918.
(2) Voir un long article présentant un raisonnement très serré dans les *Hamburger Nachrichten* du 27 février 1918.

rable à l'égard des Empires Centraux par un discours passionné et enflammé en faveur de l'Union : Après avoir fait allusion à la tyrannie qui l'avait envoyé dans un cachot sibérien. « Nous sommes « appelés, dit-il, à prendre part à cette évolution qui pulvérise les « Bastilles et crée une nouvelle vie. Vous avez allumé une torche « qui a brûlé tous les parchemins féodaux et annihilé tous les privi- « lèges de caste et vous restez un peuple qui ne se fonde que sur « l'agriculture et la culture intellectuelle. Il vous faut porter la « torche où elle peut consumer l'injustice et une pourriture dessé- « chée, où elle peut défendre la nation roumaine à l'heure la plus « critique de son histoire (1). »

Le 8 avril, le Sfat, par un vote public et nominal, se déclara pour l'union de la Bessarabie à la Roumanie. Mais cette décision, emportée par 86 voix contre 3 et 36 abstentions (2), était sujette à des conditions strictes. La Diète devait subsister jusqu'à la rédaction et la mise en vigueur d'une réforme agraire adaptée aux conditions spéciales du pays : ensuite la Bessarabie conserverait son autonomie administrative et une Diète élue au suffrage universel. L'organisation Zemstvo devait être encouragée, les droits des minorités garantis. Deux ministres bessarabiens élus par la Diète siégeraient dans le cabinet roumain. La future constitution porterait des garanties en faveur de la liberté individuelle, de la presse, des droits de réunion et d'association et des religions. Quelques jours après, une importante délégation du Sfat se rendit à Bucarest, se joignit au Gouvernement pour un *Te Deum* officiel à la cathédrale et acclama le roi Ferdinand « Roi des Paysans » (3). Inculeț et Ciugureanu prêtèrent serment comme ministres sans portefeuille. Durant l'été, les relations politiques entre la Bessarabie, Bucarest et Jassy, — qui, pendant tout 1918, ne sont comparables qu'à celles des frères siamois — s'affermirent graduellement ; il était naturel que les autorités roumaines s'installassent où elles étaient le plus capables de décourager les tendances révolutionnaires que leurs frères de Bessarabie leur apportaient comme un legs de la Russie tsariste et bolchévique. Il faut ajouter que des mesures centralisatrices où l'on voyait une panacée ne firent qu'accroître la confusion : pendant

(1) Cité par C. V. Clark, *Bessarabia*, p. 197.
(2) Les 138 députés se partageaient entre les races suivantes : 103 Roumains, 13 Ukrainiens, 7 Russes, 6 Juifs, 5 Bulgares, 2 Allemands, 1 Polonais, 1 Arménien.
(3) Marghiloman, *op. cit.*, III, p. 464.

les années suivantes, la Bessarabie fut un nid d'intrigues, fomentées constamment par Moscou, d'incompétence officielle, de corruption et de désillusion pour le peuple. C'était d'autant plus malheureux que la Russie et l'Ukraine protestaient vivement contre l'Union (chacune réclamant la province pour elle-même), tandis que la presse bulgare montrait un ressentiment tenace à l'égard du traitement trop doux de la Roumanie, et spécialement au sujet de l'introduction du roumain comme langue obligatoire dans toutes les écoles supérieures de Bessarabie.

Pour le moment, toutefois, la Roumanie offrait l'exemple absolument unique d'un pays qui sortait d'une défaite écrasante, agrandi aux dépens d'un de ses propres alliés.

Chapitre XVII

L'ACHÈVEMENT DE L'UNITÉ NATIONALE

« L'existence de l'État national hon-
« grois a été entièrement su ordon-
« née à la situation de la Monarchie
« en tant que grande puissance. »
Tisza à Burián, 29 déc. 1915.

Le Traité de Bucarest condamna la Roumanie à un rôle absolument négatif pendant les mois décisifs de la Grande Guerre et le centre de gravité de notre récit se situe en Hongrie.

La funeste invasion de la Transylvanie eut des résultats déplorables de deux points de vue. Une partie importante de la population magyare s'enfuit devant l'armée roumaine, souffrit de maintes privations et revint tout naturellement pleine de rancune et de défiance à l'égard de ses concitoyens roumains. Par ailleurs, un grand nombre de ces derniers accueillirent les envahisseurs à bras ouverts et, s'étant ainsi compromis, durent se retirer en Moldavie où ils subirent les terribles épreuves de la défaite, de l'exil et de la misère. On peut se former une idée des sentiments véritables des Roumains en Transylvanie à l'aide des faits publiés par le député magyar Paul Szász (1) : près de 80.000 Roumains s'enfuirent pendant l'hiver 1916-1917 parmi lesquels 34.000 s'étaient soustraits au service militaire et 2.000 étaient des officiers de réserve austro-hongrois passés dans l'armée roumaine. Le résultat en fut la confiscation complète des biens des fugitifs et l'internement ou l'emprisonnement de plusieurs milliers de Roumains appartenant

(1) Devant le Parlement hongrois au cours du débat sur le suffrage, 27 février 1918.

à l' « intelligentsia », parmi lesquels en particulier les femmes et les filles des membres du clergé et de l'enseignement qui s'étaient échappés. Quelques mois plus tard, quand le député roumain Șerban se plaignit au Parlement de Budapest des souffrances de ces peuples, le comte Tisza — qui pendant les deux premières années de la guerre avait de façon constante et publique insisté sur le loyalisme et l'esprit chevaleresque de la grande majorité des Roumains et autres non-Magyars — répliqua que « la plus grande « partie de l' « intelligentsia fraternisait avec l'envahisseur » et que « dire que nous avons jeté dans les chaînes les mères et les sœurs « des héros de l'Isonzo est une impudente calomnie sans précédent « dans l'histoire. Nous savons tous où allèrent les milliers de « déserteurs et quiconque a étudié la question sait que personne « n'a déployé une plus incroyable ingéniosité pour échapper au « service militaire ou au moins pour fréquenter assidûment les « hôpitaux, que certains membres de l' « intelligentsia » roumaine (1). »

C'était à juste titre que l'opinion magyare, exprimée par Tisza, regardait les prêtres et les maîtres d'école comme les meneurs du mouvement national roumain. Les membres du clergé qui s'étaient enfuis furent traités comme des traîtres (2) ; de ceux qui restèrent un très grand nombre fut déporté ; ainsi, pendant le reste de la guerre et pendant la dernière période des troubles bolchéviks, maintes paroisses roumaines de Transylvanie furent entièrement privées du service religieux et des soins du pasteur. Les baptêmes et les mariages mêmes étaient impossibles. Le Consistoire orthodoxe tout entier, y compris les professeurs du séminaire et d'autres notables, fut transporté à Oradea Mare dans les fourgons à bestiaux marqués à la chaux « oláh pap » (prêtres valaques) et y fut interné. Pis encore, dans de nombreux districts ainsi privés de leur clergé, on convertit de force les populations. On annonça au son du tambour que la « loi valaque » n'était plus reconnue et que ceux qui négligeraient de faire leur soumission à l'Église Uniate seraient envoyés sur le front ou au travail forcé en Serbie. Les chefs uniates étaient toutefois complètement irresponsables de cette politique : la pression venait des autorités civiles et les villages en question furent obligés à demander de nouveaux prêtres non pas aux évêques roumains

(1) 25 juin 1917.
(2) Un simple exemple : pas moins de 28 prêtres sur 42 s'enfuirent du district de Făgăraș.

mais à l'évêque magyar uniate de Hajdudorog (1) dont la seule *raison d'être* était la « magyarisation ».

Tisza tomba en juin 1917 mais l'arrivée du comte Albert Apponyi au ministère de l'Éducation dans le nouveau cabinet Esterhazy marqua le redoublement de l'offensive contre les Roumains. Déclarant que « c'est avec les professeurs roumains que nous avons fait les plus déplorables expériences », il annonça son intention de créer « une forte zone militaire ethnographique et culturelle » le long de toute la frontière sud, dans le but délibéré de dresser une barrière raciale entre les Roumains des deux versants des Carpathes. Dans toute l'étendue de cette zone, les écoles confessionnelles devaient être fermées et remplacées par des écoles d'État dirigées dans un esprit strictement magyar : ces mesures devaient être appliquées d'abord dans les 80 écoles dont les professeurs avaient « disparu ». Le Consistoire orthodoxe fit au ministre une réponse boiteuse : alléguant qu'il était injuste d'induire de 80 cas particuliers la responsabilité de tout le corps enseignant et citant l'exemple des 400 professeurs mobilisés, il plaida que le meilleur moyen de défendre une frontière n'était pas de supprimer l'aide de l'État à l'Église mais au contraire d'assister cette dernière dans sa tâche administrative. Ces arguments ne firent naturellement aucune impression sur Apponyi qui, en octobre, nomma le baron Émile Horváth commissaire royal pour régler la question des écoles confessionnelles roumaines et qui, le 17 décembre, signifia au Métropolite qu'il comptait demander dans la prochaine loi de budget l'autorisation d'élever 1.600 écoles primaires d'État dans la nouvelle zone et 800 « écoles Fröbel » dans les districts voisins — c'était en d'autres termes, un programme de « magyarisation » qui rejetait complètement dans l'ombre les plus discutables parmi les dispositions des lois d'Apponyi sur l'éducation en 1907. En mars 1918, ce dernier prit une nouvelle initiative : dans un projet de loi sur les subventions de l'État aux divers cultes, il excepta nommément les deux églises roumaines et annonça en même temps le retrait de l'aide de l'État à toutes les écoles orthodoxes des 18 circonscriptions frontières — soit à 238 en tout. Il avait déjà ordonné la

(1) Le *Magyaroszág* du 26 août 1917 rapporte « la conversion de Roumains si nombreux que les suffragants et les prêtres ne pouvaient satisfaire tous les besoins. »

fermeture des écoles normales orthodoxes et uniates (1). Dans un autre projet qui garantissait l'autonomie des catholiques, il introduisit des clauses insidieuses destinées à mettre la hiérarchie des Églises roumaine et ruthène uniate sous le contrôle du primat catholique et romain de Hongrie : et lors de sa démission en mai, un conflit aigu avait déjà éclaté, le métropolite de Blaj et ses suffragants refusant d'assister à une conférence convoquée par le cardinal Csernoch conflit dans lequel le nonce apostolique à Vienne jugea nécessaire d'intervenir.

Un des derniers actes d'Apponyi fut de notifier aux autorités de l'Église roumaine son intention d'exercer dans toute son ampleur le droit d'inspection de l'État sur les assemblées ecclésiastiques, et cette prétention fut maintenue par le comte Jean Zichy son successeur, en dépit de toutes les objections. La soumission totale du métropolite Mangra — que Budapest avait imposé à l'Église en octobre 1916 au décès du vétéran plein de mérite qu'était Meţianu — fut incapable d'arracher une seule concession au fanatique Apponyi : et Mangra fut regardé par tous comme un renégat et un traître à la cause nationale. La Hongrie poursuivit cette politique culturelle jusqu'au dernier moment et, en août 1918 encore, le ministre du Commerce, le baron Szterényi, menaça les autorités ecclésiastiques de confisquer effectivement les bâtiments scolaires de la Zone (2).

Parallèlement, une nouvelle politique de colonisation fut adoptée, politique que l'on copia ouvertement sur le modèle de Posnanie. Pendant l'automne 1917, le ministre de l'Agriculture M. Mezössy, prit un décret interdisant dans les 31 comtés non-magyars et dans certaines villes de Transylvanie la vente des biens fonds ou leur location à long terme sans autorisation spéciale du Gouvernement — le but de cette mesure était d'empêcher les Roumains d'étendre leurs possessions foncières. Le ministre de l'Intérieur, M. Ugron, pour faciliter la redistribution proposée des comtés bordant la frontière, fit savoir que le Gouvernement projetait d'exclure de la vie publique tout ce qui pourrait être considéré comme « élément hostile », de prendre des dispositions plus sévères à l'égard des

(1) Sibiu, Arad et Caransebeş ; Blaj, Oradea Mare et Gherla.

(2) Les documents relatifs à ces conflits se trouvent dans L. Triteanu, *Scoala Noastra : Zona Culturală* (Sibiu, 1919).

crimes politiques et d'effectuer une colonisation magyare systématique dans les districts roumains.

Le comte Klebelsberg (1) mit en avant l'idée de « briser l'anneau roumain » en établissant des Magyars à l'ouest de la Transylvanie pour rattacher le district Székel à l'ensemble du territoire magyar. Cependant, en contraste frappant avec l'Autriche, où l'empereur Charles accorda une amnistie politique complète en juin 1917, les prisons et les camps de concentration de Hongrie ne désemplirent pas.

Le fait le plus instructif de cette époque est l'attitude des Hongrois envers les non-Magyars à propos de l'agitation nouvelle en faveur d'une réforme électorale. Les propositions du Gouvernement, absolument insuffisantes et qui « tournaient en dérision les belles promesses du souverain » — pour citer l'officielle *Fremdenblatt* — entraînèrent la chute du comte Tisza en juin 1917, et c'est parce qu'il désapprouvait une telle réforme que le comte Bethlen refusa le portefeuille de l'Intérieur dans le bref ministère du comte Esterházy. Esterházy se montra bientôt incapable de résoudre la quadrature du cercle et il eut pour successeur le Dr Wekerle, vieil homme d'État « Souabe » et expert financier qui laissa à son ministre de la Justice, l'avocat démagogue juif Vázsonyi, la tâche presque irréalisable de rédiger un projet qui pût être accepté à la fois par les masses, la couronne et l'oligarchie. Pendant toute la fin de 1917, les forces rivales s'affrontèrent ; Tisza dénonçait ouvertement « l'idée fatale » de donner le droit de vote à tout citoyen décoré de la « croix de Charles » (2) : « un courant de radicalisme s'établissait et le glas de l'État national hongrois allait bientôt retentir ». En Transylvanie, les milieux politiques magyars étaient unanimes contre la réforme. Le comte Bethlen déclarait : « Nous devons avancer dans la voie de la démocratie mais à condition que la magyarisation de la Transylvanie ne soit pas compromise. La lutte pour le suffrage doit s'arrêter aux portes de la Transylvanie (3). » Sur ses instances, on proposa que le droit de vote fût réservé « comme dans les autres États civilisés » aux personnes instruites et même aux seules per-

(1) 12 mars 1918 au Parlement. Il fut ministre de l'Éducation sous le comte Bethlen de 1922 à 1928.

(2) Le seul titre nécessaire pour obtenir cette décoration était d'avoir passé 12 semaines au feu : on estimait que 1.500.000 hommes allaient ainsi obtenir le droit de vote.

(3) 31 juillet 1917 à Maros Tordu.

sonnes instruites dans la « langue de l'État », que les quatre années d'école nécessaires dussent être obligatoirement accomplies dans des institutions donnant une instruction suffisante de la langue, de l'histoire et de la Constitution hongroise, et que le privilège de la « croix de Charles » s'appliquât seulement à qui savait lire et écrire le magyar (1).

Il n'est pas nécessaire d'indiquer les dispositions nombreuses et compliquées du Projet rédigé par Vázsonyi en décembre 1917; le scrutin était réservé aux 88 circonscriptions urbaines, et Vázsonyi produisit de savantes statistiques pour montrer que la proportion des électeurs magyars s'élèverait de 61 à 62,7 %. Cependant, l'opposition de Tisza, Bethlen, Jósika et des Magyars de Transylvanie continua. « Une loi radicale », proclamait Tiszá, « constitue « un grand danger pour notre nation et notre parti : tous ceux « qui veulent notre ruine cherchent à nous en faire cadeau. Le « critérium de l'instruction est particulièrement dangereux pour « les Magyars car une grande partie des non-Magyars savent lire « et écrire : ainsi finira la suprématie magyare. » Le député Vargha soulignait cette même idée en dénonçant les Roumains et en faisant valoir l'argument qu' « une seule culture a des droits dans ce pays et que c'est la culture magyare. » Une telle opposition entraîna la chute du cabinet Wekerle et son remaniement en avril 1918; l'électorat fut alors soumis à une nouvelle condition : être propriétaire de 8 yokes (5 hectares environ) de terre, à l'exclusion toutefois de la Transylvanie : il fallait autant que possible tenir les paysans roumains à l'écart des urnes. Comme parle Bethlen : « La question de la démocratisation est une question de vie ou « de mort pour la Transylvanie : elle menace l'existence de toutes « les classes de la société (2). » Au cours du même débat, le comte Andrassy dénonça le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes « comme un dangereux slogan dont la réalisation eût été la fin « de l'État hongrois » tandis que le comte Klebelsberg voyait dans « ce droit formule dont l'objet est de nous imposer par des mots ce « qui ne peut nous être imposé par la force des armes ». Ce dernier orateur alléguait également que depuis 1880 la proportion des

(1) Le 9 février 1918 à Kolozsvár.

(2) 1er mars 1918. En juillet il proposa même un amendement exigeant de tous les électeurs une épreuve de lecture et d'écriture en langue magyare, qui eût dépouillé les nationalités de leurs droits électoraux mais qui ne fut pas adopté.

Magyars au reste de la population s'était accrue de 3 % par décade et avait atteint 54 % en 1910 : quelques décades d'une paix victorieuse élèveraient cette proportion, on pouvait raisonnablement l'espérer, à 75 % ! Quant à Vázsonyi, il était assez téméraire pour prétendre que la guerre avait porté un coup terrible à l'irrédentisme, pour prophétiser l'absorption complète des Ruthènes, pour demander un code pénal plus sévère et la privation permanente du droit de vote pour tous ceux qui étaient partis avec l'armée roumaine (1). Enfin, le Dr Wekerlé, président du Conseil, expliqua à la Chambre que sous le nouveau régime la proportion des électeurs magyars de Transylvanie s'était élevée de 49,8 à 53,6 % tandis que celle des Roumains tombait de 36,3 à 29,6 % (2). Il annonçait en même temps que le vote de la réforme avait fait abandonner l'idée d'élections de guerre et, suivant l'opinion de Tisza, sauvé le pays de la plus terrible anarchie.



Il ressort clairement du récit précédent que pendant l'été de 1918 les Roumains avaient été réduits à une attitude complètement passive — ceux du royaume par le sévère Traité de Bucarest, leurs frères au nord des montagnes par la politique agressive de Budapest. Mais le grand drame européen atteignit son apogée et nulle part il ne détermina une transformation politique plus soudaine et plus radicale que chez les Roumains.

La situation intérieure de l'Autriche était devenue désespérée, le pouvoir central était à la merci du Gouvernement hongrois qui utilisait sa relative abondance de vivres à lui arracher des concessions politiques ou mieux à retenir le roi Charles sur la voie d'un fédéralisme de dernière heure qui aurait peut-être sauvé la monarchie des Habsbourgs mais aux dépens de l'intégrité territoriale de la Hongrie. La convocation du Reichsrat autrichien, le 30 mai 1917, avait donné aux nationalités mécontentes un forum où porter leurs griefs politiques. En empêchant leurs frères de s'exprimer devant lui le Parlement de Budapest incitait les orateurs de Bohême, de Slovénie ou de Bukovine à se faire les champions de la Slovaquie,

(1) 16 mars.
(2) 7 mai.

de la Croatie ou de la Transylvanie, et à proclamer les doctrines du Droit des Peuples et de l'Unité Nationale. Périodiquement, les discours du Reichsrat soulevaient à Budapest d'âpres récriminations et le Gouvernement autrichien était parfaitement incapable de tenir tête à ses sujets récalcitrants. Le ferment nationaliste devint plus efficace encore après le Congrès tenu à Rome le 8 avril 1918 et auquel toutes les races non-allemandes et non-magyares d'Autriche-Hongrie se trouvèrent représentées (1). En mai, un Congrès semblable eut lieu à Prague, à l'occasion du jubilé du Théâtre national tchèque, il servit à une manifestation de solidarité entre Tchèques, Slovaques, Serbes, Croates, Slovènes, Polonais, Italiens et Roumains.

Dans l'intervalle, la révélation des propositions secrètes de l'Empereur à l'Entente et la chute de Czernin qui en fut la conséquence avaient porté un nouveau coup au prestige de la Monarchie et encouragé les espoirs nationalistes. L'échec de l'offensive autrichienne sur la Piave, l'importance des mutineries, la désertion et ce que l'on appela les « Cadres Verts », la reconnaissance par les Alliés et par l'Amérique des armées et des Conseils nationaux polonais et tchécoslovaques à l'étranger, les hésitations et la chute de Seidler, les désaccords austro-allemands au sujet de la Pologne — tous ces faits sont autant d'étapes dans la désagrégation progressive de l'État habsbourg ; tout espoir tomba à zéro quand, à la longue, la marée se retourna contre l'Allemagne elle-même sur le front occidental. Le 10 août, Charles informa son allié de Berlin (2) que si une paix générale n'était pas conclue avant la fin de l'année, l'Autriche-Hongrie serait obligée d'agir séparément. Avant la fin du mois Foch avait fourni une raison irrésistible de se décider rapidement : la grande offensive alliée partant de Soissons et d'Arras ; Hindenbourg dut se replier sur la ligne Siegfried en abandonnant le saillant de Saint-Mihiel semblable à un piège dont s'ouvraient les mâchoires puissantes. Au milieu de septembre, Burián, pressé par son Empereur, timide et plein de défiance à l'égard de Berlin, ne présenta ses offres de paix au président Wilson que pour s'aperce-

(1) Les Tchèques et les Slovaques étaient représentés par Beneš et Štefanik, les Yougoslaves par Trumbic, Meštrović et quelques autres, quant aux Roumains ils venaient surtout du royaume (en particulier le futur président du Conseil, M. Mironescu) : les principaux exilés de Transylvanie, comme Goga et Lucaciu n'étant pas encore arrivés en Europe occidentale.

(2) Cramon, *Unser Oesterreichish-ungarisher Bundesgenosse*, p. 514.

voir que le moment était passé et que les Alliés vainqueurs étaient irrévocablement attachés à la cause des nationalités dans l'Europe du Centre et du Sud-Est. Au cours de la guerre, maintes crises les avaient ébranlés et préparés au sacrifice de principes qu'ils avaient publiquement proclamés, maintenant, il n'y avait plus de raison d'hésiter ou de faire des concessions. L'occasion était là : ils n'avaient qu'à la saisir.

L'effondrement de la Bulgarie dans la seconde moitié de septembre, la nouvelle que la défection de la Turquie n'était plus qu'une question de semaines (1) hâtèrent les progrès de la désagrégation. Les Empires centraux virent dans ces événements une grave menace pour leur faible armée d'occupation en Valachie et même pour leur protectorat de l'Ukraine ; en même temps leurs troupes d'Albanie devaient se retirer à la hâte vers le Nord sur un territoire où une révolution yougoslave était imminente. Le Gouvernement Marghiloman lui-même, qui avait monté en juin une véritable farce électorale pour obtenir une majorité obéissante et germanophile, cherchait maintenant à gagner du temps et réussissait à éluder les pressants appels de l'Allemagne pour la ratification du Traité de Bucarest. L'inquiétude des Empires Centraux se reflétait dans les allusions de plus en plus précises du délégué de Mackensen, le colonel Horstmann, qui parlait de restituer la Dobroudja à la Roumanie dans le cas d'une défection bulgare, et de réviser la nouvelle frontière des Carpathes en échange d'une ratification (qui eût mis fin à la possibilité d'une reprise des opérations militaires par la Roumanie). Jusqu'à la fin de l'automne, Bucarest et Jassy se guettèrent, pleines d'incertitudes, et attendirent les événements : des tergiversations étaient inséparables d'une telle situation et la décision n'était pas au pouvoir de la Roumanie.

Le Parlement autrichien se réunit le 1er octobre sous l'impression de la capitulation bulgare, et le baron Hussarek, premier ministre, annonça un programme d'autonomie nationale pour l'Autriche. Mais celui-ci, tout en blessant profondément les Autrichiens Allemands, était loin de combler les vœux et les espoirs des Tchèques, des Polonais et des Yougoslaves ; il fut aussitôt repoussé par leurs chefs tandis que le Dr Wekerle, parlant pour la Hongrie, faisait

(1) L'émir Feyçal entra à Damas le 1er octobre. L'armistice fut signé le 30 octobre avec la Turquie : les Détroits furent alors réouverts à la flotte anglaise.

cette sinistre déclaration : « Nous ne sommes plus en face de cette « même Autriche avec laquelle nous sommes venus à composition « par le passé » et voyait dans une « Union Personnelle » la solution la meilleure. Cependant, convaincu que le temps des demies-mesures était passé, Charles et quelques-uns de ses conseillers autrichiens étaient prêts à proclamer un programme fédéraliste détaillé et applicable à l'ensemble de la Monarchie. Mais lorsque ce dernier vint à l'ordre du jour devant le Conseil de la Couronne le 15 octobre, Wekerle menaça Vienne qui mourait de faim de lui couper les vivres tant que l'intégrité territoriale de la Hongrie ne serait pas expressément garantie ; et au dernier moment le malheureux Empereur se vit obligé par son serment à céder. Mort-né, rejeté avec mépris par les races non-allemandes, le manifeste du 18 octobre annonçant le fédéralisme autrichien précipita la désagrégation de l'État, chaque race enchérissant sur sa voisine dans son programme nationaliste radical. Le manifeste reconnaissant implicitement les « Conseils Nationaux », ces porte-voix de leurs nationalités respectives, rendirent le mouvement centrifuge à peu près irrésistible.

Intransigeant jusqu'au bout le comte Tisza s'était toutefois rendu en septembre en Bosnie et en Croatie pour faire une entente avec les Slaves méridionaux, mais quand il se rendit compte que tous les chefs responsables posaient comme première condition une collaboration avec la Serbie, il perdit la tête, déclara qu'après la guerre la Serbie serait si faible que la Bulgarie la mangerait un jour à son déjeuner et finit sur ce coup de tonnerre : « Nous serons « peut-être ruinés, mais nous aurons des forces de reste pour « vous écraser d'abord (1). » L'insolence folle de cet *homo regius* féodal fit plus que tout pour aliéner définitivement les Yougoslaves à la Hongrie et même à la couronne, et pour précipiter leur révolte : dès que la nouvelle en parvint à Budapest, elle convainquit les Roumains et les Slovaques qu'il n'y avait rien à attendre de la Hongrie officielle. Dernier exemple d'un manque de tact qui s'unissait chez lui à un réalisme certain, Tisza, le 17 octobre, laissa tomber dans les couloirs du Parlement cette parole mémorable : « Karolyi a raison ; nous avons perdu la guerre. » Venant du plus redoutable champion de la cause magyare, elle fit plus pour hâter

(1) Nowak, *Der Sturz der Mittelmächte*, p. 227 ; Glaise-Horstenau, *Collapse*, p. 195.

la décomposition de l'Empire que les exagérations de ses adversaires radicaux ou le défaitisme sur le front croulant de l'Isonzo (1).

Parmi les Conseils Nationaux qui surgissaient de toutes parts, les plus puissants étaient le Narodni Výbor tchèque qui s'était mis à préparer la révolution non sanglante du 28 octobre à Prague, et le Narodno Vijeće dont le quartier général était dans la capitale croate mais qui représentait également la Slovénie, la Bosnie et la Dalmatie. Les Roumains, malgré leur faiblesse, ne restèrent pas en arrière. Le 12 octobre, le Conseil exécutif du Parti National Roumain se réunit à Oradea Mare : Maniu était au front mais MM. Goldiş, Vaida, Ciceo Pop, Vlad et Mihali étaient tous là ; ils rédigèrent une résolution qui invoquait en faveur des Roumains de Hongrie le droit de disposer d'eux-mêmes et déniait au Parlement et au Gouvernement hongrois le pouvoir de les représenter à la Conférence de la Paix : les décisions de Budapest ne leur seraient en aucune façon opposables (2). Le D[r] Vaida que son courage, son éloquence et son esprit mordant désignaient pour cette tâche délicate, lut ce message le 18 octobre devant la Chambre hongroise, accueillant les idées de Wilson comme les plus remarquables depuis les premiers jours de la Chrétienté, prenant hardiment à partie Wekerle et Tísza pour leur politique de répression brutale et opposée aux principes wilsoniens. Une extrême consternation envahit la Chambre quand le P. Juriga exprima les mêmes idées au nom des Slovaques méprisés. Pour le moment, les Roumains et les Slovaques n'avaient qu'à se tenir à l'écart et à voir venir les événements qui travaillaient en leur faveur. L'initiative prise par le Parlement de prononcer la séparation de la Hongrie de l'Autriche ne fit qu'accentuer les maux que l'on cherchait à pallier : jusqu'au dernier moment, l'opinion publique hongroise, qu'elle fût réactionnaire ou progressiste, sembla oublier le fait que « l'existence de l'État national hongrois était entièrement subordonnée à la situation de la Monarchie en tant que Grande Puissance (3) ».

Reçu en audience par l'archiduc Joseph, qui revenait du front

(1) Cf. Glaise-Horstenau, *op. cit.*, p. 213 « ce terrible harakiri » ; et Schmidt-Pauli, *Graf Bethlen*, p. 82. « Ce fut le vrai signal de la Révolution. »

(2) « La Nation roumaine qui vit sur le territoire de la Monarchie, attend et réclame, après des souffrances séculaires, la mise en vigueur de ses droits inaliénables, dans toute l'étendue de sa vie nationale. »

(3) Cette parole se trouve dans une lettre de Tisza à Burián, 29 décembre 1915. Tisza, *op. cit.*, IV, n° 1468.

ouvert devant l'Italie, le Dr Vaida put se présenter comme le premier homme politique roumain officiellement admis devant un Habsbourg depuis le début des années quatre-vingts ; ce fut pour proclamer son adhésion au principe des nationalités. Maniu, autorisé à quitter le front, fut prié par le Conseil National de représenter les intérêts roumains à Vienne, où, parmi la confusion générale, il fonda un « Sfat » de soldats roumains et trouva 100 officiers à sa dévotion. A Prague une grande partie de la garnison était formée de troupes roumaines, qui se rallièrent aussitôt à la cause tchèque, aidant ainsi à faire une Révolution sans effusion de sang : ils constituèrent une « Légion roumaine » et entrèrent en contact avec leurs chefs politiques de Transylvanie. Plusieurs conseils locaux surgirent dans cette province pendant la seconde moitié d'octobre, mais c'est à Arad que s'établit l'organisation centrale et qu'Étienne Pop prêta publiquement serment au « Conseil National Roumain de Hongrie et de Transylvanie ». Après un bref combat avec les patriotes locaux de Cluj, le comité d'Arad affermit son autorité sur tous les points, reçut une soutien sans réserve des évêques des deux Églises et fit revivre le jouranl supprimé *Românul* qui eut pour rédacteur en chef Goldiş. A la fin d'octobre, le contact avec Budapest était virtuellement rompu, l'échange de notes entre le comte Burián et le président Wilson qui reconnut pleinement les Tchécoslovaques et les Yougoslaves, porta le coup de mort à l'autorité centrale, aussi bien à Vienne qu'à Budapest : le front d'Italie s'écroulait et les troupes de toutes les nations regagnaient leurs foyers en désordre ; avant que l'armistice pût être conclu le 3 novembre la Monarchie des Habsbourg s'était de son propre aveu décomposée en ses parties élémentaires. Les provinces polonaises et ruthènes firent scission, la République tchéco-slovaque fut proclamée à Prague, le Conseil national slovaque de Saint-Martin décida l'union avec les Tchèques, le comité national yougoslave de Zagreb déclara son indépendance, la flotte et les arsenaux se mutinèrent et tombèrent entre les mains des Yougoslaves. Le parti dirigeant de Budapest fut compris dans l'éclipse totale : les radicaux conduits par le comte Michael Karolyi prirent vivement le dessus et fondèrent, le 31 octobre, un Gouvernement révolutionnaire : quant au comte Tisza, le représentant de l'ancien régime, brave et inflexible jusqu'au bout, il fut assassiné dans sa maison par des soldats mutinés.

Les Roumains, pendant la première quinzaine de novembre, restèrent à l'écart du théâtre des opérations politiques et militaires, mais ils pouvaient mépriser impunément une Hongrie défaite, qui était visiblement en pleine décomposition. Dans cette situation, les races non-magyares restèrent sourdes à l'appel sincère du Gouvernement Károlyi qui essaya de sauver l'unité hongroise en adoptant à la dernière heure un régime pleinement démocratique. Le nouveau « ministre des Nationalités », Oskar Jászi, était connu comme un ami sûr, qui, pendant des années, avait fait face aux insultes et aux calomnies dans sa campagne pour la justice et l'égalité (1). Jászi se trouva dans la même situation malheureuse que des hommes comme Lammasch et Redlich en Autriche : prévoyants et infatigables dans leurs avertissements, le pouvoir qui leur fut confié à la douzième heure, s'écoula comme du sable entre leurs doigts impuissants. De même en Hongrie, un programme qui eût remporté la gratitude et la collaboration des Slovaques et des Roumains dix années plus tôt, perdait toute attraction au moment où la coupe enivrante de l'indépendance complète était à portée de ces peuples. Le 10 novembre, le Conseil national roumain notifia à Budapest qu'il avait pris le pouvoir sur les 23 comtés habités par des Roumains et sur certaines parties des trois autres (2). Trois jours après, le Dr Jászi ouvrait à Arad des négociations avec Pop, Goldiş et d'autres chefs roumains et leur offrait l'indépendance de la Transylvanie, et une complète égalité pour toutes les races, base d'une Confédération danubienne de peuples libres. La commune et non plus le comté serait l'unité politique, ce qui offrait incontestablement de solides garanties démocratiques. Mais Károlyi et Jászi eux-mêmes ne savaient que trop bien qu'ils étaient venus trop tard : l'offre fut repoussée et Maniu trouva derrière lui l'unanimité du parti pour demander une « séparation complète ».

La querelle magyare-roumaine fut malheureusement embrouillée plus encore par les conditions irréalisables imposées à la Hongrie par l'armistice de Belgrade. Homme à courtes vues, le général Franchet d'Espérey traita indignement Karolyi et ses collègues,

(1) Il faisait partie du petit groupe de démocrates qui publia la revue mensuelle *Huszadik Század*, l'un des plus remarquables périodiques de sociologie dans l'Europe d'avant-guerre, il écrivit également en 1912 *Le Développement des Etats nationaux et la question des Nationalités (A nemzeti államok kialakulas és a nemzetiségi kérdés)*.

(2) Békès, Csanád, Ugocsa. Il est important de remarquer que les Roumains ne firent aucune tentative pour réclamer la frontière monstrueuse d'août 1916.

ignorant leur passé favorable à l'Entente, il sapa leur prestige déjà chancelant à l'intérieur et fit le lit des extrémistes de droite et de gauche. La ligne d'évacuation qu'il prescrivit en Transylvanie (1) allait contre tous les principes ethnographiques, géographiques et stratégiques connus, et c'est un mystère qu'on ait pu l'adopter. Le territoire évacué devait cependant rester sous l'administration de la Hongrie et sous la protection de ses gendarmes. En même temps le général qui n'avait eu de rapport avec aucune autre race que les Serbes autorisa leurs troupes à occuper Bačka, Syrmie, Bosnie et tout le Banat, arrêtant simultanément leur avance vers la Croatie et l'Adriatique. Il semblait donc détourner l'attention des Serbes de l'objectif de l'unité yougoslave vers le territoire purement orthodoxe au Nord du Danube et ce faisant il provoqua un conflit inutile et plein de dangers, entre les Serbes et les Roumains, la race roumaine prédominant à l'est du Banat.

Cette conduite hâta les initiatives roumaines. Le monde se vit adresser un manifeste en faveur de l'union, et comme en 1848 une Assemblée nationale fut convoquée à Alba Julia. Le 1er décembre 1918 cette mémorable assemblée à laquelle assistèrent 1.228 délégués et des milliers de paysans de tous les districts roumains de la couronne de Saint-Étienne, prit au milieu d'acclamations sans fin une résolution en faveur de l'Union de tous les Roumains en un seul État. L'autonomie locale devait être maintenue jusqu'à ce que pût être convoquée une assemblée constituante élue au suffrage universel. On envoya des félicitations aux Roumains de Bucarest, à « tous les peuples libérés de l'ancienne Monarchie » (y compris les Allemands d'Autriche) ; l'assemblée exprima sa gratitude envers ceux qui étaient tombés pour la cause de la liberté et de l'unité nationale, ainsi qu'aux Puissances alliées ; enfin le Congrès de la Paix fut invité à faire « l'union de toutes les nations libres », à garantir la justice et le droit pour les petites nations comme pour les grandes, et à écarter la guerre dans les conflits à venir. Une troisième résolution cherchait à définir les principes fondamentaux sur lesquels reposerait le nouvel État roumain : il est intéressant de comparer ces principes et l'interprétation que leur donnèrent bientôt les politiciens de l'Ancien Royaume.

(1) La Someș, la Bistrița et le Mureș jusqu'au confluent de la Tisza. En d'autres termes la capitale Cluj est une pointe de territoire pénétrant au cœur de la principauté.

Ils posaient : 1° égalité nationale complète entre toutes les races et usage de la langue maternelle dans l'instruction, l'administration et la justice ; 2° autonomie pour toutes les croyances religieuses ; 3° « régime purement démocratique dans toutes les branches de la vie publique » — suffrage universel, direct, égal et secret, pour les deux sexes après 21 ans, fondé dans chaque commune sur un système de représentation proportionnelle ; 4° liberté de la presse, de réunion et d'association, « libre propagation de la pensée humaine » ; 5° réforme agraire radicale sur la base du « nivellement social et de l'accroissement de la production » ; 6° « pour les ouvriers de l'industrie : avantages identiques à ceux que les lois leur assurent dans les États industriels les plus avancés ». Fait significatif de l'esprit d'alors, l'assemblée reconnaissait spontanément pour la Conférence de la Paix le droit « de fixer les frontières définitives de l'État « ainsi constitué » et s'engageait à traiter les minorités « en accord avec les principes énumérés par le Président Wilson ».

L'Assemblée nomma un « Directoire » (Consiliul Dirigent) placé sous la présidence de Julius Maniu assisté d'un ministère de 15 membres : au Dr Vaida-Voevod fut confié le portefeuille des Affaires étrangères, à Ciceo Pop : la Guerre, à Vlad les Finances, à Goldiş : l'éducation. Le nouveau Gouvernement envoya des télégrammes au roi Ferdinand et à la reine Marie, annonçant l'union avec le Régat comme un fait accompli ; il échangea des vœux cordiaux avec l'Académie roumaine et envoya à Bucarest une députation conduite par l'évêque Miron Cristea de Caransebeş, la personnalité la plus marquante du clergé orthodoxe de Transylvanie. C'est à cette époque même que mourut à Budapest, au milieu de la ruine de toutes ses espérances, le malheureux métropolite Mangra sans laisser personne pour le pleurer, l'honorer ou le célébrer. La protestation formelle du Gouvernement Károlyi contre la décision d'Alba Julia, ne rencontra que du mépris et l'union eut lieu sans opposition et presque sans effusion de sang, si complètement dépourvue était la Hongrie en moyens de résistance. Le rêve séculaire de la race roumaine, quand enfin il se réalisa, vint « comme un voleur la nuit », au moment où l'on avait cessé de s'y préparer et où tout espoir semblait s'être évanoui.

***

Tandis que ces événements monumentaux transformaient radicalement la situation de la Transylvanie, celle de la Roumanie restait extrêmement obscure. L'effondrement de la Bulgarie soulagea Bucarest d'une grande anxiété. Mais, d'après certaines rumeurs, l'Entente, sous l'influence de l'Amérique, avait reconnu sur la Dobroudja méridionale la souveraineté du gouvernement de Sofia qui, depuis l'abdication du tsar Ferdinand, était entre les mains de ses amis. En octobre, le roi Ferdinand chercha à gagner du temps, louvoyant péniblement entre le Gouvernement chancelant de Marghiloman, les libéraux regroupés autour de Brătianu — maintenant en étroite alliance avec Mişu — et le général Averescu qui espérait être le troisième larron et alléguait que si les Chambres avaient une existence légale quelconque, Brătianu ne pouvait « passer du banc des accusés au banc des ministres » (1). Mais là le général se trompait du tout au tout, car personne dans le pays n'aurait donné un fétu de la validité d'une Chambre élue dans les circonstances de juin 1918; Brătianu n'avait qu'à patienter jusqu'au départ de l'armée d'occupation et jusqu'au moment où le souverain irrésolu capitulerait devant lui. Marghiloman était comme le Maure qui a fait son devoir : le Maure pouvait mourir. Le 6 novembre, le Roi le reçut en audience comme d'habitude et lui fit savoir dans un langage assez embarrassé que les ministres de l'Entente, avaient exprimé leur manque de confiance à l'égard du présent ministère et leur désir de voir un changement. Marghiloman démissionna sur-le-champ mais eut le courage de déclarer que « grâce à mon gouvernement, la dynastie est forte, le pays a « une armée, des munitions et la Bessarabie ». Un gouvernement Brătianu ajoutait-il avec une pointe de défiance personnelle et d'esprit de parti, serait une « impossibilité morale ». Après sa chute, Marghiloman fut couvert d'opprobre par beaucoup de ceux dont la propre conduite n'était pas exempte de reproche : mais dans l'atmosphère plus calme d'aujourd'hui on peut admettre qu'il était inspiré du même patriotisme que ses adversaires et qu'il

(1) C'est en se fondant sur un faux évident qu'on accusa Brătianu d'avoir reçu 2.000.000 de francs de l'agent de propagande allemand Günther. Ce conte ridicule a trouvé créance même chez un observateur aussi avisé que Take Jonescu.

rendit à son pays des services signalés. Pour n'avoir pas prévu la victoire de l'Entente en 1918 il coûta moins cher à la Roumanie que Brătianu pour n'avoir pas prévu deux ans plus tôt les conséquences d'une intervention.

Contre l'attente de Marghiloman ce ne fut pas Mişu, mais le général Coanda qui devint premier ministre, mais comme bouche-trou jusqu'au moment où la retraite du maréchal Mackensen ferait cesser les opérations militaires. Il procéda aussitôt à l'abrogation des lois édictées par l'ancien cabinet et ordonna une mobilisation partielle. La guerre fut déclarée à l'Allemagne sous le prétexte excessivement mince qu'elle avait violé le traité de Bucarest en portant ses effectifs d'occupation au-dessus du chiffre accepté. C'était une fâcheuse initiative à prendre car elle renversait le fondement de la thèse roumaine en vertu de laquelle le traité n'ayant jamais été valide, l'alliance de 1916 n'avait jamais cessé d'exister. Mais à ce moment, toute préoccupation de logique, de précédents ou de conséquences légales s'évanouissait devant le désir de réoccuper la Transylvanie. En même temps, l'effervescence dans laquelle les conséquences révolutionnaires de la guerre avaient plongé la plus grande partie de l'Europe était particulièrement apparente en Roumanie qui avait à ses frontières la plus précise des leçons de choses. L'armée allemande d'occupation avait, il est vrai, maintenu l'ordre partout et fait beaucoup d'améliorations à Bucarest même, mais ses réquisitions avaient saigné le pays à blanc et exaspéré toutes les classes de la population. Le Roi fit preuve d'une sagesse incontestable en faisant, aussi vite que possible, une nouvelle proclamation dans laquelle il confirmait solennellement les garanties par lui données en 1917. Le suffrage universel serait établi, deux millions d'hectares de propriété privée, en plus des domaines de la couronne et des institutions charitables seraient expropriés. « Au moyen de « ces réformes, nous voulons assurer à tous ceux qui travaillent « une existence matérielle et morale plus juste et plus aisée (1). » Il ne parlait ni de la Transylvanie, ni de la Bukovine, dont les statuts n'étaient pas encore réglés et son allusion à la Bessarabie donnait prise à la critique puisque le Sfat en décidant l'union s'était réservé le droit d'accomplir une réforme agraire conforme à ses vues propres.

Cependant, une forte pression était exercée sur le Roi pour

(1) Mitrany, *Land and Peasant*, p. 111.

qu'il mît fin à cette situation provisoire et qu'il rappelât au pouvoir ceux qui étaient responsables de l'alliance avec l'Entente, dont le parti était enfin le parti vainqueur. Le 14 décembre, Brătianu devint ministre une fois encore : après avoir tenté, un peu à contre-cœur, de s'assurer la collaboration de Take Jonescu, il forma un cabinet composé principalement de libéraux ; toutefois il donna les Affaires étrangères à l'ancien ministre à Londres, Nicholas Mişu et prit avec lui Vaida-Vœvod et deux autres représentants du Directoire de Transylvanie. On constatait alors à Bucarest le même endurcissement rapide de l'opinion publique que dans d'autres capitales, le même esprit agressif et partisan, le même penchant aux représailles et au boycottage. L'idée d'une représentation nationale à la Conférence fut rapidement abandonnée ; Brătianu domina complètement la délégation.

Avant même d'arriver à Paris, le premier ministre avait perdu une excellente occasion d'assurer à la Roumanie une forte position morale dans les conseils européens, ceci sans doute parce qu'il avait manqué de contact direct avec l'Occident pendant toutes ces années critiques. Lors de sa précédente chute du pouvoir, on lui avait suggéré d'aller à Paris préparer les bases de la Conférence ; mais il décida très justement que dans une situation aussi mouvante il lui fallait rester à portée. Le principal collègue de Brătianu, en ce temps-là son seul rival sérieux : Take Jonescu, en décida autrement et obtint un sauf-conduit allemand pour le voyage. Les Allemands qui avaient déjà mis à sac systématiquement sa maison de Bucarest organisèrent des manifestations contre lui dans les principales stations où passait son train : à un certain endroit, une bande de bohémiens agissant sur les ordres des autorités attaqua sa voiture avec des œufs pourris.

Les mois suivants furent de bien des points de vue la période suprême de la carrière de Take Jonescu. Ses sympathies cosmopolites, sa longue habitude de la pensée internationale le mettaient dans une posture favorable. « Il voyait clairement que la paix « était proche et que la Roumanie n'était pas prête : il appréciait « pleinement le danger d'être isolé et méprisé qu'impliquait ce « manque de préparation (1). » Aussi ne perdit-il pas son temps

(1) *History of the Peace Conference*, IV, p. 221. (La partie roumaine bien qu'anonyme passe pour être d'un Anglais, ami éprouvé de la Roumanie, et qui fut intimement lié au déroulement des négociations qu'il décrit.)

en plaidant la cause de la Roumanie devant les hommes d'État de Paris et de Londres ; il éprouva un soulagement à les voir mieux disposés que jamais à l'égard des nationalités mineures d'Europe orientale, capables d'apprécier les souffrances de la Roumanie et l'impératif catégorique qui avait dicté la paix. Mais, par-dessus tout, son but était de provoquer entre la Roumanie, la Serbie et la Grèce une entente étroite qui leur donnerait le poids d'une Grande Puissance dans les négociations cruciales de Paris, aussi fut-il heureux d'arriver au moment psychologique où les Alliés reconnaissaient la Pologne et la Tchécoslovaquie reconstituées. Il était déjà en bons termes avec les ministres grecs et serbes : Venizelos et Pašić. Avec le premier, homme d'État clairvoyant et pratique, il tomba aussitôt d'accord ; avec le tortueux Pašić même il trouva un terrain d'entente : les problèmes qui les intéressaient tous deux portaient sur les Balkans, et non sur la limite occidentale de la future Yougoslavie. Il fut cependant inquiet de découvrir de profondes dissensions dans les rangs des Yougoslaves, dissensions qui seules empêchèrent la France et l'Angleterre de reconnaître pleinement l'État yougoslave unifié en septembre ou octobre (1).

Le point le plus délicat en litige était l'avenir du Banat. L'inique traité d'août 1916 l'avait attribué en entier à la Roumanie bien que le Sud-Ouest en fut purement serbe. Si cette clause avait été exécutée, les Yougoslaves eussent contemplé des fenêtres de leur capitale sur l'autre rive du fleuve un territoire serbe arraché à la Hongrie simplement pour être donné à un allié qui ne l'avait jamais possédé et jamais conquis. Il est difficile de concevoir un moyen meilleur de dresser l'un contre l'autre deux voisins amis que de leur fournir une pareille matière à dispute : les responsables du traité secret méritent le jugement le plus sévère. Au surplus, Take Jonescu trouva en octobre 1918 d'autres arguments irréfutables pour se montrer conciliant dans la question du Banat. D'abord

(1) Au début d'octobre 1918, MM. Pašić et Venizelos étaient à Londres et M. Take Jonescu demanda à l'auteur d'arranger une rencontre privée entre lui et le Dr Trumbić, président du comité yougoslave, qu'il ne connaissait pas encore personnellement. A ce moment, M. Jonescu inclinait à blâmer Trumbić de ne pas se mettre d'accord avec Pašić, il n'était pas disposé à reconnaître les faits et les arguments détaillés que l'auteur lui exposa au sujet des relations troublées du Comité et du Gouvernement serbe. Quand M. Jonescu rencontra l'auteur à Paris après l'asmistice, il admit, plein de regrets et convaincu par diverses informations officielles, que les faits étaient bien tels qu'ils lui avaient été présentés et que Pašić, avec son étroite politique pan-serbe mettait en péril la cause de l'unité yougoslave et indirectement toute collaboration cordiale dans les Balkans.

le traité avait été caché de façon constante à la Serbie, la principale intéressée, il ne pouvait donc en aucune façon lui être opposé. Par-dessus tout, il avait été conclu sans que les États-Unis en eussent connaissance ou y prissent part : aux yeux du Président Wilson, il était simplement inexistant et en flagrante contradiction avec les Quatorze Points. La thèse des Puissances occidentales était intermédiaire entre celles de la Serbie et celle de l'Amérique. « Bien que ne souhaitant pas embarrasser la Roumanie par des déclarations publiques à ce sujet, elles ne regardaient plus le traité de 1916 comme valide depuis que la Roumanie l'avait techniquement violé en concluant une paix séparée (1). » Take Jonescu était assez homme d'État pour reconnaître la bévue commise à l'origine et souhaiter conclure un arrangement direct entre la Serbie et la Roumanie avant que la question ne vint sérieusement à la portée des Grandes Puissances. Il négocia donc avec Pašić : une entente amicale assigna à la Roumanie la plus grande partie du Banat y compris la rive méridionale du Mureş jusqu'au confluent de la Tisza (2) et l'importante ligne de chemin de fer reliant Temişoara au petit port de Baziaş sur le Danube. Cet accord dépendait évidemment de l'approbation de Bucarest, malheureusement il transpira peu à peu dans la presse et l'opinion chauvine la dénonça comme une trahison de la cause nationale. En conséquence, Brătianu revint sur sa première décision de s'adjoindre Take Jonescu à la Conférence ; il lui offrit bien un siège au Conseil des Ministres mais tel que ce dernier n'aurait exercé aucun contrôle sur la politique : il ne lui restait donc pas d'autre choix que de refuser. Ainsi, au moment où la plupart des nations européennes s'efforçaient de faire représenter par leurs délégations toutes les parties de l'État, la politique roumaine était entre les mains d'un seul parti et confiée dans la plus large mesure à un seul homme. Autre conséquence : la question du Banat resta ouverte pendant neuf mois et fut réglée à la fin d'une manière beaucoup moins favorable à la Roumanie que celle qui avait si injustement fait accuser Jonescu.

On peut résumer succinctement les conceptions politiques de Take : il voulait un bloc balkanique capable de résister à la pression des Grandes Puissances, une paix durable appuyée sur les principes

(1) *History of the Peace Conference*, IV, p. 222.

(2) Cet empiètement sur le territoire purement magyar situé près de Szegedin ne fut pas maintenu par la suite.

de Wilson et l'échec définitif de la « Mitteleuropa ». On ne peut imaginer plus vif contraste que celui de ce brillant démagogue cosmopolite, plein d'intuition et d'inventions, et de Brătianu, massif et lent dont l'esprit ne jouait que dans les limites d'un patriotisme rigide et inflexible et par qui l'idéologie wilsonienne était vide de sens et hautement suspecte. Suivant la parole de cet observateur mystérieux mais singulièrement pénétrant, le Dr E. J. Dillon, Brătianu et Wilson « ne se mouvaient pas sur le même plan et ne parlaient pas la même langue (1) », et dès son arrivée à Paris l'homme d'État roumain se mit en révolte plus ou moins ouverte contre le but, la tactique et les décisions de la Conférence. Ce fut un autre malheur que Brătianu eût choisi Mişu comme second délégué, car ce dernier qui passait à juste titre pour un diplomate souple et avisé, avait perdu récemment toute initiative et donnait dans un fatalisme auquel ses amis n'étaient pas préparés (2) : il ne fut bientôt que le pâle second d'un chef de première force.

Les défiances de la Roumanie tiennent un peu de la comédie mais elles eurent aussi leur côté tragique et contribuèrent à faire baisser d'un ton l'enthousiasme wilsonien des premiers jours. L'idéal proclamé de toutes parts n'avait pas de sens pour Brătianu : ce dernier ne voyait que les figures sinistres qui épiaient dans la coulisse. Son seul principe était « le traité [de 1916], tout le traité et rien que le traité » : et rien ne pouvait le faire sortir de là. Très vivement frappé par le refus des Alliés qui n'admettaient pas que le traité leur fut encore opposable, il fut bientôt pris de court car ce refus annihilait son dessein favori de mettre la Roumanie au rang des Grandes Puissances (ce qu'il s'imaginait avoir obtenu par l'article VI de l'Alliance). D'autres griefs s'ajoutaient à celui-là : ainsi le refus d'admettre un troisième délégué roumain bien qu'on en eût accordé un à l'État yougoslave non encore reconnu. On ne pouvait persuader Brătianu que le Conseil avait aussi des engagements avec la Serbie et qu'en fondant ses exigences sur une nouvelle base plus conforme à l'esprit de l'époque, il pouvait obtenir sans aucun effort les neuf dixièmes de son programme. Mettant son honneur à obtenir chaque

(1) *History of the Peace*, Conférence IV, p. 167.

(2) L'auteur se rappelle qu'à la veille de la Conférence, le Dr Mişu continuait à discuter les études de Dean Inge sur Plotin et les tenait pour bien supérieures aux vanités de la politique européenne. Le philosophe avait peut-être raison mais aussi n'avait-il rien à faire au ministère des Affaires étrangères. Le caractère de Mişu s'explique par ses origines macédo-valaques et ses remarquables connaissances linguistiques.

article des premières revendications, il cabra le Conseil par ses exagérations et son manque de souplesse. Aucun accord ne put intervenir entre Belgrade et lui, et le différend vint le 8 février 1919 devant le Conseil Suprême des Dix. Il prétendit que les seules frontières susceptibles de maintenir la paix entre la Roumanie et ses voisins étaient de grands fleuves comme le Danube, la Tisza ou le Dniestr, et reçut un accueil glacial du Conseil qui avait été autrement bien impressionné par l'exposé persuasif du Dr Trumbic sur les conditions ethniques et sur la part du Banat dans le mouvement national du dernier siècle. La proposition d'un plébiscite fut aussitôt acceptée par les Yougoslaves mais Brătianu demeura évasif et prudent. Finalement, il fallut nommer un comité (comprenant deux représentants pour chacun des pays suivants, Amérique, Angleterre, France et Italie) qui devait examiner les revendications territoriales de la Roumanie et son différend avec la Serbie.

Les travaux de ce comité ne nous concernent pas : mais on a trop souvent affirmé que les traités de paix furent faits à la hâte par des hommes d'État ignorants, pour qu'il ne vaille pas la peine de souligner que le problème des frontières fut au contraire soumis aux enquêtes prolongées d'un grand nombre d'experts très informés (1), et que ceux-ci, après avoir rassemblé les matériaux, soumirent des éléments de décision à des chefs, qui par la nature des choses, étaient portés à s'intéresser aux grandes lignes politiques plutôt qu'aux détails. En fait, il n'est pas exagéré de dire que jamais un Congrès européen ne fit étudier les questions soulevées plus soigneusement ni par des personnes plus compétentes. Aujourd'hui on peut admettre que ce fut une sérieuse bévue d'exclure de ces discussions les représentants des nations ennemies, encore ne faut-il pas oublier comment leurs volumineux memoranda, leurs statistiques et leurs cartes furent pris en considération et — point très important — comment les nouvelles frontières furent dessinées d'après les statistiques officielles allemandes et hongroises (et non

(1) Le 1er février 1919, le président Wilson déclara devant le Conseil que « depuis l'entrée en guerre des États-Unis il avait toujours eu un corps d'experts pour étudier sans relâche les points de fait relatifs aux questions raciales, aux antécédents historiques, aux facteurs économiques et commerciaux ». Voir, *Minutes of Supreme Council* dans David Hunter Miller, *My Diary*, XIV, p. 180. Du côté anglais, MM. Headlam-Morley, Harold Nicolson, Allen Leeper et le général Mance, du côté amércain les Prs Archibald Coolidge, Seymour, Douglas Johnson et quelques autres, du côté français le Pr E. de Martonne. Cf. H. Nicolson, *Peace Making*.

pas polonaises, tchèques ou roumaines). Un des experts britanniques a admirablement résumé les méthodes adoptées : « Il n'était pas « possible de recourir au plébiscite sur une large échelle car l'orga- « nisation du contrôle eût conduit à faire occuper tout le territoire « par les troupes alliées. A défaut, le Comité devait adopter le « principe général que la communauté de race implique une cons- « cience raciale commune. Les considérations ethniques devaient « donc entrer les premières en ligne de compte dans les décisions « du comité ; mais elles ne pouvaient être les seules car il y avait « certains grands principes de géographie ou d'économie politique, « certaines considérations impératives de transport et de commu- « nications qui avaient également à jouer un rôle (1). »

La discussion sur les nouvelles frontières de la Roumanie porta sur quatre points principaux : 1° Celle de la Bessarabie ne présenta pas de difficultés : elle était nettement masquée par des fleuves ; historiquement, la Bessarabie avait toujours fait partie de la Roumanie jusqu'au rapt de 1912. Ethniquement, les Roumains y avaient la majorité, suivis par les Ukrainiens, les Russes de la Grande Russie formaient un élément négligeable sauf du point de vue social. La seule question qui restait ouverte était de savoir s'il fallait épargner les susceptibilités russes et si le mécontentement indiscutable apparu depuis l'union chez une grande partie de la population bessarabienne était due à une cause passagère : la crise économique et administrative, ou si elle reflétait une opposition durable envers l'Union. Nous verrons qu'un laps de temps considérable devait s'écouler avant que l'Europe ne reconnût la souveraineté roumaine sur la Bessarabie ;

2° Le problème de Bukovine put être résolu sans grand effort mais non en conformité des principes ethniques. On suggéra d'abord une rectification de frontière qui aurait l'avantage de faire entrer dans la Galicie orientale plus de 800.000 Ukrainiens qui vivaient en masse compacte au Nord de la province. Mais entre temps la question mûrit, l'autonomie de la Galicie était abandonnée, il n'y avait plus d'État ukrainien pour réclamer ses nationaux du Pruth et du Dniestr et il était, pensait-on, inutile d'augmenter le nombre déjà excessif des Ukrainiens sous la souveraineté polonaise. La Bukovine tout entière échut à la Roumanie ;

(1) *History of the Peace Conference*, IV, p. 227.

3° La frontière hongroise souleva de grandes difficultés.

a) La Transylvanie était dès le début hors de discussion. Les Roumains étaient en forte majorité dans onze de ses quinze comtés et comme les Saxons s'étaient ralliés au nouveau régime (dans une assemblée nationale tenue à Mediasch au début de janvier) la minorité magyare irréconciliable n'excédait probablement pas le quart du total. Un fait gênant demeurait : la présence d'une masse compacte de plus de 500.000 székels (1) qui occupait la bordure sud-est des Karpathes, le plus loin possible de la frontière hongroise : exactement au centre géographique de la « Grande Roumanie » — le noyau du fruit ;

b) Dans des enclaves ou dans des îlots dispersés à travers la Transylvanie vivaient environ 300.000 Magyars dont un tiers à l'intérieur et autour de Cluj qui avait été sous l'ancien régime un centre de magyarisation enragée ;

c) Restaient encore les comtés occidentaux de Maramureş, Satu Mare (Szatmár), Salagiu (Szilágy), Bihar, Arad et le Banat (comprenant dans ses limites Timiş, Torontal et Caraş-Severin). La Commission fut unanime à rejeter la ligne de la Tisza fixée par le traité de 1916 et qui eût donné à la Roumanie, sans rime ni raison une vaste pleine peuplée seulement de Magyars. Mais elle fut également unanime à décider qu'à suivre strictement les principes ethniques, on créerait entre les Roumains et les Magyars une frontière inutilisable qui passerait par les « collines enchevêtrées » de la Transylvanie occidentale et rendrait impossible toute communication entre le Nord et le Sud. Aussi attribua-t-on à la Roumanie les trois villes-clé de Arad, Oradea Mare (Nagyvárad) et Satu Mare (Szatmár Németi) mais entre Szalonta et Kisjenö, où il semblait possible de construire un chemin de fer supplémentaire, on décida en faveur de la Hongrie. Il n'est que juste d'ajouter que ces villes devaient leur majorité magyare à deux générations de magyarisation intense dans laquelle l'élément juif avait été l'instrument fidèle de la race dominante et que Arad et Oradea Mare étaient restées toutes deux, jusqu'au sommet de la magyarisation, des centres de culture roumaine, l'une pour l'Église orthodoxe, l'autre pour l'Église uniate ;

4° Restait en outre l'épineux problème de démêler les préten-

(1) Dans les comtés de Csík (86 %), Haromszék (83 %), Udvarhely (95 %), Maros Torda (57 %).

tions serbes et roumaines sur le Banat. Le comté de Caraş Severin était surtout roumain et ne faisait pas l'objet d'un différend véritable. Dans le Timiş, une population totale de 500.000 âmes, ne comprenait que 70.000 Serbes et 169.000 Roumains contre 150.000 Allemands et 78.000 Magyars : il y avait en tout cas une impossibilité géographique à unir ces Allemands à l'Autriche ou à l'Allemagne. Mais c'est sur le comté de Torontal que portait la véritable difficulté, les races y étaient mêlées plus inextricablement qu'ailleurs et tout l'esprit humain eût été impuissant à tracer une frontière ethnique. Il y avait là 199.000 Serbes contre 86.000 Roumains, 125.000 Magyars et 158.000 Allemands. A la fin, on essaya « d'équi-« librer, dans la mesure du possible, le nombre des Serbes sous la « domination roumaine et des Roumains sous la domination yougo-« slave. » Malheureusement, on décida au dernier moment d'attribuer à la Serbie les villes de Vršac et de Bela Crkva (Versecz et Weisskirchen) ce qui coupait les communications par voie de fer entre Timişoara, Arad et le Danube et vouait (comme l'avenir le montra) ces deux villes à la stagnation et à la décadence. En outre, cette décision allait contre les principes suivis pour la frontière hongro-roumaine.

Les recommandations du Comité furent adoptées sans changement par le Conseil Suprême. Mais Brătianu refusa de les endosser et protesta vigoureusement contre la manière dont les Roumains avaient été exclus de ces décisions qui pour eux étaient vitales. Sans doute avait-il raison de protester contre le « tsarisme synodique » des « Big Five » surtout quand celui-ci s'exprimait par l'organe brutal et excessif de Clemenceau et parmi les autres petits États beaucoup qui n'avaient pas été consultés partageaient le ressentiment de Brătianu. Ce dernier avait incontestablement le droit de résister au Conseil qui demandait ou plutôt exigeait — d'une manière aussi arbitraire que mal fondée — que la Roumanie désarmât à une date fixée sans se soucier des armements de la Russie dirigés contre elle et la Pologne, et des desseins révolutionnaires de l'État bolchévique sur l'Europe Centrale. La mystérieuse faveur dont on fit preuve à l'égard des Bolchévicks est une des tendances encore inexpliquées de la Conférence et nulle part elle n'apparaît mieux que dans les négociations avec la Roumanie. Il faut ajouter à cela la tentative d'arracher à la Roumanie des concessions industrielles très importantes au profit d'un groupe de financiers juifs-américains sous peine de perdre

le soutien de l'Amérique à la Conférence. On comprend facilement combien de tels incidents augmentèrent la xénophobie d'un homme soupçonneux par nature et d'autant plus rétif à toute dictature qu'il inclinait lui-même à être un dictateur.

Plus contestable est l'opposition qu'il fit à l'insertion dans le traité avec l'Autriche d'une clause obligeant les États Successeurs, dont la Roumanie, à donner aux minorités sur les territoires nouvellement acquis des droits conformes aux exigences des Puissances alliées et associées. Il n'assista pas à la séance du 2 juin où une première épreuve du traité fut présentée aux délégués autrichiens, et, dix jours après, lors de la promulgation des frontières, il se retira plein de colère à Bucarest laissant au négatif Mişu des instructions « non pour négocier, mais pour résister (1) ».

Les événements de Hongrie avaient rendu nécessaire la promulgation des frontières. Dès le 4 mars 1919, le faible gouvernement libéral-socialiste du comte Károlyi s'était effondré, il avait reçu le coup de grâce en même temps que la demande d'évacuation de la Slovaquie méridionale faite par le colonel Vyx, représentant militaire des Alliés à Budapest. A Károlyi succéda une république soviétique avec Béla Kun et d'autres aventuriers inconnus, la plupart des anciens chefs politiques furent arrêtés ou s'enfuirent du pays : toutefois, l'armée rouge, organisée par Kun et Bœhm, reçut un certain renfort de la part d'officiers de l'ancien régime, elle était en effet le seul espoir d'empêcher les États voisins de se livrer à des usurpations nouvelles. En l'espèce, comme dans celle de la Russie soviétique, le Conseil suprême fit d'abord preuve d'une modération qui contraste de façon frappante avec le traitement qu'il infligeait à ses petits alliés : on envoya le général Smuts négocier avec Kun. Devant l'échec de ces négociations, le Gouvernement roumain, très inquiet de voir un tel régime s'établir à ses portes, dans un des centres stratégiques d'Europe, eut recours à des mesures militaires et au milieu d'avril repoussa l'armée rouge sur la Tisza. Cette initiative augmenta les frottements à Paris : le Conseil interdit péremptoirement à la Roumanie d'occuper Budapest, mais il n'était pas prêt à adopter la solution proposée par Brătianu et à envoyer une armée inter-alliée pour rétablir l'ordre. Kun, encouragé par la

(1) V. V. Tilea : *Acţiunea Diplomatica a României*, 1919-20, p. 18. Ce livre, défense intelligente et convaincante de la politique du Dr Vaida est jusqu'ici la seule explication roumaine sérieuse sur ce sujet controversé.

singulière douceur du Conseil à son égard, réorganisa l'armée d'après les principes de l'ancienne discipline et monta à la fin de mai une offensive contre la Slovaquie où la nouvelle armée tchécoslovaque était à peine formée. Ce faisant, il espérait conquérir la Slovaquie à la Hongrie et établir un contact direct avec la Russie à travers la Galicie. Les vives protestations du Dr Beneš obligèrent les Dix à agir : un ultimatum fut envoyé le 8 juin et Kun évacua le territoire contesté espérant ainsi sauver le régime soviétique. Ce geste eut le plus mauvais effet sur le moral de l'armée et l'anarchie menaçait. Le Conseil suprême opposa son veto à l'offre roumaine de « rétablir l'ordre » à Budapest ; et il faut admettre que le tempérament intransigeant que Brătianu avait montré à Paris ainsi que ses revendications territoriales exagérées justifiaient des craintes de représailles pour le cas où on lui aurait laissé les mains libres en Hongrie. Mais, à la fin, Foch fut autorisé à rédiger un plan d'action en collaboration avec les autorités militaires roumaines, plan qui devait être appliqué le 20 juillet. Béla Kun le devança de vingt-quatre heures. Dans un dernier espoir de regagner sa popularité sur un coup de dés et aussi pour envoyer à Budapest affamée les riches moissons des districts de la Tisza, il monta une offensive contre la Roumanie avec 85.000 hommes, informant Paris avec impudence que son but était de contraindre les Roumains réfractaires au respect des frontières prescrites par le Conseil Suprême.

Les Roumains avaient surveillé de près la situation de la Hongrie, ils ne furent donc pas surpris. Après cinq jours d'un combat opiniâtre, l'armée rouge s'effondra, et avec elle le régime bolchevick : Kun et quelques-uns de ses associés s'échappèrent à Vienne, tandis que le sanguinaire Szamuély se tuait de crainte d'être pris. Pendant les premiers jours d'août, tandis que l'archiduc Joseph, en étroite coopération avec les représentants de l'Entente, s'efforçait de rétablir l'ordre et de reprendre contact avec le Gouvernement contre-révolutionnaire de Szegedin, les Roumains occupèrent Budapest et les alentours, ignorant tranquillement les foudres mouillées de Paris. Brătianu se vengeait d'une longue série d'affronts. Partant du principe que les « Trois étaient des Bolchevicks inconscients » et que leur attitude était « pleine de malice et de danger (1) »,

(1) Ces paroles furent prononcées dans une conversation avec le très sympathique Dr Dillon *(History of the Peace Conference)*, IV, p. 18.

il ne fit pas le plus petit effort pour se concilier les Alliés et détruisit promptement la gratitude qu'il aurait pu recueillir chez les Magyars pour sa part dans leur délivrance. Les mots tact et modération ne figuraient pas dans son vocabulaire et il laissa les mains libres aux autorités militaires pour les réquisitions les plus brutales et les plus exagérées. Exemple caractéristique de sa curieuse mentalité : au moment même où il soulevait les pires ressentiments chez les Magyars de toutes classes, « il se plaisait à envisager une « alliance hongro-roumaine, que cimenterait l'union des deux « couronnes » et que rendrait invincible un accord avec la Pologne et l'Ukraine (1). Sans doute Brătianu, au courant de la honteuse histoire des chasses aux concessions faites par les intérêts alliés et associés dans le Banat, l'Ukraine et ailleurs, sentait-il que le Conseil suprême manquait d'une base morale suffisante pour fulminer contre lui. Son commissaire à Budapest, Diamandi, ancien ministre à Pétrograde, se refusait à prendre ses ordres ailleurs qu'à Bucarest et citait tranquillement à un général de l'Entente le proverbe roumain. « Un âne même ne tombe pas deux fois dans le même « sable mouvant. »

Il ne faut pas essayer d'atténuer le caractère regrettable des réquisitions roumaines. Non seulement d'énormes stocks de blé, de fourrage, de bétail et de machines furent saisis, non seulement les chemins de fer roumains furent réassortis en locomotives et en matériel roulant mais à maintes reprises des maisons particulières furent pillées et saccagées. Des usines furent démantelées de gaîté de cœur non pour faire usage de leur matériel mais pour handicaper leur pouvoir de concurrence et d'exportation (2). Il y eut sans doute beaucoup de cas de chantage, de corruption et de vengeance. Mais comme ces incidents ont été proclamés dans le monde entier à son de trompe, par une propagande persistante, il est nécessaire de montrer l'autre côté de la médaille. Deux maux ne font jamais un bien mais il y a une différence entre un pillage gratuit et sans provocation et des représailles pour deux années de réquisitions sur une échelle gigantesque. On savait que l'armée d'occupation des Empires Centraux avait enlevé à la Roumanie 2.500.000 tonnes

(1) *History of the P. C.*, IV, p. 232.
(2) Beaucoup de ce matériel fut tout simplement détruit. L'auteur vit en novembre 1920 des centaines de wagons ouverts, chargés de butin sur des voies de garage près de Cluj, ruinés et inutilisables — et ce n'est là qu'un exemple.

de blé et une quantité de vivres incalculable. Avant la guerre, les chemins de fer roumains étaient desservis par 1.200 locomotives, on ne leur en avait laissé que 50. Plus d'une mine avait été dévastée et des milliers de maisons avaient été vidées de leur contenu (1). Les victimes étaient évidemment sans recours, mais elles purent quelquefois faire des marques sur les billets et identifier les pillards : quand une occasion de vengeance se présenta, la nature humaine ne les laissa pas se contenter d'une reprise d'égale valeur mais souvent les entraîna à des exigences usuraires voire même au pillage.

La rupture entre Bucarest et Paris était complète. Les Roumains continuaient à occuper Budapest et Brătianu que le Conseil avait si souvent ignoré, à qui on avait tout juste permis de voir le texte du traité avec l'Autriche quelques heures avant qu'il fut communiqué aux Autrichiens, Brătianu se vengeait maintenant en laissant sans réponse les télégrammes les plus pressants. La situation était devenue impossible : la Roumanie, par sa prompte intervention, avait sauvé les pays danubiens du communisme ou de l'anarchie, mais il ne pouvait lui être permis de braver indéfiniment l'autorité de la Conférence de la Paix. On décida d'envoyer Sir George Clerk à Bucarest pour obtenir de Brătianu une déclaration claire sur ses intentions et si possible un engagement au sujet des réparations. En même temps, le traité avec l'Autriche était signé à Saint-Germain le 10 septembre, sans le concours de la Roumanie. Brătianu accueillit cet événement par un acte caractéristique de sa manière d'être : il démissionna pour protester contre l'article LX du traité, affirma qu'il rallierait le pays contre la dictature étrangère, que le Roi le suivrait et que sa majorité parlementaire, bien qu'artificielle, rendait sa position inexpugnable.C'était une triple erreur : le roi Ferdinand montra une fermeté inattendue car il ne convenait pas à la dynastie de se brouiller avec toutes les alliances occidentales, il forma un Cabinet en dehors des partis avec le général Vaitoianu, et Mișu comme ministre des Affaires étrangères. Il décida en outre de mettre le pays à l'épreuve d'élections générales pour cette raison que la Chambre élue durant l'occupation allemande

(1) A Belgrade, en décembre 1914, 10 jours après l'évacuation par l'Autriche, l'auteur apprit que des voitures de déménagement étaient venues de Hongrie en traversant le fleuve et avaient été envoyées vers certaines maisons spécialement désignées (on pourrait les nommer) pour en prendre le contenu. Des faits semblables se produisirent à Bucarest, le plus frappant exemple est sans doute celui de Take Jonescu dont la maison fut vidée par une escouade de 80 hommes agissant d'après des ordres.

était une duperie et que la reconstitution de la Chambre de 1914 était impraticable.

Pour la première fois dans l'histoire de la Roumanie, la pression officielle se relâcha, des élections réellement libres eurent lieu avec le résultat surprenant de réduire les libéraux à 93 alors qu'ils détenaient 244 sièges dans l'ancien royaume, à peine furent-ils représentés dans les autres provinces. En Transylvanie, le Parti National avec Maniu et Vaida-Vœvod emporta tout et s'allia bientôt avec le « Parti Paysan du Royaume » nouvellement constitué. Le Roi, encore hypnotisé par Brătianu et craignant des courants radicaux chez les paysans, resta attaché pour quelque temps à l'incolore gouvernement Vaitoianu et le laissa négocier avec Paris. La conversation entre le premier ministre démissionnaire et le délégué des Puissances se poursuivit avec la dernière urbanité, mais Brătianu resta absolument inflexible sur la question des minorités et sur le partage du Banat, et, bien qu'il promit d'envoyer des instructions contre toute nouvelle réquisition en Hongrie, il ne fit rien pour remplir sa promesse. Après le retour de Sir George Clerk à Paris, il y eut un répit de quelques semaines, mais, à la fin de novembre, il parut à l'évidence que le gouvernement Vaitoianu n'était pas sincère dans ses professions de foi à l'égard de la Conférence, et un ultimatum transmis à Bucarest exigea l'acceptation immédiate des décisions alliées sous peine de rupture diplomatique.

Malgré l'humeur combative de Brătianu, il ne pouvait être sérieusement question de continuer la résistance et la crise fut résolue par la démission du général Vaitoianu et la formation d'un Cabinet soutenu par les Transylvains et le nouveau Parti Paysan. M. Maniu demeura au « Directoire » mais son plus proche collaborateur, le Dr Vaida-Vœvode, devint premier ministre. La nomination de Jean Mihalache, jeune maître d'école paysan à l'idéal très élevé et d'une grande éloquence et celle du Dr Lupu, le seul qui eût sérieusement critiqué la réforme agraire du Parlement de Jassy en 1913, étaient des gestes démocratiques mais qui alarmèrent la Cour et qui servirent dès le début à une campagne d'intrigues et de calomnies. Le général Averescu, le front toujours ceint de l'auréole du « Paysan-général », fit également partie du Cabinet mais l'abandonna dans les 15 jours avec l'intention d'organiser un « Parti du Peuple » à son idée.

Au D[r] Vaida échut la tâche ingrate de réparer les vitres que ses prédécesseurs avaient cassés : dans un bref laps de quatre mois il opéra une transformation complète dans les relations de la Roumanie avec le reste du monde. Le 9 décembre, au nom du nouveau cabinet, le général Coanda signa le traité des minorités auquel Brătianu s'était si longtemps et si obstinément opposé. Quand on étudie soigneusement ce document, il est impossible de découvrir aucune raison valable pour cette résistance sauf l'amour-propre blessé par le fait qu'il avait été administré comme une médecine plutôt que mûri d'un commun accord. L'autre raison sur laquelle la Pologne a si souvent insisté — à savoir que de tels traités doivent être valables à l'encontre de toutes les Puissances grandes ou petites — est digne de retenir l'attention de quiconque voit dans le problème des minorités une des questions fondamentales de l'Europe d'après-guerre. Toutefois refuser tout engagement à l'égard des minorités tant que cette égalité n'a pas été garantie, c'est un moyen dangereux d'éluder des devoirs certains : les rapports peu confiants qu'il entretenait avec Brătianu sur toutes les questions permettent de supposer que le Conseil Suprême avait interprété en ce sens l'attitude du ministre roumain.

Les dispositions essentielles du traité garantissaient l'égalité complète des droits civils et politiques pour tous les citoyens du nouvel État « sans distinction de race, de langue ou de religion » et reconnaissait que « toute personne née en territoire roumain et « qui n'avait pas la nationalité d'un autre État, recevait *ipso facto* « la nationalité roumaine » (§ 6). La Roumanie était obligée de concéder la citoyenneté à tous les anciens sujets austro-hongrois nés sur le territoire à elle transféré, mais dans les deux ans qui suivaient la mise en vigueur du traité ces personnes conservaient le droit d'opter « pour toute autre nationalité qui pourrait leur être ouverte ». Dans ce cas, elles devraient se transporter avant un an dans le pays de leur choix mais elles étaient autorisées à conserver leurs biens en Roumanie.

Il était spécifié par ailleurs que la Roumanie procurerait « des facilités suffisantes » aux minorités du point de vue de la langue, à la fois devant les tribunaux et dans les écoles primaires (§§ 8 et 9) ; que, dans les districts peuplés « dans une proportion considérable » par des non-Roumains, elle leur accorderait « une part équitable » des subventions publiques octrogées à l'instruction et à la religion.

En particulier, les Szekels et les Saxons devaient jouir « d'une autonomie locale en matière d'école et de religion » (§ 11). Toutes les minorités devaient être libres d'entretenir des écoles ou d'autres institutions à leurs frais (§ 9). L'article 7 prévoyait la naturalisation automatique de tous « les Juifs habitant le territoire roumain et ne possédant pas une autre nationalité ». Il serait oiseux de prétendre que toutes ces obligations furent remplies à la lettre : mais ceux-là seuls qui s'aveuglent volontairement ou bien visent à l'assimilation peuvent prétendre que ce traité contient quoi que ce soit contraire aux intérêts essentiels de l'unité de l'État et qu'il lui manque rien de ce qui était nécessaire au règlement de cette question malheureuse.

C'est un grand malheur que la politique intérieure de la Roumanie de 1920 à 1928 ait épousé les contours d'une doctrine inflexiblement centralisatrice, et qu'en isolant les chefs politiques transylvains plus libéraux, on ait laissé la question raciale entre les mains des hommes de l'ancien royaume à qui la conception d'un État polyglotte n'était pas familière et dont l'idéal bureaucratique était celui du Premier Empire. Quand enfin les Transylvains vinrent au pouvoir après la chute de Vintilă Brătianu en 1928, une des premières initiatives du Dr Maniu fut de faire exécuter une enquête approfondie sur le problème des minorités, et son intention était de proposer une sorte de Charte ou de Statut des Minorités garantissant le maximum d'autonomie locale compatible avec un pouvoir central exécutif suffisamment fort. Mais avant que ce projet ait pu prendre une forme concrète, la grande crise économique s'était abattue sur la Roumanie comme sur ses voisins, toutes les énergies disponibles s'étaient consacrées à une législation de détresse et au problème brutal de « joindre les deux bouts » : un régime semi-dictatorial avait suivi et bien que cette expérience pernicieuse eût été abandonnée alors qu'il en était encore temps, le moment favorable était passé et la Charte à laquelle beaucoup attachaient de grands espoirs avait été remise aux Calendes roumaines.



La signature du traité des Minorités permit à la Roumanie de reprendre ses relations amicales avec les Puissances. Le Dr Vaida fit une visite personnelle à Paris et à Londres où son attitude digne et conciliante lui valut une réputation d'or. Ses rapports avec

Mr. Lloyd George et sa réception par le Roi furent particulièrement cordiaux. Dans la question épineuse du Banat, il accepta l'arbitrage du Conseil Suprême, ce qui était un moyen honorable de consentir au partage suivant la frontière déjà fixée à Paris. Le démêlé avec la Tchécoslovaquie au sujet de la frontière septentrionale du Muramureș cessa de s'éterniser et fut réglé par un équitable compromis. Les difficultés techniques relatives au Statut du Danube furent rapidement écartées grâce à une attitude de conciliation réciproque Mais le Dr Vaida remporta son principal succès devant la Conférence réunie le 3 mars à Londres : les Puissances alliées reconnurent sans réserve la Bessarabie comme partie intégrante de la Roumanie en dépit des revendications de l'Union soviétique.

Malheureusement l'homme d'État le plus habile ne peut être en deux endroits à la fois, et tandis que le Dr Vaida restaurait le prestige international de la Roumanie, de vastes intrigues se nouaient à Bucarest : elles aboutirent le 13 mars à son brusque renvoi sans qu'il ait été préalablement consulté ni même invité à discuter la situation. Cet acte, le plus critiquable du règne de Ferdinand, ne peut être mis d'accord avec l'esprit de la constitution roumaine ; l'inquiétude née des projets radicaux du Dr Lupu, ministre de l'Intérieur, n'est qu'un prétexte transparent ; sans doute la véritable cause était-elle la pression de milieux agraires réactionnaires qui craignaient des mesures plus décisives de la part des Transylvains et de leurs alliés paysans que des politiciens du « Regat ». La nomination du général Averescu eut pour objet de canaliser le mouvement agraire à travers la personnalité d'un général idolâtré qui était lui-même un paysan. Lui confier le pouvoir c'était écarter tout danger de le voir devenir un Boulanger : il allait épuiser goutte à goutte sa popularité, il cesserait d'être une force politique de premier rang, on pourrait alors en revenir aux méthodes d'avant-guerre et former des gouvernements de parti. Averescu fit procéder à des élections immédiates et fit artificiellement sortir du sol un « Parti du Peuple » qui jusque-là n'existait pas et qui remporta 209 sièges sur 369. Il affermit encore sa position en concluant un pacte avec Take Jonescu qui devint ministre des Finances et réserva l'épineux portefeuille des Finances à M. Nicolas Titulescu, le plus brillant de ses partisans et plus tard son héritier politique.

Le facteur décisif dans ce coup d'État d'en haut, à peine

dissimulé, ç'avait été la question agraire. M. Mihalache, ministre de l'Agriculture, avait très instamment demandé un élargissement de la réforme au delà de la limite arbitrairement fixée à 2.000.000 d'hectares et l'extension à l'Ancien royaume des principes plus radicaux adoptés en Bessarabie ; au surplus, il avait trop insolemment défié ses adversaires en déclarant que ces derniers ne laisseraient pas passer son projet de loi attendu qu'un « tel certificat de compétence délivré aux nouveaux partis » serait également « la condamnation de ceux qui avaient gouverné jusqu'alors le pays (1) ». Les grands boyards profitèrent de leurs rapports avec le Palais pour dénoncer avec insistance les projets « bolchevistes » du Gouvernement et pour empêcher Mihalache d'obtenir une audience et d'exposer ses vues. M. Garoflid, le meilleur orateur du parti des grands propriétaires, le remplaça et c'est lui qui donna la dernière touche à la réforme agraire. Sa loi, promulguée seulement le 21 juillet 1921, respectait les différences de principe et d'application entre l'Ancien Royaume et les nouvelles provinces mais tendait à coordonner ces dispositions différentes. Il faut ajouter que la réforme de Garoflid, si elle n'alla pas aussi loin que le souhaitaient des esprits ardents, n'en resta pas moins fidèle aux engagements de 1917 et 1918 et put équitablement passer pour un compromis entre les deux extrêmes. Politiquement, toutefois, le soudain changement de régime fatigua sérieusement la machine et retarda la consolidation du pays : les Transylvains subirent vexations et outrages, les cliques partisanes de Bucarest s'appliquèrent de propos délibéré à les tenir à l'écart des charges jusqu'à ce que l'appétit les contraignît à accepter sur la base d'une profonde inégalité. On chercha à stéréotyper cette situation artificielle en apportant des correctifs au suffrage universel et en pratiquant une corruption électorale qui laissa bientôt dans l'ombre les méthodes de la Hongrie d'avant-guerre. Cependant, la majorité artificielle d'Averescu se désagrégea, la mort enleva prématurément le généreux et imaginatif Take Jonescu et les libéraux, inéluctablement, reprirent le pouvoir sur les bases anciennes : centralisation, xénophobie, mesures favorisant les villes aux dépens des campagnes. Le roi Ferdinand, dont la santé s'affaiblissait, devint de plus en plus le prisonnier du parti

(1) Mitrany, *op. cit.*, p. 115-19.

libéral ; la situation se compliqua à l'extrême quand le Prince Carol renonça au trône.

La mort du Roi en 1927 mit le pouvoir entre les mains d'une régence à trois mal conçue et qui ne pouvait gouverner : le pays se trouva devant la trouble perspective des douze ans de minorité d'un enfant-Roi. Mais la mort exerça une fois de plus une influence décisive sur le cours des événements, en emportant successivement Ionel Brătianu, son frère et successeur Vintila et enfin le régent Buzdugan, elle affaiblit l'oligarchie libérale, rendit possible un gouvernement national paysan et enleva les obstacles qui empêchaient le prince Carol de revenir d'exil. Après 1928, les conditions politiques semblèrent peu à peu devenir plus saines : par-dessus tout, la réconciliation si longtemps différée du Régat et de la Transylvanie devint un fait accompli. Malheureusement, la crise universelle survint trop vite, mit en pièces le programme économique et social du nouveau Gouvernement et créa une situation instable au milieu de laquelle les solutions dictatoriales et fascistes trouvèrent un nombre d'avocats sans cesse plus imposant. Sans aucun doute, si la Révolution put être évitée, ce fut grâce à la réforme agraire si critiquée de 1917-20, réforme qui avait immunisé les masses paysannes contre la contagion des doctrines communistes de Russie. Aujourd'hui, il ne manque pas de souffrances et de mécontentement dans les villages ; mais, depuis que Staline a détruit en U. R. S. S. l'économie paysanne, les plus fous savent ce qui est arrivé au voisin et tiennent prête leur pompe à incendie.



Restent maintenant à décrire les dernières étapes qui précédèrent la conclusion de la paix. Notre bref résumé a montré comment les relations de la Hongrie avec ses trois voisins furent ruinées par l'incroyable maladresse des armistices successifs. Il était absolument nécessaire d'en réviser les termes car ils contenaient des erreurs et des bévues qui eussent affecté l'existence même des États successeurs, mais tout changement devait naturellement passer à Budapest pour un nouveau manque de foi, ou en mettant les choses au mieux comme un autre coup de destin. L'arrivée du régime bolchévique en Hongrie, et l'impossibilité de négocier normalement avec lui devaient nécessairement faire remettre un accord que retardaient

déjà les questions plus importantes de politique universelle dont le Conseil avait à s'occuper. L'invasion de la Slovaquie créa une dernière complication : elle obligea les Alliés à fixer les frontières de la Hongrie et à rendre leur décision publique. A un moment où toute négociation sérieuse avec la Hongrie était impossible, il était nécessaire de recourir à des méthodes dictatoriales nouvelles pour Versailles. « Et les décisions prises étaient en fait irrévocables, « car les Grandes Puissances ne pouvaient revenir en arrière sans « rompre leurs engagements à l'égard des petits Alliés (1). »

Après la Terreur Rouge vinrent l'occupation roumaine, la chute de Kun, la Terreur Blanche et pour un temps, le chaos. Le 26 novembre seulement un cabinet de concentration put se former à Budapest sous la régence de l'amiral Horthy, il fut reconnu par les Alliés. La délégation hongroise reçut la communication des conditions de paix le 16 janvier 1920 ; à cette occasion, le vieux comte Albert Apponyi prononça un remarquable discours où il protestait contre le caractère exclusif des débats, violation certaine des principes du Président Wilson. Un mois s'écoula avant la réponse hongroise. On accéda à la requête de ne pas appeler dans le préambule, la Hongrie une République mais on rejeta le recours aux plébiscites avant le démembrement — « demande principale et fondamentale » des Hongrois, bien que ces derniers promissent aux non-Magyars une « large autonomie culturelle et même territoriale » et une « solution « spéciale pour la Transylvanie ». La réponse des Alliés le 6 mai 1920 déclarait que les plébiscites étaient superflus et « ne donneraient « pas des résultats très différents de ceux auxquels on était « arrivé après une étude minutieuse des conditions ethnographiques « et des aspirations nationales. La volonté des peuples s'était « exprimée en octobre et en novembre 1918 lorsque la Monarchie « Dualiste avait disparu sous les coups des Puissances et quand « les peuples longtemps opprimés avaient fêté leurs frères roumains, « yougoslaves et tchécoslovaques (2) ». Tout ce que les Alliés pouvaient faire, c'était de nommer une Commission des frontières dont la tâche serait d'enquêter sur toutes les questions « en opposi- « tion avec les nécessités ethniques ou économiques », à la suite de quoi le Conseil de la Ligue pourrait offrir ses services pour effectuer

(1) *History of the Peace Conference*, IV, p. 416.
(2) *Ibid.*, IV, p. 423. Voir aussi *Justice for Hungary*, p. 102.

« des rectifications du tracé original » par un accord amical entre les parties intéressées. Cette phrase qui figure dans la lettre-préface du 6 mai signée par le Président Millerand, fit naître des espoirs exagérés dans l'esprit des délégués hongrois : depuis elle a été constamment citée comme un engagement souscrit par les Alliés en faveur d'une révision. Il est difficile de comprendre, à la lecture attentive de ce texte, comment un malentendu aussi regrettable a pu se produire : il est évident que la phrase incriminée ne se réfère qu'à des points minimes de rectification locale et non à quoi que ce soit qui mérite le titre ambitieux de révision. A la vérité, il tombe sous le sens qu'en mai 1920 les Alliés, même s'ils voulaient s'assurer l'aide militaire de la Hongrie contre la Russie bolchévique, n'auraient pu souscrire un engagement qui les eût mis en conflit perpétuel avec trois de leurs Alliés. Le comte Apponyi sortit de la Délégation hongroise pour protester contre l'attitude des Alliés, mais la résistance était sans espoir et le 4 juin le Traité de Trianon était signé sur les bases établies un an auparavant. L'Unité roumaine était un fait accompli.



Le Traité de Trianon termine l'époque la plus importante de l'histoire de la race roumaine : ce qui suit appartient à l'histoire contemporaine et sort du cadre de ce récit. Le nouveau pays eut à faire face à de gigantesques problèmes de reconstruction qui, quinze ans après, restent en grande partie à résoudre. Deux générations de paix et un sage gouvernement peuvent faire de la Roumanie un paradis sur terre car elle a de grandes ressources naturelles et tout ce qui est nécessaire à une économie bien organisée. Mais sa principale force est le paysan roumain qui, au milieu des circonstances politiques les plus contraires, a montré une endurance et un courage viril qui frôlent le miracle.

Appendice I

LA BUKOVINE ET LA BESSARABIE SOUS LA DOMINATION ÉTRANGÈRE

Numériquement et pour des raisons de géographie et de tradition, la Transylvanie forma toujours le problème central de la politique raciale roumaine ; cependant, il existe deux autres provinces importantes qui, un siècle et demi avant la libération, connurent une évolution propre et auxquelles nous devons consacrer une brève étude : ainsi le lecteur pourra se rendre compte de la position relative de tous les pays roumains à la veille de la Grande Guerre.

Il faut se rappeler que le premier partage de la Pologne sauva la Turquie d'un sort identique, que par le remarquable traité de Kutchuc-Kainadji en 1774 la Russie préféra un simple protectorat sur les Chrétiens de Turquie à l'annexion effective des deux Principautés, que cette décision eût pu entraîner des frottements avec l'Autriche et la Prusse, si les armées russes n'avaient évacué sans retard la Moldavie dont finalement Joseph II fit occuper les districts septentrionaux par ses propres troupes. Ces dernières furent graduellement augmentées en 1774 tandis que de lentes négociations étaient entreprises avec la Porte et se prolongeaient par des intrigues fâcheuses montées par les cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin. Les Turcs avaient immédiatement consenti en principe à céder Oltenia, qui avait appartenu à l'Autriche de 1718 à 1739, mais Joseph, qui attachait encore plus d'importance à la Moldavie septentrionale, chaînon stratégique entre la Transylvanie et la Galicie, réussit à gagner Kaunitz à ses vues. Pour revendiquer Pocutia, dire qu'autrefois elle avait fait partie du morceau de la Pologne récemment acquis par l'Autriche, était un prétexte trop mince pour séduire même les avocats d'usurpation dont ce

siècle était si riche. La cession du territoire turc fut enfin entérinée par la Convention du 7 mai 1775 mais, dès le mois d'août, le baron Splényi avait établi son quartier général à Cernăuti ou Czernowitz.

La nouvelle province reçut officiellement le nom de Bukovine — « le bois de hêtre » — nom qui lui allait à merveille car elle contenait surtout d'énormes forêts très médiocrement peuplées. Ses habitants étaient en grande majorité des Roumains, mais le long du Dniestr et vers Cîmpolung, la population ukrainienne se développait vers l'Ouest à leurs dépens, tandis que dans les villes-marchés le commerce était généralement entre les mains des Arméniens et des Juifs. Quand les Autrichiens arrivèrent, ils ne trouvèrent pas un seul médecin ou apothicaire dans tout le pays, pas de ponts, à peu près aucune route, pas plus de deux écoles officielles et deux ou trois institutions privées. La plus grande partie du pays appartenait à des monastères, au nombre de 26 (1), et dont les plus vénérables vivaient encore des fondations d'Étienne le Grand et d'autres princes moldaves mais étaient tombés, comme le reste, en décadence sous la domination turque et avaient été effroyablement mal administrés par des moines étrangers (2). Leur réforme fut une des premières tâches de la nouvelle administration militaire ; elle eut des résultats heureux et durables. La Bukovine forma un diocèse séparé, transféré de Radăuţi à Cernăuţi et détaché de la juridiction du métropolite de Jassy. Peu de temps après, Joseph II la plaça dans la dépendance du métropolite orthodoxe serbe de Karlovci, mais en raison de la distance et comme l'autorité civile était exercée dans un cas par les Autrichiens et dans l'autre par les Hongrois, tout danger sérieux d'intervention se trouva écarté. Au surplus, tous les monastères ayant été fermés à l'exception de 7 d'entre eux, leurs revenus formèrent en 1786 ce que l'on appela le « Religionsfond » ; depuis lors ces terres furent administrées par l'État et le bénéfice versé en dotation au siège épiscopal, servit à entretenir le petit et le grand séminaire et d'autres œuvres ecclésiastiques. La grave crise financière qui s'abattit sur l'Autriche pendant la période napoléonienne réagit sur le « Religionsfond »

(1) Il y avait aussi trois couvents de femmes.

(2) La plus importante était la fondation d'Étienne à Putna (1466), Suceava (1514 faite par son fils Bogdan III), Moldaviţa (1531 par Peter Rareş), Suceaviţa (par la famille Movilă) et Dragomirna (1602 par le Métropolite Anastasius Crimca) — la plupart étaient solidement fortifiés et conservent encore des fresques intéressantes, des reliques et d'autres trésors.

et retarda les effets de la réforme. Mais, pendant la seconde moitié du XIXe siècle, la situation s'améliora progressivement, et le surplus des ressources permit d'augmenter constamment le traitement des membres du clergé, les pensions de leurs veuves, la dòtation des écoles orthodoxes et d'ériger une cathédrale et un palais métroplitain à Cernaŭti — ce dernier d'ailleurs d'une royale extravagance. Il est bon d'insister dès l'abord sur l'aspect ecclésiastique des affaires, car l'attitude éclairée de Joseph II qui respecta, tout en les réformant et en les surveillant, les fondations pieuses des anciens princes, fit plus que toute autre chose pour assurer la survie et le progrès de l'élément roumain pendant les 150 années de la domination autrichienne.

Le nouveau régime s'appuya sur des commissaires militaires bien choisis comme Splenyi et Enzenberg. Le dernier était particulièrement qualifié puisqu'ayant commandé un des régiments de la frontière valaque il connaissait le caractère du peuple qu'il allait gouverner. Le comte Blumegen, chancelier, était également d'avis que la Bukovine devait être gouvernée conformément à ses propres traditions et qu'il fallait s'efforcer de « gagner la confiance de la nation moldave aussi profondément que possible (1) ». Mais en 1786, Joseph, cédant à sa passion centralisatrice, décida de faire de la Bukovine un simple « Kreis » ou district et de l'unir à la Galicie, alors comme toujours la plus grande des 17 provinces de l'Autriche. En même temps il abolit les titres de Boyard et de Mazil et mêla leurs possesseurs à la noblesse galicienne, sans égard aux protestations presqu'unanimes des intéressés. La Bukovine souffrit sans doute de ces décisions qui ne produisirent jamais en fait toutes leurs conséquences légales et qui ne furent jamais entièrement appliquées. Après la mort de Joseph la Chancellerie aulique proposa de rapporter ces mesures et bien que Léopold II n'ait pas accepté cette suggestion, la province se trouva pendant les deux générations suivantes sous un statut quelque peu hybride, dû sans doute à son éloignement et à la stagnation qui suivit les grandes guerres. Bien que n'ayant pas obtenu une diète particulière, elle ne prit aucune part aux sessions de la diète de Galicie avant l'année 1817, et conserva ses tribunaux séparés et son organisation fiscale propre. Il faut ajouter que les Autrichiens s'employèrent immédiatement

(1) Nistor, *der Nationale Kampf in der Bukovina*, p. 174.

à améliorer — il serait plus juste de dire à créer — un niveau intellectuel, ils établirent pendant la première décade neuf écoles (6 Roumaines, 1 latine, 1 grecque et 1 allemande), trois écoles normales (mixtes : roumaines et allemandes) et un séminaire. De notre point de vue moderne c'est un maigre résultat, toutefois il n'est pas si maigre si on le compare aux efforts faits à l'époque dans les pays voisins.

On peut donc dire que la Bukovine végéta pendant la première moitié du XIXe siècle ; seul événement de quelqu'importance, les empereurs François et Alexandre eurent en 1823 une entrevue à Cernăuti. La Bukovine prit part à l'effervescence de 1848 mais seulement sous forme de protestations renouvelées contre sa réunion à la Galicie, demandant une diète séparée et son autonomie dans le cadre de la monarchie Habsbourg. Elle trouva un chef de valeur en la personne d'Eudoxiu Hurmuzaki (1), homme de grande culture et sage politique, dont le nom restera associé à l'importante collection de documents que publia sous ses auspices l'Académie roumaine pour servir à l'histoire de la Roumanie et qui fut continuée longtemps après sa mort. Avec d'autres notables, il signa une pétition à l'Empereur qui fut renouvelée, modifiée en la forme, peu après l'accession de François-Joseph au trône. La constitution centralisatrice autrichienne du 8 mars 1849 fit de la Bukovine un duché autonome ; lorsqu'elle fut suspendue sans avoir été éprouvée en 1851, les institutions représentatives tombèrent en désuétude mais l'autonomie administrative subsista et en 1853 les derniers vestiges d'une réunion détestée avec la Galicie ayant disparu, un Landespändent était mis à la tête de la province. En 1861, on tenta une nouvelle expérience de gouvernement constitutionnel, la Bukovine devint une des 17 « Länder » ou provinces de l'empire d'Autriche — la plus petite après Trieste, Gorizia et Vorarlberg, — et en avril de cette même année sa première diète se réunit à Cernăuti. L'éminent métropolite Eugène Hakman devint le premier Landeshauptmann et ce fait prouve une fois de plus le prestige dont jouissait l'Église orthodoxe. Sur ce prélat règnent deux opinions opposées. Les grands services qu'il rendit à la cause de l'orthodoxie non moins qu'à la nationalité roumaine en Bukovine ne peuvent

(1) Sa famille, venue de Chios au XVIe siècle, s'était unie par des mariages à la famille princière de Movilă.

être mis en doute ; mais la médaille a son revers dans le conflit prolongé qui éclata entre lui et le métropolite de Sibiu : Şaguna. Ce dernier en faveur à la cour pendant la période absolutiste d'Alexandre Bach, arriva à la longue à détacher l'Église orthodoxe roumaine de Hongrie de la suprématie fâcheuse du patriarche serbe ; on suggéra alors, et il sembla tout naturel que les Roumains sous la domination des Habsbourg fussent tous placés sous une autorité ecclésiastique unique. Mais Hakman opposa à ce dessein une résistance obstinée et il réussit à maintenir le siège métropolitain de Cernăuti en possession de son autonomie particulière et de ses dotations magnifiques. Mais par là même il accrut l'isolement dans lequel se trouvait ce chétif rameau de la race roumaine dans le flot envahisseur des Slaves.

De bien des points de vue, l'événement essentiel des calmes annales de la Bukovine sous le système dualiste fut en 1875 la fondation de l'Université de Cernauți pour célébrer le centenaire de la domination autrichienne. Le séminaire orthodoxe établi au cours des années vingt se transforma en une faculté de théologie. Il est juste de dire que Vienne vit trop souvent dans le nouveau centre d'études un instrument pour étendre vers l'Ouest la culture allemande, et un grand nombre de chaires furent attribuées à des Allemands dont quelques-uns étaient d'ailleurs très éminents. Cette tendance sous-jacente n'était pas difficile à déceler ; Victor von Scheffel, le héros de la jeunesse universitaire allemande, alors dans ses beaux jours, qui avait quelques années plus tôt écrit un poème pour saluer la nouvelle Université de Strasbourg, bastion du germanisme à l'Ouest, dédia une ode au lointain avant-poste de la culture allemande sur la Pruth. On érigea une statue en bronze de l' « Autriche » réplique en miniature des colossales « Germanias » et « Bavarias » chères au cœur de l'Allemagne impériale à ses débuts. Il faut se hâter de dire que si c'est de la méthode et de la discipline allemande que se recommandait cette organisation et si la majorité des étudiants se recrutaient parmi les Allemands (1), les cultures roumaine et ruthène étaient elles aussi en honneur. L'attitude du Gouvernement à l'égard des Roumains était donc bienveillante — et dans le contraste le plus frappant avec celle de Budapest envers

(1) En 1900, sur 392 étudiants, 218 étaient Allemands, 89 Roumains, 35 Ruthènes, 40 Polonais. Voir *Festschrift* de 1900.

leurs frères de Hongrie — cependant à chaque décade apparaissait davantage le déclin de la population roumaine en comparaison des autres races de la province. Évolution d'autant plus troublante qu'elle n'était pas artificielle, mais naturelle, due au premier chef au manque de contact de la Bukovine avec la Transylvanie et même avec la Moldavie, ensuite à la cessation de l'immigration roumaine en provenance de ces deux pays, et surtout et parallèlement à une immigration ruthène de Galicie progressivement croissante et qui se montrait l'élément le plus robuste. En fait, il n'est pas facile d'expliquer pourquoi les Roumains si bien immunisés contre toute tentative de les russifier se sont montrés si sensibles au slavisme sous sa forme ukrainienne. A l'examiner de plus près, ce problème démontre la folie d'une assimilation imposée par en haut en contraste avec les immenses possibilités d'une assimilation naturelle venant d'en bas.

Quelle que puisse être la véritable explication, les faits ne sont pas douteux. Les Ruthènes, facteur négligeable quand la province échut à l'Autriche, étaient 108.000 en 1848 contre 209.000 Roumains. Depuis cette époque la proportion varia régulièrement comme le montre le tableau suivant :

	Roumains	Ruthènes	Total
	—	—	—
1880	190,005	239,690	568,453
1890	208,301	268,367	642,495
1900	229,018	297,798	730,195
1910	273,254	305,101	794,424

Ce qui signifie qu'entre 1880 et 1890 les Roumains perdirent 4 % du total et pendant les deux décades suivantes à nouveau 10 et 9 % contre des augmentations de 12 et 11 %. Cependant, les Juifs qui n'étaient que 175 familles en 1786 atteignaient 102.000 individus en 1910. La population véritablement allemande se montait à 66.000, vivant pour la plupart en villages homogènes : ils descendaient des mineurs du Zips transplantés en des villes comme Kirlibaba, Eisenau et Freudenthal à la fin du XVIIIe siècle, de paysans du Palatinat et de l'Allemagne du Sud installés à peu près à la même époque et enfin de quelques autres venus de Bohême vers le milieu du dernier siècle. De mœurs et de traditions plus

arriérées, et parlant la « lingua franca » de l'administration, ces Allemands n'éprouvèrent aucune difficulté à garder leur individualité. En revanche, il suffit de parcourir le pays pour découvrir maints villages parfaitement roumains de type et de nom et qui sont devenus aujourd'hui entièrement ruthènes. Dans tout le pays qui sépare le Pruth du Dniestr, les Ruthènes prédominent, alors que le Sud de la province décidément roumain contient, comme l'a montré ce récit, le premier noyau de l'état moldave.



Très différent est le sort de la Bessarabie que la Porte avait cédée à la Russie en 1912 par le premier traité de Bucarest, comme prix de l'évacuation du reste de la Moldavie et de la Valachie.

L'attitude du tsar Alexandre était un complexe de sentiment libéral et de tactique : la Bessarabie était pour lui l'avant-goût d'annexions futures et il désirait s'en gagner les habitants. Aussi nomma-t-il Scarlat Sturdza, l'un des principaux boyards de Bessarabie, chef d'un Gouvernement provisoire qui devait respecter « les lois et les coutumes ancestrales du pays ». Les instructions que le général Chichagov transmit à Sturdza méritent d'être citées : « Vous vous efforcerez de jeter les bases d'un vaste édifice. Protégez « la propriété et les propriétaires ; rendez aussi aisée que possible aux « colons l'acquisition de la propriété. Les charges publiques doivent « être égales pour tous : l'intégrité des agents administratifs doit « faire oublier aux habitants l'absence d'un système législatif régu- « lier. Faites sentir aux habitants les bienfaits d'une administration « paternelle et libérale. Attirez l'attention des peuples voisins sur « cette province en la rendant heureuse. La dernière guerre a fait « naître de grands espoirs chez les peuples chrétiens ; ayez soin « de sauvegarder cette bonne disposition à notre égard et d'écarter « l'influence ennemie. Les Bulgares, les Moldaves, les Valaques, « les Serbes, cherchent une patrie : vous pouvez les aider à en « trouver une (1). » Ces espoirs ne semblent pas avoir été comblés. Les agents supérieurs russes, militaires et civils, étaient à la fois incompétents et corrompus et le comte Kiselev qui joua par la suite un rôle si mémorable dans l'histoire de la Roumanie dit à

(1) Zinkeisen, *Geschichte des osmanischen Reiches*, VII, p. 7.

Alexandre : « Tout est à vendre et les préfets doivent voler plus que « les autres car ils ont payé chacun 20 à 30.000 roubles leur nomi- « nation. »

Il y eut un important exode des paysans qui, ayant fait l'expérience des réquisitions de guerre de la Russie, avaient des raisons de craindre la perte de leur statut sous le régime russe du servage. Même sans cela la province était peu peuplée ; selon les estimations peu sûres que nous avons, elle ne contenait que 250.000 habitants en 1812 ; cette population s'éleva à 412.000, en 1829, à 990.000 à la fin de la guerre de Crimée, à 1.935.000 lors du recensement de 1897 et à 2.393.000 en 1909. Cette augmentation tient au chiffre élevé des naissances et aussi aux encouragements à l'immigration. Les fonctionnaires et les généraux russes qui reçurent pendant les vingt premières années de l'occupation d'extravagantes concessions de terres amenèrent des serfs de l'intérieur tandis que le courant de colons bulgares amorcé en 1770 persistait et que d'autres venus d'Allemagne et de Suisse française formaient des villages prospères vivant une vie à eux.

Par ailleurs, Gabriel Banulescu-Bodoni, né à Bistrița, en Transylvanie et nommé métropolite à Chișinău et Hotin joua pendant dix ans un rôle bienfaisant. Il bâtit un séminaire de théologie dans lequel les trois langues — russe, roumaine et latine — étaient sur un pied d'égalité ; il construisit 200 nouvelles églises dans une province très négligée et surtout il eut l'autorisation d'établir une imprimerie roumaine qui publia des catéchismes et des ouvrages liturgiques. Non seulement les Russes ne s'y opposèrent pas mais, en 1819, ils imprimaient à Saint-Pétersbourg, une bible roumaine — réimpression non pas de la « Bible de Serban » jusqu'alors en usage dans les principautés mais de la version imprimée à Blaj en 1795.

En avril 1818, Alexandre Ier prit un ukase réglant l'autonomie locale de la Bessarabie. Le nouveau régime comprenait essentiellement un Conseil Suprême de 6 membres élus par la classe des Boyards et de 5 nommés par la Russie — en d'autres termes conformément à des principes aussi étroitement oligarchiques que possible. Les deux langues étaient mises sur un pied d'égalité auprès de l'administration et les tribunaux recevaient l'ordre de décider d'après les lois locales et les privilèges « accordés pour toujours » à la province.

Le règne de Nicolas Ier changea tout pour le pire ; bien que d'esprit libéral et fervent admirateur des doctrines constitutionnelles anglaises, le Prince Vorontsef, gouverneur, jugea nécessaire de nager avec le courant, et le métropolite qui succéda à Banulescu fut le premier d'une série de prélats qui tentèrent de russifier l'église. En février 1828 un autre ukase abolit le Conseil Suprême et mit à sa place un corps purement consultatif dont les membres étaient nommés par les autorités. Les tribunaux furent réorganisés à l'imitation de la Russie, le russe devint la langue exclusive de l'administration et le pouvoir se concentra entre les mains d'un gouverneur militaire dépendant directement du gouverneur général d'Odessa.

Si le règne de Nicolas reste marqué par la lente infiltration de l'influence russe, sous une forme absolutiste et bureaucratique, aucun autre événement ne mérite d'être développé dans cette brève esquisse. Les changements territoriaux qui suivirent la guerre de Crimée n'apportèrent pas non plus de soulagement à la population « moldave ». L'Europe traita en effet le problème d'un point de vue stratégique plutôt que national, elle attacha une importance suprême à la navigation sur le Danube et à la défense de la Turquie contre la Russie, et par une ironie du sort les trois districts méridionaux — Ismaïl, Cahul et Bolgrad — qui furent alors réunis à la Moldavie, étaient ceux où la population roumaine était la moins nombreuse.

Lors de la réannexion de ces trois districts par la Russie après la guerre de 1877 et avec la sanction de l'Europe, un vent de russification se déchaîna sur la Bessarabie et sur les autres possessions non russes du Tsar. L'introduction du système de gouvernement local Zemstvo en 1869 — qui ailleurs marque le premier affaiblissement du libéralisme — ne servit qu'à rendre la situation moins tenable encore car il tomba dès le début entre les mains des éléments les plus réactionnaires de la province. Depuis lors, la Bessarabie demeura une forteresse de la réaction et le bouillon de culture de mouvements tels que les « Cent noirs ».

En même temps, le métropolite Paul Lebedev (1871-82) fut un des plus ardents promoteurs de la russification dans l'Église. Les registres ecclésiastiques ne furent plus tenus qu'en russe ; des écoles russes furent installées dans les monastères ; en 1878, on donna deux ans aux curés des trois districts réannexés pour apprendre le russe ou perdre leurs cures. Lebedev éprouva de la

difficulté à trouver le nombre requis de prêtres parlant russe mais, sans s'en inquiéter, il n'hésita pas à fermer les églises plutôt que de les laisser entre les mains des pasteurs roumains. Les Roumains étaient sans recours et l'on proscrit jusqu'au nom de « Roumain ». Le sentiment national dut se terrer et semblait voué à l'extinction. Mais la vitalité des paysans surmonta toutes les épreuves, un proverbe local résume la situation dans cette parole : « Père est russe, mère est russe mais Ivan est moldave » (Tata rus, mama rus, dar Ivan moldovan).

Les deux dernières décades du XIXe siècle sont une période de réaction absolue, hostile aux nationalités non russes ; la Bessarabie, dont la vieille noblesse était envahie par les éléments russes, où il n'y avait pas d' « intelligentsia » et où les petits commerçants étaient surtout des Juifs, mena véritablement une existence végétative. Mais là comme ailleurs un changement intervint après la révolution russe de 1905 et l'institution de la Douma. Les journaux roumains reçurent pour un temps l'autorisation de paraître. L'enseignement du roumain reprit à la faculté de théologie de Chișinău et l'imprimerie diocésaine, fondée par le métropolite Banulescu, recommença des publications en roumain. Le maréchal de la noblesse, Paul Dicescu, fonda une « Société de culture moldave » et demanda à Saint-Pétersbourg, mais sans succès, l'établissement d'écoles roumaines. Un courant démocratique fit son apparition avec un avocat de Chisinău, Emmanuel Gavrilița, et un groupe de jeunes écrivains et poètes se réunit bientôt autour du journal *Bessarabia*. Mais cette activité inquiéta les autorités russes et moins de deux ans après la presse roumaine était à nouveau supprimée. En 1908, la russification militante trouva un chef opiniâtre dans le nouveau métropolite Serafin Chichagov, ancien colonel qui, obligé de démissionner, était entré dans les ordres et devait sa nomination à quelques dames réactionnaires de la capitale. Il s'allia étroitement avec la famille Krupenski dont l'influence toute-puissante valut à la Bessarabie la surnom de « Province Krupensky » (Krupenskaya Gubernia) infligé par des publicistes libéraux. Cette famille et lui s'accordèrent pour traiter de « séparatisme » toutes les tendances nationales roumaines, pour empêcher l'enseignement de la langue et la circulation des livres de l'autre côté du Pruth. Les excès de zèle de Serafin dans les affaires ecclésiastiques eut l'effet inattendu de susciter un mouvement hérétique important connu sous le nom d'« Innocen-

tisme ». Ce dernier prit son nom d'un certain Ion Inocenţie Ţurcan, moine du voisinage de Balta à qui on attribuait le don miraculeux de guérir les maladies et qui prédisait à brève échéance la fin du monde. Si grandes étaient les foules de pèlerins qui affluaient vers lui que les autorités russes le transférèrent dans un monastère de la Russie septentrionale ; mais des centaines de paysans vendirent tout ce qu'ils possédaient et le suivirent jusque sur la Mer Blanche. Sa grande influence qu'il devait à une éloquence émouvante, démontrait ce qu'il y avait de malsain à refuser aux paysans « moldaves » toute culture et tout enseignement dans leur langue maternelle. On n'est pas surpris que la Bessarabie ait pu devenir le terrain de chasse de la Ligue réactionnaire des « Vrais Russes » mieux connue sous le nom de « Cents noirs » et des formes les plus grossières de l'anti-sémitisme. En 1912, le centenaire de l'occupation russe était célébré parmi les excès d'une répression qui ne s'était pas encore relâchée quand éclata la Grande Guerre.

***

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

Il n'existe pas d'ouvrage véritablement satisfaisant sur la Bessarabie, celui de Z. C. Arbore, *Basarabia* (Bucarest, 1898), est toutefois une contribution très complète et très soigneuse à l'étude du siècle dernier. Le *Bessarabia* de M. C. Upson Clark (New-York, 1927) est un résumé utile mais plein de lacunes.

Quelques ouvrages de controverses furent publiés pendant et après la Conférence de la Paix : ils se divisent en trois groupes :

1° 6 brochures de Ion G. Pelivan (député bessarabien), *La Bessarabie sous le régime russe, L'Union de la Bessarabie à la Mère-Patrie, Le Mouvement et l'accroissement de la Population, L'État économique de la Bessarabie, Chronologie de la Bessarabie, Les Droits des Roumains sur la Bessarabie.*

2° 4 brochures supposées répondre aux précédentes par S. N. Krupensky (le chef réactionnaire russe) et Alexandre Schmidt (ancien moine russe de Chişinău). Ils sont intitulés : *The Bessarabian « Parliament »*, 1917-18 ; *Bessarabia and Roumania, What is the « Bessarabian Question » ? Summary of events in Bessarabia ;*

3° 2 brochures russes plus sérieuses : *Mémoire sur la situation de la Bessarabie* (par le Comité pour la libération de la Bessarabie) et *The Case for Bessarabia* (Russian Liberation Committee, London) avec une préface du Pr Paul Milyukov. On trouvera le point de vue des Bolchevicks dans une brochure de Christian G. Rakowsky intitulée *Roumania and Bessarabia* (London, W. P. Coates, 1925, 1 s.)

APPENDICE II

LA POPULATION DE LA ROUMANIE

1899. Total 5,956,690, dont 5,489,296 (92 pour cent.) Roumains ;
467,394 non-Roumains.

Sur ce nombre 5,451,787 Orthodoxes, 266,652 Juifs, 149,667 Catholiques.

1912. Total 7,234,920, dont 6,693,853 Roumains ;
541,067 Juifs, Turcs, Tatars, Bulgares, Allemands.

1930. Total 18,025,237, répartis comme il suit :

Ancien Royaume (Regat)	8,766,932
Transylvanie et Banat	5,546,896
Bessarabie	2,865,600
Bukovine	845,903

Sur ce nombre 14,505,740 Roumains ;

3,519,497 non-Roumains — 1,305,753 Magyars, 681,502 Allemands, 536,006 Juifs, 550,000 Ukrainiens, 300,000 Bulgares, 230,000 Turcs et Tatars, 120,000 Russes, 48,000 Serbes, 35,000 Polonais.

La distribution des races en Transylvanie et dans les comtés voisins de Hongrie était, lors du dernier recensement hongrois d'avant-guerre (1910), la suivante :

	Roumains		Magyars		Allemands		Total
I. *Transylvanie*		p.c.		p.c.		p.c.	
Alba de Jos (Alsó-Fehér)	171,483	77.4	39,107	17.6	7,269	—	221,618
Bistriţa-Năsăud (Bestercze-Naszód)	87,564	68.5	10,737	8.4	25,609	—	127,843
Braşov (Brassô)	35,091	34.7	35,372	35.0	29,542	—	101,199
Făgăraş (Fogoras)	84,436	88.7	6,466	6.8	3,236	—	95,174
Huniedoara (Hunyad)	271,675	79.9	52,720	15.5	8,101	—	340,135
Târnavele-Mici (Kis-Küküllö)	55,585	47.9	34,902	30.1	20,272	—	116,091
Cojocna (Kolozs)	153,717	68.0	60,735	26.9	6,710	—	225,879
Ville de Cluj (Kolozsvár)	7,562	12.4	50,704	83.4	1,676	—	60,808
Târnavele-Mari (Nagy-Küküllö)	60,381	40.6	18,474	12.4	62,224	—	148,826
Sibiu (Szeben)	113,672	64.3	10,159	5.7	49,757	—	176,921
Solnoc-Dobaca (Szolnok-Doboka)	189,443	75.2	52,181	20.7	6,902	—	251,936
Turda Arieş (Torda-Aranyos)	125,668	72.1	44,630	25.6	576	—	174,375
Muraş Turda (Maros-Torda)	70,192	36.2	111,376	57.4	7,706	—	194,072
Ville de Marosvásárhely	1,717	6.7	22,790	89.3	606	—	25,517
Comtés Székels							
Csík	18,032	12.4	125,888	86.4	1,080	—	145,720
Háromszék	22,963	15.5	123,518	83.4	617	—	148,080
Udvarhely	2,840	2.3	118,458	95.4	2,202	—	124,173
	1,472,021	55.0	918,217	34.3	234,085	8.7	2,678,367

	Roumains	p.c.	Magyars	p.c.	Allemands	Ruthènes	Total
II. *Hongrie proprement dite*							
Maramureş (Mármaros)	84,510	23.6	52,964	14.8	59,552	159,489	357,705
Satu Mare (Szatmár)	118,774	32.8	235,291	65.1	6,041	—	361,740
Ville de Satu Mare (Szatmár Németi)	986	2.8	33,094	94.9	629	—	34,392
Salagiu (Szilágy)	136,087	59.1	87,312	38.0	816	—	230,140
Bihar	261,494	44.9	307,221	52.8	2,183	—	582,132
Ville de Oradia Mare (Nagyvárad)	3,604	5.6	58,421	91.1	1,416	—	64,169
						Serb	
Arad	229,476	65.3	78,130	22.2	34,330	322	351,222
Ville de Arad	10,279	16.3	46,085	73.0	4,365	1,816	63,166
Timiş (Temes)	160,585	40.1	47,518	11.9	120,683	57,821	400,910
Ville de Timişoara (Temesvár)	7,566	10.4	28,552	39.4	31,644	3,482	72,555
Ville de Vrşac (Versecz)	879	3.2	3,890	14.2	13,556	8,602	27,370
Torontal	86,168	14.5	125,041	21.0	158,312	191,036	594,343
Ville de Pančevo (Pancsova)	769	3.7	3,364	16.2	7,467	8,714	20,808
Caraş-Severin (Krassó-Szörény)	336,082	72.1	33,787	7.3	55,883	14,674	466,147
	1,437,259	39.6	1,140,670	31.4	496,877	285,467	3,627,299
Total pour tous les comtés roumains de l'Ancienne Hongrie	2,909,300	46.1	2,058,887	32.6	731,962	285,476	6,305,666

BIBLIOGRAPHIE

1. Histoires générales : *(a)* Roumanie ; *(b)* Hongrie ; *(c)* Question d'Orient.
2. Documents et Sources imprimés.
3. Dix-huitième siècle.
4. Dix-neuvième siècle.
5. Vingtième siècle.
6. Transylvanie.
7. Brochures.
8. Origines roumaines.
9. Ouvrages de Polémique.
10. Histoire diplomatique récente.
11. Art et Culture roumaine.

1. HISTOIRES GÉNÉRALES

(a) ROUMANIE

ENGEL, J. C. VON. Geschichte der Moldau und Walachey. 2 vols. 1809.
HURMUZAKI, EUDOXIU. Fragmente zur Geschichte der Rumänen. 5 vols. Bucarest, 1878.
*IORGA, N. Geschichte des rumänischen Volkes. 2 vols. Gotha, 1905.
— Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie. 2 vols. Bucarest, 1915.
— A History of Roumania. London, 1925.
— A History of Anglo-Roumanian Relations. Bucarest, 1931.
JIREČEK, CONST. Geschichte der Bulgaren. Prague, 1876.
— Geschichte der Serben. 2 vols. Gotha, 1911-18.
KOGĂLNICEANU, M. Histoire de la Valachie. Berlin, 1837.
— Histoire de la Dacie des Valaques transdanubiens et de la Balachie. Berlin, 1854.
ŞINCAI, G. Hronica Romînilor. 3 vols. Bucarest, 1886.
ŠTURDZA, A. A. C. La Terre et la Race Roumaine. Paris, 1904.
UBICINI, J. H. A. Les Origines de l'Histoire Roumaine. Paris, 1886.
URECHIA, G. Chronique de Moldavie. Ed. J. Picot. Paris, 1878.
URECHIA, V. A. Istoria Românilor. 2 vols. Bucarest, 1891.
*XENOPOL, A. D. Istoria Românilor din Dacia Traiană. 6 vols. Jassy, 1888-94.
— Histoire des Roumains. 2 vols. Paris, 1896.

(b) HONGRIE

ACSÁDY, IGNÁCZ. A Magyar Birodalom története. 2 vols. Budapest, 1903.
ANDRÁSSY, COUNT JULIUS. The Constitutional Development of the Hungarian Nation. London, 1908.

ENGEL, J. C. VON. Geschichte des ungrischen Reiches und seiner Nebenländer, 1806.
FESSLER, IGNAZ A. Geschichte von Ungarn. 2nd ed. 5 vols. Leipzig, 1869.
FRIEDJUNG, HEINRICH. Oesterreich von 1848 *bis* 1860. 2 vols. Stuttgart, 1908-12.
HORVÁTH, MICHAEL. 25 Jahre aus der Gesch. Ungarns. 2 vols. Leipzig, 1867.
HUBER, ALFONS and REDLICH, OSWALD. Geschichte Oesterreichs. 6 vols. Gotha, 1888-1921.
KNATCHBULL-HUGESSEN, HON. C. M. The Political Evolution of the Hungarian Nation. London, 1908.
KRONES, FRANZ VON. Handbuch der Geschichte Oesterreichs. 4 vols. Berlin, 1881.
MAILÁTH, GRAF JOSEPH. Geschichte der Magyaren. 5 vols. Regensburg, 1852-3.
MARCZALI, H. A legújabb Xor története. Budapest, 1892.
— Hungary in the Eighteenth Century. Cambridge, 1912.
— Ungarische Verfassungsgeschichte. Tübingen, 1910.
— Magyarország története. Budapest, 1913.
MÁRKI, A. and BEKSICS, GUSTAV. A modern Magyarország (vol. x of A Magy-nemzet története). Budapest, 1898.
REDLICH, JOSEF. Das österreichische Reichs- und Staatsproblem. 2 vols. Leipzig, 1922-9.
TIMON, AKOS VON. Ungarische Verfassungs- und Rechtsgeschichte. Berlin, 1904.
SAYOUS, ÉDOUARD. Histoire générale des Hongrois. Paris, n. d.
SZALAY, L. Geschichte Ungarns. 3 vols. Pest, 1866-74.
SZEKFÜ, J. Der Staat Ungarn. Budapest, 1918.

(*c*) QUESTION D'ORIENT

BAMBERG, F. Geschichte der orientalischen Angelegenheit. Leipzig, 1888.
DRIAULT, E. La question d'Orient depuis ses origines. Paris, 1912.
GORIAINOV, SERGE. Le Bosphore et les Dardanelles. Paris, 1910.
*HAMMER, JOSEPH VON. Geschichte des Osmanischen Reiches. 2nd ed. 4 vols. Pest, 1836.
IORGA, N. Geschichte des Osmanischen Reiches. 5 vols. Gotha, 1908.
MARRIOTT, SIR JOHN. The Eastern Question. Oxford, 1915.
MILLER, WILLIAM. The Ottoman Empire. 2nd ed. Cambridge, 1923.
ROEPELL, R. Die orientalische Frage in ihrer geschichtlichen Entwicklung. Breslau, 1854.
SAX, CARL VON. Geschichte des Machtversfalls der Türkei. Vienna, 1913.
SOREL, ALBERT. La question d'Orient au XVIIIe siècle. Paris, 1883.
ZINKEISEN, J. W. Geschichte des Osmanischen Reiches. 7 vols. Gotha, 1840-63.

DOCUMENTS ET SOURCES IMPRIMÉS

ANUL 1848 în Principatele Române : Acte şi Documente. 6 vols. Bucarest, 1902-10.
*Aus dem Leben König Karls von Rumänien. 4 vols. Stuttgart, 1894.
*BALOGH, PÁL. Népfajok Magyarországon. Budapest, 1902.
BRĂTIANU, ION C. Din Scrierile şi Cuvântarile lüi Ion C. Brătianu : Pagini de Istorie Contemporana. Bucarest, 1921.
Dépêches inédites du Chevalier de Gentz aux hospodars de Valachie, 1813-28. 3 vols. Paris, 1876-7.
HENRY, P. L'Abdication du Prince Cuza. Paris, 1930.
*HURMUZAKI, EUDOXIU. Documente privitore la Istoria Românilor. 30 vols. Bucarest, 1887-1908.
IORGA, N. Acte şi Fragmente cu privire la Istoria Românilor. 6 vols. Bucarest, 1895, etc.
— Correspondance diplomatique roumaine sous le Roi Charles Ier (1866-80). Paris, 1923.
— Studii şi Documente. 4 vols. Bucarest, 1901.
KOGĂLNICEANU, M. L. Acte şi Documente. 2 vols. Bucarest, 1893.
ONCKEN, HERMANN. Die Rheinpolitik Napoleons III. 3 vols. Berlin, 1926.
*STURDZA, D. A. Acte şi Documente relative la Istoria Renascerei României. 9 vols. Bucarest, 1900-1.
— Charles I Roi de Roumanie. 2 vols. Bucarest, 1899, 1904.
Ungarisches Statisches Jahrbuch. 18 vols. Budapest (to 1912).

3. DIX-HUITIÈME SIÈCLE

BALTIMORE, LORD. A Tour to the East in the years 1763-4. London, 1767.
BAUER, GEN. VON. Mémoires historiques et géographiques sur la Valachie. Bucarest, 1884.
BLANCARD, T. Les Mavroyéni. 2 vols. Paris, 1893.
BOHRER, JOS. Bemerkungen auf einer Reise von der türk. Gränze über die Bukowina. Vienna, 1802.
BOSCOVICH, GIUSEPPE. Giornale d'un viaggio da Constantinopoli in Polonia. Bassano, 1784.
*CANTEMIR, D. Beschreibung der Moldau. Frankfurt, 1771.
CARRA, J. L. Histoire de la Moldavie et de la Valachie. Neufchâtel, 1781.
DAPONTES, CONSTANTINE. Éphémerides Daces. Ed. E. Legrand. Paris, 1880.
DEL CHIARO. Istoria delle moderne rivoluzioni della Valachia. Venice, 1718.
FILITTI, J. C. Rôle Diplomatique des Phanariotes de 1700 à 1821. Paris, 1901.
HAUTERIVE, COMTE. Mémoire sur l'État ancien et actuel de la Moldavie. Bucarest, 1902.
IORGA, N. Documente privitoare la familia Callimachi. Bucarest, 1902.
— Documente privitoare la Constantin Vodă Brîncoveanu. Bucarest, 1901.
PERTUSIER, CHARLES. La Valachie, la Moldavie et l'influence politique des Grecs du Fanar. Paris, 1822.
POUQUEVILLE. Voyage dans la Grèce. Paris, 1824.

*RAICEVICH, F. Osservazioni storiche intorno la Valachia. 1788.
REGNAULT, ELIAS. Histoire politique et sociale des Danubiennes. Paris, 1855.
SOUTZO, NICHOLAS. Notions Statistiques sur la Moldavie. Jassy, 1849.
STURDZA, A. A. C. L'Europe Orientale et le Rôle Historique des Maurocordato (1660-1913). Paris, 1913.
THORNTON, T. Present State of Turkey. London, 1809.
VAILLANT, J. A. La Romanie, 3 vols. Paris, 1844.
*WILKINSON, WM. An account of the Principalities of Wallachia and Moldavia. London, 1820.
*ZALLONY, M. P. Essai sur les Fanariotes. Marseille, 1824.

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

ANAGNOSTI, M. La Valachie et la Moldavie. Paris, 1837.
ARICESCU, C. D. Istoria Revolutiei de la 1821. 2 vols. Bucarest, 1874.
BATTHYÁNY, GRAF VINCENZ. Reise nach Constantinopel. Pest, 1810.
BENGER, G. Roumania in 1900. London, 1901.
BERGNER, RUDOLF. Rumänien. Breslau, 1887.
BIBESCU. Le Règne de Georges Bibescu. 2 vols. Paris, 1893.
BLARAMBERG, N. Essai comparé sur la Roumanie. Paris, 1885.
BOITOS, O. Bataillard et la Révolution roumaine. Paris, 1930.
BOLLIAC, CÉSAR. Mémoires pour servir à l'histoire de la Roumanie. Paris, 1855.
BRATISCH, L. Dr Strousberg und seine Ingenieure. Berlin, 1872.
COLSON, FÉLIX. De l'État présent et de l'avenir des Principautés. Paris, 1839.
*CORTI, E. C. Alexander von Battenberg. Vienna, 1920.
*DAMÉ, F. Histoire de la Roumanie Contemporaine. Paris, 1900.
*EAST, W. G. The Union of Moldavia and Wallachia. Cambridge, 1927.
*ÉLIADE, I. Mémoires sur l'histoire de la Régénération roumaine. Paris, 1851.
ELIADE, POMPILIU. Histoire de l'esprit public en Roumanie. 2 vols. Paris, 1905.
* — De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie. Paris, 1898.
GOLESCU, A. G. De l'abolition du servage dans les Principautés. Paris, 1856.
GROTHE, HUGO. Zur Landeskunde von Rumänien. Halle, 1907.
KOSSUTH, L. Meine Schriften aus der Emigration. 3 vols. Pressburg, 1880.
LAURENÇON. Nouvelles Observations sur la Valachie. Paris, 1821.
LINDENBERG, PAUL. König Karl von Rumänien. Berlin, 1908.
MEDLICOTT, W. N. The Recognition of Roumanian Independence (Slavonic Review, nos. 30, 31).
NISTOR, I. I. Der nationale Kampf in der Bukowina. Bucarest, 1918.
RECORDON. Lettres sur la Valachie. Paris, 1821.
REGNAULT, ELIAS. Histoire politique et sociale des Principautés Danubiennes. Paris, 1855.
*RIKER, T. W. The Making of Roumania. Oxford, 1931.
ROSETTI, R. Pământul, Ţaranii şi Stâpanii în Moldova. Bucarest, 1907.
La Roumanie, 1866-1906. (Publication of Ministry of Agriculture.) Bucarest, 1907.

SALABERRY, COMTE DE. Essai sur la Valachie et la Moldavie. Paris, 1821.
SAMUELSON, J. Roumania Past and Present. London, 1882.
SCHLITTER, HANS. Aus der Regierungszeit Franz Josefs. Vienna, 1899.
SLAVICI, J. Die Rumänen. Vienna, 1883.
SOUTZO, PRINCE NICHOLAS. Mémoires. Vienna, 1899.
STURDZA, A. A. C. De l'histoire diplomatique des Roumains (1821-59). Paris, 1907.
THOUVENEL, ED. La Hongrie et la Valachie. Paris, 1840.
WHITMAN, SIDNEY. Reminiscences of the King of Roumania. London, 1899.
*XENOPOL, A. D. Domnia lŭi Cuza-Vodă. 2 vols. Bucarest, 1902.
— Les Roumains. Paris, 1905.
*ZABLOCKI-DESJATOVSKI, A. P. Graf P. D. Kiselev i ego Vremya. 4 vols. St Petersburg, 1882.

5. VINGTIÈME SIÈCLE

ANTONESCU, C. G. Die rumänische Handelspolitik 1875-1910. Leipzig, 1915.
AUERBACH, B. Les Races et les Nationalités en Autriche-Hongrie. Paris, 1917.
BAERNREITHER, J. M. Fragments of a Political Diary. Ed. J. Redlich. London, 1930.
BĂNESCU, N. and MIHĂILESCU, IOAN MAIORESCU. Scriere Comemorativă. Bucarest, 1912.
BARBULESCU, ILIE. Relations des Roumains avec les Serbes, les Bulgares, les Grecs. Jassy, 1912.
BRATTER, C. A. Die kutzowalachische Frage. Hamburg, 1907.
BÜLOW, BERNHARD VON. Denkwürdigkeiten, III, IV. Berlin, 1931.
CLOPOŢEL, ION. Revoluţia din 1918. Cluj, 1926.
CRAMON, A. VON. Unser öst-ung. Bundesgenosse. Berlin, 1922.
CREANGA, G. D. Grundbesitzverteilung und Bauernfrage in Rumänien, 1907.
DILLON, E. J. The Peace Conference. London, 1920.
DJUVARA, T. G. Mes Missions diplomatiques 1887-1925. Paris, 1908.
DRAGU, T. La politique roumaine après les troubles agraires de 1907. Paris, 1908.
EISENMANN, LOUIS. Le compromis austro-hongrois. Paris, 1904.
EMMERIT, M. Victor Place. Bucarest, 1931.
Encyclopaedia Britannica (12th, 13th, 14th Editions). Articles on Roumania, Serbia, Hungary, Austria, Bulgaria.
EVANS, IFOR L. The Agrarian Revolution in Roumania. Cambridge, 1924.
ERZBERGER, M. Erlebnisse im Weltkrieg. Berlin, 1920.
GEORGESCU, C. C. La Réforme agraire en Roumanie. Paris, 1908.
*GLAISE-HORSTENAU, E. VON. The Collapse of the Austro-Hungarian Empire. London, 1930.
HILFFERICH, K. Der Weltkrieg, III. Berlin, 1919.
HORVÁTH, EUGENE. Responsibility of Hungary for the War. Budapest, 1933.
IANCOVICI, D. Take Jonesco. Paris, 1919.
— La Paix de Bucarest. Paris, 1918.
IMMANUEL, COL. Der Balkankrieg 1912-13. 6 Hefte. Berlin, 1913.

IONESCU, TAKE. Souvenirs. Paris, 1919.
— La Politique étrangère de la Roumanie. Bucarest, 1891.
JÁSZI, OSCAR. The Dissolution of the Habsburg Monarchy. Chicago, 1929.
LOGIO, G. CLENTON. Roumania, its History, Politics and Economics. Manchester, 1932.
MAIORESCU, TITU. Zur politischen Lage Rumäniens (Deutsche Revue, Janv. 1881).
*MARGHILOMAN, A. Note Politice 1897-1934. 5 vols. Bucarest, 1927.
*MITRANY, D. The Land and the Peasant in Roumania. Oxford, 1930.
NAGY, V. A Románia elléni hadjárat. Budapest, 1925.
NAUMANN, FRIEDRICH. Bulgarien und Mitteleuropa. Berlin, 1916.
Noua Constituția României. Ed. D. Gusti (23 essays). Bucarest, 1922.
NOWAK, K. F. Chaos. Munich, 1923.
OLLIVIER, ÉMILE. L'Empire Libéral, VIII. Paris, 1906.
OPOČENSKY, JAN. Umsturz in Mitteleuropa. Dresden, 1931.
PITTARD, E. La Roumanie. Paris, 1919.
*POPOVICI, AUREL C. Die Vereinigten Staaten von Gross-Oesterreich. Leipzig, 1906.
— La Question roumaine en Transylvanie et en Hongrie. Paris, 1918.
ROUCEK, JOSEPH S. Contemporary Roumania and her Problems. Stanford (U. S.), 1932.
RUBIN, A. Les Roumains de Macédoine. Bucarest, 1913.
RUSSU SIRIANU, M. La Question de Transylvanie et l'unité politique roumaine. Paris, 1916.
SARRAIL, GÉNÉRAL. Mon Commandement en Orient. Paris, 1920.
SCHMIDT-PAULI, EDGAR VON. Graf Stefan Bethlen. Berlin, 1930.
SERBAN, M. Rumäniens Agrarverhältnisse. Berlin, 1914.
SETON-WATSON, R. W. Racial Problems in Hungary. London, 1908.
— Corruption and Reform in Hungary. London, 1911.
— Sarajevo. London, 1926.
— Roumania and the Great War. London, 1915.
SOSNOSKY, THEODOR VON. Franz Ferdinand. Munich, 1929.
— Die Politik im Habsburgerreich. 2 vols. Berlin, 1912.
STIENON, C. Le Mystère Roumain. Paris, 1918.
Studi sulla Romania (Istituto per l'Europa Orientale). Naples, 1923.
TILEA, V. V. Acțiunea Diplomatica a României. Sibiu, 1925.
URSU, J. Pourquoi la Roumanie a fait la Guerre. Paris, 1918.
WACE, A. J. B. and THOMPSON, M. S. The Nomads of the Balkans. London, 1914.
WEDEL, O. H. Austro-German Diplomatic Relations. Stanford (U. S.), 1932.
WERTHEIMER, E. VON. Graf Julius Andrássy. 3 vols. Vienna, 1910-13.

6. TRANSYLVANIE

ASZTALOS, M. Wesselényi Miklos az elsö nemzetiségi politikus. Budapest, 1927.
BARIȚIU, G. Parti alese din Istoria Transilvaniei. 3 vols. Bucarest, 1889-91.
BENKÖ, JOSEPH. Transsilvania. 2 vols. Vienna, 1778.

BERGNER, RUDOLF. Siebenbürgen. Leipzig, 1884.
BETHLEN, WOLFGANG. Historia de Rebus Transsylvanicis. Ed. Benkö. Cibinii, 1782-93.
*BONER, CHARLES. Transylvania: its Products and its Peoples. London, 1865.
Briefe Kossuths an Bem. Ed. Aladar Makray. Pest, 1870.
BROTE, EUGEN. Die rumänische Frage in Siebenbürgen und Ungarn. Berlin, 1895.
BUNEA, AUGUSTIN. Episcopul Ioan Inocenţiu Klein. Blaj, 1900.
— Episcopii P. P. Aron şi Novacovici. Blaj, 1902.
Compilatae et Approbatae Constitutiones Transilvaniae et Partium Hungariae eidem annexarum. Claudiopoli, 1671-7.
Corpus Juris Hungarici. 7 vols. Budapest.
CZETZ, J. Bems Feldzug in Siebenbürgen. Leipzig, 1850.
DENSUŞIANU, N. Revoluţiunea lŭi Hora. Bucarest, 1884.
DRAGOMIR, SILVIU. Istoria Desrobirei Religoase a Românilor din Ardeal. Sibiu, 1920.
— Avram Iancu. Sibiu, 1925.
FIEDLER, JOSEF. Die Union der Walachen in Siebenbürgen. Vienna, 1858.
FRIEDENFELS, EUGEN VON. Joseph Bedeus von Scharberg: Beiträge zur Zeitgesch. Siebenbürgen. 2 vols. Hermannstadt, 1877-85.
GERANDO, A. DE. La Transylvanie. 2 vols. Paris.
HERRMANN, G. M. G. VON. Das alte and neue Kronstadt.
HINTZ, JOHANN. Gesch. des Bisthums der griech.-nichtunierten Glaubensgenossen in Siebenbürgen. Hermannstadt, 1850.
HUBER, ALFONS. Die Erwerbung Siebenbürgens.
Hundert Jahre sächsische Kampfe. Hermannstadt, 1896.
*JANCSÓ, BENEDEK. A Román nemzetiségi törekvések története. 2 vols. Budapest, 1896.
JARAY, GABRIEL. La question sociale en Hongrie. Paris, 1909.
KEMÉNY, ZSIGMOND. Forradalom után. Pest, 1850.
KURZ, ANTON. Magazin für siebenbürgische Landeskunde. 3 vols. Hermannstadt, 1844-52.
Kurze Geschichte der Rebellion in Siebenbürgen. Strasburg, 1785.
LÖHER, FRANZ VON. Die Magyaren und andere Ungarn. Leipzig, 1874.
*LUPAŞ, IOAN. Istoria Bisericeasca a Românilor Ardeleni. Sibiu, 1918.
— Mitropolitul Andreiu Şaguna. Sibiu, 1911.
MOROIANU, G. Les luttes des Roumains Transylvains et l'opinion européenne. Paris, 1933.
OBERT, FRANZ. Stephan Ludwig Roth: sein Leben und seine Schriften. 2 vols. Vienna, 1896.
*PACAŢIAN, T. Cartea de Aur. 8 vols. Sibiu, 1902-15.
Sammlung der wichtigeren Staatsacten, Oesterreich, Ungarn und Siebenbürgen betreffend. Hermannstadt, 1861.
SCHAGUNA, ANDREAS. Gesch. der griechisch-orientalischen Kirche in Oesterreich. Hermannstadt, 1862.
SCHASER, J. G. Denkwürdigkeiten aus dem Leben des Freih. von Brukenthal. Hermannstadt, 1848.

SCHULER VON LIBLOY, F. Siebenbürgische Rechtsgeschichte. 3 vols. Hermannstadt, 1854.
SCHULLER, J. C. Beleuchtung der Klagschrift. Hermannstadt, 1844.
Der siebenbürgische Landtag. Hermannstadt, 1863.
SILBERNAGL, J. Verfassung und gegenwärtiger Bestand sämmtlicher Kirchen des Orients.
SLAVICI, J. Die Rumänen in Ungarn, Siebenbürgen und Bukowina. Vienna, 1881.
SZEMERE, B. Batthyány, Gorgei, Kossuth. Hamburg, 1853.
SZILÁGYI, F. Az Erdélyi Unió. Pest, 1861.
— A Hora Világ. Budapest, 1871.
SZILÁGYI, SÁNDOR. Erdélyország története. 2 vols. Pest, 1866.
TELEKI, DOMINIK. A Hora támadás. Pest, 1865.
*TEUTSCH, G. D. and FRIEDRICH. Geschichte der siebenbürger Sachsen. 3 vols. Hermannstadt, 1899-1908.
VIROZSIL, ANTON VON. Das Staatsrecht des Königreichs Ungarn. 3 vols. Pest, 1865.
WATTENBACH, W. Die siebenbürger Sachsen. Heidelberg, 1882, 1843.
WESSELÉNYI, BARON M. Szózat a magyar és szláv ügyében. Leipzig, 1842.
Die Zertrümmerung des siebenbürgischen Sachsenlandes. 1876.
ZIEGLAUER, F. VON. Die politische Reformbewegung in Siebenbürgen. Vienna, 1885.

7. BROCHURES

Anon.
1858. Paris. Les Principautés Roumaines et l'Empire Ottoman.
Paris. L'Empereur Napoléon III et l'Angleterre.
Paris. Les Principautés devant le Second Congrès de Paris.
Paris. L'Empereur Napoléon III et les Principautés Roumaines.
Paris. L'Autriche et les Principautés Danubiennes.
1859. Paris. L'Autriche et le Prince Roumain.
1865. Paris. La Convention de Gastein.
BALCESCU, G. Questions Économiques des Principautés. Paris, 1850.
BIBESCU, G. Quelques Mots sur la Valachie, 1847.
BOERESCU, B. La Roumanie après le Traité de Paris. Paris, 1857.
BOERESCU, M. B. Étude sur la condition des Étrangers d'après la législation roumaine. Paris, 1899.
BRĂTIANU, D. Documents concerning the Danubian Principalities. London, 1849.
BRĂTIANU, D. and GOLESCU. The Danubian Principalities. London, 1858.
BRĂTIANU, D. and IRANYI, D. Lettres Hongro-Roumaines. Paris, 1851.
BRĂTIANU, G. Le Panslavisme et ses dangers pour l'Europe. Paris, 1877.
BRĂTIANU, I. C. Mémoire sur l'Empire d'Autriche dans la Question d'Orient. Paris, 1855.
— Mémoire sur la situation de la Moldo-Valachie depuis le Traité de Paris. Paris, 1857.

CHAINOI (Ion GHICA). Dernière Occupation des Principautés Danubiennes par la Russie. Paris, 1851.
ELIADE-RADULESCU, I. P. Le Protectorat du Czar. Paris, 1850.
KOSSUTH, L. L'Europe, l'Autriche et la Hongrie. Brussels, 1859.
REGNAULT, E. Mouravieff et les Archives du Tzarisme. Paris, 1863.
— Mystères diplomatiques aux bords du Danube. Paris, 1858.
Siebenbürgen und die österreichische Regierung in den letzten 4 Jahren. Leipzig, 1865.
UBICINI, M. La Question d'Orient devant l'Europe. Paris, 1864.
— La Question des Principautés devant l'Europe. Paris, 1858.
— L'Empereur Napoléon et les Principautés. Paris, 1858.

8. ORIGINES ROUMAINES

BERTHA, A. DE. Magyars et Roumains devant l'Histoire. Paris, 1899.
BRIEBRECHER, R. Der gegenwärtige Stand der Frage über die Herkungt der Rumänen. Hermannstadt, 1897.
FISCHER, Dr E. Die Herkunft der Rumänen. Bamberg, 1904.
HUNFALVY, P. Ethnographie von Ungarn. Budapest, 1877.
— Az Oláhok. 2 vols. Budapest, 1894.
JUNG, JULIUS. Römer und Rumänen in den Donauländern. Innsbruck, 1877.
MACARTNEY, C. A. The Magyars in the Ninth Century. Cambridge, 1930.
MIKLOSICH, F. Die slavischen Elemente im Rumänischen. Vienna, 1861.
MOLDOVAN, GERGELY. A Románság. 2 vols. Nagy Beckskerek, 1895.
ROESLER, R. Rumänische Studien. 1871.
TAMM, T. Über den Ursprung der Rumänen. Bonn, 1891.
XENOPOL, A. D. Une énigme historique : les Roumains au Moyen Âge. Paris, 1885.

9. OUVRAGES DE POLÉMIQUE

Die Ausrottung des Deutschtums in Ungarn. Hermannstadt, 1881.
BÁNFFY, BARON D. A Magyar nemzetiségi Politika. Budapest, 1902.
DRAGOMIR, SILVIU. The Ethnical Minorities in Transylvania. Geneva, 1927.
HUNFALVY, PAL. Die Rumänen und ihre Ansprüche. Vienna, 1883.
— Az Oláhok története. 2 vols. 1894.
HUNGARICUS. Das magyarische Ungarn und der Dreibund. Munich, 1899.
JONNESCO, THOMAS. La Question Roumaine, 2 vols. Paris, 1919.
KORODI, LUTZ. Ungarische Rhapsodien. Munich, 1905.
LAHOVARI, I. The Jewish Question in Roumania.
LÖHER, F. VON. Das Erwürgen der Deutschen Nationalität in Ungarn. Munich, 1874.
MERCATOR. Die Nationalitätenfrage und die ungarische Reichsidee. Budapest, 1908.
PAPIU ILARIANU, A. Die constitutionelle Unabhängigkeit Siebenbürgens. Breslau, 1862.
RUMÄNE, EIN. Die Sprachen- und Nationalitätenfrage in Oesterreich. Vienna, 1860.

STURDZA, D. A. Europa, Russland und Rümanien. Berlin, 1915.
SYDACOFF, BRESNITZ VON. Die Wahrheit über Ungarn. Berlin, 1903.
SZÁSZ, ZSOMBOR DE. The Minorities in Roumanian Transylvania. London, 1927.
VERAX. La Roumanie et les Juifs. Bucarest, 1903.
Programmes Politiques des Roumains de la Transylvanie. Bucarest, 1894.
« Reply. » Die Ungarischen Rumänen und die Ungarische Nation : Antwort der Hochschuljugend Ungarns auf das Memorandum der Rumänischen Universitätsjugend. Budapest, 1891.
« Réplique. » The Roumanian Question in Transylvania and Hungary : Reply of the Roumanian Students of Hungary. Vienna, 1892.

10. HISTOIRE DIPLOMATIQUE RÉCENTE

A.H.D. = Oesterreich-Ungarns Aussenpolitik (1908-14). Ed. L. Bittner, A. F. Pribram, H. Srbik, H. Uebersberger. 8 vols. Vienna, 1930.
B.D. = British Documents on the Origins of the War. Ed. G. P. Gooch, H. W. V. Temperley, Lillian Penson. 10 vols. 1926-34.
D.A. = Diplomatische Aktenstücke zur Vorgeschichte des Krieges. 3 vols. Vienna, 1919.
D.D. = Die deutschen Dokumente zum Kriegsausbruch. Ed. Karl Kautsky, Graf Montgelas, W. Schücking. 4 vols. Charlottenburg, 1919.
F.D.D. = Documents Diplomatiques Français (1871-1914). 3rd Series. 14 vols. Paris, 1929-34.
G.P. = Die Grosse Politik der europäischen Kabinette (1871-1914). Ed. J. Lepsius, A. Mendelssohn-Bartholdy, F. Thimme. 51 vols. 1919-26.
R.D. = Internationale Beziehungen im Zeitalter des Imperialismus. Dokumente aus den russischen Archiven. Ed. O. Hoetzsch. Reihe I. 1914. 4 vols. Berlin, 1931-3.
BALCANICUS (STOJAN PROTIĆ). The Aspirations of Bulgaria. London, 1915.
BETHLEN, COUNT STEPHEN. Beszédei és Irásai. 2 vols. Budapest, 1933.
BOGIČEVIĆ, M. Kriegsursachen. Berlin, 1919.
BRANDENBURG, ERICH. Von Bismarck zum Weltkriege. Berlin, 1924.
BÜLOW, FÜRST BERNHARD VON. Denkwürdigkeiten. Vols. III and IV. Berlin, 1931.
CONRAD VON HÖTZENDORF, MARSCHALL. Aus meiner Dienstzeit. 4 vols. Vienna, 1919-22.
CZERNIN, COUNT OTTOKAR. In the World War. London, 1919.
Diplomatische Schriftwechsel Iswolskis (1911-14). 4 vols. Berlin, 1924.
GOOSS, RODERICH. Das Wiener Kabinett und die Entstehung des Weltkrieges. Vienna, 1919.
GUESCHOFF, IVAN. The Balkan League. London, 1915.
History of the Peace Conference. Ed. H. W. V. Temperley. Vol. IV. Oxford, 1921.
HORVÁTH, EUGENE. Magyar Diplomácia 1815-1918. Budapest, 1928.

Iswolski im Weltkriege : Diplomatische Schriftwechsel 1914-17. Ed. F. Stieve. Berlin, 1925.
JÄCKH, E. Kiderlen-Waechter : der Mann und der Staatsmann. 2 vols. Berlin, 1927.
L'Intervento dell' Italia nei Documenti Segreti dell' Intesa. Rome, 1923.
Un Livre Noir. Ed. René Marchand. 3 vols. Paris, 1922-3.
POINCARÉ, RAYMOND. Les Balkans en Feu. Paris, 1926.
PRIBRAM, A. F. Die Geheimverträge Oesterreich-Ungarns. Vienna, 1919.
— Austrian Foreign Policy, 1908-18. London, 1923.
RADOSLAVOV, V. Bulgarien und die Weltkrise. Berlin, 1923.
RENOUVIN, P. Les Origines Immédiates de la Guerre. Paris, 1925.
SETON-WATSON, R. W. Sarajevo. London, 1926.
SIEBERT, B. Diplom. Aktenstücke zur Gesch. der Ententepolitik der Vorkriegsjahre. Berlin, 1921.
STIEVE, F. Isvolsky and the World War. London, 1926.
TISZA, ISTVÁN. Összes Munkai. 5 vols. Budapest, 1926-34.

11. ART ET CULTURE ROUMAINE

(Quelques ouvrages choisis)

Curtea Domneasca din Argeş (Buletinul Comisiunii Monumentelor Istorice). Bucarest, 1923. Illustrated.
GASTER, MOSES. Roumanian Literature (Encycl. Britannica, 11th ed.).
— Chrestomathie Roumaine. 2 vols. Leipzig, 1891.
— Geschichte der rumänischen Literatur (in Grober's Grundriss der romanischen Philologie, vol. 11).
IORGA, N. and BALŞ, G. L'Art Roumain. Paris, 1922. Ill.
OPRESCU, GEORGE. Peasant Art in Roumania (The Studio). London, 1929. Ill.
PÂRVAN, V. Dacia. Cambridge, 1929. Ill.
PETRESCU, STELIAN. Calăuza Cailor Ferate Romane. Bucarest, 1920. Ill.
TZIGARA-SAMURCAS, Al. Arta în Romania. Bucarest, 1909. Ill.
VLAHUŢA, A. La Roumanie Pittoresque. Paris, 1908. Ill.
— N. I. Grigoresco : sa Vie et son Œuvre. Bucarest, 1911.
Domnii Români dupa Portete şi Fresce Contemporane. Ed. N. Iorga. (Comisiunea Monumentelor Istorice.) Sibiu, 1929. Illustrations only.
Transilvania, Banatul, Crişana, Maramureşul 1918-28. 3 vols. Bucarest (Cultura Nationala), 1929, Ill.

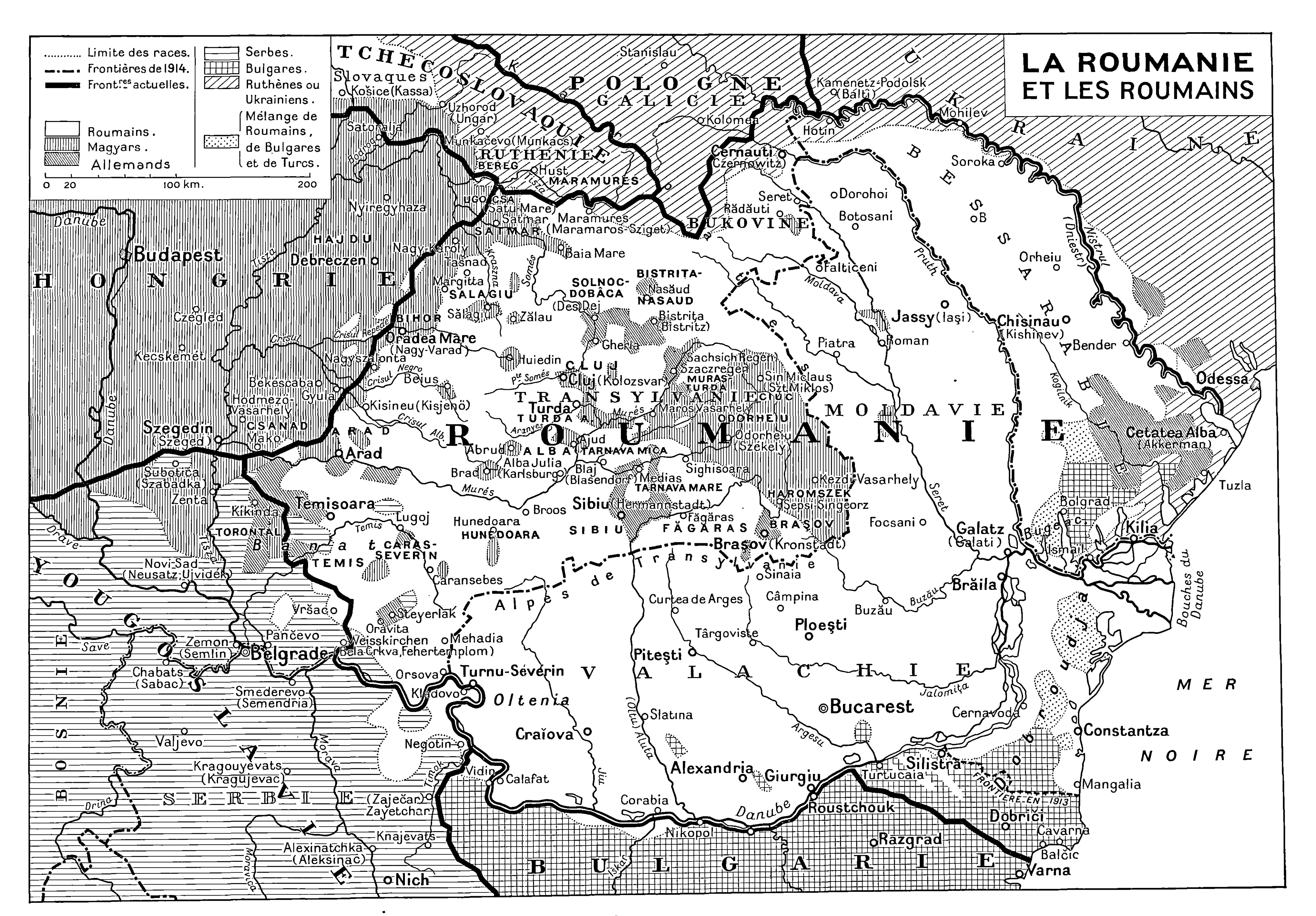
INDEX

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE



Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme-Paris (France)


LA ROUMANIE
ET LES ROUMAINS
Limite des races.
Frontières de 1914.
Front.res actuelles.
Serbes.
Bulgares.
Ruthènes ou Ukrainiens.
Roumains.
Magyars.
Allemands
Mélange de Roumains, de Bulgares et de Turcs.
0 20 100 km. 200
TCHECOSLOVAQUIE
POLOGNE
GALICIE
UKRAINE
RUTHENIE
HONGRIE
ROUMANIE
TRANSYLVANIE
MOLDAVIE
BESSARABIE
BUKOVINE
VALACHIE
Oltenia
Banat
YOUGOSLAVIE
SERBIE
BOSNIE
BULGARIE
Dobrogea
Alpes de Transylvanie
MER NOIRE
Slovaques
Košice (Kassa)
Uzhorod (Ungar)
Munkačevo (Munkacs)
Satoralja
Stanislau
Kolomea
Kamenetz-Podolsk
Bălţi
Mohilev
Hotin
Cernauti (Czernowitz)
Soroka
Dorohoi
Botosani
Seret
Rădăuti
Orheiu
Falticeni
Jassy (Iaşi)
Chisinau (Kishinev)
Bender
Odessa
Piatra
Roman
Cetatea Alba (Akkerman)
Tuzla
Bolgrad
Kilia
Ismail
Galatz (Galati)
Brăila
Focsani
Buzău
Câmpina
Ploeşti
Sinaia
Târgoviste
Curtea de Arges
Piteşti
Bucarest
Cernavoda
Constantza
Mangalia
Silistra
Turtucaia
Dobriči
Cavarna
Balčic
Varna
Razgrad
Roustchouk
Giurgiu
Alexandria
Nikopol
Corabia
Slatina
Craïova
Calafat
Vidin
Turnu-Séverin
Orsova
Kladovo
Negotin
Zaječar
Zayetchar
Knjajevats
Alexinatchka (Aleksinac)
Nich
Kragouyevats (Kragujevac)
Valjevo
Smederevo (Semendria)
Chabats (Sabac)
Belgrade
Zemon (Semlin)
Pančevo
Vršac
Weisskirchen
Bela Crkva, Fehertemplom
Oravita
Steyerlak
Mehadia
Caransebes
Lugoj
Temisoara
Novi-Sad (Neusatz, Ujvidék)
Kikinda
Zenta
Subotica (Szabadka)
Szegedin (Szeged)
Mako
Hodmezo-vasarhely
Bekescaba
Gyula
Kecskemét
Czegléd
Budapest
Debreczen
Nyiregyhaza
Nagy-Karoly
Tasnad
Margitta
Sălagiu
Zălau
Oradea Mare (Nagy-Varad)
Nagyszalonta
Beius
Kisineu (Kisjenö)
Arad
Abrud
Alba Julia (Karlsburg)
Brad
Broos
Hunedoara
Sibiu (Hermannstadt)
Făgăras
Braşov (Kronstadt)
Blaj (Blasendorf)
Medias
Sighisoara
Odorheiu (Szekely)
Kezdi-Vasarhely
Sepsi Singeorz
Maros Vasarhely
Sin Miclaus (Szt Miklos)
Szaczregen
Sachsich Regen
Turda
Cluj (Kolozsvar)
Huiedin
Gherla
Des Dej
Bistrita (Bistritz)
Nasăud
Baia Mare
Satmar
Satu Mare
Maramures (Maramaros-Sziget)
Hust
HAJDU
BIHOR
SALAGIU
SATMAR
UGOCSA
BEREG
MARAMURES
SOLNOC-DOBÂCA
BISTRITA-NASAUD
CLUJ
MURAS-TURDA
CIUC
TURDA
ODORHEIU
ALBA
TARNAVA MICA
TARNAVA MARE
HAROMSZEK
BRASOV
FĂGĂRAS
SIBIU
HUNEDOARA
ARAD
CSANAD
TORONTAL
TEMIS
CARAS-SEVERIN
FRONTIÈRE EN 1913
Danube
Tisza
Bodrog
Someş
Crasna
Crisul Repede
Crisul Negru
Crisul Alb
Mureş
Aranyos
Temis
Drave
Save
Drina
Morava
Timok
Iskar
Jiu
Olt (Aluta)
Argesu
Jalomiţa
Buzău
Seret
Moldava
Pruth
Nistrul (Dniestr)
Kogilnik
Bouches du Danube